Séance ordinaire du conseil d'arrondissement
du mardi 12 mars 2019
à 18 h 30

Bureau d'arrondissement
800, boulevard De Maisonneuve Est, rez-de-chaussée

ORDRE DU JOUR

10 – Sujets d'ouverture

10.01 Ouverture
CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Ouverture de la séance

10.02 Questions
CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Demande de dérogation mineure - Période d'intervention du public

- 1800, avenue Papineau (40.14)

10.03 Questions
CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Demande d'autorisation d'exercer un usage conditionnel - Période d'intervention du public

- 2100, boulevard De Maisonneuve Ouest (40.15)
- 2199, rue Sainte-Catherine Est / 1410, rue Parthenais (40.21)
- 1891-1897, boulevard René-Lévesque Est / 1158-1168, rue Dorion (40.20)

10.04 Ordre du jour
CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Adopter l'ordre du jour de la séance du conseil d'arrondissement du 12 mars 2019

10.05 Questions
CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1192701002

Période de questions du public

10.06 Questions
CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Période de questions des membres du conseil

10.07 Procès-verbal
CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1192701020

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 14 février 2019

10.08 Procès-verbal
CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1192701021

Adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 12 février 2019

10.09 Procès-verbal
CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1192701022

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance d'assemblée publique de consultation du 27 février 2019

12 – Orientation

12.01 Énoncé de politique

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1194951002

Approuver les catégories de reconnaissance obtenue par quatre organismes à but non lucratif en vertu de la Politique de reconnaissance et de soutien des OBNL de l'arrondissement de Ville-Marie, et ce, jusqu'au 18 mars 2023

15 – Déclaration / Proclamation

15.01 Déclaration
CA *Direction d'arrondissement* - 1196091001

Confirmer la participation de l'arrondissement de Ville-Marie à l'événement « Une heure pour la Terre 2019 » qui aura lieu le 30 mars 2019, de 20 h 30 à 21 h 30

20 – Affaires contractuelles

20.01 Immeuble - Location
CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1192701025

Approuver la convention de modification de bail par lequel la Ville de Montréal - arrondissement de Ville-Marie loue à Sentier Urbain, des terrains, dans le cadre de sa mission de « verdissement à vocation sociale » et de « réimplantation de la nature en milieu urbain » afin d'ajouter, dans l'annexe A, le lot 567 684 du cadastre du Québec (Le jardin Boisé nourricier)

20.02 Appel d'offres public
CA *Direction des travaux publics* - 1198143001

Accorder un contrat de 657 325,87 $ à Massi construction inc. pour effectuer des travaux de réaménagement du parc Raymond-Blain et autoriser une dépense maximale de 835 791,04 $ (appel d'offres public VMP-18-022 - 5 soumissionnaires)

20.03 Subvention - Soutien financier avec convention
CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1185038003

Approuver la convention modifiée avec l'Association sportive et communautaire du Centre-Sud, se terminant le 31 décembre 2021, dans le cadre des programmes « Activités de sports et de loisirs, Jeunesse et Club sportif », ainsi que pour le soutien à la mission pour les volets « Accueil, surveillance et entretien sanitaire » et « Gestion et opération d'installation aquatique » afin d'en corriger les informations erronées dans les annexes

District(s) : Sainte-Marie

20.04 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels
CA *Direction des travaux publics* - 1195876002

Accorder un contrat de gré à gré de 65 773,68 $, pour l'année 2019, à Matériaux de construction R. Oligny pour l'acquisition de bois et accessoires pour l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense totale de 78 928,42 $ - VMG-19-001 (3 soumissionnaires)

20.05 Subvention - Soutien financier avec convention
CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1193405001

Approuver la convention, se terminant le 31 mars 2020, avec la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent pour un projet en sécurité urbaine et accorder une contribution totale de 23 712 $

District(s) : Saint-Jacques

20.06 Subvention - Soutien financier avec convention
CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1194105002

Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2019, avec La Maison des jeunes Quinka-Buzz inc. pour le programme « jeunesse » et accorder une contribution de 17 500 $

District(s) : Sainte-Marie

20.07 Subvention - Contribution financière

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1195125002

Autoriser une dépense de 1 125 $ pour la participation de l'arrondissement de Ville-Marie au 34e Grand Prix du Conseil des arts de Montréal

20.08 Subvention - Contribution financière

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1195125001

Autoriser une dépense de 250 $ pour l'achat d'un billet pour la soirée-bénéfice d'Usine C qui aura lieu le 25 avril 2019

20.09 Contrat de services professionnels

CA *Direction des travaux publics* - 1195876001

Approuver la convention et accorder un contrat de services professionnels de 115 802,82 $ à Catalyse Urbaine inc. pour l'élaboration des plans, cahier de charges, suivi et surveillance de chantier pour l'ajout d'une toilette autonettoyante et la rénovation de la vespasienne du Parc du Pied-du-Courant et autoriser une dépense maximale de 127 383,10 $ (appel d'offres public VMP-19-005 - 1 soumissionnaire)

20.10 Appel d'offres public

CA *Direction des travaux publics* - 1197763001

Accorder un contrat de 1 529 742 $ à Salvex inc. pour effectuer les travaux d'aménagement du parc Des Joyeux-Vikings et autoriser une dépense maximale de 1 787 217 $ (appel d'offres public VMP 19-003 - 03 soumissionnaires)

District(s) : Saint-Jacques

20.11 Appel d'offres public

CA *Direction des travaux publics* - 1198143002

Accorder un contrat de 307 555,25 $ aux Entreprises Daniel Robert inc. pour effectuer des travaux de réaménagement du parc Médéric-Martin et autoriser une dépense maximale de 400 688,54 $ (appel d'offres public VMP-19-002 - 2 soumissionnaires)

20.12 Subvention - Contribution financière

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1190619002

Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 12 500 $

20.13 Subvention - Contribution financière

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1190619003

Accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution à Concertation régionale de Montréal pour un montant total de 650 $

30 – Administration et finances

30.01 Reddition de comptes
CE *Direction des services administratifs et du greffe* - 1197128001

Prendre acte du dépôt, conformément au Règlement 07-053, du rapport annuel relatif à l'entretien du parc du Mont-Royal pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2018

30.02 Budget - Budget de fonctionnement / PTI
CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1195125004

Approuver la poursuite du projet du centre de Peter-McGill et la participation de l'arrondissement aux budgets d'immobilisation et de fonctionnement selon la répartition prévue dans le cadre du Programme de rénovation, d'agrandissement et de construction (RAC) des bibliothèques de la Ville de Montréal

30.03 Administration - Accord de principe / Mandat régulier
CA *Direction des travaux publics* - 1194657001

Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, à la Direction de la Mobilité Service de l'Urbanisme et de la Mobilité (SUM), de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux relatifs à la réfection de la chaussée, des trottoirs et des bordures sur diverses rues artérielles de l'arrondissement de Ville-Marie pour l'année 2019

30.04 Administration - Accord de principe / Mandat régulier
CA *Direction des travaux publics* - 1194657002

Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85, de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C-11.4), à la Direction de la Mobilité Service de l'Urbanisme et de la Mobilité (SUM), de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux pour la construction de saillies sur diverses rues artérielles de l'arrondissement de Ville-Marie

30.05 Administration - Ratification / Décisions déléguées
CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1192701023

Prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 28 février 2019

40 – Réglementation

40.01 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme
CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1184869013

Adopter une résolution autorisant l'usage « bureau » sur une partie du 2e étage du bâtiment situé au 1935, boulevard De Maisonneuve Est, en vertu du Règlement sur les projets particuliers, de construction de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - Adoption

District(s) : Sainte-Marie

40.02 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme
CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1184869014

Adopter une résolution autorisant la démolition du bâtiment situé au 15, avenue Viger Ouest et construire un bâtiment mixte ayant une hauteur sur rue supérieure au maximum autorisé sur les lots 1 180 671, 1 180 675 et 5 027 239, en vertu du Règlement sur les projets particuliers, de construction de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - Adoption

District(s) : Saint-Jacques

40.03 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme
CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1184869015

Adopter une résolution autorisant l'agrandissement en porte à faux au deuxième étage devant l'alignement de construction prescrit pour le bâtiment situé au 2050, rue Mansfield, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - Hôtel Germain - Adoption

District(s) : Saint-Jacques

40.04 Règlement - Avis de motion et adoption d'un projet de règlement
CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1192701018

Adopter un Règlement modifiant le Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires (CA-24-009) afin d'ajouter le directeur d'arrondissement délégué - Adoption

40.05 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme
CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1187199004

Adopter une résolution autorisant l'installation, en bordure de l'angle nord-ouest du square Dorchester, d'une enseigne au sol lumineuse comportant un message lumineux animé ou lumineux variable pour un parc de stationnement public intérieur souterrain situé au 1191, rue Peel, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - Adoption

District(s) : Peter-McGill

40.06 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme
CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1197199001

Adopter une résolution autorisant la construction d'un édicule d'accès à la station de métro McGill par la transformation du bâtiment situé au 1981, avenue McGill College, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - 2e projet de résolution

District(s) : Peter-McGill

40.07 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme
CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1197303001

Adopter une résolution modifiant la résolution CA13 240403 concernant la construction d'un site au sud de la rue Sainte-Catherine, entre les rues De Bleury et Jeanne-Mance, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - Projet Maestria - Adoption

District(s) : Saint-Jacques

40.08 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme
CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1196255002

Adopter une résolution modifiant la résolution CA09 240398 afin de mettre à jour les plans annexés et de prolonger le délai de réalisation pour le projet sis au 1900-1950, rue Sherbrooke Ouest, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - Adoption

District(s) : Peter-McGill

40.09 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme
CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1187400014

Adopter une résolution autorisant l'implantation d'un usage résidentiel adjacent à un studio de production pour l'immeuble situé au 2051-2071, rue Sainte-Catherine Ouest, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - 2e projet de résolution

District(s) : Peter-McGill

40.10 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme
CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1187400011

Adopter une résolution autorisant l'usage « restaurant » à tous les étages, l'aménagement d'une terrasse sur le toit et un empiètement de porte sur le domaine public à l'arrière du bâtiment pour l'édifice situé au 1181, rue de la Montagne, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - 2e projet de résolution

District(s) : Peter-McGill

40.11 Règlement - Urbanisme
CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1197303002

Adopter un Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur la démolition d'immeuble (CA-24-215) afin de permettre la conservation de bâtiments patrimoniaux dérogatoires et de soumettre les bâtiments résidentiels vacants au Comité d'étude des demandes de démolition - 2e projet de règlement

40.12 Ordonnance - Domaine public
CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1197195005

Édicter les ordonnances nécessaires à la tenue d'événements sur le domaine public (Saison 2019, 2e partie, B)

40.13 Règlement - Circulation / Stationnement
CA *Direction des travaux publics* - 1195914004

Ajouter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), 46 espaces de stationnement tarifés dans le secteur Peter-McGill

District(s) : Peter-McGill

40.14 Urbanisme - Dérogation mineure

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1187400015

Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), pour l'immeuble situé au 1800, avenue Papineau (école Garneau), des dérogations relatives à l'abattage d'arbres, à l'implantation de dépendances et d'un conteneur à déchet en cour avant, à l'implantation de clôture dans une aire de stationnement et à la présence d'équipements mécaniques en façade

District(s) : Sainte-Marie

40.15 Urbanisme - Usage conditionnel

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1196255003

Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels, l'usage « épicerie » au rez-de-chaussée du 2100, boulevard De Maisonneuve Ouest

District(s) : Peter-McGill

40.16 Règlement - Avis de motion

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1190858003

Adopter un règlement modifiant le Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1) à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie afin d'introduire le pouvoir d'identifier, par ordonnance, une rue partagée - Avis de motion et dépôt

40.17 Règlement - Urbanisme

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1197199002

Adopter un règlement abrogeant le Règlement sur l'agrandissement et l'occupation du bâtiment situé au 2850, rue Sherbrooke Est, et l'occupation du bâtiment situé au 2600, rue Wurtele, par le Collège Ville-Marie (97-135) - Avis de motion et dépôt

District(s) : Sainte-Marie

40.18 Règlement - Avis de motion

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1190858002

Adopter un règlement modifiant le Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M., c. 0-0.1) et le Règlement sur les tarifs - exercice financier 2019 (CA-24-290) afin d'obliger le titulaire d'un permis d'occupation du domaine à maintenir un corridor piéton - Avis de motion et dépôt

40.19 Ordonnance - Circulation / Stationnement

CA *Direction des travaux publics* - 1195275001

Édicter une ordonnance établissant la création d'un sens unique en direction nord sur la rue Sainte-Hélène entre les rues Notre-Dame et Le Moyne

District(s) : Saint-Jacques

40.20 Urbanisme - Usage conditionnel

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1194869002

Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels, l'usage « bâtiment abritant un nombre illimité de logements » pour le bâtiment situé au 1891-1897, boulevard René-Lévesque Est/1158-1168, rue Dorion (lots 1 423 229 à 1 423 242)

District(s) : Saint-Jacques

40.21 Urbanisme - Usage conditionnel

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1194869001

Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels, l'usage « bâtiment abritant un nombre illimité de logements » pour une partie du rez-de-chaussée du bâtiment projeté sur le terrain vacant au 2199, rue Sainte-Catherine Est/1410, rue Parthenais

District(s) : Sainte-Marie

40.22 Ordonnance - Domaine public

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1192624001

Autoriser la tenue d'événements sur le domaine public (saison 2019, 2e partie, A) et édicter les ordonnances

40.23 Ordonnance - Domaine public

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1190318003

Édicter une ordonnance permettant à la Société de développement commercial Destination Centre-ville de mettre en place un service de voiturier sur le domaine public en marge du Projet Sainte-Catherine Ouest.

District(s) : Peter-McGill
Saint-Jacques

40.24 Ordonnance - Autre sujet

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1195125005

Édicter une ordonnance relative aux emplacements et à l'exercice des activités de musiciens, d'amuseurs publics et de sculpteurs de ballons sur la place d'Armes et la place Jacques-Cartier, en vertu du Règlement sur les musiciens et amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine public (CA-24-006) durant la saison 2019.

40.25 Ordonnance - Domaine public

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1192624003

Édicter, en vertu du Règlement sur les musiciens et amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine public (CA-24-006), une ordonnance permettant de fixer les conditions d'exercice des activités des demandeurs pour l'année 2019

40.26 Ordonnance - Domaine public
CA *Direction des travaux publics* - 1196890001

Désigner, comme étant une place publique, la portion de la rue Sainte-Catherine Est, entre la rue Saint-Hubert et l'avenue Papineau, du vendredi 26 avril 2019 au vendredi 26 septembre 2019, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation de cafés-terrasses et d'équipements d'embellissement sur la rue Amherst et édicter les ordonnances

40.27 Règlement - Domaine public
CA *Direction des travaux publics* - 1196890002

Désigner, comme étant une place publique, la rue Sainte-Catherine Ouest, entre la rue De Bleury et le boulevard Saint-Laurent dans le secteur Place des Arts, du lundi 29 avril au jeudi 25 septembre 2019, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation de cafés-terrasses et édicter les ordonnances

40.28 Règlement - Avis de motion et adoption d'un projet de règlement
CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1190318002

Adopter un règlement modifiant le Règlement sur les promotions commerciales (R.R.V.M., c. P-11) à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie - Avis de motion et dépôt

50 – Ressources humaines

50.01 Nomination
CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1193536003

Approuver la nomination de madame Maryse Bouchard au poste de Directrice de la culture, sports, loisirs et développement social de l'arrondissement de Ville-Marie à compter du 13 mars 2019

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.05

2019/03/12
18:30

(1)

Dossier # : 1192701002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Période de questions du public (mars)

Dossier valise pour les résolutions de regroupements d'articles et la période de questions du public.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-01-28 11:19

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1192701002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Période de questions du public (mars)

CONTENU

CONTEXTE

Dossier valise pour les résolutions de regroupements d'articles et la période de questions du public.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jacinthe MEILLEUR
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-8944
Télécop. : 514 872-5607

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-07

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-3125
Télécop. : 514 872-5607

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.07

2019/03/12
18:30

(1)

Dossier # : 1192701020

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 14 février 2019

De prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 14 février 2019.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-02-20 09:58

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1192701020

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 14 février 2019

CONTENU

CONTEXTE

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 14 février 2019

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jacinthe MEILLEUR
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-8944
Télécop. : 514 872-5607

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-20

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-3125
Télécop. : 514 872-5607

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

PROCÈS-VERBAL DE SÉANCE

14 février 2019
8 h 30

Salle Pont Jacques-Cartier
800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage

Sont présents

Mme Sophie Mauzerolle, présidente
M. Richard Ryan, Vice-président

M. Antonin Labossière, membre
Mme Caroline Déom, membre
M. Christian Ducharme, membre
M. Karl Dorais Kinkaid, membre
Mme Anniken Kloster, membre
M. Louis Stabile, membre

M. Jean-François Morin, chef de la division de l'urbanisme
M. Billy Chérubin, agent de recherche et secrétaire du comité consultatif d'urbanisme
Mme Marie-Ève Gravel, agente de recherche et secrétaire du comité consultatif d'urbanisme

Présentent leurs dossiers

Mme Catherine Beaulieu, conseillère en aménagement
M. Bruno Collin, conseiller en aménagement – chef d'équipe
M. Thomas Fontaine, architecte
Mme Charlotte Horny, conseillère en aménagement
Mme Gabrielle Leclerc-André, conseillère en aménagement
M. Francis Lefebvre, architecte
M. Olivier Légaré, conseiller en aménagement
M. Louis Routhier, architecte

1. Ouverture de la séance
Le quorum de cinq membres étant atteint, madame Sophie Mauzerolle, présidente du comité consultatif d'urbanisme, déclare la séance ouverte à 8 h 39.

2. Adoption de l'ordre du jour
L'ordre du jour est accepté en modifiant l'ordre de présentation des dossiers.

3. Dépôt des procès-verbaux
Le procès-verbal de la séance du comité du 17 janvier 2019 est déposé et remis aux membres.

4. Étude des dossiers d'urbanisme et formulation des recommandations

4.1 Article 89
Aucun dossier

4.2 Projet particulier
Aucun dossier

4.3 Modifications réglementaires
Aucun dossier

4.4 Dérogation mineure
Aucun dossier

4.5 Usage conditionnel

4.5.1	3001482321	1891-1897, boul. René-Lévesque Est / 1158-1168, rue Dorion	Favorable avec condition
4.5.2	3001431486	2199, rue Sainte-Catherine Est	Favorable avec commentaire
4.5.3	s. o.	2100, boul. De Maisonneuve Ouest	Favorable avec commentaire

4.6 Titre VIII – Révision de projet

4.6.1	3001330647	1500, avenue du Docteur-Penfield	Favorable avec conditions
4.6.2	3001343506	1500, avenue du Docteur-Penfield	Défavorable
4.6.3	3001482317	59, rue Sainte-Catherine Est	Favorable
4.6.4	3001485819	677, rue Sainte-Catherine Ouest	Favorable avec conditions
4.6.5	3001487499	2171A, rue Beaudry	Favorable avec conditions
4.6.6	3001482829	440, boulevard René-Lévesque Ouest	Favorable
4.6.7	3001477989	3454, avenue du Musée	Favorable avec conditions
4.6.8	3001474030	1, place Ville-Marie	Favorable
4.6.9	3001475959	2324-2334, rue Bercy	Favorable avec conditions
4.6.10	3001475962	2336-2340, rue Bercy	Favorable avec condltions
4.6.11	3001488836	2120, rue Montgomery	Favorable avec conditions
4.6.12	3001477766	2309-2313, rue Cartier	Favorable avec conditions
4.6.13	3001475639	1100, av. des Canadiens-de-Montréal	Favorable
4.6.14	3001478372	1945, rue Fullum	Favorable
4.6.15	3001482292	1451, rue Sherbrooke Ouest	Favorable
4.6.16	3001459179	3021, avenue de Trafalgar	Défavorable
4.6.17	3001476975	1222, rue Sainte-Catherine Ouest	Favorable
4.6.18	3001488948	2065, rue Crescent	Favorable avec conditions
4.6.19	3001493525	1771, rue Berri	Favorable
4.6.20	3001428511	965, rue Robillard	Défavorable
4.6.21	3001431746	3430-3434, rue Stanley	Favorable
4.6.22	3001470454	1411, rue Crescent	Favorable
4.6.23	3001490894	1307, rue Sainte-Catherine Ouest	Favorable
4.6.24	3001389285	808, rue Berri	Favorable
4.6.25	3001462760	1981, avenue McGill College	Défavorable

4.6.26	s. o.	75, boul. René-Lévesque Ouest	Favorable avec condition
4.6.27	s. o.	75, boul. René-Lévesque Ouest	Défavorable
4.6.28	3001477143	455, boul. René-Lévesque Ouest	Favorable avec conditions
4.6.29	3001474023	1020, rue De Bleury	Favorable
4.6.30	s. o.	99999, rue de la Montagne	Favorable avec condition
4.6.31	3001489155	2850, rue Sherbrooke Est	Favorable avec conditions et commentaire

4.7 Surhauteur

4.7.1	3001481795	2070, rue Peel	Favorable avec conditions et commentaires
4.7.2	3001477143	455, boul. René-Lévesque Ouest	Favorable avec conditions

4.8 Avis préliminaire

4.8.1	3001432945 3001433019	2361 et 2042, place Dufresne	Défavorable avec commentaire

4.9 Autres dossiers
Aucun dossier

5. Prochaine rencontre
La prochaine séance du sous-comité aura lieu le 12 février 2019 et celle du comité consultatif d'urbanisme le 14 février 2019.

6. Varia
Il a été convenu d'organiser une séance spéciale du comité, dans les mois à venir, pour amorcer une réflexion sur les grands principes et les enjeux urbains en lien avec le redéveloppement de sites au centre-ville.

7. Levée de l'assemblée
L'ordre du jour étant épuisé, la présidente lève la séance à 11 h 32.

Sophie Mauzerolle 2019-02-19
Sophie Mauzerolle date
Présidente

Billy Chérubin 2019-02-19
Billy Chérubin date
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
14 février 2019
3001482321
4.5.1

Objet :	**USAGE CONDITIONNEL**
Endroit :	1891-97, boulevard René-Lévesque Est / 1158-68, rue Dorion
Responsable :	Catherine Beaulieu
Description :	La demande vise à autoriser l'usage « bâtiment abritant un nombre illimité de logements » afin d'autoriser l'aménagement de 3 nouveaux logements dans l'agrandissement prévu sur le terrain vacant pour un total de 12 logements dans l'ensemble du bâtiment. Une demande de permis de transformation devra être déposée et présentée dans une séance ultérieure du comité consultatif d'urbanisme pour l'agrandissement du bâtiment prévu sur le terrain vacant.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	L'usage « bâtiment abritant un nombre illimité de logements » est compatible et complémentaire avec les usages déjà présents dans le bâtiment ainsi que le secteur.
Considérant que :	La superficie du bâtiment visé qui est le résultat de la copropriété horizontale est propice à excéder le nombre de logements autorisé.
Considérant que :	L'usage demandé vient régulariser la dérogation au nombre de logements qui est présente actuellement considérant que le bâtiment existant compte 9 logements alors que le zonage en vigueur en autorise 8 maximum par bâtiment.
Considérant que :	La densification dans le secteur et la volonté d'attirer les familles au centre-ville étant une priorité, l'ajout de logements comptant 3 chambres à coucher répond à cette volonté.
Considérant que :	L'ajout du nombre de logements est nécessaire pour autoriser l'agrandissement du bâtiment existant et ainsi éliminer le terrain vacant qui sert de stationnement de surface.
Considérant que :	Le projet prévoit le réaménagement des logements existants en plus de créer des logements d'une superficie intéressante pour le secteur.

Considérant que : La construction du nouveau volume permet la réduction des îlots de chaleur ainsi que la continuité du front bâti en bordure du boulevard René-Lévesque.

Considérant que : Le site étant situé à proximité de la station de métro Papineau, le projet n'est pas susceptible d'avoir des impacts négatifs sur le plan de la circulation et du stationnement.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :

- **Autoriser un maximum de 12 logements pour l'ensemble du bâtiment situé au 1891-1897, boulevard René-Lévesque Est / 1158-1168, rue Dorion.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
14 février 2019
3001431486
4.5.2

Objet :	**USAGE CONDITIONNEL**
Endroit :	2199, rue Sainte-Catherine Est / 1410, rue Parthenais
Responsable :	Catherine Beaulieu
Description :	La demande vise à autoriser l'usage « bâtiment abritant un nombre illimité de logements » pour permettre l'aménagement d'un logement d'une superficie maximale de 70 m^2, pour une partie du rez-de-chaussée faisant face à la rue Parthenais. Situé sur deux lots vacants, le bâtiment projeté de 7 étages et 11 unités de stationnement en souterrain prévoit l'aménagement d'une unité commerciale ayant pignon sur les rues Sainte-Catherine et Parthenais, d'une superficie de 165 m^2 ainsi que 38 unités résidentielles. Une demande de permis de construction (3001431484) pour un bâtiment mixte de 7 étages comprenant un commerce ainsi que 38 logements fera l'objet d'une approbation conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme (01-282) lors d'une séance ultérieure du comité consultatif d'urbanisme.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	L'aménagement d'un logement en bordure de la rue Parthenais est compatible avec le milieu environnant compte tenu de la forte concentration d'unités résidentielles en bordure de cette artère.
Considérant que :	La continuité commerciale exigée en bordure de la rue Sainte-Catherine est respectée puisqu'un local d'une superficie de 165 m^2 avec une entrée sur le coin du bâtiment est prévu et est exclu de la présente demande.
Considérant qu' :	Un commerce accessible uniquement par la rue Parthenais aurait une très faible visibilité et un achalandage piéton beaucoup moindre qu'en bordure de la rue Sainte-Catherine.
Considérant que :	L'aménagement proposé pour le logement au rez-de-chaussée, ne vient pas altérer la continuité commerciale de la rue Sainte-Catherine puisqu'il serait situé en bordure de la rue Parthenais.

Considérant qu' : Actuellement, puisque dans le secteur environnant, l'offre d'unité commerciale est grande comparativement à la demande, il n'est pas souhaitable d'aménager un nouveau commerce qui serait peu visible et moins accessible que d'autres déjà aménagés ayant pignon sur la rue Sainte-Catherine.

Considérant que : Le projet n'est pas susceptible d'avoir des impacts négatifs sonores ou d'achalandage sur le secteur.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :

- **L'usage « bâtiment abritant un nombre illimité de logements » est autorisé uniquement dans l'unité d'une superficie maximale de 70 m^2 en bordure de la rue Parthenais.**

Par ailleurs, les membres du comité souhaitent se prononcer sur le traitement architectural du projet en proposant les éléments suivants :

- **Enrichir la matérialité ;**
- **Tenir compte du contexte d'intégration en favorisant un meilleur dialogue avec les bâtiments avoisinants.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
14 février 2019
n° à venir
4.5.3

Objet :	**USAGE CONDITIONNEL**
Endroit :	2100, boul. De Maisonneuve Ouest
Responsable :	Gabrielle Leclerc-André
Description :	La demande vise à autoriser l'usage « épicerie » pour le rez-de-chaussée du bâtiment. Le bâtiment de 23 étages se situe dans le village Shaughnessy, sur le boulevard De Maisonneuve Ouest, entre les rues du Fort et Chomedey. Sur cette portion de l'artère majoritairement résidentielle, quelques commerces sont présents. Au rez-de-chaussée de l'immeuble visé se trouvent deux locaux commerciaux : le local à l'ouest est utilisé par les bureaux administratifs de l'immeuble et celui à l'est est vacant. Ces locaux ont accueilli auparavant des restaurants et des débits de boisson alcoolique. Aucun logement ne se trouve à ce niveau. Les rez-de-chaussée des bâtiments adjacents sont occupés à l'est par un restaurant et un dépanneur, et à l'ouest par des logements. Le demandeur souhaite exploiter dans le local vacant de 74 mètres carrés un comptoir de plats à emporter, correspondant à l'usage épicerie. Il n'y aurait sur place aucune cuisson d'aliments, les plats étant préparés dans un autre local de production du locataire. L'établissement n'offrirait que quelques tables à l'intérieur et sur la terrasse existante en façade, mais aucun service n'y serait fait. Enfin, des travaux sont prévus à l'intérieur afin d'adapter le local, mais aucun travaux extérieurs ne sont prévus.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	L'usage « épicerie » au rez-de-chaussée est compatible et complémentaire à l'environnement du boulevard de Maisonneuve Ouest puisque des commerces caractérisent déjà le paysage de cette artère.
Considérant que :	Le rez-de-chaussée de l'immeuble accueille déjà des bureaux administratifs.
Considérant que :	La localisation du commerce au sein de l'immeuble ainsi que son entrée distincte sur rue font en sorte que la clientèle de l'épicerie ne partagera pas les mêmes espaces que les résidents de l'immeuble.

Considérant que : La superficie qu'occupera le commerce et l'achalandage qu'il générera est compatible avec le milieu résidentiel de forte densité du secteur.

Considérant que : Il n'y a aucune modification à l'apparence extérieure du bâtiment.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Par ailleurs, les membres du comité souhaitent qu'une attention particulière soit portée au niveau de l'aménagement de l'espace en contrebas situé en cour avant afin de favoriser l'animation.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
14 février 2019
3001330647
4.6.1

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	1500, avenue du Docteur-Penfield
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise la modification d'un projet résidentiel présenté au comité à plusieurs reprises depuis 2012 et vise la maison du cocher située dans la portion Sud du site. La porte de garage, dont l'ouverture semble être celle d'origine, est remplacée par deux portes doubles à battant juxtaposées, vitrées sur leur pleine hauteur. Un nouveau garde-corps est proposé au terrassement avant, et consiste en une structure métallique en acier assorti d'un panneau d'insertion à motif du même matériel.
Élément particulier :	Ces travaux doivent être autorisés conformément à la Loi sur le patrimoine culturel, car l'immeuble est situé dans l'aire de protection de la maison Charles-G.-Greenshields.
Remarque importante :	Aux séances du 15 mai 2014, 22 janvier 2015 et 11 août 2016, le comité a émis un avis favorable avec conditions. CA12 240647 – 6 novembre 2012 - Adopter une résolution autorisant une case de stationnement supérieure au maximum autorisé dans le stationnement souterrain du 1500, avenue du Docteur-Penfield, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011). CA19 240040 – 12 février 2019 - Adopter une résolution autorisant une case de stationnement supérieure au maximum autorisé dans le stationnement souterrain du 1500, avenue du Docteur-Penfield, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011).
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105, 127.8 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Les nouvelles portes doubles vitrées occupent l'ouverture d'origine, et expriment le caractère désormais résidentiel de la maison du cocher.

Considérant que : Le garde-corps présente une apparence peu compatible aux autres garde-corps présents à cette façade du bâtiment, d'une facture plus simple.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Pour le garde-corps du terrassement avant, prévoir un garde-corps similaire en forme et matériel à ceux déjà présents à la même façade du bâtiment ;**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
14 février 2019
3001343506
4.6.2

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	1500, avenue du Docteur-Penfield
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise à la modification d'un projet résidentiel présenté au comité à plusieurs reprises depuis 2012, et vise la maison d'origine située dans la portion nord du site. Une construction hors toit ainsi qu'un garde-corps ont été érigés. La construction hors toit est revêtue de parement métallique de couleur grise, alors que le garde-corps, qui semble être en aluminium assemblé mécaniquement, est localisé à moins de la distance préconisée au règlement (deux fois sa propre hauteur). Des modifications à la composition de la façade ouest ont également été exécutées : l'escalier avant, les ouvertures et une terrasse de dimensions réduites.
Élément particulier :	Ces travaux doivent être autorisés conformément à la Loi sur le patrimoine culturel, car l'immeuble est situé dans l'aire de protection de la maison Charles-G.-Greenshields. La Division du Patrimoine de la Ville de Montréal a émis un avis préliminaire défavorable à son égard.
Remarque importante :	Aux séances du 15 mai 2014, 22 janvier 2015 et 11 août 2016, le comité a émis un avis favorable avec conditions. CA12 240647 – 6 novembre 2012 – Adopter une résolution autorisant une case de stationnement supérieure au maximum autorisé dans le stationnement souterrain du 1500, avenue du Docteur-Penfield, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011). CA19 240040 – 12 février 2019 - Adopter une résolution autorisant une case de stationnement supérieure au maximum autorisé dans le stationnement souterrain du 1500, avenue du Docteur-Penfield, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011).
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105, 127.8 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.

Considérant que : Les constructions hors toit présentent un impact visuel négatif depuis la voie publique et ne sont pas intégrées aux autres constructions hors toit existantes sur le bâtiment.

Considérant que : Les modifications à la façade ouest présentent un impact plutôt neutre sur l'architecture du bâtiment et restent peu visibles depuis la voie publique.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS DÉFAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
14 février 2019
3001482317
4.6.3

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	59, rue Sainte-Catherine Est
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise le remplacement d'une section de mur-rideau du niveau rez-de-chaussée du bâtiment abritant la salle de spectacle Métropolis. Le nouveau mur-rideau présente une apparence similaire à celui remplacé, à la différence prête que la porte d'accès se trouve à l'autre extrémité, passant de droite à gauche.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105, 127.18 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	La proposition présente un impact neutre sur l'architecture du bâtiment, et conserve la transparence souhaitée pour les revêtements du niveau rez-de-chaussée.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
14 février 2019
3001485819
4.6.4

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	677, rue Sainte-Catherine Ouest
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise la modification de quatre vitrines commerciales au niveau rez-de-chaussée du bâtiment qui abrita pendant des décennies le magasin Eaton, et fut conçu par la célèbre firme montréalaise Ross and Macdonald en 1925. Les nouvelles portes doubles d'accès au commerce « Sephora » également vitrées, sont désormais centrées dans leur ouverture. Une issue de secours existante et une section de mur opaque sont démolies et reconstruites à l'identique. Les composantes de cette baie sont recouvertes d'un fini en bandes alternées noires et blanches, qui est la marque de commerce de la compagnie.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105, 127.18 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Le projet ne cause qu'un impact plutôt faible sur l'architecture du bâtiment, en conservant la transparence attendue pour les entrées et vitrines commerciales sur la rue Sainte-Catherine.
Considérant que :	Le fini de bandes noires et blanches est dans les faits une enseigne et n'est pas un fini compatible à l'architecture du bâtiment.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Renoncer au fini en bandes noires et blanches, qui n'est pas un revêtement compatible à l'architecture du bâtiment ;**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
14 février 2019
3001487499
4.6.5

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	2171A, rue Beaudry
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise à transformer les ouvertures du niveau rez-de-chaussée d'un bâtiment de 3 étages datant de 1927 selon les registres de la ville. Une porte de garage est remplacée par une fenêtre de grande dimension, alors qu'une fenêtre est quant à elle remplacée par des portes vitrées doubles. Les fenêtres et portes sont assorties de carrelage de type 'intercalaire'.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105, 127.21 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282.*
Considérant que :	La proposition favorise une meilleure animation sur la rue Beaudry.
Considérant que :	Les nouvelles ouvertures restent bien intégrées à la composition de la façade du bâtiment.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Conserver la hauteur de l'imposte d'origine aux trois ouvertures, haute d'environ 0,6 mètre ;**
- **Renoncer aux carrelages intercalaires, qui ne prennent pas la forme et l'apparence d'origine ;**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
14 février 2019
3001482829
4.6.6

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	440, boulevard René-Lévesque Ouest
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise l'aménagement d'une nouvelle salle électrique au niveau rez-de-chaussée de la façade arrière d'une tour de 16 étages datant de 1976 selon les registres de la ville. Une nouvelle persienne métallique de 1 mètre par 1 mètre est prévue, jouxtant une nouvelle porte d'accès, également métallique et large de 2,45 mètres.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105, 127.8 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	La proposition présente un impact faible sur l'architecture du bâtiment, sur une façade offrant peu de visibilité.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
14 février 2019
3001477989
4.6.7

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	3454, avenue du Musée
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise à apporter plusieurs modifications à un projet déjà autorisé en 2016. Celui-ci présente une implantation s'inspirant des « mews » présentes dans ce secteur et inclut des maisons de ville en cours arrière d'un ensemble composé de la maison Farquhar-Robertson, construite en 1899 selon les plans de l'architecte Robert Findlay, au nord, et de la maison Percy-Cowans, construite en 1910 selon les plans des architectes E. & W.S. Maxwell, au sud. Ces dernières sont conservées, restaurées et mises en valeur dans le cadre du projet. Les modifications proposées sont multiples et visent à la fois des changements dans la volumétrie de la proposition, de même que des remplacements de matériaux. Les constructions hors toit de la maison Percy-Cowans est modifiée dans une configuration qui la fait se glisser vers la portion sud (gauche) du bâtiment. L'implantation des maisons de ville en cours arrière est simplifiée en un volume au lieu de deux prévus initialement, alors que les compositions des façades présentent plusieurs modifications mineures. La forme du toit à la façade arrière de la maison Robertson est modifiée par l'ajout d'un pignon. Les revêtements métalliques de zinc naturel proposés initialement pour les nouveaux volumes seraient désormais remplacés par du métal prépeint de couleur grise. Les bardeaux d'asphalte existants de la maison Robertson seraient remplacés par un revêtement de métal prépeint.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	CA15 240318 – 8 juin 2015 – Accorder des dérogations mineures relativement à la transformation et l'agrandissement, à des fins résidentielles, d'un bâtiment existant de 4 étages situé aux 3454-3456, avenue du Musée.
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105, 127.13 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*, et aux critères de la résolution CA15 240318.

Considérant que : La volumétrie modifiée de la construction hors toit de l'édifice Percy-Cowans est davantage visible depuis l'avenue du Musée, et interfère avec la lecture de la volumétrie du bâtiment d'origine

Considérant que : Les remplacements de matériaux proposés réduisent dans les faits la qualité de la matérialité du projet, qui s'insère dans un secteur d'une grande valeur architecturale.

Considérant que : Les modifications proposées aux maisons de ville en cours arrière impactent moins le projet de par leur visibilité réduite depuis la voie publique.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Renoncer à la nouvelle volumétrie de la construction hors toit entre les axes V et X (à l'est de l'axe 5) de la maison Percy-Cowans, qui impacte négativement la lecture des volumes originaux du bâtiment ;**
- **Préserver la matérialité de grande qualité prévue initialement au projet, en conservant les finis de zinc proposés ;**
- **Conserver la fenêtre avant au niveau sous-sol 01 (axe U) ;**
- **Déposer les détails de l'escalier avant de la maison Percy-Cowans, qui devra rétablir l'apparence d'origine ;**
- **Restaurer la matérialité d'origine pour le revêtement de toiture de la maison Robertson ;**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
14 février 2019
3001474030
4.6.8

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	1, place Ville-Marie
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise le déplacement d'une des portes d'issue vitrées au quadrant D (Nord-Est) de la place Ville-Marie qui furent présentées au CCU en mai 2018. Cette porte, qui n'est pas encore installée, avait été prévue à la façade nord (ou esplanade) du quadrant D alors qu'elle est désormais proposée à la façade est (Robert-Bourassa) du même quadrant.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	À la séance du 10 mai 2018, le comité a émis un avis favorable pour le projet d'ajout de portes d'issue aux quatre quadrants de la tour.
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 104, 105, 127, 127.8, 127.23 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	La nouvelle porte vitrée est proposée pour des considérations de mise aux normes de sécurité. La nature vitrée de la porte d'issue l'intègre adéquatement au traitement du niveau rez-de-chaussée des quadrants de la tour.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
14 février 2019
3001475959
4.6.9

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	2324-2334, rue Bercy
Responsable :	Monique Gascon
Description :	La demande vise le remplacement, déjà effectué, des portes d'entrée des 6 logements d'un bâtiment construit vers 1930 selon les registres de la Ville. Les nouvelles portes possèdent un vitrage de pleine hauteur et occupent les ouvertures existantes inchangées. Les impostes vitrées vraisemblablement présentes lors de la construction d'origine ont depuis longtemps été remplacées par des panneaux opaques, déjà présents sur des photos d'archives de la Ville datant de 2007.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux critères énoncés aux articles 99, 103, 104, 105 et 127.9 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Les portes remplacées ne dataient vraisemblablement pas de l'origine du bâtiment.
Considérant que :	Le modèle de porte installé est compatible avec les caractéristiques architecturales du bâtiment, mais les impostes vitrées n'ont pas été remplacées.
Considérant que :	Les archives de la Ville accessibles directement en arrondissement ne contiennent aucun plan du permis de construction d'origine du bâtiment, mais que les bâtiments similaires datant de la même époque possédaient généralement des portes surmontées d'impostes vitrées.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Installer des impostes vitrées au-dessus des portes déjà remplacées ;**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
14 février 2019
3001475962
4.6.10

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	2336-2340, rue Bercy
Responsable :	Monique Gascon
Description :	La demande vise le remplacement, déjà effectué, des deux portes d'entrée des logements d'un bâtiment construit vers 1930 selon les registres de la Ville. Les nouvelles portes possèdent un vitrage de pleine hauteur et occupent les ouvertures existantes inchangées. Les impostes vitrées vraisemblablement présentes lors de la construction d'origine ont depuis longtemps été remplacées par des panneaux opaques, déjà présents sur des photos d'archives de la Ville datant de 2007.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux critères énoncés aux articles 99, 103, 104, 105 et 127.9 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Les portes remplacées ne dataient vraisemblablement pas de l'origine du bâtiment.
Considérant que :	Le modèle de porte installé est compatible avec les caractéristiques architecturales du bâtiment, mais les impostes vitrées n'ont pas été remplacées.
Considérant que :	Les archives de la Ville accessibles directement en arrondissement ne contiennent aucun plan du permis de construction d'origine du bâtiment, mais que les bâtiments similaires datant de la même époque possédaient généralement des portes surmontées d'impostes vitrées.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Installer des impostes vitrées au-dessus des portes déjà remplacées ;**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
14 février 2019
3001488836
4.6.11

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	2120, rue Montgomery
Responsable :	Monique Gascon
Description :	La demande précédente, pour laquelle un permis a été délivré, visait la rénovation complète de la façade d'un bâtiment incendié puis abandonné, construit vers 1910 selon les registres de la Ville, et abritant quatre logements à l'origine, qui faisait l'objet d'une transformation en résidence unifamiliale. Un nouveau parement de briques d'argile rouge de format « Modulaire » recouvre la façade. Les ouvertures ont été élargies pour recevoir de nouvelles fenêtres, divisées asymétriquement et réunies par paires (à l'étage seulement) au moyen d'une insertion de parement métallique. Le même parement devait orner le côté droit de l'entrée, formée d'une porte et d'un panneau latéral étroit, tous deux vitrés à pleine grandeur et surmontés d'une imposte vitrée. Le perron et l'escalier seraient faits de béton brut et s'aligneraient avec la largeur de la porte et du parement métallique adjacent. Les travaux réalisés ne sont pas entièrement conformes aux plans approuvés en ce qui a trait à la façade avant. La porte d'entrée est surmontée d'un panneau opaque plutôt que d'une imposte vitrée. Le parement métallique prévu du côté droit de l'entrée est remplacé par la brique en continuité avec le reste de la façade. Le perron et l'escalier seraient de largeur réduite, alignée avec la largeur de la porte et du vitrage latéral.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	À la séance du 13 septembre 2018, le comité a émis un avis favorable avec conditions pour le projet.
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux critères énoncés aux articles 99, 103, 104, 105, 120 et 127.9 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Les modifications réalisées et proposées sont mineures par rapport à l'ensemble de la façade.
Considérant que :	Le bâtiment possède une superficie de terrain en cour avant suffisante pour permettre la plantation d'arbustes.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Déposer des plans montrant un aménagement paysager en cour avant qui comporte des arbustes dont la taille prévue à maturité complètera harmonieusement la composition des ouvertures du rez-de-chaussée ;**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
14 février 2019
3001477766
4.6.12

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	2309-2313, rue Cartier
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise le remplacement des fenêtres, des 2 portes d'entrée et la porte du balcon. En novembre dernier, l'inspecteur municipal a constaté le début des travaux de remplacement des portes et fenêtres. Le choix des fenêtres, de la porte de balcon et des 2 portes d'entrée des logements des étages s'avère correspondre aux modèles d'origine présumés; toutefois, la porte d'entrée du logement du rez-de-chaussée jouit d'une ouverture plus large, qui laisse entendre qu'une porte double y était autrefois installée, alors que nous devons constater l'installation d'une porte simple flanquée d'un carreau latéral vitré fixe, telle que la porte remplacée. Bon nombre de bâtiments sur cet îlot sont dotés d'une ouverture plus large que celle d'une porte simple, mais aucun n'est muni des éléments d'origine ; toutefois, il en existe certains exemples sur la même rue.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 104 et 127.16 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant qu' :	Une porte double à 2 battants ouvrants serait plus fidèle à l'origine et plus pratique, et occuperait l'ouverture de façon plus équilibrée.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Remplacer la porte du rez-de-chaussée par une porte à 2 battants de largeur inégale, comme l'était vraisemblablement la porte d'origine ;**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
14 février 2019
3001475639
4.6.13

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION**
Endroit :	1100, avenue des Canadiens-de-Montréal
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise l'érection d'un édicule d'accès et l'aménagement d'une terrasse au toit de la tourelle de la gare Windsor. Les étages supérieurs de la gare Windsor accueillent un nouveau locataire, qui désire profiter au maximum de son espace et mettre en valeur le potentiel de la grande tourelle. Il propose donc d'aménager le toit plat de la tourelle comme terrasse et se voit contraint, pour que l'accès y soit réglementaire, de rehausser l'édicule d'accès de plus d'un mètre, dépassant ainsi la hauteur du rempart qui ferait office de garde-corps. Le revêtement de la construction additionnelle serait de feuilles de cuivre, tel que l'existant. Puisque la gare Windsor est située de biais à la place du Canada et à l'enfilade de l'avenue de la Gauchetière, le volume additionnel serait forcément perceptible depuis une certaine distance, alors que l'architecte Bruce Price avait pris soin d'occulter cet accès. Toutefois, il faut avouer que l'impact de l'ajout sur l'ensemble n'est pas prépondérant.
Élément particulier :	Ces travaux ont été autorisés conformément à la Loi sur le patrimoine culturel, car la Gare Windsor est un immeuble patrimonial classé.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 105 et 127.19 du *Règlement d'urbanisme 01-282.*
Considérant que :	L'intervention s'insère avec discrétion au sommet de la tourelle emblématique.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
14 février 2019
3001478372
4.6.14

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS D'AGRANDISSEMENT**
Endroit :	1945, rue Fullum
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise une modification au projet qui avait été initialement présenté, afin de se conformer aux exigences du Règlement sur la construction de bâtiments (11-018), qui exige qu'un mur construit à la limite latérale soit revêtu de 90 mm de maçonnerie. Le théâtre Espace Libre occupe depuis 1981 l'ancienne caserne de pompier no 19, qui aurait été construite en ± 1900 sous la direction de l'architecte Joseph Venne. Après une première rénovation maison, le bâtiment a fait l'objet d'une transformation/agrandissement en 2002 sous la direction des architectes Lapointe et Magne, pour laquelle les concepteurs ont reçu de nombreux prix, dont le Prix d'excellence de l'OAQ. Le demandeur propose un agrandissement en cour latérale, qui permettrait d'élargir le vestibule d'entrée dont les dimensions sont actuellement insuffisantes, ce qui crée de longues files d'attente extérieures sur une rue résidentielle lors de l'ouverture des portes. Le demandeur propose également d'agrandir l'espace au niveau mezzanine. Le changement se situe au niveau de la façade latérale, où la maçonnerie, sur la proposition originale, était recouverte des mêmes finis que sur la façade Coupal, ce qui n'a pas été accepté par le comité technique, puisque, dans l'éventualité où un mur à la ligne était érigé sur la propriété adjacente, l'assemblage réalisé n'aurait pas l'homogénéité requise pour agir comme le mur coupe-feu exigé par le Code de construction du Québec
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	À la séance du 10 mai 2018, le comité a émis un avis favorable pour une version similaire du même projet.
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 104 et 127.15 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	La proposition reprend le rythme et la matérialité de l'agrandissement de 2002.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
14 février 2019
3001482292
4.6.15

Objet : **DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**

Endroit : 1451, rue Sherbrooke Ouest

Responsable : Francis Lefebvre

Description : La demande vise l'édifice Port-Royal qui a été construit entre 1962 et 1965, selon les dessins de l'architecte Ian Martin, par la Generale Immobiliare, une société chargée de faire fructifier les avoirs du Vatican, et qui est aussi responsable de l'érection de la Tour de la Bourse et du complexe Watergate. L'ingénieur-vedette Pier Luigi Nervi aurait dessiné sa structure de 33 étages qui culmine à une centaine de mètres au-dessus du niveau du trottoir de la rue Sherbrooke.

Le bâtiment est implanté dans un contexte particulièrement peu élevé foisonnant d'immeubles de 2 et 3 étages, à l'exception d'une tour de condos des années 2000 d'une douzaine d'étages, et il excède, en droits acquis, de plus de 60 m la hauteur prévue au zonage, ainsi que de plus de 40 m le plafond prévu au Plan d'urbanisme. Nonobstant ce fait, le demandeur se voit forcé de remplacer la tour d'eau installée au toit, et le nouveau modèle envisagé, qui est légèrement plus haut, doit également être installé à une distance plus grande du niveau du toit.

On se retrouve alors avec une machine qui dépasse de 1 m la hauteur de la précédente, ce pourquoi on prévoit de rehausser l'écran existant de 0,93 m. On utiliserait le même matériau (tôle d'acier prépeint) dans les mêmes profils et nuances.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Aucune

Considérant que : Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 105 et 127.3 du *Règlement d'urbanisme 01-282.*

Considérant que : L'impact de l'intervention est minime, par rapport aux dimensions de l'immeuble.

Considérant que : L'ensemble de l'intervention ne dépasse pas la cheminée existante, qui constitue le point culminant de l'édifice.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
14 février 2019
3001459179
4.6.16

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION**
Endroit :	3021, avenue de Trafalgar
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise une résidence unifamiliale de campagne construite en 1848 selon les dessins de l'architecte d'origine anglaise John George Howard, qui fut le premier architecte de York (aujourd'hui Toronto). La propriété portait le nom de Trafalgar Lodge, ce qui a mené à la pléthore de toponymes inspirés de cela dans le voisinage. Le demandeur propose la construction d'un garage indépendant de 3,6 m x 6,8 m, qui serait revêtu de la même brique utilisée pour la réfection des murs de la maison. Il serait situé en recul de 1 m de la limite avant du terrain, et on y accéderait par la Côte-des-Neiges, en empiétant sur la voie réservée au transport public les matins de semaine. La dépendance aurait un toit à 2 versants de tôle, dont le versant ouest déverserait vraisemblablement sur le terrain voisin, et la face du pignon serait décorée de décorations reprenant le symbole du trèfle omniprésent sur l'immeuble patrimonial. Les dessins ne permettent pas de juger de l'impact de la proposition sur le contexte.
Élément particulier :	Ces travaux doivent être autorisés conformément à la Loi sur le patrimoine culturel, car l'immeuble est situé dans le site patrimonial déclaré du Mont-Royal.
Remarque importante :	CA13 240723 – 10 décembre 2013 – Accorder des dérogations mineures relativement à la construction de clôtures, de murets et de portails ainsi qu'à l'aménagement d'une aire de stationnement en cour avant pour le bâtiment situé au 3021, avenue de Trafalgar.
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 105 et 127.10 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'ajout d'une troisième place de stationnement nécessiterait une autorisation réglementaire, puisque le nombre d'espaces de stationnement dépasserait le maximum prévu.
Considérant que :	L'accès au garage par le chemin de la Côte-des-Neiges n'est pas souhaitable en raison du trafic intense et de la présence d'une voie réservée.

Considérant que : L'insertion d'une dépendance en façade ne constituerait pas une amélioration à la perception du front bâti de l'îlot.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS DÉFAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
14 février 2019
3001476975
4.6.17

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	1222, rue Sainte-Catherine Ouest
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise un petit local commercial dédié à la coupe des cheveux situé à l'avant du théâtre National depuis bon nombre d'années. La direction a décidé de remplacer l'enseigne à plat existante par une enseigne lumineuse du même acabit. L'enseigne proposée aurait une hauteur de 0,6 m et une largeur de 1,2 m. Elle serait installée au-dessus de la vitrine du local, et assujettie au parement de pierre dans les joints. Ce serait un boîtier en aluminium couvert d'une face en acrylique recouverte de vinyle opaque noir, dans lequel serait découpée l'inscription « Salon de beauté OXXY de Paris », suivie du numéro de téléphone, en blanc.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 472.1 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'enseigne à plat proposée s'insère discrètement à l'emplacement proposé.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
14 février 2019
3001488948
4.6.18

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	2065, rue Crescent
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise l'installation d'une enseigne lumineuse en saillie. L'immeuble était, à l'origine, de type résidentiel vernaculaire, comme l'ensemble de ceux construits sur les rues Crescent et les environs, et sa composition ne se prête guère à l'affichage commercial, du fait que l'entrée partagée par les commerces sis au rez-de-chaussée et au 2e étage est abritée par un porche à colonnes peu propice à l'installation d'une enseigne. Le demandeur propose donc, pour l'anti-café/bureau partagé du second étage, une petite enseigne lumineuse ronde en saillie, qui serait installée entre les 2 fenêtres du 2e étage situées dans l'oriel, un peu plus haut que l'allège. Une enseigne en saillie similaire a déjà été bien reçue pour le commerce du rez-de-chaussée, mais l'exploitante a choisi de ne pas l'installer. L'enseigne aurait un diamètre de 0,6 m et serait constituée d'un boîtier d'aluminium mince (5 cm) muni de 2 faces en Lexan blanc, portant des tiers de cercle rouges et l'inscription « Club Insider's Anti-Café Co-Work » en gris. À l'obscurité, c'est toute la pastille qui serait illuminée, à l'inverse de la tendance favorisée par la Division de l'urbanisme, qui cherche à n'illuminer que le message.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 472.1 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'enseigne en saillie proposée s'insère discrètement de jour à l'emplacement proposé, mais moins bien de nuit.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Revoir la construction de l'enseigne pour n'illuminer que le message ;**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
14 février 2019
3001493525
4.6.19

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	1771, rue Berri
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise le remplacement d'une persienne par une section de mur rideau dans le projet de l'îlot Voyageur. Le poste de quartier 21 aménagera au rez-de-chaussée et au 2e étage, et pour ce faire, le demandeur propose d'éliminer une immense persienne en aluminium qui perçait la façade depuis les tous débuts, et de la remplacer par une section du même mur rideau qui la caractérise. Quoiqu'une portion de la vitrine ajoutée soit recouverte d'un film opaque pour garantir l'intimité des espaces de travail, il s'agit tout de même d'une amélioration notable.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 105 et 127.3 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'intervention a pour effet d'éliminer une persienne aveugle au niveau du rez-de-chaussée et d'améliorer la relation avec les passants.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
14 février 2019
3001428511
4.6.20

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION**
Endroit :	965, rue Robillard
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise un bâtiment résidentiel construit en 2017, selon les dessins de l'architecte Robert Constantin, sur un terrain de stationnement de surface desservant le petit hôtel situé au coin de la rue St-André. Lors d'une visite des lieux en février 2018, l'inspectrice municipale a constaté que les logements des 2 étages inférieurs étaient exploités comme une extension de l'hôtel, et que le demandeur avait aménagé, en sus des terrasses autorisées au permis, une terrasse supplémentaire au toit de la construction hors toit. On accède à la terrasse supérieure par 2 escaliers extérieurs disposés de chaque côté de l'appentis. L'espace est ceint de garde-corps en acier et verre installés à l'alignement des façades de la construction hors toit, et il est revêtu d'un plancher de bois traité. Des bacs de plantation et des bancs fixes en bois complètent l'aménagement.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	À la séance du 9 juillet 2015, le comité a émis un avis favorable pour la construction du bâtiment.
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 21.6 et 23 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	La proposition constitue un précédent en ce sens qu'elle autoriserait une occupation hors toit sur 2 niveaux superposés.
Considérant que :	La proposition aura un impact négatif sur le voisinage.
Considérant que :	Les retraits exigibles à l'avant et à l'arrière n'ont pas été respectés.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS DÉFAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
14 février 2019
3001431746
4.6.21

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION**
Endroit :	3430-3434, rue Stanley
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise la transformation et l'agrandissement de 2 bâtiments. Les façades avant des 2 bâtiments ainsi que les escaliers de pierre seront restaurés tel qu'à l'origine. À l'arrière, un agrandissement de 3 étages bordant 2 petites cours est proposé. Une façade en mur-rideau composée de 2 plans angulés sur lequel un grillage d'aluminium blanc en forme de dents de scie est superposé est projetée. Des sections de revêtement acrylique blanc dissimuleront les dalles des planchers. Au niveau du sol, on retrouve des stationnements extérieurs couverts par une toiture verte.
Élément particulier :	Ces travaux doivent être autorisés conformément à la Loi sur le patrimoine culturel, car l'immeuble est situé dans l'aire de protection de l'édifice du Mount Stephen Club.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105 et 127.8 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	La restauration des 2 façades aura un impact positif sur le cadre bâti de la rue Stanley.
Considérant que :	Les travaux résolument contemporains proposés à l'arrière sont de grande qualité et ne seront pas visibles de la voie publique.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
14 février 2019
3001470454
4.6.22

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION**
Endroit :	1411, rue Crescent
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise à autoriser la modification de l'alcôve qui dessert les bureaux des étages supérieurs du Crescent Building construit en 1932. Les 4 portes existantes seront remplacées par 2 portes en aluminium gris foncé et 2 panneaux fixes vitrés localisés dans le même plan. Les panneaux muraux qui permettaient de l'affichage seront remplacés par un revêtement de pierre identique à celui de la façade. La grille ornementale sera quant à elle déposée, repeinte et réinstallée. Finalement, le parement de pierre sera réparé là où requis.
Élément particulier :	Ces travaux doivent être autorisés conformément à la Loi sur le patrimoine culturel, car l'immeuble est situé dans les aires de protection de l'édifice du Mount Stephen Club et de la façade des Appartements-Bishop Court.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105 et 127.18 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Les portes remplacées ne sont pas celles d'origine.
Considérant que :	La grille ornementale de grande valeur architecturale sera conservée et repeinte.
Considérant que :	L'impact du changement des portes sur l'architecture du bâtiment est faible et ce changement sera peu visible de la voie publique.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
14 février 2019
3001490894
4.6.23

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	1307, rue Sainte-Catherine Ouest
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise à autoriser l'installation de 3 enseignes sur 3 marquises de l'édifice Ogilvy. Deux enseignes remplacent des enseignes existantes sur la face avant de deux marquises du magasin Ogilvy, une située sur la rue Sainte-Catherine et l'autre sur la rue de la Montagne. On y retrouve l'inscription « HOLT RENFREW OGILVY » en lettrage d'aluminium blanc d'une dimension de 4,0 m par 0,25 m. Plus au nord sur la rue de la Montagne, la même inscription en lettrage d'aluminium blanc d'une dimension de 8,0 m par 0,5 m est proposée sur le dessus d'une nouvelle marquise déjà autorisée dans le projet particulier encadrant la transformation du bâtiment.
Élément particulier :	Ces travaux doivent être autorisés conformément à la Loi sur le patrimoine culturel, car l'immeuble est situé dans l'aire de protection de l'édifice du Mount Stephen Club.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 472.1 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Les 3 enseignes proposées s'harmonisent à l'architecture du bâtiment.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
14 février 2019
3001389285
4.6.24

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	808, rue Berri
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise à autoriser une enseigne en saillie déjà installée. Cette enseigne, située en bordure de la porte d'entrée du bureau qu'elle annonce, a une dimension de 0,6 m par 0,3 m et est située à 2,4 m au-dessus du trottoir. On y retrouve les inscriptions « Benamor Avocats » et « 808 Berri » sur les 2 faces. L'enseigne est accrochée sur une potence en fer forgé noir et est éclairée par 2 projecteurs.
Élément particulier :	Ces travaux doivent être autorisés conformément à la Loi sur le patrimoine culturel, car l'immeuble est situé dans le site patrimonial déclaré de Montréal.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 472.1 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'enseigne en saillie déjà installée s'intègre harmonieusement à l'architecture du bâtiment.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
14 février 2019
3001462760
4.6.25

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION**
Endroit :	1981, avenue McGill College
Responsables :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise la modification de la façade principale de l'édifice BNP Paribas. Le concepteur a apporté des modifications au projet depuis la dernière présentation. Le grand bandeau lumineux sur la tranche du bâtiment à l'intersection du boulevard De Maisonneuve est retiré. La marquise a été affinée en présentant désormais un fascia partiellement en retrait et revêtu du même parement de couleur bleu que le mur-rideau du bâtiment, et un soffite en tuiles de couleur blanche. Le joint de 30 cm à la jonction de celle-ci avec le bâtiment, induit une lecture en continu de la façade du bâtiment. Le niveau rez-de-chaussée de la portion de la tour à droite de l'esplanade, de même qu'une section sur la façade du boulevard De Maisonneuve, sont revêtus d'un verre transparent, mais bleuté.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Le projet a été présenté aux séances du 15 novembre et du 13 décembre 2018 du CCU, et a reçu des avis favorables assortis de conditions. L'avis du CCU en décembre 2018 était conditionnel au retrait du bandeau lumineux et à la modification de la marquise afin d'offrir une expression architecturale distinctive de celle du bâtiment et davantage de légèreté.
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105, 127.8 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Le bâtiment d'origine présente une grande qualité architecturale, incluant son esplanade qui présente un caractère quasi public.
Considérant que :	La marquise crée une rupture avec la volumétrie particulière de l'édifice.
Considérant que :	La marquise proposée ne répond pas aux conditions émises par le comité consultatif d'urbanisme lors des séances antérieures, qui exigeaient plus de légèreté et une sobriété dans son intégration.

Par conséquent, à la majorité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS DÉFAVORABLE à l'égard de la demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
14 février 2019
s. o.
4.6.26

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE – NOM D'OCCUPANT D'IMMEUBLE**
Endroit :	75, boulevard René-Lévesque Ouest – Édifice Jean-Lesage
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise à ajouter cinq enseignes de nom d'occupant d'immeuble au niveau rez-de-chaussée de l'édifice Jean-Lesage, siège social de la corporation d'état qui fut conçu en 1958-1959 par l'architecte Gaston Gagnier et dont la construction se termina en 1962. Une enseigne de nom d'occupant d'immeuble est déjà présente à la base de granit à l'ouest du bâtiment. Une enseigne récupérée d'une centrale hydro-électrique prenant la forme de lettres détachées formant l'inscription « Hydro-Québec » et large de 3,3 m est suspendue au soffite de la marquise. Quatre logos métalliques d'environ 1 m de diamètre chacun sont également ajoutés de part et d'autre des deux colonnes encadrant l'entrée principale de la tour.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Le nouveau parement de polymère rétro éclairé des deux colonnes d'entrée est traité dans une autre demande présentée conjointement.
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 519 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Les enseignes préposées représentent davantage que le minimum nécessaire pour identifier l'immeuble.
Considérant que :	Les quatre logos aux colonnes d'entrée présentent un message répété.
Considérant qu' :	Une enseigne « Hydro-Québec » similaire à celle proposée au soffite de la marquise était prévue aux croquis de l'architecte Gaston Gagnier.
Considérant que :	La surenchère d'enseigne viendra porter ombrage à l'œuvre de Jean-Paul Mousseau.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :

- **Renoncer aux quatre logos aux colonnes de chaque côté de l'entrée qui représentent davantage que le minimum nécessaire pour identifier l'immeuble et présentent un message répété.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
14 février 2019
S. O.
4.6.27

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION**
Endroit :	75, boulevard René-Lévesque Ouest – Édifice Jean-Lesage
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise à modifier deux des colonnes encadrant l'entrée au niveau rez-de-chaussée de l'édifice Jean-Lesage, siège social de la corporation d'état qui fut conçu en 1958-1959 et dont la construction se termina en 1962. Le bâtiment, une des premières tours modernes à Montréal, a conservé une intégrité architecturale remarquable. Un parement de panneau de résine translucide est appliqué aux deux faces des colonnes jouxtant directement l'entrée (quatre panneaux de résine au total, haut d'environ 3 m chacun). Ce nouveau parement, rétro-éclairé, vise à mettre en valeur des logos métalliques que la société d'état souhaite installer.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	La proposition d'enseignes de nom d'occupant d'immeuble est traitée dans une autre demande présentée conjointement.
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105, 127, 127.8, 127.23 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Les panneaux de résine atténuent l'expression des colonnes d'acier, qui se prolongent sur toute la façade du bâtiment et qui sont une caractéristique architecturale.
Considérant que :	La résine rétro-éclairée représente un ajout peu compatible à l'architecture sobre du bâtiment, qui présente une valeur architecturale élevée.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS DÉFAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
14 février 2019
3001477143
4.7.2 et 4.6.28

Objet : **SURHAUTEUR ET RÉVISION DE PROJET**

Endroit : 455, boul. René-Lévesque Ouest

Responsable : Gabrielle Leclerc-André, Bruno Collin et Louis Routhier

Description : La demande vise la construction d'un édifice comportant deux tours sur un terrain vacant qui correspond au terrain de l'ancien collège Sainte-Marie. La tour SNC-Lavalin occupe une partie du site, du côté de la rue Saint- Alexandre. Le reste de l'îlot est notamment occupé par l'église du Gesù, qui est un immeuble patrimonial classé. Un mur de soutènement en pierres grises, vestige de l'ancien collège, longe le terrain du côté de la rue De Bleury. Sa hauteur rend compte de l'important dénivelé du site, soit près de 5 m.

L'édifice projeté comprend un basilaire de 6 à 7 étages surmontés de deux tours, l'une de 35 étages au nord et l'autre de 45 étages au sud. Le programme est constitué d'espaces commerciaux au rez-de-chaussée, 732 unités résidentielles aux étages, une terrasse commune au toit du basilaire, ainsi qu'un espace commun au dernier étage de la tour sud, lequel est doté d'un plafond lumineux visible de la rue, qui sera un élément distinctif du projet. L'immeuble comprend également un stationnement intérieur pouvant accueillir 316 vélos et 291 autos. L'accès véhiculaire donne sur la rue De Bleury, dans la partie nord du site.

Le basilaire est aligné sur rue, à l'exception de la partie nord, sur la rue De Bleury, qui est légèrement en retrait afin de dégager les vues sur l'église du Gesù. Ce retrait d'alignement permettra également d'aménager un café-terrasse. L'espace commercial longeant la rue De Bleury intégrera les pierres de l'ancien mur de soutènement qui sera visible de l'extérieur grâce à une fenestration de verre ultra clair. Le mur de l'ancien Collège Sainte-Marie est conservé.

Les tours décalées l'une de l'autre auront un profil en angle dont la forme rappelle celle d'un K. La plus petite des tours aura un retrait de 2,3 m par rapport à la façade du basilaire donnant sur De Bleury, lequel sera lui-même en retrait de la rue d'approximativement 10 m afin de dégager l'église du Gesù. La plus grande aura un retrait d'environ 1,5 m par rapport au basilaire, à l'exception d'un léger linéaire de façade afin de marquer l'intersection.

La réglementation d'urbanisme permet d'y ériger une construction ayant une densité (COS) de 12 et une surhauteur pouvant s'élever à près de 200 m, conditionnellement au respect d'une série de critères d'intégration, ainsi que d'un retrait d'alignement au-dessus de la hauteur sur rue.

Afin de répondre aux conditions du comité du 13 décembre 2018, le demandeur a apporté plusieurs modifications au projet. D'abord, le mur de pierre correspondant au vestige du Collège Sainte-Marie a été conservé et intégré au projet. Pour répondre aux besoins d'accès au stationnement intérieur, une partie du mur est légèrement déplacée vers le sud. L'ouverture actuelle de 9,5 m que représente l'interruption du mur serait réduite à 6,5 m avec la récupération de certaines pierres et serait déplacée au nord, toujours pour donner accès à l'entrée de stationnement. L'ancienne porte d'entrée du collège est reconstituée à partir du jambage subsistant et les fenêtres murées sont à nouveau percées. En plus des pierres du mur de soutènement qui seront intégrées à l'intérieur du bâtiment, quelques-unes d'entre elles sont conservées au sol dans leur emplacement actuel et descendent en escalier à la base de la façade. Deux plaques commémoratives en bronze, l'une dans l'ancienne imposte de l'entrée principale et l'autre à l'emplacement de la petite porte de service, rappellent le collège Sainte-Marie. La hauteur du rez-de-chaussée sur la rue De Bleury n'a pas été augmentée tel que demandé par le Comité, mais avec la conservation du mur du collège, le décalage avec l'échelle du Gesù est estompé.

D'autre part, la tour sud a été modifiée de façon à préserver autant que possible la vue sur le fleuve depuis le belvédère Kondiaronk. Ainsi, elle a subi une légère rotation de façon à se positionner en parallèle avec celle de la tour SNC-Lavallin. Le coin sud-ouest des niveaux 26 à 31 ont aussi été tronqués, plutôt que ceux indiqués dans les conditions du CCU, puisqu'ils offriraient une fenêtre plus adéquate sur le fleuve à partir du belvédère Kondiaronk. Un aménagement paysager a été ajouté devant le mur aveugle au-dessus du local commercial sur René-Lévesque afin d'animer l'espace. Le type de végétaux sera précisé lors de la révision de projet.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Aucune

Considérant que : Dans l'ensemble, la version modifiée du projet répond aux conditions du comité consultatif d'urbanisme, dont le mur de pierre correspondant au vestige du Collège Sainte-Marie qui sera conservé et intégré au projet.

Considérant que : Des plaques commémoratives en bronze rappelleront le collège Sainte-Marie.

Considérant qu' : Un aménagement paysager a été ajouté devant le mur aveugle au-dessus du local commercial sur le boulevard René-Lévesque afin d'animer l'espace.

Considérant que : Le projet modifié permettra de conserver partiellement une fenêtre vers le fleuve depuis le belvédère Kondiaronk.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Abaisser et simplifier la marquise à l'intersection du boulevard René-Lévesque et la rue de Bleury ;**
- **Déposer une étude qui valide avec précision le positionnement de la fenêtre sur le fleuve à partir belvédère Kondiaronk ;**
- **Retravailler le sas de l'entrée nord sur De Bleury de façon à mieux l'intégrer à la façade du bâtiment ;**
- **Pour le mur de l'ancien Collège Sainte-Marie, traiter l'ensemble de sa composition comme un vestige plutôt que de le reconstituer. Également, la portion du mur composée d'une porte ornementée et d'une fenêtre peut être déplacée vers le sud afin d'y aménager un accès véhiculaire le moins large possible ;**
- **Retenir une pierre grise pour l'enveloppe du basilaire, en harmonie avec l'église du Gesù ;**
- **La demande de permis devra être accompagnée des éléments suivants :**
  - **une étude d'impacts éoliens ;**
  - **un inventaire archéologique ;**
  - **un devis technique pour l'intégration des vestiges de l'ancien Collège Sainte-Marie, incluant la partie de façade existante et le mur de soutènement.**
- **Présenter à nouveau au CCU la version révisée du projet dans le cadre de la demande de permis de construction.**

Il est à noter que M. Christian Ducharme, ayant déclaré un intérêt personnel, ne s'est pas prononcé pendant les délibérations et le vote.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
14 février 2019
3001474023
4.6.29

Objet : **RÉVISION DE PROJET**

Endroit : 1020, rue De Bleury

Responsable : Olivier Légaré et Bruno Collin

Description : La demande vise la modification des plans de construction d'un bâtiment de 38 étages (120 m) destinée à abriter des logements, un hôtel, des commerces et des bureaux sur l'îlot compris entre l'avenue Viger et les rues Hermine, De La Gauchetière et De Bleury.

Le site visé, situé immédiatement au nord de la Place Riopelle, dans le Quartier international de Montréal, présente une superficie de 7 423 m², et bénéficie d'une densité de construction (COS) possible de 12, ce qui autorise la construction d'un édifice de la dimension de la Place Ville-Marie. En matière d'occupation, les usages permis sont ceux typiques du centre des affaires, soit aussi bien l'habitation que le bureau, le commerce ou les principaux équipements collectifs.

Suite aux commentaires du comité, le demandeur a décidé de conserver le verre sérigraphié qui permet de distinguer la portion hôtel du projet. Par contre, le demandeur souhaite maintenir l'option d'un nombre réduit de colonnes verticales aux dépens d'une option oblique puisque celles-ci jouent un rôle structural qui nécessiterait un élargissement.

Enfin, les premiers croquis de l'œuvre d'art en réponse à la Joute de Jean-Paul Riopelle qui se trouve sur la place du même nom ont été fournis avec la demande. Il s'agit d'une oeuvre d'un proche du créateur de La Joute et prend la forme d'un arbre en bronze d'une hauteur de 7 m et d'une largeur de 8,5 m.

La version plus droite présente certains avantages pour la relation du bâtiment avec le domaine public. D'abord, la proposition avec colonnes obliques engendre des difficultés pour l'entretien du domaine public, notamment lorsqu'il est question de déneigement. De plus, l'élargissement de ces colonnes et leur multiplication risque d'avoir un impact négatif sur la relation du bâtiment avec la rue et d'engendrer un encombrement excessif des ouvertures du rez-de-chaussée. Enfin, l'œuvre d'art proposée risque de mieux s'insérer dans un espace plus classique et moins chargé.

Élément particulier : Ces travaux doivent être autorisés conformément à la Loi sur le patrimoine culturel, car l'immeuble est situé dans l'aire de protection de la Unity Building et de l'église de la Mission-Catholique-Chinoise-du-Saint-Esprit.

Remarque importante : À la séance du 15 novembre 2018, le comité a émis un avis favorable à la demande de modification de plans à condition de conserver un verre sérigraphié et de revoir le concept des colonnes.

À la séance du 18 janvier 2018, le comité a émis un avis favorable à la demande de projet particulier afin d'autoriser, entre autres, un café-terrasse sur le toit et l'occupation, par l'usage restaurant, d'un étage supérieur au rez-de-chaussée.

À la séance du 16 décembre 2016, le comité a émis un avis favorable avec conditions à la demande de dérogation mineure pour un débarcadère hors rue.

À la séance du 15 septembre 2016, le comité a émis un avis favorable à la révision de la surhauteur.

À la séance du 11 août 2016, le comité a émis un avis favorable à la garantie bancaire et au projet de remplacement accompagnant la démolition du bâtiment existant.

Considérant que : L'ensemble des conditions du comité a été respecté, notamment le maintien de la sérigraphie originale.

Considérant que : La modification proposée permet de simplifier le projet et respecte ainsi les critères de l'unité de paysage Saint-James – Saint-Patrick visée.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
14 février 2019
s. o.
4.6.30

Objet : **RÉVISION DE PROJET**

Endroit : 99999, rue de la Montagne

Responsable : Olivier Légaré et Louis Routhier

Description : La demande vise à ériger un bâtiment résidentiel de 14 étages administré par une coopérative visant les familles sur la rue de la Montagne, à l'angle de la rue Saint-Jacques.

Le site du projet est un terrain vacant bordé des rues de la Montagne et Saint-Jacques, mais également de terrains acquis par le Ministère des Transports du Québec (MTQ) au moment de la construction de l'autoroute Ville-Marie (A720). L'îlot dans lequel est situé le projet est l'objet d'un développement de forte densité dans sa partie nord : les tours des Canadiens 2 et 3. Les portions nord et sud de cet îlot sont séparées par une sortie d'autoroute donnant accès à la rue Jean-D'Estrée. À l'angle des rues Jean-D'Estrée et Saint-Jacques se trouve également un jardin communautaire, le jardin George-Vanier. Enfin, le projet est également situé à l'intérieur des limites du programme particulier d'urbanisme (PPU) du quartier des gares, plus précisément, au sud du futur parc qui occupera l'empreinte non constructible de l'A720.

Le projet consiste à construire un bâtiment résidentiel de 44 m et un coefficient d'occupation du sol (COS) de 9. Le projet prévoit offrir 136 logements. L'entrée principale se fera du côté de la rue Saint-Jacques et l'entrée du stationnement se fera à partir d'une rampe d'accès connectée à une porte automatique du côté est du bâtiment. Au total, le stationnement, situé au sous-sol, comprend 11 unités pour voitures et 75 emplacements pour vélos.

La forme du bâtiment est constituée d'un prisme scindé en deux dont un des volumes a été glissé. Cette forme permet de répondre aux contraintes dues à la forme particulière du lot sur lequel sera érigé le bâtiment et à une installation souterraine d'Hydro-Québec. De plus, le projet ne présente pas de basilaire à proprement parler, mais, afin d'y pallier, une matérialité différente est proposée au-delà du 4^{e} étage. Ainsi, la portion inférieure sera constituée de maçonnerie de couleur anthracite et la portion supérieure sera composée de panneaux de céramique de trois tons de gris différents.

L'entrée principale sera encadrée d'un revêtement métallique de couleur verte et ce revêtement se retrouvera également au dixième étage encadrant la salle commune aménagée du côté nord-ouest. Cette salle commune comprend également une terrasse entièrement intégrée au

volume, ce qui est également le cas de tous les balcons qui sont en loggia.

Élément particulier : Aucune

Remarque importante : À la séance du 15 février 2018, le comité a émis un avis favorable à la demande d'autorisation de construction conformément à l'article 89, paragraphe 4.

Considérant que : Le projet constitue le premier projet de logement social situé dans le quartier des affaires et comprend des logements permettant d'accueillir des familles.

Considérant que : La proposition répond aux critères liés au règlement de plan d'ensemble autorisation le projet.

Considérant que : La proposition répond également aux conditions du comité.

Considérant que : Le bâtiment a un aspect massif.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :

- **Poursuivre le traitement de la partie supérieure du bâtiment, composée de panneaux de céramique de différents tons gris, et ce jusqu'au sol, pour la portion sud de la façade est, pour la portion nord de la façade de la rue de la Montagne ainsi que pour une portion à l'est des grandes loggias de la façade de la rue Saint-Jacques.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
14 février 2019
3001489155
4.6.31

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS D'AGRANDISSEMENT**
Endroit :	2850, rue Sherbrooke Est
Responsables :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise l'agrandissement du Collège Ville-Marie, qui occupe les bâtiments construits en 1961 pour l'institut Alie, dédié à l'origine aux études pour adultes de soir et par correspondance, et devenu depuis le collège d'enseignement secondaire Mont-Royal. L'édifice a donc gardé sa vocation et fait l'objet de plusieurs agrandissements, entre autres en 1974, 1997 et 2010, ce dernier visant l'aménagement d'une entrée officielle sur la rue Sherbrooke. Les demandeurs envisagent un agrandissement vers le domaine public au niveau de l'entrée des élèves actuelle, qui est légèrement en retrait, et le rehaussement sur un étage à cet endroit et au-dessus du gymnase adjacent. Les rehaussements seraient vitrés et légèrement en retrait du volume dudit gymnase, une partie de la façade de ce dernier en crépi acrylique serait reprise en bloc meulé, comme le reste du volume, et on insérerait du bloc meulé à la base de la nouvelle entrée, dans le but d'uniformiser les revêtements.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Le bâtiment à l'étude a fait l'objet d'un programme de développement en 1997 (97-135. Pour faciliter les interventions sur l'immeuble, le règlement sera abrogé et la proposition actuelle sera de plein droit.
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 76, 105 et 127.8 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Les deux entrées seraient traitées de deux façons différentes.
Considérant que :	La façade du gymnase, qui était morcelée pour atténuer son impact, deviendrait un monolithe.
Considérant que :	La façade sud du bâtiment existant de 4 étages en brique peinte aurait avantage à être refaite pour l'harmonie des lieux.
Considérant que :	Les dessins déposés ne sont pas suffisamment précis pour juger de l'impact de la proposition sur la rue.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de la demande aux conditions suivantes :

- **Revoir l'aménagement de l'entrée pour qu'elle s'harmonise davantage à l'entrée du personnel ;**
- **Renoncer au bloc meulé comme nouvelle maçonnerie en remplacement du crépi acrylique et envisager plutôt une brique d'argile plus adaptée au langage de la rue ;**
- **Fournir les dessins nécessaires pour juger de l'impact sur la rue Wurtele ;**
- **Remplacer la brique de revêtement sur la façade sud du volume de 4 étages, sur ses parties visibles ;**
- **Présenter la version révisée du projet à une séance subséquente du comité consultatif d'urbanisme.**

Par ailleurs, les membres du comité soulignent leur appréciation quant au traitement vitré des étages supérieurs de l'agrandissement. Toutefois, ils sont avis que les dimensions de l'enseigne sont à revoir afin qu'elle soit traitée avec plus de sobriété et qu'elle s'intègre davantage au contexte de la rue Wurtele.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
14 février 2019
3001481795
4.7.1

Objet : **SURHAUTEUR**

Endroit : 2070, rue Peel

Responsables : Charlotte Horny, Bruno Collin et Louis Routhier

Description :

La demande vise à autoriser une démolition, avec préservation des façades avant, et une construction en surhauteur pour le site accueillant le *Montreal Athletic Association* (MAA). Le club sportif MAA, créé en 1881, s'est installé sur la rue Peel en 1905. L'édifice abrite toujours le club sportif, comprenant des terrains de sport, des salles de danse et d'entraînement, une piscine, des vestiaires, une cafétéria et des bureaux. Certaines salles ne sont pas affectées, en raison de l'inadéquation des espaces avec les activités et de la vétusté de la structure. À court terme, la structure de béton devrait être refaite et le MAA a cherché un partenaire en vue d'un projet qui leur permette de rester sur ce site.

Le club MAA deviendra copropriétaire du site en occupant le volume du basilaire, et une tour résidentielle de 33 étages abritant 290 logements s'élèvera au-dessus. Cette construction et l'excavation pour le stationnement (110 cases sur 3 niveaux) impliquent la démolition du bâtiment existant. Les façades sur la rue Peel et une partie de la façade latérale seront préservées et restaurées et le volume reconstruit avec les mêmes proportions que l'existant formera le basilaire. La stratégie de conservation prévoit de restaurer les éléments de façade (nettoyage de la maçonnerie et restauration des fenêtres d'origine) et de restituer les fenêtres qui ont été modifiées.

Le dernier étage du basilaire sera partagé entre le MAA et les espaces communs de la tour résidentielle. Un stationnement pour vélo réservé aux clients du MMA est prévu au sous-sol. L'accès au club restera le même qu'actuellement, tandis que l'entrée résidentielle se situera dans l'interstice entre les deux corps de bâtiment, à l'emplacement de l'entrée de service actuelle. L'accès au stationnement se fera par la ruelle latérale.

La tour est positionnée en retrait de 8,6 m à 6,6 m par rapport à la façade avant, de 6,8 m à 11,8 m par rapport à la façade arrière, et de 4 m par rapport à la limite de lot côté sud. Sur la façade latérale, côté ruelle, la tour arrive dans l'alignement de la façade du basilaire. La trame orthogonale de l'enveloppe de la tour est constituée de granit Stantead, comme certains éléments de la façade d'origine. Le découpage tripartite de la façade d'origine se retrouve dans la conception architecturale de la tour.

L'arrondissement, le MCC et la Division du patrimoine de la Ville de Montréal ont demandé de préserver la totalité de la façade latérale. Les requérants ont procédé à une observation des conditions de la façade latérale. Il en ressort que le mur est dégradé par endroit et que l'appareillage des briques de type « flamand » rendrait l'intégration de nouvelles briques peu harmonieuse. Concernant la structure de maintien du mur, elle impliquerait d'occuper entièrement la ruelle, en laissant un passage au sol de 3 m de large, pour la circulation des autos. Le projet maintient donc l'option de démolir la façade latérale et d'en construire une nouvelle dont la disposition et les proportions des ouvertures s'inspirent de la façade existante tout en étant en adéquation avec la programmation intérieure du nouveau basilaire.

Élément particulier : Ces travaux doivent être autorisés conformément à la Loi sur le patrimoine culturel, car l'immeuble est situé dans l'aire de protection de l'édifice du Mount Royal Club.

Remarque importante : Aucune

Considérant que : La démolition de l'édifice est acceptable dans la mesure où sa fonction sera préservée et sa présence sur rue ne sera que peu altérée : les façades sont préservées, les planchers correspondent aux ouvertures et le volume du basilaire reprend celui du bâtiment d'origine.

Considérant que : Les intérieurs ayant été grandement modifiés, l'intérêt de les préserver est faible.

Considérant que : Il aurait été intéressant que le recul de la tour par rapport à la façade avant s'inscrive dans l'alignement du retour ornementé de la façade avant sur la façade latérale. Néanmoins, le recul de la tour par rapport à la ruelle était nécessaire et le compromis est acceptable avec la proposition d'un étage de transition en retrait et qui tend à marquer la distinction entre les deux volumes et à mettre en valeur les façades d'origine.

Considérant que : Le mur latéral le long de la ruelle a un intérêt architectural et est très visible depuis la rue Peel et la rue Stanley.

Considérant que : L'argumentaire pour ne pas conserver ce mur latéral apparaît peu convaincant. Les conditions actuelles du mur ne justifient pas une démolition, mais devraient mener au contraire à une restauration complète.

Considérant que : Les caractéristiques de la tour telles que l'utilisation du granit Stanstead, la trame régulière et sobre, la proéminence des bandeaux de pierre, ainsi que le découpage des fenêtres s'agencent avec la façade du bâtiment d'origine tout en s'intégrant dans le paysage urbain de cette partie du centre-ville et du square Mile.

Considérant que : La stratégie de conservation permettra une restauration de la façade principale et la réparation de certaines modifications peu harmonieuses.

Considérant que : La conception de l'entrée résidentielle permet une entrée distinctive. La marquise qui vient souligner cette entrée pourrait cependant davantage signaler le geste contemporain de la tour au niveau de la rue, tout en mettant en valeur les façades préservées.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Le mur latéral donnant sur la ruelle doit être conservé et restauré, tout en accueillant de nouvelles ouvertures intégrées harmonieusement en fonction du nouveau programme ;**
- **Bonifier le travail de conception de la marquise de sorte qu'elle soit davantage considérée comme un objet architectural marquant.**

Par ailleurs, les membres du comité suggèrent au demandeur de bien évaluer les dimensions de la marquise, afin d'optimiser son intégration.

De plus, ils souhaitent que le demandeur évalue la possibilité de conserver la brique existante plutôt que les panneaux vitrés proposés, de chaque côté de la porte d'entrée de la tour.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
14 février 2019
3001432945 et 3001433019
4.8.1

Objet : **AVIS PRÉLIMINAIRE EN VUE D'UNE PRÉSENTATION AU COMITÉ D'ÉTUDE DES DEMANDES DE DÉMOLITION**

Endroit : 2361, place Dufresne et 2042, rue Dufresne

Responsable : Louis Routhier

Description : La demande vise à autoriser la démolition d'un bâtiment résidentiel isolé de 2 étages comportant 8 logements. Le bâtiment, situé sur la place Dufresne, est bordé à l'ouest par un passage piéton aménagé et à l'est par la rue Dufresne et l'usine JTI Macdonald. On retrouve 6 portes sur la rue donnant accès aux logements.

Le bâtiment a été évacué en mai 2018 suite au dépôt d'un rapport d'un ingénieur en structure mandaté par le propriétaire du bâtiment. Ce dernier recommandait une évacuation immédiate du bâtiment et recommandait sa démolition. Suite à cette évacuation, l'arrondissement a mandaté un ingénieur en structure afin qu'il réalise une contre-expertise. Ce dernier a lui aussi conclu que le bâtiment ne pouvait pas être réhabilité.

Le projet de remplacement accompagnant la demande de démolition prévoit la construction d'un immeuble de 3 étages abritant 26 logements et 15 stationnements à vélo intérieurs. Le taux d'implantation proposé est de 84%, soit le maximum autorisé. Un espace gazonné, situé à 1,22 m sous le niveau naturel du sol, est prévu à l'arrière. Une seule entrée pour les logements est prévue sur la rue Dufresne, face au quai de chargement de la JTI Macdonald. On retrouve un passage piéton sur la place Dufresne qui donne accès à la cour.

Les logements sont répartis sur 4 niveaux, dont un demi-sous-sol dans lequel on retrouve 5 logements. Il est à noter que les immeubles présents aux alentours du site présentent des rez-de-chaussée qui sont presque de plain-pied avec le trottoir. Outre les 9 loggias prévues sur la rue Dufresne, le bâtiment ne présente pas de découpage volumétrique. Les façades sont recouvertes majoritairement de brique d'argile de teinte rougeâtre et du bloc de béton architectural est appliqué sur le coin de l'immeuble ainsi que sur la partie exposée de la fondation. L'intérieur des loggias est recouvert de déclin de fibrociment. Sur la façade arrière, on retrouve les mêmes matériaux.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Aucune

Considérant que : Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105 et 127.21 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.

Considérant que : Deux rapports produits par des ingénieurs en structure recommandent la démolition du bâtiment.

Considérant que : Le bâtiment proposé, par sa masse et son rez-de-chaussée très élevé, ne s'intègre pas au cadre bâti environnant.

Considérant que : Le bâtiment proposé ne tient pas compte de la forme particulière du tissu urbain composé de rues et d'impasses.

Considérant que : En réduisant grandement le nombre d'entrées sur le bâtiment, le projet de remplacement offre moins d'animation sur la rue que le bâtiment démoli.

Considérant que : Les matériaux proposés ainsi que leur agencement s'intègre peu au tissu bâti environnant.

Considérant que : La proposition d'une cour en contrebas à l'arrière du bâtiment n'est pas appropriée, celle-ci devrait plutôt être ramenée au niveau du sol afin de contribuer au caractère piétonnier du secteur.

Considérant que : Globalement, le projet de remplacement n'offre pas une bonification du cadre bâti et ses qualités sont inférieures à celles du bâtiment démoli.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS DÉFAVORABLE à l'égard de cette demande.

Par ailleurs, les membres du comité souhaiteraient que l'implantation au sol du projet de remplacement soit réduite afin que celui-ci s'intègre davantage au contexte et à l'échelle du quartier.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.08

2019/03/12
18:30

(1)

Dossier # : 1192701021

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 12 février 2019

D'adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 12 février 2019.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-02-27 15:14

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1192701021

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 12 février 2019

CONTENU

CONTEXTE

Adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 12 février 2019

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jacinthe MEILLEUR
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-8944
Télécop. : 514 872-5607

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-27

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-3125
Télécop. : 514 872-5607

Ville-Marie
Montréal

Procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement tenue le mardi 12 février 2019 à 18 h 30 800, boul. de Maisonneuve Est, rez-de-chaussée

PRÉSENCES :

Mme Valérie Plante, Mairesse
Mme Cathy Wong, conseillère du district de Peter-McGill
M. Robert Beaudry, conseiller du district de Saint-Jacques
Mme Sophie Mauzerolle, conseillère du district de Sainte-Marie
M. Richard Ryan, Conseiller désigné
Mme Anne-Marie Sigouin, Conseillère désignée

AUTRES PRÉSENCES :

M. Marc Labelle, directeur d'arrondissement délégué
M^{e} Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement
Mme Nathalie Deret, agente de recherche
M. Alain Dufresne, directeur des travaux publics
Madame Maryse Bouchard, directrice intérimaire de la Culture, des Sports, des Loisirs et du Développement social
Mme Dominique Marthet, chef de division ressources financières et matérielles

Mme Martine Dubuc, commandant du poste 12 du Service de police
M. Simon Durocher, inspecteur du poste 22 du Service de police

---

10.01 - Ouverture de la séance

La mairesse déclare la séance ouverte à 18 h 30. Elle souhaite la bienvenue aux participants, au nombre d'environ 48, présente les autres membres du conseil et les fonctionnaires présents, et donne des explications quant au fonctionnement du conseil d'arrondissement

---

10.02 - Demande de dérogation mineure - Période d'intervention du public

- 2036, rue Saint-Denis : aucune intervention.

10.03 - Demande d'autorisation d'exercer un usage conditionnel - Période d'intervention du public

- 1812, rue Sainte-Catherine Est : aucune intervention.
- 2207, rue Fullum : aucune intervention.

CA19 240001

Adopter l'ordre du jour de la séance du conseil d'arrondissement du 12 février 2019

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

D'adopter l'ordre du jour de la séance du conseil d'arrondissement du 12 février 2019 en ajoutant le point suivant :

50.03 Approuver les modifications à la structure et aux responsabilités des différents services de l'arrondissement de Ville-Marie conformément à l'article 49 de la Charte de la Ville de Montréal

Adoptée à l'unanimité.

10.04

10.05 - Période de questions du public

Nom du demandeur et objet de la question

Monsieur François Bourbonnière
- Accès universel bibliothèque Frontenac

Madame Christiane Béchard
- Absence de parc dans Peter-McGill
- Air B&B / vidanges et propreté

Monsieur Gaétan Roberge
- Air B&B

Monsieur André Querry
- Gouvernance de l'arrondissement

- -

CA19 240002

Période de question du public - prolongation

Attendu que le Règlement de régie interne du conseil (CA-24-001) prévoit que la période de questions du public est d'une durée de 30 minutes;
Attendu que les conseillers souhaitent entendre le plus possible de personnes inscrites :

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Sophie Mauzerolle

De prolonger la période de questions du public afin que toutes les personnes inscrites sur la liste soient entendues.

Adoptée à l'unanimité.

10.05 1192701001

- -

Nom du demandeur et objet de la question

Monsieur Jean Poulin
- Projet Maestria

Monsieur Yves Dufresne
- Kiosques sur la Place Jacques-Cartier

Madame Claire Adamson
- Kiosques et stationnement au square Phillips
- Stationnement au terminus des métros

Monsieur Jean-Yves Bourdages
- Propriétaires qui n'entretiennent pas leur immeuble
- PIIA (Plan d'implantation et d'intégration architectural)

Monsieur Robert Hajaly
- Terrain des Sulpiciens
- Projet de condo (MAAA) sur la rue Peel

Monsieur Gilles Labelle
- Demande une subvention pour le manoir Charles-Dutaud

Monsieur Jean-Pierre Arcoragi
- Port de Montréal et les rives du Saint-Laurent

Monsieur Jacques Larin
- Bruit dans la Ville
- Vêtements religieux

Monsieur Marc-Antoine Desjardins
- Cyclovias
- Vélodrome

- -

La mairesse déclare la période de questions du public terminée à 20 h 12. Les 14 personnes inscrites ont été entendues.

---

10 - Période de questions des membres du conseil

Aucune question.

CA19 240003

Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

De réunir, pour étude et adoption, les articles 10.07 à 10.13.

Adoptée à l'unanimité.

CA19 240004

Adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 5 décembre 2018

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

D'adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 5 décembre 2018.

Adoptée à l'unanimité.

10.07 1192701017

CA19 240005

Adopter le procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement du 21 décembre 2018

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

D'adopter le procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement du 21 décembre 2018.

Adoptée à l'unanimité.

10.08 1192701011

CA19 240006

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance d'assemblée publique de consultation du 23 janvier 2019

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

De prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance d'assemblée publique de consultation du 23 janvier 2019.

Adoptée à l'unanimité.

10.09 1192701013

CA19 240007

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 13 décembre 2018

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

De prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 13 décembre 2018.

Adoptée à l'unanimité.

10.10 1192701012

CA19 240008

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion spéciale du comité consultatif d'urbanisme tenue le 19 décembre 2018

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

De prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion spéciale du comité consultatif d'urbanisme tenue le 19 décembre 2018.

Adoptée à l'unanimité.

10.11 1192701015

CA19 240009

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 17 janvier 2019

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

De prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 17 janvier 2019.

Adoptée à l'unanimité.

10.12 1192701019

CA19 240010

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance du comité d'étude des demandes de démolition du 19 décembre 2018

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

De prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance du comité d'étude des demandes de démolition du 19 décembre 2018.

Adoptée à l'unanimité.

10.13 1185237074

CA19 240011

Approuver les catégories de reconnaissance obtenue par cinq organismes à but non lucratif en vertu de la Politique de reconnaissance et de soutien des OBNL de l'arrondissement de Ville-Marie, et ce, jusqu'au 18 mars 2023

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

D'approuver les catégories de reconnaissance des 5 organismes à but non lucratif de l'arrondissement de Ville-Marie ayant déposé une demande dans le cadre de la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes à but non lucratif, jusqu'au 18 mars 2023.

ATSA	B
Maison des jeunes Quinka-buzz inc.	B
Mères avec pouvoir	B
Sentier Urbain	B
Table de concertation des Faubourgs Saint-Laurent	A

Adoptée à l'unanimité.

12.01 1194951001

CA19 240012

Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

De réunir, pour étude et adoption, les articles 20.01 à 20.10.

Adoptée à l'unanimité.

CA19 240013

Modifier la résolution CA16 240314 afin de réduire l'affectation de surplus de 491 009,93 $ à 327 339,95 $ dans le cadre du contrat accordé à Entrepreneurs paysagiste Strathmore (1997) pour l'entretien horticole et le maintien de la propreté de la Place du Canada

Attendu que le conseil a, par sa résolution CA16 240314 adoptée à sa séance du 14 juin 2016, accordé un contrat à Entrepreneur paysagistes Strathmore (1997) ltée pour l'entretien horticole et le maintien de la propreté de la Place du Canada et a autorisé une affectation de surplus de 466 415,40 $ (appel d'offres public 16-15230 - 4 soumissionnaires);

Attendu que le mode de financement requis pour ce contrat, à compter de l'année 219, doit être modifié :

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

De modifier la résolution CA17 240314 afin de réduire l'affectation de surplus de 491 009,93 $ à 327 339,95 $, par une dépense totale autorisée de 537 719,89 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.01 1166071003

CA19 240014

Modifier la résolution CA17 240153 afin de réduire l'affectation de surplus de 465 387,68 $ à 291 199,58 $ dans le cadre du contrat, d'une durée de 3 ans, accordé à 178001 Canada inc. (Groupe Nicky), pour l'entretien horticole et le maintien de la propreté du square Dorchester

Attendu que le conseil a, par sa résolution CA17 240153 adoptée à sa séance du 11 avril 2017, accordé un contrat à 178001 Canada inc. (Groupe Nicky), pour l'entretien horticole et le maintien de la propreté du square Dorchester et autorisé une affectation de surplus de 509 660,15 $ (appel d'offres public 17-15968 - 5 soumissionnaires);

Attendu que le mode de financement requis pour ce contrat, à compter de l'année 219, doit être modifié :

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

De modifier la résolution CA17 240153 afin de réduire l'affectation de surplus de 465 387,68 $ à 291 199,58 $ pour une dépense totale de 509 660,18 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.02 1176071002

CA19 240015

Accorder un contrat de 348 701,93 $ à Urbex Construction inc. pour la fourniture, plantation et entretien de 3 ans des végétaux prévus pour compléter l'aménagement du Chemin de la Côte des Neiges entre l'avenue Cedar et la rue Hill Park Circle et autoriser une dépense maximale de 383 572,11 $ (appel d'offres public 18-17382 - 7 soumissionnaires)

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

D'autoriser une dépense maximale de 383 572,11 $, pour la fourniture, plantation et entretien des végétaux sur 3 ans sur le Chemin de la Côte des Neiges entre l'avenue Cedar et la rue Hill Park Circle (appel d'offres publique 18-17382 – 7 soumissionnaires);

D'accorder, à cette fin, un contrat à Urbex Construction inc., plus bas soumissionnaire conforme, au prix total de 348 701,93 $, taxes incluses, conformément aux plans et au cahier des charges;

D'autoriser un budget prévisionnel de contingences de 10 %;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.03 1186071005

CA19 240016

Approuver la convention, se terminant le 12 mai 2019, avec ATSA pour la tenue de la deuxième édition de « Cuisine ta ville » et accorder une contribution de 7 500 $

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

D'approuver la convention, se terminant le 12 mai 2019, avec ATSA pour la tenue de la deuxième édition de « Cuisine ta ville »;

D'accorder, à cette fin, une contribution de 7 500 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.04 1195179001

CA19 240017

Accorder un contrat de 3 ans au montant de 262 633,08 $ à Groupe Nicky (178001 Canada inc.) pour la fourniture et la plantation des végétaux prévue pour compléter l'aménagement de saillies de trottoir ainsi que pour leur entretien horticole et celui des végétaux du projet Pôle Frontenac et autoriser une dépense maximale de 288 896,38 $ - (appel d'offres public 18-17431 - 5 soumissionnaires)

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

D'autoriser une dépense maximale de 288 896,38 $, pour la fourniture et la plantation des végétaux prévus pour compléter l'aménagement de saillies de trottoir ainsi que pour leur entretien horticole et celui des végétaux du projet Pôle Frontenac – (appel d'offres public 18-17431 - 5 soumissionnaires);

D'accorder, à cette fin, un contrat, d'une durée de 3 ans, à Groupe Nicky (178001 Canada inc.), plus bas soumissionnaire conforme, au prix total de 262 633,08 $, taxes incluses, conformément aux plans et au cahier des charges;

D'autoriser un budget prévisionnel de contingences de 10 %;

D'imputer cette dépense, conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.05 1186071006

CA19 240018

Modifier la résolution CA17 240321 et approuver la convention modifiée avec Espace cercle carré afin de diminuer la contribution accordée de 1 125 $ dans le cadre du « Programme de soutien financier aux initiatives culturelles 2017 » pour une contribution totale de 16 875 $

Attendu que le conseil a, par sa résolution CA17 240321 adoptée à sa séance du 14 juin 2017, approuvé la convention avec Espace cercle carré dans le cadre du « Programme de soutien financier aux initiatives culturelles 2017 » et a accordé une contribution totale de 18 000 $;
Attendu que l'analyse de la reddition de compte finale comporte un solde de 1 125 $:

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

De modifier la résolution CA17 240321 et approuver la convention modifiée avec Espace cercle carré afin de diminuer la contribution accordée de 1 125 $ dans le cadre du « Programme de soutien financier aux initiatives culturelles 2017 » pour une contribution totale de 16 875 $

D'imputer conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.06 1172624015

CA19 240019

Modifier la résolution CA18 240662 et approuver la convention modifiée avec MU afin de diminuer la contribution accordée de 14 $ dans le cadre de la réalisation d'une murale sur le muret de béton à l'entrée du clos de voirie sur la rue Bercy

Attendu que le conseil a, par sa résolution CA17 240662 adoptée à sa séance du 12 décembre 2017, approuvé la convention avec MU, pour la réalisation de projet de murale sur le muret de béton à l'entrée du clos de voirie sur la rue Bercy et a accordé une contribution totale de 45 000 $;

Attendu que l'analyse de la reddition de compte finale comporte un solde de 14 $:

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

De modifier la résolution CA18 240662 et approuver la convention modifiée avec MU afin de diminuer la contribution accordée de 14 $ dans le cadre de la réalisation d'une murale sur le muret de béton à l'entrée du clos de voirie sur la rue Bercy;

D'imputer conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.07 1176890014

CA19 240020

Modifier la résolution CA17 240521 et approuver la convention modifiée avec Spectre de rue dans le cadre du programme TAPAJ afin de diminuer la contribution accordée de 300 $ dans le cadre du projet de réinsertion sociale et professionnelle - déneigement hiver 2017-2018

Attendu que le conseil a, par sa résolution CA17 240521 adoptée à sa séance du 4 octobre 2017, approuvé la convention avec Spectre de rue dans le cadre du Programme TAPAJ pour la reconduction du projet de déneigement pour personnes à mobilité réduite et a accordé une contribution totale de 6 000 $;

Attendu que l'analyse de la reddition de compte finale comporte un solde de 300 $:

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

De modifier la résolution CA17 240521 et approuver la convention modifiée avec Spectre de rue dans le cadre du programme TAPAJ afin de diminuer la contribution accordée de 300 $ dans le cadre du projet de réinsertion sociale et professionnelle - déneigement hiver 2017-2018;

D'imputer conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.08 1176890012

CA19 240021

Modifier la résolution CA18 240240 et approuver la convention modifiée avec Spectre de rue inc. afin de diminuer la contribution de 2 398,25 $ dans le cadre du projet des toilettes urbaines

Attendu que le conseil a, par sa résolution CA17 240240 adoptée à sa séance du 8 décembre 2018, approuvé la convention avec Spectre de rue inc. pour l'accompagnement du projet des toilettes urbaines et a accordé une contribution totale de 64 224 $;

Attendu que l'analyse de la reddition de compte finale comporte un solde de 2 398,25 $:

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

De modifier la résolution CA18 240240 et approuver la convention modifiée avec Spectre de rue inc. afin de diminuer la contribution de 2 398,25 $ dans le cadre du projet des toilettes urbaines;

D'imputer conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.09 1180225001

CA19 240022

Autoriser une affectation de surplus de 354 452,49 $, accorder un contrat de 323 476,41 $ à Construction Momentum inc. pour le rejointoiement des dalles de granite - Quartier des Spectacles et autoriser une dépense maximale de 388 171,69 $ (appel d'offres public VMP-19-001 - 5 soumissionnaires)

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

D'autoriser une dépense maximale de 388 171,69 $ pour le Rejointoiement des dalles de granite - Quartier des Spectacles (appel d'offres public VMP-19-001 - 5 soumissionnaires);

D'accorder, à cette fin, un contrat à Construction Momentum inc., plus bas soumissionnaire conforme, au prix total de 323 476,41 $, taxes incluses, conformément aux plans et au cahier des charges;

D'autoriser un budget prévisionnel de contingences au montant de 64 695,28 $;

D'affecter un montant de 354 452,49 $ provenant des surplus de l'arrondissement au financement de cette dépense;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.10 1198220001

CA19 240023

Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

De réunir, pour étude et adoption, les articles 20.11 à 20.13.

Adoptée à l'unanimité.

CA19 240024

Accorder un contrat de 542 943,31 $ à Coforce inc. d'une durée de 24 mois, afin d'assurer les services d'entretien ménager et de surveillance du Grand Chalet et au Pavillon du Lac aux castors ainsi qu'au Kiosque K20 et autoriser une dépense maximale de 542 943,31 $ (appel d'offres public 18-17268 - 5 soumissionnaires)

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

D'autoriser une dépense de 542 943,31 $, taxes incluses, pour le programme d'entretien ménager et de surveillance au Grand Chalet et au Pavillon du lac aux castors ainsi qu'au Kiosque K20 (appel d'offres public 18-17268 – 5 soumissionnaires);

D'accorder, à cette fin, un contrat d'une durée de 24 mois à Coforce inc., soit du 1er mars 2019 au 28 février 2021, au prix total de 542 943,31 $, taxes incluses, conformément aux cahiers des charges;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.11 1194206001

CA19 240025

Modifier la résolution CA18 240235 et approuver la convention modifiée avec Mu afin de permettre la réalisation de projets de murales PAM volet 2 durant l'année 2019, selon les mêmes conditions que prévues en 2018

Attendu que le conseil a, par sa résolution CA18 240235 adoptée à sa séance du 8 mai 2018, approuvé la convention avec MU, PAM 2018, volet 2 pour la saison 2018;

Attendu que Mu a du reporter la fin du projet en 2019 à la suite de l'étendue des travaux qui ont cours aux abords des surfaces ciblées par la murale :

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

De modifier la résolution CA18 240235 et approuver la convention modifiée avec Mu afin de permettre la réalisation de projets de murales PAM volet 2 durant l'année 2019, selon les mêmes conditions que prévues en 2018.

Adoptée à l'unanimité.

20.12 1186890015

CA19 240026

Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 37 750 $

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

D'accorder, à même le budget de fonctionnement, les contributions suivantes :

- 3 000 $ au Centre récréatif Poupart inc.;
- 500 $ au Jardin communautaire Saint-Eusèbe;
- 3 000 $ au Club optimiste Saint-Jacques de Montréal;
- 1 000 $ au Collectif La Grande Transition;
- 500 $ à l'Écomusée de la maison du fier monde inc.;
- 3 000 $ au Carrefour Saint-Eusèbe de Montréal inc.;
- 6 000 $ Les YMCA du Québec (YMCA Centre-Ville);
- 2 000 $ à l'Église Saint-Georges;
- 3 000 $ au Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie;
- 1 500 $ à l'Association Les Chemins du Soleil;
- 2 500 $ à la Fondation Yvon Deschamps Centre-Sud;
- 3 000 $ à l'Organisation Radio-Dodo;
- 2 000 $ au Groupe Harmonie;
- 3 000 $ à la Coop Les Valoristes;
- 1 250 $ à Innovation Jeunes;

D'imputer cette dépense totale de 37 250 $ conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.13 1190619001

CA19 240027

Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

De réunir, pour étude et adoption, les articles 30.01 à 30.10.

Adoptée à l'unanimité.

CA19 240028

Prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 31 décembre 2018

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

De prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 31 décembre 2018.

Adoptée à l'unanimité.

30.01 1192701014

CA19 240029

Abroger la résolution CA13 240394 acceptant l'offre de services professionnels du Service des infrastructures, du transport et de l'environnement, en vertu de l'article 85 de la Charte de la ville de Montréal, pour les travaux de construction et de réfection d'infrastructures municipales nécessaires à la réalisation d'un projet immobilier sur l'avenue Goulet

Attendu que le conseil a, par sa résolution CA13 240394 adoptée à sa séance du 10 juillet 2013, accepté l'offre de services professionnels du Service des infrastructures, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, du transport et de l'environnement pour les travaux de construction et de réfection d'infrastructures municipales nécessaires à la réalisation d'un projet immobilier sur l'avenue Goulet;

Attendu que le dossier 1196937001 a pour effet d'autoriser l'arrondissement a procéder aux travaux :

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

D'abroger la résolution CA13 240394 acceptant l'offre de services professionnels du Service des infrastructures, du transport et de l'environnement, en vertu de l'article 85 de la Charte de la ville de Montréal, pour les travaux de construction et de réfection d'infrastructures municipales nécessaires à la réalisation d'un projet immobilier sur l'avenue Goulet.

Adoptée à l'unanimité.

30.02 1136140004

CA19 240030

Approuver le dépôt d'un projet dans le cadre du « Programme de soutien aux initiatives locales pour la mise en place de cyclovias à Montréal » et garantir la participation financière de l'arrondissement de Ville-Marie dans la réalisation de ce projet

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

D'approuver le dépôt d'un projet dans le cadre du « Programme de soutien aux initiatives locales pour la mise en place de cyclovias à Montréal » et garantir la participation financière de l'arrondissement de Ville-Marie dans la réalisation de ce projet;

De garantir la participation financière de l'arrondissement de Ville-Marie dans ce projet.

Adoptée à l'unanimité.

30.03 1194105001

CA19 240031

Approuver une affectation de surplus de 3 000 000,00 $ en vue de financer la première année d'opération du futur centre de Peter-McGill dont l'ouverture est prévue en 2023

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

D'approuver une affectation de surplus de 3 000 000,00 $ en vue de financer la première année d'opération du futur centre de Peter-McGill dont l'ouverture est prévue en 2023;

D'imputer cette dépense selon les interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

30.04 1195125003

CA19 240032

Approuver l'entente de règlement hors cour au montant de 54 371,93 $, intervenue entre la Ville de Montréal et U-Haul CO CANADA LTÉE

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

D'approuver l'entente de règlement hors cour au montant de 54 371,93 $, intervenue entre la Ville de Montréal et U-Haul CO Canada ltée;

D'autoriser le Service des finances à émettre et à transmettre à M^{e} Caroline Proulx du Service des affaires juridiques, le chèque au montant de 54 371,93 $. Le chèque pour ce montant devra être émis à l'ordre de U-Haul CO Canada ltée;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

30.05 1190326001

CA19 240033

Modifier la résolution CA18 240417 afin d'ajouter le projet de murales à la somme réservée de 1 650 000 $ à partir des surplus libres de l'arrondissement de Ville-Marie qui sera répartie sur les années 2019, 2020 et 2021 pour l'enlèvement des graffitis sur les domaines privé et public

Attendu que le conseil a, par sa résolution CA18 240417 adoptée à sa séance du 4 juillet 2018, réservé une somme de 1 650 000 $, répartie sur les années 2019, 2020 et 2021, pour l'enlèvement des graffitis sur les domaines privé et public;

Attendu que les projets de murales de l'arrondissement de Ville-Marie feront partie de cette même enveloppe budgétaire :

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

De modifier la résolution CA18 240417 afin d'ajouter le projet de murales à la somme réservée de 1 650 000 $ à partir des surplus libres de l'arrondissement de Ville-Marie qui sera répartie sur les années 2019, 2020 et 2021 pour l'enlèvement des graffitis sur les domaines privé et public.

Adoptée à l'unanimité.

30.06 1184206001

CA19 240034

Offrir au conseil municipal, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), que l'arrondissement de Ville-Marie prenne en charge la conception, la coordination et la réalisation des travaux visant la reconstruction des réseaux d'aqueduc, d'égout et de voirie sur l'avenue Goulet au nord de la rue Ontario dans l'arrondissement de Ville-Marie dans le cadre de la mise en oeuvre des programmations 2019-2021 du Service de l'eau, Direction des Réseaux d'Eau (DRE)

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

D'offrir au conseil municipal, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), que l'arrondissement de Ville-Marie prenne en charge la conception, la coordination et la réalisation des travaux visant la reconstruction des réseaux d'aqueduc, d'égout et de voirie sur le tronçon de l'avenue Goulet au Nord de la rue Ontario dans l'arrondissement de Ville-Marie, et ce, dans le cadre de la mise en œuvre des programmations 2019-2021 du Service de l'eau, Direction réseaux d'eau (DRE).

Adoptée à l'unanimité.

30.07 1196937001

CA19 240035

Accepter l'offre du conseil municipal et mandater la Direction du service de la culture pour la gestion des redevances pour la diffusion de musique publiée lors d'activités ou d'événements dans l'arrondissement auprès de l'organisme Ré:Sonne, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

D'approuver l'offre de service du conseil municipal, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, et mandater la Direction du service de la culture pour la gestion des redevances auprès de l'organisme Ré:sonne;

D'accorder, à cette fin, une contribution totale de 3 727,61 $ pour les années 2013 à 2018;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

30.08 1195377001

CA19 240036

Aliéner à titre gratuit, des équipements informatiques désuets de 2018 à l'organisme Ordinateurs pour les écoles du Québec(OPEQ)

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

D'aliéner à titre gratuit, des équipements informatiques désuets à l'organisme Ordinateurs pour les écoles du Québec (OPEQ).

Adoptée à l'unanimité.

30.09 1181440001

CA19 240037

Prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 31 janvier 2019

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

De prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 31 janvier 2019.

Adoptée à l'unanimité.

30.10 1192701016

CA19 240038

Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

De réunir, pour étude et adoption, les articles 40.01 à 40.10.

Adoptée à l'unanimité.

CA19 240039

Adopter une résolution autorisant la construction d'un bâtiment dérogeant à l'implantation, à la hauteur et à la densité maximales prescrits par le Règlement autorisant la démolition de bâtiments ainsi que la construction et l'occupation d'un ensemble d'édifices à bureaux sur un emplacement délimité par le boulevard René-Lévesque et les rues de la Montagne, Saint-Antoine et Lucien-L'Allier (00-258 modifié) pour le bâtiment à construire au 1025, rue Lucien-L'Allier, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - Adoption

Attendu qu'un deuxième projet de résolution a été adopté à la séance du conseil d'arrondissement du 5 décembre 2018 et qu'au terme de la période de réception des demandes de participation à un référendum, aucune demande n'a été reçue :

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

1) D'accorder, pour le lot 3 285 252 tel qu'identifié au plan numéro 1 réalisé par Béïque-Legault-Thuot architectes, modifié et estampillé par l'arrondissement de Ville-Marie le 21 août 2018, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation de déroger aux articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 12, 14 et 15 du Règlement autorisant la démolition de bâtiments ainsi que la construction et l'occupation d'un ensemble d'édifices à bureaux sur un emplacement délimité par le boulevard René-Lévesque et les rues de la Montagne, Saint-Antoine et Lucien-L'Allier (00-258 modifié);

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :

   a) les retraits d'alignements, la préservation du bâtiment existant et la relocalisation de la pinte de lait existante doivent être substantiellement conformes au plan numéroté 14 réalisé par Béïque-Legault-Thuot architectes et estampillé par l'arrondissement de Ville-Marie le 21 août 2018;
   b) la hauteur, la densité et l'implantation doivent être conformes au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
   c) la fenestration et le traitement des ouvertures doivent être respectueux du caractère architectural d'origine;
   d) seuls les usages commerciaux sont autorisés pour les locaux du rez-de-chaussée ayant front sur la voie publique et sur le passage piétonnier;
   e) la demande de certificat d'autorisation de démolition doit être accompagnée d'une lettre de garantie bancaire irrévocable d'un montant de 750 360 $; celle-ci doit demeurer en vigueur jusqu'à ce que la structure du quatrième étage soit complétée; advenant que ces travaux ne soient pas réalisés dans un délai de 60 mois, la garantie bancaire sera réalisable par le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie;
   f) la demande de certificat d'autorisation de démolition doit être accompagnée d'une lettre de garantie bancaire irrévocable supplémentaire d'un montant de 500 240 $ visant à assurer le respect des caractéristiques architecturales d'origine, celle-ci doit demeurer en vigueur jusqu'à ce que les travaux de construction du projet soient exécutés; advenant que les travaux de restaurations et de conservation ne soient pas réalisés à la fin des travaux de construction ou que ceux-ci ne soient pas conformes aux plans soumis pour révision, la garantie bancaire sera réalisable par le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie;
   g) la demande de permis de construction ou de transformation de ce projet doit être soumise à la procédure du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). En plus des critères prévus au Règlement, les critères additionnels suivants s'appliquent :
      i) la structure soutenant la pinte de lait doit tendre à reprendre l'aspect de la structure d'origine;
      ii) l'implantation, la volumétrie et l'architecture de la tour doivent assurer la mise en valeur de la pinte de lait;

iii) la conservation et la restauration des portions du bâtiment à préserver doivent permettre d'assurer le respect des caractéristiques d'origine;
iv) le projet doit assurer une interface animée en bordure du passage piétonnier;

3) La présente résolution prendra effet à la date de publication au registre foncier du Québec, d'une servitude réelle et perpétuelle de passage et d'animation du domaine public, sur une partie du lot 3 285 252 du cadastre du Québec d'une superficie approximative de 505,9 m², identifiée sur le plan L-150 Saint-Laurent, préparé par Vincent Villeneuve , arpenteur géomètre, le 24 mars 2017, sous le numéro 216 de sa minute. La responsabilité de l'entretien de l'assiette de cette servitude sera convenue entre les parties.

4) Cette servitude doit être consentie à titre gratuit à la Ville et doit être publiée dans un délai de 18 mois, à partir de la date d'adoption de la résolution, à défaut de quoi, la présente résolution sera nulle et sans effet.

Adoptée à l'unanimité.

40.01
pp 387
1187303010

CA19 240040

Adopter une résolution autorisant une case de stationnement supérieure au maximum autorisé dans le stationnement souterrain du 1500, avenue du Docteur-Penfield, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - Adoption

Attendu qu'un deuxième projet de résolution a été adopté à la séance du conseil d'arrondissement du 5 décembre 2018 et qu'au terme de la période de réception des demandes de participation à un référendum, aucune demande n'a été reçue :

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

1) D'accorder, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), pour le bâtiment situé au 1500, avenue du Docteur-Penfield, l'autorisation d'aménager une unité de stationnement supplémentaire au sous-sol du bâtiment, pour porter à 9 le nombre total d'unités et ce, en dérogation à l'article 605 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);

2) D'assortir cette autorisation à la condition que l'aire de stationnement doit être pourvue d'une plate-forme tournante permettant au véhicule de l'unité supplémentaire de sortir du stationnement en marche avant.

Adoptée à l'unanimité.

40.02
pp 388
1187400012

CA19 240041

Adopter une résolution modifiant la résolution CA07 240034 afin de permettre de construire un agrandissement au toit pour le bâtiment situé au 439-447, rue Saint-François-Xavier, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - Adoption

Attendu qu'un deuxième projet de résolution a été adopté à la séance du conseil d'arrondissement du 5 décembre 2018 et qu'au terme de la période de réception des demandes de participation à un référendum, aucune demande n'a été reçue :

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

1) D'adopter, pour l'immeuble situé au 439-447, rue Saint-François-Xavier, conformément au Règlement sur les projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), une résolution modifiant la résolution CA07 240034, afin de déroger à l'article 10 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et de construire un agrandissement au toit;

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :

   a) l'agrandissement au toit doit être conforme à l'implantation, la volumétrie et la hauteur montrées aux plans A-100, A-101, A-201 et A-301 datés du 3 avril 2018, dessinés par les architectes Joly Baygin et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie en date du 11 octobre 2018;
   b) l'émission du permis doit être soumis à la procédure du Titre VIII (PIIA);
   c) aucun équipement mécanique, antenne ou autre élément n'est autorisé sur le toit de l'ajout;
   d) les matériaux de revêtement qui seront choisis doivent assurer une intégration harmonieuse au bâtiment existant et une visibilité réduite de l'ajout.

Adoptée à l'unanimité.

40.03
pp 389
1180607010

CA19 240042

Adopter une résolution autorisant l'usage « bureau » sur une partie du 2e étage du bâtiment situé au 1935, boulevard De Maisonneuve Est, en vertu du Règlement sur les projets particuliers, de construction de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - 2e projet de résolution

Attendu que, selon la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1), le conseil d'arrondissement a adopté un premier projet de résolution le 21 novembre 2018 et l'a soumis à une consultation publique le 23 janvier 2019 quant à son objet et aux conséquences de son adoption :

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

D'adopter le second projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour le bâtiment situé au 1935, boulevard De Maisonneuve Est, l'autorisation d'occuper une partie du 2e étage aux fins de l'usage « bureau », en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011);

2) D'assortir cette autorisation aux conditions suivantes :
   a) la superficie autorisée pour l'usage « bureau » au 2e étage ne doit pas dépasser 48,3 m^2;
   b) accompagner cette intervention d'une étude d'impact acoustique démontrant que celle-ci permettra de rencontrer, à l'intérieur des logements adjacents, un niveau sonore conforme aux exigences prévus par la réglementation d'urbanisme;
   c) interdire au public d'accéder au commerce par le 2e étage assurant ainsi la quiétude des résidents de l'immeuble.

Adoptée à l'unanimité.

40.04
pp 392
1184869013

CA19 240043

Adopter une résolution autorisant la démolition du bâtiment situé au 15, avenue Viger Ouest et construire un bâtiment mixte ayant une hauteur sur rue supérieure au maximum autorisé sur les lots 1 180 671, 1 180 675 et 5 027 239, en vertu du Règlement sur les projets particuliers, de construction de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - 2e projet de résolution

Attendu que, selon la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1), le conseil d'arrondissement a adopté un premier projet de résolution le 21 novembre 2018 et l'a soumis à une consultation publique le 23 janvier 2019 quant à son objet et aux conséquences de son adoption :

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

D'adopter le second projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour le bâtiment projeté sur les lots 1 180 671, 1 180 675 et 5 027 239 conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :
   a) de démolir le bâtiment vacant situé au 15, avenue Viger ouest;
   b) de déroger notamment à l'article 10 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
   c) de construire un bâtiment de 9 étages (25 m hors tout) abritant un rez-de-chaussée commercial, 94 unités résidentielles aux étages supérieures et 2 niveaux de stationnement souterrain pour un total de 41 unités de stationnement automobile conformément aux plans numérotés de 5 à 27, réalisés par la firme Campanella & associés *architecture* et estampillés par l'arrondissement le 29 octobre 2018;

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :
   a) la composition architecturale, l'alignement sur rue, la volumétrie et les retraits d'alignements doivent être substantiellement conformes aux plans mentionnées précédemment;
   b) soumettre un plan d'aménagement paysager de la cour avant en prévoyant un éclairage adéquat pour la sécurité des résidants;
   c) afin de s'inscrire dans la tradition de façades de pierre naturelle du boulevard Saint-Laurent incarnant le caractère prestigieux de cette artère et de tenir compte davantage des critères pour cette unité de paysage, « prévoir une pierre naturelle plutôt que le bloc architectural proposé »;
   d) prolonger le parapet afin qu'il fasse office de garde-corps pour la terrasse au toit du 6e étage;
   e) déposer, avant l'émission du certificat de démolition, une garantie monétaire irrévocable de 200 725 $ qui devra demeurer en vigueur jusqu'à ce que les travaux de construction soient terminés;
   f) déposer une stratégie de commémoration rappelant l'édifice Robillard afin de s'assurer que celle-ci soit accessible de la rue et valorise le côté historique du lieu;

3) De fixer un délai de 60 mois pour débuter les travaux visés par la présente autorisation, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

Adoptée à l'unanimité.

40.05
pp 393
1184869014

CA19 240044

Adopter une résolution autorisant l'agrandissement en porte à faux au deuxième étage devant l'alignement de construction prescrit pour le bâtiment situé au 2050, rue Mansfield, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - Hôtel Germain - 2e projet de résolution

Attendu que, selon la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1), le conseil d'arrondissement a adopté un premier projet de résolution le 21 novembre 2018 et l'a soumis à une consultation publique le 23 janvier 2019 quant à son objet et aux conséquences de son adoption :

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

D'adopter le second projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour le bâtiment situé au 2050, rue Mansfield, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :
   a) d'agrandir le bâtiment en ajoutant une construction en porte à faux au 2e étage devant l'alignement de construction prescrit, conformément aux plans numérotés 04, 10, 13, 16, 18, 19, 23, 25 et 26 réalisés par la firme Lemay Michaud Architecte Design et estampillés le 4 octobre 2018;
   b) de déroger notamment aux articles 10 (paragraphe 2o), 11 et 61 (paragraphe 2o) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);

2) De fixer un délai de 60 mois pour débuter les travaux visés par la présente autorisation, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

Adoptée à l'unanimité.

40.06
pp 394
1184869015

CA19 240045

Adopter une résolution autorisant l'installation, en bordure de l'angle nord-ouest du square Dorchester, d'une enseigne au sol lumineuse comportant un message lumineux animé ou lumineux variable pour un parc de stationnement public intérieur souterrain situé au 1191, rue Peel, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - 1er projet de résolution

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour le parc de stationnement public intérieur souterrain situé au 1191, rue Peel, sur les lots 1 515 618 et 1 340 248 du cadastre du Québec, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :
   a) de déroger notamment à l'article 508 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
   b) d'installer, en bordure l'angle nord-ouest du square Dorchester, une enseigne au sol lumineuse comportant un message lumineux animé ou lumineux variable et intégrant des équipements mécaniques existants, le tout substantiellement conforme aux plans estampillés par l'arrondissement le 10 décembre 2018, en remplacement de l'enseigne préexistante.

Adoptée à l'unanimité.

40.07
pp 395
1187199004

CA19 240046

Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels, l'usage « débit de boissons alcooliques » au rez-de-chaussée pour la partie du bâtiment agrandi dans la cour intérieure, situé au 1812, rue Sainte-Catherine Est

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

D'autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), l'usage « débit de boissons alcooliques » au rez-de-chaussée pour la partie du bâtiment agrandi dans la cour intérieure, situé au 1812, rue Sainte-Catherine Est, et ce, conformément au paragraphe 1° de l'article 232 et à l'article 274 de ce règlement à la condition suivante :

1) l'agrandissement de l'usage « débit de boissons alcooliques » est autorisé uniquement au rez-de-chaussée et ne peut dépasser 65 m^2.

Adoptée à l'unanimité.

40.08 1184869016

CA19 240047

Adopter une résolution autorisant la construction d'un édicule d'accès à la station de métro McGill par la transformation du bâtiment situé au 1981, avenue McGill College, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - 1er projet de résolution

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour bâtiment situé au 1981, avenue McGill College, sur le lot 1 340 258 du cadastre du Québec, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :
   a) de déroger notamment à l'article 134 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
   b) de transformer le bâtiment par la démolition d'un poste de ventilation naturelle du métro, situé en bordure du boulevard De Maisonneuve, et son agrandissement par la construction d'un édicule d'accès à la station de métro McGill, comprenant notamment un ascenseur, le tout substantiellement conforme aux plans estampillés par l'arrondissement le 8 janvier 2019.

2) De fixer un délai de 60 mois pour l'émission d'un permis de transformation relatif aux travaux visés par la présente autorisation, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

Adoptée à l'unanimité.

40.09
pp 396
1197199001

CA19 240048

Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), une dérogation relativement au mode d'implantation d'un agrandissement situé au 2036, rue Saint-Denis

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

D'accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), une dérogation permettant l'agrandissement d'un bâtiment situé au 2036, rue Saint-Denis dont le mode d'implantation jumelé ne respecte pas les dispositions pour le secteur, et ce, malgré les dispositions de l'article 55 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

Adoptée à l'unanimité.

40.10 1196255001

CA19 240049

Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

De réunir, pour étude et adoption, les articles 40.11 à 40.17.

Adoptée à l'unanimité.

CA19 240050

Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels, l'usage « université » au sous-sol et au rez-de-chaussée d'un bâtiment situé au 2207, rue Fullum - École de technologie supérieure

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

D'autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), l'usage « université » au sous-sol et rez-de-chaussée du bâtiment situé au 2207, rue Fullum - École de technologie supérieure, et ce, conformément au paragraphe 1° de l'article 301 de ce règlement.

Adoptée à l'unanimité.

40.11 1180607012

CA19 240051

Édicter les ordonnances nécessaires à la tenue d'événements sur le domaine public (Saison 2019, 1re partie, B)

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

D'autoriser la tenue d'événements sur le domaine public (Saison 2019, 1re partie, B) et édicter les ordonnances;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-3, o. 588 permettant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (R.R.V.M., 01-282, article 560) l'ordonnance 01-282, o. 217 permettant d'installer et de maintenir des bannières promotionnelles, des structures scéniques, des colonnes d'affichage et des panneaux de stationnement identifiées à l'événement, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., c. P-1, articles 3 et 8), l'ordonnance P-1, o. 537 permettant la vente d'objets promotionnels, d'aliments, de boissons alcooliques ou non ainsi que la consommation de ces boissons, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (R.R.V.M., c. CA-24-085, article 29), l'ordonnance CA-24-085, o. 132 permettant de coller, clouer ou brocher quoi que ce soit sur le mobilier urbain selon les sites, dates et horaires des événements identifiés.

Adoptée à l'unanimité.

40.12 1197195001

CA19 240052

Autoriser la tenue d'événements sur le domaine public (saison 2019, 1re partie, A) et édicter les ordonnances

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

D'autoriser la tenue d'événements sur le domaine public (saison 2019, 1re partie, A), et édicter les ordonnances;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-3, o. 589 permettant à certaines conditions le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1, article 3), l'ordonnance P-1, o. 538 permettant de vendre des articles promotionnels, de la nourriture et des boissons alcooliques ou non ainsi que la consommation de ces boissons, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282 Art. 560), l'ordonnance 01-282, o. 218 permettant de présenter des projections artistiques sur les murs identifiés selon les sites, dates et horaires des événements identifiés.

Adoptée à l'unanimité.

40.13 1192624002

CA19 240053

Ajouter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), 13 espaces de stationnement tarifés sur la rue Notre-Dame, côté nord, entre la rue de la Montagne et la rue Versailles

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

D'ajouter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), 13 espaces de stationnement tarifés sur la rue Notre-Dame, côté nord, entre la rue de la Montagne et la rue Versailles.

Adoptée à l'unanimité.

40.14 1195914001

CA19 240054

Adopter une résolution modifiant la résolution CA09 240398 afin de mettre à jour les plans annexés et de prolonger le délai de réalisation pour le projet sis au 1900-1950, rue Sherbrooke Ouest, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - 1er projet de résolution

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

1) De modifier, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), le premier paragraphe de la résolution CA09 240398 par le remplacement des mots « plans numérotés 1 à 22, préparés par Michelange Panzini architectes, estampillés par l'arrondissement le 8 janvier 2009 » par les mots suivants « plans numérotés 8, 9, 11, 13 à 15, 21 à 23 préparés par Béïque, Legault, Thuot architectes, datés de février 2019, et estampillés par l'arrondissement le 6 février 2019 »;

2) D'assortir cette autorisation des conditions additionnelles suivantes :
   a) intégrer des logements ayant des accès privatifs dans le volume donnant sur la rue Lincoln;
   b) fournir les plans d'aménagement paysager lors de la révision en Titre VIII;
   c) soumettre le projet à une révision de projet prévu au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), en ajoutant les critères suivants :
      i) la façade et l'accès aux espaces extérieurs sur Saint-Marc devraient favoriser une relation dynamique avec les rues;
      ii) la composition des façades devrait favoriser une expression verticale et une palette réduite de matériaux de grande qualité devrait être favorisée.

3) De fixer un délai de 36 mois, suivant l'entrée en vigueur de la présente autorisation, pour débuter la réalisation des travaux visés par la résolution CA09 240398, à défaut de quoi elle sera nulle et sans effet.

Adoptée à l'unanimité.

40.15
pp 398
1196255002

CA19 240055

Adopter une résolution autorisant l'implantation d'un usage résidentiel adjacent à un studio de production pour l'immeuble situé au 2051-2071, rue Sainte-Catherine Ouest, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - 1er projet de résolution

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour l'immeuble situé au 2051-2071, rue Sainte-Catherine Ouest, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation d'implanter un usage résidentiel dans les locaux du 2e et 3e étages du bâtiment, adjacents au mur mitoyen avec le 2077-2087, rue Sainte-Catherine Ouest, et donc adjacents à un studio de production, et ce, en dérogation à l'article 307.8 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);

2) D'assortir cette autorisation de la condition suivante :
   a) Soumettre, lors de la demande de permis, des mesures de mitigation visant l'insonorisation du mur mitoyen entre les quatre logements visés et le 2077, rue Sainte-Catherine Ouest, en fonction d'une émission de bruit d'un niveau maximum de 70 dBA.

Adoptée à l'unanimité.

40.16
pp 399
1187400014

CA19 240056

Adopter une résolution autorisant l'usage « restaurant » à tous les étages, l'aménagement d'une terrasse sur le toit et un empiètement de porte sur le domaine public à l'arrière du bâtiment pour l'édifice situé au 1181, rue de la Montagne, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - 1er projet de résolution

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour l'immeuble sis au 1181, rue de la Montagne, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :
   a) de déroger aux articles 229 (usage « restaurant » au 3e étage), 377.1 (empiètement sur le domaine public d'un battant de porte) et 392 (terrasse de restaurant sur un toit) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
   b) de réaliser les transformations et de procéder à l'occupation de l'immeuble conformément aux plans numérotés A102 à A105 et A107 à A109, réalisés par Atelier-S et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 29 janvier 2019;

2) D'assortir cette autorisation de la condition suivante :
   a) Les plans d'aménagement de la terrasse au niveau du sol en cour avant ainsi que la proposition de remise à l'état d'origine de la fenêtre en façade avant doivent être soumis à la procédure du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);

3) De fixer un délai de 12 mois pour effectuer les travaux de transformation prévus dans les plans estampillés par l'arrondissement le 29 janvier 2019, à défaut de quoi, la présente autorisation sera nulle et sans effet.

Adoptée à l'unanimité.

40.17
pp 400
1187400011

CA19 240057

Adopter un Règlement modifiant le Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires (CA-24-009) afin d'ajouter le directeur d'arrondissement délégué - Avis de motion et dépôt

Une copie du projet de règlement ayant été remise aux membres du conseil, la mairesse Valérie Plante donne avis de motion de l'adoption du règlement modifiant le Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires (CA-24-009) afin d'ajouter le directeur d'arrondissement délégué, et lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

40.18
CA-24-297
1192701018

CA19 240058

Adopter un Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur la démolition d'immeuble (CA-24-215) afin de permettre la conservation de bâtiments patrimoniaux dérogatoires et de soumettre les bâtiments résidentiels vacants au Comité d'étude des demandes de démolition - Avis de motion et dépôt

Une copie du projet de règlement ayant été remise aux membres du conseil, la mairesse Valérie Plante donne avis de motion de l'adoption du Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215) afin de permettre la conservation de bâtiments patrimoniaux dérogatoires et de soumettre les bâtiments résidentiels vacants au Comité d'étude des demandes de démolition, et lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

40.19
CA-24-282.117
1197303002

CA19 240059

Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

De réunir, pour étude et adoption, les articles 40.19.1 à 40.24.

Adoptée à l'unanimité.

CA19 240060

Adopter un Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur la démolition d'immeuble (CA-24-215) afin de permettre la conservation de bâtiments patrimoniaux dérogatoires et de soumettre les bâtiments résidentiels vacants au Comité d'étude des demandes de démolition - 1er projet de règlement

Attendu que, à cette même séance, un avis de motion de l'adoption du règlement ci-dessous a été donné et qu'une copie à été déposée;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel :

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

D'adopter le premier projet de Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215) afin de permettre la conservation de bâtiments patrimoniaux dérogatoires et de soumettre les bâtiments résidentiels vacants au Comité d'étude des demandes de démolition.

Adoptée à l'unanimité.

40.19.1
CA-24-282.117
1197303002

CA19 240061

Édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), une ordonnance modifiant le sens de circulation sur l'avenue des Canadiens-de-Montréal, entre la rue Stanley et la rue de la Montagne

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), l'ordonnance C-4.1, o. 229 modifiant le sens de circulation sur l'avenue des Canadiens-de-Montréal vers l'est, entre la rue Stanley et la rue de la Montagne.

Adoptée à l'unanimité.

40.20 1195353002

CA19 240062

Édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1) une ordonnance visant la réduction de la limite de vitesse prescrite à 20 km/h, dans l'esprit d'une rue partagée, sur l'avenue des Canadiens-de-Montréal, entre la rue Peel et la rue de la Montagne

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), l'ordonnance C-4.1, o. 230 visant la réduction de la limite de vitesse prescrite à 20 km/h, dans l'esprit d'une rue partagée**,** sur l'avenue des Canadiens-de-Montréal, entre la rue Peel et la rue de la Montagne.

Adoptée à l'unanimité.

40.21 1195353001

CA19 240063

Ajouter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), 61 espaces de stationnement tarifés sur la rue Sainte-Catherine Est, à l'est de l'avenue De Lorimier

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

D'ajouter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), 61 espaces de stationnement tarifés sur la rue Sainte-Catherine Est, à l'est de l'avenue De Lorimier.

Adoptée à l'unanimité.

40.22 1195914002

CA19 240064

Édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), une ordonnance interdisant le virage à gauche du lundi au vendredi de 15 h à 19 h sur l'avenue Papineau, à l'approche sud de l'intersection du boulevard De Maisonneuve Est

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

Édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), l'ordonnance C-4.1, o. 231 interdisant le virage à gauche du lundi au vendredi de 15 h à 19 h sur l'avenue Papineau, à l'approche sud de l'intersection du boulevard De Maisonneuve Est.

Adoptée à l'unanimité.

40.23 1195914003

CA19 240065

Adopter une résolution modifiant la résolution CA13 240403 concernant la construction d'un site au sud de la rue Sainte-Catherine, entre les rues De Bleury et Jeanne-Mance, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - Projet Maestria - 1er projet de résolution

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

1) De modifier, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), la résolution CA13 240403 par le remplacement du troisième paragraphe du premier alinéa par le suivant :

- d'ériger un complexe immobilier conformément aux plans numérotés 43 à 46, 53 à 56, 61, 63 à 65 et 67 à 69, réalisés par Lemay architectes et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 1er février 2019;

2) De modifier le deuxième alinéa de la résolution CA13 240403 par l'insertion, après le deuxième paragraphe, du paragraphe suivant :
   - la placette projetée en bordure de la rue Sainte-Catherine, doit être ouverte et accessible au public durant les heures d'ouverture des commerces;

3) De modifier le deuxième alinéa de la résolution CA13 240403 par l'ajout, au quatrième paragraphe, des sous-paragraphes suivants :
   - les soffites des loggias devraient être recouverts d'un parement architectural de grande qualité afin de participer à l'animation des façades des tours;
   - le traitement des balcons en loggia, incluant les garde-corps, devraient être intégrés à la trame du mur-rideau;
   - la passerelle devrait permettre d'agrémenter la façade tout en respectant une certaine unité d'ensemble et pour se faire, une attention particulière doit être accordée au traitement visible depuis la rue, notamment en regard des soffites;
   - la structure prévue pour marquer l'interface entre la rue Sainte-Catherine et la placette, de même que le soffite en surplomb devraient être réalisés avec des matériaux de qualité et des détails assurant leur pérennité.

Adoptée à l'unanimité.

40.24
pp 397
1197303001

CA19 240066

Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

De réunir, pour étude et adoption, les articles 50.01 à 50.03.

Adoptée à l'unanimité.

CA19 240067

Prolonger, jusqu'au 12 mars 2019, la nomination intérimaire de madame Maryse Bouchard au poste de Directrice de la culture, sports, loisirs et développement social de l'arrondissement de Ville-Marie

Considérant la nomination du Directeur d'arrondissement délégué - Ville-Marie en date du 21 décembre 2018;

Attendu que l'affichage du poste de Directeur (trice) de la culture, sports, loisirs et développement social de l'arrondissement de Ville-Marie s'est déroulé du 7 au 21 janvier 2019 et que le processus d'évaluation est présentement en cours avec le Service des ressources humaines :

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

De prolonger, jusqu'au 12 mars 2019, la nomination intérimaire de madame Maryse Bouchard au poste de Directrice de la culture, sports, loisirs et développement social de l'arrondissement de Ville-Marie.

Adoptée à l'unanimité.

50.01 1183536004

CA19 240068

Approuver la nomination de monsieur Sylvain Villeneuve à titre de directeur de l'aménagement urbain et des services aux entreprises de l'arrondissement de Ville-Marie à compter du 11 mars 2019

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

D'approuver la nomination de monsieur Sylvain Villeneuve à titre de directeur de l'aménagement urbain et des services aux entreprises de l'arrondissement de Ville-Marie, et ce, à compter du 11 mars 2019.

Adoptée à l'unanimité.

50.02 1193536001

CA19 240069

Approuver les modifications à la structure et aux responsabilités des différents services de l'arrondissement de Ville-Marie conformément à l'article 49 de la Charte de la Ville de Montréal

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

D'approuver, conformément à l'article 49 de la Charte de la Ville de Montréal, les modifications à la structure et aux responsabilités des différents services de l'arrondissement;

D'autoriser la création de la Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs et d'y rattacher les unités administratives tel que mentionné au sommaire décisionnel;

D'autoriser la création d'un poste Directeur (trice) des relations avec les citoyens, du greffe et des services administratifs;

D'autoriser l'abolition du poste de Directeur (trice) d'arrondissement adjoint(e) et responsable des services administratifs;

D'autoriser le déplacement de l'unité administrative « 520205 - Soutien aux élus » sous la direction de l'arrondissement incluant le déplacement des postes et des occupants de cette unité.

– –

Des questions sont posées et des commentaires formulés.

– –

Adoptée à l'unanimité.

50.03 1193536002

CA19 240070

Prendre acte du dépôt du bilan au 31 décembre 2018 concernant l'utilisation des pesticides pour le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie et le transmettre au conseil municipal

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

De prendre acte du dépôt, conformément au Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041), du bilan sur l'utilisation des pesticides pour le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie au 31 décembre 2018;

De transmettre ce rapport au conseil municipal.

Adoptée à l'unanimité.

60.01 1186071004

CA19 240071

Refuser l'ensemble des 19 demandes de permis listées au tableau des dossiers en suspens ayant reçu un avis défavorable du Comité consultatif d'urbanisme (CCU) et au tableau des dossiers en suspens ayant reçu un avis favorable avec condition(s) non-remplie(s) par les demandeurs concernés

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

De refuser les 19 demandes de permis en suspens ayant reçu un avis défavorable du Comité consultatif d'urbanisme ou ayant reçu un avis favorable avec une ou des conditions non-remplie(s) par les demandeurs concernés.

Adoptée à l'unanimité.

70.01 1198150001

Levée de la séance

La mairesse indique que la prochaine séance du conseil sera tenue le 12 mars 2019 à 18 h 30, à la salle de conseil situé au rez-de-chaussée du 800, boulevard De Maisonneuve Est.

L'ordre du jour étant épuisé, elle déclare la séance close à 20 h 29.

70.01

Valérie Plante
Mairesse

Domenico Zambito
Secrétaire d'arrondissement

Ce procès-verbal a été adopté par la résolution CA19 240xxx
lors de la séance du conseil tenue le 12 mars 2019.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.09

2019/03/12
18:30

(1)

Dossier # : 1192701022

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance d'assemblée publique de consultation du 27 février 2019

De prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance d'assemblée publique de consultation du 27 février 2019.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-03-04 13:33

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1192701022

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance d'assemblée publique de consultation du 27 février 2019

CONTENU

CONTEXTE

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance d'assemblée publique de consultation du 27 février 2019

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jacinthe MEILLEUR
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-8944
Télécop. : 514 872-5607

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-03-04

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-3125
Télécop. : 514 872-5607

Ville-Marie
Montréal

ASSEMBLÉE PUBLIQUE DE CONSULTATION

27 février 2019
17 h 30

Salle du conseil
800, boulevard De Maisonneuve Est, rez-de-chaussée

Sont présents

Madame Sophie Mauzerolle, présidente d'assemblée et conseillère de la Ville

Monsieur Jean-François Morin, chef de division de l'urbanisme

Madame Gabrielle Leclerc-André, conseillère en aménagement;

Madame Charlotte Horny, conseillère en aménagement;

Monsieur Étienne Longtin, conseiller en aménagement;

Monsieur Olivier Légaré, conseiller en aménagement;

Maître Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

1- OUVERTURE DE L'ASSEMBLÉE

Madame Sophie Mauzerolle, conseillère de la Ville, préside l'assemblée publique de consultation, dont la tenue a été annoncée par des avis publics parus le 16 février 2019 dans le journal *Le Devoir*.

Elle déclare l'assemblée ouverte à 17 h 32.

14 personnes assistent à l'assemblée.

2- PRÉSENTATION DES PROJETS ET PÉRIODE D'INTERVENTION DU PUBLIC

a) 1900-1950, rue Sherbrooke Ouest – PPCMOI - pp 398 (dossier 1196255002)

La présidente d'assemblée, Madame Sophie Mauzerolle, mentionne que le conseil a adopté, lors de sa séance du 12 février 2019, le premier projet de résolution modifiant les résolutions CA09 240398 et CA14 240435 afin de remplacer les plans annexés et de prolonger le délai de réalisation pour le projet de construction situé au 1900-1950, rue Sherbrooke Ouest.

La présidente d'assemblée indique que madame Gabrielle Leclerc-André, conseillère en aménagement de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises, est disponible pour présenter ce projet et répondre aux questions.

Madame Leclerc-André précise que le projet de résolution doit être modifié afin d'ajouter, à la suite de l'article 3), l'article suivant :

« *4) Le projet pourra se réaliser en plusieurs phases.* »

Personne n'ayant manifesté d'intérêt pour cette présentation, la présidente d'assemblée déclare terminée la consultation publique sur ce projet.

b) 1181, rue de la Montagne – PPCMOI - pp 400 (dossier 1187400011)

La présidente d'assemblée, Madame Sophie Mauzerolle, mentionne que le conseil a adopté, lors de sa séance du 12 février 2019, le premier projet de résolution autorisant, pour le bâtiment situé au 1181, rue de la Montagne, l'usage « restaurant » à tous les étages, l'aménagement d'une terrasse sur le toit et un empiètement de porte sur le domaine public à l'arrière du bâtiment, et ce, en dérogation notamment aux articles 229, 377.1 et 392 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) relatifs, entre autres, à l'usage, l'empiètement de porte sur le domaine public et une terrasse sur le toit.

La présidente d'assemblée indique que madame Charlotte Horny, conseillère en aménagement de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises, est disponible pour présenter ce projet et répondre aux questions.

Personne n'ayant manifesté d'intérêt pour cette présentation, la présidente d'assemblée déclare terminée la consultation publique sur ce projet.

c) 2051-2071, rue Sainte-Catherine Ouest – PPCMOI - pp 399 (dossier 1187400014)

La présidente d'assemblée, Madame Sophie Mauzerolle, mentionne que le conseil a adopté, lors de sa séance du 12 février 2019, le premier projet de résolution autorisant l'implantation d'un usage résidentiel adjacent à un studio de production pour le bâtiment

situé au 2051-2071, rue Sainte-Catherine Ouest, et ce, en dérogation notamment à l'article 307.8 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) relatif, entre autres, à l'usage.

La présidente d'assemblée indique que madame Charlotte Horny, conseillère en aménagement de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises, est disponible pour présenter ce projet et répondre aux questions.

Personne n'ayant manifesté d'intérêt pour cette présentation, la présidente d'assemblée déclare terminée la consultation publique sur ce projet.

d) 1191, rue Peel – PPCMOI - pp 395 (dossier 1187199004)

La présidente d'assemblée, Madame Sophie Mauzerolle, mentionne que le conseil a adopté, lors de sa séance du 12 février 2019, le premier projet de résolution autorisant l'installation, en bordure de l'angle nord-ouest du square Dorchester, d'une enseigne au sol lumineuse comportant un message lumineux animé ou lumineux variable pour un parc de stationnement public intérieur souterrain situé au 1191, rue Peel, et ce, en dérogation notamment à l'article 508 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) relatif, entre autres, aux secteurs de catégorie d'usages où sont autorisées les enseignes comportant une source lumineuse clignotante ou qui affiche un message lumineux animé ou lumineux variable.

La présidente d'assemblée indique que monsieur Étienne Longtin, conseiller en aménagement de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises, est disponible pour présenter ce projet et répondre aux questions.

Personne n'ayant manifesté d'intérêt pour cette présentation, la présidente d'assemblée déclare terminée la consultation publique sur ce projet.

e) 1981, avenue McGill College – PPCMOI - pp 396 (dossier 1197199001)

La présidente d'assemblée, Madame Sophie Mauzerolle, mentionne que le conseil a adopté, lors de sa séance du 12 février 2019, le premier projet de résolution autorisant la construction d'un édicule d'accès à la station de métro McGill par la transformation du bâtiment situé au 1981, avenue McGill College, et ce, en dérogation notamment à l'article 134 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) relatif, entre autres, à l'usage.

La présidente d'assemblée indique que monsieur Étienne Longtin, conseiller en aménagement de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises, est disponible pour présenter ce projet et répondre aux questions.

Personne n'ayant manifesté d'intérêt pour cette présentation, la présidente d'assemblée déclare terminée la consultation publique sur ce projet.

f) Projet de règlement CA-24-282.117 – (dossier 1197303002)

La présidente d'assemblée, Madame Sophie Mauzerolle, mentionne que le conseil a adopté, lors de sa séance du 12 février 2019, le premier projet de règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur la démolition d'immeuble (CA-24-215) afin de permettre la conservation de bâtiments patrimoniaux dérogatoires et de soumettre les bâtiments résidentiels vacants au Comité d'étude des demandes de démolition

La présidente d'assemblée indique que monsieur Olivier Légaré, conseiller en aménagement de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises, est disponible pour présenter ce projet et répondre aux questions.

Personne n'ayant manifesté d'intérêt pour cette présentation, la présidente d'assemblée déclare terminée la consultation publique sur ce projet.

g) 1190, 1238 et 1250, rue Jeanne-Mance – PPCMOI - pp 397 (dossier 1197303001)

La présidente d'assemblée, Madame Sophie Mauzerolle, mentionne que le conseil a adopté, lors de sa séance du 12 février 2019, le premier projet de résolution modifiant la résolution CA13 240403 autorisant la construction d'un complexe à bureaux sur un site composé des lots numéros 1 340 640, 1 340 653, 1 340 656, 1 340 657 et 1 341 342 situés en bordure des rues De Bleury, Sainte-Catherine et Jeanne-Mance, ainsi que de démolir les bâtiments portant les numéros 1190, 1238 et 1250, rue Jeanne-Mance afin de remplacer les plans annexés.

La présidente d'assemblée indique que monsieur Olivier Légaré, conseiller en aménagement de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises, est disponible pour présenter ce projet et répondre aux questions.

Les questions et commentaires ont trait, entre autres :

- *aux impacts que le projet aura sur les vues des voisins;*
- *aucune étude d'impact sur la circulation dans le secteur n'a été produite par la Ville;*
- *l'ajout d'un bâtiment risque d'occasionner davantage de problèmes de circulation dans le secteur;*
- *le projet augmentera le nombre de condos dans le secteur;*
- *la nécessité d'inclure du logement social et abordable in situ dans le projet, plutôt qu'une compensation financière;*
- *la compensation monétaire n'est pas suffisante pour répondre au besoin de logement social;*
- *le projet ne sera pas accessible aux personnes à faible revenu;*
- *à l'importance d'assurer l'intégration de matériaux écologiques dans le projet;*
- *aux impacts qu'aura le chantier de construction sur les activités du Quartier des spectacles;*
- *il n'y pas suffisamment de places de stationnement dans le secteur pour accueillir d'autres résidents;*

Les participants qui désiraient être entendus l'ayant tous été, la présidente de l'assemblée remercie toutes les personnes qui ont participé à la consultation publique sur ce projet et il la déclare terminée.

3- LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE

Les dossiers à l'ordre du jour ayant été soumis à une consultation, la présidente d'assemblée, Madame Sophie Mauzerolle, déclare l'assemblée publique de consultation terminée à 18 h 34.

2019/03/05

Me Domenico Zambito — date
Secrétaire d'arrondissement

Mme Sophie Mauzerolle — date
Présidente d'assemblée

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 12.01

2019/03/12
18:30

(1)

Dossier # : 1194951002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver les catégories de reconnaissance obtenue par quatre organismes à but non lucratif en vertu de la Politique de reconnaissance et de soutien des OBNL de l'arrondissement de Ville-Marie, et ce, jusqu'au 18 mars 2023

Il est proposé :

1. D'approuver les catégories de reconnaissance des quatre (4) organismes à but non lucratif suivants de l'arrondissement de Ville-Marie ayant déposé une demande dans le cadre de la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes à but non lucratif, jusqu'au 18 mars 2023.

Voici la catégorisation octroyée pour les 4 demandes de reconnaissance reçues:

Association des chasseurs et pêcheurs Montréal Ste-Marie inc.	C
Centre d'action bénévole de Montréal inc.	B
Coalition pour le maintien dans la communauté	C
Logis-Phare	B

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-03-01 11:43

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1194951002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver les catégories de reconnaissance obtenue par quatre organismes à but non lucratif en vertu de la Politique de reconnaissance et de soutien des OBNL de l'arrondissement de Ville-Marie, et ce, jusqu'au 18 mars 2023

CONTENU

CONTEXTE

En mars 2018, l'arrondissement de Ville-Marie s'est doté d'une Politique de reconnaissance et de soutien des organismes à but non lucratif. Cette Politique a été définie en tenant compte de la mission, de la vision et des principes directeurs de l'arrondissement de Ville-Marie.
La Politique de reconnaissance est un cadre de référence qui permet d'harmoniser, sur des bases équitables, les relations entre l'arrondissement et les organismes du milieu. Elle vise également à instaurer un processus formel de reconnaissance et de soutien des organismes à but non lucratif qui œuvrent sur le territoire de l'arrondissement afin de répondre adéquatement aux besoins des citoyens en matière d'offre de service dans les domaines d'intervention de la culture, du sport, du loisir et du développement social.

Les organismes suivants ont déposé une demande de reconnaissance auprès de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement.

Association des chasseurs et pêcheurs Montréal Ste-Marie inc.
Centre d'action bénévole de Montréal inc.
Coalition pour le maintien dans la communauté
Logis-Phare

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 240089 Adopter la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes à but non lucratif (OBNL) de l'arrondissement de Ville-Marie et le Cadre de référence de la Division des sports, des loisirs et du développement social

DESCRIPTION

La Politique prévoit trois catégories : A, B ou C. Pour chacune de ces catégories, un panier de services est déterminé. L'OBNL sera informé par l'arrondissement du panier de services auquel il pourrait avoir droit à la suite de l'analyse de sa demande. L'obtention de la

catégorie est déterminée en fonction du niveau de responsabilité de l'arrondissement par rapport à l'offre de services de l'OBNL aux citoyens; de l'importance du lien unissant l'OBNL et l'arrondissement ainsi que de l'apport de l'OBNL à l'offre de services aux citoyens. La grille d'analyse permet de classifier les organismes en trois grandes catégories:

Catégorie A

Il s'agit d'un OBNL dont la mission est en lien direct avec les responsabilités de l'arrondissement et qui contribue, par son apport spécifique, aux différentes phases de l'offre de services. Cette contribution comprend, entre autres, un partage de l'analyse des besoins, un plan d'action concerté, la réalisation des activités et leur financement, l'utilisation effective des services par les personnes réputées en avoir besoin et l'évaluation conjointe avec l'arrondissement des services rendus.

Catégorie B

Il s'agit d'un OBNL qui intervient dans le milieu et selon sa propre initiative. Il définit par lui-même son plan d'action et ses activités. Il entretient des relations plus ou moins régulières avec l'arrondissement. L'impact de son offre de services auprès de la population est important; sa contribution est donc complémentaire aux responsabilités de l'arrondissement.

Catégorie C

Il s'agit d'un OBNL qui collabore occasionnellement avec l'arrondissement à la réalisation d'un projet, d'un événement ou d'une activité. Il offre des activités ou des services qui contribuent au mieux-être des citoyens et au développement de la vie communautaire, mais a très peu ou pas d'interaction directe ou régulière avec l'arrondissement. De plus, cette catégorie inclut les OBNL régionaux qui ont une reconnaissance pour laquelle l'arrondissement est lié, c'est-à-dire : les OBNL détenant le statut « organisme PANAM reconnu » décerné par le comité exécutif de la Ville et les OBNL ou associations sportives qui sont soutenus par le Programme de soutien aux associations sportives régionales de la Ville de Montréal.

Voici la catégorisation octroyée pour les 4 demandes de reconnaissance reçues:

Association des chasseurs et pêcheurs Montréal Ste-Marie inc.	C
Centre d'action bénévole de Montréal inc.	B
Coalition pour le maintien dans la communauté	C
Logis-Phare	B

JUSTIFICATION

La Politique de reconnaissance permet, selon des paramètres clairement établis, de soutenir les organismes dans la réalisation de leur mission en mettant à leur disposition un ensemble de ressources. Son application permet également une optimisation des ressources afin d'assurer aux citoyens une offre de service accessible, diversifiée, complémentaire et de qualité.
Les organismes dont il est question au présent sommaire respectent les conditions d'admissibilité et sont conformes aux critères de reconnaissance contenus dans la Politique. Lors de la demande de reconnaissance, les organismes se sont engagés par résolution à adhérer au processus de reddition de comptes et à respecter les exigences liées à sa reconnaissance.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S.O

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans cette reconnaissance, les organismes ne pourront être autorisés à utiliser les installations, les équipements et déposer une demande de financement auprès de l'arrondissement dans les différents programmes de soutien. Pour les organismes, l'application de la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes à but non lucratif permet de bénéficier d'un meilleur accompagnement dans leur mission et dans leurs projets de développement. De plus, les organismes bénéficient de soutien professionnel, promotionnel, financier, événementiel, physique et matériel, ce qui favorise le développement d'une offre de service de qualité sur le territoire de l'arrondissement de Ville -Marie.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

En mars 2019 :

1. Confirmation de la catégorie de reconnaissance;
2. Précision sur la nature du soutien offert;
3. Description des modalités d'attribution du soutien;
4. Identification de la personne répondante de l'arrondissement pour l'OBNL.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements applicables.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Valérie LEDUC
Agente de développement - Expertise

Tél : 514 868-5133
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-26

Josée POIRIER
Chef de division

Tél : 514 872-1769
Télécop. : 514 868-4160

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Maryse BOUCHARD
Directrice, par intérim
Tél : 514 872-0831
Approuvé le : 2019-02-27

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 15.01

2019/03/12
18:30

(1)

Dossier # : 1196091001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Confirmer la participation de l'arrondissement de Ville-Marie à l'événement « Une heure pour la Terre 2019 » qui aura lieu le 30 mars 2019, de 20 h 30 à 21 h 30

Attendu que l'événement international « Une heure pour la Terre » se tiendra, pour la 13e année consécutive, le 30 mars 2019 de 20 h 30 à 21 h 30;
Attendu que cet événement, parrainé par le Fonds mondial pour la nature (World Wildlife Foundation - WWF), est un des mouvements participatifs les plus importants au niveau planétaire en matière d'environnement;

Attendu que cet événement a comme objectif de sensibiliser la population mondiale à l'importance de s'engager concrètement dans la conservation de l'énergie et la lutte contre les changements climatiques;

Attendu que l'arrondissement souhaite inciter de plus en plus de citoyens à adopter des pratiques visant la conservation d'énergie et la lutte aux changements climatiques, comme le simple geste d'éteindre les lumières.

De confirmer la participation de l'arrondissement de Ville-Marie à l'événement « Une heure pour la Terre » qui aura lieu le 30 mars 2019 de 20 h 30 à 21 h 30.

D'inviter les citoyens à participer à l'événement « Une heure pour la Terre » en éteignant leurs lumières le 30 mars 2019 entre 20 h 30 et 21 h 30.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-02-28 15:37

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1196091001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Confirmer la participation de l'arrondissement de Ville-Marie à l'événement « Une heure pour la Terre 2019 » qui aura lieu le 30 mars 2019, de 20 h 30 à 21 h 30

CONTENU

CONTEXTE

Pour une 13e année consécutive, le 30 mars prochain de 20 h 30 à 21 h 30, se tiendra l'événement international « Une heure pour la Terre ». Créé en 2007 et parrainé par le Fonds mondial pour la nature (World Wildlife Foundation - WWF), cet événement est devenu, au fil des ans, un des mouvements participatifs les plus importants au niveau planétaire en matière d'environnement.

L'événement est l'occasion pour des millions de citoyens de poser un geste concret en éteignant les lumières pendant une heure afin de promouvoir l'économie d'énergie et, par conséquent, la réduction des émissions de gaz à effet de serre et la lutte contre le réchauffement climatique. En 2018, ce sont plus de 188 pays et des milliers de villes qui sont passés à l'action en éteignant les lumières de leurs édifices emblématiques et monuments iconiques. Des sites naturels et bâtis de l'UNESCO ont également pris part à l'événement.

Promouvoir l'événement « Une heure pour la Terre » permet de sensibiliser la population à l'importance de porter des gestes concrets en matière d'économie énergétique dans la lutte aux changements climatiques.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 240140 du 13 mars 2018 (1186926001) : Une heure pour la Terre 2018 – Confirmer la participation de l'arrondissement de Ville-Marie à l'événement « une heure pour la Terre 2018 » qui aura lieu le 24 mars 2018, de 20 h 30 à 21 h 30.
CA17 240079 du 14 mars 2017 (1176926001) : Une heure pour la Terre 2017 - Confirmer la participation de l'arrondissement de Ville-Marie à l'événement « Une heure pour la Terre 2017 », qui aura lieu le 25 mars 2017, de 20 h 30 à 21 h 30.
CA16 240092 du 15 mars 2016 (1160894001) : Une heure pour la Terre 2016 - Confirmer la participation de l'arrondissement de Ville-Marie à l'événement « Une heure pour la Terre 2016 », qui aura lieu le 19 mars 2016, de 20 h 30 à 21 h 30.
CA15 240197 du 14 avril 2015 (1156926001) : Une heure pour la Terre 2015 - Confirmer la participation de l'arrondissement de Ville-Marie à l'événement « Une heure pour la Terre 2015 », qui aura lieu le 28 mars 2015, de 20 h 30 à 21 h 30.

DESCRIPTION

En s'associant une fois de plus l'événement international « Une heure pour la Terre », l'arrondissement de Ville-Marie invitera ses citoyens à éteindre les lumières de leur résidence le samedi 30 mars 2019, entre 20 h 30 et 21 h 30, et à prendre ainsi part à la lutte aux changements climatiques.

JUSTIFICATION

L'arrondissement de Ville-Marie espère que sa participation à l'événement « Une heure pour la Terre », de concert avec d'autres grandes villes, contribuera à renforcer son leadership et celui de la Ville de Montréal en matière de développement durable. L'arrondissement souhaite ainsi inciter de plus en plus de citoyens à adopter des pratiques visant la conservation de l'énergie et la lutte aux changements climatiques, comme le simple geste d'éteindre les lumières dans le cadre de cet événement d'envergure.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

En incitant les citoyens à participer à l'événement « Une heure pour la terre », l'arrondissement de Ville-Marie contribue à l'adoption de pratiques visant la réduction de la consommation énergétique et la lutte aux changements climatiques. Cette mobilisation citoyenne s'inscrit dans la vision et les orientations du Plan de développement durable de Ville-Marie 2016-2020.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Inviter les citoyens à participer à l'événement « Une heure pour la terre » en éteignant leurs lumières le 30 mars 2019 entre 20 h 30 et 21 h 30 par l'intermédiaire des médias sociaux de l'arrondissement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER		**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2019-02-27
Catherine PHILIBERT Conseillère en planification - développement durable		Domenico ZAMBITO Secrétaire d'arrondissement	
Tél :	514.868.8725	**Tél :**	514 872-3125
Télécop. :	000-0000	**Télécop. :**	514 872-5607

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.01

2019/03/12
18:30

(1)

Dossier # : 1192701025

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention de modification de bail par lequel la Ville de Montréal - arrondissement de Ville-Marie loue à Sentier Urbain, des terrains, dans le cadre de sa mission de « verdissement à vocation sociale » et de « réimplantation de la nature en milieu urbain » afin d'ajouter dans l'annexe A le lot 567 684 du cadastre du Québec (Le jardin Boisé nourricier)

Approuver la convention de modification de bail par lequel la Ville de Montréal - arrondissement de Ville-Marie loue à Sentier Urbain, des terrains, dans le cadre de sa mission de « verdissement à vocation sociale » et de « réimplantation de la nature en milieu urbain » afin d'ajouter dans l'annexe A le lot 567 684 du cadastre du Québec

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-02-27 14:02

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1192701025**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention de modification de bail par lequel la Ville de Montréal - arrondissement de Ville-Marie loue à Sentier Urbain, des terrains, dans le cadre de sa mission de « verdissement à vocation sociale » et de « réimplantation de la nature en milieu urbain » afin d'ajouter dans l'annexe A le lot 567 684 du cadastre du Québec (Le jardin Boisé nourricier)

CONTENU

CONTEXTE

Depuis 1993, Sentier Urbain intervient sur des problématiques liées à l'environnement, l'éducation, la santé et le social. Sentier Urbain a pour mission des activités de « verdissement à vocation sociale » et encourage la « réimplantation de la nature en milieu urbain ».
Sentier a pour mission de susciter la mobilisation des collectivités pour le verdissement social. Par son action, il contribue simultanément et de façon concrète au développement écoresponsable de l'individu, à la sensibilisation environnementale, à l'insertion socioprofessionnelle des jeunes, et à l'embellissement des milieux de vie. L'organisme collabore ainsi, avec de nombreux partenaires, à l'amélioration de la santé et de la qualité de vie des collectivités locales;

Souhaite ajouter dans le bail le jardin Boisé nourricier .

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution CA17 240086 : Approuver la convention de bail avec Sentier Urbain pour la location des terrains, dans le cadre de sa mission de « verdissement à vocation sociale » et de « réimplantation de la nature en milieu urbain » , pour une durée d'un an, renouvelable automatiquement pour un ou plusieurs terme(s) additionnel(s) et consécutif(s) d'un (1) an, aux mêmes conditions;
Résolution CA18 240469 : Approuver la convention de modification de bail par lequel la Ville de Montréal - arrondissement de Ville-Marie loue à Sentier Urbain, des terrains, dans le cadre de sa mission de « verdissement à vocation sociale » et de « réimplantation de la nature en milieu urbain », pour une durée d'un an, renouvelable automatiquement pour un ou plusieurs terme(s) additionnel(s) et consécutif(s) d'un (1) an, aux mêmes conditions

DESCRIPTION

La convention de modification de bail par lequel la Ville de Montréal - arrondissement de Ville-Marie loue à Sentier Urbain, des terrains, dans le cadre de sa mission de «

verdissement à vocation sociale » et de « réimplantation de la nature en milieu urbain » vise à modifier l'annexe A afin d'y ajouter le lot 567 684 du cadastre du Québec (Le jardin Boisé nourricier)

JUSTIFICATION

La modification du bail est nécessaire afin de permettre à Sentier Urbain d'occuper le lot 567 684 du cadastre du Québec pour y aménager Le jardin Boisé nourricier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-3125
Télécop. : 514 872-5607

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-26

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-3125
Télécop. : 514 872-5607

CONVENTION DE MODIFICATION DE BAIL

ENTRE **VILLE DE MONTRÉAL – ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**, personne morale de droit public, ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie, situé au 800 boulevard de Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée aux présentes par Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu de l'article 6 du Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires du conseil d'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-009);

T.P.S. : 121364749RT 0001;
T.V.Q. : 1006001374TQ0002;

ci-après désigné le « **Locateur** »

ET **SENTIER URBAIN**, personne morale, constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies*, ayant sa place d'affaires au 1710, rue Beaudry, suite 3.10, Montréal, Québec, H2L 3E7, agissant et représentée par monsieur Pierre Dénommé, directeur général, dûment autorisé à cette fin par une résolution de son Conseil d'administration en date du 3 octobre 2012;

T.P.S. :
T.V.Q. :
No d'inscription d'organisme de charité : 867867822 RR0001

ci-après désigné le « **Locataire** »

Le Locateur et le Locataire sont également désignés collectivement comme les « **Parties** ».

ATTENDU QU'UNE convention de bail est intervenue entre les Parties le 14 mars 2017 concernant la location de terrains, pour une durée d'un an, renouvelable automatiquement pour un ou plusieurs terme(s) additionnel(s) et consécutif(s) d'un (1) an (ci-après désigné le « Bail »);

ATTENDU QU'UNE convention de modification de bail est intervenue entre les Parties le 11 septembre 2018 afin de retirer de l'annexe A les lots 2 330 363, 2 330 364 et 1 729 180 tous du cadastre du Québec;

ATTENDU QUE la Locataire désire ajouter dans l'annexe A une partie du lot 1 567 684 du cadastre du Québec;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Règlement du conseil de la Ville sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement au Locataire;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. L'annexe A du Bail est remplacée par l'annexe A figurant en annexe de la présente convention de modification de bail.

2. Sous réserve des dispositions spécifiquement convenues dans cette convention, tous les autres engagements, conditions et stipulations prévus par le Bail demeurent inchangés et continueront de s'appliquer entre les Parties.

EN FOI DE QUOI, les Parties ont signé, en double exemplaire, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

LOCATEUR

Le ___ jour du mois de _____ 2019

_____
Domenico Zambito
Secrétaire d'arrondissement de Ville-Marie

LOCATAIRE

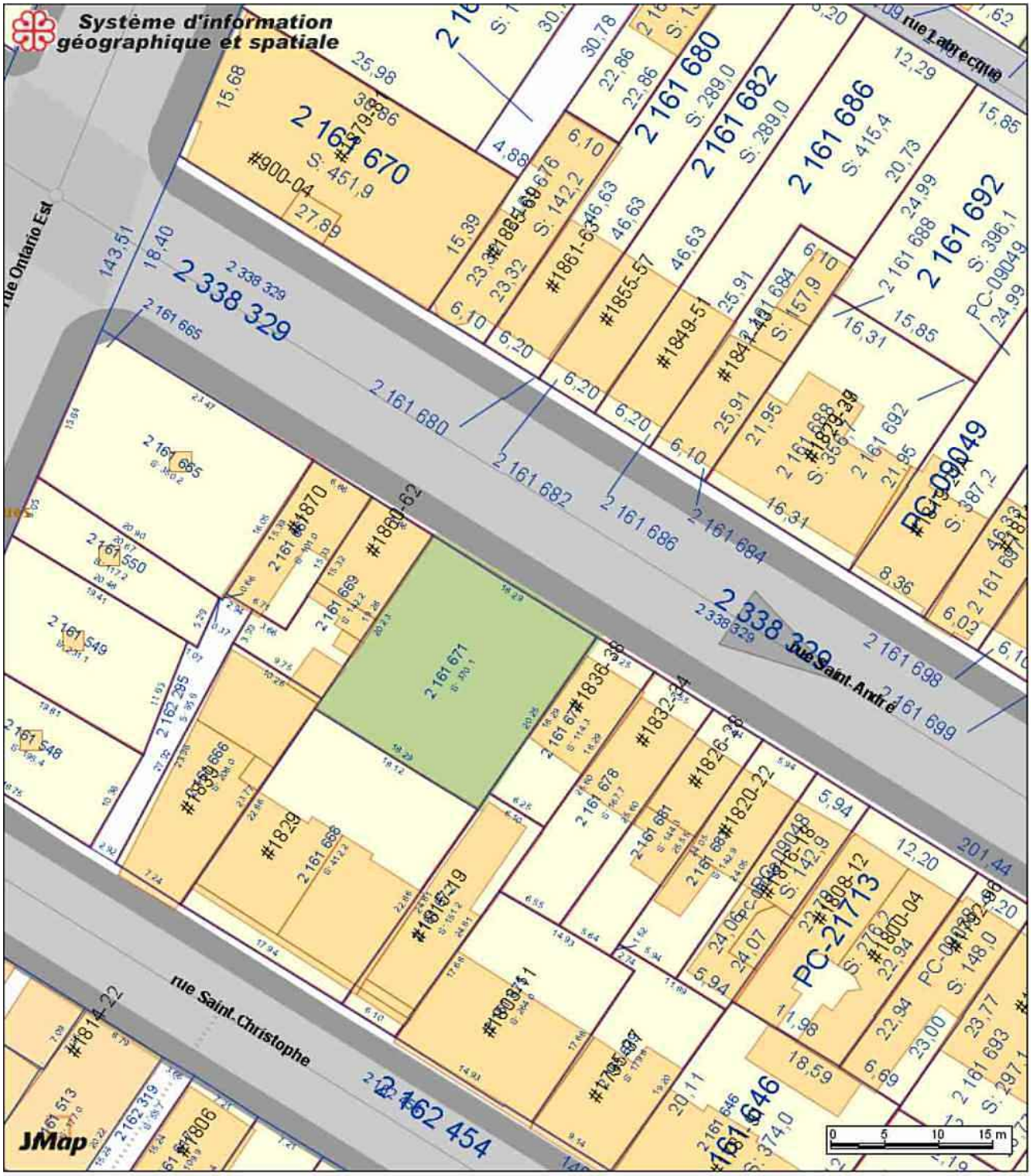
Le ___ jour du mois de _____ 2019

_____
Pierre Dénommé
Directeur général, Sentier Urbain

Cette convention a été soumise au conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel **1192701025**; elle a été approuvée par la résolution CA _____ adoptée le _____.

ANNEXE A
ESPACES LOUÉS

Lot 2161671 du cadastre du Québec (1850, rue Saint-André)



Lot 2 161 671

Date: 17-02-14 13:28

Échelle 1:489

Lot 1182340 du cadastre du Québec (1020, rue Saint-André)

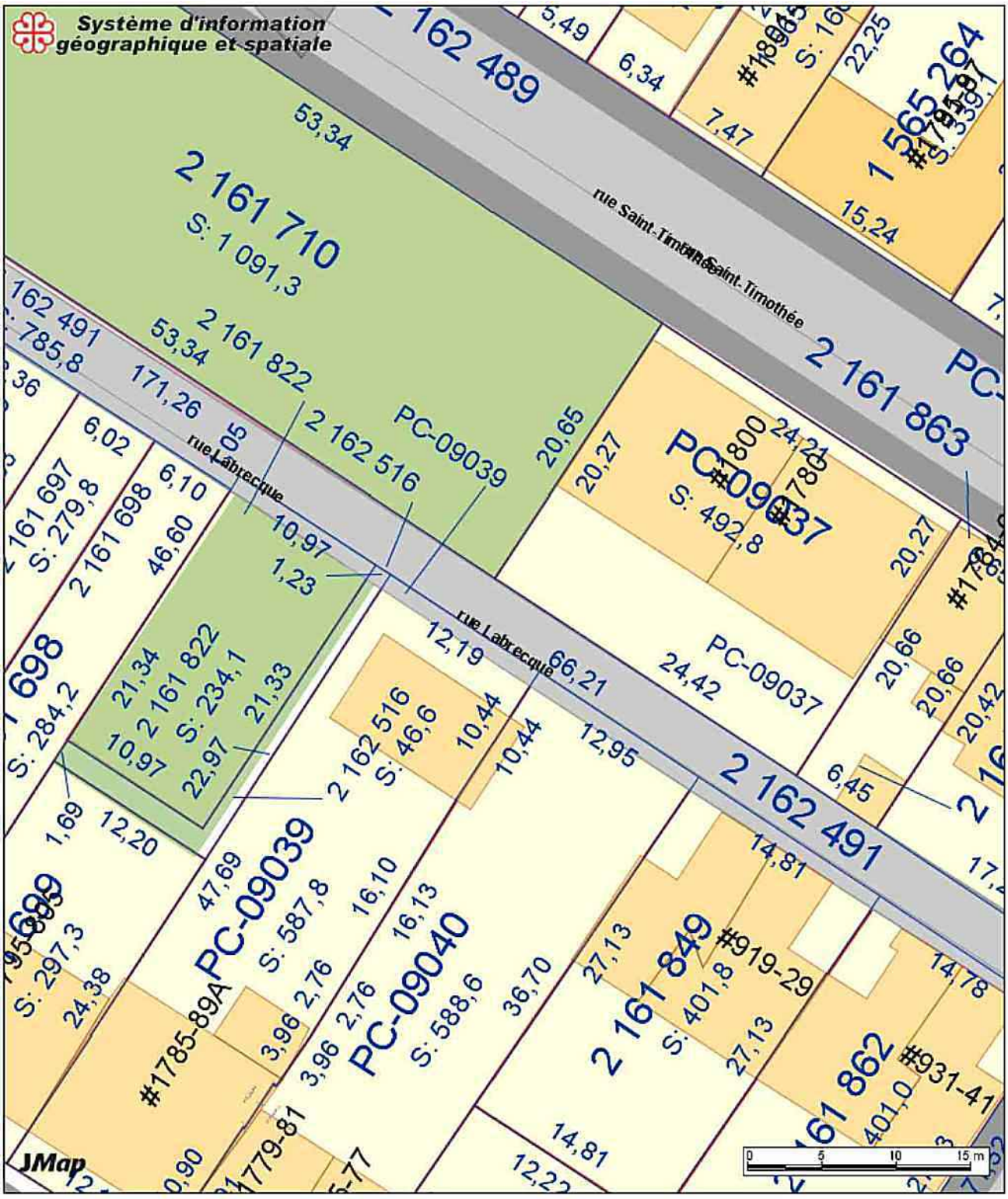


Lot 1 182 340

Date: 17-02-14 13:33

Échelle 1:489

Lot 2161822 du cadastre du Québec (1805, rue Labrecque)

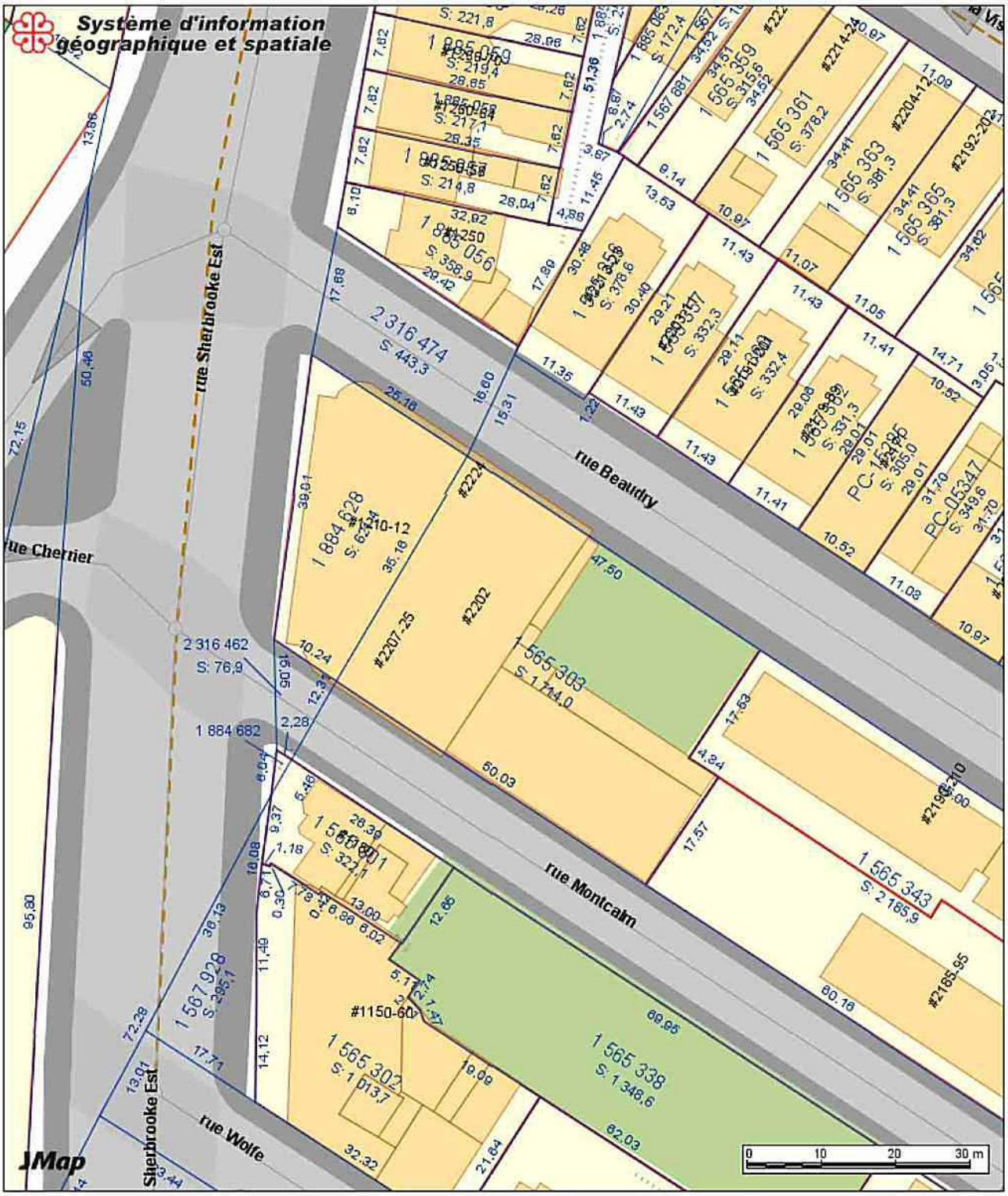


Lot 2 161 822

Date: 17-02-14 13:40

Échelle 1:345

Lot 1565303 du cadastre du Québec (2220, rue Beaudry)



Lot 1 565 303

Date: 17-02-14 13:42

Échelle 1:690

Lot 3361964 du cadastre du Québec (2917, rue Ontario Est)

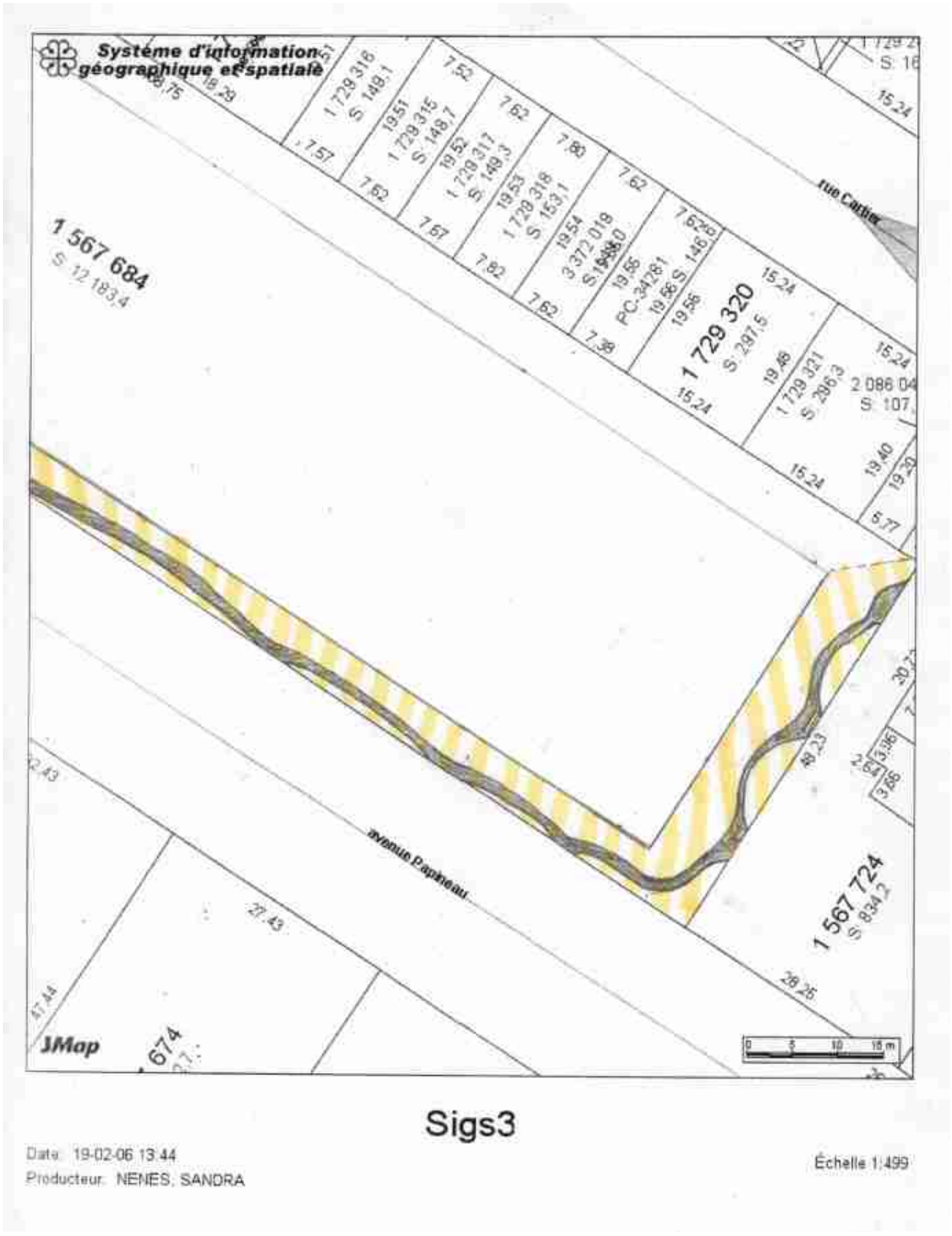


Lot 3 361 964

Date: 17-02-14 13:51

Échelle 1:612

Lot 1 567 684 du cadastre du Québec (1655, avenue Papineau)



Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.02

2019/03/12
18:30

(1)

Dossier # : 1198143001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de 657 325,87 $ à Massi construction inc. pour effectuer des travaux de réaménagement du parc Raymond -Blain et autoriser une dépense maximale de 835 791,04 $ (appel d'offres public VMP-18-022 – 5 soumissionnaires)

Il est recommandé :
d'autoriser une dépense maximale de 835 791,04 $ (taxes incluses) pour les travaux de réaménagement du parc Raymond-Blain;
d'accorder à cette effet un contrat à Massi construction Inc., pour un montant maximal de 657 325,87 $, (taxes incluses), conformément aux documents de l'appel d'offres public VMP-18-022;
d'autoriser un budget prévisionnel de contingences de 131 465,17 $ (incluant taxes) et un budget prévisionnel d'incidences de 47 000 $ (incluant taxes);
d'imputer ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-02-27 14:00

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1198143001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de 657 325,87 $ à Massi construction inc. pour effectuer des travaux de réaménagement du parc Raymond -Blain et autoriser une dépense maximale de 835 791,04 $ (appel d'offres public VMP-18-022 – 5 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Le parc Raymond-Blain a été aménagé depuis les années 1980 et n'a fait l'objet d'aucun réaménagement majeur depuis sa réalisation. Suite à la dernière présentation publique du 17 octobre 2018 durant laquelle l'arrondissement a présenté un concept d'aménagement qui répond aux attentes des résidents et qui a obtenu un consensus de la part de tous les présents, ce projet a été programmé pour la réalisation durant 2019. L'arrondissement prévoit de remplacer la surface asphaltée par une aire de détente et d'entraînement avec l'installation d'équipements d'exercice, le réaménagement des sentiers piétons par du pavage de béton préfabriqué et l'installation du mobilier urbain adéquat. Il est également prévu de refaire l'aménagement paysager en fonction du concept retenu tout en gardant les arbres existants très spécifiques à ce parc.
L'objectif de ce projet est le réaménagement du parc Raymond-Blain en totalité et en continuité de l'aménagement partiel de trois terrains de pétanque (Projet VMI-11-014 réalisé en 2011) qui vont être préservés et intégrés au nouveau projet. Ce réaménagement sera réalisé afin de répondre aux besoins des résidents et rendre ce parc plus attractif, fonctionnel et accessible.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA11 240651 ; Accorder un contrat aux Entreprises Daniel Robert Inc. pour des travaux d'aménagement de jeux de pétanque au parc Raymond-Blain au montant de 77 558,32 $ conformément aux documents de la soumission sur invitation (VMI-11-014) (2 soumissionnaires). **Numéro de dossier :** 1114695006

DESCRIPTION

Le présent dossier vise l'attribution d'un contrat à l'entreprise Massi Construction Inc. pour la réalisation des travaux de réaménagement du parc Raymond-Blain, tel que décrit aux

plans et devis.
Les travaux consistent notamment, mais sans s'y limiter, à :

- Le remplacement de l'asphalte par une aire de détente et d'entraînement qui comprend des équipements d'exercice;
- L'aménagement de sentiers piétons;
- L'implantation d'une fontaine à boire ;
- L'implantation de mobilier urbain (bancs, supports a vélos, poubelles…);
- Le réaménagement paysager de la totalité du site;
- L'installation de bacs à compost et de bacs de jardinage en bois;
- Le réaménagement complet du système d'éclairage et implantation de nouveaux lampadaires;
- L'ajout d'une terrasse en bois pour le yoga.

JUSTIFICATION

Un appel d'offres public a été publié dans le Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) entre le 9 janvier et le 4 février 2019. Deux addendas ont été émis le 18 et le 24 janvier 2019 pour répondre aux questions des soumissionnaires sans prolonger la durée de l'appel d'offres en question. La période de sollicitation du marché fut donc de vingt-sept (27) jours calendriers.
Pour ce projet, douze (12) entreprises ont acheté les documents d'appel d'offres et cinq (5) soumissionnaires ont déposé une offre. Le procès-verbal de l'ouverture des soumissions est versé dans la section « Pièces jointes ».
Le résultat de l'analyse des soumissions est porté au tableau ci-après :

SOUMISSIONS CONFORMES	**COÛT DU CONTRAT** (TAXES INCLUSES)	**CONTINGENCES 20%** (TAXES INCLUSES)	**TOTAL** (TAXES INCLUSES)
MASSI CONSTRUCTION INC.	657 325,87 $	131 465,17 $	788 791,04 $
CONSTRUCTION MORIVAL LTEE	804 434,29 $	160 886,86 $	965 321,15 $
AMENAGEMENTS SUD-OUEST	942 752,46 $	188 550,49 $	1 131 302,95 $
LES ENTREPRISES VENTEC INC	944 897,89 $	188 979,58 $	1 133 877,47 $
SAHO CONSTRUCTION INC.	1 028 554,65 $	205 710,93 $	1 234 265,58 $
Dernière estimation réalisée ($)	883 149,36 $	176 629,87 $	1 059 779,23 $
Coût moyen des soumissions conformes reçues ($)			1 050 711,64 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			33,21 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($)			445 474,54 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%)			56,48 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)			-270 988,19 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)			-25,57 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)			176 530,11 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)			22,38 %

La plus basse soumission conforme a été validée par la Division du greffe et analysée par la Division des ressources financières et matérielles. Suite à l'analyse, l'entreprise Massi construction Inc. est conforme aux exigences du cahier des charges et elle est recommandée. Massi construction Inc. n'est pas inscrite au registre des entreprises non admissibles et elle n'a pas de restriction imposée sur sa licence par la Régie du bâtiment du Québec. Aussi, cette entreprise n'existe pas à la liste des fournisseurs de la Ville de Montréal et elle à été invitée à s'inscrire pour les besoins de ce projet.

Il est à signaler que l'écart entre la plus basse soumission conforme de Massi construction Inc. et la dernière estimation du projet qui est de 25,57 % s'expliquerait par des prix unitaires très compétitifs et une possible réduction de la marge de profits de la part de l'entrepreneur. Aussi, la soumission de Massi construction Inc. est plus basse que le deuxième plus bas soumissionnaire de 22.38 % pour les mêmes raisons. Ainsi, la responsabilité de Massi construction Inc. reste entière afin d'assurer les travaux requis avec les prix soumis conformément aux termes du contrat.

Massi construction Inc. est conforme en vertu du règlement de gestion contractuelle de la Ville malgré le fait que sa soumission est beaucoup plus basse que la moyenne des autres soumissions ainsi que de la dernière estimation réalisée du projet.

Aussi, il a été prévu un budget prévisionnel d'un montant maximum de 20 % de la valeur du contrat en contingences.

Nous recommandons aussi d'autoriser des crédits de 47 000 $ (taxes incluses) pour les frais incidents suivants :
- Disposition des sols: 25 000 $
- Frais de laboratoire (contrôle qualitatif) : 20 000 $
- Panneaux de chantier : 2000 $

La dépense totale à autoriser est donc de 835 791,04 $ (taxes incluses).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal de contrat de 657 325,87 $, (taxes incluses) sera assumé par le programmes triennal d'immobilisations (PTI) de 2019.
Un budget prévisionnel de 20 % en contingences de la valeur du contrat (131 465,17 $) est dédié aux situations imprévues à l'occasion de l'exécution du contrat;

Un crédit de (47 000 $) est dédié aux frais incidents;

Le montant total du projet sera 835 791,04 $ (taxes incluses).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'aménagement s'inscrit dans les orientations du plan de développement durable de l'agglomération « Montréal durable 2016-2020 », dans les actions et mesures prévues au « Plan de développement durable de Ville-Marie 2016-2020 » de même que dans la « Stratégie alimentaire de Ville-Marie » :
Verdir et augmenter la biodiversité / Augmenter l'indice de canopée de 20 à 25 % d'ici 2025 :
Le projet prévoit non seulement la conservation des arbres matures existants, très appréciés des résidents, mais permet aussi d'augmenter l'indice de canopée par la plantation de trois nouveaux arbres. La végétalisation de l'espace a été optimisée par la création et la densification des plates-bandes d'arbustes et de vivaces. Dans ce projet, les plantes ont été privilégiées. Plus durables et mieux adaptées à notre climat, elles sont de culture facile et résistent mieux aux ravageurs et maladies. De plus, elles contribuent au maintien de la biodiversité en servant de nourriture, d'abri et de lieu de reproduction pour la faune.

Augmenter le pourcentage de plantes comestibles dans l'aménagement de l'espace public / Favoriser l'accès des citoyens à une alimentation saine et abordable / Réduire et valoriser les matières résiduelles :
Le projet prévoit l'installation de bacs dédiés à la culture de plantes comestibles. Ces bacs

sont pris en charge par les citoyens et la récolte des fruits et légumes est destinée à la consommation citoyenne. Un composteur communautaire sera installé dans le parc pour permettre aux usagers de composter les matières organiques, puis d'utiliser leur propre compost aux fins de jardinage.

Réduire de 10 % la sédentarité de la population de l'île de Montréal d'ici 2025 / Améliorer l'accès aux services et équipements / Améliorer l'accès aux services et équipements en intégrant les principes d'accessibilité universelle :
Outre les trois terrains de pétanque existants, une aire d'exercice et d'entraînement de même qu'une aire de yoga seront installées venant ainsi compléter l'offre d'activités. Ces ajouts permettent non seulement de diversifier les activités offertes aux résidents du secteur, mais également d'attirer des visiteurs ou résidents des quartiers voisins contribuant ainsi à la vie de quartier. Les normes d'accessibilité universelle seront appliquées aux nouveaux services les rendant plus inclusifs. Finalement, l'accès aux activités estivales sera prolongé par l'installation d'un éclairage efficient (éclairage LED).

Favoriser l'appropriation de l'espace public / S'adapter aux changements climatiques
En optimisant le verdissement, le parc devient un espace de fraîcheur et contribue ainsi à l'adaptation aux changements climatiques (réduction des impacts des îlots de chaleur urbains).
En améliorant l'offre de service, le projet favorise définitivement l'appropriation de l'espace public par la communauté.
Dans son ensemble, le projet contribue au développement de quartiers plus durables, sécuritaires et en santé.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le réaménagement du parc Raymond-Blain va répondre aux besoins des résidents et offrir un sentiment d'appartenance et une sécurité accrue grâce à l'éclairage efficace, avec un aménagement épuré, fonctionnel et accessible afin de réduire les nuisances causées par l'itinérance durant la nuit.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une présentation publique du concept d'aménagement du parc a été effectuée le 17 octobre 2018 par l'arrondissement Ville-Marie. Durant cette présentation tous les résidents présents au cours de cette présentation ont exprimé leur satisfaction quant à leurs attentes et le projet a été l'objet d'un consensus unanime. Suite à cette présentation il a été décidé de finaliser les plans et devis et de programmer la réalisation du projet en 2019.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les travaux de réaménagement du parc Raymond-Blain débuteront au printemps et devront être finalisés avant fin 2019.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Nathalie N HÉBERT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mohamed Hedi SFAR
architecte paysagiste

Tél : 514 872-9406
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-08

José PIERRE
Chef de division de l'aménagement des parcs et des actifs immobiliers

Tél : 514 872-1262
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2019-02-11

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1198143001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Objet :	Accorder un contrat de 657 325,87 $ à Massi construction inc. pour effectuer des travaux de réaménagement du parc Raymond-Blain et autoriser une dépense maximale de 835 791,04 $ (appel d'offres public VMP-18-022 – 5 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1198143001.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 868-4567

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-18

Dominique MARTHET
Chef de division des ressources financières

Tél : 514 872-2995
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Montréal

Appel d'offres public
Exécution des travaux
N° : VMP-18-022

Section A - Sommaire

Parution :			Ouverture :			À :
Jour	Mois	Année	Jour	Mois	Année	Service du greffe- Arrondissement Ville-Marie 800, boulevard de Maisonneuve Est, 17e étage Montréal (Québec) H2L 4L8, avant 11 h 00
9	1	2019	4	2	2019	

Parc Raymond-Blain - Réaménagement

Description et sommaire de soumission	Montant
Réaménagement de parc.	
Montant total avant taxes :	571 712,00 $
Taxe sur les produits et services 5 % :	28 585,60 $
Taxe de vente du Québec 9,975 % :	57 028,27 $
Montant total :	**657 325,87 $**

Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1167038349

Si non inscrit au REQ, cocher ici ☐

Je (Nous), soussigné(s): MASSI CONSTRUCTION INC.

Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

1501, Boulevard Leonel-Boulet, Varennes, Qc, J3X 1P7

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du cahier des charges et, si tel est le cas, des addendas le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du cahier des charges, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres. Le prix soumis tient compte de tous les addenda émis via le SEAO pour cet appel d'offres.

Nom et titre du signataire (en majuscules) :	Téléphone :	(450) 929-1818	
MATHIEU MASSICOTTE, Président	Télécopieur :	(450) 929-3744	
	Courriel :	s.hafid@groupemassi.ca	
Signature:	Jour	Mois	Année
	4	février	2019

Note : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

Ville-Marie
Montréal

Réaménagement du parc Raymond-Blain dans l'arrondissement de Ville-Marie

VMP-18-022

Procès-verbal d'une séance d'ouverture de soumissions tenue le 4 février 2019, à 11 heures, au bureau d'arrondissement situé au 17e étage du 800, boulevard De Maisonneuve Est, Montréal.

Aux date, heure et lieu mentionnés dans l'avis d'appel d'offres publié le 9 janvier 2019 dans *Le Devoir*, les soumissions reçues dans le délai requis sont ouvertes publiquement par madame Josée Kenny, analyste de dossiers, et en présence de monsieur Hedi Sfar, architecte paysagiste et de madame Jacinthe Meilleur, analyste de dossiers.

Les informations qui suivent relatives au nom du soumissionnaire et à son prix de soumission sont déclarées à haute voix :

Nom de l'entreprise	Montant total de la soumission
Massi Construction inc. 1167038349	657 325,87 $
Construction Morival limitée 1142801506	804 434,29 $
Aménagement Sud-Ouest inc. (9114-5698 Québec inc.) 1160680998	942 752,46 $
Les entreprises Ventec inc. 1145668878	944 897,89 $
Saho Construction inc. 1167019216	1 028 554,65 $

Josée Kenny — 2019-02-04
Josée Kenny
Analyste de dossiers — date

Jacinthe Meilleur — 4 février 2019
Jacinthe Meilleur
Analyste de dossiers — date

Hedi Sfar — 04 février 2019
Hedi Sfar
Architecte paysagiste — date

Montréal

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS D'ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSIONS

Numéro d'AO :	**VMP-18-022**
Titre d'AO :	**Parc Raymond-Blain - Réaménagement**
Date d'ouverture :	**2018-02-04**
Heure d'ouverture :	**11h00**

RÉSULTATS

Plus bas soumissionnaire conforme :	Massi Construction Inc.
Prix du plus bas soumissionnaire conforme :	657 325,87 $
Deuxième plus bas soumissionnaire conforme :	Construction Morival Ltée
Prix du 2e plus bas soumissionnaire conforme :	804 434,29 $
Dernière estimation :	883 149,36 $
Écart entre la plus basse soumission et l'estimation (%)	-26%
Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse (%)	22%
Nombre de soumissions déposées :	5

Rang*	Soumissionnaire	Prix soumis $	Statut intérimaire	Statut final	Remarque
1	Massi Construction Inc.	657 325,87 $	Défaut mineur	CONFORME	Copie papier manquante
2	Construction Morival Ltée	804 434,29 $	Défaut mineur	CONFORME	Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire ne répond pas aux exigences (responsabilité civile de 1 000 000$ alors que le minimum exigé est 2 000 000$)
3	Aménagements Sud-Ouest (9114-5698 Québec inc.)	942 752,46 $	Conforme	CONFORME	
4	Les Entreprises de construction Ventec Inc.	944 897,89 $	Conforme	CONFORME	
5	Saho Construction Inc.	1 028 554,65 $	Conforme	CONFORME	

*Ici, le rang est déterminé à l'ouverture des soumissions par rapport aux prix soumis, sans égard aux statuts finaux ou des prix corrigés suite à l'analyse.

COMMENTAIRES

IDENTIFICATION

Analyse faite par :	Julie Roy Préposée à la gestio des contrats	Date : 06/02/2019
Vérifiée par :		Date :

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1198143001

Nature du dossier : Contrat de construction

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Massi construction Inc.	À venir

Financement : PTI

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

Le coût total maximal de contrat de 657 325,87 $, (taxes incluses) sera assumé par le programmes triennal d'immobilisations (PTI) de 2019.
Un budget prévisionnel de 20 % en contingences de la valeur du contrat (131 465,17$ taxes incluses) est dédié aux situations imprévues à l'occasion de l'exécution du contrat et un budget prévisionnel de (47 000$ taxes incluses) est prévu pour les frais incidents;
Le montant total du projet sera 835 791,04 $ (taxes incluses).

	Années antérieures	2019	2020	2021	2022	2023	Années ultérieures	**Total**
Montant		835 791,04 $						**835 791,04 $**

☑ Le responsable du projet s'engage à produire une évaluation de la performance du(des) fournisseur(s) à la fin du contrat.

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 5

Date de début : jour (si connu) / mois / année

Date de fin : jour (si connu) / mois / année

Formulaire complété par : Hedi Sfar (Prénom, nom)

Date et heure système : 18 février 2019 13:57:52

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1198143001

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation:

" D'autoriser une dépense maximale de 835 791,04 $ (taxes incluses) pour les travaux de réaménagement du parc Raymond-Blain;

D'accorder à cet effet un contrat à Massi construction Inc., pour un montant maximal de 657 325,87 $, (taxes incluses), conformément aux documents de l'appel d'offres public VMP-18-022;

D'autoriser un budget prévisionnel de contingences de 131 465,17 $ (incluant taxes) et un budget prévisionnel d'incidences de 47 000 $ (incluant taxes)"

- Nous certifions qu'il y a des crédits disponibles pour donner suite à l'adoption de cette recommandation conformément aux renseignements ci-dessous mentionnés.
- Nous attestons que le présent dossier est certifié conforme par la Direction des services administratifs selon les conditions énoncées au courrier budgétaire numéro 38.

Information budgétaire (Montants nets de ristournes, en milliers de dollars)

Imputation

Projet: 34220

Sous-projet: 1834220110 Parc Raymond Blain- Aménagement de la partie sud

2019	2020	2021	Total
761,0			761,0

Information comptable (Montants en dollars)

Résumé:

Dépenses (taxes incluses):	Dépenses (Net ristourne):	Contrat (taxes incluses):	Contrat (Net ristourne):
835 791,04 $	763 188,62 $	657 325,87 $	600 226,13 $

- Les crédits inhérents au présent dossier ont été réservés par:

l'engagement de gestion numéro VM98143001 au montant de 761 362,35 $ (Net de ristourne) dans le(s) compte(s) suivant(s):

Provenance des crédits : Compétence Arrondissement Crédits: 761 362,35 $

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3818280	801550	01909	57201	000000	0000	102586	000000	98001	00000

Imputation

Projet:	Sous-projet:	Dépenses (taxes incluses):	Crédits (Net ristourne):	
34220	1834220110	657 325,87 $	600 226,13 $	Contrat

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3818280	801550	07165	57201	000000	0000	169742		15010	00000

Projet:	Sous-projet:	Dépenses (taxes incluses):	Crédits (Net ristourne):	
34220	1834220110	131 465,17 $	120 045,22 $	Contingences

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3818280	801550	07165	57201	000000	0000	169742	028057	15010	00000

	Dépenses (taxes incluses):	Crédits (Net ristourne):	
Non capitalisable	2 000,00 $	1 826,27 $	BF panneaux de chantier

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
2438	0010000	306195	07161	57402	000000	0000	000000	000000	00000	00000

Projet:	Sous-projet:	Dépenses (taxes incluses):	Crédits (Net ristourne):	
34220	1834220110	45 000,00 $	41 091,00 $	Incidences (lab et disp sols)

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3818280	801550	07165	54507	000000	0000	169742	000000	15010	00000

- Un virement de crédits sera effectué suite à l'approbation de ce dossier par les instances appropriées, conformément aux informations financières de la présente intervention.

Responsable de l'intervention:

Nathalie Hébert

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 868-4567

Date: **2019-02-18**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 20.03

2019/03/12 18:30

(1)

Dossier # : 1185038003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention modifiée avec l'Association sportive et communautaire du Centre-Sud, se terminant le 31 décembre 2021, dans le cadre des programmes « Activités de sports et de loisirs, Jeunesse et Club sportif », ainsi que pour le soutien à la mission pour les volets « Accueil, surveillance et entretien sanitaire » et « Gestion et opération d'installation aquatique » afin d'en corriger les informations erronées dans les annexes

Il est recommandé :
1. D'approuver la convention modifiant la convention se terminant le 31 décembre 2021, avec l'organisme Association sportive et communautaire du Centre-Sud dans le cadre des programmes « Activités de sports et de loisirs, Jeunesse et Club sportif », ainsi que pour le soutien à la mission pour les volets « Accueil, surveillance et entretien sanitaire » et « Gestion et opération d'installation aquatique »

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-02-28 15:39

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mercredi 5 décembre 2018	Résolution: CA18 240653

Approuver la convention avec l'Association sportive et communautaire du Centre-Sud, se terminant le 31 décembre 2021, dans le cadre des programmes « Activités de sports et de loisirs, Jeunesse et Club sportif », ainsi que pour le soutien à la mission pour les volets « Accueil, surveillance et entretien sanitaire » et « Gestion et opération d'installation aquatique » et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution annuelle maximale de 810 418 $, pour un montant total de 2 431 254 $

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

D'approuver la convention avec l'Association sportive et communautaire du Centre-Sud, se terminant le 31 décembre 2021, dans le cadre des programmes « Activités de sports et de loisirs, Jeunesse et Club sportif », ainsi que pour le soutien à la mission « Accueil, surveillance et entretien sanitaire » et « Gestion et opération d'installation aquatique »;

D'accorder, à cette fin, à même le budget de fonctionnement, les contributions suivantes :

- 810 418 $ pour l'année 2019;
- 810 418 $ pour l'année 2020;
- 810 418 $ pour l'année 2021;

D'imputer cette dépense totale de 2 431 254 $ conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.11
1185038003

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 7 décembre 2018

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1185038003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention modifiée avec l'Association sportive et communautaire du Centre-Sud, se terminant le 31 décembre 2021, dans le cadre des programmes « Activités de sports et de loisirs, Jeunesse et Club sportif », ainsi que pour le soutien à la mission pour les volets « Accueil, surveillance et entretien sanitaire » et « Gestion et opération d'installation aquatique » afin d'en corriger les informations erronées dans les annexes

CONTENU

CONTEXTE

D'approuver la convention modifiant la convention se terminant le 31 décembre 2021, avec l'organisme Association sportive et communautaire du Centre-Sud dans le cadre des programmes « Activités de sports et de loisirs, Jeunesse et Club sportif », ainsi que pour le soutien à la mission pour les volets « Accueil, surveillance et entretien sanitaire » et « Gestion et opération d'installation aquatique ».
Le présent dossier vise au dépôt d'une description plus détaillée des demandes de soutien à la mission pour les volets « Accueil, surveillance et entretien sanitaire » et « Gestion et opération d'installation aquatique » afin de mieux comprendre les services qui sont offerts au citoyens de l'arrondissement. D'autres part, de procéder également à la correction d'informations erronées dans les annexes de la convention.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Maryse ROBITAILLE
Agent (e) de developpement d'activites cultu-relles
physiques et sportives

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.03

2019/03/12
18:30

(1)

Dossier # : 1185038003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention avec l'Association sportive et communautaire du Centre-Sud, se terminant le 31 décembre 2021, dans le cadre des programmes « Activités de sports et de loisirs, Jeunesse et Club sportif », ainsi que pour le soutien à la mission pour les volets « Accueil, surveillance et entretien sanitaire » et « Gestion et opération d'installation aquatique » et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution annuelle maximale de 810 418 $, pour un montant total de 2 431 254 $

D'approuver la convention avec l'Association sportive et communautaire du Centre-Sud, se terminant le 31 décembre 2021, dans le cadre des programmes , Activités de sports et de loisirs, Jeunesse et Club sportif; ainsi que pour le soutien à la mission pour Accueil, surveillance et entretien sanitaire et Gestion et opération d'installation aquatique
D'accorder, à cette fin, et à même le budget de fonctionnement, une contribution annuelle maximale de 810 418 $, pour un montant total de 2 431 254 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-11-29 15:08

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1185038003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention avec l'Association sportive et communautaire du Centre-Sud, se terminant le 31 décembre 2021, dans le cadre des programmes « Activités de sports et de loisirs, Jeunesse et Club sportif », ainsi que pour le soutien à la mission pour les volets « Accueil, surveillance et entretien sanitaire » et « Gestion et opération d'installation aquatique » et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution annuelle maximale de 810 418 $, pour un montant total de 2 431 254 $

CONTENU

CONTEXTE

Soucieux d'offrir un service de qualité à ses citoyens, l'arrondissement de Ville-Marie soutient des organismes à but non lucratif (OBNL) intervenant en activités physiques et de loisir et en développement social, afin de leur offrir une programmation variée d'activités adaptées à tous les goûts et à tous les âges.
En ce sens, l'Association sportive et communautaire du Centre-Sud (ASCCS) offre de nombreuses activités de sports, de loisirs et aquatiques accessibles, diversifiées et de qualité.
Le présent dossier recommande l'approbation de la nouvelle convention , la précédente se terminant le 31 décembre 2018, pour une durée de 3 ans et l'octroi d'une contribution annuelle de **810 418 $** pour les programmes Activités de sports et de loisirs, Club sportif, Jeunesse ainsi que pour un soutien à la mission pour l' Accueil, surveillance, entretien sanitaire ainsi que la Gestion et l'opération d'installation aquatique.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA17 240527: Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2018, avec l'Association sportive et communautaire du Centre-Sud pour les programmes « Accueil, surveillance et entretien sanitaire, Camp de jour », « Programmation d'activités de sports et de loisirs, Club sportif, Gestion et opération d'installation aquatique » et « Génération jeunesse » et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 860 418 $
CA14 24 0697: Approuver la convention, pour les années 2015, 2016 et 2017, avec l'Association sportive et communautaire du Centre-Sud pour les programmes Accueil, surveillance et entretien sanitaire, Camp de jour, Programmation d'activités de sports et de loisirs, Club sportif, Gestion et opération d'installation aquatique et Génération jeunesse et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution annuelle de 860 418 $, pour un montant total de 2 581 254 $

DESCRIPTION

L'arrondissement de Ville-Marie reconnaît que l'ASCCS est un lieu significatif dans l'arrondissement Ville-Marie qui, par son offre d'activités, dynamise le milieu de vie et améliore la qualité de vie des citoyens du secteur. La participation des citoyens aux activités de sports et de loisirs qu'offre l'organisme constitue, pour eux, un levier de développement individuel et social.
Par la signature de cette convention, l'arrondissement octroi une contribution financière à l'organisme dans différents programmes :

- **Programme d'activités de sports et de loisirs** permettant d'offrir une programmation d'activités de sports et de loisirs de qualité, diversifiée, accessible et sécuritaire;
- **Programme jeunesse** permettant la programmation d'activités sociales, culturelles, physiques et sportives qui favorisent le développement d'adolescents actifs, autonomes et responsables;
- **Programme club sportif** permettant aux clubs sportifs d'offrir aux jeunes de l'arrondissement de 17 ans et moins la possibilité de développer la pratique d'une discipline sportive Club de patinage de vitesse et club aquatique.

Ainsi que pour:

- **Soutien à la mission accueil, surveillance et entretien sanitaire** permettant d'assurer un accueil courtois aux personnes fréquentant le centre, de maximiser l'utilisation des espaces disponibles, d'accueillir les autres organismes du milieu tout en assurant le bon fonctionnement et la sécurité des installations ;
- **Soutien à la mission gestion et opération d'installations aquatiques** permettant l'accueil et la gestion de l'installation, la programmation des activités et l'entretien des équipements.

JUSTIFICATION

Par sa contribution financière, l'arrondissement veut assurer à ses citoyens un accès à des services répondant à leurs besoins.
En fonction des différents programmes, l'organisme offre des services et des activités aux citoyens de l'arrondissement de Ville-Marie en priorisant les jeunes de 17 ans et moins. L'ASCCS, met également à la disposition des autres organismes partenaires de l'arrondissement et à la CSDM des locaux et des plateaux sportifs pour mieux répondre aux besoins de l'ensemble des citoyens du milieu.

Étant reconnu comme un milieu de vie significatif, l'organisme, ouvert 361 jours par année, possède 10 656 membres actifs. L'organisme prend un soin particulier d'accueillir les enfants et adolescents dans ses différentes activités. Il est à noter que de ce nombre on compte 6625 enfants qui fréquentent l'ASCCS.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Tel que précisé dans les interventions financières au dossier. Voici la répartition des montants annuellement :
Programmes
Activités de sports et de loisirs 191 314 $ 306125-07123-61900

Club Sportif (club de patinage de vitesse et club aquatique) 8 534 $ 306125-07123-61900

Jeunesse 74 646 $ 306125-07123-61900

Soutien à la mission
Accueil surveillance et entretien sanitaire 207 600 $ 306125-07123-61900

Gestion et opération d'installations aquatiques 328 324 $ 306193-07151-61900

Total 810 418 $

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le développement et l'accessibilité aux activités ont un impact direct sur la santé et les saines habitudes de vie des utilisateurs (jeunes, adultes, aînés et familles).

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les activités de l'Association sportive et communautaire du Centre-Sud figurent dans les outils de promotion et sur le site Internet de l'arrondissement de Ville-Marie. L'organisme prépare et distribue aux citoyens des feuillets d'information sur sa programmation et possède son propre site Internet, une page Facebook et une infolettre hebdomadaire.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Des rencontres ont lieu régulièrement entre le personnel de l'organisme (coordonnateur, directeur général) et l'agent de développement du secteur.
Une évaluation formelle, en fonction des attentes spécifiées à l'organisme lors de la signature de la convention, aura lieu à la fin de chacune des années.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Kemly DESTIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Maryse ROBITAILLE
Agente de développement

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-11-26

Frédéric BEAUDRY
Chef de division, par intérim

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Josée POIRIER
Directrice, par intérim

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1185038003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention avec l'Association sportive et communautaire du Centre-Sud, se terminant le 31 décembre 2021, dans le cadre des programmes « Activités de sports et de loisirs, Jeunesse et Club sportif », ainsi que pour le soutien à la mission pour les volets « Accueil, surveillance et entretien sanitaire » et « Gestion et opération d'installation aquatique » et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution annuelle maximale de 810 418 $, pour un montant total de 2 431 254 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1185038003.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Kemly DESTIN
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-11-26

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 868-4567
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe



Addenda_ASCCS.doc



Annexe Accueil et surveillance.pdf



Annexe Gestion aquatique.pdf



Plan d'action - Accueil 2019-2021.pdf



Plan d'action - Aquatique 2019-2021.pdf

Convention :



2019 Convention.doc

Annexe 1:



593_VM_soutienfinancier_formulaire_clubsportif_v5_AQUAS.PDF



593_VM_soutienfinancier_formulaire_clubsportif_v5_CPV.PDF



593_VM_soutienfinancier_formulaire_activitésphysiques_v5.pdf



593_VM_soutienfinancier_formulaire_jeunesse_v5.pdf



Ventilation2019_piscine.pdf



Ventilation2019_accueil.pdf

Plan d'action:



Plan d'action - Club sportif Aqua 2019-2021.pdf



Plan d'action - Club sportif CPV 2019-2021.pdf



Plan d'action - act loisirs 2019-2021.pdf



Plan d'action - Jeunesse 2019-2021.pdf



Plan_action__Gestion aquatique.pdf



Plan_action__Accueil.pdf

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.04

2019/03/12
18:30

(1)

Dossier # : 1195876002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré de 65 773,68 $, pour l'année 2019, à Matériaux de construction R. Oligny pour l'acquisition de bois et accessoires pour l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense totale de 78 928,42 $ - VMG-19-001 (3 soumissionnaires)

Il est recommandé :
d'autoriser une dépense totale de 78 928,42 $ taxes incluses pour l'acquisition de bois et accessoires, pour l'année 2019, pour l'arrondissement de Ville-Marie;
d'accorder, à cet effet, un contrat à la compagnie Matériaux de construction R.Oligny, pour un montant maximal de 65 773.68 $ taxes incluses, conformément à la soumission VMG-19-001;
d'autoriser un budget prévisionnel de contingences de 13 154,74 $ taxes incluses;
d''imputer ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-03-01 10:41

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1195876002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré de 65 773,68 $, pour l'année 2019, à Matériaux de construction R. Oligny pour l'acquisition de bois et accessoires pour l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense totale de 78 928,42 $ - VMG-19-001 (3 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement Ville-Marie procède annuellement à l'acquisition de bois et accessoires pour un montant moyen de 80 000,00 $, à différente période de l'année selon les besoins Considérant le volume d'achat , le coût élevé et la sollicitation nécessaire à chaque fois, la direction des travaux publics vise à simplifier le processus d'achat au sein de ses unités en regroupant les différents projets de ses divisions (Parc, aménagement et travaux) et faire une seule sollicitation annuelle.

L'acquisition de bois et accessoires serviront au cours de l'année 2019, à différents travaux et réparation de mobilier urbain.

1. Réfection des jardins communautaire
2. Fabrication et réparation de cabanon
3. Fabrication et réparation de mobilier
    - Jardinières
    - Bacs à fleurs
    - Tables de pique-nique
    - Bancs de parcs

4 Étançonnement pour le département des travaux

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

NA

DESCRIPTION

Les matériaux inclus dans soumissions sont principalement du bois pour les besoins extérieurs (résistant aux intempéries)

La quincaillerie nécessaire à l'assemblage de matériaux ou complémentaire à la création de diverses structures.

pour les détails , voir pièce jointe (items et quantités)

JUSTIFICATION

La demande de prix a été basée sur les quantités moyennes utilisées dans les trois dernières années par l'ensemble des divisions des travaux publics de Ville-Marie.
La sollicitation a pour objectif d'obtenir le meilleur prix, et ce, considérant le règlement sur la gestion contractuelle dans ses opérations d'approvisionnement.

L'arrondissement de Ville-Marie a sollicité des fournisseurs afin d'octroyer un contrat de gré à gré, pour la fourniture de bois et accessoires pour l'année 2019.

· 7 fournisseurs ont été invités à soumettre un prix en date du 12 février 2019
· 10 jours ont été alloués pour transmettre une offre
· 2 fournisseurs ont transmis leur désistement
· 4 fournisseurs ont transmis une offre de prix

Seulement 3 fournisseurs ont soumissionnés sur plus de 26 items des 27 demandés avec certaines précisions ou équivalences.

Puisqu'aucun article (porte et fenêtre) n'était disponible que sur commande spéciale, nous en avons pas tenu compte.

SOUMISSIONS CONFORMES	COÛT DE BASE (TAXES INCLUSES)	contingence 20% (TAXES INCLUSES)	TOTAL (TAXES INCLUSES)
Matériaux de construction R.Oligny	65 774 $	13 155 $	78 928 $
L.Villeneuve & cie (1973)	90 194 $	18 039 $	108 233 $
Rona Major et Major	70 830 $	14 166 $	84 996 $
Dernière estimation réalisée ($)	80 000 $	16 000 $	96 000 $
Coût moyen des soumissions conformes reçues ($)			90 719,07 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			14,94%
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($)			29 304 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%)			37,13%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)			-17 072 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)			-17,78%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)			6 068 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)			7,69%

Justification de l'écart

L'estimé était basé sur les années antérieures et sur plusieurs commandes individuelles (plus petite quantité)
La sollicitation du marché a possiblement favoriser un meilleur prix

ASPECT(S) FINANCIER(S)

- Le contrat porte sur les items et les quantités tels que soumis incluant des frais de livraison
- L'estimation est basée sur des quantités prévisionnelles de matériaux qui peuvent varier d'un projets à l'autre.
- Le contrat sera d'un montant de 65 773,68 $ taxes incluses (provenance budget

fonctionnement)
- Un budget prévisionnel de contingence de **20 % (13 154,74 $)** est demandé afin de palier aux imprévus.

La dépense totale sera de 78 928,42$ taxes incluses.

La validation du respect des règles de rotation pour un fournisseur dans les contrats de gré à gré a été effectué, le fournisseur, Les Materiaux De Construction R. Oligny Ltee, est éligible.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Réduction le nombre de livraison

- le mobilier urbain visé par les travaux contribue a inciter les citoyen a investir les espaces verts
- les jardins communautaires sont un moyen efficace de consommer local et leur entretien contribue à leur succès

IMPACT(S) MAJEUR(S)

NA

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

NA

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Débute à l'octroie du contrat

- Les commandes et livraisons s'échelonnera sur 8 mois
- Prendra fin en 12 novembre 2019.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

La sollicitation est conforme au règlement du conseil de Ville sur la gestion contractuelle 18-038 adopté le 18 juin 2018 par le conseil municipal

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Samba Oumar ALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Hamida BOUGACI
Secrétaire-d'unité administrative

Tél : (514) 868 4168
Télécop. : (514) 868 3293

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-27

Juan Carlos RESTREPO
Chef de division des parcs et de l'horticulture

Tél : 514.872.8400
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2019-02-28

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1195876002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré de 65 773,68 $, pour l'année 2019, à Matériaux de construction R. Oligny pour l'acquisition de bois et accessoires pour l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense totale de 78 928,42 $ - VMG-19-001 (3 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1195876002.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samba Oumar ALI
Conseiller en gestion des ressources financières
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe
Tél : 514 872-2661

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-28

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles

Tél : 514 872 - 2995
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Ville-Marie
Montréal

Formulaire de demande de prix

Description	VMG-19-001,Acquisition de bois pour l'arrondissement de Ville-Marie

Date d'émission	2019-02-12	**Date limite de réception des soumissions**	2019-02-22	10:00
Acheteur (responsable)	Me Domenico Zambito - secrétaire d'arrondissement	**Répondre par courriel à l'adresse**	vm-appeldoffres@ville.montreal.qc.ca	

Nom du soumissionnaire *(Selon le Registre des entreprises du Québec)*	LES MATERIAUX DE CONSTRUCTION R. OLIGNY LTEE		
Numéro d'entreprise (NEQ)	1144306744		
Adresse du soumissionnaire	101 BLVD TASCHEREAU CANDIAC QC. J5R 1X4		
Nom du représentant du soumissionnaire	Robert Green		
Courriel	PFAVANTAGE@BELLNET.CA	**Téléphone**	514-745-2647
Signature du représentant du soumissionnaire			

Numéro d'item	Description d'item	Quantité prévisionnelle (A)	Unité de mesure	Prix unitaire (B)	Montant total (Avant taxes) (A X B)

Formulaire de demande de prix

Description	VMG-19-001,Acquisition de bois pour l'arrondissement de Ville-Marie

Date d'émission	2019-02-12	**Date limite de réception des soumissions**	2019-02-22	10:00
Acheteur (responsable)	Me Domenico Zambito - secrétaire d'arrondissement	**Répondre par courriel à l'adresse**	vm-appeldoffres@ville.montreal.qc.ca	

TPS 5 %	~~2805.21~~	$
TVQ 9,975 %	~~5876.21~~	$
tal (taxes incluses)	~~64653.03~~	$

Correction des calculs article 13 16 et 18
57 206.94$ avant taxes
TPS: 2 860.35$
TVQ: 5 706.39$
Total: 65 773.68$

Commentaires du soumissionnaire	*Durée de la garantie des biens (si applicable), précisions sur les délais, propositions des substituts ou équivalents (si applicable), etc.*

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1195876002

Nature du dossier : Contrat d'acquisition de biens ou services

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Matériaux de construction R. Oligny	451691

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

montant du contrat
contingeances (budget prévisonnel)
ajout d'une ligne au BC pour les livraisons

	Années antérieures	2019	2020	2021	2022	2023	Années ultérieures	**Total**
Montant		78 928,42 $						**78 928,42 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 8 mois

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :	12	mars	2019	Date de fin :	12	novembre	2019

Formulaire complété par : Hamida Bougaci

Prénom, nom

Date et heure système : 27 février 2019 14:34:59

SIMON Rapport - Validation du respect des règles de rotation pour un fournisseur dans les contrats de gré à gré			Date du rapport :		11 / 02 / 2019
			Période (90 jours)		du 13/11/2018 au 11/02/2019
Unité d'affaires :	Ville-Marie				
Nom fournisseur	Numéro de BC	Description du BC	Montant total engagé	Annexes	Commentaires - Note à l'approbateur

Selon les informations inscrites aux bons de commande SIMON, le fournisseur **LES MATERIAUX DE CONSTRUCTION R. OLIGNY LTEE** pourrait être éligible à un contrat de gré à gré.

Mise en garde : les résultats du rapport dépendent grandement de la bonne saisie de l'information dans SIMON.

Ville-Marie
Montréal

Formulaire de demande de prix

Description	**VMG-19-001,Acquisition de bois pour l'arrondissement de Ville-Marie**

	aaaa-mm-jj		aaaa-mm-jj	
Date d'émission	**2019-02-12**	**Date limite de réception des soumissions**	**2019-02-22**	**10:00**
Acheteur (responsable)	**Me Domenico Zambito -secrétaire d'arrondissement**	**Répondre par courriel à l'adresse**	vm-appeldoffres@ville.montreal.qc.ca	

CLAUSES CONTRACTUELLES

1. Contexte

La présente demande de prix vise la fourniture de bois pour la Direction des Travaux Publics de l'arrondissement de Ville-Marie

2. Prix

Les prix inscrits à la soumission sont exprimés en dollars canadiens et sont fermes pour toute la durée du contrat et devront inclure tous les frais liés à la fabrication, emballage, manutention, livraison et autres (licenes, permis, éco-frais, redevances environnementales, etc.).

Toute soumission déposée demeure valide pour une période de soixante (60) jours suivant la date et l'heure limites prévues pour la réception des soumissions.

Aucun frais non prévu à la soumission ne pourra être facturé à la Ville.

3. Estimation des besoins

Les quantités indiquées sont basées sur une évaluation et pourront être ajustées selon les besoins.

4. Délai et lieu de livraison

4.1 Le fournisseur devra être en mesure de livrer les biens ou de fournir les services dans **un délai maximal de 72 heures pour chaque commande.**

4.2 Le fournisseur doit livrer les biens ou fournir les services à l'adresse suivante :

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
Direction des travaux publics
1455, rue Bercy
Montréal (Québec) H2K 2V1

5. Non-exclusivité

5.1 Cette demande de prix consiste à établir une entente d'approvisionnement. Cette entente ne constitue pas un contrat d'exclusivité d'achat auprès de l'adjudicataire.

5.2 La Ville se réserve le droit d'acquérir des biens ou services identiques auprès d'autres fournisseurs. L'adjudicataire renonce à exercer tout recours contre la Ville advenant l'achat auprès d'autres fournisseurs des produits ou services compris au contrat.

6. Identification des produits

L'adjudicataire devra identifier les produits, c'est-à-dire qu'il devra indiquer sur chaque emballage, le numéro du bon de commande qui lui sera transmis ainsi que le code d'article (code ville).

7. Octroi du contrat

7.1 Si votre soumission est retenue, vous en serez informé par l'envoi d'un bon de commande.

7.2 La Ville n'est pas tenue de donner suite à cette demande de prix.

Ville-Marie Montréal

Formulaire de demande de prix

Description	**VMG-19-001,Acquisition de bois pour l'arrondissement de Ville-Marie**

	aaaa-mm-jj		aaaa-mm-jj	
Date d'émission	**2019-02-12**	**Date limite de réception des soumissions**	**2019-02-22**	**10:00**
Acheteur (responsable)	**Me Domenico Zambito -secrétaire d'arrondissement**	**Répondre par courriel à l'adresse**	vm-appeldoffres@ville.montreal.qc.ca	

Nom du soumissionnaire *(Selon le Registre des entreprises du Québec)*			
Numéro d'entreprise (NEQ)			
Adresse du soumissionnaire			
Nom du représentant du soumissionnaire			
Courriel		**Téléphone**	
Signature du représentant du soumissionnaire			

Numéro d'item	Description d'item	Quantité prévisionnelle (A)	Unité de mesure	Prix unitaire (B)	Montant total (Avant taxes) (A X B)
1	Description Bois traité Terra			- $	- $
	1 1/2 x 6 x 14	66	mcx		- $
	2 x 4 x 8	80	mcx		- $
	2 x 4 x 12	15	mcx		- $
	2 x 4 x 12	75	mcx		
	2 x 8 x 14	21	mcx		
	2 x 10 x 12	50	mcx		
	2 x 10 x 14	92	mcx		
	2 x 10 x 16	12	mcx		
	4 x 4 x 8	1	mcx		
	6 x 6 x 8	25	mcx		
	6 x 6 x 12	25	mcx		- $
	2 x 6 x 12	470	mcx		- $
				Total 1 :	- $
2	Description Bois traité Tanatone Premium			- $	- $
	2 x 2 x 8	30	mcx		- $
	2 x 8 x 12	70	mcx		- $
	2 x 6 x 12	50	mcx		- $
	6 x 6 x 12	20	mcx		- $
				Total 2 :	- $
3	Description Epinette # 1 & 2			- $	- $
	2 x 4 x 8	30	mcx		- $
	2 x 10 x 12	70	mcx		- $

Ville-Marie Montréal

Formulaire de demande de prix

Description	VMG-19-001,Acquisition de bois pour l'arrondissement de Ville-Marie

aaaa-mm-jj aaaa-mm-jj

Date d'émission	2019-02-12	Date limite de réception des soumissions	2019-02-22	10:00
Acheteur (responsable)	Me Domenico Zambito -secrétaire d'arrondissement	Répondre par courriel à l'adresse	vm-appeldoffres@ville.montreal.qc.ca	

				Total 3 :	- $
4	Description Epinette B4F Sec			- $	- $
	2 x 10 x 10	50	mcx		- $
	2 x 10 x 12	50	mcx		- $
	2 x 6 x 8	50	mcx		- $
	2 x 4 x 8	50	mcx		
	2 x 10 x 12	120	mcx		- $
				Total 4 :	- $
5	Description Cèdre Rouge de l'ouest B4F			- $	- $
	1 1/4 x 6 x 12	50	mcx		- $
	2 x 8 x 10	100	mcx		- $
	2 x 8 x 12	20	mcx		
	2 x10 x 12	65	mcx		- $
	2 x 4 x 12	20	mcx		
	4 x 4 x 12	10	mcx		- $
				Total 5 :	- $
6	Description Cèdre B4F Select			- $	- $
	2 x 6 x 12	20	mcx		- $
				Total 6 :	- $
7	Description Contreplaqué Select			- $	- $
	3/4 x 4 x 8	40	feuilles		- $
				Total 7 :	- $
8	Description Contreplaqué épinette standard			- $	- $
	1/2 x 4 x 8	40	feuilles		- $
	3/4 x 4 x 8	40	feuilles		- $
				Total 8 :	- $
9	Description Contreplaqué sablé 1 côté			- $	- $
	3/8 x 4 x 8	40	feuilles		- $
	5/8 x 4 x 8	40	feuilles		
	3/4 x 4 x 8	80	feuilles		- $
				Total 9 :	- $

Ville-Marie Montréal

Formulaire de demande de prix

Description	VMG-19-001,Acquisition de bois pour l'arrondissement de Ville-Marie

Date d'émission (aaaa-mm-jj)	2019-02-12	Date limite de réception des soumissions (aaaa-mm-jj)	2019-02-22	10:00
Acheteur (responsable)	Me Domenico Zambito -secrétaire d'arrondissement	Répondre par courriel à l'adresse	vm-appeldoffres@ville.montreal.qc.ca	

10	Description Contreplaqué merisier russe			- $	- $
	5/8 x 4 x 8	50	feuilles		- $
					- $
				Total 10 :	- $
11	Description Calfeutrant			- $	- $
	Tube de calfeutrant blanc	3			- $
				Total 11 :	- $
12	Description Cèdre Rouge de l'ouest B4F			- $	- $
	100 #8 x 1 1/2"	2			- $
	1000 #8 x 2 1/2"	2			- $
	500 #8 x4"	1			
	1500 #8 x 3 1/2"	1			
	500 #6 x 1 1/4"	2			
	500 # 8 x 3"	5			- $
					- $
				Total 12 :	- $
13	Description Lisse d'acier			- $	- $
	3 5/8 x 10	6	mcx		- $
				Total 13 :	- $
14	Description Colombage d'acier			- $	- $
	3 5/8 x 8	24	mcx		- $
				Total 14 :	- $
15	Description Étrier			- $	- $
	2 x 6	120	unité		- $
	2 x 8	100	unité		
	2 x 4	100	unité		- $
				Total 15 :	- $
16	Description Acier d'armature			- $	- $
	5/8 x 10`	200	unité		- $
				Total 16 :	- $

Ville-Marie Montréal

Formulaire de demande de prix

Description	VMG-19-001,Acquisition de bois pour l'arrondissement de Ville-Marie

aaaa-mm-jj aaaa-mm-jj

Date d'émission	2019-02-12	Date limite de réception des soumissions	2019-02-22	10:00
Acheteur (responsable)	Me Domenico Zambito -secrétaire d'arrondissement	Répondre par courriel à l'adresse	vm-appeldoffres@ville.montreal.qc.ca	

17	Description Chaise métalique			- $	- $
	500 x 5/8``	2	unité		- $
				Total 17 :	- $
18	Description Matériaux de vinyl			- $	- $
	Moulure en J	4	moulures		- $
	Bande de départ	4	moulures		
	Coin extérieur	4	moulures		
	Panneau double 4,5``	22	moulures		- $
				Total 18 :	- $
19	Description Bardeaux de cèdre			- $	- $
	Mur 21e clair	2	pqts		- $
				Total 19 :	- $
20	Description Bardeaux d'asphalte			- $	- $
	Paq. Bardeaux Dakota	10	pqts		- $
				Total 20 :	- $
21	Description Treillis			- $	- $
	4 x 8 # 9-9	40	feuilles		- $
				Total 21 :	- $
22	Description Portes et fenêtres			- $	- $
	Porte de cabanon 36 x 80	2	unité		
	Fenêtre de cabanon 24 x 36	4	unité		
	Frais de livraison	15	fois		- $
				Total 22	
23	Description Bois d'étançonnement			- $	- $
	3x8x16 (pruches)	50			
	plywood performe 3/8"	25			- $
				Total 23 :	- $
total (avant taxes)					- $

Ville-Marie
Montréal

Formulaire de demande de prix

Description	**VMG-19-001,Acquisition de bois pour l'arrondissement de Ville-Marie**

	aaaa-mm-jj		aaaa-mm-jj	
Date d'émission	**2019-02-12**	**Date limite de réception des soumissions**	**2019-02-22**	**10:00**
Acheteur (responsable)	**Me Domenico Zambito -secrétaire d'arrondissement**	**Répondre par courriel à l'adresse**	vm-appeldoffres@ville.montreal.qc.ca	

TPS 5 %	- $
TVQ 9,975 %	- $
al (taxes incluses)	- $

Commentaires du soumissionnaire	*Durée de la garantie des biens (si applicable), précisions sur les délais, propositions des substituts ou équivalents (si applicable), etc.*

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1195876002

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation :

"Autoriser une dépense totale de 78 928.42 $ taxes incluses pour l'acquisition de bois et accessoires, pour l'année 2019, pour l'arrondissement de Ville-Marie;

Accorder, à cet effet, un contrat à la compagnie Matériaux de construction R.Oligny, pour un montant maximal de 65 773.68 $ taxes incluses, conformément à la soumission VMG-19-001;

Autoriser un budget prévisionnel de contingences de 13 154.74 $ taxes incluses."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes incluses) : 78 928,42 $

	Années antérieures	2019
Montant		78 928,42 $

- Crédits totaux requis à prévoir pour ce dossier (nets de ristournes): 72 072,17 $

	Années antérieures	2019
Montant		72 072,17 $

Informations comptables :

Imputations (Montants Nets de ristournes)

Montant: 60 060,14 $ Contrat

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306117	07165	56508	000000	0000	000000	000000	00000	00000

Montant: 12 012,03 $ Contingences

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306117	07165	56508	000000	0000	000000	028057	00000	00000

- Les crédits pour cette dépense sont réservés par l'engagement de gestion numéro VM95876002.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention :

Samba Oumar Ali

Conseiller en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-2661

Date: **2019-02-28**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.05

2019/03/12
18:30

(1)

Dossier # : 1193405001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 mars 2020, avec la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent pour un projet en sécurité urbaine et accorder une contribution totale de 23 712 $

D'approuver la convention, se terminant au 31 mars 2020, avec la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent pour la réalisation du Projet sur la sécurité dans les milieux de vie;
D'accorder, à cette fin, une contribution de 23 712 $

D'imputer cette dépense totale conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-03-01 14:26

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1193405001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 mars 2020, avec la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent pour un projet en sécurité urbaine et accorder une contribution totale de 23 712 $

CONTENU

CONTEXTE

La Table de concertation du faubourg Saint-Laurent travaille depuis quelques années avec de nombreux partenaires du milieu sur la sécurité et la cohabitation sociale dans le faubourg, notamment en coordonnant le comité sécurité (rebaptisé le comité cohabitation) regroupant les principaux organismes concernés. En 2013, le comité sécurité du faubourg s'est doté d'un diagnostic, qui met en lumière les principaux enjeux nuisant au sentiment de sécurité dans son quartier. Parmi ces enjeux, la qualité des milieux de vie est ressortie comme une priorité d'action lors du forum sur le thème de la sécurité en 2014, organisé par la Table. Au cours des années suivant ce forum, des interventions à petite échelle (autour de parcs, de ruelles ou de portions de rues) ont mobilisé les membres de la Table et plusieurs résidents. Conformément à son Plan de quartier adopté en 2017, la Table intensifie ses démarches dans les milieux de vie. Depuis 2016, l'arrondissement soutient financièrement ce projet intitulé *Projet sur la sécurité dans les milieux de vie.*

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 240234 du 8 mai 2018
Approuver la convention, se terminant le 31 mars 2019, avec la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent pour un projet en sécurité urbaine et accorder une contribution totale de 23 712 $.
CA16 240595 du 13 décembre 2016
Approuver la convention d'une durée d'un an, avec la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent pour un projet en sécurité urbaine et accorder une contribution de 23 720 $.
CA13 240032 du 12 février 2013
Approuver la convention avec la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent pour la réalisation d'un diagnostic sur la sécurité et accorder une contribution de 4 000 $.

DESCRIPTION

Pour la troisième année du projet, la Table souhaite agir sur deux axes principaux:

- Poursuivre ses actions ponctuelles dans des secteurs ciblés selon les besoins soulevés par les noyaux de citoyens mobilisés.

- Accompagner des projets novateurs et structurants en matière de cohabitation sociale.

Le Projet sur la sécurité dans les milieux de vie comporte 4 objectifs principaux qui rejoignent les valeurs de cohabitation harmonieuse portées par la Table.

1. Établir de courts diagnostics de sécurité pour chaque secteur
2. Améliorer la sécurité et le sentiment de sécurité dans le faubourg en misant sur des activités et des outils de sensibilisation
3. Coordonner ou accompagner des projets porteurs pour la cohabitation sociale dans le quartier
4. Préparer en amont la cohabitation sociale de futurs sites en redéveloppement dans le quartier.

Pour ce faire, deux ressources sont mobilisées une journée par semaine chacune pour un total de 14h00 par semaine.

JUSTIFICATION

Les deux premières années de financement du projet ont permis à la Table de mettre sur pied ou de consolider plusieurs comités de riverains dans le faubourg. Voici quelques faits saillants du projet:

- 22 rencontres avec les riverains et les partenaires dans les secteurs suivants: le SIS Cactus, le parc Robert-Prévost, le secteur St-André, le Quartier des Spectacles, la Place de la paix, le futur centre de jour de Sac à dos et les alentours de l'ancien hôpital de la Miséricorde
- 9 rencontres du comité cohabitation du faubourg Saint-Laurent
- 1750 dépliants sur le *vivre-ensemble dans le faubourg Saint-Laurent* et 500 aimants sur les ressources en cohabitation distribués
- sondage auprès des résidents des rues St-Hubert et St-Christophe, focus groupe sur des outils d'intervention, panel des ressources en cohabitation, activité citoyenne de nettoyage dans le Quartier chinois

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Tel que précisé dans les interventions financières au dossier. Total de 23 712 $, dont 20 000 $ sont assumés par l'arrondissement de Ville-Marie et 3 712 $ sont assumés par le Service de la diversité et de l'inclusion sociale dans le cadre du Programme montréalais de soutien à l'action citoyenne en sécurité urbaine (Tandem).
Les crédits budgétaires nécessaires à ce dossier sont disponibles au Service de la Diversité et de l'inclusion sociale. Ce dossier n'a donc aucun impact sur le cadre financier de la Ville de Montréal.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce projet permet l'amélioration du sentiment de sécurité, la diminution des plaintes au Poste de quartier 21 pour les secteurs ciblés, la modification des perceptions des résidents par rapport à l'itinérance et la toxicomanie et une meilleure planification de la question de la cohabitation dans les futurs projets.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avril 2019: Remise du bilan de la deuxième année du projet
31 mars 2020: Fin du projet

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Judith BOISCLAIR)

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Kemly DESTIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Pierre-Luc LORTIE, Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale

Lecture :

Pierre-Luc LORTIE, 21 février 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie GAUTHIER
Conseillère en développement communautaire

Tél : 868-4211
Télécop. : 868-4160

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-21

Josée POIRIER
Chef de division

Tél : 514 872-1769
Télécop. : 514 868-4160

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Maryse BOUCHARD

Directrice, par intérim
Tél : 514 872-0831
Approuvé le : 2019-02-21

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1193405001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 mars 2020, avec la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent pour un projet en sécurité urbaine et accorder une contribution totale de 23 712 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1193405001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Judith BOISCLAIR
Préposée au Budget
Tél : 514 872-2598

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-28

Arianne ALLARD
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-4785
Division : Service des finances , Direction du soutien et du conseil

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1193405001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 mars 2020, avec la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent pour un projet en sécurité urbaine et accorder une contribution totale de 23 712 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1193405001.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Kemly DESTIN
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-27

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles
Tél : 514 872 - 2995
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Convention TFSL 2019.pdfAnnexe A Projet milieux de vie sécuritaires - TCFSL 2019-2020.pdf

FONDS DE SOUTIEN EN DÉVELOPPEMENT SOCIAL
VOLET SÉCURITÉ URBAINE

DEMANDE DE FINANCEMENT

DIRECTION DE LA CULTURE, DES SPORTS, DES LOISIRS ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Formulaire
de présentation de projet 2019

Vous devez compléter, signer et joindre à ce formulaire les documents obligatoires suivants :

- **La charte de l'organisme,**
- **Le certificat d'attestation de l'inspecteur général,**
- **La résolution du C.A. autorisant le signataire,**
- **Les plus récents états financiers,**
- **Une preuve d'assurance responsabilité civile d'au moins 2 millions de dollars,**

Si l'espace s'avère insuffisant pour l'une ou l'autre des questions ci-dessous, veuillez utiliser la section *Informations supplémentaires*.

Le tout devra être envoyé à :

la Division des sports, des loisirs et du développement social

Annie Gauthier
Conseillère en développement communautaire
Organismes du secteur ouest (entre Berri et Atwater)
agauthier@ville.montreal.qc.ca

ou

Martin Crépeau
Conseiller en développement communautaire
Organismes du secteur est (entre l'Espérance et Berri)
martin.crepeau@ville.montreal.qc.ca

Arrondissement de Ville-Marie

Promoteur

Nom de l'organisme : Table de concertation du faubourg Saint-Laurent	
Personne-ressource : Marc-André Fortin	**Fonction : Coordonnateur**
Adresse postale : 1700 Amherst	
Téléphone : 514-288-0404	**Courriel : direction@faubourgstlaurent.ca**

Mission de l'organisme

La Table de concertation du faubourg Saint-Laurent (TCFSL) a pour mandat d'appuyer et de promouvoir le développement social des personnes qui vivent ou fréquentent son territoire. La Table vise à faciliter le développement harmonieux du quartier dans ses aspects économique, social, culturel, communautaire et environnemental; elle entend contribuer à mettre en valeur les différentes composantes du milieu, en s'assurant qu'un équilibre soit maintenu dans le développement de chacune d'entre elles.

Pour réaliser ce mandat, la Table doit périodiquement piloter un exercice de planification stratégique du quartier qui mobilise la population, les organismes et les institutions du milieu. Les 5 pistes d'action retenues par les acteurs du quartier sont :

1. La cohabitation harmonieuse
2. L'accessibilité au logement
3. L'accessibilité aux services de proximité
4. La pérennisation des organismes communautaires
5. La rétention des familles

Afin de réaliser le plan, la Table porte des projets concertés dans chacun de ces axes, et met particulièrement d'efforts à la mise en œuvre de comités de riverains pour favoriser la cohabitation harmonieuse dans le quartier.

Description du projet

La Table de concertation du faubourg Saint-Laurent travaille depuis quelques années avec de nombreux partenaires du milieu sur la sécurité et la cohabitation sociale dans le faubourg, notamment en coordonnant le comité sécurité (renommé comité cohabitation) regroupant les principaux organismes concernés. En 2013, le comité sécurité du faubourg s'est doté d'un diagnostic, qui met en lumière les principaux enjeux nuisant au sentiment de sécurité dans son quartier. Parmi ces enjeux, la qualité des milieux de vie est ressortie comme une priorité d'action lors du forum public organisé par la Table sur le thème de la sécurité en 2014. Au cours des années suivant ce forum, des interventions à petite échelle (autour de parcs, de ruelles, ou de portions de rues) ont mobilisé les partenaires de la Table et plusieurs résidents. Conformément à son Plan de quartier adopté en 2017, la Table souhaite désormais intensifier ses démarches dans les milieux de vie.

La première et la deuxième année de financement du projet ont permis à la Table de mettre sur pied ou de consolider plusieurs comités de riverains dans le faubourg. Certains, plus actifs que d'autres, font l'objet d'un suivi, et interpellent directement la Table pour faire entendre leurs revendications et leur appréciation du travail réalisé en matière de sécurité et

de cohabitation sociale. La Table devient donc le relais privilégié entre ces comités de riverains et les différents services publics et communautaires qui peuvent intervenir en matière de sécurité et de cohabitation dans le faubourg. Depuis 2017, les endroits où se sont déployés ou se déploient actuellement des comités de riverains et de partenaires sont :

- Le secteur St-André
- Le parc Robert-Prévost
- Le territoire du Quartier des Spectacles et des Habitations Jeanne-Mance
- La Place de la paix
- Les abords du futur centre de jour de l'organisme Le Sac-à-Dos (rue St-Élizabeth entre Ste-Catherine et René-Lévesque)
- Les alentours du 500 René-Lévesque Est
- Les abords de l'ancien Hôpital de la Miséricorde
- Les abords du SIS Cactus-rue Berger

Pour la troisième année du projet, la Table souhaite agir sur deux axes principaux :

1- Poursuivre ses actions ponctuelles dans des secteurs ciblés selon les besoins soulevés par les noyaux de citoyens mobilisés. Ce premier axe met sur pied des interventions à petites échelles, directement dans des voisinages.
2- Accompagner des projets novateurs et structurants en matière de cohabitation sociale. Ce deuxième axe d'intervention à plus grande échelle valorise l'expertise grandissante de la Table dans l'élaboration de projets de plus grande envergure venant répondre aux besoins des résidents. Il s'inscrit davantage dans une perspective de prévention et d'actions à moyen et long termes.

Le Projet sur la sécurité et la cohabitation sociale dans les milieux de vie vise ainsi :

1- La consolidation du poste d'agente de mobilisation et de concertation à la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent qui est chargée des projets en matière de sécurité et de cohabitation sur le premier axe (à raison de 1 jour par semaine),
2- La prise en charge par le coordonnateur de la Table des projets du second axe (à raison de 1 jour par semaine).

L'agente a pour mandat d'assurer le suivi des expériences en cours, à une échelle micro, et de mettre en place des activités de mobilisation citoyenne pour sensibiliser la population du quartier à une cohabitation sociale harmonieuse dans des secteurs sensibles. En plus des secteurs déjà mentionnés plus haut, deux « nouveaux » secteurs sont pressentis :

- les alentours de Berri-De la Gauchetière et du Square Viger
- les jardins de la Grande Bibliothèque et la ruelle Savoie

Le Projet sur la sécurité dans les milieux de vie comporte 4 objectifs principaux qui rejoignent les valeurs de cohabitation harmonieuse portées par la Table.

1- Établir de courts diagnostics de sécurité pour chaque secteur
2- Améliorer la sécurité et le sentiment de sécurité dans le faubourg en misant sur des activités et des outils de sensibilisation
3- Coordonner ou accompagner des projets porteurs pour la cohabitation sociale dans le quartier
4- Préparer en amont la cohabitation sociale de futurs sites en redéveloppement dans le quartier

Objectifs mesurables de l'organisme pour répondre aux objectifs de la contribution

Principaux objectifs de l'organisme dans le cadre du projet	Actions pour atteindre les objectifs dans le cadre du projet
1- Établir de courts diagnostics de sécurité pour chaque secteur	Création de portraits FFMO (Forces-Faiblesses-Menaces-Opportunités) pour les secteurs sensibles suite à des activités de collecte de données variables selon les secteurs identifiés : - Café-rencontres - Activité citoyenne de nettoyage ou de verdissement - Visite de terrain / marche exploratoire - Assemblée de riverains - Réunion avec des associations partenaires
2- Améliorer la sécurité et le sentiment de sécurité dans le faubourg en misant sur des activités et des outils de sensibilisation	1. Mise en œuvre d'activités citoyennes de nettoyage et de verdissement 2. Diffusion d'outils de sensibilisation et d'information lors d'activités rassembleuses (ex. Panel des ressources en cohabitation) 3. Coordination de la complémentarité des actions au comité de cohabitation du faubourg 4. Évaluation du sentiment de sécurité à travers les portraits FFMO réalisés suite aux différentes activités.
3- Coordonner ou accompagner des projets porteurs pour la cohabitation sociale dans le quartier	Mise sur pied de trois projets novateurs et porteurs en cohabitation sociale dans le quartier 1. Médiation nocturne 2. Co-design des Jardins BANQ et de la ruelle Savoie 3. Projet d'usage transitoire pour l'ancien terminus d'autobus
4- Préparer en amont la cohabitation sociale de futur site de redéveloppement dans le quartier	Élaboration de lignes directrices et de principes d'aménagement pour favoriser la cohabitation sociale autour des grands projets de redéveloppement du quartier 1. Quadrilatère de la Miséricorde 2. Maison du Savoir, de la littérature et du numérique

Activités offertes

Identifiez les activités/services que vous souhaitez offrir à la population

Nombre d'activités	Types d'activités / services	Durée	Dates prévues	Nombre de participants
Environ 5	Réunions de comité ou d'assemblée de riverains (2 cafés-rencontres du QdS, 1 salon d'informations au futur Centre de jour de Sac à dos, 1 assemblée des riverains de Jacques-Viger…)	Environ 2h chacune	Au besoin	Environ une douzaine de participants par comité et une vingtaine par assemblée
5	Rencontres de suivi et d'encadrement - projet pilote médiation nocturne	Environ 1 heure et demie	Au besoin	Environ 10
2	Panels des ressources en cohabitation	Environ 2h	Printemps et été 2019	Environ 30
4	Réunions du comité cohabitation du faubourg	Environ 2h chacune	Mai 2019 Août 2019 Octobre 2019 Janvier 2020	Environ 12
1	Distribution de matériel d'information sur les ressources (aimant)	À déterminer en fonction des besoins	Été 2019	
2	Activités citoyennes de verdissement ou de nettoyage	Environ 2h	Printemps et Été 2019	Environ 15 pour Berri, et 30 pour le Quartier chinois
4	Ateliers de co-design des jardins BAnQ et de la ruelle Savoie	Environ 3h	Printemps et Été 2019	Environ 10 par atelier
4	Réunions de mise en place d'usages transitoires dans et au pourtour de l'ancien terminus d'autobus	Environ 2h	Printemps à l'automne 2019	Environ 10 participants

Impacts du projet

Identifiez les impacts souhaités du projet et la façon de les évaluer

Impacts	Moyens d'évaluation des impacts
Améliorer la sécurité et le sentiment de sécurité dans le faubourg	1. Évaluation des actions mises en œuvre dans les différents secteurs sensibles, et de leur arrimage, par les membres du comité cohabitation à chacune des rencontres du comité 2. Collecte de données qualitatives en continu sur le sentiment de sécurité à l'aide des Portraits FFMO réalisés suite à chaque activité.
Modifications des perceptions des résidents par rapport à l'itinérance et la toxicomanie	1. Recours aux ressources communautaires en cas de conflit de cohabitation 2. Création de liens entre des résidents ou des gestionnaires d'immeuble et la Table ou des organismes du quartier 3. Diffusion de matériel d'information et de sensibilisation auprès du grand public
Diminution des plaintes au Poste de quartier 21 et au 311 pour les secteurs ciblés	Comparaison des appels logés au 911 entre l'année 2019 et les années antérieures

Ressources humaines

Décrivez le profil des ressources humaines qui seront affectées au projet

Fonctions (intervenant, animateur, responsable du projet)	Tâche effectuée	Formation demandée et expérience recherchée
Agente de concertation et mobilisation	- Élaboration de diagnostics de sécurité dans les secteurs ciblés, en collaboration avec les partenaires et des citoyens pivots (portraits FFMO) - Révision du matériel d'information et de sensibilisation - Coordination du comité cohabitation du faubourg Saint-Laurent - Élaboration et animation d'activités d'analyse mobilisatrices pour les riverains (activité citoyenne de nettoyage, marches exploratoires, focus groups, forums, etc.) - Développement de liens avec les différents partenaires travaillant dans le milieu (organismes en itinérance et toxicomanie, travailleurs de rue et de milieu, poste de quartier, gestionnaires d'immeubles, etc.) - Soutien de l'action citoyenne en matière de sécurité, dans le respect des droits des personnes les plus vulnérables	Diplôme de 2e cycle en sciences sociales
Coordonnateur de la Table	- Arrimage des activités entreprises par le comité à d'autres projets de revitalisation ou de réhabilitation dans les secteurs ciblés - Coordination du projet pilote de médiation nocturne avec le Partenariat du Quartier des Spectacles - Soutenir la mise sur pied d'un ou des usages transitoires sur le site de l'ancien terminus d'autobus - Accompagner une démarche de co-design des Jardins BANQ et de la ruelle Savoie en collaboration avec BANQ et l'UQAM - Soutenir la réflexion en amont sur la cohabitation sociale aux abords des grands projets de redéveloppement social dans le quartier (Quadrilatère de la Miséricorde, Maison du Savoir, du numérique et de la littérature, nouveau Centre de jour de Sac-à-dos)	
Agente et coordonnateur	- Évaluation des retombées des actions entreprises - Diffusion des résultats auprès des membres de la Table, notamment des résidents et des organismes du quartier	

Partenaires impliqués et concertation dans le milieu

Nommez chacun des partenaires impliqués dans la réalisation du projet et décrire leur implication pour l'atteinte des objectifs du projet, y compris si contribution financière (en inscrivant le montant de la contribution et son usage)

Partenaires	Implications	Si financière, inscrire le montant et l'usage de la contribution
Arrondissement Ville-Marie	Membre du comité cohabitation Appui dans la mise en œuvre des actions	(objet de la demande : 23 712$)
CIUSSS Centre-Sud de l'île-de-Montréal	Membre du comité cohabitation, soutien à l'animation de certaines rencontres et appui dans la mise en œuvre des actions	
Cactus Montréal	Membre du comité cohabitation et appui dans la mise en œuvre des actions	
Poste de quartier 21	Membre du comité de cohabitation et appui dans la mise en œuvre des actions	
Partenariat du Quartier des Spectacles	Membre du comité de cohabitation Coordination partagée des café-rencontres et du comité résidents du Quartier des spectacles Appui dans la mise en œuvre des actions (co-porteur du projet pilote de médiation nocturne)	
Coup d'Pousse	Membre du comité de cohabitation Coordination du comité des riverains de la ruelle Dufault Verdissement et aménagement de la ruelle Dufault	
Société de développement social	Membre du comité de cohabitation et appui dans la mise en œuvre des actions	
SDC du Quartier latin	Membre du comité de cohabitation	
Spectre de rue	Membre du comité de cohabitation et appui dans la mise en œuvre des actions	
Éco-quartier St-Jacques	Appui dans la mise en œuvre des actions citoyennes de nettoyage et de verdissement	
BANQ	Membre du comité cohabitation et co-porteur des ateliers de co-design des Jardins BAnQ et de la ruelle Savoie	
UQAM	Appui dans la mise en œuvre et/ou l'évaluation des actions	

	(médiation nocturne et co-design Jardins BAnQ et ruelle Savoie)	
Service à la famille chinoise	Appui dans la mise en œuvre des actions	
CCLSCA	Appui dans la mise en œuvre des actions	

Budget

Détail de la demande soumise à l'arrondissement

Ressources humaines /titre du poste	Salaire/heure	Salaire hebdomadaire (Nb d'heures x taux horaire + avantages sociaux)	Total pour la durée du projet
1. Agente de concertation et de mobilisation	22,37$/h Avec charges sociales : 26$/h	26$ * 7h = 182$	9 464$
2. Coordonnateur de la Table	24,75$/h Avec charges sociales : 29$/h	29$ * 7h = 203$	10 556$
TOTAL			**20 020$**

Dépenses matérielles (catégories) Ex : équipement, matériel d'animation, transport, cellulaires, etc. (Maximum 20% de la valeur de la contribution)	Coût pour la durée totale du projet
Matériel d'animation et matériel pour les réunions (impressions de cartes, photos, nourriture, etc.)	1 321$
TOTAL	**1 321$**

Promotion et activités	Coût
TOTAL	

Frais administratifs, s'il y a lieu (ex : tenue de livres, papeterie) (Maximum 10% de la valeur de la contribution)	
Catégorie	**Coût**
Tenue de livres, papeterie, gestion et supervision du coordonnateur	2 371$
TOTAL	**2 371$**

Ressources humaines	**Sous-total : 20 020$**
Ressources matérielles	**Sous-total : 1 321$**
Promotion et publicité	**Sous-total :**
Frais administratifs	**Sous-total : 2 371$**
Contribution demandée	**Total : 23 712$**

Informations supplémentaires

Pour plus de détails sur les actions concrètement posées dans chacun des secteurs, consultez les documents de présentation du projet et le bilan final de la dernière année.

Calendrier de réalisation du projet (entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020)

Date prévue de début du projet : 1er avril 2019

Date de remise du rapport d'étape (si applicable) : 15 octobre 2019

Date prévue de la fin de projet : 31 mars 2020

Date de remise du rapport final (max 30 jours après la date de fin de projet) : 30 avril 2020

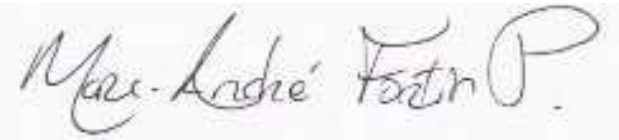
Engagement de l’organisme

Note : L’engagement de l’organisme est une demande du Vérificateur général.

Nous soussigné, Table de concertation du faubourg Saint-Laurent

Après avoir pris connaissance du **Fonds de soutien en développement social**, nous certifions que les renseignements et documents fournis à l’appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l’acceptation par le conseil d’arrondissement, comité exécutif, conseil municipal ou conseil d’agglomération de la Ville de Montréal, le cas échéant, de notre demande de soutien financier.

Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du projet



_____

Représentant désigné par l’organisme pour la présente convention

Date : 19 février 2019

Ville-Marie
Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1193405001

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Table de concertation du faubourg Saint-Laurent	327784

Financement : Sources multiples

Source 1 : Budget de fonctionnement

Source 2 : Financement corporatif

Source 3 :

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

Source 1: budget de fonctionnement de la division. Source 2: budget de fonctionnement du Service de la diversité et de l'inclusion sociale

	Années antérieures	2019	2020	2021	2022	2023	Années ultérieures	**Total**
Montant-Source 1		20 000,00 $						**20 000,00 $**
Montant-Source 2		3 712,00 $						**3 712,00 $**
Total	**0,00 $**	**23 712,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**23 712,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 12

Date de début :	jour (si connu)	mois	année	Date de fin :	jour (si connu)	mois	année
	01	avril	2019		31	mars	2020

Formulaire complété par : Annie Gauthier
Prénom, nom

Date et heure système : 20 février 2019 16:41:42

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, (Arrondissement de Ville-Marie),** personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie, situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **TABLE DE CONCERTATION DU FAUBOURG SAINT-LAURENT**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 1700 Amherst, Montréal Québec, H2L 3L5, agissant et représentée par Marc-André Fortin, coordonnateur, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : S.O.
N° d'inscription T.V.Q. : S.O.
N° d'inscription d'organisme de charité : S.O.

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville désire soutenir le développement de ses quartiers en vue d'améliorer la qualité et les conditions de vie des Montréalais et Montréalaises;

ATTENDU QUE l'Organisme souscrit à cet objectif d'amélioration de la qualité et des conditions de vie du quartier où il intervient;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes,* auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout

autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : la Directrice de la direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme le 31 mars 2020, la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente

Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

Lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de vingt-trois-mille-sept-cent-douze dollars **(23 712 $)**, incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de vingt-et-un-mille-trois-cent-quarante dollars **(21 340 $)** dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de deux-mille-trois-cent-soixante-douze dollars **(2 372 $)**, au plus tard le 30 avril 2020,

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas

servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2020.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1700 Amherst, Montréal, Québec, H2L 3L5, et tout avis doit être adressé à l'attention du coordonnateur. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

TABLE DE CONCERTATION DU FAUBOURG SAINT-LAURENT

Par : _____
Marc-André Fortin, coordonnateur

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal, le e jour de _____ 2019. (Résolution _____)

ANNEXE 1
PROJET

Description du projet

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ville-Marie Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION
DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME DE SOUTIEN
(Contribution financière ou de service)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes concernés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).



- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

PROJET SUR LA SÉCURITÉ ET LA COHABITATION SOCIALE DANS LES MILIEUX DE VIE DU FAUBOURG SAINT-LAURENT

Demande de financement déposée par
La Table de concertation du faubourg Saint-Laurent
Auprès de l'Arrondissement de Ville-Marie
Mars 2019

MISE EN CONTEXTE

La Table de concertation du faubourg Saint-Laurent travaille depuis quelques années avec de nombreux partenaires du milieu sur la sécurité et la cohabitation sociale dans le faubourg, notamment en coordonnant le comité sécurité (renommé comité cohabitation) regroupant les principaux organismes concernés. En 2013, le comité sécurité du faubourg s'est doté d'un diagnostic, qui met en lumière les principaux enjeux nuisant au sentiment de sécurité dans son quartier. Parmi ces enjeux, la qualité des milieux de vie est ressortie comme une priorité d'action lors du forum public organisé par la Table sur le thème de la sécurité en 2014. Au cours des années suivant ce forum, des interventions à petite échelle (autour de parcs, de ruelles, ou de portions de rues) ont mobilisé les partenaires de la Table et plusieurs résidents. Conformément à son Plan de quartier adopté en 2017, la Table souhaite désormais intensifier ses démarches dans les milieux de vie.

La première et la deuxième année de financement du projet ont permis à la Table de mettre sur pied ou de consolider plusieurs comités de riverains dans le faubourg. Certains, plus actifs que d'autres, font l'objet d'un suivi, et interpellent directement la Table pour faire entendre leurs revendications et leur appréciation du travail réalisé en matière de sécurité et de cohabitation sociale. La Table devient donc le relais privilégié entre ces comités de riverains et les différents services publics et communautaires qui peuvent intervenir en matière de sécurité et de cohabitation dans le faubourg. Depuis 2017, les endroits où se sont déployés ou se déploient actuellement des comités de riverains et de partenaires sont :

- Le secteur St-André
- Le parc Robert-Prévost
- Le territoire du Quartier des Spectacles et des Habitations Jeanne-Mance
- La Place de la paix
- Les abords du futur centre de jour de l'organisme Le Sac-à-Dos (rue St-Élizabeth entre Ste-Catherine et René-Lévesque)
- Les alentours du 500 René-Lévesque Est

- Les abords de l'ancien Hôpital de la Miséricorde
- Les abords du SIS Cactus-rue Berger

FAITS SAILLANTS DES DEUX PREMIÈRES ANNÉES DU PROJET (Janvier 2017-MARS 2019)

- 22 rencontres avec les riverains et les partenaires dans les secteurs suivants : le SIS Cactus, le parc Robert-Prévost, le secteur St-André, le Quartier des Spectacles, la Place de la paix, le futur centre de jour de Sac-à-Dos et les alentours de l'ancien hôpital de la Miséricorde
- 1 court sondage auprès des résidents des rues Saint-Hubert et Saint-Christophe
- 1 focus groupe sur les outils de communication à privilégier pour favoriser les interventions sur le domaine public
- 9 rencontres du comité cohabitation du faubourg
- 1750 dépliants sur le *vivre-ensemble dans le faubourg St-Laurent* et 500 aimants sur les ressources en cohabitation distribués
- 1 panel des ressources en cohabitation
- 1 activité citoyenne de nettoyage dans le Quartier chinois

PROJET ET OBJECTIFS

Pour la troisième année du projet, la Table souhaite agir sur deux axes principaux :

1- **Poursuivre ses actions ponctuelles dans des secteurs ciblés selon les besoins soulevés par les noyaux de citoyens mobilisés**. Ce premier axe met sur pied des interventions à petites échelles, directement dans des voisinages.
2- **Accompagner des projets novateurs et structurants en matière de cohabitation sociale**. Ce deuxième axe d'intervention à plus grande échelle valorise l'expertise grandissante de la Table dans l'élaboration de projets de plus grande envergure venant répondre aux besoins des résidents. Il s'inscrit davantage dans une perspective de prévention et d'actions à moyen et long termes.

Le *Projet sur la sécurité et la cohabitation sociale dans les milieux de vie* vise ainsi :

1- la consolidation du poste d'agente de mobilisation et de concertation à la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent qui est chargée des projets en matière de sécurité et de cohabitation sur le premier axe (à raison de 1 jour par semaine),
2- la prise en charge par le coordonnateur de la Table des projets du second axe (à raison de 1 jour par semaine).

L'agente a pour mandat d'assurer le suivi des expériences en cours, à une échelle micro, et de mettre en place des activités de mobilisation citoyenne pour sensibiliser la population du quartier à une cohabitation sociale harmonieuse dans des secteurs sensibles. En plus des secteurs déjà mentionnés plus haut, deux « nouveaux » secteurs sont pressentis :

- les alentours de Berri-De la Gauchetière et du Square Viger
- les jardins de la Grande Bibliothèque et la ruelle Savoie

Le *Projet sur la sécurité dans les milieux de vie* comporte **4 objectifs principaux** qui rejoignent les valeurs de cohabitation harmonieuse portées par la Table.

1- Établir de courts diagnostics de sécurité pour chaque secteur
2- Améliorer la sécurité et le sentiment de sécurité dans le faubourg en misant sur des activités et des outils de sensibilisation
3- Coordonner ou accompagner des projets porteurs pour la cohabitation sociale dans le quartier
4- Préparer en amont la cohabitation sociale de futurs sites en redéveloppement dans le quartier

1- Établir de courts diagnostics de sécurité pour chaque secteur

Chaque secteur fait l'objet d'une activité de collecte de données en continu qui vise à établir les problèmes de sécurité et de cohabitation ressentis, mais aussi les forces et opportunités de ce secteur sous forme de portraits FFMO (forces-faiblesses-menaces-opportunités). Les activités qui permettent cette collecte de données varient des plus formelles aux plus informelles : sondage en ligne, focus group, assemblée de riverains, visite exploratoire d'un secteur ciblé, réunion avec des associations partenaires, ateliers de codesign, etc. L'ensemble des portraits FFMO pour chaque secteur sensible seront regroupés sous la forme d'une carte du quartier.

Alors que les actions précédentes de la Table en matière de sécurité ont surtout mobilisé les résidents qui ont pignon sur rue, le projet vise à élargir le bassin de résidents rejoints, notamment en mobilisant les résidents des tours de logements locatifs ou de copropriétés. Des contacts continueront d'être établis avec des organismes ayant pignon sur rue dans ces secteurs pour rejoindre leurs membres.

Les diagnostics ont comme finalité de documenter les problèmes d'insécurité dans le quartier, de cibler des actions à poser par les partenaires du milieu, et de cerner les champs d'intolérance à la marginalité sur lesquels la Table pourra agir en matière de sensibilisation. Dans ce dernier cas, des outils sont à développer : sondages, groupes de discussion, dépliants, etc. Les actions à poser seront ensuite discutées et organisées avec les partenaires, comme cela est déjà traditionnellement le cas au comité cohabitation du faubourg.

2- Améliorer la sécurité et le sentiment de sécurité dans le faubourg en misant sur des activités et des outils de sensibilisation

Les actions sur le terrain sont portées par les différents membres du comité cohabitation, soit l'Arrondissement, le CIUSSS Centre-Sud de l'île-de-Montréal, le Poste de quartier 21, Cactus Montréal, le Partenariat du Quartier des Spectacles, Coup d'Pousse, la Société de développement social, la SDC du Quartier latin, BAnQ et Spectre de rue. Pour certaines interventions ponctuelles, il est possible que d'autres organismes du milieu soient mis à contribution (par exemple, l'Éco-quartier St-Jacques, l'OMHM, le CCLSCA et le Service à la famille chinoise). Le suivi de ces actions se fait également au sein même du comité cohabitation avec les différents partenaires, et a notamment pour but de créer des liens et des actions complémentaires sur les différents secteurs ciblés par la Table. Des actions ponctuelles mobilisant des résidents des secteurs ciblés ont aussi une fonction de mécanisme de suivi.

Par exemple, des activités de sensibilisation seront mises sur pied pour outiller les résidents des différents secteurs sensibles (ex. : panels des ressources en cohabitation, ateliers de sensibilisation à la réalité des personnes de la rue), mais aussi pour poser des actions concrètes pour améliorer les milieux de vie (ex. : activités citoyennes de nettoyage et de verdissement).

La coordination du comité cohabitation et des interventions, assurée par l'agente de mobilisation et de concertation, est un moyen de parvenir à un meilleur sentiment de sécurité dans le faubourg. Le comité cohabitation est complémentaire aux pôles d'intervention en itinérance et aux autres projets en matière de sécurité dans le quartier.

3- Coordonner ou accompagner des projets porteurs pour la cohabitation sociale dans le quartier

La Table se retrouve en bonne position pour soutenir, en collaboration avec des partenaires, le développement de projets novateurs dans le quartier visant une cohabitation sociale harmonieuse dans les espaces publiques à moyen et long termes. Ces projets apparaissent comme des leviers considérables pour prévenir ou apaiser certaines problématiques de cohabitation.

À titre d'exemple, les projets suivants, déjà entamés, demanderont un investissement en temps considérable pendant la prochaine année :

a) *La mise sur pied d'un projet pilote de médiation nocturne en banlieue immédiate des festivals pendant l'été*. Une brigade de sensibilisation à la cohabitation de nuit sera mise sur pied en partenariat avec le Quartier des spectacles afin d'intervenir sur le territoire, mais aussi de colliger des données sur les attentes des festivaliers, des résidents et des établissements de la nuit. Le but de ce projet pilote, qui fera l'objet d'une recherche-action avec un étudiant de l'UQAM, est d'ajuster la brigade de médiation nocturne et de l'adapter le mieux possible à la réalité locale montréalaise dès l'été 2020.
b) *L'occupation transitoire de l'ancien terminus d'autobus*. Cet espace générateur d'un sentiment d'insécurité aurait intérêt à accueillir des occupations transitoires d'ici à ce qu'il soit redéveloppé par la Ville. La Table travaille avec le comité ambassadeur des Jardins Gamelin à une occupation optimale des espaces intérieurs et extérieurs du lieu afin que celui-ci puisse devenir un endroit attractif dans le centre-ville et se tisser à la dynamique sociale des Jardins Gamelin.
c) *Une série d'ateliers de co-design sur les jardins de la Grande Bibliothèque et la ruelle Savoie.* La Table et le Service aux collectivités de l'UQAM ont mis sur pied un partenariat avec BAnQ et des professeurs en études urbaines dans le but de réinventer les jardins inoccupés de la BAnQ. Les ateliers de co-design incluront des représentants de BAnQ, des usagers marginalisés ainsi que des partenaires du quartier afin d'imaginer l'avenir du lieu en harmonie avec la dynamique locale et le développement immobilier dans le secteur (îlot voyageur, ancien terminus, terrain excédentaire de la BAnQ, etc.)

4- Préparer en amont la cohabitation sociale de futurs sites en redéveloppement dans le quartier

La Table coordonne ou accompagne plusieurs grands projets de redéveloppement social dans le quartier (Quadrilatère de la Miséricorde et Maison du Savoir, de la littérature et du numérique). Pour être cohérent avec sa mission de cohabitation sociale, la Table souhaite mettre de l'avant des activités de planification et de préparation de la cohabitation à l'intérieur et aux abords de ces sites à redévelopper. L'objectif est d'inclure cet axe de réflexion en amont pour bien penser les principes d'aménagement et autres éléments-clés pour prévenir certains enjeux de cohabitation sociale.

COORDINATION DU COMITÉ COHABITATION DU FAUBOURG SAINT-LAURENT

L'agente de mobilisation et de concertation a pour mandat de coordonner le comité cohabitation du faubourg Saint-Laurent, celui-ci étant le lieu privilégié d'échange d'informations entre les acteurs du milieu. Elle est donc en charge d'animer les réunions, d'en rédiger les comptes rendus et de faire les suivis nécessaires auprès des différents membres du comité et auprès des résidents.

DESCRIPTION DES TÂCHES DE L'AGENTE DE MOBILISATION ET DE CONCERTATION

- Élaboration de diagnostics de sécurité dans les secteurs ciblés, en collaboration avec les partenaires et des citoyens pivots (portraits FFMO)
- Révision du matériel d'information et de sensibilisation
- Coordination du comité cohabitation du faubourg Saint-Laurent
- Élaboration et animation d'activités d'analyse mobilisatrices pour les riverains (activité citoyenne de nettoyage, marches exploratoires, focus groups, forums, etc.)
- Développement de liens avec les différents partenaires travaillant dans le milieu (organismes en itinérance et toxicomanie, travailleurs de rue et de milieu, poste de quartier, gestionnaires d'immeubles, etc.)
- Soutien de l'action citoyenne en matière de sécurité, dans le respect des droits des personnes les plus vulnérables

DESCRIPTION DES TÂCHES DU COORDONNATEUR DE LA TABLE

- Arrimage des activités entreprises par le comité à d'autres projets de revitalisation ou de réhabilitation dans les secteurs ciblés
- Coordination du projet pilote de médiation nocturne avec le Partenariat du Quartier des Spectacles et co-animation du comité résidents du Quartier des spectacles
- Soutenir la mise sur pied d'un ou des usages transitoires sur le site de l'ancien terminus d'autobus
- Encadrement de la démarche de co-design des Jardins BANQ et de la ruelle Savoie en collaboration avec BANQ et l'UQAM

- Soutenir la réflexion en amont sur la cohabitation sociale aux abords des grands projets de redéveloppement social dans le quartier (Quadrilatère de la Miséricorde, Maison du Savoir, du numérique et de la littérature, nouveau Centre de jour de Sac-à-dos)

DESCRIPTIONS DES TÂCHES COMMUNES

- Évaluation des retombées des actions entreprises
- Diffusion des résultats auprès des membres de la Table, notamment des résidents et des organismes du quartier

RÉSULTATS ATTENDUS

Les résultats attendus et mesurables sont de trois ordres :

- Amélioration du sentiment de sécurité (évaluable par sondage ou focus group) et modifications des perceptions des résidents par rapport à l'itinérance et la toxicomanie
    - Recours aux ressources communautaires en cas de conflit de cohabitation
    - Création de liens entre des résidents ou des gestionnaires d'immeuble et la Table ou des organismes du quartier
    - Organisation d'un panel des ressources en cohabitation
    - Organisation d'activités citoyenne de nettoyage ou de verdissement
    - Diffusion de matériel d'information et de sensibilisation auprès du grand public
    - Diminution des plaintes au Poste de quartier 21 et au 311 pour les secteurs ciblés
- Mise sur pied de trois projets novateurs et porteurs en cohabitation sociale dans le quartier
    - Médiation nocturne
    - Co-design des Jardins BANQ et de la ruelle Savoie
    - Projet d'usage transitoire pour l'ancien terminus d'autobus
- Élaboration de lignes directrices et de principes d'aménagement pour favoriser la cohabitation sociale autour des grands projets de redéveloppement du quartier
    - Ancien hôpital de la Miséricorde
    - Maison du Savoir, de la littérature et du numérique

FINANCEMENT DEMANDÉ

REVENUS	
Arrondissement Ville-Marie	23 712$
Total des revenus	**23 712$**
DÉPENSES	
Salaire 1 jour / semaine-agente	9 464$
Salaire 1 jour / semaine- coordonnateur	10 556
Matériel pour activités	1 321$
Frais de gestion 10%	2 371$
Total des dépenses	**23 712$**

La demande de financement vise à ce que le projet actuel se terminant à la fin mars 2019 se poursuive pour une nouvelle année (d'avril 2019 jusqu'à la fin mars 2020). L'objectif est de consolider les partenariats et les actions mises en place dans les deux premières années du projet, d'élargir le bassin de personnes rejointes et susceptibles de participer à l'amélioration du quartier et de coordonner ou d'accompagner des projets porteurs en ce qui a trait à la cohabitation sociale dans le quartier.

Table de concertation du faubourg Saint-Laurent
Mars 2019

GDD 1193405001
Approuver la convention, se terminant le 31 mars 2020, avec la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent pour un projet en sécurité urbaine et accorder une contribution totale de 23 712 $

Provenance	***2019***
2101.0010000.101177.05803.61900.016491.0000.000000.000000.00000.00000 Programme communautaire en prévention Contribution à d'autres organismes Autres organismes	***3 712 $***

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1193405001

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation:

  " Approuver la convention, se terminant au 31 mars 2020, avec la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent pour la réalisation du Projet sur la sécurité dans les milieux de vie;

  *Accorder, à cette fin, une contribution de 23 712 $, dont **20 000 $** seront assumés par l'arrondissement de Ville-Marie."*

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) **20 000,00 $**

	Années antérieures	**2019**
Montant		20 000,00 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: **20 000,00 $**

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306125	02801	61900	016222	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante seront réservés par la demande d'achat numéro **589648**
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Kemly Destin

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2019-02-25**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.06

2019/03/12
18:30

(1)

Dossier # : 1194105002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2019 , avec La Maison des jeunes Quinka-Buzz inc. pour le programme « jeunesse » et accorder une contribution de 17 500 $

D'approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2019, avec La Maison des jeunes Quinka-Buzz inc. pour le programme jeunesse ;
D'accorder, à cette fin, une contribution financière de 17 500 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-03-01 11:42

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1194105002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2019 , avec La Maison des jeunes Quinka-Buzz inc. pour le programme « jeunesse » et accorder une contribution de 17 500 $

CONTENU

CONTEXTE

La Maison des jeunes Quinka-Buzz inc. a pour mission d'offrir un milieu de vie dynamique aux jeunes de 12-18 ans, habitant le quartier Centre-Sud. En fréquentant les activités, les jeunes sont encouragés à actualiser leur potentiel, à développer leur sens des responsabilités et à faire l'apprentissage de la démocratie.
Le présent dossier vise à approuver la convention et octroyer une contribution financière de 17 500 $ pour l'année 2019.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 240167 : Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2018, avec La Maison des jeunes Quinka-Buzz inc. pour le programme jeunesse et accorder une contribution annuelle de 20 000 $

DESCRIPTION

La Maison des jeunes Quinka-Buzz offre gratuitement aux jeunes de 12 à 18 ans des activités libres ou encadrées, et ce du lundi au jeudi.
Pour l'année 2019, l'organisme offre une nouvelle plage horaire aux jeunes, soit les mercredis midi. De plus, au printemps, des intervenants iront à la rencontre des jeunes aux parcs des Royaux et/ou Walter-Stewart durant cette période.
La demande de financement vise de façon plus particulière l'apprentissage de la démocratie par le biais du loisir, caractérisé en 3 thématiques, soit "vivre en santé", "vivre en société" et "vivre cultivé". Par le soutien des intervenants, les jeunes sont appelés à cheminer dans l'actualisation et la prise en charge de leurs projets. C'est un milieu pour, par et avec les jeunes orienté sur la réflexion et l'action. Les jeunes sont sensibilisés à la vie de groupe, à prendre conscience de l'impact de leurs comportements sur ce dernier et sur l'environnement en général afin de les outiller le mieux possible pour leur vie adulte.
Par la signature de cette convention et conformément à la demande de financement de l'organisme, l'arrondissement accorde une contribution financière de 17 500 $ pour la réalisation du programme jeunesse pour l'année 2019.

JUSTIFICATION

Durant l’année 2018, excluant la période estivale (juillet et août), l’organisme a été ouvert quatre jours par semaine de 15 h 30 à 20 h. Lors de la saison estivale, les heures d’ouverture étaient de 14 h 30 à 19 h les lundi et mardi et de 15 h à 21 h les mercredi et jeudi de 15 h.
En 2018, les fréquentations étaient d'environ 2 000, soit sensiblement le même qu'en 2017.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Tel que précisé dans les interventions financières au dossier.
La contribution de 17 500 $ correspond à la demande de l'organisme, et devra être versée conformément aux dispositions de la convention signée entre les parties et les sommes requises proviendront du budget de fonctionnement de l'arrondissement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

En participant aux différentes activités de loisirs proposées, ces jeunes expérimentent et vivent l'amélioration de leur cadre de vie individuelle et sociale.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les activités de l'organisme se retrouvent sur son site internet et sur sa page Facebook.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Application et suivi de la convention par l'agente de développement en partenariat avec l'organisme;
Réalisation et évaluation de l'offre de service;
Visites d'observation réalisées en partenariat avec l'OBNL
Remise à la DSLDS de la programmation mensuelle.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la convention atteste de la conformité du dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Kemly DESTIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Linda GOULET
Agente de développement

Tél : 514 868-4182
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-26

Josée POIRIER
Chef de division

Tél : 514 872-1769
Télécop. : 514 868-4160

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Maryse BOUCHARD
Directrice par intérim
Tél : 514 872-0831
Approuvé le : 2019-02-27

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1194105002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2019 , avec La Maison des jeunes Quinka-Buzz inc. pour le programme « jeunesse » et accorder une contribution de 17 500 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1194105002.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Kemly DESTIN
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-27

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles
Tél : 514 872 - 2995
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Convention : .. QB_2019_Jeunesse_convetion.doc

Annexe 1 : QB_2019_Jeunesse_projet.pdf QB_2019_Jeunesse_Objectif 5.pdf

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1194105002

Nature du dossier : Convention de services avec un OSBL

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	La Maison des jeunes Quinka-Buzz inc.	119429

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

Imputation : 306125-007123-61900

	Années antérieures	2019	2020	2021	2022	2023	Années ultérieures	**Total**
Montant		17 500,00 $						**17 500,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 12

Date de début :	jour (si connu)	mois	année	Date de fin :	jour (si connu)	mois	année
	01	janvier	2019		31	décembre	2019

Formulaire complété par : Linda Goulet

Prénom, nom

Date et heure système : 26 février 2019 11:39:44

CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, (Arrondissement de Ville-Marie),** personne morale de droit public, ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard de Maisonneuve Est, 19ième étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

N° d'inscription TPS: 121364749
N° d'inscription TVQ: 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **LA MAISON DES JEUNES QUINLA-BUZZ INC.**, personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 2102, rue Fullum, Montréal (Québec) H2K 3N7, agissant et représentée par madame Isabelle Champagne, directrice, dûment autorisée aux fins de la présente convention tel qu'elle le déclare;

No d'inscription TPS : 10759 3162 RT 0001
No d'inscription TVQ : 1006 359767 TQ 0001
Numéro d'organisme de charité : 107 593-162

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de tenir un lieu de rencontre animé où les jeunes de 12 à 18 ans, au contact d'adultes significatifs, pourront devenir des citoyens critiques, actifs et responsables.

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme Jeunesse pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet pour le bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie du Programme Jeunesse**;**

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les installations et l'équipement mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.3 « **Annexe 3** » : exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;

2.4 « **Annexe 4** » : modèle à utiliser pour la Reddition de compte;

2.5 « **Responsable** » : la Directrice de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.6 « **Installations** » : les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.7 « **Projet** » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui

verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.8 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.9 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet le tout tel que plus amplement spécifié à l'Annexe 5;

2.10 « **Session** » : la session d'hiver : du 1er janvier au 15 avril; la session printemps-été : du 16 avril au 31 août; et la session d'automne : du 1er septembre au 31 décembre;

2.11 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de dix-sept mille cinq cent dollars (17 500 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2 **Versements**

La somme payable à l'Organisme sera versée selon les modalités indiquées à l'Annexe 4 de la présente convention.

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements comme suit :

- un premier versement d'un montant maximal de quinze mille sept cent cinquante dollars (15 750 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

- et un deuxième versement d'un montant maximal de mille sept cent cinquante dollars (1 750 $) dollars la remise d'un rapport final à la satisfaction du Responsable.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

4.1.3 **Ajustement de la contribution financière**

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.2 **INSTALLATIONS**

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 RÉALISATION DU PROJET

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 obtenir une autorisation écrite du Responsable avant de procéder à toute modification majeure au contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

5.2 PROMOTION ET PUBLICITÉ

faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions concernant le protocole de visibilité joint, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvé par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

5.3 INSTALLATIONS

5.3.1 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

5.3.2 respecter toutes les obligations contenues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

5.3.3 faire connaître, dans les soixante (60) jours avant le début de chaque Session, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

5.3.4 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet;

5.4 ASSURANCES

5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance-responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de deux

millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.5 **ASPECTS FINANCIERS**

5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.5.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

5.5.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.5.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptable ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

5.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil

d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard cent vingt (120) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard cent vingt (120) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels. À cette fin, remettre au Responsable, le (inscrire la date précise à chaque année) un tableau des revenus et dépenses réelles du Projet soutenu par la présente convention;

5.6 **AUTORISATIONS ET PERMIS**

5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.7 **RESPECT DES LOIS**

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des Installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.8 **STATUT D'OBSERVATEUR**

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

5.9 **RESPONSABILITÉ**

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention, et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 10, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.10 **SÉANCE DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8 de la présente convention, le 31 décembre 2019.

Nonobstant la fin de la présente convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 5.5.1, 5.5.2, 5.5.4, 5.5.5, 5.5.6, 5.9, 5.10 et 10 continueront de lier les Parties.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnue comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 et 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
REMISE DES INSTALLATIONS

9.1 Dans les cinq (5) jours de la Date de terminaison de la présente convention l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 10
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 11
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme ou de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en

aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 DIVISIBILITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 ABSENCE DE RENONCIATION

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 AYANTS DROIT LIÉS

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 CESSION

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilés à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

13.10 EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

13.11 AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 2102, rue Fullum, Montréal (Québec) H2K 3N7, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse,

l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard de Maisonneuve Est, 19ième étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2019

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito,
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de 2019

LA MAISON DES JEUNES QUINKA-BUZZ INC.

Par : _____
Isabelle Champagne, directrice

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie, le e jour de …….. 2019 (Résolution …….).

ANNEXE 1

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER DÉPOSÉE PAR L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DU PROJET

Demandes de soutien financier

Programme Jeunesse

ANNEXE 2

INSTALLATIONS ET L'ÉQUIPMENT MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A – Conditions générales

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable.

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, fuites, bris ou dommages causés de quelque façon que ce soit aux Installations.

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable.

   L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

4. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations.

5. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville.

6. L'Organisme doit veiller à ce que ne soient pas troublées la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

7. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisés de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir suite au mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.

   L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

B- INSTALLATIONS PRÊTÉES À L'ORGANISME

Nom de l'Installation	Adresse	Espace prêté	Date de début de la Session	Date de fin de la Session	Jours	Heures

ANNEXE 3
NORMES DE VISIBILITÉ

Ville-Marie
Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES CONVENTIONNÉS

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (convention, contribution, commandite, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes conventionnés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une convention, d'une contribution financière ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre de l'entente intervenue.

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.)
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.)
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux)

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit faire l'objet de l'approbation du responsable du projet.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).







- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



- Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

ANNEXE 4

REDDITION DE COMPTES

PROGRAMME JEUNESSE

Le suivi du Projet fait l'objet d'une évaluation conjointe entre l'organisme et l'arrondissement. Des rencontres seront prévues afin d'évaluer la conformité de la mise en place du programme et l'adéquation des ressources prévues au Projet.

Durant les termes du Projet, l'organisme doit fournir les documents suivants :

DOCUMENTS	FRÉQUENCE	ÉCHÉANCE
Programmation d'activités	Par session	Avant le début de la session
Bilan du Projet *(niveau d'atteinte des objectifs mesurables incluant l'état des dépenses réelles)*	Annuelle	Le 1er décembre
Plan d'action	Annuelle	Le 1er décembre
Rapport de fréquentation	Mensuelle	Selon la fréquence entendue
Rapport d'incident ou d'accident	Ponctuelle	3 jours après l'événement

Tous les renseignements spécifiques détaillés ci-dessus doivent être remis à l'arrondissement en **VERSION ÉLECTRONIQUE** (ex. : PDF, Excel, Word, etc.) dans les délais et les fréquences indiqués.

SOUTIEN FINANCIER

Programme Jeunesse

Formulaire de demande de soutien financier

☐ Année 2018 ☒ Année 2019 ☐ Année 2020

Projet (nom du projet)

QuinkAdos

Nom de l'organisme

Maison des jeunes Quinka-buzz

Ville-Marie Montréal

SOUTIEN FINANCIER
Programme Jeunesse

Section 1 : Identification

Statut juridique de l'organisme

Nom légal de l'organisme : La Maison des jeunes Quinka-buzz inc

N° d'enregistrement (NEQ) : 1142339499 Date d'incorporation (jj/mm/aa) : 19/03/81

Représentant désigné par l'organisme pour la présente demande

Nom : Isabelle Chamapgne Titre : Directrice générale

Coordonnées de l'organisme

N° civique : 2102 Local : Rue : Fullum

Ville : Montréal Province : Québec Code postal : H2K 3N7

Téléphone : 514-524-3008 Poste n°

Courriel : mjquinkabuzz@hotmal.com Site Web : www.mjquinkabuzz.com

TPS : 10759 3162 RT 0001 TVQ : 1006 359767 TQ 0001 # Charité : 107 593-162 RR

Mission de l'organisme : (max. 3 lignes)

La maison des jeunes est une association de jeunes et d'adultes qui se sont donné la mission, sur une base volontaire, dans leur communauté, de tenir un lieu de rencontre animé où les jeunes de 12 à 18 ans, au contact d'adultes significatifs, pourront devenir des citoyens critiques, actifs et responsables.

Description du projet (synthèse) :

Offrir aux adolescents du quartier un milieu de vie dynamique et à leur image, en les impliquant dans tous les paliers de gouvernance et de décisions de la maison des jeunes. Le projet vise de façon plus particulière l'apprentissage de la démocratie par le biais du loisir, que nous catégorisons en 3 thématiques: vivre en santé, vivre en société et vivre cultivé. C'est par le développement de liens significatifs avec les intervenants.es et leur soutien qu'il est possible de faire cheminer les jeunes dans l'actualisation et la prise en charge de leurs projets et le développement de leur autonomie. C'est un milieu pour, par et avec les jeunes orienté sur la réflexion et l'action et sont encouragés.es à actualiser leur potentiel et à développer leur sens des responsabilités, entre autre en faisant la programmation à chaque mois. Les jeunes sont sensibilisés.es à la vie de groupe, à prendre conscience l'impact de leurs comportements sur ce dernier et sur l'environnement en général afin de les outiller le mieux possible pour leur vie adulte.

Section 2 : Description du projet et des objectifs mesurables

2.1 Objectifs mesurables de l'organisme pour répondre aux objectifs de la contribution

Objectif général du programme : Par le biais du loisir, favoriser le développement de saines habitudes de vie et d'habiletés sociales auprès des jeunes de 12 à 17 ans de l'arrondissement.

Quels sont vos objectifs et vos actions en lien avec :

Résultats visés par le programme	Objectifs de l'organisme dans le cadre de ce programme	Actions de l'organisme pour atteindre les objectifs
1. L'acquisition de saines habitudes de vie et d'habiletés sociales par les jeunes	Intervenir sur les comportements individuels et groupaux des jeunes en instaurant un environnement favorisant l'adoption de saines habitudes de vie afin de rendre les choix durable	10 Ateliers culinaires (santé) activité physique au x2 semaine (santé) implication dans au moins 2 événements de quartier (social) Offrir un atelier thématiques éducatifs 1x/mois (santé) Faire 12 sorties de groupe (santé et social) Effectuer 10 activités conjointes avec d'autres organismes/mdj (social) Effectuer une fois par mois l'entretien des locaux et/ou extérieur (social)
2. La découverte et l'exploration d'activités de nature diversifiée	Favoriser l'accès des jeunes à la culture au sens large	Lorsque cela s'applique, en conseil de jeunes relayer aux membres les nouvelles tendances en loisirs qui nous parviennent. Découvrir 10 nouvelles recettes lors des ateliers culinaires. Participation à 2 festivals ou événement culturel extérieur 10 ateliers d'art et de créativité 6 invités mystères pour partage et découverte de métier et/ou passion Faire 8 ateliers musique/montage vidéo/photo
3. L'implication des jeunes dans les processus décisionnel	Rendre les jeunes critiques, actifs et responsables en les familiarisant avec les mécanismes démocratiques	Avoir au moins 2 jeunes sur le conseil d'administration, Tenir un conseil de jeunes chaque mois, prendre des décisions par vote établir en groupe le calendrier du mois suivant discuter en groupe des choses à mettre en place pour maintenir leur milieu de vie agréable, participation aux entrevues d'embauche s'il y lieu, Choisir l'horaire d'ouverture (2x/an) Mise en place d'au moins 4 comités pour organiser des activités Participer à un conseil d'arrondissement
4. Le renouvellement de la programmation en fonction des nouvelles tendances	Favoriser la prise en charge des jeunes tant qu'à leur temps de loisir	Établir 1x/mois la programmation par les jeunes présents.es au conseil de jeunes. Inclure dans la programmation les actions décrites aux points 1, 2, 3 et plus encore.

2.2 Activités offertes

Catégories d'activités (indiquez quelques exemples)	Nombre d'activités	Lieu(x) d'activité(s)	Nombre de participants total visé	Nombre de semaines	Nombre d'heures par semaine
Vivre en santé (voir actions à l'objectif 1)	60	Maison des jeunes, parc, autres organismes, piscine	350	50	4h30
Vivre cultivé(voir actions à l'objectif 2)	55	maison de jeunes, autres organisme, quartier des spec	450	50	4h30
Vivre en société (voir actions objectifs 1, 3 et 4)	120	Maisons de jeunes, sorties extérieures, entretien local	600	50	18h30

3 - Rayonnement dans l'arrondissement

Nommer des actions qui seront déployées afin de favoriser la participation de la clientèle dans le cadre des activités municipales, des activités des regroupements communautaires ou autres.

Actions déployées
Transmettre l'information provenant de l'arrondissement aux membres
Participer aux Rendez-vous interculturels et Squat ton parc
Faire une portes ouverte durant la semaine des maisons de jeunes
Participer à un conseil d'arrondissement
Participer selon notre horaire aux fêtes de quartier, développer de nouveaux partenariats avec des organismes de la Table jeunesse
Faire un couloir hanté pour l'halloween

4 - Ressources locatives (locaux, gymnases, terrains sportifs, piscines, aréna, etc.)

Déterminer vos besoins en termes de ressources locatives pour la réalisation du projet.

En fonction des disponibilités et selon un ordre de priorité déterminé par l'arrondissement.

Ressources	Nombre de semaines	Nombre d'heures par semaine
Piscine	1x par mois	2h
Aréna	1x par mois	1h30
gymnase	1x par mois	1h30

Section 3 : Prévisions financières du Plan d'action | Projet

Budget-Revenus

Sources des revenus prévus					
	Précisez la source des revenus	Revenus prévus	Confirmé	Anticipé	Revenus réels (ne pas compléter au moment de la demande)
Subventions	**Gouvernement du Canada**		☐	☐	
	Précisez				
	Gouvernement du Québec		☐	☐	
	Précisez				
	Programme: Soutien financier demandé à l'arrondissement	17 500	☐	☒	
	Autres (Précisez)		☐	☐	
	(A) Total des subventions	17 5000			0
Revenus autonomes Ex. : Frais d'inscription, dons, commandites, contribution de l'organisme, etc	Contribution de l'organisme	116 262.50	☐	☒	
			☐	☐	
			☐	☐	
			☐	☐	
	(B) Total des revenus autonomes	0			0
(C) TOTAL DES REVENUS (A+B) Le total des revenus doit correspondre au total des dépenses (G)		133 762.50			0

Budget-Dépenses

	Nature des dépenses		Dépenses prévues	Répartition du soutien financier demandé à l'arrondissement *
Salaires et avantages sociaux Ex.: animateurs, entraineurs, coordonnateurs, etc.	Titre du poste	Nb d'heures x taux horaire + av. sociaux		
	Direction	35hx25,25$x50 semaines	44 187.50	4000
	Animateur social	35x17$x50 semaines	29 750	2700
	Animatrice sociale	35x17,50$x50 semaines	30 625	2800
	(D) TOTAL SALAIRES ET AVANTAGES SOCIAUX		104 562.50	9500
Frais d'activités Ex. : Équipements, matériel, transport, communication, publicité, etc.	matériel d'animation, festivité		1700	1200
	transport		1500	1100
	droits d'entrée		2800	1975
	Publicité		200	200
	Lunch, nourriture		2500	1775
	(E) TOTAL DES FRAIS D'ACTIVITÉS		7700	6250
	MAXIMUM 10 % (FRAIS D'ADMINISTRATION)			
Frais d'administration Ex. téléphonie, assurance, papeterie, tenue de livres, etc.	téléphone		1850	150
	Assurance		2200	200
	électricité		4450	350
	Taxes		7500	600
	Comptabilité		5500	450
	(F) TOTAL DES FRAIS D'ADMINISTRATION		21500	1750
(G) TOTAL DES DÉPENSES (D+E+F)			133 762.50	17500

* Le total de cette colonne doit correspondre au total du soutien financier demandé.

Engagement de l'organisme

Nous soussigné Maison des jeunes Quinka-buzz

Nom de l'organisme

- Après avoir pris connaissance du **Programme de soutien financier – Programme Jeunesse**, nous certifions que les renseignements et les documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement de notre demande de soutien financier.
- Nous certifions avoir pris connaissance de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et nous nous engageons à respecter les règles qui sont établies.
- Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Projet.

Signature : _____

Représentant désigné par l'organisme pour la présente convention

Isabelle Champagne, Directrice générale | 03/12/18

Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme pour la présente convention | date (jj/mm/aa)

Documents à remettre

Veuillez cocher les documents que vous déposez.

1. Documents obligatoires au moment de la demande financière

☒ Le formulaire de demande de soutien, incluant la partie relative au budget, dûment complété et signé

☒ Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande

☒ Programmation

2. Document à remettre 15 jours avant le début des activités

☒ Remettre une copie du certificat d'assurances requis pour le programme.

Date limite de dépôt de la demande de soutien financier

Le formulaire de demande de soutien financier rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés, au plus tard le _____ :

Dans une enveloppe directement à l'attention de : DSLDS – Demande de soutien financier – **Programme Jeunesse**
800 boul. de Maisonneuve Est, 18e étage,
Montréal, QC H2L 4L8

OU

Numérisés et envoyés par courriel à l'adresse courriel : dslds-ville-marie@ville.montreal.qc.ca

Veuillez noter que :

- les renseignements demandés doivent obligatoirement être inscrits sur le formulaire et se limiter aux espaces prévus à cet effet ;
- les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité du programme seront automatiquement retournés à l'organisme.

SOUTIEN FINANCIER 2019

Programme Jeunesse

Résultats visés par le programme	Objectifs de l'organisme dans le cadre de ce programme	Action de l'organisme pour atteindre les objectifs	Résultats obtenus
5. Augmenter et maintenir la fréquentation de la maison de jeunes.	Favoriser divers partenariats et stratégies afin de faciliter le recrutement de nouveaux jeunes.	- Ouvrir une nouvelle plage horaire - Au printemps, aller régulièrement au Parc des Royaux et/ou Walter Stuart sur l'heure du dîner. - Établir une collaboration avec La relance Jeunes et familles pour le passage de leurs jeunes de 12 ans vers la maison des jeunes. - Trouver deux nouveaux partenaires pour faire de la promotion de nos activités.	

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1194105002

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation:

  " Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2019, avec La Maison des jeunes Quinka-Buzz inc. pour le programme jeunesse ;

  Accorder, à cette fin, une contribution financière de 17 500 $."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) **17 500,00 $**

	Années antérieures	**2019**
Montant		17 500,00 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: **17 500,00 $**

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306125	07123	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante seront réservés par la demande d'achat numéro **589981**
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Kemly Destin

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2019-02-27**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.07

2019/03/12
18:30

(1)

Dossier # : 1195125002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense de 1 125 $ pour la participation de l'arrondissement de Ville-Marie au 34e Grand Prix du Conseil des arts de Montréal

D'autoriser la participation de l'arrondissement de Ville-Marie au 34e Grand Prix du Conseil des arts de Montréal;
D'autoriser une dépense de 1 125 $ pour la participation de l'arrondissement au 34e Grand Prix du Conseil des arts de Montréal;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-03-01 14:12

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1195125002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense de 1 125 $ pour la participation de l'arrondissement de Ville-Marie au 34e Grand Prix du Conseil des arts de Montréal

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Ville-Marie participe à chaque année au Grand Prix du Conseil des arts de Montréal, organisé par le Conseil des arts, qui récompense l'excellence d'un organisme artistique montréalais pour ses réalisations remarquables.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1163105001 / CA16 240009 : Autoriser une dépense de 1 050 $ pour la participation de l'arrondissement de Ville-Marie au 31e Grand Prix du Conseil des arts de Montréal.
1173105001 / CA17 240017 : Autoriser une dépense de 1 125 $ pour la participation de l'arrondissement de Ville-Marie au 32e Grand Prix du Conseil des arts de Montréal

DESCRIPTION

Achat d'une table pour dix personnes pour le 34e Grand Prix du Conseil des arts de Montréal au montant de 1 125 $. Cet événement aura lieu le 21 mars 2019 au Palais des congrès de Montréal.

JUSTIFICATION

L'arrondissement de Ville-Marie souhaite contribuer concrètement au soutien d'organisme œuvrant localement et offrant des services à la communauté.
Assurer la visibilité de l'arrondissement dans les préoccupations reliées à la diffusion culturelle.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Kemly DESTIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Minosoa RANDRIAMIARY
Secrétaire de direction

Tél : 514 868-3519
Télécop. : 514 868-3292

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-27

Maryse BOUCHARD
Directrice par intérim

Tél : 514 872-7667
Télécop. : 514 868-3292

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Maryse BOUCHARD
Directrice par intérim
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2019-03-01

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1195125002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Objet :	Autoriser une dépense de 1 125 $ pour la participation de l'arrondissement de Ville-Marie au 34e Grand Prix du Conseil des arts de Montréal

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1195125002.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Kemly DESTIN
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-28

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles
Tél : 514 872 - 2995
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1195125002

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Conseil des arts de Montréal	108008

Financement : Autre

Précision : Budget des frais de représentation

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2019	2020	2021	2022	2023	Années ultérieures	**Total**
Montant		1 125,00 $						**1 125,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) :

Date de début : jour (si connu) / mois / année

Date de fin : jour (si connu) / mois / année

Formulaire complété par : Minosoa, Randriamiary

Prénom, nom

Date et heure système : 26 février 2019 11:25:44

CONSEIL
DES ARTS
DE MONTRÉAL

Édifice Gaston-Miron
1210, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H2L 1L9
514 280-3580
grandprix.cam@ville.montreal.qc.ca
www.artsmontreal.org

FACTURE **No. 2018-1008-2**

Date: 2019-03-12

Client
Arrondissement Ville-Marie
800 Boul. de Maisonneuve Est, 18e étage
Montéal, QC, H2L 4L8
(514) 868-3519 - minosoa.randriamiary@ville.montreal.qc.ca

Description	**Montant**
LE 34e GRAND PRIX : Le 21 mars 2019 Palais des congrès de Montréal	
10 billet(s) @ 112,50 $ *	1 125.00 $
Grand total	**1 125.00 $**
Solde dû :	**1 125.00 $**

*** Note**

Les billets pour le Grand Prix du Conseil des arts sont exonérés de toutes taxes étant donné la nature de l'activité.
Le prix net ne donne droit à aucun crédit ou remboursement de taxes sur intrant fédéral ou provincial.

* Note Les dons de 100,00 $ et plus donnent droit à un reçu pour fins d'impôt émis par le Conseil des arts de Montréal.

Pour tout solde dû, prière d'émettre votre chèque à l'ordre de :
Conseil des arts de Montréal
et de le faire parvenir à l'adresse indiquée ci-dessus.
Le solde est payable dans les 30 jours.
Merci.

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1195125002

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation:

  " Autoriser la participation de l'arrondissement de Ville-Marie au 34e Grand Prix du Conseil des arts de Montréal;

  Autoriser une dépense de 1 125 $ pour la participation de l'arrondissement au 34e Grand Prix du Conseil des arts de Montréal."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) **1 125,00 $**

	Années antérieures	**2019**
Montant		1 125,00 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: **1 125,00 $**

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306124	07289	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante seront réservés par la demande d'achat numéro **590394**
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Kemly Destin

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2019-02-28**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.08

2019/03/12
18:30

(1)

Dossier # : 1195125001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense de 250 $ pour l'achat d'un billet pour la soirée-bénéfice d'Usine C qui aura lieu le 25 avril 2019

D'accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 250 $ à Usine C.
D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-03-04 10:22

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1195125001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense de 250 $ pour l'achat d'un billet pour la soirée-bénéfice d'Usine C qui aura lieu le 25 avril 2019

CONTENU

CONTEXTE

L'usine C st depuis 1995 un Centre de création et de diffusion national et international dynamique du quartier Centre-Sud.
L'Usine C stimule la création, les échanges et le développement en offrant des ateliers de formation, des conférences, des rencontres et autres activités éducatives tout en maximisant l'accès pour le public à la création contemporaine provenant du Québec, des autres provinces du Canada et d'ailleurs dans le monde en adoptant une politique de tarification accessible à tous pour les spectacles.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Acheter un billet au coût de 250 $, plus les taxes applicables, pour participer à la Soirée-bénéfice d'Usine C qui aura lieu le 25 avril 2019.

JUSTIFICATION

Assurer un soutien concret à des organismes culturels œuvrant localement et offrant des services à la communauté.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Kemly DESTIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Minosoa RANDRIAMIARY
Secrétaire de direction

Tél : 514 868-3519
Télécop. : 514 868-3292

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-27

Maryse BOUCHARD
Directrice par intérim

Tél : 514 872-7667
Télécop. : 514 868-3292

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Maryse BOUCHARD
Directrice par intérim
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2019-03-01

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1195125001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Objet :	Autoriser une dépense de 250 $ pour l'achat d'un billet pour la soirée-bénéfice d'Usine C qui aura lieu le 25 avril 2019

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1195125001.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Kemly DESTIN
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-28

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles
Tél : 514 872 - 2995
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

LE SIGNAL DU PROMENEUR

SOIRÉE BÉNÉFICE DE L'USINE C

J'accepte avec plaisir l'invitation de

_____

et je deviens :

(√) **DONATEUR/DONATRICE** | ____ **Billet(s) à 250 $**

( ) **PARRAIN/MARRAINE | 2500$**
(1 TABLE COCKTAIL À VOTRE NOM + 10 BILLETS + 1 BOUTEILLE DE CHAMPAGNE)

( ) **GRAND DONATEUR/DONATRICE | 5000$**
(2 TABLES COCKTAIL À VOTRE NOM + 20 BILLETS + 2 BOUTEILLES DE CHAMPAGNE)

( ) Je souhaite faire un don de_____

ENTREPRISE VILLE DE MONTRÉAL - ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

NOM MARYSE BOUCHARD

TITRE Directrice par intérim culture, sports, loisirs et développement social

ADRESSE 800, De Maisonneuve Est, 18è étage

CODE POSTAL H2L 4L8 TÉL 514 872-7667

COURRIEL maryse_bouchard@ville.montreal.qc.ca

ÉMETTRE LE REÇU AU NOM DE
(SI DIFFÉRENT DES INFORMATIONS CI-DESSUS)

NOM _____

ADRESSE _____

VILLE _____ CODE POSTAL _____

SIGNATURE DU DONATEUR _____

EN DATE DU 18 janvier 2019

25 AVRIL 2019 18H30

R.S.V.P. AVANT LE 5 AVRIL
JOSÉE LEFEBVRE
514-521-4198 # 221
INFO@USINE-C.COM

Paiement par chèque libellé
à l'ordre de l'**Usine C**

*Un reçu pour fins fiscales sera émis au montant admissible de 200$/billet

Postez le chèque (à l'ordre de **Usine C**)
et le formulaire dûment remplis à :
Usine C / Soirée bénéfice
1345, avenue Lalonde
Montréal (Québec) H2L 5A9

Nous préférons effectuer notre paiement par carte de crédit.

( ) VISA ( ) Mastercard

NOM DU TITULAIRE _____

NUMÉRO DE LA CARTE _____

DATE D'EXPIRATION

____/____

USINE C

1345, AV. LALONDE - MONTRÉAL

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1195125001

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Usine C	84228

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2019	2020	2021	2022	2023	Années ultérieures	**Total**
Montant		250,00 $						**250,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) :

Date de début : jour (si connu) | mois | année

Date de fin : jour (si connu) | mois | année

Formulaire complété par : Minosoa, Randriamiary

Prénom, nom

Date et heure système : 26 février 2019 11:37:57

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1195125001

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation:

  " Accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 250 $ à Usine C.

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) **250,00 $**

	Années antérieures	**2019**
Montant		250,00 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: **250,00 $**

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306124	07289	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante seront réservés par la demande d'achat numéro **590402**
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Kemly Destin

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2019-02-28**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.09

2019/03/12
18:30

(1)

Dossier # : 1195876001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention et accorder un contrat de services professionnels de 115 802,82 $ à Catalyse Urbaine inc. pour l'élaboration des plans, cahier de charges, suivi et surveillance de chantier pour l'ajout d'une toilette autonettoyante et la rénovation de la vespasienne du Parc du Pied-du-Courant et autoriser une dépense maximale de 127 383,10 $ (appel d'offres public VMP-19-005 - 1 soumissionnaire)

D'autoriser une dépense maximale de 127 383,10 $ pour la fourniture de services professionnels pour l'élaboration des plans, cahier de charges, suivi et surveillance de chantier pour l'ajout d'une toilette autonettoyante et la rénovation de la vespasienne du Parc du Pied-du-Courant (appel d'offres publique VMP-19-005 - 1 soumissionnaire) ;

D'approuver la convention avec Catalyse Urbaine inc. ;

D'accorder, à cette fin, un contrat à Catalyse Urbaine inc., soumissionnaire conforme, au prix et aux conditions de sa soumission, soit au prix total approximatif de 115 802.82 $, taxes incluses;

D'autoriser un budget prévisionnel de contingences de 11 580,28 $, taxes incluses.

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-03-04 10:21

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1195876001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention et accorder un contrat de services professionnels de 115 802,82 $ à Catalyse Urbaine inc. pour l'élaboration des plans, cahier de charges, suivi et surveillance de chantier pour l'ajout d'une toilette autonettoyante et la rénovation de la vespasienne du Parc du Pied-du-Courant et autoriser une dépense maximale de 127 383,10 $ (appel d'offres public VMP-19 -005 - 1 soumissionnaire)

CONTENU

CONTEXTE

Le Parc Au-Pied-du-Courant (anciennement Parc Bellerive) est un lieu privilégié pour se détendre, pour profiter de la vue exceptionnelle du fleuve et de l'île Sainte-Hélène ou pour contempler les feux d'artifices pendant la saison estivale.

La vespasienne du parc est classée comme immeuble de valeur patrimoniale exceptionnelle par le Service de la mise en valeur du territoire et du patrimoine de la Ville de Montréal (Évaluation du patrimoine urbaine, arrondissement Ville-Marie). Construite en 1932, de « modèle G », selon les plans de l'architecte Donat Beaupré, de la Ville de Montréal, elle s'inscrit dans le cadre des travaux d'aide aux chômeurs mis en place par la Ville de Montréal pendant la Grande Dépression suivant l'effondrement boursier de 1929. Une vingtaine de vespasiennes auraient été construites cette même année afin d'améliorer les installations publiques de la ville et les services aux citoyens. À ce jour, il ne reste que deux bâtiments de ce modèle, soit celui du Parc Au-Pied-du-Courant et celle du Parc Jeanne-Mance, dans l'arrondissement Plateau-Mont-Royal.

Son architecture néoclassique témoigne du courant historiciste qui perdure dans les premières décennies 20e siècle et qui est abondamment employé par la Ville de Montréal dans la conception des équipements municipaux. Le plan rectangulaire coiffé d'un toit à deux versants présente une composition symétrique et équilibrée, laquelle est dominée par un fronton soutenu par quatre colonnes en façade. Les chevrons apparents et les faux colombages évoquent des caractéristiques du mouvement Arts and Crafts également populaire à cette époque.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Dossier 1170225001 -Résolution CA17 240166 du 11 avril 2017 - Accorder un contrat à Atmosphäre inc. pour la fourniture et l'installation d'unités sanitaires automatisées et autoriser une dépense maximale de 3 091 335.12$.
Dossier 1170225005 - Résolution CA17 240461 du 12 septembre 2017 - Accorder un

contrat de 561 537.90 $ à Les Constructions H2D inc pour effectuer les travaux de préparation des 3 sites en prévision de l'installation des toilettes autonettoyantes et autoriser une dépense maximale de 573 035.40 $ (appel d'offres public VMP-17-037 - 3 soumissionnaires).

Dossier 1185876004 - Résolution CA18 240171 du 10 avril 2018 - Accorder un contrat de 263 062,80 $ à Les Constructions H2D inc. pour effectuer les travaux de préparation d'un site en prévision de l'installation d'une toilette autonettoyante à la Place Sun Yat Sen et autoriser une dépense maximale de 286 057,80 $ (appel d'offres public VMP-18-008 - 2 soumissionnaires).

Résolution CM18 0551 du 23 avril 2018 - Renommer « parc du Pied-du-Courant » le parc Bellerive situé dans l'arrondissement de Ville-Marie.

Dossier 1186143001 - Résolution CA18 240329 du 12 juin 2018 - Accorder un contrat de 284 563,13 $ à Salvex inc. pour effectuer les travaux d'installation d'une clôture ornementale au parc du Pied-du-Courant et autoriser une dépense maximale de 301 763,13 $ (appel d'offres public VMP-18-013 - 3 soumissionnaires).

DESCRIPTION

La vespasienne, laissée à l'abandon depuis quelques décennies, est condamnée. Quelques travaux, tels que la décontamination partielle et une rénovation temporaire de la toiture, ont été effectuées afin de protéger le bâtiment. En 2017, l'arrondissement Ville-Marie a fait l'acquisition de toilettes autonettoyantes, dont un modèle pouvant être encastrée dans un bâtiment. Afin de préserver l'esprit de l'ensemble paysager néo-classique, le choix de rénover l'ancienne vespasienne pour y encastrer une unité autonettoyante, nous semble optimal. L'ensemble des services, tel que l'aqueduc, l'égout et l'électricité devront être amené au site. Un espace résiduel à la vespasienne servira d'entreposage. Une entrée d'eau et des prises électriques seront ajoutées afin de servir les équipes de la Direction de la culture, du sport et loisirs et du développement social qui utilisent le parc.
Dans le but de supporter l'équipe en place, la Direction des travaux publics désire engager des services professionnels d'une firme spécialisée en architecture et de firmes en ingénierie pour l'élaboration des plans, devis, l'estimation, l'accompagnement durant l'appel d'offre pour construction et la surveillance des travaux pour l'ajout d'une toilette autonettoyante et la rénovation de la vespasienne du Parc au Pied-du-Courant.

L'Adjudicataire devra coordonner et contrôler l'ensemble des activités pour la mise en œuvre du projet, du relevé jusqu'à la construction, tel que décrit dans le Projet de Convention mis en annexe. Chaque discipline demeure responsable de l'information qui sera incluse dans les documents soumis pour appel d'offres.

Les services professionnels incluent :

§ le relevé des équipements existants et la mise en plan dans toutes les disciplines;
§ la préparation des plans d'aménagement détaillés ;
    o En architecture : (incluant les volets aménagements des espaces, accessibilité universelle, signalisation, patrimoine (dont la toiture en ardoise), modification des ouvertures, etc.)
    o En génie du bâtiment : climatisation, ventilation, chauffage, plomberie, sécurité incendie, charpente (structure), électricité, incluant l'électronique incluant caméras, etc.);
    o En génie civil.
§ la préparation des documents d'appel d'offres selon les normes de la Ville incluant les plans et devis de réalisation;

§ suivi pendant et après la période de l'appel d'offres;
§ la gestion des travaux de décontamination;
§ la surveillance en résidence pendant les travaux de toiture;
§ l'assistance pendant la période de garantie.

La portée des travaux vise une rénovation et un réaménagement de la vespasienne afin d'y intégrer une toilette autonettoyante. L'arrondissement a déjà en main l'équipement à intégrer pour la toilette. La liste des travaux est sujette à changement selon les relevés :

· Branchement aqueduc et égout (travaux a effectué de nuit artère rue Notre-Dame);
· Branchement électrique à partir d'un puits de la CSEM et coordination avec Hydro-Québec;
· Distribution électrique sur l'emplacement;
· Éclairage;
· Prises électriques extérieurs;
· Protection incendie;
· Ventilation, chauffage, climatisation;
· Plomberie d'ont l'ajout d'un évier d'entretien;
· Fontaine à boire et accès d'eau à l'extérieur;
· Réfection des fondations et dalles;
· Réfection de la structure;
· Démolition partielle et décontamination;
· Mise à jour de l'enveloppe incluant murs extérieurs, isolation, portes et fenêtres;
· Réfection du plancher;
· Réfection de la toiture en ardoise;
· Constructions intérieures et mobiliers.

JUSTIFICATION

L'appel d'offres publique a été lancé le 6 février 2019. Après 20 jours calendriers alloués pour la période de soumission, le dépôt des offres a été fait le 25 février 2019 à 11h00. Selon la liste des commandes de SÉAO, le cahier des charges a été commandé par trois (3) firmes, dont deux (2) des trois (3) firmes ont soumis une offre de service conjointe.

Un addenda a été émis durant la période d'appel d'offres.

Le délai prévu pour la validité des soumissions est de quatre-vingt-dix (90) jours calendrier suivant la date de l'ouverture des soumissions.

Les offres reçues ont été présentées conformément aux politiques, règlements et encadrements administratifs prévoyant une évaluation en deux étapes à partir des documents fournis, et ce, dans deux enveloppes scellées. Une (1) seule offre de services a été reçue puis analysées en première étape (Évaluation de la conformité et qualification de la proposition technique sans les honoraires - enveloppe no 1). La firme a obtenu le pointage minimal requis, afin d'être admissible à la deuxième étape du processus (Évaluation de l'offre de services incluant les honoraires - enveloppe no 2).

SOUMISSIONS CONFORMES	NOTE INTÉRIM	NOTE FINALE	COÛT DE BASE (TAXES INCLUSES)	AUTRES (contingences 10%) (TAXES INCLUSES)	TOTAL (TAXES INCLUSES)
Catalyse Urbaine	83,17	11,50	115 803 $	11 580 $	127 383 $

Dernière estimation réalisée ($)			110 914 $	11 091 $	122 005 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($)					5 378 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%)					4,41%
Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire ($)					
Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire (%)					

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Imputer cette dépense conformément aux informations financières jointes à ce dossier. Le montant maximal prévu de la dépense est de 127 383.10 $ (taxes incluses) et sera assumé comme suit :

Ce montant comprend le prix de 115 802.82 $ du contrat et un budget prévisionnel de contingences, déboursés et changement de quantités de 11 580.28 $ (taxes incluses). Le montant de la dépense à autoriser est de 127 383.10 $.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Cette intervention est faite en respectant la politique de développement durable de la Ville de Montréal.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

§ Choix des professionnels février 2019 à mars 2019

- § Préparation devis et plans mars 2019 à juillet 2019
- § Appel d'offres entrepreneurs août 2019
- § Octroi du contrat à l'entrepreneur septembre 2019
- § Exécution des travaux septembre 2019 – juin 2020
- § Acceptation provisoire des travaux juin 2020
- § Assistance durant la période de garantie : (12 mois)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Nathalie N HÉBERT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Christian C MIRON
ingenieur(e)

Tél : 514-872-5825
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-28

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics

Tél : 514-872-9763
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2019-02-28

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1195876001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Objet :	Approuver la convention et accorder un contrat de services professionnels de 115 802,82 $ à Catalyse Urbaine inc. pour l'élaboration des plans, cahier de charges, suivi et surveillance de chantier pour l'ajout d'une toilette autonettoyante et la rénovation de la vespasienne du Parc du Pied-du-Courant et autoriser une dépense maximale de 127 383,10 $ (appel d'offres public VMP-19-005 - 1 soumissionnaire)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1195876001.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 868-4567

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-03-01

Dominique MARTHET
Chef de division

Tél : 514 872-2995
Division : Ressources financières

S.C.A.R.M.

Direction de l'approvisionnement

Analyse et évaluation des soumissions en services professionnels

Résultat global

VMP-19-005 - Services professionnels en architecture et ingénierie pour l'ajout d'une toilette autonettoyante et la rénovation de la vespasienne du Parc Au-Pied-du-Courant

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 15%	Capacité de production des firmes et échéancier 20%	Expérience et expertise de la firme dans des projets similaires 30%	Expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe 30%	Pointage intérimaire 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Catalyse Urbaine	3,67	11,83	15,67	27,00	25,00	83,17	115 802,82 $	11,50	1
0						-		-	
0						-		-	
0						-		-	
0						-		-	
0						-		-	
0						-		-	
0						-		-	
0						-		-	
0						-		-	

Comité	
Date	mercredi 27-02-2019
Heure	13 h 30
Lieu	800 blvd de Maisonneuve est, bureaux de l'arrondissement de Ville-Marie

Multiplicateur d'ajustement
10000

Agent d'approvisionnement	Julie Roy	Julie Roy 27-02-2019

Préposée à la gestion des contrats.

copie originale

Montréal

Direction des travaux publics Arrondissement Ville-Marie 800, boulevard de Maisonneuve Est, 17e étage Montréal (Québec) H2L 4L8	SECTION IV FORMULAIRES DE SOUMISSION Bordereau de soumission	Appel d'offres public N° VMP-19-005 services professionnels APP_161_SP_R2_201107_public_20170817

Services professionnels en architecture et ingénierie pour l'ajout d'une toilette autonettoyante et la rénovation de la vespasienne du Parc Au-Pied-du-Courant

Description		
a) Conception - Validation des données et relevés		14 560. $
b) Service de base en architecture		41 330. $
c) Service de base en génie civil		12 615 $
d) Service de base en structure		9 480 $
e) Service de base en électricité		10 125 $
f) Service de base en mécanique		10 610 $
g) Coût séparé pour réunion de chantier supplémentaire	500 $ x 4	2 000 $
SOUS-TOTAL		100 720 $

Taxe sur les produits et services (5 %) : 5 036 $

Taxe de vente provinciale (9,975 %) : 10 046 $

TOTAL : 115 802,82 $

Informations complémentaires

Veuillez insérer ce document dans l'« Enveloppe n°2 ».

Important :

Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions du cahier des charges pourra entraîner le rejet de la soumission

Identification du soumissionnaire
Nom de la compagnie

CATALYSE URBAINE

Adresse
1100 de Condé

Ville	Code postal	Téléphone	Télécopieur
Montréal	H3K 2E3	514-934-6346	514-934-1414

Nom de la personne responsable (en majuscules)
JULIETTE PATTERSON

Signature du responsable	Date Jour	Mois	Année
Juliette Patterson	25.02.19	02	2019

Le montant soumis doit être exprimé en dollars canadiens

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1195876001

Nature du dossier : Contrat de services professionnels

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Catalyse Urbaine inc.	137817

Financement : PTI

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2019	2020	2021	2022	2023	Années ultérieures	**Total**
Montant		101 906,48 $	25 476,62 $					**127 383,10 $**

☑ Le responsable du projet s'engage à produire une évaluation de la performance du(des) fournisseur(s) à la fin du contrat.

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 19

Date de début :	jour (si connu)	mois	année	Date de fin :	jour (si connu)	mois	année
	12	mars	2019		12	octobre	2020

Formulaire complété par : catherine, grenier

Prénom, nom

Date et heure système : 01 mars 2019 11:22:36

Ville-Marie
Montréal

Services professionnels en architecture et ingénierie pour l'ajout d'une toilette autonettoyante et la rénovation de la vespasienne du Parc Au-Pied-du-Courant

VMP-19-005

Procès-verbal d'une séance d'ouverture de soumissions tenue le 25 février 2019, à 11 heures, au bureau d'arrondissement situé au 17e étage du 800, boulevard De Maisonneuve Est, Montréal.

Aux date, heure et lieu mentionnés dans l'avis d'appel d'offres publié le 6 février 2019 dans *Le Devoir*, les soumissions reçues dans le délai requis sont ouvertes publiquement par madame Josée Kenny, analyste de dossiers, et en présence de madame Catherine Grenier, gestionnaire de projet et de madame Jacinthe Meilleur, analyste de dossiers.

S'agissant de soumissions relatives à la fourniture de services professionnels dont le prix soumis doit, à cette étape, demeurer confidentiel selon la loi, seules les informations qui suivent concernant les soumissionnaires sont déclarées à haute voix :

Nom de l'entreprise
Catalyse Urbaine inc.

2019-02-25
Josée Kenny — date
Analyste de dossiers

Meilleur 2019-02-25
Jacinthe Meilleur — date
Analyste de dossiers

2019-02-25
Catherine Grenier — date
Gestionnaire de projet

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS
ARCHITECTURE ET GÉNIE DE BÂTIMENT

PROJET

PROGRAMME DE PROTECTION
DES BÂTIMENTS ADMINISTRATIFS

INDEX :

Ville de Montréal
Service des immeubles

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 DÉFINITIONS
1.2 OBJET DE LA CONVENTION
1.3 DURÉE
1.4 ÉCHÉANCIER DU PROJET
1.5 INTERPRÉTATION

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DE L'ARCHITECTE ET DE L'INGÉNIEUR

2.1 GÉNÉRALITÉS
2.2 DONNÉES DU PROJET
2.3 DOCUMENTS
2.4 PROPRIÉTÉ DES DOCUMENTS
2.5 PRÉSENTATION DES ÉCHÉANCIERS
2.6 CODES ET RÈGLEMENTS
2.7 PRODUITS ET INTÉRÊTS
2.8 ASSURANCES
2.9 PRÉPARATION ET ADMINISTRATION DE LA PREUVE

ARTICLE 3 - OBLIGATIONS ET AUTORITÉ DE LA VILLE

3.1 DOCUMENTS
3.2 AUTORITÉ

ARTICLE 4 - DESCRIPTION DES SERVICES

4.1 SERVICES DE BASE
- 4.1.1 Phase de conception - validation des données - esquisse
  - 4.1.1.1 Validation des données du projet
  - 4.1.1.2 Esquisse
- 4.1.2 Phase de conception - dossier préliminaire
- 4.1.3 Phase de conception - dossier définitif
- 4.1.4 Phase de construction - l'appel d'offres
- 4.1.5 Phase de construction - chantier
- 4.1.6 Phase de construction - plans et cahier des charges « tel que construit »
- 4.1.7 Phase de construction - période de garantie

4.2 SERVICES SUPPLÉMENTAIRES

ARTICLE 5 - RÉMUNÉRATION

5.1 HONORAIRES
- 5.1.1 Méthode du pourcentage
- 5.1.2 Méthode du taux horaire
- 5.1.3 Méthode du forfait

PROJET

5.2 MODALITÉS DE PAIEMENT
5.2.1 Généralités
5.2.2 Méthode du pourcentage
5.2.3 Méthode du taux horaire
5.2.4 Méthode du forfait
5.3 MODIFICATIONS
5.3.1 En phase de conception
5.3.2 En phase de construction
5.3.3 Modifications résultant d'erreurs ou d'omissions
5.4 RÉSILIATION OU SUSPENSION

ARTICLE 6 - ESTIMATIONS

6.1 CLASSIFICATION
6.2 MÉTHODE ÉLÉMENTALE
6.3 COÛTS UNITAIRES DU PROJET

ARTICLE 7 - CLAUSES FINALES

7.1 ÉLECTION DE DOMICILE
7.2 CESSION DE LA CONVENTION
7.3 ENTENTE COMPLÈTE
7.4 SOLIDARITÉ
7.5 VALIDITÉ
7.6 LOIS APPLICABLES

PROJET

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, **[CHOISIR OBLIGATOIREMENT UNE SEULE DÉSIGNATION SELON L'INSTANCE DÉCISIONNELLE FINALE QUI DOIT APPROUVER LA CONVENTION]**;

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **(NOM DE LA SOCIÉTÉ D'ARCHITECTES)**, société d'architectes, ayant sa principale place d'affaires au (inscrire l'adresse), agissant et représentée par (inscrire le nom et le titre de la personne autorisée), déclarant lui-même(elle-même) être associé(e) et être expressément autorisé(e) à agir aux fins des présentes en vertu d'une résolution des associés adoptée le (inscrire la date);

Numéro d'inscription T.P.S. :
Numéro d'inscription T.V.Q. :

Ci-après appelée l'« **Architecte** » ou le « **Coordonnateur** »

ET : **(NOM DE LA CORPORATION D'INGÉNIEURS)**, personne morale légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires au (inscrire l'adresse), agissant et représentée par (inscrire le nom et le titre de la personne autorisée), dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le (inscrire la date);

Numéro d'inscription T.P.S. :
Numéro d'inscription T.V.Q. :

Ci-après appelée l'« **Ingénieur** »

ET : **(NOM DE LA CORPORATION D'INGÉNIEURS)**, personne morale légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires au (inscrire l'adresse), agissant et représentée par (inscrire le nom et le titre de la personne autorisée), dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le (inscrire la date);

Numéro d'inscription T.P.S. :
Numéro d'inscription T.V.Q. :

Ci-après appelée l'« **Ingénieur** »

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

PROJET

ARTICLE 1
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Architecte** »

Un membre de l'Ordre des architectes du Québec ou le détenteur d'un permis temporaire émis par cet Ordre;

« **Avenant** »

Toute modification au marché;

« **Consultant** »

Une personne morale ou physique, membre ou non d'une société ou d'une association professionnelle, offrant des services spécialisés, tels que design d'intérieur, programmation, analyse de la valeur, estimation, contrôle des coûts, rédaction de cahier des charges, quincaillerie, circulation verticale, acoustique, alimentation, restauration d'oeuvre d'art;

« **Coordonnateur** »

L'Architecte, sous réserve des droits et obligations dévolus exclusivement à l'Ingénieur, qui assume la coordination des plans et devis et cahier des charges et des addenda pour l'ensemble des disciplines impliquées dans la réalisation de l'ouvrage;

« Coût estimé des travaux »

Le coût prévu pour chaque étape du projet tel qu'évalué par la Ville, lequel pourrait être modifié par le Coordonnateur à la phase de la conception avec l'approbation préalable et écrite du Directeur. Ce coût **inclut** les frais généraux, les frais d'administration et les bénéfices des entrepreneurs, mais **exclut** :

a) les taxes sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.);

b) le coût des travaux contingents;

c) les honoraires et déboursés des professionnels;

d) le coût de la machinerie et de l'outillage requis pour un procédé de production, de fabrication, de traitement ou de transformation contenu dans l'ouvrage, sauf s'ils font partie du marché;

e) les frais d'acquisition d'immeubles;

f) les frais de démolition d'immeubles, sauf s'ils font partie du marché;

g) le coût de sondages, essais, analyses et contrôle des matériaux, sauf s'ils font partie du marché;

PROJET

h) les frais de déplacement des installations de services publics exécutés par leurs propriétaires respectifs;

i) le coût des accessoires fixes et des oeuvres d'art pour lesquels l'Architecte ou l'Ingénieur n'a pas rendu de services professionnels, sauf s'ils sont spécifiquement inclus à la présente convention;

j) les frais résultant d'erreurs ou d'omissions de l'Architecte et/ou de l'Ingénieur;

k) les allocations incluses au cahier des charges pour lesquelles l'Architecte ou l'Ingénieur n'a pas rendu de services professionnels;

« **Coût réel des travaux** »

Le montant versé par la Ville, à un entrepreneur, en vertu d'un marché dont les éléments sont inclus dans le coût estimé des travaux;

« **Directeur** »

Le Directeur du Service des immeubles de la Ville ou son représentant dûment autorisé;

« **Données générales de la mission** » ou « **Annexe 1** »

L'ensemble des informations communiquées à l'Architecte et à l'Ingénieur par le Directeur au début de la mission. Elles détaillent l'objet de la convention et constituent l'expression des objectifs, des besoins, des budgets, des calendriers et des exigences de la Ville concernant l'exécution de la mission dans le cadre de la présente convention. Ce document daté du 6 février 2019 est joint aux présentes comme Annexe 1 et fait partie intégrante de la présente convention sans qu'il soit nécessaire de l'annexer physiquement;

« **Équipe** »

Le personnel de l'Architecte et/ou de l'Ingénieur affecté à la mission;

« **Entrepreneur** »

Toute personne à qui la Ville octroie le marché;

« **Ingénieur** »

Un membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec ou le détenteur d'un permis temporaire émis par cet Ordre;

« **Marché** »

Le contrat entre la Ville et un entrepreneur pour l'exécution de l'ouvrage;

« **Mission** »

Les services professionnels requis pour satisfaire les besoins de la Ville comme spécifié à la présente convention et à ses Annexes;

PROJET

« **Offre de services professionnels** » ou « **Annexe 2** »

Le document présenté le (inscrire la date) par l'Architecte et l'Ingénieur qui fait partie intégrante de la présente convention sans qu'il soit nécessaire de l'annexer physiquement;

« **Ouvrage** »

Les travaux réalisés par l'entrepreneur conformément aux plans et devis et cahier des charges préparés par l'Architecte et l'Ingénieur;

« **Personnel de soutien** »

Le personnel de l'Architecte et de l'Ingénieur autre que le personnel professionnel, technique ou le patron; il comprend, notamment, les secrétaires, les réceptionnistes et les commis de bureau;

« **Programme général** »

Le document contenant l'expression des besoins de la Ville pour chaque projet;

« **Projet** »

L'ajout d'une toilette autonettoyante et rénovation de la vespasienne du Parc Au-Pied-du-Courant comme prévu aux plans, devis et cahier des charges préparés conformément aux présentes.

1.2 OBJET DE LA CONVENTION

1.2.1 La Ville retient les services de l'Architecte et de l'Ingénieur qui s'engagent, chacun dans leur champ de compétence, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2, à rendre les services professionnels en architecture et en ingénierie, de manière à remplir la mission, à réaliser les plans et devis et cahier des charges pour les appels d'offres, à surveiller les travaux et à effectuer certaines expertises techniques dans le cadre du projet.

1.2.2 L'Architecte s'engage en outre à agir comme Coordonnateur. Cependant, cette responsabilité de coordination ne doit pas être considérée comme conférant à l'Architecte un pouvoir d'intervention dans le champ exclusif de compétence de l'Ingénieur.

1.3 DURÉE

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les parties et se termine lorsque les services professionnels couverts par cette convention auront été exécutés de façon satisfaisante, sous réserve des dispositions de l'article 5.4.

1.4 ÉCHÉANCIER DU PROJET

Dans les dix (10) jours suivant l'ordre d'entreprendre la mission, le Coordonnateur doit soumettre au Directeur, pour approbation, un échéancier sommaire incluant les biens livrables. Les délais d'approbation imputables à la Ville et reproduits dans le tableau ci-après ainsi que l'échéancier prévisionnel à être fourni par la Ville pour chaque projet et apparaissant en outre dans le programme général devront être pris en considération lors de l'établissement de cet échéancier.

PROJET

Délais d'approbation imputables à la Ville

ÉTAPE	RAISON	DÉLAI MAXIMUM
ESQUISSE	Examen et approbation	5 jours ouvrables
DOSSIER PRÉLIMINAIRE	Examen et approbation	10 jours ouvrables
DOSSIER DÉFINITIF	Examen et approbation à 50 % Examen et approbation à 90 % Examen et approbation à 100 %	10 jours ouvrables 10 jours ouvrables 10 jours ouvrables
APPEL D'OFFRES	Période entre l'approbation du dossier définitif à 100 % et l'annonce dans les journaux Période pour l'ouverture des soumissions, l'octroi de contrat et l'approbation du gouvernement du Québec	10 jours ouvrables 90 jours de calendrier

1.5 INTERPRÉTATION

Les données générales de la mission, le programme général et l'offre de services professionnels font partie intégrante de la présente convention.

Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition des données générales de la mission, du programme général et de l'offre de services professionnels qui serait inconciliable avec celui-ci.

Le texte des données générales de la mission prévaut sur toute disposition du programme général et de l'offre de services professionnels qui serait inconciliable avec celui-ci.

Le texte du programme général prévaut sur toute disposition de l'offre de services professionnels qui serait inconciliable avec celui-ci.

La table des matières et les titres des articles ont pour seul but de faciliter la consultation de la présente convention. Ils ne doivent en aucun cas être interprétés de manière à limiter ou dénaturer le sens des dispositions de la convention.

ARTICLE 2
OBLIGATIONS DE L'ARCHITECTE ET DE L'INGÉNIEUR

2.1 GÉNÉRALITÉS

2.1.1 L'Architecte et l'Ingénieur doivent confier l'exécution de la présente convention à l'équipe désignée à l'offre de services, exécuter leur travail avec soin et assiduité, en collaboration étroite avec le chargé de projet de la Ville et respecter les procédures en usage à la Ville. L'Architecte doit assigner, en tout temps, un Coordonnateur compétent et s'assurer que tout le personnel requis pour l'exécution complète de la présente convention soit fourni. Le Coordonnateur doit assister à toutes les réunions. Il est réputé avoir la compétence et l'autorité requises pour prendre toutes les décisions relatives à

PROJET

la coordination des présentes. Toutes les directives verbales et écrites qui lui sont transmises par le Directeur sont réputées avoir été transmises directement à l'Ingénieur.

2.1.2 L'Architecte et l'Ingénieur ne peuvent refuser d'exécuter un service requis par le Directeur dans le cadre de la présente convention ou en retarder l'exécution, sauf s'il met en danger la vie des personnes ou l'intégrité de l'ouvrage.

2.1.3 Le Coordonnateur doit assurer la coordination de tous les professionnels ou spécialistes dont les services sont requis par la Ville pour compléter l'ouvrage. De plus, il doit concilier et coordonner tous les documents de toutes les disciplines et les faire parvenir au Directeur dans les délais prescrits.

2.1.4 L'Architecte et l'Ingénieur ne pourront engager aucune des phases, étapes ou projets énumérés dans les données générales de la mission ou dans le programme général sans y avoir été spécifiquement autorisés par écrit, au préalable, par le Directeur.

2.1.5 L'Architecte et l'Ingénieur s'engagent à ne pas révéler à des tiers les données et renseignements fournis par les représentants de la Ville ou toute information confidentielle qui leur serait révélée à l'occasion de l'exécution de la présente convention.

2.1.6 L'Architecte et l'Ingénieur doivent obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser les données, renseignements ou informations à d'autres fins que celles de la présente convention.

2.1.7 L'Architecte et l'Ingénieur doivent s'assurer que la réglementation relative aux produits contenant de l'amiante soit respectée durant les travaux et que les plans et devis et cahiers des charges reflètent la situation réelle de façon à protéger la santé et assurer la sécurité des occupants et des travailleurs.

2.1.8 L'Architecte et l'Ingénieur ne doivent d'aucune manière porter atteinte aux droits et prérogatives de la Ville.

2.2 DONNÉES DU PROJET

2.2.1 L'Architecte et l'Ingénieur s'engagent à respecter toutes les données générales de la mission et le programme général qui leur sont communiquées par le Directeur ou qui sont modifiées avec son autorisation écrite.

2.2.2 L'Architecte et l'Ingénieur doivent s'assurer de l'adéquation de toutes ces données et, le cas échéant, signaler par écrit au Directeur, dans les plus brefs délais, tout écart entre ces données. Ils doivent également lui formuler des propositions pour rétablir l'adéquation de toutes les données.

2.2.3 L'Architecte et l'Ingénieur sont responsables de tous les coûts supplémentaires et de tous les frais encourus par la Ville résultant de toute modification des données, non autorisée au préalable par le Directeur, ou résultant de la négligence de l'Architecte et de l'Ingénieur de s'assurer de l'adéquation de ces données.

2.2.4 L'Architecte et l'Ingénieur sont aussi responsables d'assurer la conformité des documents produits avec les données générales de la mission et le programme général. Le Directeur pourra donc, à tout moment, demander des modifications aux documents de l'Architecte et de l'Ingénieur afin de les rendre conformes, et ce, sans frais pour la Ville.

PROJET

2.2.5 Lors de toute modification aux données du projet par l'une ou l'autre des parties, le Coordonnateur sera tenu d'aviser le Directeur, dans les dix (10) jours de calendrier, de toutes les conséquences de telle modification sur le calendrier d'exécution, le budget et les honoraires, eu égard aux obligations de l'Architecte et de l'Ingénieur en vertu de la présente convention.

2.2.6 À la phase construction, le Coordonnateur doit obtenir l'accord du Directeur avant de procéder aux études relatives aux modifications à l'ouvrage. Celles-ci doivent comprendre la description détaillée des travaux à effectuer, pour fins de transmission à l'entrepreneur, ainsi que leur impact sur le coût des travaux, le calendrier d'exécution et la qualité de l'ouvrage et une explication sur la cause et les circonstances rendant ces modifications nécessaires.

2.2.7 Si le Directeur en fait la demande, l'Architecte et l'Ingénieur devront participer à un atelier de l'analyse de la valeur, à l'une ou l'autre des étapes du projet. L'Architecte et l'Ingénieur ne sont pas tenus d'animer ces ateliers mais devront fournir toutes les informations requises.

La participation de l'Architecte et de l'Ingénieur à ces ateliers fait partie des services de base.

2.3 DOCUMENTS

2.3.1 L'Architecte et l'Ingénieur fournissent au Directeur, sans frais, le nombre de copies complètes des documents requis à chaque étape du projet, comme indiqué ci-dessous.

PHASE	ÉTAPES	DOCUMENTS À FOURNIR	NOMBRE DE COPIES
CONCEPTION	Validation des données et esquisse	Validation du programme, calendrier et esquisse	10
	Dossier préliminaire	Plans et cahier des charges préliminaires	10
	Dossier définitif	Plan et cahier des charges définitifs à 50 %	10
		Plan et cahier des charges définitifs à 90 %	10
		Plan et cahier des charges définitifs à 100 %	10
	Appel d'offres	Dossier d'appel d'offres	10*
		Addenda	10*
	Chantier	Dessins de fabrication	5
		Demandes et ordres de changement	2
CONSTRUCTION	Tel que construit	Plans et cahier des charges “tel que construit”	1 reproductible et 1 sup. Info.
	Période de garantie		
	Général	Compte rendu des réunions à toutes les personnes présentes	1

* excluant les copies à fournir aux entrepreneurs soumissionnaires et aux sous-traitants

PROJET

2.3.2 L'Architecte et l'Ingénieur doivent préparer, sous la direction du Coordonnateur, le cahier des charges. Pour ce faire, le Directeur fournira au Coordonnateur le cahier des charges du service requérant. Ce cahier comprend notamment l'index au cahier des charges, le cahier des clauses administratives générales, le cahier des clauses administratives spéciales, les prescriptions normalisées pertinentes au projet, le cahier des instructions aux soumissionnaires et les formulaires de soumissions. Ces documents de la Ville ne peuvent être modifiés. Ils ne peuvent qu'être complétés par des clauses spéciales particulières au contrat.

Le Coordonnateur remet à la Ville une version informatique finale du cahier des charges, compatible avec les logiciels utilisés par la Ville, les fascicules étant classés individuellement en fichiers clairement identifiés par leur numéro.

2.3.3 Le Coordonnateur remet au Directeur, à la fin des travaux, une copie reproductible des dessins, plans et devis et cahier des charges « tel que construit » relevant de sa coordination, incluant tous les avenants. Doivent aussi accompagner ces documents tous les manuels d'instructions requis au cahier des charges, ainsi qu'une copie des dessins sur support informatique compatible avec les logiciels utilisés par la Ville.

2.3.4 À chacune des étapes, le Coordonnateur remet au Directeur un dossier complet qui sera évalué par un comité technique formé d'architectes et d'ingénieurs désignés par le Directeur. L'Architecte et l'Ingénieur devront réviser leur dossier en respectant les demandes qui en découleront et qui leur seront adressées, par écrit, par le Directeur.

2.3.5 Si le Directeur demande au Coordonnateur d'obtenir un document ou de procéder à un relevé, l'Architecte et l'Ingénieur seront responsables de tout coût supplémentaire encouru pour la réalisation de l'ouvrage, découlant de l'inexactitude de tout tel document ou relevé.

2.3.6 Le Coordonnateur doit signaler au Directeur toute modification apportée à des documents fournis ou approuvés par le Directeur, et ce, à toutes les phases du projet. Le Directeur aura toute autorité pour refuser une modification non autorisée préalablement, par écrit.

2.3.7 Si le Directeur l'exige, l'Architecte et l'Ingénieur seront tenus de corriger ou reprendre à leurs frais les documents non conformes qu'ils ont produits et devront rémunérer le ou les autres professionnels dont les services sont aussi requis en raison de cette correction. La Ville ne peut être tenue responsable d'aucune conséquence de telle correction.

2.3.8 Le Coordonnateur s'engage à ce que les comptes rendus des réunions parviennent aux représentants de la Ville, dans les deux (2) jours suivant la tenue des réunions périodiques et dans les cinq (5) jours de toute autre réunion.

2.3.9 Si la présente convention est résiliée ou suspendue par la Ville, l'Architecte et l'Ingénieur seront tenus de remettre à la Ville une copie complète des documents les plus récents sur le support approprié.

2.3.10 Le Coordonateur doit transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique ce dernier, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités.

PROJET

2.3.11 Le Coordonateur doit transmettre au Directeur, selon les modalités que lui indique ce dernier, les rapports de surveillance de chantier.

2.4 PROPRIÉTÉ DES DOCUMENTS

2.4.1 L'Architecte et l'Ingénieur cèdent à la Ville tous leurs droits de propriété sur les documents produits dans le cadre de la présente convention.

2.4.2 L'Architecte et l'Ingénieur garantissent la Ville qu'ils sont les seuls propriétaires ou les usagers autorisés de tous les droits de propriété intellectuelle, y compris les droits d'auteur relatifs aux documents produits dans le cadre de la présente convention. À cet égard, ils s'engagent à prendre fait et cause pour la Ville et la tenir indemne de toute réclamation, décision ou jugement prononcé à son encontre en capital, intérêts et frais.

2.5 PRÉSENTATION DES ÉCHÉANCIERS

2.5.1 Le Coordonnateur doit présenter tous les calendriers sous forme de diagramme de Gantt.

2.5.2 L'inventaire des tâches ainsi que la liste des jalons et événements-clés du projet doivent être soumis au Directeur pour approbation.

2.5.3 Les calendriers doivent indiquer la durée en jours de calendrier et la date de début et de fin pour chacune des tâches inventoriées, les dates des jalons et événements-clés ainsi que les périodes de congés statutaires. Une fois acceptées par le Directeur, ces dates doivent être respectées tout au long de l'étape et validées de nouveau par le Coordonnateur et le Directeur à chaque étape.

2.6 CODES ET RÈGLEMENTS

2.6.1 L'Architecte et l'Ingénieur doivent respecter les lois, codes et règlements applicables à l'ouvrage. Ils sont responsables des frais encourus par la Ville qui résulteraient de l'inobservation de ces lois, codes et règlements.

2.6.2 Le Coordonnateur doit obtenir toutes les acceptations et approbations requises des autorités compétentes.

2.6.3 Le Coordonnateur doit vérifier l'existence de services publics et privés sur le site du projet et aviser le Directeur des délais ou coûts supplémentaires reliés à la protection ou à la relocalisation de ces services.

2.7 PRODUITS ET INTÉRÊTS

2.7.1 L'Architecte et l'Ingénieur ne doivent avoir aucun intérêt pécuniaire dans l'acquisition ou l'utilisation, durant l'exécution de la présente convention, des matériaux ou services ayant quelque relation directe ou indirecte avec l'ouvrage. Ils ne devront recevoir de tiers, aucune commission, indemnité ou autre rémunération ayant quelque relation directe ou indirecte avec l'ouvrage.

Toutefois, la possession de moins de 1 % des actions réellement émises d'une personne morale dont les valeurs sont inscrites à la bourse ne sera pas considérée comme intérêt pécuniaire.

PROJET

2.7.2 L'Architecte et l'Ingénieur doivent respecter tout au long de leur prestation de services, leur déclaration concernant les intérêts en matière d'armements nucléaires, jointe à l'offre de services professionnels.

2.8 ASSURANCES

2.8.1 L'Architecte et l'Ingénieur doivent chacun remettre au Directeur, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, l'original ou une copie certifiée d'une police d'assurance responsabilité civile au montant de deux millions de dollars (2 000 000,00 $) par accident ou par événement, et un certificat d'assurance responsabilité professionnelle au montant de deux millions de dollars (2 000 000,00 $) par réclamation.

2.8.2 L'Architecte et l'Ingénieur devront soumettre annuellement à la Ville une preuve de renouvellement de ces polices d'assurance sous forme de copies dûment certifiées du certificat de renouvellement. À défaut par l'Architecte et l'Ingénieur de renouveler ces polices, la Ville pourra le faire à leurs frais.

2.8.3 Les polices d'assurance doivent être maintenues en vigueur, aux frais de l'Architecte et de l'Ingénieur, à compter de la signature de la présente convention, jusqu'à l'écoulement d'une période de douze (12) mois après la date de fin des travaux pour l'assurance responsabilité civile et jusqu'à l'écoulement de sa responsabilité aux termes du Code civil du Québec pour l'assurance responsabilité professionnelle.

Si le projet est résilié ou suspendu avant le début de la construction, l'Architecte et l'Ingénieur peuvent mettre fin à la police d'assurance responsabilité civile dans les trente (30) jours de la réception de l'avis de résiliation ou dans les cent vingt (120) jours de la réception de l'avis de suspension, selon le cas.

2.8.4 Les polices d'assurance ci-avant mentionnées doivent comporter un avenant stipulant qu'elles ne peuvent être modifiées ou annulées sans un préavis d'au moins trente (30) jours à la Ville. Dans le cas de l'assurance responsabilité civile, cet avenant doit, en outre, désigner la Ville comme coassurée.

2.9 PRÉPARATION ET ADMINISTRATION DE LA PREUVE

L'Architecte et l'Ingénieur doivent collaborer, sans frais supplémentaires, à la préparation et à l'administration de la preuve raisonnablement requises par la Ville en cas de litige opposant cette dernière à un tiers en raison des travaux visés par la présente convention.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS ET AUTORITÉ DE LA VILLE

3.1 DOCUMENTS

3.1.1 La Ville s'engage à fournir à l'Architecte et à l'Ingénieur la collaboration du Directeur ainsi que les renseignements et documents qu'elle possède en regard du projet.

3.1.2 Le Directeur fournit au Coordonnateur une copie du cahier des charges de la Ville (cf. art. 2.3.2).

3.1.3 Les renseignements fournis par la Ville au Coordonnateur en vue de la préparation des dessins, plans et devis, cahier des charges et autres documents, sont tenus pour

PROJET

exacts. Cependant, si l'Architecte et l'Ingénieur constatent une inexactitude dans ces renseignements, ils doivent en aviser immédiatement le Directeur qui pourra y apporter des modifications, s'il le juge à propos.

3.1.4 La Ville fournit au Coordonnateur la feuille de base pour les clauses spéciales sur support informatique avec une procédure d'utilisation.

3.1.5 À chaque étape, le Directeur procédera à un examen d'ordre général des documents produits par l'Architecte et l'Ingénieur. Cet examen d'ordre général se fait par des pairs dans chacune des disciplines concernées par le projet. Cet examen vise deux objectifs : vérifier le degré d'avancement des documents pour fins de paiement des honoraires et s'assurer que les documents produits par l'Architecte et l'Ingénieur répondent aux exigences de la Ville. Il ne doit, en aucun cas, être interprété par l'Architecte et l'Ingénieur comme une renonciation par la Ville à invoquer la responsabilité de l'Architecte et de l'Ingénieur à l'égard des documents fournis ou des services rendus.

3.2 AUTORITÉ

3.2.1 Seul le Directeur a pleine compétence pour :

a) gérer l'exécution de la présente convention;

b) décider de toute question soulevée par l'Architecte et l'Ingénieur quant à l'interprétation de la convention de services et des autres documents faisant partie des présentes;

c) refuser les travaux, recherches et rapports de l'Architecte et de l'Ingénieur qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux exigences de la Ville exprimées conformément aux présentes;

d) exiger de l'Architecte et de l'Ingénieur la rectification et la correction de leurs travaux et rapports à leurs frais.

3.2.2 Seul le Directeur peut autoriser le Coordonnateur à exécuter ou faire exécuter un service supplémentaire et connexe à l'objet de la présente convention.

ARTICLE 4
DESCRIPTION DES SERVICES

4.1 SERVICES DE BASE

Les services de base de l'Architecte et de l'Ingénieur incluent notamment les relevés, la planification, l'organisation, l'élaboration des dessins, plans et devis, la préparation du cahier des charges, la surveillance des travaux, la conciliation de tous les documents, la participation à des ateliers de l'analyse de la valeur et la préparation des dessins, plans et devis et cahier des charges « tel que construit ». Le Coordonnateur a, outre la coordination des services prévus aux présentes, la responsabilité des estimations et des calendriers ainsi que de la rédaction des comptes rendus des réunions périodiques de coordination et de chantier et la remise de ces comptes rendus aux participants ou personnes intéressées.

Pour les travaux de toiture, la Ville exige une surveillance des travaux en résidence réalisée par une firme spécialisée dont les services sont retenus par l'Architecte aux frais de ce dernier.

PROJET

4.1.1 Phase de conception - validation des données – esquisse

La phase de conception-esquisse est amorcée seulement après la réception, par le Coordonnateur, de la lettre de début de mission signée par le Directeur. Cette phase comprend la validation des données générales de la mission et du programme général du projet et la présentation de l'esquisse.

4.1.1.1 Validation des données du projet

La validation des données générales de la mission et du programme général du projet inclut, mais sans s'y restreindre, les services suivants :

a) l'étude et l'analyse des informations fournies;

b) l'identification des contraintes et exigences propres aux différentes interventions incluant celles des autres professionnels;

c) la vérification de l'adéquation des informations (budget/programme/échéancier);

d) le cas échéant, une proposition alternative afin de respecter cette adéquation (budget/programme/échéancier);

e) la rédaction d'un document incluant le programme validé ou révisé et, selon le cas, une estimation classe « C » telle que définie à l'article 6 et le calendrier global de l'intervention.

L'Architecte et l'Ingénieur doivent préalablement signer le document soumis pour approbation au Directeur et doivent en respecter toutes les données et tous les éléments constitutifs à partir de la date de cette approbation.

Toute modification aux données générales de la mission et au programme général devra être approuvée par écrit par le Directeur.

4.1.1.2 Esquisse

L'esquisse est le résultat de l'examen de différentes approches de conception et de construction en adéquation avec le programme général validé par l'Architecte et l'Ingénieur et approuvé par le Directeur. Elle exprime sommairement le parti architectural, l'orientation générale du choix des matériaux et la planification globale des espaces, des systèmes par discipline et des techniques de construction propres au projet.

L'esquisse doit tenir compte de toutes les données normalement considérées lors de la conception d'un projet, en particulier : les relevés, codes et règlements, l'ingénierie, la sécurité, l'ergonomie, le fonctionnement, la disposition du mobilier et les équipements, etc.

Les tâches à réaliser et les documents à produire, en plus de ceux énumérés à l'article 4.1.1.1, comprennent notamment :

a) les relevés sur place des composantes existantes;

PROJET

b) les vues en plan, en coupe et en élévation, faites à main levée ou à l'instrument, nécessaires pour exposer clairement les solutions proposées par l'Architecte quant au parti architectural du projet et de la planification globale des espaces;

les dessins peuvent en certaines occasions être omis ou remplacés par des photographies annotées ou par tout autre moyen visuel adéquat dans les circonstances particulières d'un projet;

c) si requis, les vues en plan et en coupe et les détails, faits à main levée ou à l'instrument, nécessaires pour exposer clairement les solutions proposées par l'Ingénieur quant au choix de systèmes et sous-systèmes en charpente;

d) si requis, les dessins et descriptions de systèmes ou équipements nécessaires pour exposer clairement les solutions proposées par l'Ingénieur quant au choix de systèmes et sous-systèmes pour chacune des autres disciplines d'ingénierie;

e) un tableau des types de matériaux envisagés pour le projet.

4.1.2 Phase de conception - dossier préliminaire

Le dossier préliminaire est amorcé seulement après l'approbation écrite, par le Directeur, des documents produits à la phase de l'esquisse. À la phase du dossier préliminaire, l'Architecte et l'Ingénieur exécutent et soumettent au Directeur les documents suivants :

a) des dessins préliminaires, à une échelle convenable, qui sont la mise au propre de l'esquisse et comprennent, entre autres :

pour l'Architecte : le plan d'implantation, les plans de tous les étages, les coupes et les élévations nécessaires à la bonne compréhension du projet ainsi que les coupes de murs et cloisons types et les tableaux sommaires des finis et des portes et cadres;

pour l'Ingénieur en charpente : les plans de charpente, les coupes, les élévations et tous les détails nécessaires à la bonne compréhension du projet;

pour l'Ingénieur civil : les plans de civil, les coupes, les élévations et tous les détails nécessaires à la bonne compréhension du projet;

pour les Ingénieurs en mécanique, en électricité et en électronique : les plans de tous les étages, les diagrammes de distribution ainsi que la description détaillée des systèmes ou équipements nécessaires à la bonne compréhension du projet ainsi que la coordination avec l'Architecte et l'Ingénieur en charpente de l'intégration de tous les appareils et équipements afin de prévoir tous les passages requis, les équipements apparents, les fonds de fixation requis, les préparations de surface à demander, etc.;

b) un devis descriptif ou sommaire, qui énumère les matériaux et les techniques de construction proposés; la conception générale du projet doit être entièrement complétée à cette étape; tous les systèmes et les équipements à incorporer à l'ouvrage doivent avoir été choisis;

PROJET

c) une estimation classe « B » comme définie à l'article 6 de la présente convention;

d) un calendrier d'exécution du projet.

Si l'une ou plusieurs des données approuvées par le Directeur à la phase de l'esquisse ne peuvent être respectées, le Coordonnateur proposera au Directeur la révision du programme général afin d'en rétablir l'adéquation.

4.1.3 Phase de conception - dossier définitif

Le dossier définitif est amorcé après l'approbation écrite du dossier préliminaire par le Directeur. Pour chacune des étapes du dossier définitif, l'Architecte et l'Ingénieur procèdent à la confection des plans et des devis définitifs qu'ils remettent au Directeur pour approbation. Ce dossier consiste à préparer les documents nécessaires pour établir une soumission et pour construire l'ouvrage. Si le Directeur le juge nécessaire, l'Architecte et l'Ingénieur participeront à un atelier d'analyse de la valeur au cours de cette phase. Ce dossier comprend notamment :

a) les dessins définitifs, sous forme de séries de dessins autonomes pour chacune des spécialités;

b) les détails, ordinairement à grande échelle, nécessaires pour préciser certaines parties de l'ouvrage;

c) le cahier des charges complet;

d) les estimations classe « B » à 50 %, classe « A » à 90 % et classes « A » et « A1 » à 100 % selon l'avancement du dossier définitif mentionné à l'article 2.3.1;

e) un calendrier des travaux mis à jour;

f) le dossier de la demande de permis. Celui-ci comprend tous les documents qui seront nécessaires à l'obtention de tous les permis et approbations requis pour entreprendre la réalisation de l'ouvrage. La Ville fait elle-même la demande de permis et est assistée dans sa démarche par le Coordonnateur qui devra notamment participer à des réunions et produire les documents supplémentaires requis par les autorités responsables de la délivrance des permis et autorisations.

4.1.4 Phase de construction - l'appel d'offres

La phase de l'appel d'offres sera amorcée après l'approbation écrite par le Directeur, du dossier définitif à 100 %. L'appel d'offres est mené par la Ville qui en fait l'annonce dans les journaux et procède à l'ouverture des soumissions. Le Coordonnateur gère l'appel d'offres en effectuant entre autres les activités suivantes :

a) la constitution du dossier d'appel d'offres. Ceci comprend l'impression et l'assemblage de toutes les copies des plans et cahier des charges, de toutes les disciplines, ainsi que tout autre document nécessaire au dossier de l'appel d'offres.

Le Coordonnateur doit fournir à la Ville tous les documents d'appel d'offres et tous les addenda, s'il y a lieu, dans la forme prescrite par la Ville.

PROJET

b) la préparation des addenda pendant la période fixée pour le dépôt des soumissions. Aucun addenda ne pourra être remis à la Ville à moins de (dix) 10 jours ouvrables de la date de remise des soumissions précisée à l'appel d'offres, à moins d'autorisation spéciale du Directeur;

c) l'analyse des soumissions et les recommandations appropriées pour la conclusion des marchés;

d) tout autre service connexe relié à l'appel d'offres et requis par le Directeur avant, pendant et après la période d'appel d'offres afin de mener à bien celui-ci.

4.1.5 Phase de construction - chantier

Cette phase est amorcée après l'envoi écrit par le Directeur à l'entrepreneur d'un avis écrit confirmant la date du début des travaux. Les services durant la construction rendus au bureau et au chantier comprennent notamment :

a) la conception et le dessin des détails non prévisibles lors de la préparation des documents définitifs mais requis pour fins d'exécution de l'ouvrage;

b) la préparation et la négociation des avenants incluant, entre autres, les révisions requises aux dessins et aux spécifications du cahier des charges;

c) les recommandations au Directeur concernant les problèmes techniques ou d'interprétation des documents du marché survenant en cours d'exécution de l'ouvrage;

d) la vérification des dessins de fabrication et des descriptions de produits soumis par l'entrepreneur, pour s'assurer qu'ils soient conformes aux documents du marché;

e) la vérification de substituts de matériaux et les recommandations y afférentes;

f) les visites périodiques au chantier selon la fréquence que commande l'évolution des travaux, afin d'assurer le respect des exigences des documents du marché;

g) le rapport, au Directeur, à chaque réunion de chantier de la progression des travaux à partir des observations faites lors des visites du chantier et des défauts ou manquements constatés dans le travail de l'entrepreneur. Les rapports sur les déficiences constatées devront être présentés par écrit sans délai afin de permettre au Directeur d'assurer efficacement le suivi des corrections;

h) l'émission des directives de chantier et la commande de la reprise des travaux jugés non conformes aux documents du marché;

i) l'animation des réunions hebdomadaires de chantier et la rédaction des comptes rendus. Le gérant de projet ou le gestionnaire du chantier de la Ville participeront aux réunions de chantier;

j) la vérification et l'approbation des demandes de paiement de l'entrepreneur et l'émission des certificats de paiement;

k) la surveillance et l'inspection finale des systèmes de construction utilisés pour déterminer s'ils satisfont aux exigences des documents du marché;

PROJET

l) la remise au Directeur d'un certificat attestant que l'ouvrage a été construit conformément aux lois, codes et règlements en vigueur, et qu'il est prêt pour l'usage auquel il est destiné;

m) la rédaction des listes de déficiences;

n) la compilation et la vérification des manuels d'instructions, garanties et documents connexes fournis par l'entrepreneur et leur transmission au Directeur;

o) un procès-verbal signé par l'Architecte et l'Ingénieur indiquant, après vérification de l'ouvrage, que les travaux sont terminés et que l'ouvrage peut être reçu provisoirement par la Ville;

p) la prise de photographies, au moyen d'un appareil muni d'un dos-dateur, des installations existantes avant le début des travaux (s'il y a lieu) et de celles montrant l'avancement du chantier jusqu'à sa terminaison.

4.1.6 Phase de construction - plans et cahier des charges « tel que construit »

À la fin des travaux, l'Architecte et l'Ingénieur doivent remettre au Directeur une copie des dessins, plans et devis et cahier des charges de l'ouvrage « tel que construit », toutes les informations requises à l'article 2.3.3 de la présente convention ainsi qu'une copie annotée des documents de l'entrepreneur.

4.1.7 Phase de construction - période de garantie

À la fin de la période de garantie qui suit la réception provisoire, l'Architecte et l'Ingénieur doivent vérifier les travaux et transmettre au Directeur un rapport attestant que la Ville peut procéder à leur réception définitive.

4.2 SERVICES SUPPLÉMENTAIRES

Constituent des services supplémentaires et connexes à l'objet mentionné aux présentes, les services demandés par écrit par le Directeur à l'Architecte ou à l'Ingénieur et qui ne font pas partie des services de base.

Ces services visent notamment :

a) les services consultatifs comprenant les conseils, expertises, estimations, évaluations, inspections, essais et autres services relatifs à la compilation, l'analyse, l'évaluation et l'interprétation de données et d'informations en vue de conclusion et de recommandations spécialisées;

b) les services spéciaux, incluant les expertises techniques, expertises judiciaires ou autres missions similaires, requis à la suite de la suspension du projet ou des travaux, ou à la suite des dommages causés à l'ouvrage par un événement fortuit, par des malfaçons ou à la suite des poursuites intentées contre la Ville pour des causes ne relevant pas de la responsabilité de l'Architecte et de l'Ingénieur;

c) les services de laboratoires et d'entreprises spécialisées pour des essais et études sur modèles, pour le contrôle de la qualité des matériaux, de l'équipement et de la machinerie à être incorporés à l'ouvrage, pour les essais de fonctionnement et de

PROJET

rendement, soit à l'emplacement même de l'ouvrage, soit dans les usines ou entrepôts des fournisseurs;

d) les services de spécialistes en présentation, pour l'élaboration de documents de présentation, tels marquettes, perspectives, documents audiovisuels;

e) tout autre service requis par le Directeur dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 5
RÉMUNÉRATION

5.1 HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution par l'Architecte et l'Ingénieur de leurs obligations, la Ville s'engage à leur verser un montant maximal de (inscrire le montant en chiffres et en lettres) ($), incluant toutes taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.).

La méthode du pourcentage sera utilisée pour le calcul des honoraires engendrés par les services de base de l'Architecte et de l'Ingénieur.

5.1.1 Méthode du pourcentage

a) Cette méthode comporte le paiement d'un montant basé sur un pourcentage du coût estimé des travaux à la phase conception. Après l'appel d'offres, un ajustement à la hausse ou à la baisse des honoraires professionnels sera appliqué sur les honoraires professionnels déjà payés et à venir, de manière à ce que la Ville paye toujours les honoraires professionnels sur la base du coût réel des travaux. Le pourcentage utilisé à ces fins sera de (inscrire le pourcentage %) pour les services d'architecture et pour les services d'ingénierie, tel qu'il apparaît dans l'offre de services professionnels de l'Architecte et de l'Ingénieur (Annexe 2).

b) Toutefois, lorsque le coût réel des travaux est inférieur au coût estimé des travaux jusqu'à concurrence de 10 %, l'Architecte et l'Ingénieur seront payés selon le coût estimé des travaux pour la phase conception seulement.

c) Aux fins du calcul des honoraires selon la méthode du pourcentage, le coût des travaux, réel ou estimé, est calculé en tenant compte des exclusions prévues à l'article 1.1.

d) Dans le cas où le projet est divisé en plusieurs marchés, le calcul des honoraires suivant la méthode du pourcentage tient compte du coût estimé des travaux ou du coût réel des travaux de chacun des marchés.

e) Les honoraires de l'Architecte et de l'Ingénieur calculés selon la méthode du pourcentage sont payables comme suit :

Phase de conception (65 %) :

10 % des honoraires, calculés sur la base du coût estimé des travaux pour l'étape de l'esquisse;

PROJET

20 % des honoraires, calculés sur la base du coût estimé des travaux pour l'étape du dossier préliminaire;

35 % des honoraires, calculés sur la base du coût estimé des travaux pour l'étape du dossier définitif;

Phase de construction (35 %) :

2 % des honoraires, calculés sur la base du coût réel des travaux pour l'étape de l'appel d'offres;

28 % des honoraires, calculés sur la base du coût réel des travaux, pour l'étape de la surveillance de travaux;

5 % des honoraires, calculés sur la base du coût réel des travaux pour l'étape des dessins, plans et devis et cahier des charges « tel que construit »;

0 % des honoraires calculés sur la base du coût réel des travaux pour l'étape de la période de garantie.

f) Lorsque, à la suite de l'ouverture des soumissions, la plus basse soumission conforme présente un écart en plus ou en moins de 10 % du coût estimé des travaux au moment de l'appel d'offres, le Directeur peut ordonner la révision des dessins, plans et devis et cahier des charges et la tenue d'un nouvel appel d'offres sans que la Ville soit tenue de payer à l'Architecte et à l'Ingénieur des honoraires additionnels.

g) Lorsque, à la suite de l'ouverture des soumissions, la Ville décide de ne pas octroyer le marché, les honoraires professionnels sont payés sur la base du coût estimé des travaux.

5.1.2 Méthode du taux horaire

a) Cette méthode consiste à payer le temps réellement passé par des membres du personnel de l'Architecte et de l'Ingénieur appelés à rendre des services supplémentaires connexes dans le cadre de la présente convention, selon un budget préalablement établi et approuvé par écrit par le Directeur. Aucun changement ne pourra être apporté sans l'accord préalable écrit du Directeur.

b) Le taux horaire du salaire est celui réellement versé à chacun des membres de ce personnel comme indiqué dans l'offre de services professionnels et ne devra en aucun temps être supérieur aux taux horaires admissibles pour les services d'architectes ou d'ingénieurs aux fins de l'application du tarif d'honoraires pour services professionnels fournis au gouvernement par des architectes ou des ingénieurs, selon le cas, en vigueur au moment de l'adjudication du contrat.

c) Le taux horaire du salaire réellement versé est établi en divisant le salaire régulier hebdomadaire par le nombre d'heures de la semaine normale de travail. Tout travail exécuté en temps supplémentaire par le personnel de l'Architecte et de l'Ingénieur sera rémunéré par la Ville en temps régulier.

PROJET

Aux fins du paiement des honoraires, les taux horaires du salaire réellement versé sont majorés de 125 % pour tenir compte des frais indirects et des frais d'administration, sauf pour le taux horaire du personnel de soutien dont la majoration est de 75 % sans excéder, en aucun cas, les taux horaires maxima de l'article 5.1.2 b). Aucune autre majoration du salaire payé à un membre du personnel ne sera accordée.

d) Le Coordonnateur doit veiller à l'enregistrement quotidien pour toutes les personnes affectées à l'exécution de la convention, du nombre d'heures, à la demi-heure près, consacrées à la fourniture des services à être rémunérés selon la méthode horaire, ainsi que des tâches effectuées durant ce temps et à la conservation des pièces à l'appui de ses factures.

e) Si l'Architecte et l'Ingénieur affectent du personnel de classification supérieure à une fonction habituellement confiée à du personnel de classification inférieure, le taux horaire applicable dans ce cas, est celui applicable à la classification inférieure.

f) Les services du personnel de soutien ne sont rémunérés que pour le temps affecté à la dactylographie des cahiers des charges définitifs et des rapports techniques directement reliés à l'exécution du contrat.

g) Le taux horaire du patron ne peut être payé que pour un nombre d'heures n'excédant pas 10 % des heures que le personnel professionnel et technique consacre à l'exécution de la convention, pour autant que les services ainsi fournis soient spécifiques au projet et relèvent de la gérance, de la coordination ou de la supervision.

5.1.3 Méthode du forfait

Cette méthode consiste à verser à l'Architecte et à l'Ingénieur une somme fixe, préalablement établie et approuvée par écrit par le Directeur.

Mis à part le montant forfaitaire convenu, la Ville ne paiera aucuns autres frais reliés aux services rémunérés selon cette méthode.

5.2 MODALITÉS DE PAIEMENT

5.2.1 Généralités

a) L'Architecte et l'Ingénieur sont payés dans les trente (30) jours de l'approbation par le Directeur de leur compte et la Ville n'est tenue de payer aucun intérêt pour retard. Les factures sont acquittées par la Ville au moyen d'un chèque fait à l'ordre de (inscrire les noms). Le chèque remis au Coordonnateur constitue le paiement de la Ville à l'Architecte et à l'Ingénieur et libère entièrement la Ville de ses obligations à l'égard de l'Architecte et de l'Ingénieur. L'Architecte et l'Ingénieur renoncent par les présentes à tout recours contre la Ville en raison de cette méthode autorisée de paiement.

PROJET

b) Tout compte d'honoraires devra indiquer clairement la nature des services rendus ainsi que la période couverte. Il doit tenir compte de l'avancement des travaux et être adressé conformément aux instructions reçues du Directeur.

c) Ni un rapport sur l'état des travaux, ni un paiement effectué par la Ville en conformité du présent article ne doivent être interprétés comme une admission que les travaux et services sont, en totalité ou en partie, complets, satisfaisants ou conformes à la présente convention.

d) La Ville retiendra le paiement de toute facturation qui n'indiquera pas de façon claire le taux des taxes applicables sur les biens et services (T.P.S et T.V.Q), les montants réclamés à cet effet ainsi que les numéros d'inscription appropriés. De plus, tout compte basé sur la méthode à pourcentage qui n'est pas conforme aux dispositions de l'article 5.2.2 sera refusé et retourné au Coordonnateur pour correction, aux frais de ce dernier.

5.2.2 Méthode du pourcentage

a) Pour les services de base, des comptes d'honoraires peuvent être présentés, après approbation par le Directeur des documents requis, à chacune des étapes définies à l'article 4.1, mais sans dépasser le pourcentage défini à l'article 5.1.1 de la présente convention pour chacune des étapes.

b) Pendant la phase de conception, des comptes intérimaires mensuels peuvent être présentés si la durée d'une même étape est supérieure à deux (2) mois.

c) Pour les services concernant la gestion de l'appel d'offres, le compte peut être présenté au Directeur lors de l'émission de la recommandation selon l'article 4.1.4 si le prix de la plus basse soumission conforme respecte les limites budgétaires allouées.

Dans les autres cas, le Coordonnateur devra à ses frais avec l'autorisation écrite du Directeur, soit réduire la portée des travaux du plus bas soumissionnaire conforme en retirant certains travaux désignés par le Directeur pour ramener le projet à l'intérieur des limites budgétaires allouées ou soit faire reprendre les dessins, plans et devis et cahier des charges de manière à respecter les limites budgétaires allouées. Par la suite, le compte pourra être présenté au Directeur.

d) Pour les services rendus durant l'étape de surveillance des travaux, les comptes seront présentés au Directeur mensuellement, en proportion de l'avancement de l'ouvrage, selon les décomptes progressifs de l'entrepreneur. Le compte final est dû à l'approbation des dessins, plans et devis et cahier des charges « tel que construit » et des autres documents requis en vertu des articles 2.3.2 et 2.3.3.

e) Les comptes d'honoraires relatifs aux modifications décrites à l'article 5.3 des présentes, aussi bien pour la préparation des dessins, plans et devis et cahier des charges, que pour les services durant la construction seront payables dans la mesure où les travaux y afférents auront été exécutés à la satisfaction du Directeur.

5.2.3 Méthode du taux horaire

PROJET

a) Pour les services rémunérés selon la méthode du taux horaire, les comptes d'honoraires seront présentés au Directeur mensuellement et devront indiquer le pourcentage d'avancement de la tâche confiée. Le compte devra comporter le nombre d'heures que chaque membre du personnel de l'Architecte et de l'Ingénieur a consacré à la fourniture de services supplémentaires connexes depuis le dernier jour inclus au compte précédent et comporter, en annexe, une copie du registre de ces heures.

b) Le Directeur peut en tout temps demander une vérification des pièces et registres relatifs au temps qui est facturé selon la méthode à taux horaire. Cette vérification doit être effectuée à un moment convenant aux deux parties, durant les heures d'affaires aux bureaux du Coordonnateur et ce dernier devra accorder son concours pour en faciliter l'exécution.

5.2.4 Méthode du forfait

Pour tous les services payés selon la méthode du forfait, les comptes d'honoraires sont présentés au Directeur lorsque tous les services auront été rendus à la satisfaction de ce dernier. Dans le cas où la durée des services excède deux (2) mois, des comptes intérimaires mensuels peuvent être présentés selon le pourcentage d'avancement de la tâche confiée.

5.3 MODIFICATIONS

Les articles 5.3.1 et 5.3.2 s'appliquent uniquement aux services de base.

5.3.1 En phase de conception

a) Les modifications requises par le Directeur pour atteindre les objectifs exprimés dans les données générales de la mission et le programme général font partie du processus reconnu d'évolution d'un projet à la phase de la conception et ne sont pas rémunérées en supplément. Les paragraphes b, c et d qui suivent s'appliquent à toute modification des données générales de la mission et du programme général approuvée par écrit par le Directeur et qui entraîne une révision de l'étendue ou de la nature des services prévus par la présente convention.

b) Lorsqu'il y a modification des données générales de la mission et du programme général durant la phase de conception, le montant d'honoraires versé à l'Architecte et à l'Ingénieur pour cette phase est réajusté, s'il y a lieu, en fonction du coût estimé des travaux révisé à la hausse ou à la baisse.

c) Pour toute modification des données générales de la mission et du programme général qui résulte en une réduction du coût estimé des travaux ou du coût réel des travaux, le paragraphe b) s'applique, sauf dans le cas des heures requises pour la correction de dessins, plans et devis ou cahier des charges déjà réalisés, qui seront rémunérées selon la méthode à taux horaire, après approbation par le Directeur d'une enveloppe budgétaire.

d) Cependant, tout au cours du projet, le Directeur peut exiger des modifications à la suite de l'examen des documents décrits aux articles 2.3 et 6.1 et l'Architecte et l'Ingénieur seront tenus de s'y soumettre sans honoraires additionnels.

PROJET

5.3.2 En phase de construction

a) Les services découlant d'un avenant au marché pendant la phase de construction sont payés au choix du Directeur selon la méthode du taux horaire, pourcentage ou forfait.

b) Dans le cas où l'Architecte et l'Ingénieur sont payés selon la méthode du pourcentage pour les services de base réellement rendus par ces derniers, les règles suivantes s'appliquent :

(i) Le montant de l'avenant est considéré comme faisant partie du marché. Sa valeur s'établit de façon absolue, c'est-à-dire soit le coût supplémentaire des travaux, soit le crédit donné sur le coût total du marché. Le pourcentage applicable est celui mentionné à l'article 5.1.1.

(ii) Si suite à une décision de la Ville, les services de l'Architecte et de l'Ingénieur découlant de cet avenant ne sont pas menés à terme, l'Architecte et l'Ingénieur ne sont payés que pour les services rendus et le montant des honoraires relatifs à cet avenant est calculé en appliquant le pourcentage des honoraires attribuables aux étapes complétées au moment où le service est interrompu.

(iii) L'estimation faite par l'Architecte et l'Ingénieur doit être de classe « A1 ».

5.3.3 Modifications résultant d'erreurs ou d'omissions

a) Les services requis de l'Architecte et de l'Ingénieur pour l'impression des documents, la réalisation des dessins, plans et devis et cahier des charges et pour la surveillance des travaux afférents à une modification résultant d'une erreur, d'une omission ou du non-respect de la réglementation ou des directives de la Ville, par l'Architecte ou l'Ingénieur, ne donnent droit à aucune rémunération.

b) Dans le cas prévu au paragraphe a) du présent article, l'Architecte et l'Ingénieur doivent payer les tiers dont les services sont aussi requis pour cette modification. La Ville n'encourt aucune responsabilité pour de telles modifications.

c) Si la durée des travaux dépasse de 30 % ou plus la durée prévue, l'Architecte et l'Ingénieur pourront facturer la Ville, soit à taux horaire ou soit à prix forfaitaire, selon entente préalable et écrite avec le Directeur pour les visites de chantier et les réunions si ce retard n'est pas attribuable en partie ou en totalité à l'Architecte et à l'Ingénieur.

Les suspensions de travaux par la Ville et les congés sont exclus de la durée prévue des travaux et ne doivent pas être comptabilisés aux fins du présent article.

5.4 RÉSILIATION OU SUSPENSION

PROJET

5.4.1 La Ville peut résilier ou suspendre la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Dès que le Directeur soumet à la Ville une recommandation à cet effet, il en avise l'Architecte et l'Ingénieur qui doivent cesser immédiatement l'exécution des services prévus à la présente convention, en attendant la décision de la Ville.

5.4.2 Tous les documents et études exécutés en date de la résiliation ou de la suspension de la convention devront être remis au Directeur dans les dix (10) jours ouvrables de l'envoi de l'avis.

5.4.3 En cas de résiliation ou de suspension de la convention, l'Architecte et l'Ingénieur doivent présenter dans les dix (10) jours ouvrables de la réception de l'avis à cet effet, un compte d'honoraires eu égard aux services réellement rendus par eux en date de telle résiliation ou suspension.

5.4.4 La résiliation ou la suspension de la convention ne donnent droit à l'Architecte et à l'Ingénieur à aucune indemnité et ceux-ci n'ont aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés, ni pour les dommages occasionnés du fait de telle résiliation ou suspension.

5.4.5 Lorsqu'après une suspension, la Ville demande à l'Architecte et à l'Ingénieur de reprendre l'exécution de la convention, ceux-ci devront le faire dans un délai de dix (10) jours ouvrables.

ARTICLE 6
ESTIMATIONS

Toutes les estimations présentées par l'Architecte et l'Ingénieur doivent tenir compte de toutes les données connues à ce moment, qu'elles soient écrites ou verbales. Lorsqu'elles sont verbales, elles devront être clairement identifiées comme telles.

6.1 CLASSIFICATION

Les estimations sont classées de « C » à « A1 ». Ces dénominations indiquent le degré de précision recherché pour chacune d'elles.

Classe C : estimation ventilée par élément, fondée sur une description générale de l'ouvrage, incluant le choix des principaux systèmes du bâtiment et la connaissance des conditions du marché. À cette étape, une variation de ± 15 % est acceptable.

Classe B : estimation ventilée par élément et sous-élément, fondée sur des dessins et cahier des charges préliminaires ou plus avancés et une description des systèmes et sous-systèmes de l'ouvrage ainsi que la connaissance des conditions particulières du site. À cette étape, une variation de ± 10 % est acceptable.

Classe A : estimation ventilée par élément et sous-élément, fondée sur une description complète et détaillée de l'ouvrage et la connaissance de tous les facteurs de correction pertinents. À cette étape, une variation de ± 5 % est acceptable.

Classe A1 : estimation pré-soumission, ventilée par chapitre (division) et section du cahier des charges fondée sur les dessins, plans et devis et cahiers de charges complets et la connaissance de tous les facteurs de correction pertinents. À cette étape, une variation de ± 5 % est acceptable.

PROJET

6.2 MÉTHODE ÉLÉMENTALE

Toutes les estimations soumises à la Ville (sauf l'estimation classe A1) seront, à moins d'indication contraire, de type élémental et devront donc s'exprimer en termes d'éléments fonctionnels du bâtiment. Elles doivent être présentées selon une méthode reconnue.

Une fois l'estimation complétée, l'Architecte et l'Ingénieur ajouteront les facteurs de correction suivants, sous forme de pourcentages ou de montants forfaitaires :

a) conditions du marché (conditions de l'offre et de la demande);

b) conditions particulières du site (accès, achalandage, entreposage, travaux de soir et de fin de semaine);

c) conditions climatiques (hiver, etc.);

d) inflation (inflation monétaire, décrets, etc.).

Ces facteurs de correction devront être réévalués par l'Architecte et l'Ingénieur à chaque étape du projet en fonction de leur évolution.

Les frais généraux, les marges bénéficiaires, les contingences du marché et les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S et T.V.Q) doivent être indiqués séparément.

6.3 COÛTS UNITAIRES DU PROJET

Chaque estimation présentée par l'Architecte et l'Ingénieur doit inclure un tableau des coûts unitaires du projet similaire au tableau ci-dessous :

	COÛT ESTIMÉ DES TRAVAUX	QUANTITÉ	COÛT UNITAIRE
Superficie de construction	$	m. ca.	$/m ca.
Superficie d'occupation	$	m. ca.	$/m ca.
Volume brut	$	m. cu.	$/m cu.

Aux fins du présent article, les mots suivants signifient :

« **Superficie de construction** »

La superficie pour l'ensemble des étages est limitée, à chaque étage, par la face extérieure des murs extérieurs permanents. Elle inclut toute construction fermée, couverte et permanente faisant partie du bâtiment.

« **Superficie d'occupation** »

La superficie pour l'ensemble des étages est limitée, à chaque étage, par la face intérieure des murs extérieurs permanents en excluant entre autres les puits verticaux, les rampes d'accès, les corridors reliant deux édifices, les espaces dont la hauteur est inférieure à deux mètres, les sous-stations électriques, les chaufferies, les halls d'entrée, vestibules et sas dont le but est de contrôler l'air intérieur de l'édifice, les stationnements, les débarcadères, les chambres informatiques et téléphoniques, les salles de mécanique, d'ascenseur, de ventilation, etc. et les conciergeries qui desservent tout l'édifice. Toutes ces exclusions sont mesurées en tenant compte de l'épaisseur des murs de chaque enceinte.

PROJET

« **Volume brut** »

Le volume total de l'immeuble est limité par la membrane d'étanchéité au toit, la face supérieure de la dalle du plancher le plus bas et la face extérieure des murs extérieurs.

ARTICLE 7
CLAUSES FINALES

7.1 ÉLECTION DE DOMICILE

7.1.1 Aux fins de la présente convention, la Ville élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé le Coordonnateur par courrier recommandé. L'Architecte et l'Ingénieur élisent domicile à l'adresse du Coordonnateur ou à toute autre adresse dont celui-ci aura préalablement avisé la Ville par courrier recommandé.

7.1.2 Ce domicile doit être situé à l'intérieur des limites territoriales de la Ville de Montréal. Il doit être le lieu de production de tous les documents requis par la présente convention. Le patron chargé de diriger les services relatifs à la convention doit y être présent en personne.

7.2 CESSION DE LA CONVENTION

Les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

7.3 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue l'entente complète entre les parties et annule toute autre entente ou pourparlers antérieurs, verbaux ou écrits.

7.4 VALIDITÉ

Une clause du présent contrat jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres clauses qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

7.5 LOIS APPLICABLES

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

7.6 LIEN D'EMPLOI

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

PROJET

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN QUATRE EXEMPLAIRES, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DES SIGNATURES CI-APRÈS :

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____

Le e jour de 20

(ARCHITECTE)

Par : _____
(Nom et titre de la personne autorisée)

Le e jour de 20

(INGÉNIEUR)

Par : _____
(Nom et titre de la personne autorisée)

Le e jour de 20

(INGÉNIEUR)

Par : _____
(Nom et titre de la personne autorisée)

Cette convention de services professionnels a été approuvée par le (Comité exécutif ou Conseil municipal) de la Ville de Montréal, le e jour de 20 (Résolution).

PROJET

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1195876001

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation:

" D'autoriser une dépense maximale de 127 383,10 $ pour la fourniture de services professionnels pour l'élaboration des plans, cahier de charges, suivi et surveillance de chantier pour l'ajout d'une toilette autonettoyante et la rénovation de la vespasienne du Parc du Pied-du-Courant (appel d'offres publique VMP-19-005 - 1 soumissionnaire) ;

D'approuver la convention avec Catalyse Urbaine inc. ;

D'accorder, à cette fin, un contrat à Catalyse Urbaine inc., soumissionnaire conforme, au prix et aux conditions de sa soumission, soit au prix total approximatif de 115 802.82 $, taxes incluses;

D'autoriser une dépense de 11 580,28 $, taxes incluses, à titre de budget prévisionnel de contingences, déboursés et modification de quantités".

- Nous certifions qu'il y a des crédits disponibles pour donner suite à l'adoption de cette recommandation conformément aux renseignements ci-dessous mentionnés.
- Nous attestons que le présent dossier est certifié conforme par la Division des ressources financières et matérielles selon les conditions énoncées au courrier budgétaire numéro 38.

Information budgétaire (Montants nets de ristournes, en milliers de dollars)

Provenance

Projet: 34220

Sous-projet: 1934220000 - Arrondissement

2019	2020	2021	Total
93,0	23,0		116,0

Imputation

Projet: 34220

Sous-projet: 1934220210 Parc Au pied-du-courant- Rénovation de la Vespasienne et inst toilette autonettoyante

2019	2020	2021	Total
93,0	23,0		116,0

Information comptable (Montants en dollars)

Résumé:

Dépenses (taxes incluses):	Dépenses (Net ristourne):	Contrat (taxes incluses):	Contrat (Net ristourne):
127 383,10 $	116 317,75 $	115 802,82 $	105 743,41 $

- Les crédits inhérents au présent dossier ont été réservés par:

l'engagement de gestion numéro VM95876001 au montant de 116 317,75 $ (Net de ristourne) dans le(s) compte(s) suivant(s):

Provenance des crédits : Compétence Arrondissement Crédits: 116 317,75 $

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3818280	801550	01909	57201	000000	0000	102586	000000	98001	00000

Imputation

Projet:	Sous-projet:	Dépenses (taxes incluses):	Crédits (Net ristourne):	
34220	1934220210	115 802,82 $	105 743,41 $	**Contrat**

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3818280	801550	07165	54301	000000	0000	176734	000000	15010	00000

Projet:	Sous-projet:	Dépenses (taxes incluses):	Crédits (Net ristourne):	**Contingences**
34220	1934220210	11 580,28 $	10 574,34 $	

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3818280	801550	07165	54301	000000	0000	176734	028057	15010	00000

- Un virement de crédits sera effectué suite à l'approbation de ce dossier par les instances appropriées, conformément aux informations financières de la présente intervention.

Responsable de l'intervention:

Nathalie Hébert

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 868-4567

Date: **2019-03-01**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.10

2019/03/12
18:30

(1)

Dossier # : 1197763001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de 1 529 742 $ à Salvex inc. pour effectuer les travaux d'aménagement du parc Des Joyeux-Vikings et autoriser une dépense maximale de 1 787 217 $ (appel d'offres public VMP 19-003 - 03 soumissionnaires)

Accorder un contrat de 1 529 742 $ à la compagnie Salvex Inc. pour l'aménagement du parc Des Joyeux-Vikings et autoriser une dépense maximale de 1 787 216 $ (appel d'offres public VMP-19-003 - 03 soumissionnaires)
D'accorder, à cette fin, un contrat à Salvex Inc, plus bas soumissionnaire conforme, au prix de sa soumission, soit au prix total approximatif de 1 529 742 $, taxes incluses, conformément aux plans et au cahier des charges;

D'autoriser un budget prévisionnel de contingences de 152 974 $ (incluant taxes) et un budget prévisionnel d'incidences de 104 500 $ (incluant taxes);

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-03-04 11:32

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1197763001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de 1 529 742 $ à Salvex inc. pour effectuer les travaux d'aménagement du parc Des Joyeux-Vikings et autoriser une dépense maximale de 1 787 217 $ (appel d'offres public VMP 19-003 - 03 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier décisionnel est à l'effet d'octroyer un contrat pour l'exécution de travaux d'aménagement du parc Des Joyeux-Vikings afin de le mettre au goût du jour. Le parc Des Joyeux-Vikings deviendra un lieu accueillant et convivial pour tous.

Les travaux de réaménagement du parc Des Joyeux-Vikings s'inscrivent dans l'esprit de rénovation et d'amélioration générale d'un parc de quartier dont les aménagements datent de plusieurs décennies.

La Division des Parcs et de l'horticulture a procédé au lancement d'un appel d'offres public le 29 janvier 2019 et l'ouverture des soumissions a eu lieu le 25 février 2019.

Ce parc est bordé à l'ouest par la rue Beaudry, à l'est par la rue de la Visitation, entre la rue Robin au sud et la rue la Fontaine, au nord.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA04 240142 Parcs des Joyeux-Vikings et de la Fabrique - réhabilitation environnementale et réaménagement - Construction Garnier ltée - approbation (566 220 $)
Parcs des Joyeux-Vikings et de la Fabrique - réaménagement - surveillance des travaux et coordination de chantier - firme Plani-Cité inc. - approbation (14 012,49 $)
CA03 240481 Approuver la convention et retenir les services professionnels de la firme Plani-Cité Inc. pour le réaménagement des parcs Joyeux Vikings et de la Fabrique (élaboration du plan d'aménagement d'ensemble, la préparation des plans et devis, de même que les services connexes durant l'appel d'offres), au montant de 29 966,31 $ (brut) (1 soumissionnaire).
CA04 240243 Autoriser une dépense additionnelle de 4 459,52 $ (brut) au mandat de la firme "Plani-Cité Inc." pour le réaménagement des parcs des Joyeux Vikings et de la Fabrique

DESCRIPTION

L’arrondissement de Ville-Marie prévoit le réaménagement de plusieurs de ses parcs et places publiques afin de les mettre au goût du jour et mettre à niveau certains équipements et installations.
Le projet consiste à aménager le parc Des Joyeux-Vikings afin de créer des installations vouées à la récréation et à la détente.
Le projet comprendra la démolition de toutes les surfaces en béton, l'enlèvement des modules de jeux existants (dont la récupération d'un des deux) comme indiqué au *Plan des Conditions existantes et Démolition.*

De nouveaux sentiers d’accès, des nouvelles surfaces de jeux, une nouvelle aire centrale sera crée avec une surface absorbante des eaux de ruissellement.

Le projet comprend également le réaménagement de toutes les aires plantées du site.

L’ajout de mobilier urbain et la mise aux normes de l’éclairage complètent le réaménagement du parc.

JUSTIFICATION

Un appel d'offres public a été publié dans le Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) 29 janvier 2019. Cinq (5) addendas ont été émises pour répondre aux questions des soumissionnaires. La date d'ouverture pour l'appel d'offres en question, a été prolongé au 25 février 2019. La période de sollicitation du marché fut donc de vingt-sept (27) jours calendriers.
Dans le cadre du processus d'appel d'offres public VMP 19-003 visant les travaux d'aménagement précités, au total treize (13) fournisseurs soit douze (12) entreprises et un (1) organisme publique se sont procurés les documents via le système électronique d'appel d'offres (SEAO) et trois (3) entreprises ont déposé une soumission, à savoir :

SOUMISSIONS CONFORMES	COÛT DE BASE (TAXES INCLUSES)	CONTINGENCES 10% (TAXES INCLUSES)	TOTAL (TAXES INCLUSES)
118975 - SALVEX INC.	1 529 742 $	152 974 $	1 682 716 $
494170 - SAHO CONSTRUCTION INC.	1 607 478 $	160 748 $	1 768 226 $
224500 - CONSTRUCTION URBEX INC.	1 814 315 $	181 431 $	1 995 746 $
Dernière estimation réalisée ($)	1 534 714 $	153 471 $	1 688 185 $
Coût moyen des soumissions conformes reçues ($)			1 815 562,90 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			7,89%
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($)			313 030 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%)			18,60%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)			-5 469 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)			-0,32%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)			85 509 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)			5,08%

La plus basse soumission conforme a été validée par la Division du greffe et analysée par la Division des ressources financières et matérielles. Suite à l'analyse, l'entreprise Salvex inc. (plus bas soumissionnaire) est conforme aux exigences du cahier des charges et elle est recommandée. Salvex inc. n'est pas inscrite au registre des entreprises non admissibles et elle n'a pas de restriction imposée sur sa licence par la Régie du bâtiment du Québec. Aussi, cette entreprise n’existe pas à la liste des fournisseurs de la Ville de Montréal et elle à été invitée à s’inscrire pour les besoins de ce projet.

Ce contrat n'étant pas visé par la Loi sur l'intégrité en matières publics, l'entreprise n'a pas à obtenir une attestation de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant total du projet pour les travaux sera 1 529 742$ (taxes incluses).

Nous recommandons d'autoriser des crédits de 104 500 $ (taxes incluses) pour les frais incidents suivants:

Disposition des sols : 30 000 $
Frais de laboratoire (contrôle qualitatif) : 20 000 $
Mobilier urbain fourni par la Ville: 36 000 $
Branchement électrique et travaux CSEM 15 000 $
Panneaux de chantier : 1000 $
Panneau d'affichage pour activités loisirs 2 000 $
Enseignes pour nom de parc 500 $

Un budget prévisionnel de contingences de 10% soit un montant de 152 974 $ taxe incluses est requis pour les imprévus.

La dépense totale à autoriser est de 1 787 216 $ (taxes incluses).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Plusieurs gestes verts ont été considérés lors de la conception et préparation des plans et devis du projet, et que l'Entrepreneur adjudicataire devra respecter afin de mieux préserver l'environnement, dont :

a. Éviter la transmission de lumière à l'extérieur du site en utilisant un éclairage diffus ou voilé qui ne créera ni éblouissement ni éclairage direct sur les propriétés voisines, les rues et le ciel nocturne;
b. Un contrôle des sédiments et d'évacuation de ceux-ci hors du site doit être assuré par l'Entrepreneur, afin de ne pas envoyer des débris ni sédiments dans les égouts de la Ville;
c. L'Entrepreneur doit exercer un contrôle sur la pollution atmosphérique par des poussières ou particules;
d. Gestion des déchets de construction et détournement des sites d'enfouissement des débris provenant de la construction et de la démolition, dans la mesure où cela serait possible;
e. L'Entrepreneur doit utiliser des produits et matériaux de construction d'extraction et de fabrication régionale, afin de favoriser ainsi l'économie locale et réduire les impacts environnementaux causés par leur transport;
f. Favoriser l'utilisation de matériaux avec contenu recyclé et/ou récupéré;
g. Choix des matériaux de surface favorisant l'absorption des eaux de ruissellement sur place.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

En plus de créer une aire de jeu et une aire de jeux d'eau pour enfants attrayantes et sécuritaires, ce projet permettra d'améliorer la qualité de vie générale du milieu et favorisera les échanges sociaux.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une consultation citoyenne a eu lieu le 5 juillet 2019 afin de compiler les besoins en termes d'aménagement et des équipements. Une présentation publique du concept d'aménagement du parc a été effectuée le 10 décembre 2019 par l'arrondissement Ville-Marie. Durant cette

présentation tous les résidents présents au cours de cette présentation ont exprimé leur satisfaction quant à leurs attentes et le projet a été l'objet d'un consensus unanime. Suite à cette présentation il a été décidé de finaliser les plans et devis et de programmer la réalisation du projet en 2019.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat: Mars 2019
Réalisation des travaux: Été/automne 2019.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le processus d'appel d'offres et d'adjudication du contrat respecte la politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal, incluant les clauses de prévention de la collusion et de la fraude.
Par ailleurs, les clauses en prévention de la collusion et de la fraude ont été incluses au cahier des charges de l'appel d'offres public.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Nathalie N HÉBERT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Adriana MELENDEZ
Architecte paysagiste

Tél : 514-872-1658
Télécop. : 514-878-3293

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-28

José PIERRE
Chef de division parcs

Tél : 514 872-1462
Télécop. : 514 872-6135

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics

Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2019-02-28

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1197763001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Objet :	Accorder un contrat de 1 529 742 $ à Salvex inc. pour effectuer les travaux d'aménagement du parc Des Joyeux-Vikings et autoriser une dépense maximale de 1 787 217 $ (appel d'offres public VMP 19-003 - 03 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1197763001.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 868-4567

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-03-01

Nadjia GUENOUCHE
Conseillère en analyse et contrôle de gestion

Tél : 514 872-8521
Division : Ressources financières

Montréal

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS D'ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSIONS

Numéro d'AO :	**VMP-19-003**
Titre d'AO :	**Aménagement du parc des Joyeux-Vikings**
Date d'ouverture :	**25-02-2019**
Heure d'ouverture :	**11h00**

RÉSULTATS

Plus bas soumissionnaire conforme :	Salvex Inc.
Prix du plus bas soumissionnaire conforme :	1 529 742,40 $
Deuxième plus bas soumissionnaire conforme :	Saho Construction inc.
Prix du 2e plus bas soumissionnaire conforme :	1 607 478,12 $
Dernière estimation :	1 534 713,89 $
Écart entre la plus basse soumission et l'estimation (%)	-0,3%
Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse (%)	5,1%
Nombre de soumissions déposées :	3

Rang*	Soumissionnaire	Prix soumis $	Statut intérimaire	Statut final	Remarque
1	Salvex Inc.	1 529 742,40 $	Conforme	CONFORME	
2	Saho Construction Inc.	1 607 478,12 $	Conforme	CONFORME	
3	Urbex Construction inc.	1 814 314,70 $	Conforme	CONFORME	

*Ici, le rang est déterminé à l'ouverture des soumissions par rapport aux prix soumis, sans égard aux statuts finaux ou des prix corrigés suite à l'analyse.

COMMENTAIRES

IDENTIFICATION

Analyse faite par :	Julie Roy	2019-02-26
Vérifiée par :	Date :	

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : VMP 19-003

Nature du dossier : Contrat de construction

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers ~~Rechercher Fournisseurs~~ disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle ~~inscription~~ ou une ~~modification~~ au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée ~~par le fournisseur~~)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Salvex Inc.	118975

Financement : PTI

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

Le coût total maximal de contrat de 1 529 742 $, (taxes incluses) sera assumé par le programmes triennal d'immobilisations (PTI) de 2019.
Un budget prévisionnel de 10 % en contingences de la valeur du contrat (152 974$ taxes incluses) est dédié aux situations imprévues à l'occasion de l'exécution du contrat et un budget prévisionnel de (104 500$ taxes incluses) est prévu pour les frais incidents;
Le montant total du projet sera 1 787 216 $ (taxes incluses).

	Années antérieures	2019	2020	2021	2022	2023	Années ultérieures	**Total**
Montant		1 787 216,00 $						**1 787 216,00 $**

☑ Le responsable du projet s'engage à produire une évaluation de la performance du(des) fournisseur(s) à la fin du contrat.

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 5

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :		juin	2019	Date de fin :		novembre	2019

Formulaire complété par : Adriana Melendez
Prénom, nom

Date et heure système : 28 février 2019 10:22:13

Ville-Marie
Montréal

Aménagement du parc Des Joyeux-Vikings

VMP-19-003

Procès-verbal d'une séance d'ouverture de soumissions tenue le 25 février 2019, à 11 heures, au bureau d'arrondissement situé au 17e étage du 800, boulevard De Maisonneuve Est, Montréal.

Aux date, heure et lieu mentionnés dans l'avis d'appel d'offres publié le 29 janvier 2019 dans *Le Devoir*, les soumissions reçues dans le délai requis sont ouvertes publiquement par madame Josée Kenny, analyste de dossiers, et en présence de madame Adriana Melendez, architecte paysagiste et de madame Jacinthe Meilleur, analyste de dossiers.

Les informations qui suivent relatives au nom du soumissionnaire et à son prix de soumission sont déclarées à haute voix :

Nom de l'entreprise	Montant total de la soumission
Salvex inc.	1 529 742,40 $
Saho construction inc.	1 607 478,12 $
Urbex construction inc.	1 814 314,70 $

2019-02-25
Josée Kenny
Analyste de dossiers
date

2019-02-25
Jacinthe Meilleur
Analyste de dossiers
date

2019-02-26
Adriana Melendez
Architecte paysagiste
date

Montréal

Appel d'offres public
Exécution des travaux
N° : VMP 19-003

Section A - Sommaire

Parution :			Ouverture :			À :
Jour	Mois	Année	Jour	Mois	Année	Arrondissement de Ville-Marie 800, boul de Maisonneuve est, 17e étage Montréal (Québec) H2L 4L8, avant 11 h 00
29	Janvier	2019	25	Février	2019	

Aménagement du parc des Joyeux-Vikings

Description et sommaire de soumission	Montant
Parc Des Joyeux-Vikings - aménagement du parc	
Montant total avant taxes :	1,330,500.00 $
Taxe sur les produits et services 5 % :	66,525.00 $
Taxe de vente du Québec 9,975 % :	132,717.40 $
Montant total :	**1,529,742.40 $**

Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : **1143368356**

Si non inscrit au REQ, cocher ici ☐

Je (Nous), soussigné(s): **SALVEX INC**

Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

2450, Montée Saint-François, Laval, Québec H7E 4P2

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du cahier des charges et, si tel est le cas, des addendas le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du cahier des charges, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres. Le prix soumis tient compte de tous les addenda émis via le SEAO pour cet appel d'offres.

Nom et titre du signataire (en majuscules) :	Téléphone : **450-664-4335**		
JOE D. SALVO, VICE-PRÉSIDENT	Télécopieur : **450-664-1132**		
	Courriel : info@salvex.ca		
Signature: *Joe D. Salvo*	Jour **25**	Mois **2**	Année **2019**

Note : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1197763001

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation:

" Accorder un contrat de 1 529 742 $ à la compagnie Salvex Inc. pour l'aménagement du parc Des Joyeux-Vikings et autoriser une dépense maximale de 1 787 216 $ (appel d'offres public VMP-19-003 - 03 soumissionnaires)

D'accorder, à cette fin, un contrat à Salvex Inc, plus bas soumissionnaire conforme, au prix de sa soumission, soit au prix total approximatif de 1 529 742 $, taxes incluses, conformément aux plans et au cahier des charges;

D'autoriser un budget prévisionnel de contingences de 152 974 $ (incluant taxes) et un budget prévisionnel d'incidences de 104 500 $ (incluant taxes)".

- Nous certifions qu'il y a des crédits disponibles pour donner suite à l'adoption de cette recommandation conformément aux renseignements ci-dessous mentionnés.
- Nous attestons que le présent dossier est certifié conforme par la Division des ressources financières et matérielles selon les conditions énoncées au courrier budgétaire numéro 38.

Information budgétaire (Montants nets de ristournes, en milliers de dollars)

Provenance

Projet: 34220

Sous-projet: 1934220000 - Arrondissement

2019	2020	2021	Total
1 632,0			1 632,0

Imputation

Projet: 34220

Sous-projet: 1934220120 Parc des Joyeux Vikings- Réaménagement

2019	2020	2021	Total
1 537,0			1 537,0

Projet: 34220

Sous-projet: 1934220125 Parc des Joyeux Vikings- Réaménagement-Incidences

2019	2020	2021	Total
95,0			95,0

Information comptable (Montants en dollars)

Résumé:

Dépenses (taxes incluses):	Dépenses (Net ristourne):	Contrat (taxes incluses):	Contrat (Net ristourne):
1 787 216,00 $	1 631 966,43 $	1 529 742,00 $	1 396 858,35 $

- Les crédits inhérents au présent dossier ont été réservés par:
  l'engagement de gestion numéro VM97763001 au montant de 1 631 966,43 $ (Net de ristourne) dans le(s) compte(s) suivant(s):

Provenance des crédits : Compétence Arrondissement Crédits: 1 631 966,43 $

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3818280	801550	01909	57201	000000	0000	102586	000000	98001	00000

Imputation

Projet:	Sous-projet:	Dépenses (taxes incluses):	Crédits (Net ristourne):	
34220	1934220120	1 529 742,00 $	1 396 858,35 $	**Contrat**

Entité	Source	C.R	Activité	oyeux Vikin	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3818280	801550	07165	57201	000000	0000	175936	000000	15015	00000

Projet:	Sous-projet:	Dépenses (taxes incluses):	Crédits (Net ristourne):	
34220	1934220120	152 974,00 $	139 685,65 $	**Contingences**

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3818280	801550	07165	57201	000000	0000	175936	028057	15015	00000

Projet:	Sous-projet:	Dépenses (taxes incluses):	Crédits (Net ristourne):	
34220	1934220125	65 000,00 $	59 353,66 $	**Incidences techniques**

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3818280	801550	01765	54590	000000	0000	178183	000000	15015	00000

Projet:	Sous-projet:	Dépenses (taxes incluses):	Crédits (Net ristourne):	
34220	1934220125	39 500,00 $	36 068,76 $	**Incidences- Divers achats**

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3818280	801550	01765	57401	000000	0000	178183	000000		00000

- Un virement de crédits sera effectué suite à l'approbation de ce dossier par les instances appropriées, conformément aux informations financières de la présente intervention.

Responsable de l'intervention:

Nathalie Hébert

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 868-4567

Date: **2019-03-01**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.11

2019/03/12
18:30

(1)

Dossier # : 1198143002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de 307 555,25 $ aux Entreprises Daniel Robert inc. pour effectuer des travaux de réaménagement du parc Médéric-Martin et autoriser une dépense maximale de 400 688,54 $ (appel d'offres public VMP-19-002 – 2 soumissionnaires)

Il est recommandé :
D'autoriser une dépense maximale de 400 688,54 $ taxes incluses pour les travaux de réaménagement du parc Médéric-Martin;

D'accorder à cet effet un contrat aux Entreprises Daniel Robert Inc., pour un montant maximal de 307 555,25 $ taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public VMP-19-002;

D'autoriser un budget prévisionnel de contingences de 46 133,29 $ taxes incluses et un budget prévisionnel d'incidences de 47 000 $ taxes incluses;

D'imputer ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-03-04 11:46

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1198143002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de 307 555,25 $ aux Entreprises Daniel Robert inc. pour effectuer des travaux de réaménagement du parc Médéric-Martin et autoriser une dépense maximale de 400 688,54 $ (appel d'offres public VMP-19-002 – 2 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

À ce jour, une grande partie du parc Médéric-Martin a déjà été réaménagée à l'exception d'une superficie d'environ 1500 mètres carrés située entre la pataugeoire et la limite de l'allée centrale marquée par une sculpture et identifiée comme aire de pique-nique. Elle est actuellement composée de plusieurs sentiers piétonniers asphaltés qui sont désuets et équipée de quelques bancs et poubelles au milieu de plusieurs arbres matures qui seront protégés et conservés.

De façon générale, le projet vise à :

· Améliorer le parc en le rendant plus accueillant et confortable pour les résidents et les visiteurs avec l'implantation de sentiers pratiques et de mobilier urbain adéquat ainsi qu'une fontaine à boire;

· Assurer l'accessibilité universelle en continuité du reste du parc déjà aménagé;

· Conserver les espaces ouverts propices à la détente et la récréation tout en maximisant les espaces gazonnés en remplacement des aires minéralisées désuètes existantes.

Ce dernier aménagement a été programmé directement après la réception des travaux de rénovation de la pataugeoire limitrophe au site (Projet VMP-13-021 réalisé en 2017-2018) et sera réaménagé afin de répondre aux besoins des résidents et compléter la liaison entre le parc linéaire et la pataugeoire, le tout dans le respect des normes d'accessibilité universelle.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Décision numéro 2185876001**:** : Autoriser une dépense de 37 562.32 $ et accorder un contrat de 34 147,56 $ services professionnels en architecture du paysage à Turquoise design inc. pour la préparation des plans, devis, estimations et surveillance des travaux de réaménagement pour le parc Médéric-Martin, soit un montant maximal de 37 562,32 $ taxes incluses. Appel d'offres sur invitation. VMI-18-009 (2 soumissionnaires).
Dossier numéro : 1136220003 **Résolution numéro :** CA13 240447 : Accorder un contrat de 905 011,92 $ à Piscines Soucy inc., pour la mise aux normes de la pataugeoire au parc Médéric-Martin et autoriser une dépense maximale de 933 755,67 $ (appel d'offres public VMP-13-021 - 1 seul soumissionnaire.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise l'attribution d'un contrat à l'entreprise Daniel Robert Inc. pour la réalisation des travaux de réaménagement du parc Médéric-Martin, tel que décrit aux plans et devis.
Les travaux consistent notamment, mais sans s'y limiter, à :

- Le remplacement de la dalle bétonnée et de l'asphalte qui couvre la moitié du site par une aire gazonnée de détente et pique-nique marquée par une allée centrale;
- La conservation des arbres existants avec la plantation d'un arbre et d'une plate bande de vivaces et arbustes pour marquer l'axe central en face de la pataugeoire;
- L'aménagement d'une rampe pour assurer l'accessibilité au parc par les deux rues adjacentes;
- L'aménagement de sentiers piétons accessibles;
- L'implantation d'une fontaine à boire;
- L'implantation de mobilier urbain (bancs, tables de pique-nique, poubelles…);
- L'implantation de murets de soutènement et de marches pour assurer la connectivité avec l'entrée de la pataugeoire.

JUSTIFICATION

Un appel d'offres public a été publié dans le Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) entre le 30 janvier et le 22 février 2019. Deux addenda ont été émis le 11 et le 14 février 2019 pour répondre aux questions des soumissionnaires sans prolonger la durée de l'appel d'offres en question. La période de sollicitation du marché fut donc de vingt trois (23) jours calendriers.
Pour ce projet, huit (8) entreprises ont acheté les documents d'appel d'offres et deux (2) soumissionnaires ont déposé une offre. Le procès-verbal de l'ouverture des soumissions est versé dans la section "Pièces jointes".
Le résultat de l'analyse des soumissions est porté au tableau ci-après :

SOUMISSIONS CONFORMES	**COÛT DE BASE** (TAXES INCLUSES)	**CONTINGENCES (15%)** (TAXES INCLUSES)	**TOTAL** (TAXES INCLUSES)
LES ENTREPRISES DANIEL ROBERT INC.	307 555,25 $	46 133,29 $	353 688,54 $
CONSTRUCTION URBEX INC.	411 958,87 $	61 793,83 $	473 752,71 $
Dernière estimation réalisée ($)	304 115,48 $	45 617,32 $	349 732,81 $
Coût moyen des soumissions conformes reçues ($)			413 720,62 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			16,97 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($)			120 064,17 $

Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%)	33,95 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)	3 955,73 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)	1,12 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)	120 064,17 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)	33,95 %

La plus basse soumission conforme a été validée par la Division du greffe et analysée par la Division des ressources financières et matérielles. Suite à l'analyse, les Entreprises Daniel Robert Inc. est conforme aux exigences du cahier des charges et elle est recommandée. Les Entreprises Daniel Robert Inc. n'est pas inscrite au registre des entreprises non admissibles et elle n'a pas de restriction imposée sur sa licence par la Régie du bâtiment du Québec. Cette entreprise fait partie de la liste des fournisseurs de la Ville de Montréal.

Il est à signaler que l'écart entre la plus basse soumission conforme des Entreprises Daniel Robert Inc. et la dernière estimation du projet est de 1,12 % ce qui correspond aux prix du marché. Aussi, la soumission des Entreprises Daniel Robert Inc., qui est plus basse que le deuxième plus bas soumissionnaire de 33,95 %, pourrait être expliquée par une augmentation de la marge de profit de la part de ce dernier.

Les Entreprises Daniel Robert Inc. est conforme en vertu du règlement de gestion contractuelle de la Ville.

Aussi, il a été prévu un budget prévisionnel d'un montant maximum de 15 % de la valeur du contrat en contingences.

Nous recommandons aussi d'autoriser des crédits de 47 000 $ (taxes incluses) pour les frais incidents suivants:
- Disposition des sols: 25 000 $
- Frais de laboratoire (contrôle qualitatif): 20 000 $
- Panneaux de chantier : 2000 $

La dépense totale à autoriser est donc de 400 688,54 $ (taxes incluses).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total du contrat est de 307 555.25 $ (taxes incluses);

Un budget prévisionnel de 15 % en contingences de la valeur du contrat (46 133,29 $) est dédié aux situations imprévues à l'occasion de l'exécution du contrat;

Nous recommandons aussi d'autoriser des crédits de 47 000 $ (taxes incluses) pour les frais incidents;

La dépense totale à autoriser est donc de 400 688,54 $ (taxes incluses).

Le montant total du projet de 400 688,54 $ (taxes incluses) sera assumé comme suit :

1- Arrondissement

Un montant de 181 662,46 $ (taxes incluses) est prévu au programme triennal d'immobilisation (PTI) de 2019 de l'arrondissement Ville-Marie.

2- Programme Municipalité Amie des Aînés (MADA)

Un montant de 219 026,08 $ (taxes incluses), soit 200 000 $ (net des ristournes) sera financé par le Programme Municipalité amie des aînés (**MADA**) et Accessibilité universelle (**AU**) via le règlement d'emprunt **17-047**.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'aménagement prévu s'inscrit dans les orientations du plan de développement durable de l'agglomération « Montréal durable 2016-2020 » et dans les actions et mesures prévues au « Plan de développement durable de Ville-Marie 2016-2020 ».

Verdir et augmenter la biodiversité :
Le projet prévoit non seulement la conservation des arbres matures existants, mais permet aussi d'augmenter la biodiversité par l'ajout de plates-bandes d'arbustes et de vivaces. De plus, le projet permet de déminéraliser une grande partie des allées asphaltées en les remplaçant par une aire gazonnée ouverte.

Réduire de 10 % la sédentarité de la population de l'île de Montréal d'ici 2025 / Améliorer l'accès aux services et équipements / Améliorer l'accès aux services et équipements en intégrant les principes d'accessibilité universelle :
Le réaménagement des sentiers pietonniers avec l'implantation d'un sentier central unique pour relier les deux espaces (le parc linéaire et la pataugeoire), avec implantation de plusieurs bancs et tables de pique-nique ainsi qu'une fontaine à boire, améliorera sûrement l'accès au site et aux équipements. Ces ajouts permettent non seulement de diversifier les activités offertes aux résidents du secteur, mais également d'attirer des visiteurs ou résidents des quartiers voisins contribuant ainsi à la vie de quartier. Les normes d'accessibilité universelle seront appliquées aux nouveaux services les rendant plus inclusifs, ceci inclut l'aménagement d'une rampe pour les personnes à mobilité réduite qui permet d'accéder au parc par la rue du Havre.

Favoriser l'appropriation de l'espace public / S'adapter aux changements climatiques
En optimisant le verdissement et en retirant la surface asphaltée, le parc devient un espace de fraîcheur et contribue ainsi à l'adaptation aux changements climatiques (réduction des impacts des îlots de chaleur urbains).
En améliorant l'offre de service, notamment en assurant la connectivité entre le parc linéaire et la pateaugeoire, le projet favorise définitivement l'appropriation de l'espace public par la communauté.
Dans son ensemble, le projet contribue au développement de quartiers plus durables, sécuritaires et en santé.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le réaménagement de l'aire de pique-nique du parc Médéric-Martin va permettre de démolir et nettoyer la dernière portion du site et de compléter l'axe central par un sentier piétonnier afin de le raccorder à la pataugeoire récemment construite par l'arrondissement. Ceci constitue un achèvement de réaménagement de la totalité du parc qui s'est échelonné sur plusieurs phases.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Sans objet

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les travaux de réaménagement du parc Médéric-Martin débuteront au printemps et devront être finalisés en été 2019.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Nathalie N HÉBERT)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Judith BOISCLAIR)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mohamed Hedi SFAR
architecte paysagiste

Tél : 514 872-9406
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-26

José PIERRE
Chef de division de l'aménagement des parcs et des actifs immobiliers

Tél : 514 872-1262
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2019-02-27

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1198143002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Objet :	Accorder un contrat de 307 555,25 $ aux Entreprises Daniel Robert inc. pour effectuer des travaux de réaménagement du parc Médéric-Martin et autoriser une dépense maximale de 400 688,54 $ (appel d'offres public VMP-19-002 – 2 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1198143002.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Judith BOISCLAIR
Préposée au Budget

Tél : 514 872-2598

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-03-04

Michelle DE GRAND-MAISON
Professionnel(le)(domaine d expertise)-Chef d équipe
Tél : 514 872-7512
Division : Service des finances , Direction du soutien et du conseil

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1198143002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Objet :	Accorder un contrat de 307 555,25 $ aux Entreprises Daniel Robert inc. pour effectuer des travaux de réaménagement du parc Médéric-Martin et autoriser une dépense maximale de 400 688,54 $ (appel d'offres public VMP-19-002 – 2 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1198143002.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 868-4567

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-03-01

Dominique MARTHET
Chef de division

Tél : 514 872-2995
Division : Ressources financières

Montréal

ORIGINAL

Appel d'offres public
Exécution des travaux
N° : VMP-19-002

Section A - Sommaire

Parution :			Ouverture :			À :
Jour	Mois	Année	Jour	Mois	Année	Service du greffe- Arrondissement Ville-Marie 800, boulevard de Maisonneuve Est, 17e étage Montréal (Québec) H2L 4L8, avant 11 h 00
30	1	2019	22	2	2019	

Parc Médéric-Martin - Aire de pique-nique

Description et sommaire de soumission	Montant
Travaux de réaménagement du parc Médéric-Martin	
Montant total avant taxes :	267 497,50 $
Taxe sur les produits et services 5 % :	13 374,88 $
Taxe de vente du Québec 9,975 % :	26 682,88 $
Montant total :	**307 555,25 $**

Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : **1140155889**

Si non inscrit au REQ, cocher ici ☐

Je (Nous), soussigné(s): **Les Entreprises Daniel Robert Inc**

Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

11550 avenue Philippe-Panneton, Montréal, Québec H1E 4G4

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du cahier des charges et, si tel est le cas, des addendas le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du cahier des charges, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres. Le prix soumis tient compte de tous les addenda émis via le SEAO pour cet appel d'offres.

Nom et titre du signataire (en majuscules) :	Téléphone :	(514) 648-3320	
DANIEL ROBERT, PRÉSIDENT	Télécopieur :	(514) 494-3964	
	Courriel :	drobert@biz.videotron.ca	
Signature:	Jour	Mois	Année
	22	02	2019

Note : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

Ville-Marie
Montréal

Réaménagement du parc Médéric-Martin dans l'arrondissement de Ville-Marie

VMP-19-002

Procès-verbal d'une séance d'ouverture de soumissions tenue le 22 février 2019, à 11 heures, au bureau d'arrondissement situé au 17e étage du 800, boulevard De Maisonneuve Est, Montréal.

Aux date, heure et lieu mentionnés dans l'avis d'appel d'offres publié le 30 janvier 2019 dans *Le Devoir*, les soumissions reçues dans le délai requis sont ouvertes publiquement par madame Josée Kenny, analyste de dossiers, et en présence de monsieur Hedi Sfar, architecte paysagiste et de madame Jacinthe Meilleur, analyste de dossiers.

Les informations qui suivent relatives au nom du soumissionnaire et à son prix de soumission sont déclarées à haute voix :

Nom de l'entreprise	Montant total de la soumission
Les Entreprises Daniel Robert inc. 1140155889	307 555,25 $
Construction Urbex inc. 1161557807	411 958,87 $

Josée Kenny — 2019-02-22 — date
Analyste de dossiers

Jacinthe Meilleur — 22.02.2019 — date
Analyste de dossiers

Hedi Sfar — 22/02/2019 — date
Architecte paysagiste

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1198143002

Nature du dossier : Contrat de construction

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Les Entreprises Daniel Robert Inc.	115838

Financement : Sources multiples

Source 1 PTI

Source 2 Revenus / Subventions / Contributions

Source 3

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

Le montant total du projet de 400 688,54 $ (taxes incluses), incluant 46 133,29$ de contingences et 47 000$ d'incidences, sera assumé comme suit:
1- Arrondissement: Un montant de 181 662,46 $ (taxes incluses) est prévu au programme triennal d'immobilisation (PTI) de 2019 de l'arrondissement Ville-Marie.
2- Programme MADA: Un montant de 219 026,08 $ (taxes incluses), soit 200 000 $ (net des ristournes) sera financé par le Programme Municipalité amie des aînés (MADA) et Accessibilité universelle (AU) via le règlement d'emprunt 17-047.

	Années antérieures	2019	2020	2021	2022	2023	Années ultérieures	**Total**
Montant-Source 1		181 662,46 $						**181 662,46 $**
Montant-Source 2		219 026,08 $						**219 026,08 $**
Total	**0,00 $**	**400 688,54 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**400 688,54 $**

☑ Le responsable du projet s'engage à produire une évaluation de la performance du(des) fournisseur(s) à la fin du contrat.

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 3

Date de début : jour (si connu) / mois / année

Date de fin : jour (si connu) / mois / année

Formulaire complété par : Hedi Sfar (Prénom, nom)

Date et heure système : 04 mars 2019 06:58:55

Montréal

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS D'ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSIONS

Numéro d'AO :	**VMP-19-002**
Titre d'AO :	**Parc Médéric-Martin - Aire de pique-nique**
Date d'ouverture :	**22-02-2019**
Heure d'ouverture :	**11h00**

RÉSULTATS

Plus bas soumissionnaire conforme :	Les Entreprises Daniel Robert inc.
Prix du plus bas soumissionnaire conforme :	307 555,25 $
Deuxième plus bas soumissionnaire conforme :	Construction Urbex inc.
Prix du 2e plus bas soumissionnaire conforme :	411 958,87 $
Dernière estimation :	304 115,49 $
Écart entre la plus basse soumission et l'estimation (%)	1%
Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse (%)	34%
Nombre de soumissions déposées :	2

Rang*	Soumissionnaire	Prix soumis $	Statut intérimaire	Statut final	Remarque
1	Les Entreprises Daniel Robert inc.	307 555,25 $	Conforme	CONFORME	
2	Construction Urbex inc.	411 958,87 $	Conforme	CONFORME	
3			Conforme	À COMPLÉTER	
4			Conforme	À COMPLÉTER	
5			Conforme	À COMPLÉTER	
6			Conforme	À COMPLÉTER	
7			Conforme	À COMPLÉTER	
8			Conforme	À COMPLÉTER	
9			Conforme	À COMPLÉTER	
10			Conforme	À COMPLÉTER	

*Ici, le rang est déterminé à l'ouverture des soumissions par rapport aux prix soumis, sans égard aux statuts finaux ou des prix corrigés suite à l'analyse.

COMMENTAIRES

IDENTIFICATION

Analyse faite par :	Julie Roy- Préposée à la gestion des contrats	Date :	22-02-2019
Vérifiée par :		Date :	

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1198143002

L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation et ne concerne que la portion financée par l'Arrondissement de Ville-Marie. Une autre source de financement fait l'objet d'une intervention distincte du Service des finances:

"D'autoriser une dépense maximale de 400 688,54 $ taxes incluses pour les travaux de réaménagement du parc Médéric-Martin;

D'accorder à cet effet un contrat aux Entreprises Daniel Robert Inc., pour un montant maximal de 307 555,25 $ taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public VMP-19-002;

D'autoriser un budget prévisionnel de contingences de 46 133,29 $ taxes incluses et un budget prévisionnel d'incidences de 47 000 $ taxes incluses. "

Nous certifions que les crédits sont disponibles pour la portion financée par l'Arrondissement de Ville-Marie. Le solde du financement doit faire l'objet d'une intervention du Service des finances

Information budgétaire (Montants nets de ristournes, en milliers de dollars)

Provenance

Projet: 34220

Sous-projet: 1934220000 - Arrondissement

2019	2020	2021	Total
166,0			166,0

Imputation

Projet: 34220

Sous-projet: 1934220150 Parc Médéric-Martin- Réaménagement de l'allée Centrale

2019	2020	2021	Total
166,0			166,0

Information comptable (Montants en dollars)

Résumé:

Dépenses (taxes incluses):	Dépenses (Net ristourne):	Contrat (taxes incluses):	Contrat (Net ristourne):
181 662,54 $	165 882,11 $	117 097,86 $	106 925,95 $

- Les crédits inhérents au présent dossier ont été réservés par:

l'engagement de gestion numéro VM98143002 au montant de 165 882,11 $ (Net de ristourne) dans le(s) compte(s) suivant(s):

Provenance des crédits : Compétence Arrondissement Crédits: 165 882,11 $

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3813204	801550	01909	57201	000000	0000	102586	000000	98001	00000

Imputation

Projet:	Sous-projet:	Dépenses (taxes incluses):	Crédits (Net ristourne):	
34220	1934220150	117 097,86 $	106 925,95 $	**Contrat**

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3813204	801550	07165	57201	000000	0000	175940	000000	15015	00000

Projet:	Sous-projet:	Dépenses (taxes incluses):	Crédits (Net ristourne):	
34220	1934220150	17 564,68 $	16 038,89 $	**Contingences**

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3813204	801550	07165	57201	000000	0000	175940	028057	15015	00000

34220 1934220150 47 000,00 $ 42 917,26 $ **Incidences**

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3813204	801550	07165	54507	000000	0000	175940	028058	15015	00000

- Un virement de crédits sera effectué suite à l'approbation de ce dossier par les instances appropriées, conformément aux informations financières de la présente intervention.

Responsable de l'intervention:

Nathalie Hébert

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 868-4567

Date: **2019-03-01**

NO GDD : 1198143002

Taux 2019: 1,0951303727

No d'engagement 2019: CC98143002

Provenance

		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Travaux de construction				
17-047	6101.7717047.802500.01909.57201.000000.0000.166808.000000.98001.00000	219 026,08 $	200 000,00 $	200 000 $

Imputation

		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
1938395-002 Réaménagement du parc Médéric-Martin				
travaux	6101.7717047.801550.07165.57201.000000.0000.178186.000000.15010.00000	219 026,08 $	200 000,00 $	200 000 $
contingences	6101.7717047.801550.07165.57201.000000.0000.178186.**070008**.15010.00000	- $	- $	- $
incidences	6101.7717047.801550.07165.57201.000000.0000.178186.**070003**.15010.00000	- $	- $	- $
		219 026,08 $	200 000,00 $	200 000 $

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.12

2019/03/12
18:30

(1)

Dossier # : 1190619002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 12 500 $

D'accorder, à même le budget de fonctionnement, les contributions suivantes :
- 1 500 $ à Le Drapeau de la Famille;
- 500 $ à Aide aux Trans du Québec (ATQ);
- 3 000 $ à l'Association du Village Shaughnessy;
- 3 000 $ à l'Association sportive et communautaire du Centre-Sud inc;
- 1 500 $ à l'Association sportive et communautaire Camillien-Houde inc;
- 500 $ à Radio Centre-Ville Saint-Louis;
- 2 500 $ à Usine C.

D'imputer cette dépense totale de 12 500 $ conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-03-05 15:31

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1190619002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 12 500 $

CONTENU

CONTEXTE

Les élus-es de l'arrondissement de Ville-Marie souhaitent contribuer financièrement auprès des organismes suivants. À titre d'information, les organismes ont été identifiés selon leur adresse dans les districts concernés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Montant	Nom de l'organisme et coordonnées	District
1 500 $	Monsieur Yvan Bombardier Le Drapeau de la Famille 1749, rue Dufresne Montréal (QC) H2K 3K1 Téléphone : 514-526-0737 * 12e édition de la Mission de Paix sur le Fleuve Saint-Laurent, du 2 au 7 juillet 2019.	Sainte-Marie
500 $	Monsieur Julien Leroux-Richardson Aide aux Trans du Québec (ATQ) 2075, rue Plessis Montréal (QC) H2L 2Y4 Téléphone : 514-830-5473 * Journée de la Fierté Trans du 4 mai 2019	Sainte-Marie
3 000 $	Monsieur Bernard Sanchez L'Association du Village Shaughnessy 1932, rue Tupper Montréal (QC) H3H 1N5 Téléphone : 514-232-3000 * Fonctionnement de l'organisme	Peter-McGill

Montant	Nom de l'organisme et coordonnées	District
3 000 $	Monsieur José Rebelo Association sportive et communautaire du Centre-Sud inc 2093, rue de la Visitation Montréal (QC) H2L 3C9 Téléphone : 514-522-2246 * Championnats provinciaux de Hockey Québec – Coupe Dodge 2019 – Volet féminin qui auront lieu à l'aréna Camillien-Houde, du 11 au 14 avril 2019.	Saint-Jacques
1 500 $	Madame Céline Gauthier Association sportive et communautaire Camillien-Houde inc 2022, rue de la Visitation Montréal (QC) H2L 3C7 Téléphone : 514-596-0953 * Spectacle annuel de patinage artistique – Édition 2019 qui aura lieu à l'aréna Camillien-Houde, les 27 et 28 avril 2019.	Saint-Jacques
500 $	Monsieur Victor Roberge Radio Centre-Ville Saint-Louis 5212, boulevard Saint-Laurent Montréal (QC) H2T 1S1 Téléphone : 514-546-5823 * Nouvelle émission de radio LGBT de Radio Centre-Ville intitulé « Franchement Jeudi »	Hors arrondissement
2 500 $	Madame Christine Curnillon Usine C 1345, avenue Lalonde Montréal (QC) H3T 1J7 Téléphone : 514-521-4198 * Soirée bénéfice 2019 qui aura lieu le 1er mai 2019.	Sainte-Marie

TOTAUX PAR DISTRICT:
- Cabinet de la mairesse: 500 $
- Sainte-Marie: 4 500 $
- Saint-Jacques: 4 500 $
- Peter-McGill: 3 000 $

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Kemly DESTIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Ginette OUIMET
Chargée de secrétariat

Tél : 514-868-5531
Télécop. : 514-872-8347

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-03-04

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-3125
Télécop. : 514 872-5607

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1190619002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Objet :	Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 12 500 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1190619002.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Kemly DESTIN
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-03-05

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financièress
Tél : 514 868 - 4567
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1190619002

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 7

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Le Drapeau de la Famille	152949
2.	Aide aux Trans du Québec (ATQ)	400526
3.	L'Association du Village Shaughnessy	133701
4.	Association sportive et communautaire du Centre-Sud inc	118407
5.	Association sportive et communautaire Camillien-Houde inc	132951
6.	Radio Centre-Ville Saint-Louis	35808
7.	Usine C	84228

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant			12 500,00 $					**12 500,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 1

Date de début :	jour (si connu)	mois	année	Date de fin :	jour (si connu)	mois	année
	12	mars	2019		12	mars	2019

Formulaire complété par : Ginette Ouimet

Prénom, nom

Date et heure système : 05 mars 2019 14:17:03

SUIVI DES DEMANDES DE SOUTIEN FINANCIER ADRESSÉES AUX ÉLUS – CA DU 12 MARS 2019

Organisme demandeur	Projet	District
Monsieur Yvan Bombardier Le Drapeau de la Famille 1749, rue Dufresne Montréal (QC) H2K 3K1 Téléphone : 514-526-0737	12e édition de la Mission de Paix sur le Fleuve Saint-Laurent, du 2 au 7 juillet 2019.	Sainte-Marie
Monsieur Julien Leroux-Richardson Aide aux Trans du Québec (ATQ) 2075, rue Plessis Montréal (QC) H2L 2Y4 Téléphone : 514-830-5473	Journée de la Fierté Trans du 4 mai 2019	Sainte-Marie
Monsieur Bernard Sanchez L'Association du Village Shaughnessy 1932, rue Tupper Montréal (QC) H3H 1N5 Téléphone : 514-232-3000	Organisation des activités annuelles, pour l'année 2019, destinées aux familles qui résident dans le Village Shaughnessy.	Peter-McGill
Monsieur José Rebelo Association sportive et communautaire du Centre-Sud inc 2093, rue de la Visitation Montréal (QC) H2L 3C9 Téléphone : 514-522-2246	Ensemble publicitaire au niveau de l'arrondissement de Ville-Marie dans le cadre des Championnats provinciaux de Hockey Québec – Coupe Dodge 2019 – Volet féminin qui auront lieu à l'aréna Camillien-Houde, du 11 au 14 avril 2019.	Saint-Jacques
Madame Céline Gauthier Association sportive et communautaire Camillien-Houde inc 2022, rue de la Visitation Montréal (QC) H2L 3C7 Téléphone : 514-596-0953	Spectacle annuel de patinage artistique – Édition 2019 qui aura lieu à l'aréna Camillien-Houde, les 27 et 28 avril 2019.	Saint-Jacques
Monsieur Victor Roberge Radio Centre-Ville Saint-Louis 5212, boulevard Saint-Laurent Montréal (QC) H2T 1S1 Téléphone : 514-546-5823	Financement demandé pour le lancement de la nouvelle émission de radio LGBT de Radio Centre-Ville intitulé « Franchement Jeudi »	Hors territoire
Madame Christine Curnillon Usine C 1345, avenue Lalonde Montréal (QC) H3T 1J7 Téléphone : 514-521-4198	Demande de soutien pour l'organisation de la soirée bénéfice 2019 qui aura lieu le 1er mai 2019.	Sainte-Marie

Montréal, 25 février 2019

Mme Sophie Mauzerolle,
Conseillère de Ville-Marie, Sainte-Marie

Objet : La Mission de Paix sur le fleuve Saint-Laurent
- Demande d'aide financière



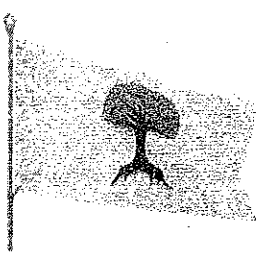
La douzième édition de la Mission de Paix sur le Fleuve Saint-Laurent se déroule, cette année du mardi 2 juillet au dimanche 7 juillet 2019. Notre voyage de 6 jours, en rabaskas et en canots, nous amène de Montréal à la communauté de la Première Nation Abénaquise de Odanak, pour leur PowWow. Plus d'une cinquantaine de participants-tes, sur l'eau et sur la route, Grand-Parents, adultes et jeunes participent ensemble, à ce périple sur le chemin de nos ancêtres, afin de rencontrer les gens de culture abénaquise, qui habitent près de chez nous.

Cette Mission est conçue dans une perspective historique de réconciliation, d'une perspective environnementale et spirituelle inspirées des peuples des Premières Nations, avec la participation des municipalités de Lanoraie et de l'Île Dupas.

Cette entreprise dépend autant du courage et de l'engagement de ses participants-es que du soutien que la population riveraine du fleuve lui fournit. Afin que nous puissions rendre possible cet événement, nous devons entre autres: louer un camion, fournir la nourriture pour 1200 repas, assurer les couts d'essence, les frais de communication, payer les déplacements des ainés pour les cérémonies, les frais d'hébergement et la promotion. Nous comptons sur votre générosité et votre soutien pour nous aider à réaliser ce projet de réconciliation et d'éducation entre les montréalais-es, les québécois-es et les peuples de Premières Nations.

Merci de prêter une attention particulière à nos projets hors du commun.
Veuillez, Mme Sophie Mauzerolle, agréer l'expression de mes salutations les plus cordiales.

Yvan Bombardier
Coordonateur du drapeau de La Famille
1749 rue Dufresne,
Montréal, Québec H2K 3K1
www.famillesdumonde.org



P.S. Nous serions heureux de faire flotter et présenter le nouveau drapeau de Montréal avec son emblème autochtone au Pow Wow abénaquis.

Radio centre-ville 102,3 FM
5212 boul. St-Laurent
Montréal, Québec
H2T 1S1

Montréal, le 4 mars 2019

OBJET : **ÉMISSION FRAÎCHEMENT JEUDI - DEMANDE DE PARTENARIAT**

Chers élus et élues de l'Arrondissement de Ville-Marie

Nous souhaitons vivement que l'Arrondissement de Ville-Marie nous supporte à poursuivre la réalisation de la première émission radio fm LGBTQI2+ à Montréal. Nous sommes déjà en onde depuis le 7 février dernier, et ce, à tous les jeudis soirs de 21:30 à 22:30 heures à la radio communautaire de Radio Centre-ville 102,3 FM.

Cette émission a pour but de permettre à la communauté d'aborder des sujets diversifiés les concernant avec l'aide de diverses chroniques comme celle sur la santé, le vieillissement, les arts & spectacles, les sports & loisirs, les finances, la politique, le mode de vie et les organismes, mais toujours en utilisant des points de vue émergent, inclusif ainsi que des invités à la fine pointe de ces informations.

C'est avec un immense plaisir que nous prendrions un montant de 500,00 $ pour nous supporter financièrement afin de continuer ce projet dans une radio communautaire où tout le monde est bénévole.

En échange de votre donation, nous pourrons :

- acheter des casques d'écoute, qui ne sont pas fournis par Radio Centre-ville, pour chacun de nos chroniqueurs;
- acheter de la musique pour les bandes annonces de chacune des chroniques;
- développer un site internet et une page Facebook;
- acheter aussi du matériel de bureau.

Tout ça dans le but que les bénévoles n'aient pas à sortir de l'argent de leur poche.

Nous espérons que vous ferez partis de l'équipe dynamique de ***Fraîchement jeudi***, à titre de partenaires financiers.

Bien à vous.

Victor Roberge
Producteur et initiateur du projet
514-546-5823
N.E.Q 1140 238206

USINE C

Centre de création et de diffusion national et international

Montréal, le 26 février 2019

Madame Sophie Mauzerolle
Conseillère de la Ville – Conseillère associée à la mairesse
800, boulevard de Maisonneuve est, 19e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Objet : Demande de soutien à la soirée bénéfice 2019 de l'Usine C

Chère Sophie Mauzerolle,

Nous travaillons actuellement à la mise en place de notre événement bénéfice 2019 qui aura lieu le 1er mai prochain en présence de plus de 200 personnes issues du milieu des affaires ainsi que des milieux artistiques rassemblés pour l'occasion. Nous visons une soirée exceptionnelle dont le point d'orgue sera la présentation du spectacle *Introduction à la violence* de Marie Brassard.

Nombreux partenaires seront mobilisés pour cette occasion, c'est pourquoi nous nous tournons vers vous aujourd'hui. Nous savons que vous avez à cœur L'Usine C dans son mandat et son rayonnement. Votre soutien est important pour nous.

L'Usine C depuis son implantation en 1995 dans les Usines Raymond est attachée à la revitalisation de cet ancien quartier industriel en pleine mutation. Ce développement au cœur de nos préoccupations vise le maintien d'un pôle d'emploi conséquent tout en contribuant à faire du Centre-Sud un véritable vivier culturel. À ce titre, nous souhaitons poursuivre les activités en partenariat avec les organismes du quartier mises-en-place, en collaboration avec les organismes Dans la rue, Le Pavillon Patricia Mackenzie de l'organisme Mission Old Bewery, le Centre communautaire St Catherine d'Alexandrie et l'Office municipal d'habitation de Montréal St-André, dans le but de renforcer le lien entre notre Théâtre, les œuvres et les artistes que nous présentons et les citoyens du quartier.

Par ailleurs, fondé pour soutenir la recherche et le développement des pratiques artistiques en appuyant des créateurs et des compagnies sur le long terme, L'Usine C œuvre à inscrire la diversité québécoise des arts de la scène dans le grand réseau international de diffusion tout en offrant à son public une diversité pluridisciplinaire et culturelle exceptionnelle.

Aussi, pour mener à bien ce mandat, nous devons aujourd'hui, plus que jamais, mobiliser nos ressources pour développer des revenus autonomes qui nous permettront de relever les défis rencontrés. Ainsi, nous organisons un événement bénéfice le 1er mai 2019 qui sera articulé autour de l'éloquent spectacle de Marie Brassard, *Introduction à la violence*.

Nous sollicitons aujourd'hui le soutien de la Ville de Montréal afin d'organiser cette soirée d'envergure et nourrissons l'espoir que la Ville pourra contribuer financièrement à cet événement à hauteur de cinq mille dollars (5.000$) et viser l'atteinte de nos objectifs de soixante mille dollars (60.000$).

L'ensemble des membres du comité d'honneur, les membres fondateurs Danièle de Fontenay et Gilles Maheu ainsi que les équipes de L'Usine C seront heureux de vous accueillir personnellement le mercredi 1er mai prochain pour une soirée unique.

Vous remerciant infiniment pour l'intérêt porté à cette demande, Chère Sophie Mauzerolle, recevez l'expression de nos sentiments les plus chaleureux.

Christine Curnillon
Codirection générale
Usine C

AIDE AUX TRANS DU QUÉBEC

Montréal, le 11 février 2019

Élu.e.s de Ville-Marie
800, Maisonneuve E., 19e étage
Montréal, QC
H2L 4L8

Objet : Demande de commandite/discrétionnaire pour la Journée de la Fierté Trans du 4 mai 2019

Distingué.e.s élu.e.s de Ville-Marie,

D'abord nous tenons à vous remercier de votre contribution financière à la Fierté Trans 2018.

À l'occasion de la journée de la Fierté Trans, plusieurs centaines de personnes se réunissent chaque année pour célébrer avec les autres membres de la communauté. C'est alors l'occasion parfaite pour leur faire connaître les ressources auxquelles ils.elles ont accès et pour leur donner de l'information en invitant des organismes partenaires à monter des kiosques d'information pour présenter leurs services. De plus, des conférenciers provenant de milieux variés sont invités à venir leur parler de différents sujets reliés aux réalités Trans.

La journée de la Fierté Trans, qui se déroulera cette année le 4 mai, joue donc un grand rôle dans le développement du réseau de support des personnes faisant partie de la communauté Trans. En effet, en plus de leur permettre d'en apprendre davantage sur les services et ressources qui leurs sont offerts, cette journée leur permet de rencontrer d'autres personnes vivant des expériences similaires aux leurs.

Cette journée est également l'occasion parfaite pour les organismes communautaires et les conférenciers impliqués de faire de l'éducation par rapport à la communauté Trans et de déconstruire certains stéréotypes et mythes qui y sont rattachés, le tout dans le but de faire disparaître les attitudes discriminatoires avec lesquelles les personnes Trans doivent composer au quotidien.

Pour terminer, la planification de cette journée se fera en collaboration avec nos organismes partenaires et nécessitera l'aide de nombreux bénévoles, qui sont essentiels à l'organisation et au bon déroulement de l'événement. Malgré leur précieuse aide, nous devons faire appel à votre générosité afin de nous aider à mettre sur pied cette journée, que nous espérons rendre inoubliable.

Coûts estimés reliés au projet :

- Frais d'imprimerie pour le programme et les affiches publicitaires : 500$
- Salaire des conférenciers et de la personne en charge du montage vidéo : 1000$
- Location de la salle : 900$

Total : 2400$

Merci de bien vouloir considérer notre demande !

Julien Leroux-Richardson
Président

2075, rue Plessis, Montréal, QC H2L 2Y4
Administration 855-909-9038 #2 **admin@atq1980.org**
Ligne d'intervention 855-909-9038 #1 **ecoute@atq1980.org**

Association sportive et communautaire
Camillien-Houde inc.

2022, rue de la Visitation, Montréal (Québec) H2L 3C7 • Tél.: (514) 596-0953 • Fax: (514) 522-6702

Montréal, le 4 février 2019

Madame Valérie Plante
Mairesse
Arrondissement de Ville-Marie
800, de Maisonneuve est, 19e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Madame la Mairesse,

La présente fait suite à notre récente conversation avec Monsieur Félix Gravel, directeur de votre cabinet et a pour but de demander à l'arrondissement de Ville-Marie d'être comme par le passé, commanditaire officiel de notre spectacle annuel de patinage artistique, et ce, en nous octroyant un montant de **1 500 $** pour le bon fonctionnement de cet événement.

Comme vous le savez déjà, ce spectacle de patinage artistique, unique sur la scène Montréalaise, regroupe plus de deux-cent-cinquante patineurs (euses) de 4 à 17 ans, et ce sont eux qui seront les principaux bénéficiaires de votre commandite, le spectacle aura lieu les 27 et 28 avril prochains à l'aréna Camillien-Houde. Il est important de vous rappeler que cet événement qui est organisé en collaboration avec le Service culture, sports, loisirs et développement social de la Ville de Montréal, attire chaque année plusieurs centaines de spectateurs.

De plus, comme par les années précédentes il nous fera plaisir de vous octroyer deux pages de publicité dans la revue du spectacle Une Première 38e Édition : soit une pour la publication du mot de la Mairesse et l'autre pour les conseillers de l'arrondissement

En terminant, je tiens à vous remercier bien sincèrement pour l'appui inestimable que vous nous apportez et soyez assuré que notre organisme fera tout ce qui est en son possible pour bien publiciser votre implication, et ce, face aux différents médias présents lors de l'évènement.

Veuillez agréer, Madame la Mairesse, l'expression de nos sentiments les meilleurs et nos salutations les plus distinguées.

La Présidente,

Céline Gauthier
514 570-8581

Spectacle du

Club de patinage artistique Camillien-Houde

37ième ÉDITION

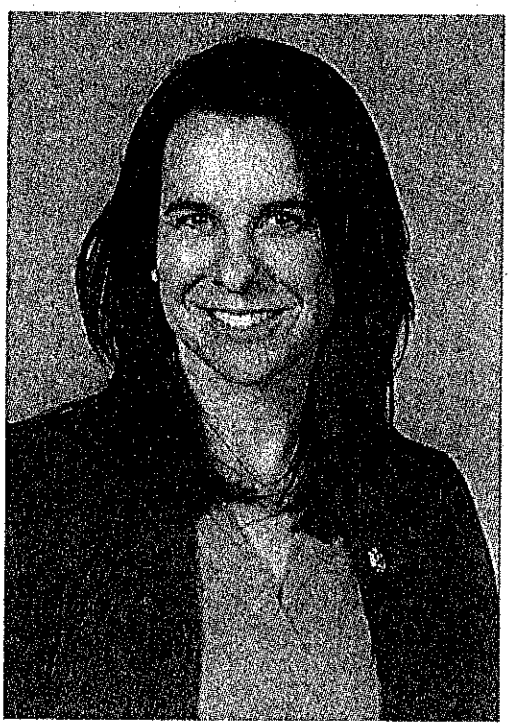
21-22 avril 2018

C.P.A. Camillien-Houde

Association sportive et communautaire Camillien-Houde

2022, rue de la Visitation, Montréal, Québec, H2L 3C7

Mot de la mairesse



Valérie Plante
Mairesse de Montréal
et de Ville-Marie
mairesse@ville.montreal.qc.ca

Le patinage artistique est une grande fierté pour Montréal. Encore dernièrement, des athlètes s'entraînant dans notre ville se sont illustrés avec brio lors des Jeux Olympiques de PyeongChang, inspirant au passage les jeunes du Club de patinage artistique Camillien-Houde. Dans quelques années, nous admirerons peut-être la grâce, le talent et la persévérance des jeunes athlètes du quartier lors de compétitions internationales!

C'est un grand plaisir de voir le spectacle du Club être reconduit pour une 37e édition. Devenu tradition locale, cet évènement permet de prendre conscience du travail accompli par les jeunes, mais aussi par ceux et celles qui les entraînent, les accompagnent et les soutiennent. Je leur adresse toutes mes félicitations et les encourage vivement à continuer de vivre leur passion avec la même détermination.

Bon spectacle à toutes et à tous !

La mairesse de Montréal et de Ville-Marie,

Valérie Plante

VILLE-MARIE
MON CENTRE



Valérie Plante
Mairesse de Montréal
et de Ville-Marie
mairesse@ville.montreal.qc.ca



Robert Beaudry
Conseiller de la Ville
District de Saint-Jacques
robert.beaudry@ville.montreal.qc.ca



Sophie Mauzerolle
Conseillère de la Ville
District de Sainte-Marie
sophie.mauzerolle@ville.montreal.qc.ca



Cathy Wong
Conseillère de la Ville
District de Peter-McGill
cathy.wong@ville.montreal.qc.ca



Richard Ryan
Conseiller de la Ville désigné
District du Mile-End
richard.ryan@ville.montreal.qc.ca



Anne-Marie Sigouin
Conseillère de la Ville désignée
District de Saint-Paul-Émard-
Saint-Henri Ouest
anne-marie.sigouin@ville.montreal.qc.ca

Les membres du conseil de l'arrondissement de Ville-Marie
sont heureux d'encourager le Club de patinage artistique Camillien-Houde.

Bon spectacle à toutes et à tous !

Ville-Marie
Montréal

Association sportive
et communautaire
du Centre-Sud

Montréal, le 18 février 2019

Madame Valérie Plante
Mairesse
Arrondissement de Ville-Marie
800, boul. de Maisonneuve Est, 19e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Objet : Demande de commandite

Madame la Mairesse,

2
2093, rue de la Visitation
Montréal QC H2L 3C9
T 514.522.2246
TC 514.522.6702
www.asccs.qc.ca

Je me permets de réitérer la demande que Monsieur Michel Godin, notre directeur de la section hockey a faite dernièrement à votre bureau, soit de nous octroyer une commandite de 3000.$ pour un ensemble publicitaire au niveau de notre arrondissement pour les Championnats Provinciaux de Hockey Québec- Coupe Dodge 2019 – Volet Féminin qui auront lieu à l'aréna Camillien-Houde du 11 au 14 avril 2019.

En recevant ces 2,074 joueuses de hockey féminin (122 équipes) de tous les niveaux et provenant de 14 régions de partout au Québec, cela, nous donne la possibilité de ramasser des fonds pour le hockey mineur de notre association, en vendant des publicités et services tout au long de cet événement.

Voici ce que nous vous offrons comme visibilité:

- ✓ **Affichage sur le site**
  - Une bannière 3' x 8' sur la baie vitrée (Logo arrondissement Ville-Marie)
- ✓ **Encart local au programme souvenir**
  - 1 page couleur : 5' Largeur x 7,75" hauteur
- ✓ **Invitation à participer à la cérémonie protocolaire locale pour la mise au jeu officiel .**
- ✓ **Invitation à participer aux cérémonies de remises des médailles**

Votre commandite serait plus qu'appréciée, elle nous aidera à atteindre nos objectifs pour le hockey de l'arrondissement Ville-Marie.

/...2

Au fil des ans, ce sont essentiellement des dons et des commandites qui nous ont permis d'initier et de maintenir des programmes pour les jeunes, tout en leur offrant des activités stimulantes. Plusieurs de ces enfants nous arrivent de milieu difficile, ou souvent les bonnes habitudes de vie sont laissées pour compte.

Soyez assuré que vous recevrez tout le crédit qui vous est dû et que vous serez bien identifié lors de cet événement.

Dans l'attente d'une réponse favorable à notre demande, nous vous prions d'agréer, Madame la Mairesse, l'expression de nos sentiments les plus distingués et nous vous assurons de notre entière collaboration pour tous renseignements supplémentaires.

Le directeur général,

José Reberlo

c.c. Michel Godin, Directeur Section Hockey
514-522-2246 ext. 240 - 514-571-3678

hockey@asccs.qc.ca

Numéro pour fins d'impôt : 131201220 RR 0001



DODGE JOURNEY DODGE DURANGO DODGE GRAND CARAVAN

UN TRIO QUI A DU COFFRE

Avec leur configuration 7 places* et beaucoup d'espace de chargement, les véhicules Dodge sont équipés pour le hockey, de série.

* Configuration 7 places de série pour les véhicules Dodge Durango et Dodge Grand Caravan, livrable pour les véhicules Dodge Journey.

19/24

HOCKEY QUÉBEC PRÉSENTE **LA 40E ÉDITION DE LA**

COUPE DODGE

CHAMPIONNATS PROVINCIAUX **DU 19 AU 23 AVRIL**



CHAMPIONNAT MASCULIN

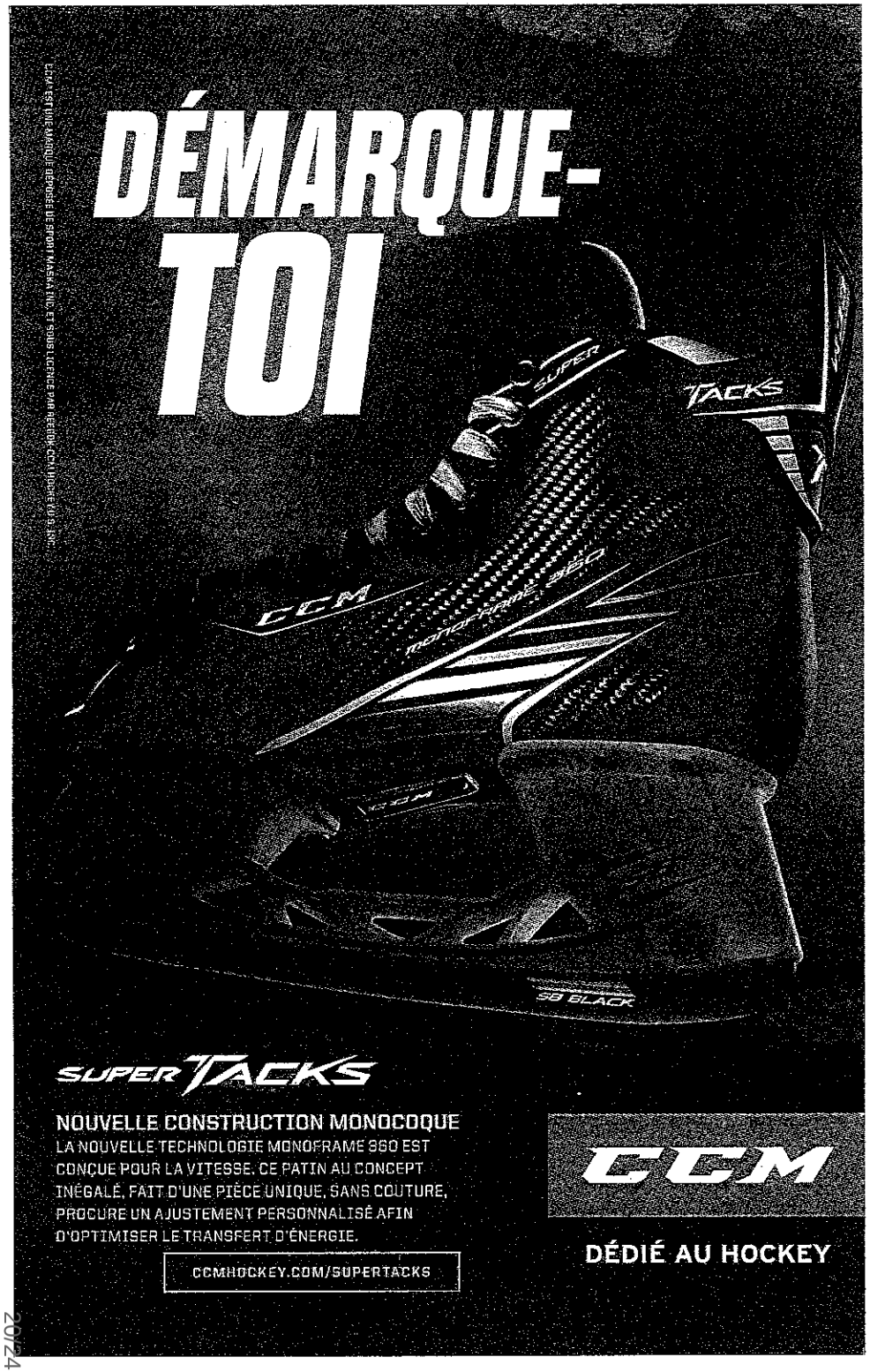
RÉGION DE MONTRÉAL

ATOME BB | ARÉNA ROBERTO-LUONGO
ATOME AA | ARÉNA FLEURY
PEE-WEE BB | ARÉNA RODRIGUE-GILBERT
PEE-WEE AA | ARÉNA CAMILLIEN-HOUDE
PEE-WEE AAA RELÈVE | ARÉNA RODRIGUE-GILBERT
PEE-WEE AAA | ARÉNA CHAUMONT
BANTAM BB | ARÉNA CLÉMENT-JETTÉ
BANTAM AA | ARÉNA SAINT-DONAT
BANTAM AAA RELÈVE | CENTRE RÉCRÉATIF ÉDOUARD-RIVET
BANTAM AAA | ARÉNA SAINT-LOUIS
MIDGET BB | ARÉNA DOUG-HARVEY
MIDGET AA | ARÉNA MARTIN-BRODEUR
MIDGET AAA | ARÉNA FLEURY
MIDGET ESPOIR | ARÉNAS SYLVIO-MANTHA ET GEORGE-MANTHA
JUNIOR AA | ARÉNA ÉTIENNE-DESMARTEAU
Montréal

VISITEZ NOTRE SITE WEB POUR PLUS D'INFORMATION
WWW.COUPE-DODGE.QC.CA

DODGE

Québec Tim Hortons belairdirect. TRIUM Deschamps GRADUOR CCM



MOT DU MAIRE



Montréal et le hockey, c'est une histoire d'amour que nous vivons toutes et tous ensemble.

Le retour de la coupe Dodge à Montréal, après une absence de 15 ans, est un grand événement sportif. Plus de 212 équipes de hockey venant de 14 régions du Québec participeront à ce tournoi exceptionnel qui se déroulera dans 13 arénas de la métropole.

En tant que Maire et grand amateur de hockey, je tiens à saluer le travail des organisateurs de ce tournoi et souligner l'implication de centaines de bénévoles. Sans eux, cet événement d'envergure n'aurait pas lieu.

Bienvenue dans notre ville.

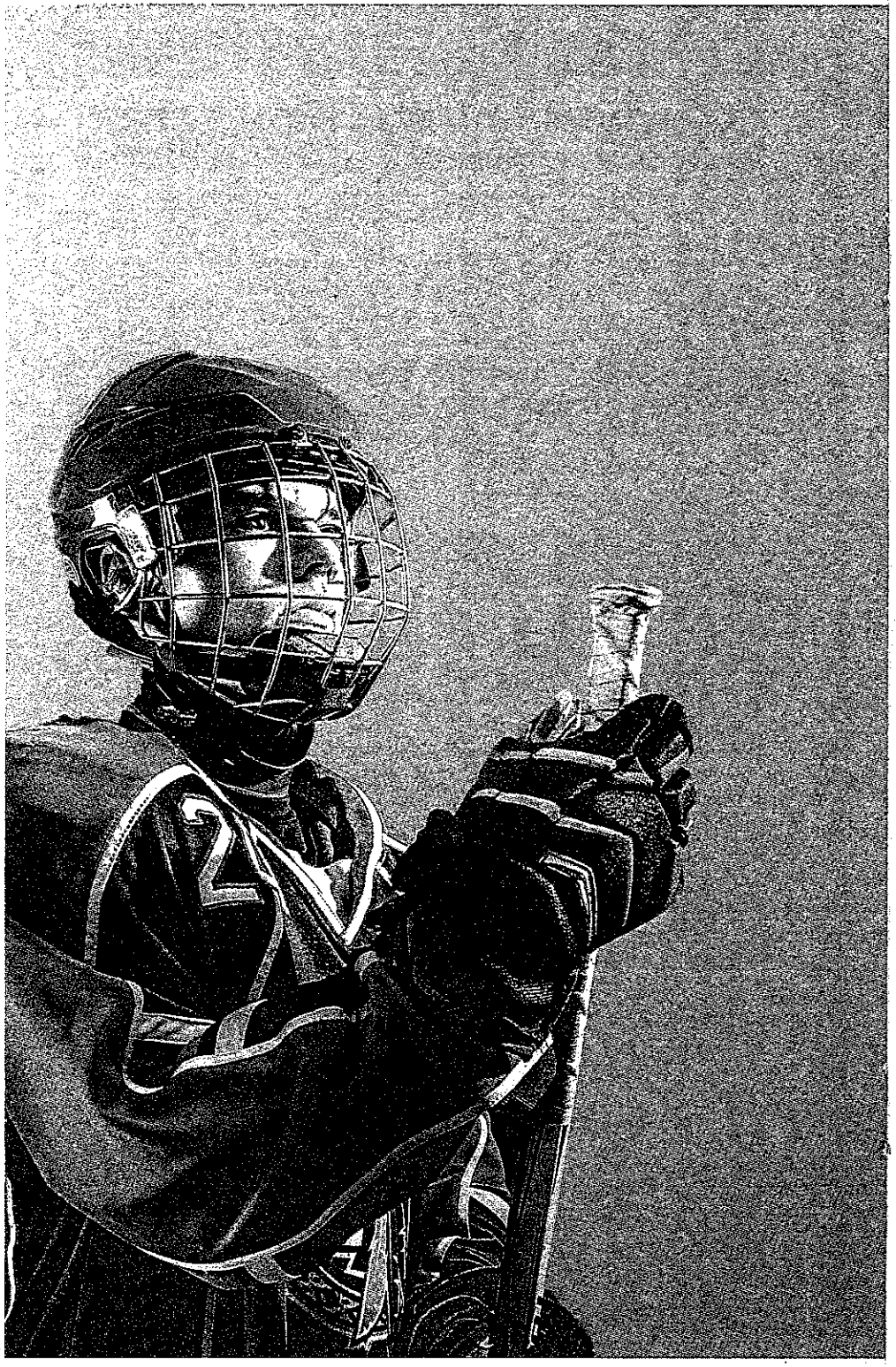
Bravo et bonne chance à toutes ces équipes enthousiastes et talentueuses

J'invite tous les Montréalais à venir encourager ces athlètes et à partager cette passion de notre sport national.

Bon tournoi.

Denis Coderre,

vive 375



VILLE-MARIE
MON CENTRE



Richard Bergeron
Conseiller de la Ville
District de Saint-Jacques
richardbergeron@ville.montreal.qc.ca



Valérie Plante
Conseillère de la Ville
District de Sainte-Marie
valerie.plante@ville.montreal.qc.ca

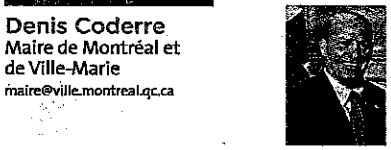


Denis Coderre
Maire de Montréal et
de Ville-Marie
maire@ville.montreal.qc.ca

Karine Boivin Roy
Conseillère de la Ville désignée
District de Louis-Riel
karine.boivin.roy@ville.montreal.qc.ca



Steve Shanahan
Conseiller de la Ville
District de Peter-McGill
steve.shanahan@ville.montreal.qc.ca



Jean-Marc Gibeau
Conseiller de la Ville désigné
District d'Ovide-Clermont
jgibeau@ville.montreal.qc.ca

Les membres du conseil de l'arrondissement de Ville-Marie
sont heureux d'encourager les Championnats provinciaux de Hockey Québec 2017.

Nous souhaitons la meilleure des chances aux participantes et participants !

Ville-Marie
Montréal

----- Transféré par Nady JEAN-LOUIS/MONTREAL le 2019-02-25 09:17 -----

De : Bernard Sanchez <bernard.sanchez@scbsl.ca>
A : "Cathy Wong (cathy.wong@ville.montreal.qc.ca)" <cathy.wong@ville.montreal.qc.ca>
Date : 2019-02-25 08:56
Objet : Aide de la ville pour activités de l'association du village Shaughnessy

Bonjour Cathy,

J'espère que tu vas bien et que tu auras passé un bon weekend.

Je suis de retour d'un périple de 2 semaines en Europe avec un client et me remet à la tâche de l'association du village Shaughnessy.

Comme tu le sais nous avons débuté l'an dernier des activités pour les familles résident dans le village Shaughnessy. L'an dernier, grâce à la contribution de la ville de Montréal, nous avons pu faire participer des dizaines de famille à nos activités.

De nouveau, cette année, nous allons avoir des activités telles ateliers de peinture, ateliers de photographie, chasse aux trésor, balades historiques du village, session de danse, activités lors de la St Patrick, etc. Je voudrais préciser que les activités sont offertes gratuitement aux membres de l'association. Les non membres peuvent y participer pour la modique somme de $10.00.

Nous sollicitons cette année une contribution de $3,000 pour nous aider à maintenir ces activités. L'argent servira à retenir les services d'artistes, à payer les frais de location ainsi que les prix pour certains.

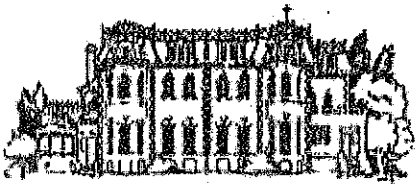
J'espère pouvoir compter sur la ville pour que les familles puissent bénéficier d'activités

intéressantes et motivantes.

Je te remercie à l'avance.

Bernard

Bernard Sanchez
Président
Association du village Shaughnessy
Shaughnessy Village Association



Bernard.sanchez@scbsi.ca
514 232 3000

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1190619002

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation:

" Accorder, à même le budget de fonctionnement, les contributions suivantes :

- 1 500 $ à Le Drapeau de la Famille;
- 500 $ à Aide aux Trans du Québec (ATQ);
- 3 000 $ à l'Association du Village Shaughnessy;
- 3 000 $ à l'Association sportive et communautaire du Centre-Sud inc;
- 1 500 $ à l'Association sportive et communautaire Camillien-Houde inc;
- 500 $ à Radio Centre-Ville Saint-Louis;
- 2 500 $ à Usine C.

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) **12 500,00 $**

	Années antérieures	**2019**
Montant		12 500,00 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: **12 500,00 $**

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306161	01101	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante seront réservés par l'engagement de gestion no **VM90619002**
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Kemly Destin

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2019-03-05**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.13

2019/03/12
18:30

(2)

Dossier # : 1190619003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution à Concertation régionale de Montréal pour un montant total de 650 $

D'accorder, à même le budget de fonctionnement, la contribution suivante :
- 650 $ à Concertation régionale de Montréal.

D'imputer cette dépense totale de 650 $ conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-03-07 16:07

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1190619003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution à Concertation régionale de Montréal pour un montant total de 650 $

CONTENU

CONTEXTE

Les élus-es de l'arrondissement de Ville-Marie souhaitent contribuer financièrement auprès de l'organisme Concertation régionale de Montréal.
À titre d'information, cet organisme a été identifié selon son adresse dans le district concerné.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Montant	Nom de l'organisme et coordonnées	District
650 $	Madame Marine Coeurdassier Téléphone : 514-549-0852 idkrew7@gmail.com Fiduciaire : Concertation régionale de Montréal 1100-425, boulevard de Maisonneuve Ouest Montréal (QC) H3A 3G5	Peter-McGill

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Kemly DESTIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Ginette OUIMET
Chargée de secrétariat

Tél : 514-868-5531
Télécop. : 514-872-8347

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-03-07

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-3125
Télécop. : 514 872-5607

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1190619003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Objet :	Accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution à Concertation régionale de Montréal pour un montant total de 650 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1190619003.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Kemly DESTIN
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-03-07

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 868 - 4567
Division : Division des Ressources Financieres Et Materielles

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1190619003

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Concertation régionale de Montréal	365876

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

Contribution pour Marine Coeurdassier, responsable du projet "Vis ta danse - Compétition de rue" . Concertation Régional de Montréal est le fiduciaire de madame Coeurdassier).

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant								**0,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 1

Date de début :	jour (si connu)	mois	année	Date de fin :	jour (si connu)	mois	année
	12	mars	2019		12	mars	2019

Formulaire complété par : Ginette Ouimet

Prénom, nom

Date et heure système : 07 mars 2019 14:21:07

SUIVI DES DEMANDES DE SOUTIEN FINANCIER ADRESSÉES AUX ÉLUS – CA DU 12 MARS 2019

Organisme demandeur	Projet	District
Monsieur Yvan Bombardier Le Drapeau de la Famille 1749, rue Dufresne Montréal (QC) H2K 3K1 Téléphone : 514-526-0737	12e édition de la Mission de Paix sur le Fleuve Saint-Laurent, du 2 au 7 juillet 2019.	Sainte-Marie
Monsieur Julien Leroux-Richardson Aide aux Trans du Québec (ATQ) 2075, rue Plessis Montréal (QC) H2L 2Y4 Téléphone : 514-830-5473	Journée de la Fierté Trans du 4 mai 2019	Sainte-Marie
Monsieur Bernard Sanchez L'Association du Village Shaughnessy 1932, rue Tupper Montréal (QC) H3H 1N5 Téléphone : 514-232-3000	Organisation des activités annuelles, pour l'année 2019, destinées aux familles qui résident dans le Village Shaughnessy.	Peter-McGill
Monsieur José Rebelo Association sportive et communautaire du Centre-Sud inc 2093, rue de la Visitation Montréal (QC) H2L 3C9 Téléphone : 514-522-2246	Ensemble publicitaire au niveau de l'arrondissement de Ville-Marie dans le cadre des Championnats provinciaux de Hockey Québec – Coupe Dodge 2019 – Volet féminin qui auront lieu à l'aréna Camillien-Houde, du 11 au 14 avril 2019.	Saint-Jacques
Madame Céline Gauthier Association sportive et communautaire Camillien-Houde inc 2022, rue de la Visitation Montréal (QC) H2L 3C7 Téléphone : 514-596-0953	Spectacle annuel de patinage artistique – Édition 2019 qui aura lieu à l'aréna Camillien-Houde, les 27 et 28 avril 2019.	Saint-Jacques
Monsieur Victor Roberge Radio Centre-Ville Saint-Louis 5212, boulevard Saint-Laurent Montréal (QC) H2T 1S1 Téléphone : 514-546-5823	Financement demandé pour le lancement de la nouvelle émission de radio LGBT de Radio Centre-Ville intitulé « Franchement Jeudi »	Hors territoire
Madame Christine Curnillon Usine C 1345, avenue Lalonde Montréal (QC) H3T 1J7 Téléphone : 514-521-4198	Demande de soutien pour l'organisation de la soirée bénéfice 2019 qui aura lieu le 1er mai 2019.	Sainte-Marie

SUIVI DES DEMANDES DE SOUTIEN FINANCIER ADRESSÉES AUX ÉLUS – CA DU 12 MARS 2019

Organisme demandeur	Projet	District
Madame Marine Coeurdassier Téléphone : 514-549-0852 Idkrew7mail.com Fiduciaire : Concertation régionale de Montréal 1100-425, boulevard de Maisonneuve Ouest Montréal (QC) H3A 3G5	Projet « Vis ta danse – compétition de danses de rue » qui aura lieu le 12 avril 2019 à St-Jax. (Initiative qui permet à 12 jeunes agé-es de 15 à 29 ans de devenir acteur-trices de changement en mettant de l'avant leurs projets) - Référence : Sommaire 1160619003	Peter-McGill

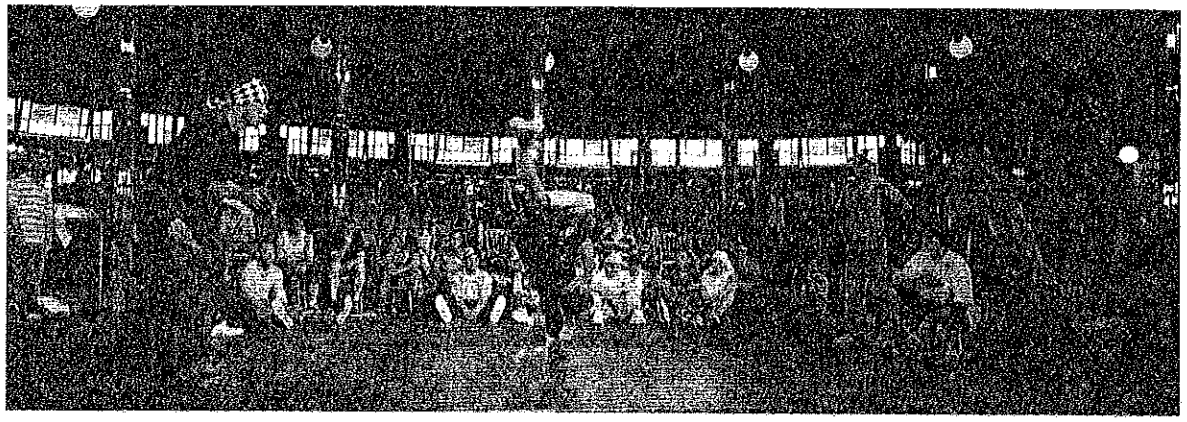
Destinataire: Cathy.wong@ville.montreal.qc.ca
Objet: Projet Vis ta danse à St Jax Montréal

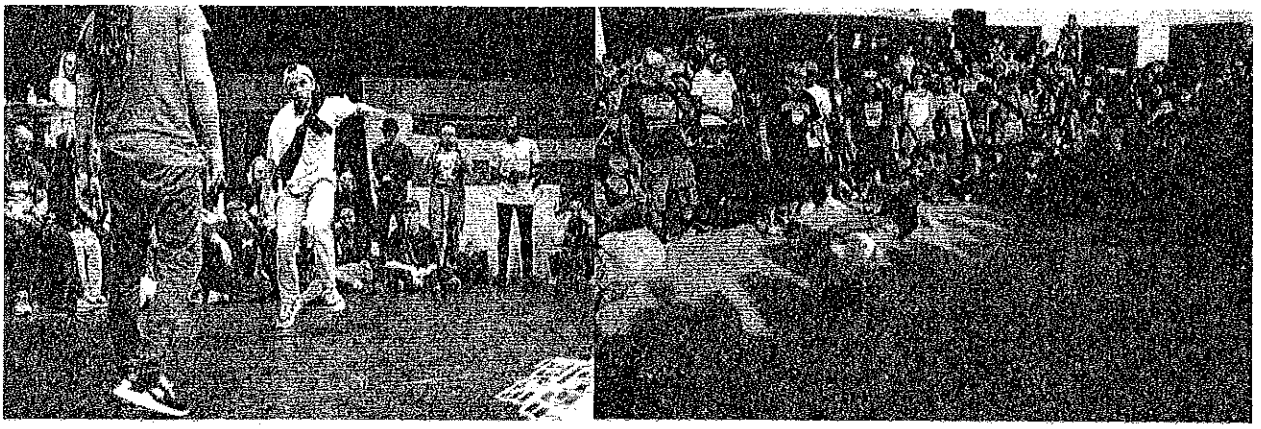
Bonjour Cathy,
Voici l'info sur mon projet Vis ta danse - compétition de danses de rue, qui aura lieu le vendredi 12 avril à St Jax Montréal.
Le montant demandé est de 650$ et servirait à couvrir une partie des frais du service traiteur. Je t'envoie en pièce jointe mon budget, mon document de présentation et l'affiche de l'événement.
Marine C.

La Génératrice
PAR LE FORUM JEUNESSE DE L'ÎLE DE MONTRÉAL

Vis ta danse

Vis ta danse et libère ton style
Live your dance and free your style





Samedi 13 avril 2019

Présenté par : Marine Coeurdassier
Supporté par : La Génératrice (Forum jeunesse de l'île de Montréal)

LA GÉNÉRATRICE : PRÉSENTATION

Suite à la démarche #Jeunesse375Mtl, et à travers son initiative La Génératrice, le Forum jeunesse de l'île de Montréal (FJÎM), une instance de Concertation Montréal (CMTL), a retenu 12 projets qui permettront à 12 jeunes âgé.e.s de 15 à 29 ans de devenir acteur.trice.s de changement et de mettre en œuvre des projets par, pour et avec les jeunes.

Lors d'un appel à projets qui a eu lieu à la fin de l'été, le comité de sélection de La Génératrice, composé des membres du Conseil d'administration du FJÎM, a retenu 12 projets de jeunes provenant de toute l'île de Montréal. Les jeunes ont obtenu des financements s'échelonnant de 2 000 $ à 10 000 $. Ils recevront des formations sur mesure et un accompagnement personnalisé afin de mener leurs projets à terme. Ceci est une occasion unique pour la jeunesse d'exercer son leadership, d'agir et de transformer son milieu de vie, et ainsi, d'acquérir de précieuses compétences personnelles et professionnelles.

Marine Coeurdassier fait partie des jeunes lauréat.e.s de La Génératrice : son projet, intitulé *Vis ta danse*, a retenu l'attention du comité de sélection.

VIS TA DANSE

Voir Lexique de la danse urbaine à l'annexe 1**

De nombreux efforts ont été fournis par des membres de la communauté *street dance* à Montréal, dont Axelle Munezero (fondatrice de l'Espace Sans Luxe), Alexandra 'Spicey' Lande (organisatrice de la compétition internationale *Bust A Move*) et Les Twins (juges sur l'émission Révolution) afin d'amener le *street dance* sur le devant de la scène, supporter ses artistes et promouvoir la danse. J'aimerais contribuer à ce vent de changement sans perdre de vue la **culture *Hip Hop*****, plus ***underground***** et communautaire : à la base, ces danses n'étaient pas faites pour être performées sur de grandes scènes ou sous forme de compétitions. Elles sont d'abord et avant tout un moyen d'expression, d'échange, de partage au profit de la communauté. Bien que *Vis ta danse* est présentée comme une compétition, le projet devrait surtout être vu comme un échange entre danseur.e.s et entre les danseur.e.s et le public. Mon but est de promouvoir ces danses à Montréal et à travers le monde par l'entremise de l'enseignement et d'événements culturels. La danse a eu un grand impact dans ma vie et dans celle des danseur.e.s que je connais: elle permet de sortir de sa zone de confort, se découvrir au point de vue personnel, grandir, rencontrer de nouvelles personnes et développer un sentiment d'appartenance à une communauté accueillante, exempte de discrimination. J'en suis reconnaissante et cet évènement est, entre autres, une manière de montrer cette reconnaissance, de donner l'opportunité à la prochaine génération de *street dancers* de promouvoir notre art.

INFORMATION PERTINENTE :

* Type d'événement : Compétition de danses de rue (communément appelé *street dance* ***battle***** ou « danses urbaines ») – **freestyle**** – **allstyles** **

* Date de l'événement : samedi 13 avril 2019, de 18h a 23h

* Estimation du nombre de personnes : environ 200 personnes. Ce nombre inclut les danseur.e.s (maximum 64) et spectateur.trice.s.

* Vision : Permettre aux Montréalais.e.s de goûter à la **culture *Hip Hop*** à travers une compétition de danses de rue gratuite, ouverte à tous et toutes, où tout le monde se sent inclus et engagé.

* Mission : Réaliser une compétition *street dance* avec le même esprit que les compétitions locales et ***underground*** qui sont organisées régulièrement dans la communauté de danse, mais à plus grande échelle. Nous souhaitons toucher le public montréalais à travers notre art et manière de vivre, et utiliser cette occasion pour rassembler le monde.

* Valeurs : Inclusion, communauté, diversité, appartenance, engagement citoyen, identité, éducation, sports et loisirs.

* En vous impliquant, vous :

1. Soutenez l'épanouissement des apprenti.e.s danseur.e.s ;
2. Renforcez la diversité culturelle de Montréal ;
3. Soutenez la communauté dansante de Montréal.

* Équipement requis : scène, un micro, système de son.

DÉROULEMENT DE L'ÉVÉNEMENT :

1) 19h: *Land acknowledgment* (reconnaitre notre présence sur un territoire autochtone non-cédé).

2) 19h10: Début de la compétition 1 vs 1 *all styles*, composée de maximum 32 personnes par catégorie (junior et senior). Commence par les préliminaires de la catégorie junior.

3) 19h35 : Prestation musicale et dansante Premières Nations avec Barbara Diablo et Buffalo Hat Singers.

19h45-20h : pause

4) 20h: Preliminaires de la 2e catégorie.

5) 20h25 : Top 8 (2 catégories)

4) 21h : Performance de *beatmaking* par MTL Beatbox

5) 21h10 : Top 4 (2 catégories)

6) 21h30 : Finale

7) 21h45 : Remise des prix et fin de l'événement ou party (à 22h).

A PROPOS DE L'ORGANISATRICE



Marine Coeurdassier fait partie de la scène de la danse de rue depuis 4 ans. Elle a eu la piqûre de la danse de rue et des compétitions de danse improvisée (*freestyle*) lors de sa première compétition au *battle Kiff Your Style* en 2015. Depuis, elle participe régulièrement à ce genre de compétitions, performe dans des festivals et spectacles, et pratique au centre communautaire de loisirs de la Côte-des-neiges ainsi qu'à l'Espace sans luxe, espace dédié aux danseur.e.s *street*. Elle a pris des cours avec des danseur.e.s de renommée internationale dans différents styles (principalement *house* et *waacking*). Elle a été chorégraphe pour la comédie musicale de l'école secondaire Villa Sainte Marcelline, danseuse dans la comédie musicale Destination Haïti, instructrice de cardio-danse avec RagaPop et est maintenant instructrice d'aquaforme au YMCA. Marine possède aussi 4 ans d'expérience de gestion d'évènements et a été formée au centre communautaire de loisirs de la Côte-des-neiges. Parmi ses évènements figurent le Sommet de l'engagement jeunesse YMCA, Quebec Dance Marathon et AD2H battle.

Au plaisir de vous compter parmi les supporters de Vis ta danse!

Pour toute information, veuillez contacter :

Marine Coeurdassier
Cellulaire : 514-549-0852
Courriel : idkrew7@gmail.com
Site web de La Génératrice :

La Génératrice
PAR LE FORUM JEUNESSE DE L'ÎLE DE MONTRÉAL

www.lageneratrice.fjim.qa
Facebook : Forum Jeunesse de l'île de Montréal (FJIM)

Annexe 1: Lexique de la danse urbaine

All Style
1) Catégorie de *battle* qui inclut les danseur.e.s de tous styles confondus sur la musique au goût du DJ.
2) Habileté ou capacité d'un danseur à mélanger plusieurs styles de danse

Battle
Les *battles* ont débuté dans les soirées dansantes par des ***call out*** spontanés au milieu des **cyphers****. Aujourd'hui, ils sont organisés sous forme d'événements de danse où deux danseurs ou groupe de danseurs s'affrontent sur une même musique. Le ou la vainqueur.e est habituellement délibéré.e par un.e juge ou ensemble de juges qui pointent directement la personne qui passe au prochain tour.

Call out
Convoquer un danseur en duel de façon informel et spontanée. Fréquent dans les **cyphers** et les ***battles.***

Cypher
Cercle de danseurs qui se forme naturellement où chacun peut aller effectuer un ***round*** de ***freestyle*** tour à tour. Le cypher est un endroit sécuritaire pour les danseurs afin qu'ils puissent s'expriment librement et qu'ils partagent leur inspiration du moment avec les autres participants.

Freestyle
Le *freestyle* permet au danseur de s'exprimer librement tout en s'inspirant des éléments de la musique et de concepts physiques. Danse non chorégraphiée qui utilise les techniques d'un style de danse spécifique.

Hip Hop
(Culture) Née dans les communautés afro-américaines et latines du Bronx durant les années 1970. Le promoteur, **DJ** et pionnier Afrika Bambaataa (Universal Zulu Nation) fût le premier à nommer ce mouvement "Hip Hop" et à identifier ces quatre piliers (le **DJing**, le **MCing**, le Tagging (Graffiti), la danse - **B-boying/B-girling**) ainsi que ses valeurs (paix, amour, unité et avoir du plaisir). Cette culture s'est enracinée dans les quartiers défavorisés des États-Unis, également appelé les "*Projects*", pour des raisons festives et grégaires. Avec sa popularisation, plusieurs artistes dont NWA, Tupac Shakur, Notorious B.I.G et Public Ennemy utilisèrent le Hip Hop comme un outil d'expression pour propager la vérité sur leur condition d'existence assez

dure et violente et ainsi revendiquer de la justice et la fin de la discrimination des peuples minoritaires.

Underground
De l'anglais « sous terre », ce terme désigne un mouvement culturel alternatif généralement en conflit ou en opposition avec l'espace culturel dominant ou "*mainstream*" (souvent commercial).
Ces définitions ont été tirées du site de l'Espace Sans luxe:
http://www.100lux.ca/ressources/#lexique

Dépenses	Prévisions	Réel	Différence	Commentaires
MC	350			
Plaque pour commandit	150			
Impression fees (flyers, posters)	60			
Graphic designer	600			
3 juges	900			
Salle	1750			
Gagnant.e junior	500			
Gagnant.e senior	500			
Runner uppers	200			
DJ	300			
Barbara Diabo indigenous dance performance	250			
T-shirts	120			15$*8 bénévoles, touché média
Traiteur	1700			wrap pour danseurs et bouchées pour public (CCHM)
Extra	0			
Total	7380			
	200 attending			

Source de revenu	Montant
La Génératrice	6500
Rising Youth	250
Total	6750
Revenu-dépenses	-630

Solutions:
Find more $
No t-shirts and no performance (save 370$)
Find sponsors for food and prizes

VIS TA DANSE | LIVE YOUR DANCE
ET LIBÈRE | AND FREE
TON STYLE | YOUR STYLE



VENDREDI 12 AVRIL 2019

OUVERT À TOUS

BATTLE
VS
ALL STYLES

ENTRÉE LIBRE

Service Jeunesse Canada Corps

Vis Ta Danse

ST JAX MTL

LIEU/HORAIRE

ST-JAX MONTRÉAL
1439 RUE SAINTE-CATHERINE O

À PARTIR DE
18H30

INFOS :

FACEBOOK : VIS TA DANSE
EVENTBRITE : VIS TA DANSE - COMPÉTITION DE DANSES DE RUE
CONTACT : IDKREW7@GMAIL.COM

La Génératrice
PAR LE FORUM JEUNESSE DE L'ÎLE DE MONTRÉAL

LA GÉNÉRATRICE EST UNE INITIATIVE DU FORUM JEUNESSE DE L'ÎLE DE MONTRÉAL (FJÎM), UNE INSTANCE DE CONCERTATION MONTRÉAL, QUI PERMET À 12 JEUNES ÂGÉ.E.S DE 15 À 29 ANS DE DEVENIR ACTEUR.TRICE.S DE CHANGEMENT EN METTANT DE L'AVANT DES PROJETS PAR, POUR ET AVEC LES JEUNES, SUITE AU PROJET JEUNESSE375MTL.

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1190619003

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur l'élément suivant de la recommandation:

  " Accorder, à même le budget de fonctionnement, la contribution suivante :

  - 650 $ à Concertation régionale de Montréal.

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) **650,00 $**

	Années antérieures	**2019**
Montant		650,00 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: **650,00 $**

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306161	01101	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante seront réservés par l'engagement de gestion no **VM90619003**
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Kemly Destin

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2019-03-07**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.01

2019/03/12
18:30

(1)

Dossier # : 1197128001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Parc du Mont-Royal
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt, conformément au Règlement 07-053, du rapport annuel relatif à l'entretien du parc du Mont-Royal pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2018.

De prendre acte du dépôt, conformément au Règlement 07-053, du rapport annuel relatif à l'entretien du parc du Mont-Royal pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2018.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-02-27 14:01

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1197128001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Parc du Mont-Royal
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt, conformément au Règlement 07-053, du rapport annuel relatif à l'entretien du parc du Mont-Royal pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2018.

CONTENU

CONTEXTE

En vertu du Règlement 07-053, le conseil de la Ville subdélègue au conseil de l'arrondissement de Ville-Marie l'entretien du parc du Mont-Royal. Le présent dossier décisionnel a pour but de présenter la reddition de comptes relative à cette activité.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE18 1588 - 26 Septembre 2018 - Prendre acte du dépôt, conformément au Règlement 07-053, du rapport semestriel d'évolution budgétaire relatif à l'entretien du parc du Mont-Royal pour la période du 1er janvier au 30 juin 2018
CE18 0422 - 14 Mars 2018 - Prendre acte du dépôt du rapport annuel 2017 des dépenses pour l'entretien du parc du Mont-Royal

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

L' article 2 du règlement du conseil de la ville sur la subdélégation de certains pouvoirs relatifs à des équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif identifiés à l'annexe du décret concernant l'agglomération de Montréal prévoit que le conseil d'arrondissement doit tenir une comptabilité distincte de façon à permettre un suivi complet des activités qui y sont reliées.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le rapport annuel relatif aux dépenses d'entretien du parc du Mont-Royal est présenté en pièce jointe.
Les dépenses relatives à l'entretien du Mont-Royal ont représenté 2 418 267 $ pour l'année 2018, soit 5% de plus que celles de l'année 2017.

Cette activité a généré 117 840 $ de déficit par rapport au budget modifié, cet écart est

majoritairement attribuable à la rémunération.

Au cours de l'année 2019, des analyses et suivis rigoureux seront consentis afin d'évaluer les ressources et crédits requis pour l'entretien du Parc du Mont-Royal et de procéder aux ajustements qui s'imposent, le cas échéant.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Juan Carlos RESTREPO, Ville-Marie

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514 868-4567
Télécop. : 514 868-3330

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-14

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles

Tél : 514 872-2995
Télécop. : 514 868-3330

Ville-Marie Montréal

RAPPORT ANNUEL 2018

ENTRETIEN DU PARC DU MONT-ROYAL [1]				
	2018			
	BUDGET ORIGINAL	BUDGET MODIFIÉ	RÉEL 31-12-2018	ÉCART
DÉPENSES				
CR 306118				
▸ Rémunération	1 436 500	1 376 500	1 486 179	(109 679)
▸ Charges sociales	457 000	417 000	479 344	(62 344)
Total CR 306118	**1 893 500**	**1 793 500**	**1 965 523**	**(172 023)**
CR 306119				
▸ Rémunération		-	5 018	(5 018)
▸ Charges sociales	-	-	5 601	(5 601)
Total CR 306119	**-**	**-**	**10 619**	**(10 619)**
Sous-Total - RÉMUNÉRATION	**1 893 500 $**	**1 793 500 $**	**1 976 142 $**	**(182 642) $**
CR 306118				
▸ Transport et communications	-	-	-	-
▸ Services professionnels, techniques et autres	21 400	22 499	19 570	2 929
▸ Location, entretien et réparation	76 900	79 150	66 592	12 558
▸ Biens non durables	29 700	109 938	89 735	20 203
▸ Biens durables	-	16 413	11 224	5 189
Total CR 306118	**128 000**	**228 000**	**187 121**	**40 879**
CR 306119				
▸ Transport et communications	-	-	-	-
▸ Services professionnels, techniques et autres	267 600	278 927	255 004	23 923
▸ Location, entretien et réparation	-	-	-	-
▸ Biens non durables	-	-	-	-
▸ Biens durables	-	-	-	-
Total CR 306119	**267 600**	**278 927**	**255 004**	**23 923**
Sous-total - AUTRES FAMILLES	**395 600 $**	**506 927 $**	**442 125 $**	**64 802 $**
TOTAL	**2 289 100 $**	**2 300 427 $**	**2 418 267 $**	**(117 840) $**

1 - Les données de l'entretien du parc du Mont-Royal sont issues de la balance de vérification du centre de responsabilité (CR) 306118 et de celle de l'activité 07167 (exploitation des parcs et terrains de jeux) pour le CR 306119.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.02

2019/03/12
18:30

(1)

Dossier # : 1195125004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la poursuite du projet du centre de Peter-McGill et la participation de l'arrondissement aux budgets d'immobilisation et de fonctionnement selon la répartition prévue dans le cadre du Programme de rénovation, d'agrandissement et de construction (RAC) des bibliothèques de la Ville de Montréal

En considérant les faits énoncés au présent dossier décisionnel, il est recommandé:
QUE soit approuvé la poursuite du projet du centre de Peter-McGill ;

QUE l'arrondissement s'engage à participer aux budgets d'immobilisation et de fonctionnement selon la répartition prévu dans le cadre du Programme de rénovation, d'agrandissement et de construction (RAC) des bibliothèques de la Ville de Montréal.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-03-04 10:22

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1195125004**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la poursuite du projet du centre de Peter-McGill et la participation de l'arrondissement aux budgets d'immobilisation et de fonctionnement selon la répartition prévue dans le cadre du Programme de rénovation, d'agrandissement et de construction (RAC) des bibliothèques de la Ville de Montréal

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Ville-Marie œuvre conjointement depuis 2015 avec les services centraux à l'élaboration du projet du futur centre de Peter-McGill qui sera intégré à un vaste projet de redéveloppement immobilier sur le site de l'ancien Hôpital de Montréal pour enfants. Le centre entend répondre aux carences du secteur, identifiées d'une part lors des consultations citoyennes réalisées en 2013 (absence d'espaces collectifs de socialisation et d'appartenance), et d'autre part des diagnostics du réseau Accès Culture (déficit en infrastructure culturelle publique) ainsi que du Programme RAC (déficit en bibliothèque publique de proximité). Le projet proposé du centre est une construction mixte d'un équipement collectif municipal regroupant trois composantes : une bibliothèque, une maison de la culture et des espaces sociaux destinés à l'ensemble de la communauté visant à offrir un milieu de vie complet, tel que défini dans la *Stratégie du centre-ville* (août 2016).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE19 0253 (13 février 2019) : Inscrire à l'ordre du jour du conseil municipal, pour avis de motion et dépôt, le projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 25 000 000 $ afin de financer les travaux de rénovation, d'agrandissement, de construction et d'aménagement de bibliothèques ainsi que l'achat de collections premières », et d'en recommander l'adoption à une séance subséquente. [projets de la bibliothèque de Maisonneuve (arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve), de la bibliothèque de L'Octogone (arrondissement de LaSalle) et de la bibliothèque de Peter-McGill (arrondissement de Ville-Marie)].
CA19 240031 (12 février 2019) : Approuver une affectation de surplus de 3 000 000,00 $ en vue de financer la première année d'opération du futur centre de Peter-McGill dont l'ouverture est prévue en 2023.

CA18 240268 (8 mai 2018) : Approuver un projet de convention par lequel 9349-8244 Québec inc. consent à la Ville de Montréal un usufruit d'une partie d'un bâtiment à être construit et représentant une superficie approximative au sol de 5 793 m², situé au sud de la rue Tupper et à l'ouest de la rue du Sussex, dans l'arrondissement de Ville-Marie, aux fins d'un centre multifonctionnel comprenant une salle de spectacle, une bibliothèque et un centre communautaire, identifié comme étant le futur Centre Peter-McGill, pour un terme de

40 ans et pour une rente estimée de 68 567 225 $, incluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de convention d'usufruit.

CA15 240077 (10 février 2015) : Mandater la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie afin de déposer une demande de financement au Programme de rénovation, d'agrandissement et de construction de bibliothèques publiques et dans le cadre du Programme de soutien aux équipements culturels municipaux pour la construction d'un centre communautaire intégré incluant une bibliothèque et un espace de diffusion culturelle dans le district de Peter-McGill de l'arrondissement de Ville-Marie, et approuver un budget de 10 000 $ à même le budget de fonctionnement de la Direction culture, sports, loisirs et développement social pour la réalisation des activités de co-design reliées à l'élaboration de l'avant-projet.

DESCRIPTION

À l'image de la diversité de la population qu'il desservira, le nouveau centre offrira une pluralité de services, des espaces pour des activités de socialisation et de loisirs ainsi qu'une bibliothèque et un lieu culturel de proximité, le tout en privilégiant un mode de fonctionnement intégré. Pour plus de détails, se référer au document du « Sommaire exécutif » en pièce jointe.
Le présent dossier vise à approuver la poursuite du projet selon les étapes prévues au calendrier de réalisation, notamment la présentation du projet aux instances administratives et politiques concernées(CCPGE, CCPE, CE).

Il vise également à confirmer l'engagement de l'arrondissement à assumer sa part de financement au projet (0,6 M $) et le budget de fonctionnement annuel requis (± 3,8 M $, avant ristournes et transfert de dotation du central).

JUSTIFICATION

Le centre vise à combler les déficits d'équipements collectifs dans le district le plus populeux de l'arrondissement de Ville-Marie et dans l'un des districts qui connaît la plus forte croissance démographique à Montréal.
En termes d'acceptabilité sociale, le projet se justifie par le besoin de créer un lieu d'ancrage et d'intégration pour la communauté susceptible de soutenir le développement de ses composantes les plus vulnérables notamment en facilitant leur connexion avec les services offerts par le réseau Accès culture et les Bibliothèques de Montréal, mettant ainsi en œuvre son objectif principal de soutien à la cohésion sociale du quartier dans un complexe immobilier en développement, au sein du pôle culturel actif que représente le centre-ville.

L'entente d'usufruit prévoit la livraison du base-building par le promoteur le 1er janvier 2020 et le début du paiement de la rente 18 mois après, soit le 1er juillet 2021.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Immobilisation
L'hypothèse budgétaire estimée pour l'aménagement du centre de Peter-McGill s'élève à 45,3 M $ sans contingence d'estimation, sans surchauffe du marché de construction, avant ristournes, avec taxes et indexation jusqu'en 2023. Elle a été estimée en phase « démarrage » par le Service de la gestion de la planification immobilière (SGPI) assisté par des firmes spécialisées. Elle intègre notamment le coût de construction du base-building, estimé conjointement par le SGPI et le promoteur ainsi que la collection première, estimée par le RAC. Toutefois, l'hypothèse budgétaire est à titre indicatif étant donné qu'elle n'a pas encore été approuvée par les instances décisionnelles.

Le financement du projet se répartit comme suit entre la Ville-centre et l'arrondissement :

Volet Bibliothèque	Volet Culture	Volet Arrondissement	Gestion de projet	Collection première
Financement Division RAC	Financement Division BEEC	Financement Arrondissement	Financement SGPI	Financement Division RAC
23,3 M $ *	16,7 M $	0,6 M $	1,2 M $	3,5 M $ *
TOTAL : 41,8 M $				
TOTAL : 45,3 M $				

* Montant admissible à une contribution financière d'environ 40 % dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal. Environ 60 % sera financé par le Service de la culture.

Budget de fonctionnement

La majoration estimée du budget de fonctionnement pour l'année 2023 est de 3,8 M $ *. Selon les règles actuelles de la RFA, un montant de 0,9 M $ ** serait ajouté à la dotation annuelle de l'arrondissement. L'écart entre la majoration estimée du budget de fonctionnement et le montant déterminé par les règles de la RFA sera financé par l'arrondissement.

Budget de fonctionnement (taxes incluses)	2023
Majoration estimée	3,8 M $ *
Montant RFA	0,9 M $ **
ÉCART : 2,9 M $	

* Montant excluant les coûts intégrés à la convention d'usufruit (résolution CA18 240268).

** Estimation de l'ajustement à la base budgétaire des arrondissements selon les paramètres actuels de la Réforme du financement des arrondissements (RFA). Cet ajustement sera réévalué à l'ouverture du futur centre selon la méthode qui sera en vigueur.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce projet répond aux orientations du *Plan Montréal durable 2016-2020.*

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'approbation du conseil de l'arrondissement de Ville-Marie permettra la poursuite du projet du centre de Peter-McGill selon le calendrier prévu.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'arrondissement a déjà élaboré un plan de communication. Un arrimage avec la Ville centre est à prévoir en vue de l'adoption du projet par le Comité exécutif de la Ville de Montréal.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Sous réserve de validation du projet par les différentes instances et du respect par le promoteur de son propre calendrier, l'échéancier prévisionnel du projet est le suivant:

2019 28 mars : dossier soumis au Comité corporatif de gestion des projets d'envergure (CCGPE)

9 avril : dossier soumis au Comité de coordination des projets d'envergure (CCPE)
Date à planifier : dossier soumis au Comité exécutif
Rédaction du PFT et lancement du concours

2020 Choix du Lauréat au concours et début des plans et devis

Livraison du base-building par le promoteur prévue le 1 er janvier 2020

2021 Fin des plans et devis et début du chantier

Début du paiement de la rente par la Ville prévu le 1 er juillet 2021 (soit 18 mois après livraison du base-building)

2022 Chantier et mise en opération

2023 Ouverture prévue du centre de Peter-McGill

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le projet du centre de Peter-McGill est conforme à la *Stratégie du centre-ville* (août 2016) et à son plan d'action (août 2017) en ce qui concerne l'intégration de « *centres communautaires, de bibliothèques ou autre équipement nécessaire, dans les projets visant les immeubles institutionnels en reconversion comme l'Hôpital de Montréal pour enfants […]* » (p. 49)
Ce projet s'inscrit également dans les engagements de la Ville de Montréal de sa *Politique de développement culturel* pour la période de 2017-2022, particulièrement, l'engagement 8.1 de la Ville à *respecter «trois principes de base - rassembler, stimuler, rayonner»* afin que la culture demeure au cœur de l'âme et de l'identité montréalaise et qu'elle contribue à assurer un milieu de vie de qualité pour les citoyennes et citoyens. (p.35)

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Kemly DESTIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Ivan FILION, Service de la culture
Geneviève PICHET, Service de la culture

Michel SOULIÈRES, Service de la gestion et de la planification immobilière
Isabelle ROUGIER, Ville-Marie

Lecture :

Ivan FILION, 28 février 2019
Isabelle ROUGIER, 28 février 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Lucia PADUANO
Conseillère en planification

Tél : (438) 925-5621
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-27

Maryse BOUCHARD
Directrice par intérim

Tél : 514 872-7667
Télécop. : 514 868-3292

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Maryse BOUCHARD
Directrice par intérim
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2019-03-01

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1195125004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Objet :	Approuver la poursuite du projet du centre de Peter-McGill et la participation de l'arrondissement aux budgets d'immobilisation et de fonctionnement selon la répartition prévue dans le cadre du Programme de rénovation, d'agrandissement et de construction (RAC) des bibliothèques de la Ville de Montréal

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1195125004.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Kemly DESTIN
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-03-01

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles
Tél : 514 872 - 2995
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Ville-Marie
Montréal

Arrondissement de Ville-Marie
Bureau du directeur d'arrondissement délégué

Le 21 février 2019

PAR COURRIEL

Comité directeur
Programme de rénovation, d'agrandissement et de construction des bibliothèques (RAC)
Programme de soutien aux équipements culturels municipaux de la Ville de Montréal

Objet : Centre Peter-McGill : Engagement de l'arrondissement de Ville-Marie

Madame, Monsieur,

Dans le dossier de construction du futur centre intégré de Peter-McGill, l'arrondissement de Ville-Marie confirme par la présente son intention :

d'autoriser la poursuite du projet du centre de Peter-McGill tel qu'il est défini dans la présentation au comité opérationnel du 18 décembre 2018;

d'autoriser une participation au budget de fonctionnement conforme à la définition de projet. La majoration estimée du budget de fonctionnement pour l'année 2023 est de 3,8 M $ *. Selon les règles actuelles de la RFA, un montant de 0,9 M $ ** serait transféré à l'arrondissement. L'écart entre la majoration estimée du budget de fonctionnement et le montant déterminé par les règles de la RFA sera financé par l'arrondissement.

* Montant excluant les coûts intégrés à la convention d'usufruit (résolution CA18 240268 / dossier décisionnel 1187979001)

** Estimation de l'ajustement à la base budgétaire des arrondissements selon les paramètres actuels de la Réforme du financement des arrondissements (RFA). Cet ajustement sera réévalué à l'ouverture du futur centre selon la méthode qui sera en vigueur.

Recevez, Madame, Monsieur, nos salutations les meilleures.

Marc Labelle
Directeur d'arrondissement délégué

p. j. Résolution CA19 240031

c.c. M. Alain Dufort, directeur général adjoint – Service aux citoyens
Mme Maryse Bouchard, directrice par intérim – Culture, Sports, Loisirs, développement social

SERVICE DE LA CULTURE

DIRECTION DES BIBLIOTHÈQUES

DIVISION PROGRAMME RAC

PROGRAMME RAC

Rénovation, agrandissement et construction des bibliothèques

Sommaire de projet
Centre de Peter-McGill
L'oasis



26 février 2019

Sommaire de projet

I. Préambule

Le district de Peter-McGill est le plus populeux de l'arrondissement de Ville-Marie et l'un des districts qui connaît la plus forte croissance démographique à Montréal. L'effervescence du développement immobilier du secteur génère des retombées fiscales importantes pour Montréal.

Or, ce secteur n'est doté d'aucun équipement collectif municipal. Les résidents du secteur sont activement en demande de services depuis plusieurs années déjà. L'étude de besoins réalisée en 2013 par la firme Raymond Chabot Grant Thornton (RCGT), à la demande de l'arrondissement, en atteste. Le rapport recommande la création d'un centre communautaire qui intégrerait un *drop-in*, un centre d'information, des locaux pour accueillir des activités organisées par les organismes du milieu et une bibliothèque. Les citoyens réclament également des espaces verts et une école primaire. L'absence d'équipements culturels municipaux est également confirmée par le Plan quinquennal 2013-2017 du Programme Rénovation, agrandissement et constructions de bibliothèques (RAC) et par le Diagnostic du réseau municipal de diffusion culturelle Accès culture de 2009. Enfin, la Stratégie du centre-ville, tout comme la nouvelle administration municipale, insistent sur la création de milieux de vie complets.

Le centre de Peter-McGill entend répondre à ces besoins. Il s'agit d'un projet de construction mixte à l'ouest de l'arrondissement Ville-Marie regroupant une bibliothèque, une maison de la culture et des espaces sociaux destinés à l'ensemble de la communauté.

Il sera érigé sur le site de l'ancien Hôpital de Montréal pour enfants, à l'extrémité ouest de l'arrondissement de Ville-Marie. Lors de la mise en vente du site par le gouvernement du Québec, le promoteur privé Devimco en a fait l'acquisition et est devenu le maître-d'œuvre d'un vaste projet de redéveloppement immobilier, qui comprendra des logements en accession et en location, des logements sociaux, des espaces de bureaux, des commerces et des espaces verts. Le centre de Peter-McGill sera intégré dans le complexe immobilier du promoteur. Il fait l'objet d'une entente d'usufruit d'une durée de 40 ans approuvée par le conseil d'arrondissement le 8 mai 2018 (CA240268). La Ville créera également le nouveau parc Henri-Dunant et mettra en valeur le parc Hector-Toe-Blake, adjacents au centre.

Plusieurs facteurs propres à l'arrondissement justifient la réalisation de ce projet structurant :

- Une croissance démographique de 10 %, significativement plus élevée que celle de la Ville de Montréal et une population estimée à 42 000 habitants[1] d'ici 2025. Cette croissance reflète l'attrait du centre-ville comme lieu de vie.
- Le caractère diversifiée de la population du district nécessitant un encadrement structuré pour répondre aux besoins variés de certaines clientèles, tout en assurant le lien entre tous ces citoyens.
- L'importance relative des jeunes et la forte proportion de la population issue de l'immigration.
- Le manque d'équipements collectifs dans Peter-McGill.
- Le besoin de compléter le développement immobilier réalisé au cours des dernières années par la création d'un milieu de vie complet, incluant des services municipaux de proximité, conformément à la stratégie du centre-ville.

À l'image de la diversité de la population qu'il desservira, le nouveau centre agira à la façon d'un tiers-lieu qui offrira une pluralité de services, des espaces communautaires pour des activités de socialisation et de loisirs ainsi qu'une bibliothèque et un lieu culturel de proximité.

[1] N'inclue pas les 1 400 nouvelles unités du Squares Children's

Vision

Épicentre névralgique du district et véritable **laboratoire d'innovation publique**, le centre de Peter-McGill place l'humain au cœur de ses actions. Ce lieu novateur est le point de ralliement de citoyens et d'organismes qui contribuent au développement d'activités en phase avec les besoins d'aujourd'hui pour créer un demain meilleur où **la culture se fait vecteur de changement**.

Une grande importance est donnée à l'**inclusion sociale**. Les organismes communautaires du milieu contribuent à la programmation du centre de Peter-McGill et deviennent des agents de liaison naturels entre les clientèles sur le terrain et les services offerts. Ce lieu se dévoile ainsi comme un milieu de vie pour tous les résidents du quartier, un lieu de répit, de quiétude, de rencontres et d'échanges. Un lieu qui leur appartient.

Le centre de Peter-McGill est l'hôte d'une grande variété d'activités dédiées à l'ensemble des groupes de population, notamment les jeunes familles, les aînés, les adolescents, les Autochtones et les personnes fragilisées. Le centre accueille les désirs de participation et d'engagement des citoyens, tout en stimulant leurs désirs créatifs. En collaboration avec les professionnels, les usagers deviennent cocréateurs de projets. Ce nouveau modèle de lieu culturel **dirigé avec la communauté** dans l'esprit du *community-led* cherche à repenser la place de l'usager dans la cogestion et la cocréation d'activités et de services.

Au centre de Peter-McGill, les **technologies numériques** et la **musique** sont les outils privilégiés pour entrer en contact avec l'humain, provoquer la rencontre entre les êtres et les œuvres, et stimuler le partage. Dans un environnement marqué par la forte présence d'immigrants récents (5 ans et moins), la musique, notamment les musiques du monde, est un langage universel pour créer des ponts entre les cultures et pour tisser le lien social.

De plus, s'appuyant sur une expertise déjà développée entre autres au square Cabot, et en travaillant en amont directement avec les Autochtones eux-mêmes, l'arrondissement entend poursuivre, voire accroître, la mise en valeur des cultures autochtones dans la programmation du futur centre.

Principes directeurs

1. Réaliser un espace inspirant qui intègre et décloisonne les services d'une bibliothèque, d'une maison de la culture et d'espaces sociaux en misant sur la synergie de tous les acteurs et le rayonnement territorial;

2. Soutenir activement la vie communautaire en prenant soin des habitants, en particulier des familles, ainsi qu'en valorisant l'engagement et les atouts de la communauté;

3. Accroître le sentiment d'appartenance des citoyens et briser l'isolement à l'aide d'un lieu qui est accueillant et qui favorise la rencontre des cultures et des générations;

4. Bâtir un centre dirigé avec la communauté qui contribue à l'inclusion sociale des personnes marginalisées, issues de l'immigration ou handicapées;

5. Créer un hub de la culture numérique qui célèbre le partage, la collaboration, la mise en réseau, la gouvernance participative, les communs numériques, l'innovation, la démocratisation et l'accessibilité pour tous de la culture numérique;

6. Soutenir les capacités créatives des citoyens en encourageant l'expérimentation, l'apprentissage tout au long de la vie et la diversité culturelle avec une emphase sur la musique et les arts numériques;

7. Contribuer à aider les citoyens du quartier à mener une vie saine et active par l'amélioration de la sécurité alimentaire et des activités physiques;

8. Assumer un véritable leadership en matière d'accessibilité et de développement durable.

Métaphore

La métaphore de l'oasis s'est révélée porteuse pour le projet du centre de Peter-McGill.

Dans l'imagerie populaire, l'oasis est souvent prise comme le symbole du havre, de l'île, du lieu accueillant au sein d'un monde hostile. Les oasis qui correspondent le mieux à l'image classique sont entourées par le désert et, par leur végétation touffue, donnent une impression de luxuriance.

La métaphore de l'oasis influence une architecture forte, belle, ouverte et rafraîchissante. Elle évoque la verdure et l'eau à ses abords, à l'intérieur ou sur ses surfaces, sous forme réelle ou virtuelle. Le bâtiment est largement vitré et les scènes aperçues depuis la rue seront autant d'invitations à se joindre à la vie qui règne dans cette oasis urbaine. Le centre de Peter-McGill se distingue par les processus de conception innovants qu'il revendique.

L'activité du centre sert, en somme, à nourrir la curiosité, à alimenter le savoir et la créativité, à étancher la soif d'interaction avec l'autre. On récolte des connaissances, des expériences, des outils, des relations et l'on en ressort régénéré, ravitaillé, prêt à affronter de nouveau la route devant soi. La diversité culturelle est célébrée à travers une variété de pratiques artistiques qui nous fera voyager.

II. Envergure du projet

Le centre de Peter-McGill est un projet de 5 310 m^2 bruts qui inclut des fonctions de bibliothèque, de maison de la culture et d'espaces sociaux. Il sera construit sur le site de l'ancien Hôpital de Montréal pour enfants bordé par les rues Atwater à l'ouest, René-Lévesque au sud, Lambert-Closse à l'est et Tupper au nord. Situé à l'angle du parc Hector-Toe-Blake et du boul. René-Lévesque, son entrée principale fera directement face au futur parc Henri-Dunant qui lui servira de parvis et d'espace café extérieur.

À l'accueil, une vaste agora, largement baignée de lumière naturelle, donne directement accès à des espaces conviviaux comme le café et offre une variété de places assises confortables, non intimidantes pour les personnes marginalisées et très flexibles où il est possible de flâner sans obligations.

La bibliothèque d'une superficie d'environ 3 266 m^2 regroupera différents types d'espaces et de services. 84 000 documents seront offerts, dont 42 000 en format physique avec une emphase pour les collections pour enfants. La collection comprendra en outre près de 34 000 livres numériques faisant ainsi du centre de Peter-McGill un modèle innovant et audacieux pour une bibliothèque valorisant la culture numérique et nourrissant l'innovation dans l'ensemble du réseau. Une place importante dans la collection sera également laissée à la musique. Enfin, un soin particulier sera accordé, en termes d'espace alloué et de mobilier, à la mise en valeur des collections, dont une bibliothèque express.

Les espaces sociaux de la bibliothèque permettront à tous les publics de partager, participer, créer et apprendre quel que soit leur profil. Ainsi, on retrouvera des espaces polyvalents qui permettront aux usagers du site de se retrouver pour des conférences, des ateliers ou des activités physiques douces, un médialab/musilab, un laboratoire culinaire et un makerspace, pour expérimenter dans tous les domaines. Le projet prévoit des espaces dédiés au développement des plus jeunes comme une salle de retour au calme, une zone tout-petit et une salle d'animation. Une zone adolescent est aussi prévue pour répondre aux besoins de cette clientèle.

Dans l'espace culturel d'environ 1 938 m^2, on retrouvera notamment une salle de spectacle d'une capacité de 250 places. De type boîte noire, elle pourra accueillir toutes formes de spectacles et présentera tous les arts de la scène. Ses caractéristiques techniques et fonctionnelles, notamment ses gradins rétractables, permettront de moduler l'espace en fonction du besoin. Une salle d'exposition est également prévue. Ces espaces disposeront de toutes les annexes techniques nécessaires à leur bon fonctionnement (dépôt, débarcadère, régie, loges, etc.).

Pour les organismes du milieu, le centre comprendra également un bureau à partager. Cet espace d'une superficie approximative de 106 m^2 sera à la charge de l'arrondissement.

La technologie sera très présente sur tous les plans : collections numériques, prêts d'équipement, libre service (RFID), mise en valeur, zone d'expérimentation, formation, oeuvres d'art numérique, support de communication, etc.

Dans le concept architectural qui sera mis en œuvre, en aucun cas l'usager ne sentira la délimitation des fonctions. Ainsi, en plus de la programmation culturelle professionnelle, les espaces de diffusion pourront être utilisés pour des événements sociaux, communautaires ou de loisirs, la bibliothèque accueillera des expositions, et vice versa.

III. Participation citoyenne et consultation

Des démarches de nature qualitative ont été menées pour impliquer les citoyens et citoyennes et mieux comprendre leurs besoins et leurs aspirations. Tel que mentionné précédemment, la firme Raymond Chabot Grant Thornton (RCGT) a procédé à une étude de besoins dans le quartier de Peter-McGill en 2013. Par la suite, des activités de codesign ont été tenues au printemps 2015. Il s'agissait d'identifier les thèmes porteurs et fédérateurs du futur centre de Peter-McGill en consultant plusieurs citoyens et partenaires.

Une journée de codesign avec une trentaine de participants a permis ensuite de préciser l'utilisation que les différents groupes d'usagers ciblés - familles, nouveaux arrivants, adolescents, jeunes de 18-25 ans, personnes âgées, personnes vulnérables - pourraient faire du centre.

Une rencontre de suivi sur le rapport de codesign s'est tenue avec la Table de quartier Peter-McGill à l'automne 2016 qui en a avalisée les conclusions. Les promoteurs du redéveloppement du site de l'ancien Hôpital de Montréal pour enfants ont également rencontré la Table de concertation du Quartier des grands jardins le 17 octobre 2016.

Notons que tout le projet de redéveloppement du site de l'ancien Hôpital de Montréal pour enfants, incluant le projet du centre de Peter-McGill, a été soumis à des consultations publiques à l'Office de consultation publique de Montréal au début de l'année 2017.

Enfin, à l'été 2017, une quinzaine d'organismes communautaires impliqués dans le quartier ont répondu à un questionnaire afin d'approfondir la vision du milieu en terme de programmation pour le futur centre Peter-McGill.

IV. Gouvernance

D'entrée de jeu, les citoyens de l'arrondissement ont insisté sur l'importance de se doter d'un équipement pour la communauté avec une approche ouverte, inclusive et participative. Dans ce contexte, l'arrondissement souhaite s'inspirer du mouvement des ***community-led libraries*** tel qu'il se développe dans les bibliothèques canadiennes, en l'étendant à l'ensemble du projet du centre de Peter-McGill. En ce sens, il sera question d'un centre **« dirigé avec la communauté »**.

Ce projet se place donc dans une perspective de transformation majeure par rapport aux façons de faire plus traditionnelles. Au-delà de son contexte physique particulier et de la nécessaire synergie de ses trois composantes, la réussite d'un centre « dirigé avec la communauté » représente un enjeu d'intégration qui devra faire l'objet de suivis et de moyens particuliers dans toutes les composantes du projet pour s'assurer d'atteindre les bénéfices visés pour la population.

Le comité consultatif sera ainsi composé de représentants de l'arrondissement et de la communauté (organismes et usagers) qui établiront les grandes orientations quant à la gestion du centre de Peter-McGill. Ces derniers agiront à titre d'aviseurs et contribueront au développement de la programmation et de l'animation des divers locaux du centre et des espaces publics environnants dans une optique de renouvellement et d'amélioration continue.

Le mode de gestion prévoit également une gestion intégrée des différents espaces afin d'assurer notamment la complémentarité des activités et l'optimisation de l'usage des lieux.

La gestion opérationnelle du café, de l'entretien, de l'accueil et de la surveillance du centre sera donnée à contrat dans le cadre d'appels d'offres.

V. Enjeux

Dans l'ensemble, ce projet se veut novateur à plusieurs titres. Les éléments constitutifs de sa valeur ajoutée et de son caractère distinctif comportent toutefois une série de défis à relever, tant à l'étape de la conception et de la planification que sur le plan opérationnel une fois ouvert.

Ces principaux défis et enjeux sont les suivants :

- Arrimer le développement du projet (PFT, concours, plans et devis, travaux, etc.) à l'échéancier serré, voire accéléré du promoteur. En effet, à moins de retard dans la livraison du base-building par le promoteur lui-même, l'entente signée prévoit le début du paiement de la rente au 1er juillet 2021;

- Assurer une surveillance étroite et continue du promoteur à l'étape de la construction du base-building afin de veiller au respect des spécificités techniques requises;

- L'intégration des trois volets du projet : bibliothèque, culture et communautaire dans la conception et le fonctionnement du centre;

- La mise en place du modèle de gouvernance incluant les citoyens et groupes du milieu (*community-led*);

- La complémentarité des activités et de la programmation tout au long de la journée et de la semaine et le partage des espaces pour les activités en régie et celles des partenaires;

- La mise en valeur des livres et ressources numériques du réseau afin que les citoyens n'aient pas l'impression d'être moins bien desservis;

- La cohabitation harmonieuse de toutes les clientèles et des besoins de celles-ci (clientèles vulnérables, familles, jeunes, personnes âgées, zone de silence, zone de bruits, etc.) ainsi que de toutes les fonctions;

- L'ajustement des descriptions de tâches et de la structure des postes Ville ainsi que la sélection du personnel polyvalent et incarnant les valeurs du projet.

VI. Budget

A. Envergure du budget d'immobilisation

L'hypothèse budgétaire a été réalisée par le Service de la gestion de la planification immobilière (SGPI) avec les services de la firme d'estimation GLT +.

Hypothèse budgétaire	**Montants avec taxes**
Coût total projet *(avant ristourne, avec indexation jusqu'en 2023)*	**41,8 M$** *7 865$/m2*

Intègre	**Montant avec taxes**
Travaux Base-building	8,9 M$
Travaux d'aménagements intérieurs	19,5 M$
Équipements technologiques expérientiels	1,3 M$
Équipements scénographiques des espaces culturels	3,1 M$
Équipements de base (technologie fonctionnelle, mobilier, informatique…)	3,4 M$
Services professionnels (dont 380 K$ de conception du contenu technologique premier)	3,7 M$
Autres dépenses (concours, œuvre d'art public, gestion de projet…)	1,9 M$
N'intègre pas	
Collection première	3,6 M$

B. Répartition du financement

Le financement du projet se répartit comme suit entre la ville-centre et l'arrondissement.

Volet Bibliothèque	Volet Culture	Volet Arrondissement	Gestion de projet	Collection première
Financement Division RAC	Financement Division BEEC	Financement Arrondissement	Financement SGPI	Financement Division RAC
Total: 23,3 M$ *	**16,7 M$**	**0,6 M$**	**1,2 M$**	**3,5 M$ ***
TOTAL : 41,8 M$				
TOTAL : 45,3 M$				

* Montant admissible à une contribution financière d'environ 40% dans le cadre de l'entente sur le développement culturel de Montréal. Environ 60% sera financé par le Service de la culture.

Cette répartition est basée sur l'hypothèse budgétaire sans contingence d'estimation.

C. Budget de fonctionnement

Le budget de fonctionnement prévu pour 2023 est estimé à 3 805 371 $. Un montant additionnel estimé par le Service des finances (RFA) à 890 000 $ est déduit de la contribution. Un écart estimé de 2 860 508 $ sera financé par l'arrondissement de Ville-Marie.

Descriptif		Prévu pour 2023	Transfert Ville RFA (2014)
Fonctionnement/ opération **Toutes fonctions confondues (bibliothèque, culture, communautaire)**	Ressources humaines	2,34 M $	
	Gérance, accueil, surveillance (contrat)	0,26 M $	
	Programmation mixte (culture, bibliothèque et médiation, intramuros et hors les murs)	0,33 M $	
	Soutien technologique, informatique et entretien robot de tri	0,14 M $	
	Développement de collections - acquisition et traitement inclus (transféré au CSP)	0,24 M $	
	Divers	0,06 M $	
Exploitation du bâtiment	Entretien planifié/correctif/particulier	0,04 M $	
	Entretien ménager	0,20 M $	
	Matériel d'entretien	0,02 M $	
	Énergie	0,22 M $	
	Sous-total / an	**3,8 M $**	**0,9 M $**
	Écart	**2,9 M $**	

VII. Échéancier

Sous réserve de validation du projet par les différentes instances et du respect par le promoteur de son propre calendrier, l'échéancier prévisionnel du projet est le suivant:

2019	Rédaction du PFT et lancement du concours
2020	Choix du Lauréat au concours et début des plans et devis
	Livraison du base-building par le promoteur prévue le 1er janvier
2021	Fin des plans et devis et début du chantier
	Début du paiement de la rente par la Ville (18 mois après livraison du base-building)
2022	Chantier et mise en opération
Début 2023	Ouverture du centre de Peter McGill

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1195125004

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants :

" Approuver la poursuite du projet du centre de Peter-McGill et la participation de l'arrondissement aux budgets d'immobilisation et de fonctionnement selon la répartition prévu dans le cadre du Programme de rénovation, d'agrandissement et de construction (RAC) des bibliothèques de la Ville de Montréal;

Lors de la planification du programme triennal d'immobilisation, 2019 - 2021, un montant de 0,650 M$ a déjà été prévu pour couvrir les dépenses en services professionnels et travaux de construction pour le centre de Peter-McGill;

Le montant requis au budget de fonctionnement est estimé à 3,8 M$ par année. De ce montant, 0,9 M$ proviendront des Services centraux, selon les règles actuelles de la RFA;

Pour palier à cette situation, une affectation de surplus au montant de 3,0 M$ (GDD# 1195125003; CA19 240031) a été votée pour couvrir la première année d'opération du Centre de Peter McGill, soit en 2023;

C'est ainsi, qu'à compter de 2024, des montants devront être prévus au budget de fonctionnement de l'arrondissement de Ville-Marie pour répondre aux besoins opérationnels du centre de Peter-McGill."

Responsable de l'intervention:

Kemly Destin

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2019-03-01**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.03

2019/03/12
18:30

(1)

Dossier # : 1194657001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	Programme de réfection routière (PRR)
Objet :	Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, à la Direction de la Mobilité Service de l'Urbanisme et de la Mobilité (SUM), de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux relatifs à la réfection de la chaussée, des trottoirs et des bordures sur diverses rues artérielles de l'arrondissement de Ville-Marie pour l'année 2019

Il est recommandé :
d'offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, à la Direction de la Mobilité Service de l'Urbanisme et de la Mobilité (SUM), de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux relatifs à la réfection de la chaussée, des trottoirs et des bordures sur diverses rues artérielles de l'arrondissement de Ville-Marie pour l'année 2019.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-03-01 16:39

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1194657001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	Programme de réfection routière (PRR)
Objet :	Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, à la Direction de la Mobilité Service de l'Urbanisme et de la Mobilité (SUM), de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux relatifs à la réfection de la chaussée, des trottoirs et des bordures sur diverses rues artérielles de l'arrondissement de Ville-Marie pour l'année 2019

CONTENU

CONTEXTE

Le présent sommaire vise à offrir à la Direction de la Mobilité Service de l'Urbanisme et de la Mobilité (SUM), en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, de prendre en charge la conception, le processus d'appel d'offres, l'octroi de contrat et la surveillance de l'ensemble des travaux de réfection dans le cadre du programme de réfection d'artères (PRR artériel II).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

GDD 1160615005 - CM16 1452 adoptée le 20 décembre 2016 par le conseil municipal - Accepter les offres de service à venir des conseils d'arrondissement afin de prendre en charge la réalisation de travaux de voirie dans les rues du réseau artériel administratif de la Ville conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal.

DESCRIPTION

La construction des rues artérielles relève de la compétence du conseil municipal et par conséquent, il est recommandé de se prévaloir de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal afin que l'arrondissement offre à la Ville centre de lui fournir les services pour la réalisation des travaux de cinq (5) rues dans l'arrondissement de Ville-Marie. Par ailleurs, l'offre de prise en charge de l'Arrondissement concerne les travaux de réfection sur les tronçons de rues artérielles suivantes :

- Rue Saint-Henri entre la rue Saint-Maurice et la rue Notre-Dame;
- Rue de Bullion entre le boulevard René-Lévesque et la rue Sainte-Catherine;
- Rue Lambert-Closse entre la rue Sherbrooke et le boulevard de Maisonneuve;
- Rue de l'Hotel-de-Ville entre le boulevard René-Lévesque et la rue Sainte-Catherine;
- Chemin Barat entre la rue Atwater et la limite ouest de l'arrondissement de Ville-Marie.

JUSTIFICATION

Suite au constat de l'état des chaussées et des trottoirs des rues de l'arrondissement, iI est important et nécessaire d'investir pour pallier à la dégradation accrue du réseau routier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les dépenses relatives aux travaux seront entièrement assumées par la Direction de la Mobilité Service de l'Urbanisme et de la Mobilité (SUM). Les budgets requis à cet effet sont prévus au PTI 2018-2020 de la Direction des transports du SIVT

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'Arrondissement n'offre pas la prise en charge des travaux visés par le présent sommaire, leur réalisation par l'Arrondissement ne sera pas possible.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Dans ce contexte de délégation de pouvoir en vertu de l'Article 85, les communications relatives aux chantiers seront confiées aux responsables de communication de l'arrondissement de Ville-Marie. Les citoyens riverains des rues concernées par les travaux du programme de réfection routière du réseau local des projets susmentionnés seront informés, par lettre, de la nature et la durée des travaux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérification effectuées, le responsable du dossier, l'endosseur ainsi que le signataire de la recommandation attestent de la conformité de ce dossier aux règlements et encadrements administratif.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean CARRIER, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Isabelle BESSETTE, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

Isabelle BESSETTE, 25 février 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER		**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2019-02-11
Yann BOUCHARD agent(e) technique en ingenierie municipale		Éric BELLEVILLE c/d voirie	
Tél : **Télécop. :**	514-872-8432	**Tél :** **Télécop. :**	514-872-1048 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2019-02-26

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.04

2019/03/12
18:30

(1)

Dossier # : 1194657002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85, de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C-11.4), à la Direction de la Mobilité Service de l'Urbanisme et de la Mobilité (SUM), de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux pour la construction de saillies sur quelques rues artérielles de l'arrondissement de Ville-Marie

Il est recommandé :
D'offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, à la Direction de la Mobilité Service de l'Urbanisme et de la Mobilité (SUM), de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux relatifs à la construction de saillies de trottoirs sur diverses rues artérielles de l'arrondissement de Ville-Marie pour l'année 2019.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-03-01 16:39

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1194657002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85, de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C-11.4), à la Direction de la Mobilité Service de l'Urbanisme et de la Mobilité (SUM), de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux pour la construction de saillies sur quelques rues artérielles de l'arrondissement de Ville-Marie

CONTENU

CONTEXTE

Le présent sommaire vise à offrir à la Direction de la Mobilité Service de l'Urbanisme et de la Mobilité (SUM), en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, de prendre en charge la conception, le processus d'appel d'offres, l'octroi de contrat et la surveillance de l'ensemble des travaux de construction de saillies de trottoirs dans le cadre du programme de réfection d'artères (PRR artériel II).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

GDD 1160615005 - CM16 1452 adoptée le 20 décembre 2016 par le conseil municipal - Accepter les offres de service à venir des conseils d'arrondissement afin de prendre en charge la réalisation de travaux de voirie dans les rues du réseau artériel administratif de la Ville conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal.

DESCRIPTION

Le changement de géométrie des rues artérielles relève de la compétence du conseil municipal et par conséquent, il est recommandé de se prévaloir de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal afin que l'arrondissement offre à la Ville centre de lui fournir les services pour la réalisation des travaux de construction de saillies sur les rues artérielles suivantes :

- rue Du Fort : intersection avec la rue Sherbrooke Ouest;
- rue Saint-Marc : intersection avec la rue Sherbrooke Ouest;
- rue Parthenais : intersection avec rue Larivière;
- rue Fullum : intersection avec rue Larivière;
- rue Fullum : intersection avec la rue de Rouen;
- rue Fullum : intersection avec la rue Olivier-Robert;
- rue Fullum : intersection avec la rue Logan.

Les plans de localisation des saillies seront transmis à la Direction de la Mobilité du Service de l'Urbanisme et de la Mobilité (SUM).

JUSTIFICATION

L'ajout de saillies améliora la sécurité des déplacements des usagers et contribuera à l'apaisement de la circulation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les dépenses relatives aux travaux seront entièrement assumées par la Direction de la Mobilité du Service de l'Urbanisme et de la Mobilité (SUM).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'Arrondissement n'offre pas la prise en charge des travaux visés par le présent sommaire, leur réalisation par l'Arrondissement ne sera pas possible.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Dans ce contexte de délégation de pouvoir en vertu de l'Article 85, les communications relatives aux chantiers seront confiées aux responsables de communication de l'arrondissement de Ville-Marie. Les citoyens riverains des rues concernées par les travaux du programme de réfection routière du réseau local des projets susmentionnés seront informés, par lettre, de la nature et la durée des travaux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Travaux juin à septembre 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérification effectuées, le responsable du dossier, l'endosseur ainsi que le signataire de la recommandation attestent de la conformité de ce dossier aux règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Isabelle MORIN, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Sylvain FELTON, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

Sylvain FELTON, 25 février 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-02-21
Yann BOUCHARD agent(e) technique en ingenierie municipale	Éric BELLEVILLE c/d voirie
Tél : 514-872-8432 **Télécop. :**	**Tél :** 514-872-1048 **Télécop. :** 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2019-02-26

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.05

2019/03/12
18:30

(3)

Dossier # : 1192701023

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 28 février 2019

De prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 28 février 2019.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-03-08 08:25

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1192701023

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 28 février 2019

CONTENU

CONTEXTE

Un rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires et employés doit être soumis au conseil d'arrondissement, conformément à l'article 4 du Règlement intérieur sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires.
La Direction des services administratifs, du greffe et des relations avec les citoyens recommande au conseil d'arrondissement de prendre connaissance des rapports soumis en pièces jointes.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Prendre acte du rapport consolidé des décisions déléguées, de la liste des bons de commandes ainsi que des demandes de paiement 1er au 28 février 2019.

JUSTIFICATION

Le conseil d'arrondissement a délégué certains de ses pouvoirs aux gestionnaires de l'arrondissement en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement de Ville-Marie sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (CA-24-009).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jacinthe MEILLEUR
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-8944
Télécop. : 514 872-5607

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-03-04

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-3125
Télécop. : 514 872-5607

Date Décision	Dossier	Objet	
Février 2019			1205
Arrondissement Ville-Marie			66
Ville-Marie , Direction d'arrondissement , -			1
Article 23.08 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A			1
2019-02-28 11:45:54	**2194361002**	RADIER la somme de 2 711,06 $ et tout solde dû par Manorex inc. / Compte 80-214604-1-1 exercice 2018 mod 01 / solde impayé pour des dommages causés à une conduite d'eau souterraine situé sur la Place du Frère André face au Square Phillips / N/D: 17-000140 / IMPUTATION : Arrondissement Ville-Marie	
Décision déléguée - DA194361002			
Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec les citoyens			1
Article 15.00 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A			1
2019-02-05 08:44:02	**2190734001**	Autoriser la transformation d'un poste banque d'heures de chargé de rédaction et de diffusion (720310) en poste permanent de chargé de communication (406810) à la Division des communications et des relations avec les citoyens (52000300) de l'arrondissement de Ville-Marie, à compter de la signature du présent dossier décisionnel.	
Décision déléguée - DA190734001			
Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des ressources humaines			19
Article 07.00 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A			1
2019-02-13 15:40:36	**2197729032**	DEPLACEMENT - GELINEAU,OLIVIER Matricule: 100034398 A/C du: 2019-01-05 Titre d'emploi: CONTREMAITRE D'ARRONDISSEMENT - VOIRIE ET PARCS No poste: 78792	
Décision déléguée - DA197729032			
Article 08.02 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B			6
2019-02-20 10:17:23	**2197729037**	CHANGEMENT D'ACCRÉDITATION SYNDICALE - AUCLAIR,MARIE-EVE Matricule: 350122999 A/C du: 2019-02-16 Titre d'emploi: CONSEILLER(ERE) EN PLANIFICATION No poste: 78845	
Décision déléguée - DB197729037			
2019-02-19 17:23:03	**2197729036**	DEPLACEMENT - KAMA,MICHELE NICOLE Matricule: 100039325 A/C du: 2019-02-16 Titre d'emploi: SURVEILLANT(E) D'INSTALLATIONS No poste: 72738	
Décision déléguée - DB197729036			
2019-02-14 09:37:25	**2197729024**	DEPLACEMENT - BOULANGER-PERREAULT,PIERRE-YVE Matricule: 100180249 A/C du: 2019-02-02 Titre d'emploi: AGENT(E) TECHNIQUE EN AQUEDUC ET DRAINAGE No poste: 74791	
Décision déléguée - DB197729024			
2019-02-07 15:51:49	**2197729019**	RETOUR D'INTERRUPTION D'AFFECTATION - MOUCHAORAB,SAMI Matricule: 100194048 A/C du: 2018-05-26 Titre d'emploi: SURVEILLANT(E) DE PATAUGEOIRE No poste: 72727	
Décision déléguée - DB197729019			
2019-02-07 13:18:43	**2192944009**	MISE EN DISPONIBILITE - RAYMOND,NICOLE Matricule: 147672000 A/C du: 2019-01-01 Titre d'emploi: SECRETAIRE D'UNITE ADMINISTRATIVE No poste: 78793	
Décision déléguée - DB192944009			
2019-02-04 09:17:28	**2197729023**	PROMOTION - LEDOUX,GENEVIEVE Matricule: 100002057 A/C du: 2019-02-02 Titre d'emploi: AGENT(E) DE PROJETS, PROMOTIONS & EVENEMENTS SPECIAUX No poste: 78522	
Décision déléguée - DB197729023			
Article 11.02 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B			2
2019-02-22 08:20:04	**2197729038**	INTERRUPTION D'AFFECTATION - TVERDOHLEB,VIORICA Matricule: 100180933 A/C du: 2019-03-02 Titre d'emploi: AGENT(E) DE BUREAU No poste: 73324	
Décision déléguée - DB197729038			

Date Décision	Dossier	Objet	
2019-02-12 09:13:43	**2197729027**	INTERRUPTION D'AFFECTATION - VAN SCHENDEL,FREDERIC Matricule: 100034506 A/C du: 2019-02-04 Titre d'emploi: PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX No poste: 00000	
Décision déléguée - DB197729027			
Article 13.02 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B			1
2019-02-06 08:50:53	**2192944008**	Autoriser madame Guylaine Girard (140689000) à utiliser ses heures de vacances, congés mobiles, congés personnels (à travers la banque de maladie pour un maximum de 70h) et temps compensé pour fin de départ à la retraite (le 19 octobre 2019), à compter du 1er avril 2019 jusqu'au 18 octobre 2019 inclusivement.	
Décision déléguée - DB192944008			
Article 10.02 (RCE02-004) - Fonctionnaire de niveau A			8
2019-02-14 16:44:01	**2197729035**	PROMOTION - DIARRASSOUBA,BEN MAMERY Matricule: 100231784 A/C du: 2019-02-16 Titre d'emploi: AGENT(E) DE RECHERCHE No poste: 74840	
Décision déléguée - DA197729035			
2019-02-12 13:38:35	**2197729028**	PROMOTION - HOUNGUEVOU,FINAGNON IRENEE Matricule: 100115964 A/C du: 2019-02-02 Titre d'emploi: AGENT(E) TECHNIQUE EN INGENIERIE MUNICIPALE No poste: 76261	
Décision déléguée - DA197729028			
2019-02-12 13:36:30	**2197729033**	PROMOTION - ZNAKI,HABIBA Matricule: 688605000 A/C du: 2019-03-02 Titre d'emploi: AGENT(E) PRINCIPAL(E) DE COMMUNICATIONS SOCIALES No poste: 78342	
Décision déléguée - DA197729033			
2019-02-07 11:57:03	**2197729029**	DEPLACEMENT - AZIZI,TAREK Matricule: 100009400 A/C du: 2019-02-02 Titre d'emploi: AGENT(E) DE COMMUNICATIONS SOCIALES No poste: 78780	
Décision déléguée - DA197729029			
2019-02-07 11:56:52	**2197729030**	DEPLACEMENT - GAUTHIER,MARIE-PIER Matricule: 100009441 A/C du: 2019-02-02 Titre d'emploi: AGENT(E) DE COMMUNICATIONS SOCIALES No poste: 78781	
Décision déléguée - DA197729030			
2019-02-07 11:56:41	**2197729031**	DEPLACEMENT - MATES,ANCA Matricule: 100010085 A/C du: 2019-02-02 Titre d'emploi: AGENT(E) DE COMMUNICATIONS SOCIALES No poste: 78778	
Décision déléguée - DA197729031			
2019-02-04 11:39:39	**2197729026**	EMBAUCHE - MATTE,STEPHANIE Matricule: 100230877 A/C du: 2019-02-11 Titre d'emploi: SUPERVISEUR - 311 & INTERVENTIONS RAPIDES ET PRIORITAIRES No poste: 78341	
Décision déléguée - DA197729026			
2019-02-04 11:39:30	**2197729025**	PROMOTION - GUERRIER,MILDRED Matricule: 100026018 A/C du: 2019-02-04 Titre d'emploi: SUPERVISEUR - 311 & INTERVENTIONS RAPIDES ET PRIORITAIRES No poste: 75216	
Décision déléguée - DA197729025			
Article 18.02 (RCE02-004) - Fonctionnaire de niveau A			1
2019-02-18 11:02:46	**2194196004**	INTERRUPTION D'AFFECTATION - BENYAHIA,NABIL Matricule: 100110643 A/C du: 2018-10-06 Titre d'emploi: PRÉPOSÉ(E) AUX INTERVENTIONS RAPIDES ET PRIORITAIRES No poste: 53792	
Décision déléguée - DA194196004			
Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme			13
Article 21.1 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B			11
2019-02-28 16:47:37	**2197524012**	Approuver la délivrance du certificat 3001389285 relativement à l'installation d'une enseigne en saillie sur l'immeuble situé au 808, rue Berri , en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.	
Décision déléguée - DB197524012			

Date Décision	Dossier	Objet
2019-02-28 16:47:17	**2197524011**	Approuver la délivrance du certificat 3001490894 relativement à l'installation de 3 enseignes commerciales sur l'immeuble situé au 1307, rue Sainte-Catherine Ouest, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.
Décision déléguée - DB197524011		
2019-02-28 16:46:54	**2197524010**	Approuver la délivrance du permis 3001470454 relativement à la modification d'une alcôve d'entrée pour l'immeuble situé au 1411, rue Crescent, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.
Décision déléguée - DB197524010		
2019-02-28 16:46:37	**2197524009**	Approuver la délivrance du permis 3001431746 relativement à la transformation d'un bâtiment situé au 3430-3434, rue Stanley , en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.
Décision déléguée - DB197524009		
2019-02-27 11:56:00	**2197524015**	Approuver la délivrance du permis 3001426233 relativement à la construction d'un bâtiment résidentiel de 41 étages situé au 1020 et 1030, rue de la Montagne, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.
Décision déléguée - DB197524015		
2019-02-27 11:55:36	**2197524014**	Approuver la délivrance du permis 3001492140 relativement à la modification d'une porte sur un immeuble situé au 640, rue Saint-Paul Ouest, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.
Décision déléguée - DB197524014		
2019-02-20 09:57:14	**2197199001**	Approuver la délivrance de la demande de permis 3001288761 relativement à la construction d'un bâtiment résidentiel et commercial de 3 étages avec 8 étages en surhauteur à être situé aux 1178-1186, rue Crescent, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie
Décision déléguée - DB197199001		
2019-02-11 16:53:37	**2197524007**	Approuver la délivrance du permis 3001431020 relativement à la transformation et l'exhaussement d'un immeuble situé au 639, rue Notre-Dame Ouest, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.
Décision déléguée - DB197524007		
2019-02-11 16:53:24	**2197524004**	Approuver la délivrance du permis 3001349922 relativement à l'installation de persiennes et d'un équipement mécanique en façade sur l'immeuble situé au 3640, rue University, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.
Décision déléguée - DB197524004		
2019-02-11 16:52:07	**2197524006**	Approuver la délivrance du certificat 3001381734 relativement à l'installation d'une enseigne en saillie sur l'immeuble situé au 250, boulevard René-Lévesque Ouest, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.
Décision déléguée - DB197524006		
2019-02-08 15:32:06	**2197524005**	Approuver la délivrance du permis 3001465645 relativement à la transformation d'iun bâtiment situé au 176, rue Sainte-Catherine Est, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.
Décision déléguée - DB197524005		
Article 21.1.3 ainsi que de l'article 21.1.4 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B		2
2019-02-20 09:59:11	**2192682006**	Approuver la délivrance du permis 3001475962 relativement aux travaux extérieurs pour l'immeuble situé aux 2336 à 2340, rue Bercy, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.
Décision déléguée - DB192682006		
2019-02-20 09:58:56	**2192682005**	Approuver la délivrance du permis 3001475959 relativement aux travaux extérieurs pour l'immeuble situé aux 2324 à 2334, rue Bercy, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.

Date Décision	Dossier	Objet	
		Décision déléguée - DB192682005	
Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme			6
Article 21.1 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B			5
2019-02-14 11:09:27	**2191044013**	Approuver la délivrance du permis #3001474030 visant à autoriser le remplacement de nouvelle fenestration au niveau rez-de-chaussée du bâtiment situé au 1, place Ville-Marie, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie, selon les plans reçus le 4 février 2019.	
		Décision déléguée - DB191044013	
2019-02-14 11:08:22	**2191044010**	Approuver la délivrance du permis #3001482317 visant à autoriser le remplacement du mur-rideau au niveau rez-de-chausée du bâtiment situé au 59, rue Sainte-Catherine Est, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie, selon les plans reçus le 20 décembre 2018.	
		Décision déléguée - DB191044010	
2019-02-14 11:07:18	**2191044011**	Approuver la délivrance du permis #3001485819 visant à autoriser le remplacement du mur-rideau d'un espace commercial au niveau rez-de-chaussée du bâtiment situé au 677, rue Sainte-Catherine Ouest, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie, selon les plans reçus le 10 janvier 2019.	
		Décision déléguée - DB191044011	
2019-02-07 13:19:40	**2197176007**	Approuver la délivrance du certificat 3001453004 relativement à l'instalation des enseignes "Krispy Kreme", pour l'immeuble situé au 373, rue Sainte-Catherine Ouest, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.	
		Décision déléguée - DB197176007	
2019-02-07 13:19:08	**2197176006**	Approuver la délivrance du permis 3001476521 relativement à l'allongement des terrasses arrière, pour l'immeuble situé au 2238, rue Hochelaga, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.	
		Décision déléguée - DB197176006	
Article 21.1.3 ainsi que de l'article 21.1.4 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B			1
2019-02-12 15:46:44	**2155289008**	Approuver la délivrance du certificat 3000910783 relativement à l'installation d'une enseigne pour l'immeuble situé au 1476, rue Crescent, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.	
		Décision déléguée - DB155289008	
Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division des permis et des inspections			14
Article N/A (17-055) - Fonctionnaire de niveau B			4
2019-02-28 16:46:09	**2191141005**	D'accepter, en vertu de l'article 5 du Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espace naturels sur le territoire de la Ville de Montréal, le versement par le propriétaire d'une somme compensatoire de 40 832.30 $ relative à des frais de parc, pour la délivrance d'un permis de travaux d'agrandissement visant la réalisation d'un projet de redéveloppement (emplacement - lots 2 162 084 et 2 162 087, 1198 - 1206, rue Saint-Hubert – demande de permis 3001464347).	
		Décision déléguée - DB191141005	
2019-02-28 16:10:20	**2190239001**	D'accepter, en vertu de l'article 5 du Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espace naturel sur le territoire de la Ville de Montréal, le versement par le propriétaire d'une somme compensatoire de 80 638,40 $ relative à des frais de parc, pour la délivrance d'un permis de travaux intérieurs visant la réalisation d'un projet de redéveloppement (emplacement - lot 6 032 110 - 681, rue William - demande de permis 3001481274.	

Date Décision	Dossier	Objet
		Décision déléguée - DB190239001
2019-02-22 11:52:26	**2191141002**	D'accepter, en vertu de l'article 5 du Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espace naturels sur le territoire de la Ville de Montréal, le versement par le propriétaire d'une somme compensatoire de 27 418,22 $ relative à des frais de parc, pour la délivrance d'un permis de travaux d'agrandissement visant la réalisation d'un projet de redéveloppement (emplacement - lot 1 341 120 - 1437 à 1441, boulevard René-Lévesque Ouest et 1163, rue Mackay – demande de permis 3001465711).
		Décision déléguée - DB191141002
2019-02-14 11:07:03	**2191141003**	D'accepter, en vertu de l'article 5 du Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espace naturels sur le territoire de la Ville de Montréal, le versement par le propriétaire d'une somme compensatoire de 19 133,33 $ relative à des frais de parc, pour la délivrance d'un permis de construction visant la réalisation d'un projet de redéveloppement (emplacement - lot : 3 361 185 – demande de permis 3001454867).
		Décision déléguée - DB191141003
Article N/A () - Fonctionnaire de niveau 2		
2019-02-27 10:28:16	**2185082052**	Ne pas donner suite au projet d'opération cadastral préparé par Jean-Louis Chénard, arpenteur-géomètre, le 10 octobre 2018, minute: 9748, pour le remplacement des lots 1 340 519 et 1 340 520 du plan cadastral parcellaire cadastre du Québec par le lot 6 280 727 puisque les conditions prévues au Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie n'ont pas été remplies.
		Décision déléguée - D2185082052
2019-02-27 10:28:01	**2181141001**	Approbation, en vertu du Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, du plan cadastral préparé par Benoit Couture, arpenteur-géomètre, le 14 juin 2018, minute: 973, pour le remplacement du lot 3 360 910 du plan cadastral parcellaire cadastre du Québec par les lots 6 258 478 et 6 258 479.
		Décision déléguée - D2181141001
2019-02-22 11:50:28	**2185082055**	Approbation, en vertu du Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, du plan cadastral préparé par Éric Deschamps, arpenteur-géomètre, le 11 novembre 2018, minute: 12859, pour le remplacement du lot 1 566 983 du plan cadastral parcellaire cadastre du Québec par les lots 5 714 759 et 5 714 760.
		Décision déléguée - D2185082055
2019-02-20 11:57:33	**2185082049**	Approbation, en vertu du Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, du plan cadastral préparé par Alain Thiffault, arpenteur-géomètre, le 6 septembre 2018, minute: 41926, pour le remplacement du lot 1 566 536 du plan cadastral parcellaire cadastre du Québec par le PC-40712.
		Décision déléguée - D2185082049
2019-02-20 11:57:18	**2185082051**	Approbation, en vertu du Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, du plan cadastral préparé par Normand Jean, arpenteur-géomètre, le 21 février 2018, minute: 7223, pour le remplacement du lot 1 064 784 du plan cadastral parcellaire cadastre du Québec par le PC-39972.
		Décision déléguée - D2185082051

Date Décision	Dossier	Objet	
2019-02-20 11:57:05	**2185082053**	Approbation, en vertu du Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, du plan cadastral préparé par François Anglehart, arpenteur-géomètre, le 11 septembre 2018, minute: 21113, pour le remplacement des lots 1 181 017, 1 181 018, 1 181 019, 1 181 020, 1 285 310, 1 285 311, 1 285 312, 1 285 313, 1 285 314 et 1 285 315 (PC-01716) du plan cadastral parcellaire cadastre du Québec par le lot 6 274 970.	
Décision déléguée - D2185082053			
2019-02-14 11:09:56	**2175082023**	Approbation, en vertu du Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, du plan cadastral préparé par Jean-François Dufour, arpenteur-géomètre, le 28 mars 2017, minute: 618, pour le remplacement des lots 1 179 960 et 1 179 967 du plan cadastral parcellaire cadastre du Québec par le lot 6 085 676.	
Décision déléguée - D2175082023			
2019-02-14 11:09:44	**2185082035**	Approbation, en vertu du Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, du plan cadastral préparé par Robert Katz, arpenteur-géomètre, le 8 juin 2018, minute: 10117, pour le remplacement du lot 1 066 189 du plan cadastral parcellaire cadastre du Québec par le PC-40299.	
Décision déléguée - D2185082035			
2019-02-12 16:02:21	**2185082024**	Approbation, en vertu du Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, du plan cadastral préparé par Yves Chatelois, arpenteur-géomètre, le 3 mai 2018, minute: 1930, pour le remplacement des lots 1 179 711, 6 231 229, 6 231 232, 6 231 233, 6 231 235, 6 231 237 et 6 231 239 du plan cadastral parcellaire cadastre du Québec par le PC-40194.	
Décision déléguée - D2185082024			
2019-02-07 12:58:28	**2175082019**	Refuser en vertu du Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, du plan cadastral préparé par Jean-Philippe Grondin, arpenteur-géomètre, le 5 mai 2017, minute: 4552, pour le remplacement du lot 2 162 078 du plan cadastral parcellaire cadastre du Québec par le PC-38970.	
Décision déléguée - D2175082019			
Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social			1
Article 19.2 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B			1
2019-02-14 17:00:51	**2194951001**	Approuver la grille d'évaluation qui servira à analyser les offres de services reçues dans le cadre de l'appel d'offres 19-17442 - Acquisition de services de gestion et d'opération pour le Centre Jean-Claude Malépart	
Décision déléguée - DB194951001			
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe			2
Article 07.00 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A			1
2019-02-27 12:07:16	**2192944010**	MISE EN DISPONIBILITE - ANDRIEU,CORINNE Matricule: 154200000 A/C du: 2019-02-12 Titre d'emploi: CADRE EN REAFFECTATION No poste: 78935	
Décision déléguée - DA192944010			
Article 08.02 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B			1
2019-02-27 18:21:42	**2194196005**	DEPLACEMENT - FOURNIER,NICOLAS Matricule: 100153471 A/C du: 2019-01-26 Titre d'emploi: ANIMATEUR(TRICE) SPECIALISE(E) - LOISIRS SOCIAUX & CULTURELS No poste: 65098	
Décision déléguée - DB194196005			
Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division circulation et occupation du domaine public			3
Article 21.2.1 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B			3
2019-02-01 11:09:42	**2195353001**	Implanter une restriction d'arrêt interdit en heures de pointe post-méridiennes	

Date Décision	Dossier	Objet	
		Décision déléguée - DB195353001	
2019-02-01 11:08:47	**2185353001**	Retirer la restriction d'arrêt interdit aux heures de pointe matinales et post méridiennes	
		Décision déléguée - DB185353001	
2019-02-01 08:08:09	**2195914001**	Installer une zone de livraison face au 1100 Côte du Beaver Hall.	
		Décision déléguée - DB195914001	
Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie			4
Article 12.02 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B			3
Article 12.2.2 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B			1
Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture			2
Article 12.02 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B			1
2019-02-27 13:45:34	**2190734002**	Imposer une suspension disciplinaire d'un (1) jour à une employée portant le matricule 100025116, de la Division des parcs et de l'horticulture, de la Direction des travaux publics de l'arrondissement de Ville-Marie, pour une infraction commise le 13 janvier 2019 .	
		Décision déléguée - DB190734002	
Article 12.2.3 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B			1
2019-02-27 16:38:12	**2190734003**	Ratifier un avis disciplinaire à un employé portant le numéro de matricule 005401590, de la division des parcs et de l'horticulture, de la Direction des travaux publics pour une infraction comise le 13 janvier 2019.	
		Décision déléguée - DB190734003	

Date Décision	Dossier	Objet

Février 2019

Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie

Article 12.02 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B

2019-02-01 08:01:04	**2195850003**	Imposer une suspension de deux (2) jours à un employé portant le numéro de matricule 100065263, de la Division de la voirie, de la Direction des travaux publics
2019-02-01 07:59:22	**2195850001**	Ratifier une suspension d'un (1) jour à un employé portant le numéro de matricule 005223570, de la Division de la voirie, de la Direction des travaux publics
2019-02-01 07:58:54	**2195850002**	Ratifier une suspension de trois (3) jours à un employé portant le numéro de matricule 005223570, de la Division de la voirie, de la Direction des travaux publics

Article 12.2.2 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B

2019-02-20 11:12:57	**2195850004**	Imposer un avis disciplinaire au dossier d'un employé portant le numéro de matricule 100079561, de la Division de la voirie, de la Direction des travaux publics

Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture

Article 12.02 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B

2019-02-27 13:45:34	**2190734002**	Imposer une suspension disciplinaire d'un (1) jour à une employée portant le matricule 100025116, de la Division des parcs et de l'horticulture, de la Direction des travaux publics de l'arrondissement de Ville-Marie, pour une infraction commise le 13 janvier 2019 .

Ville-Marie
Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées
Février 2019

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
9175-2998 QUEBEC INC	1326231	06-FÉVR.-2019	ACHAT D'OUTILS POUR AQUEDUC POUR ALAIN LAVOIE	3 523,79	BELLEVILLE, ERIC
				3 523,79	
ACTION R-VAC INC.	1329017	19-FÉVR.-2019	Facture 10434 du 12 oct.2018 : service de camion combiné vide puisard au 1800, ch. Remembrance.	2 204,74	RESTREPO, JUAN CARLOS
				2 204,74	
ANNE GENEVIEVE GIRARD ET ASSOCIES INC.	1329534	21-FÉVR.-2019	Offre de service 19022019-01 - atelier de développement oraganisationnel	6 929,17	DUFORT, ALAIN
				6 929,17	
ANTOINE OLIVIER TRAITEUR INC.	1327370	12-FÉVR.-2019	Soumission 3257 - Forfait temps des sucres au parc Julia-Drummond	2 362,22	POIRIER, JOSEE
	1327378	12-FÉVR.-2019	Soumission 3236 - Forfait temps des sucres au parc Médéric-Martin	3 884,54	POIRIER, JOSEE
				6 246,76	
AQUALITECK INC.	1327093	11-FÉVR.-2019	Offre de service clé en main traitement de l'eau des bassins - Centre JC Malépart et ASCCS	15 748,12	BOUCHARD, MARYSE
				15 748,12	
AXOR EXPERTS-CONSEILS INC.	1301618	18-FÉVR.-2019	Soumission sur entente 1197493 du 3 octobre 2018 - Estimation budgétaire - contrat de construction de saillies de trottoirs - Appel offre 16-15643-3-049 - TP Voirie	104 392,01	ALI, SAMBA OUMAR
				104 392,01	
BAU-VAL CMM	1318458	01-FÉVR.-2019	2019 BC ouvert pour disposition de rebuts de béton et d'asphalte - Entente cadre 1317468 - Montant 25000$ - TP Aqueduc	15 748,12	DUFRESNE, ALAIN
				15 748,12	
BEAUREGARD ENVIRONNEMENT LTEE	1325302	01-FÉVR.-2019	Facture : AB-70536 pour travaux effectués (pompage et nettoyage caniveaux, lit de cascades) au 180, rue Remembrance, parc du Mt-Royal.	2 149,62	RESTREPO, JUAN CARLOS
		07-FÉVR.-2019	Facture : AB-70536 pour travaux effectués (pompage et nettoyage caniveaux, lit de cascades) au 180, rue Remembrance, parc du Mt-Royal.	2 149,62	RESTREPO, JUAN CARLOS
	1326147	06-FÉVR.-2019	Facture AB70538 - Travaux d'hydro excavation effectués le 27 aout 2018. TP aqueduc	2 950,15	BELLEVILLE, ERIC
				7 249,39	
CARR MCLEAN LIMITED	1325393	01-FÉVR.-2019	Commande ouverte 2019 pour achats de fournitures de bureau et mobilier de rangement (biblio. Père-Ambroise et Frontenac)	2 099,75	BOUCHARD, MARYSE
				2 099,75	

Ville-Marie Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées
Février 2019

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
CDTEC CALIBRATION INC.	1325220	01-FÉVR.-2019	CDTEC Calibration # SE-915 en date du 18 janvier 2019 pour la description complète des articles.	4 896,69	MARTHET, DOMINIQUE
				4 896,69	
CENTRE DE RECHERCHE INDUSTRIELLE DU QUEBEC	1325168	01-FÉVR.-2019	Travaux pour analyse du coefficient de friction sur un échantillon de plancher, des toilettes urbaines. Proposition : 57099-R2	5 406,86	DUFRESNE, ALAIN
				5 406,86	
CLEAN WATER WORKS INC	1327665	12-FÉVR.-2019	Soumission du 11 février 2019. Travaux préparatoir en espace clos dans 4 conduites d'égout principale rue Olivier-Robert. TP aqueduc	8 267,77	MARTHET, DOMINIQUE
	1330756	27-FÉVR.-2019	Soumission du 23 janvier 2019. Travaux de réparation sans tranchée de conduites d'égout en brique sur la rue de Rouen entre l'avenue De Lorimier et avenue des Érables arr. Ville-Marie. TP aqueduc	22 572,31	MARTHET, DOMINIQUE
				30 840,08	
CONSTRUCTION DJL INC	1319206	01-FÉVR.-2019	2019- BC ouvert - Entente 1192868 - fourniture d'asphalte tiède sur demande, service de transport, matière en vrac. Fin d'entente: 31 mars 2019 - TP Voirie Montant 17200$	18 057,85	DUFRESNE, ALAIN
	1328267	14-FÉVR.-2019	2019- Entente 1192437 - Fin de l'entente: 31 mars 2019. Enrobés bitumineux de type EC-5 et EC-10 - TP aqueduc arr. Ville-Marie	65 092,25	ALI, SAMBA OUMAR
				83 150,10	
COOPERATIVE DE L'UNIVERSITE LAVAL	1327141	21-FÉVR.-2019	Achat sur entente 1163361 - iPad - F Beaudry	1 192,55	POIRIER, JOSEE
		11-FÉVR.-2019	Achat sur entente 1163361 - iPad - F Beaudry	1 142,26	POIRIER, JOSEE
	1328294	18-FÉVR.-2019	Soumission 386159 - Ipad sur entente - CSLDS	135,43	BOUCHARD, MARYSE
		15-FÉVR.-2019	Soumission 386159 - Ipad sur entente - CSLDS	3 312,35	BOUCHARD, MARYSE
				5 782,59	
C.P.U. DESIGN INC.	1328212	14-FÉVR.-2019	Ordinateurs HP élite - sur entente 1164102 - pour réserve	6 258,30	MARTHET, DOMINIQUE
				6 258,30	
DASSYLOI	1325780	05-FÉVR.-2019	Soumission 18 janvier 2019. Réhabilitation des parois avec béton composite renforci aux fibres de verre. Projet réhabilitation regard V-M coins Papineau et René-Lévesque. TP aqueduc	13 123,44	MARTHET, DOMINIQUE
	1330761	27-FÉVR.-2019	Soumission du 13 février 2019. Travaux de réparation sans tranchée de conduites d'égout en brique sur la rue De Bleury. TP aqueduc.	14 378,04	MARTHET, DOMINIQUE
				27 501,48	

Ville-Marie Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées
Février 2019

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
DEMIX AGREGAT	1319207	01-FÉVR.-2019	2019- BC Ouvert - Entente 1301348 - pour l'achat d'abrasifs d'hiver, granulat - Fin de l'entente : 30 avril 2019. TP Voirie.	35 233,80	ANDRIEU, CORINNE
				35 233,80	
DIRECTDIAL.COM	1325572	04-FÉVR.-2019	Soumission 1901173089 - Matériel électronique bibliothèque Père-Ambroise	2 403,22	BOUCHARD, MARYSE
				2 403,22	
ECOLE DE TECHNOLOGIE SUPERIEURE	1326616	07-FÉVR.-2019	Paiement de 10 inscriptions pour frais de participation aux cours de formation. (voir références de chacune des factures) Équipe aménagements des parcs et des actifs immobiliers.	11 631,55	HEBERT, NATHALIE
	1328506	15-FÉVR.-2019	Facture P97527 - Frais pour la participation au cours: PER-975 Gestionnaire performant: Programme de développement de 6 jours non consécutifs à partir du 25 septembre 2019. Participant: Benoit Sauvé. - TP Voirie arr. Ville-Marie	2 485,05	BELLEVILLE, ERIC
				14 116,60	
EGLISE ST JAX MONTREAL	1325457	04-FÉVR.-2019	Bail de courte durée - du 9 mars au 18 mai 2019 pour événements culturels	13 680,00	BOUCHARD, MARYSE
				13 680,00	
EQUIPEMENT NCN LTEE	1326370	06-FÉVR.-2019	Soumission C3568F. Pièces pour écran d'étayage speed shore. Raidisseurs télescopiques. TP aqueduc.	5 228,38	MARTHET, DOMINIQUE
				5 228,38	
EQUIPEMENTS STINSON (QUEBEC) INC.	1328297	15-FÉVR.-2019	Soumission 14559 - L'achat de aquaphalt 6.0 / 3.5 US GLS. TP Voirie.	2 070,36	MARTHET, DOMINIQUE
				2 070,36	
EXACT AUDIO VIDEO INC.	1330048	25-FÉVR.-2019	Soumission 1509-00 - rehaussement salle Parc du Mont-Royal	2 176,11	MARTHET, DOMINIQUE
				2 176,11	
EXCAVATION R. LECUYER & FILS INC.	1313563	01-FÉVR.-2019	Soumission du 9 novembre 2018 - Location d'une pelle hydraulique avec opérateur selon le devis du lundi à vendredi (130$/h) et le samedi et dimanche (130 $/h) - TP aqueduc.	11 721,85	ANDRIEU, CORINNE
	1325805	05-FÉVR.-2019	Facture 3648 . Location de rétro caveuse pour le mois de janvier 2019. TP aqueduc.	13 618,98	CORNEJO ARENAS, ANA MARIA DE LOURDES
				25 340,83	
GENINOVATION	1323692	01-FÉVR.-2019	Services professionnels pour la rédaction de plan et devis et surveillance dans le cadre des travaux au parc des Joyeux Vikings. Tel la soumission gré à gré signée le 30 nov.2018. Règle de rotation : OK	26 400,15	ANDRIEU, CORINNE

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
				26 400,15	
GESTION HYGIENE DU BATIMENT	1329429	21-FÉVR.-2019	Soumission du 17 décembre 2018 - 2019-Coaching terrain avec les salubristes, formation en classe (4 groupes) Plan B, et formation en classe (1 groupe) Plan A. TP entretien	6 955,42	MARTHET, DOMINIQUE
				6 955,42	
GLM CONSEIL INC.	1330628	27-FÉVR.-2019	Offre de service - Ville-Marie Voirie 2019-02. Déroulement et accompagnement dans le déploiement de l'application mobile de gestion de la voirie.	22 488,32	DUFRESNE, ALAIN
				22 488,32	
GLOBEX COURRIER EXPRESS INTERNATIONAL INC.	1325828	05-FÉVR.-2019	BC ouvert 2019 - Courrier interne Ville-Marie - entente 1302177	5 249,37	MARTHET, DOMINIQUE
		06-FÉVR.-2019	BC ouvert 2019 - Courrier interne Ville-Marie - entente 1302177	1 049,87	MARTHET, DOMINIQUE
				6 299,24	
GROUPE ABS INC.	1325571	04-FÉVR.-2019	Factures 116863, 116865 et 116866. Service de surveillance environnementale pour le projet du parc Walter Stewart phase II. Hors entente. (échue)	10 465,70	DUFRESNE, ALAIN
				10 465,70	
GROUPE AKIFER INC.	1329469	21-FÉVR.-2019	2019- BC ouvert - Entente 1180914 CM17 01417 - Fin de l'entente : 26 mars 2020. Services d'échantillonnage des sols potentiellement contaminés, analyses et rapports. TP aqueduc	5 249,37	BELLEVILLE, ERIC
				5 249,37	
GROUPE VAPRO	1329190	20-FÉVR.-2019	Soumission P19313 - Service de dégèlement de conduite vapeur. TP aqueduc	5 249,37	BELLEVILLE, ERIC
				5 249,37	
GRUES MAURICE GENDRON LTEE	1325232	01-FÉVR.-2019	Location d'une grue pour l'enlèvement du sapin de Noël Place Vauquelin_Pour tous les détails voir la soumission G-181114-565-GI en date du 14 novembre 2018 (taux horaire grutier+aide/ transport)	4 724,44	MARTHET, DOMINIQUE
				4 724,44	
HYDRO-QUEBEC	1325581	04-FÉVR.-2019	Facture 733505 : Travaux de raccordement bâtiment de service au parc Walter-Stewart.	12 124,48	DUFRESNE, ALAIN
				12 124,48	
IMPRIMERIE G.G. INC.	1325657	04-FÉVR.-2019	Devis 134910-1-2 - Dépliant culture Peter-McGill	3 179,02	BOUCHARD, MARYSE
				3 179,02	

Ville-Marie Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées
Février 2019

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
INDIGO PARC CANADA INC.	1322221	26-FÉVR.-2019	Location de 4 espaces de stationnement(réservées pour voitures électriques) à la Place Dupuis pour la Division-circulation et Location de 3 espaces de stationnement pour la Brigade Mobilité.	4 426,83	EZZAHER, DRISS
				4 426,83	
INDUSTRIES DESORMEAU INC.	1321882	19-FÉVR.-2019	PARCS et MT-ROYAL Commande ouverte 2019 - pour diverses pièces de quincaillerie.	2 099,75	RESTREPO, JUAN CARLOS
				2 099,75	
JMV ENVIRONNEMENT INC.	1322257	01-FÉVR.-2019	Contrat gré à gré (1 soumis) - Location d'une pelle hydraulique avec opérateur, entretien et accessoires pour réaliser des travaux d'aqueduc, d'égout et trottoirs dans l'arr. Ville-Marie. Montant total: 36 578.40$ avant taxes.	24 884,56	ANDRIEU, CORINNE
				24 884,56	
J.P. GRIMARD MANUFACTURIER DE VALISES INC.	1326473	07-FÉVR.-2019	Soumission - caisses Pélican Storm	2 025,00	BOUCHARD, MARYSE
				2 025,00	
LAVAGE TECHNI-PRO INC.	1326137	06-FÉVR.-2019	2019- BC ouvert pour Service - Déglaçage de conduite à la vapeur. TP aqueduc	10 498,75	DUFRESNE, ALAIN
				10 498,75	
LE FLAG SHOP	1326571	07-FÉVR.-2019	2019-Bon de commande ouvert pour achat de drapeaux pour l'Hôtel-de-Ville - TP entretien	3 149,62	MARTHET, DOMINIQUE
				3 149,62	
LES ENTREPRISES MARSOLAIS INC.	1329873	22-FÉVR.-2019	BC ouvert 2019 - Produits d'horticulture -TP entretien arr. Ville-Marie (budget parcs).	4 199,50	RESTREPO, JUAN CARLOS
				4 199,50	
LES SERRES RIEL INC	1325893	05-FÉVR.-2019	Fourniture de fleurs annuelles (campagne d'embellissement 2019) pour équipes parcs, Ville-Marie. Frais de livraison INCLUS.	5 518,33	RESTREPO, JUAN CARLOS
				5 518,33	
L'OBSERVATEUR	1328329	15-FÉVR.-2019	Offre de service - recensement des établissements commerciaux affectés par les travaux de la rue Ste-Catherine	6 923,93	CHARBONNEAU, GUY
				6 923,93	
LOCATION SAUVAGEAU INC.	1327250	11-FÉVR.-2019	2019-Bon de commande ouvert pour location de camion Cube 16' sur demande (hors-entente) pour besoin de l'Hôtel de Ville/ TP Entretien	3 370,10	MARTHET, DOMINIQUE

Ville-Marie Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées
Février 2019

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
LOCATION SAUVAGEAU INC.	1327659	12-FÉVR.-2019	2019- Entente 1263855 - Location sur entente d'une voiture Corolla pour Manon Ouellet/ Frais pour 6 mois, à $704. TP Entretien	4 434,67	MARTHET, DOMINIQUE
	1330276	26-FÉVR.-2019	2019 - BC ouvert - Entente #1263855. Fin de l'entente: 27/3/2020 .Location de 4 voitures sous-compacte avec flèche et gyrophare pour l'année 2019 - Brigade Mobile. TP Inspection.	3 586,37	DOAN, DANIEL HIEU
				11 391,14	
MAGASINS BEST BUY LTEE	1326673	07-FÉVR.-2019	Soumission 360826 - matériel électronique - BPA	2 666,62	BOUCHARD, MARYSE
				2 666,62	
MAJOR & MAJOR INCORPORE	1325328	01-FÉVR.-2019	PARCS Commande ouverte 2019 - achat divers selon besoin pour l'équipe. (bois et quincaillerie)	5 249,37	RESTREPO, JUAN CARLOS
				5 249,37	
MARINA MATERIAUX ET EQUIPEMENTS	1327732	13-FÉVR.-2019	Soumission 3553 du 13 février 2019. Pour l'achat de deux Ariens Pro 28 420 CC. TP Voirie	5 037,30	MARTHET, DOMINIQUE
				5 037,30	
MARTECH SIGNALISATION INC.	1325144	01-FÉVR.-2019	Soumission du 30 janvier 2019. 150 ens. spéc 12" x 18" Coroplast 6mm orange avec quarts de ronds bois peinture blanc, plus transport. TP aqueduc	6 244,13	MARTHET, DOMINIQUE
				6 244,13	
MOBIDIC	1325676	04-FÉVR.-2019	Offre de service 295 - Production blocs rouge	2 687,68	ROUGIER, ISABELLE
				2 687,68	
MORNEAU SHEPELL LTD.	1321290	25-FÉVR.-2019	Commande ouverte 2019 pour les frais du programme d'aide aux employés. D: 1187923001 - CG18 0616 - Entente 1310883 - AO 18-17244	2 204,74	DUFORT, ALAIN
				2 204,74	
NETTOYEUR REAL. D.	1326574	07-FÉVR.-2019	2019- Bon de commande ouvert pour service de nettoyage de nappes de l'Hôtel de Ville-TP-Entretien	3 149,62	MARTHET, DOMINIQUE
				3 149,62	
NI CORPORATION	1329424	21-FÉVR.-2019	Soumission 4101 - Achat de Contenants 58 L ,couvercles ,(différentes couleurs et ouverture, Fermoir Mobilia, pictogrammes divers et fermoir Multiplus, incluant frais de transport. TP Entretien	3 196,87	MARTHET, DOMINIQUE
				3 196,87	

Ville-Marie
Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées
Février 2019

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
PLACE DUPUIS COMMERCIAL TRUST	1327310	11-FÉVR.-2019	BC ouvert 2019 pour réparation et petits travaux dans les bureaux du 800 de Maisonneuve E	8 399,00	MARTHET, DOMINIQUE
				8 399,00	
PRODUITS SANY	1327669	12-FÉVR.-2019	2019- BC ouvert. Réparations diverses sur demande pour les appareils d'entretien-TP-Entretien-Arr. Ville-Marie.	3 149,62	MARTHET, DOMINIQUE
				3 149,62	
PROMOTIONS C.S.L. (LES)	1328233	14-FÉVR.-2019	Soumissions pour sonorisation et éclairage événements aréna février à mars 2019	2 099,75	BEAUDRY, FREDERIC
				2 099,75	
RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L	1330590	27-FÉVR.-2019	Offre de service no. M-19-023/janvier 2019. Coaching opérationnel au service des travaux publics (division de la voirie). arr. Ville-Marie.	22 047,37	DUFRESNE, ALAIN
				22 047,37	
RCI ENVIRONNEMENT	1328487	15-FÉVR.-2019	Location d'un conteneur 8 verges cube avec levées à la fréquence demandée pour l'année 2019 au Quartier des spectacles (site 11 - client 108942) Coin de St-Laurent et Maisonneuve, arr.V-M.	7 349,12	BISSONNETTE, CHRISTIAN
				7 349,12	
RECYCLAGE NOTRE-DAME INC.	1325531	04-FÉVR.-2019	2019 - Entente 1225134 - BC ouvert disposition de sols de type AB. Fin de l'entente: 31 décembre 2019. TP aqueduc	32 073,68	DUFORT, ALAIN
				32 073,68	
R.M. LEDUC & CIE INC.	1325402	01-FÉVR.-2019	Commande ouverte 2019 pour achats de fournitures pour bibliothèques (Bibliothèque Père-Ambroise et Frontenac)	3 149,62	BOUCHARD, MARYSE
				3 149,62	
SEL WARWICK INC.	1322038	27-FÉVR.-2019	2019 - BC Ouvert - Soumission 046736 : Achat de déglaçant arctika bleu 10 kg et CHL. Magnesium flocons 10 kg pour l'Hôtel de Ville	12 703,49	MARTHET, DOMINIQUE
				12 703,49	
SERVICES AXSIMO INC.	1329211	20-FÉVR.-2019	Améliorations Aïdi - participation au développement tel que soumission par courriel le 18-02-2019.	4 724,44	MARTHET, DOMINIQUE
				4 724,44	
SHARP ELECTRONIQUE DU CANADA LTEE	1325645	04-FÉVR.-2019	Formulaire Sharp février 2019. Achat de photocopieur SHARP MX 3115 N Couleur. TP Voirie	3 083,48	MARTHET, DOMINIQUE

Ville-Marie Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées
Février 2019

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
				3 083,48	
SNC-LAVALIN GEM QUEBEC INC.	1230162	04-FÉVR.-2019	Incidences 1170093008 : services professionnels, contrôle qualitatif des matériaux Parc Walter Stewart phase II. VMP17-038.	13 180,40	HEBERT, NATHALIE
				13 180,40	
SOLMATECH INC.	1329812	22-FÉVR.-2019	DDP (3 soum.) : Prélèvement et caractérisation environnementale des sols. Projet de réfection routière (Projet A) et de saillies de trottoirs (Projet B). Divers emplacements de l'arr. de Ville-Marie. N/D : OSE5076-19	45 407,10	DUFORT, ALAIN
				45 407,10	
SOLUTIONS GRAFFITI - 9181-5084 QUEBEC INC	1327628	12-FÉVR.-2019	Soumission du 1 janvier 2019 - Service d'enlèvement de graffitis en hauteur, sur plusieurs endroits de l'arr. Ville-Marie. TP entretien	2 976,40	MARTHET, DOMINIQUE
	1327630	12-FÉVR.-2019	Soumission 2 janvier 2019. Service d'enlèvement de graffitis en hauteur, sur plusieurs endroits de l'arr. Ville-Marie. TP Entretien	2 057,75	MARTHET, DOMINIQUE
				5 034,15	
STELEM	1325817	05-FÉVR.-2019	ALEJANDRO, RESTREPO ACHAT DE DÉTECTEUR MAGNÉTIQUE ET CLÉ DE VANNE TÉLESCOPIQUE 0879	3 779,55	BELLEVILLE, ERIC
	1327468	12-FÉVR.-2019	Réapprovisionnement du magasin _0879. Entente 17-15859	4 597,40	BELLEVILLE, ERIC
				8 376,95	
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1326199	06-FÉVR.-2019	JONATHAN LABONTÉ COMMANDE SPÉCIALE 0879	2 569,28	BELLEVILLE, ERIC
				2 569,28	
TEKNION ROY ET BRETON INC.	1267161	08-FÉVR.-2019	BC ouvert pour fabrication de mobilier de bureau sur mesure - entente # 854079 - Fin de l'entente: 29 avril 2019. TP voirie	2 732,13	BOIVIN, MARIE-EVE
	1325247	05-FÉVR.-2019	Entente 854079 - Soumission du 17 décembre 2018. Ameublement pour 12 postes de travail , (meubles , composantes et accessoires). Fin de l'entente: 29 avril 2019. DAUSE	35 190,47	ANDRIEU, CORINNE
	1325275	01-FÉVR.-2019	Entente 854079. Soumission du 30 janvier 2019. Aménagement d'un bureau de travail au 1455 Bercy local 02a-13. Fin de l'entente: 30 avril 2019. TP Voirie	3 753,65	MARTHET, DOMINIQUE
	1325505	04-FÉVR.-2019	Soumission KJ-0116 - Mobilier directeur	5 899,65	DUFORT, ALAIN
				47 575,90	

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Février 2019

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
AMANDINE GERMAIN	15	Demande accès à l'information du 25 janv. au 1er fév. 19	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Greffe	05-Févr.-19	187,00
ANNE-LAURE NADIN	26012019	Atelier à la manière Ferron le 26 janv.bibliothèque Frontenac	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	07-Févr.-19	185,00
ANNIE ETHIER	0174	Séance photo portrait/casting	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	15-Févr.-19	230,00
ANOUK LOOTEN	0001190127	Un altelier d'1h30 animé par Anouk Looten pour enfants et duos parents-enfants 6-12 ans.	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	05-Févr.-19	285,00
ARBITRAGE MARCEL MORIN INC.	17370	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Gestion du personnel	15-Févr.-19	236,22
ASSOCIATION DES COMMUNICATEURS MUNICIPAUX DU QUEBEC INC. ACMQ	5525	Cotisation annuelle membre I.Rougier	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	29-Janv.-19	262,47
ASSOCIATION DES PROFESSIONNELS A L'OUTILLAGE MUNICIPAL (A.P.O.M.)	2392	Cotisation annuelle - membres réguliers	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	28-Janv.-19	100,45
ASS. QUEBECOISE DES ARENAS ET DES INSTAL. RECREATIVES ET SPORTIVES INC. (AQAIRS)	cota2019148	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir	04-Févr.-19	278,22
BARRETTE AVOCATS INC.	f1476	Frais fermeture dossier VAP20160637	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Gestion du personnel	01-Févr.-19	220,47
BOO! DESIGN INC.	21688	Montage et changements graphiques Signets, colonne Astral et bloc signature	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	29-Janv.-19	314,96
BOUCHARD, MARYSE	rembempl1901	Remboursement frais kilométrage et stationnement déc. 2018	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	28-Janv.-19	121,00
	rembempl1901	Remboursement frais envoi calendriers programmes hiver-printemps 19	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	01-Févr.-19	879,32

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Février 2019

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
BOUCHARD, MARYSE	rembempl1902	Remboursement frais kilométrage et stationnement de janvier 2019	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	11-Févr.-19	89,65
BRAULT & BOUTHILLIER LTEE	f254389	Articles fournitures scolaires	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	11-Févr.-19	219,47
CENTRE PATRONAL DE SANTE ET SECURITE DU TRAVAIL DU QUEBEC (C P S S T Q)	972343	Formation - Identifier les dangers, évaluer les risques en milieu de travail L.Vigneau le 12 fév. 19	Travaux publics	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	21-Févr.-19	155,98
CHARITO ERMITA_1	r144408		Travaux publics	Émission des permis et inspections	15-Févr.-19	30,00
CONFIDENTIEL DECHIQUETAGE DE DOCUMENTS INC.	54252	1 cabinet sécurité BAM	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	29-Janv.-19	5,72
	54274	Destruction de doc. pour 2 barils et frais d'appels(AUSE)	Services aux entreprises et aménagement urbain	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	01-Févr.-19	56,59
	54275	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	08-Févr.-19	42,47
COPIBEC	38537	Licence bibliothèques du 1 janv. au 31 déc. 19	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	11-Févr.-19	283,46
COPIE EXPRESS	in0002884	Le MAG janvier 19 - 2 feuilles 11x17	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	30-Janv.-19	466,14
	in0002890	130 bulletins anglais Winter 2018-2019 vol.10	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	30-Janv.-19	593,70
	in0002914	Impression et serv connexes-2 cartables-numérisation et reproduction-ME21531) -Anick Bariteau(AUSE)	Services aux entreprises et aménagement urbain	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	31-Janv.-19	410,08
	in0002917	50 affiches,Aréna, cours de patinage - 200 flyers activités d'hiver	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	30-Janv.-19	110,24
	in0002918	300 signets BAM fermé, 4 affiches Location hockey	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	30-Janv.-19	118,11
	in0002934	1200 avis aux résidents Réaménagement rues Iberville et Frontenac	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	15-Févr.-19	119,69

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Février 2019

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
COTE ELECTRIQUE (2012) INC.	0122	Déplacement prise électrique, main d'oeuvre	Travaux publics	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	06-Févr.-19	419,45
DANIEL RACINE	fr03	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	22-Févr.-19	500,00
DENIS NADEAU	170514	Part employeur grief 170514	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Gestion du personnel	28-Janv.-19	598,43
DISTRIBUTIONS LG INC.	19019	Distribution porte à porte 4100 Avis aux résidents - Piscine Quintal	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	29-Janv.-19	860,90
ECHAFAUDS PLUS (LAVAL) INC	01462000	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	31-Janv.-19	53,63
EDITIONS DU ROGNON	190120	Animation atelier Peindre l'hiver le 2 janv 19 bibliothèque Père Ambroise	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	14-Févr.-19	200,00
	190224	Animation atelier Peindre l'hiver le 24 févr 19 bibliothèque Père Ambroise	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	14-Févr.-19	200,00
	190414	Animation atelier cartes 3D le 14 avril 19 bibliothèque Père Ambroise	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	11-Févr.-19	200,00
FREDERIQUE BRUNET-DORE	1901	Mise en page publicité à l'écomusée du fier monde.	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	29-Janv.-19	200,00
GBC CANADA	10332144	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Nettoyage et balayage des voies publiques	21-Févr.-19	267,88
HELENE LEVEILLE	201901	Animation club de lecture Découvertes littéraires bibliothèque Frontenac le 23 janv.19	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	07-Févr.-19	225,00
HYDRO-QUEBEC	731621	RACCORDEMENT ÉLECTRIQUE DU CHALET PERCY-WALTER	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	11-Févr.-19	50,39
IGA MARCHE LOUISE MENARD	2671	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	04-Févr.-19	28,34
IMPRIMERIE G.G. INC.	74515	800 dépliants Piscine	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	29-Janv.-19	477,69

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Février 2019

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
IMPRIMERIE G.G. INC.	74560	1500 dépliants Zéro déchets	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	29-Janv.-19	845,15
	74561	1000 cartes Accident du travail	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	29-Janv.-19	211,02
	74648	1 affiche Boisson chaude	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	20-Févr.-19	56,69
	74649	3 affiches Le P'tit Camilien	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	20-Févr.-19	94,49
	74681	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	19-Févr.-19	62,99
INOLEC	5008893100	3x Rallonge 50'-Équipe Circulation	Travaux publics	Autres - Transport	31-Janv.-19	181,10
IRIS DEBAUVE	190122	Animation biblliothèque Frontenac le 22 janvier 19	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	01-Févr.-19	150,00
JEAN LAROSE_2	r144409		Travaux publics	Émission des permis et inspections	15-Févr.-19	30,00
JEANNE PARE	20190219jp	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Autres - Activités récréatives	22-Févr.-19	135,00
	2019021jptl	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Autres - Activités récréatives	22-Févr.-19	126,00
JEFFREY NEVEU	190218	Service de prêt de patins et casques (parc Toussaint-Louverture)	Culture, sports, loisirs et développement social	Autres - Activités récréatives	22-Févr.-19	525,00
JEUNESSES MUSICALES CANADA	201804077	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	22-Févr.-19	209,97
JOUDY HILAL	59	Classification dossiers photos mars à décembre 18	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	20-Févr.-19	150,00
	60	Photos à la carte - Lac aux castors	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	20-Févr.-19	355,00
	61	Photographies à la carte (bicyclette et marcher sous la neige	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	20-Févr.-19	205,00

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Février 2019

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
JOUDY HILAL	62	Sélection, retouches photos choisies	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	20-Févr.-19	85,00
JUDY WALDON_3	r144406		Travaux publics	Émission des permis et inspections	15-Févr.-19	30,00
JULIE DELISLE	190119	Atelier de bricolage bibliothèque Père Ambroise le 19 janv.19	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	04-Févr.-19	150,00
KAREN SHERMAN	2578	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	08-Févr.-19	113,39
LABONTE, JONATHAN	rembempl1902	Remboursement certification LACP V703	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	20-Févr.-19	317,41
LAMCOM TECHNOLOGIES INC.	00141363	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	28-Janv.-19	788,39
	00146773	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	28-Janv.-19	505,87
	00147961	Impression CMYK 50x98 + livraison	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	29-Janv.-19	89,61
	00148266	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	30-Janv.-19	187,68
	00148787	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	30-Janv.-19	118,85
L'ASSOCIATION DE TAXI DIAMOND DE MONTREAL LTEE	0038370119	4 coupons le 31 janvier 19	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Administration, finances et approvisionnement	11-Févr.-19	68,96
	0147650119	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	21-Févr.-19	17,38
L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	186797	Cartes d'affaire janvier 19 Mariam Gagnon	Direction - Ville-Marie	Conseil et soutien aux instances politiques	06-Févr.-19	19,72
	187044	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	30-Janv.-19	45,47

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Février 2019

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	187308	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	08-Févr.-19	19,72
	74558	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	30-Janv.-19	187,93
	74559	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	30-Janv.-19	310,76
LES MARCHES LOUISE MENARD INC.	2683	Achat de breuvage pour réunion sur -Comité Café-Terrasse	Travaux publics	Autres - Transport	08-Févr.-19	12,00
	2685	Rencontre syndicat cols bleus 24 janv 19	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	04-Févr.-19	80,81
	2701	Achat de nourriture et access. pour CCU de fév 2019(Ause)	Services aux entreprises et aménagement urbain	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	18-Févr.-19	72,60
	2703	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Administration, finances et approvisionnement	20-Févr.-19	7,28
	2713	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Administration, finances et approvisionnement	22-Févr.-19	28,94
LES MINIMALICES	004	Heure de conte bibliothèque de Frontenac le 2 fév.19	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	07-Févr.-19	209,97
LES PRODUITS MURPHCO	fac0102529	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Déblaiement et chargement de la neige	04-Févr.-19	79,56
L'ETHIQUE PARLE COEUR	201911	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	22-Févr.-19	354,29
LOCATION D'OUTILS SIMPLEX S.E.C.	237168o5	Mèche diamant 6 1/2	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	20-Févr.-19	421,41
	237168p5	Mèche diamant 6 1/2	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	20-Févr.-19	421,41
	237168q5	Mèche diamant 6 1/2	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	20-Févr.-19	180,60
	286627g2	Succion avec crépine, boyau à eau	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	12-Févr.-19	54,37
	286627h2	Succion avec crépine, boyau à eau	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	12-Févr.-19	54,37
	286627k2	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	07-Févr.-19	54,37

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Février 2019

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
LOCATION D'OUTILS SIMPLEX S.E.C.	286629g20	Succion 20 pi, boyau à eau	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	14-Févr.-19	72,50
	286629h20	Succion 20 pi, boyau à eau	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	14-Févr.-19	72,50
	286629k20	Succion, boyau à eau	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	06-Févr.-19	72,50
	286629m20	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	04-Févr.-19	267,22
LOCATION SAUVAGEAU INC.	t18941406	Location Dodge Grand Caravan du 1 au 11 juin 18	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	20-Févr.-19	514,67
MAGALI BERTRAND	190201	Animation conte Kamishibai (Parc Julica Drummond - 1h contes	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	08-Févr.-19	300,00
MARCHAND, DAVID	rembempl1902	Remboursement renouvellement Secourisme général et RCR/DEA niv.C le 31 janv.19	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir	05-Févr.-19	69,02
MARYSE PERRON	hiv201905	Animation L'abri.Une aventure en forêt le 3 février 19 bibliothèque Frontenac	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	07-Févr.-19	288,72
MATHIEU RIEL	mm19009	2 prestations de 45 minutes des 3 artistes du troisième cycle	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	13-Févr.-19	1 364,84
MEERT, JULIE	rembempl1901	Remboursement achat cadeaux brunch employés	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	31-Janv.-19	133,14
MOBIDIC	0000599	Production 5 signets Promo infolettre	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	15-Févr.-19	524,94
	0000600	Production affiches Bon plan pour la relâche à C. Houde et Bains libres piscine Quintal	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	15-Févr.-19	178,48
	0000603	Production 3 formulaires dynamiques	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	20-Févr.-19	787,41
	587	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	07-Févr.-19	734,91
	591	Affiche + coroplast Prêt d'équipement	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	29-Janv.-19	146,98

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Février 2019

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
MOBIDIC	592	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	08-Févr.-19	89,24
	593	Production de 2 formuaires intéractifs(Occ.Dom.Public)	Travaux publics	Autres - Transport	08-Févr.-19	288,72
	594	Production formulaire interactif 2 pages (permis pesticides)	Travaux publics	Planification et gestion des parcs et espaces verts	01-Févr.-19	157,48
	598	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	08-Févr.-19	577,43
NATHALIE FAUCHER, ARBITRE INC.	03119	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Gestion du personnel	22-Févr.-19	514,44
NOUS LES ARTS	1612201802	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	22-Févr.-19	262,47
ORDRE DES CONSEILLERS RESS HUMAINES & RELATIONS INDUSTRIELLES AGREES DU QUEBEC	415955	Demande annulée car doit être traitée par le service de la paie	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Gestion du personnel	19-Févr.-19	637,58
PHILIPPE ALLARD	190207	Frais de location d'oeuvre d'art pour 5 ans	Travaux publics	Planification et gestion des parcs et espaces verts	08-Févr.-19	1 724,81
PHILIPPE POMMIER_1	r144404		Travaux publics	Émission des permis et inspections	15-Févr.-19	30,00
PROMOTIONS C.S.L. (LES)	13308	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Gestion install. - Arénas et patinoires	05-Févr.-19	419,95
	13310	Location sonorisation, éclairage	Culture, sports, loisirs et développement social	Autres - Activités récréatives	11-Févr.-19	761,16
RANGER, MARC	rembempl1902	Remboursement frais kilométrage et stationnement janvier 19	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	20-Févr.-19	57,60
RATSDEVILLE	part182019010	Renouvellement abonnement 2019 Maison de la culture Frontenac	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	11-Févr.-19	200,00
REJEAN FORTIN_1	r144405		Travaux publics	Émission des permis et inspections	15-Févr.-19	30,00

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Février 2019

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
RESTREPO, ALEJANDRO	rembempl1901	Réparation cellulaire Eric Belleville	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	31-Janv.-19	95,21
RICHARD BETTY	r144407		Travaux publics	Émission des permis et inspections	15-Févr.-19	30,00
SARA HEBERT	1	Atelier de fanzine le 31 mars 19 bibliothèque Père-Ambroise	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	11-Févr.-19	314,96
SERVICE DE COURRIER TOP GUN INC.	228932	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	30-Janv.-19	76,28
SIX CREATIVELAB	f1508c40	Illustration, cartons, affiches pour Plaisirs d'hiver 2019	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	28-Janv.-19	562,73
	f1516c40	Production affiche Boissons chaudes- Plaisirs d'hiver	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	15-Févr.-19	158,27
	f1517c40	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	08-Févr.-19	211,02
SOCIETE CANADIENNE DES AUTEURS, COMPOSITEURS ET EDITEURS DE MUSIQUE (SOCAN)	8769229	Cotisation Installations récréatives différents centres récréatifs	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir	07-Févr.-19	777,20
SOCIETE DES MUSEES QUEBECOIS	32251	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	19-Févr.-19	136,97
SPDTQ	mm19001	Animation spectacle danse et musique parc Médéric Martin le 27 avril 19	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	05-Févr.-19	1 522,32
	sc19001	Animation spectacle danse et musique square Cabot le 13 avril 19	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	05-Févr.-19	1 522,32
SPECTRE DE RUE INC .	836	Distribution 1200 avis aux résidents	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	15-Févr.-19	360,00
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	fc258219	1 T 375x20 PVC	Travaux publics	Réseaux d'égout	28-Janv.-19	360,39

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Février 2019

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
TEL-LOC INC.	84327	Location mobile wi-fi avec chargeur et cable et plan data 2go	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	14-Févr.-19	83,99
THIBEAULT, ANDRE	rembempl1901	Déplacements ponctuels pour le mois de janvier	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	31-Janv.-19	27,60
TORREFACTION BARISTA	45615	Service Installation 1 bar expresso le 17 janvier 19 place Dupuis	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	29-Janv.-19	724,41
TROPHEES DUBOIS LTEE	42659	75 médailles or, argent, bronze, 90 rubans	Culture, sports, loisirs et développement social	Autres - Activités récréatives	11-Févr.-19	305,78
UNIVERSITE DE MONTREAL	cep000000072	Participation des carabins festival sportif	Culture, sports, loisirs et développement social	Autres - Activités récréatives	31-Janv.-19	350,00
WAGNER, NATHALIE	rembempl1902	Remboursement frais kilométrage sept. à déc. 18	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	20-Févr.-19	60,99
WALCH, EMILIE	rembempl1901	Achats décorations brunch des employés	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	30-Janv.-19	247,53
ZAMBITO, DOMENICO	rembempl1901	Remboursement kilométrage et stationnement janvier 19	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Greffe	31-Janv.-19	19,44
						37 934,77

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.01

2019/03/12
18:30

(1)

Dossier # : 1184869013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant l'usage « bureau » sur une partie du 2e étage du bâtiment situé au 1935, boulevard De Maisonneuve Est, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble

1) D'accorder, pour le bâtiment situé au 1935, boulevard De Maisonneuve Est, l'autorisation d'occuper une partie du 2e étage aux fins de l'usage « bureau », en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011).

2) D'assortir cette autorisation aux conditions suivantes:

a) La superficie autorisée pour l'usage « bureau » au 2^{e} étage ne doit pas dépasser 48,3 m^{2};
b) Accompagner cette intervention d'une étude d'impact acoustique démontrant que celle-ci permettra de rencontrer, à l'intérieur des logements adjacents, un niveau sonore conforme aux exigences prévus par la réglementation d'urbanisme;
c) Interdire au public d'accéder au commerce par le 2^{e} étage assurant ainsi la quiétude des résidents de l'immeuble.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-11-23 16:20

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mercredi 5 décembre 2018	Résolution: CA18 240698

Adopter une résolution autorisant l'usage « bureau » sur une partie du 2e étage du bâtiment situé au 1935, boulevard De Maisonneuve Est, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble – 1er projet de résolution

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour le bâtiment situé au 1935, boulevard De Maisonneuve Est, l'autorisation d'occuper une partie du 2e étage aux fins de l'usage « bureau », en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011);

2) D'assortir cette autorisation aux conditions suivantes :
   a) la superficie autorisée pour l'usage « bureau » au 2e étage ne doit pas dépasser 48,3 m^2;
   b) accompagner cette intervention d'une étude d'impact acoustique démontrant que celle-ci permettra de rencontrer, à l'intérieur des logements adjacents, un niveau sonore conforme aux exigences prévus par la réglementation d'urbanisme;
   c) interdire au public d'accéder au commerce par le 2e étage assurant ainsi la quiétude des résidents de l'immeuble.

Adoptée à l'unanimité.

40.24
1184869013
pp392

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 7 décembre 2018

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 12 février 2019	Résolution: CA19 240042

Adopter une résolution autorisant l'usage « bureau » sur une partie du 2e étage du bâtiment situé au 1935, boulevard De Maisonneuve Est, en vertu du Règlement sur les projets particuliers, de construction de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - 2e projet de résolution

Attendu que, selon la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1), le conseil d'arrondissement a adopté un premier projet de résolution le 21 novembre 2018 et l'a soumis à une consultation publique le 23 janvier 2019 quant à son objet et aux conséquences de son adoption :

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

D'adopter le second projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour le bâtiment situé au 1935, boulevard De Maisonneuve Est, l'autorisation d'occuper une partie du 2e étage aux fins de l'usage « bureau », en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011);

2) D'assortir cette autorisation aux conditions suivantes :
   a) la superficie autorisée pour l'usage « bureau » au 2e étage ne doit pas dépasser 48,3 m^2;
   b) accompagner cette intervention d'une étude d'impact acoustique démontrant que celle-ci permettra de rencontrer, à l'intérieur des logements adjacents, un niveau sonore conforme aux exigences prévus par la réglementation d'urbanisme;
   c) interdire au public d'accéder au commerce par le 2e étage assurant ainsi la quiétude des résidents de l'immeuble.

Adoptée à l'unanimité.

40.04
pp 392
1184869013

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 14 février 2019

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1184869013**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant l'usage « bureau » sur une partie du 2e étage du bâtiment situé au 1935, boulevard De Maisonneuve Est, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble

CONTENU

CONTEXTE

Une demande a été déposée afin d'autoriser l'occupation commerciale aux fins de l'usage « bureau » au 2^{e} étage du bâtiment situé au 1935, boulevard De Maisonneuve Est. Ce projet dérogerait à certaines dispositions du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). Cette demande pourrait être autorisée par le biais du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), moyennant le respect des orientations générales de ce règlement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S.O.

DESCRIPTION

Le site
Le bâtiment de trois étages a été construit en 1987, au coin de la rue Dorion et du boulevard De Maisonneuve Est. Au rez-de-chaussée, on retrouve deux commerces, dont une clinique dentaire aménagée au même endroit depuis la construction du bâtiment et qui compte aujourd'hui une équipe de 17 employés. Aux étages supérieurs, 18 logements sont aménagés en copropriété.

Le projet
La demande vise à autoriser l'occupation commerciale aux fins de l'usage « bureau » permettant d'utiliser la superficie du logement no.103 au deuxième étage, d'une superficie de 48.3 m^{2}, afin de le transformer en salle de repos pour l'équipe de professionnels de la clinique dentaire. Un escalier intérieur serait percé afin d'éviter que les employés circulent dans les espaces communs des résidents; l'apparence extérieure du bâtiment demeurerait inchangée.

Cadre réglementaire
La proposition déroge à l'article 183 du Règlement d'urbanisme, à savoir notamment :

· Au-dessus du rez-de-chaussée, aucun usage commercial ou industriel n'est autorisé au même niveau qu'un logement ou à un niveau supérieur.

JUSTIFICATION

La demande est justifiée par l'impossibilité d'agrandir la clinique dentaire, ni au rez-de-chaussée et ni au sous-sol. La clinique dentaire desservant une clientèle marginalisée, étant situé au même endroit depuis de nombreuses années et nécessitant une superficie importante afin de répondre à la demande, il est souhaitable qu'elle s'agrandisse à même le bâtiment plutôt que de la voir quitter le secteur.
Aucune modification à l'apparence extérieure n'est prévue au 2^{e} étage permettant de conserver son apparence d'occupation résidentielle et minimiser les impacts d'un changement d'occupation. Aucune éviction n'est nécessaire puisque l'appartement no.103 appartient au demandeur et sera vacant d'ici quelques mois. De plus, le demandeur a obtenu une résolution écrite des copropriétaires du bâtiment autorisant l'aménagement d'une salle de repos/cuisine ainsi que l'ajout d'un escalier à l'intérieur de la clinique pour y avoir accès directement afin de ne pas incommoder les occupants de l'immeuble.

Les transformations proposées permettraient de conserver un établissement commercial établi depuis plusieurs années au même endroit, de moderniser la clinique dentaire, de créer une nouvelle salle opératoire adaptée au rez-de-chaussée pour traiter la clientèle bariatrique souffrant d'obésité et d'avoir des installations adéquates pour accommoder les employés utilisant les transports actifs.

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises recommande de donner une suite favorable à l'égard de cette demande, aux conditions suivantes :

· La superficie autorisée pour l'usage « bureau » au 2^{e} étage ne doit pas dépasser 48,3 m^{2};
· Accompagner cette intervention d'une étude d'impact acoustique démontrant que celle-ci permettra de rencontrer, à l'intérieur des logements adjacents, un niveau sonore conforme aux exigences prévues par la réglementation d'urbanisme;
· Interdire au public d'accéder au commerce par le 2^{e} étage assurant ainsi la quiétude des résidents de l'immeuble.

Lors de la séance du 15 novembre 2018, les membres du CCU ont émis un avis favorable.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S.O.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement - 1er projet de résolution

- Affichage et avis public 15 jours avant le conseil d'arrondissement
- Assemblée publique de consultation
- Conseil d'arrondissement - 2e projet de résolution
- Conseil d’arrondissement – Adoption de la résolution -
- Émission du certificat d'occupation

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine BEAULIEU
Conseillère en aménagement

Tél : 514 868-4987
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-11-19

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marc LABELLE
Directeur
Tél : 514 872-2698
Approuvé le : 2018-11-22

LESQUELS AVANT D'EN VENIR AUX PRÉSENTES RÉSOLUTIONS ONT DÉLARÉ CE QUI SUIT :

ATTENDU QUE la présente assemblée générale a été dûment convoquée et que ce fait est reconnu par tous les copropriétaires présents, leurs signatures en faisant foi ;

ATTENDU QUE les copropriétaires ayant signé les présentes résolutions peuvent l'avoir fait sans assister à ladite assemblée, leurs signatures étant alors apposées pour indiquer leur accord aux résolutions ci-après;

ATTENDU QUE le syndicat de la copropriété et deux des copropriétaires soit **MARC CLOUTIER IMMOBILIER INC.** et **Dr Marc CLOUTIER** ont soumis aux copropriétaires un projet ayant pour but de permettre l'agrandissement de la clinique dentaire sise au 1935, Boulevard De Maisonneuve Est, Montréal (Québec) H2K 4P4 par l'annexion à cette clinique de l'une des unité résidentielle situé immédiatement au-dessus de ladite clinique soit celle portant le numéro civique 103-1550, rue Dorion, Montréal (Québec) H2K 4A6;

ATTENDU QUE cette utilisation à des fins commerciales d'une unité résidentielle requiert l'approbation des autorités municipales ainsi que celles des copropriétaires ;

ATENDU QUE **MARC CLOUTIER IMMOBILIER INC** et **Dr Marc CLOUTIER** déclarent ne pas avoir l'intention d'utiliser ladite unité résidentielle à d'autres fins que l'aménagement d'une salle de repos pour les employés de la clinique et qu'en principe il n'y aura pas d'utilisation de cette partie située à l'étage de nature commerciale comme tel;

ATTENDU QU'il est prévu que cet agrandissement se fasse de l'intérieur de la bâtisse en perçant un trou dans le plancher de 1er étage pour y installer un escalier permettant de communiquer entre la clinique dentaire et l'unité résidentielle et qu'en conséquence les parties communes situées sur les étages ne seront d'aucunes façons sollicitées de façon additionnelle par suite de cet agrandissement;

ATTENDU QUE pour réaliser le perçage du plancher du premier étage le syndicat de la copropriété devra soumettre aux copropriétaires en assemblée le projet de céder à titre gratuit et sans aucune garantie une portion des parties communes de l'immeuble étant cette partie constituée par l'orifice ou sera installé l'escalier ci-dessus mentionné ;

ATTENDU QUE cette cession aura pour effet de réduire les parties communes ce qui entraînera la nécessité de les modifier et de renuméroter la partie cédée et les parties restantes de celles-ci ;

ATTENDU QUE tous les frais afférents à cet agrandissement de même que toutes les modifications requises à la copropriété seront à l'entière charge de **MARC CLOUTIER IMMOBILIER INC ;**

ATTENDU QUE ces projets sont dans le meilleur intérêt de l'ensemble de la copropriété ;

ATTENDU QUE les copropriétaires présents à cette assemblée spéciale et signataires de ces résolutions forment la majorité requise par la Loi pour décider les présentes résolutions ;

IL EST RÉSOLU QUE :

1- Les copropriétaires réunis en assemblée donnent leur consentement au syndicat de copropriété de même qu'à **Dr Marc CLOUTIER** et à **MARC CLOUTIER IMMOBILIER INC** afin qu'ils entreprennent les démarches nécessaires auprès des autorités ayant juridiction sur l'immeuble pour effectuer l'agrandissement prévu aux présentes par l'adjonction à la clinique dentaire de l'unité résidentielle susdite lesquelles seront reliées ensemble par un escalier devant être bâti entre ces 2 parties privatives. Et qu'ils retiennent les services des professionnels qui contribueront à ce projet d'agrandissement

2- Les copropriétaires réunis en assemblée donnent également leur consentement pour que le syndicat cède à titre gratuit à **Dr Marc CLOUTIER** et/ou à **MARC CLOUTIER IMMOBILIER INC** mais sans aucune garantie (et sujet à tous les autres termes et à toutes les autres conditions usuels et habituellement retrouvés dans un acte de cession de cette nature) cette portion des parties communes de l'immeuble étant cette partie qui sera perforée dans la dalle de plancher du premier étage de la bâtisse. Ladite portion des parties communes devra faire l'objet d'une description technique accompagnée d'un plan et devra recevoir l'assentiment des copropriétaires en assemblée de même que du syndicat de copropriété avant que telle cession ne soit exécutée

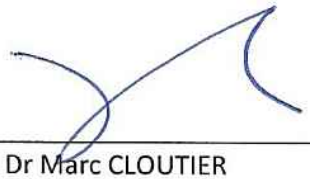
3- Les copropriétaires réunis en assemblée acceptent et reconnaissent que cette cession aura possiblement pour effet de réduire légèrement leurs quotes-parts des parties communes et qu'elle porte sur une portion des parties communes dont la conservation n'est pas nécessaire au maintien de la destination du reste de l'immeuble.

4- Les copropriétaires réunis en assemblée donnent leur consentement afin que les parties communes soient renumérotées et fassent l'objet de toutes les modifications cadastrales nécessaires pour donner suite à la réduction de celles-ci résultant de la cession dont il est question plus haut. Ce consentement inclue celui des créanciers hypothécaires.

5- Les copropriétaires signeront lorsque cela sera requis, un amendement à la déclaration de copropriété afin de faire refléter les changements exposés ci-dessus ;

DONNÉES à Montréal, ce dixième jour de juillet 2018

MARC CLOUTIER IMMOBILIER INC



Par : Dr Marc CLOUTIER

RÉSOLUTIONS ÉCRITES DES COPROPRIÉTAIRES DE PLACE MAISONNEUVE-PAPINEAU tenue à la copropriété au 1550, rue Dorion à Montréal et 1901, Boulevard De Maisonneuve Est à Montréal à laquelle étaient présents :

Nom : Hôpital Vétérinaire Victoria unité : 1901 Signature :

Nom : Alice Joyce unité : 108 Signature :

Nom : Guy Lalo unité : 107 Signature :

Nom : Paul Blouin unité : 109 Signature :

Nom : FREDERIC CÔTE unité : 209 Signature : Frédéric Côté

Nom : Christian Reeves unité : 201 Signature : Christian Reeves

Nom : Christopher Candelo unité : 101 Signature :

Nom : Raymond Sauvé unité : 106 Signature :

Nom : Marc Cloutier unité : 102 Signature :

Nom : Marc Cloutier unité : 103 Signature :

Nom : Clinique Dentaire DeTC unité : 1935 Signature :

Nom : André Sauvé unité : 205 Signature : André Sauvé

Nom : DANIEL DUCHARME unité : 104 Signature :

Nom : HEATHER SCHLOSSER unité : 204 Signature :

Nom : LOUISE TOUPIN unité : 203 Signature :

SYNDICAT PLACE MAISONNEUVE-PAPINEAU

Procès-verbal de l'assemblée générale annuelle,

Tenue le 10 juillet 2018 au 1935 rue de Maisonneuve est à Montréal à 19 h 00.

1) Présences et quorum :
Le gestionnaire du syndicat, Yves L'Ecuyer confirme que 14 copropriétaires étaient présents, certains représentés par procuration et que le quorum atteint fut de 76.78 %. Il a déclaré la réunion conforme.

2) Nomination d'un président/secrétaire de la réunion :
Yves l'Ecuyer fut élu à ce titre et M. Marc Cloutier (1935) a demandé d'ajouter un point à l'item VARIA : Il désire faire une demande de dérogation à la Ville de Montréal pour qu'il puisse aménager une cuisine/salle de repos dans le condo 103 qui lui appartient.
M. Benoit Bernard de Fenêtres Magistral est venu répondre aux questions des copropriétaires.

3) Approbation du procès-verbal de la réunion du 23 mai et du 23 novembre 2017 :
Ces procès-verbaux furent adoptés à l'unanimité par une proposition de Marc Cloutier (1935) appuyée par Cristian Reeves (201).

4) Adoption des résultats financiers au 31 décembre 2017 :
Le gestionnaire présente le rapport qui démontre un surplus d'opérations de 27 844.80 $ mais il y a le paiement d'une cotisation spéciale pour le remplacement des fenêtres au montant de 25 090 $ au 31 décembre 2017.
La balance du compte de banque est de 64 436.32 $ et il y a un solde de 24 606.99 $ à percevoir pour la cotisation spéciale et certains frais de condo.
Les copropriétaires ont accepté qu'une hypothèque légale soit prise sur l'unité105 Adrien Gill (105) au montant de 4 725.15 $ et sur l'unité de John Cliff Denisowsky au montant de 4 329.97 $ (206).
Les résultats financiers furent adoptés à l'unanimité par une proposition de M. Guy l'italien (107) appuyée par M. Paul-Hubert Tremblay (1901).

5) Approbation du budget d'opérations pour 2018-2019 :
Le gestionnaire présente le budget proposé et il n'y a pas d'augmentation des frais de condo. Le budget a été adopté.

6) Élection des administrateurs pour 2018-2019
Marc Cloutier, Guy l'italien et Paul Hubert Tremblay furent élus par acclamation.
Les gens les remercièrent pour leur travail en 2017.

7) Varia :

Tel que mentionné plus haut, Marc Cloutier désire faire une demande de dérogation auprès de la Ville de Montréal pour pouvoir aménager une cuisine pour le bien-être de son personnel et ce dans l'unité 103 qui lui appartient.

Un vote fut pris et tous les copropriétaires présents ont accepté cette demande de M. Marc Cloutier.

Il fera construire un escalier à l'intérieur de sa clinique pour avoir accès à cette nouvelle cuisine. Toutes les précautions seront prises pour ne pas incommoder les occupants de l'immeuble.

Présentation de Benoit Bernard :

Guy L'italien sera le maître d'œuvre pour aviser les gens. M. Bernard explique que la couleur des nouvelles portes et fenêtres sera un brun commercial et que les grillages doivent être conservés car cela est une exigence de sécurité demandée par la ville.
Les fenêtres seront remplacées au rythme d'une condo par jour.. Il doit venir prendre des mesures soit durant le jour ou soit pour deux soirées à déterminées.
M. Bernard mentionne que le programme de subvention Eco-Vert ne s'applique pas à ces travaux.

Location à court terme style Air B & B.

Les copropriétaires désirent accepter un nouveau règlement qui interdit ce type de location. La période de location minimale serait pour une période de douze mois.
Le syndicat attendra l'entrée en vigueur de la nouvelle loi de la Ville de Montréal à ce sujet avant de faire modifier la déclaration de copropriété.

Un comité pour la décoration des espaces communs sera formé au printemps de 2019.

La réunion fut terminée à 20 h 10.

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 novembre 2018
3001468732
4.2.1

Objet :	**PROJET PARTICULIER**
Endroit :	1935, boulevard De Maisonneuve Est
Responsable :	Catherine Beaulieu
Description :	La demande vise à autoriser une occupation commerciale aux fins de l'usage « bureau » sur une partie du 2e étage du bâtiment situé au 1935, boulevard De Maisonneuve Est. Le bâtiment a été construit en 1987, au coin de la rue Dorion et du boulevard De Maisonneuve Est. Au rez-de-chaussée, on retrouve deux commerces dont une clinique dentaire aménagée, au même endroit depuis la construction du bâtiment et compte aujourd'hui une équipe de 17 employés. Aux étages supérieurs, 18 logements sont aménagés en copropriété. La demande vise à autoriser l'occupation commerciale aux fins de l'usage « bureau » permettant d'utiliser la superficie du logement no.103 au deuxième étage, d'une superficie de 48.3 m^2, afin de le transformer en salle de repos pour l'équipe de professionnels de la clinique dentaire. Un escalier intérieur serait percé afin d'éviter la circulation des employés de la clinique dans les espaces communs des résidents et l'apparence extérieure demeurerait inchangée.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La demande est justifiée par l'impossibilité d'agrandir la clinique dentaire, ni au rez-de-chaussée et ni au sous-sol.
Considérant que :	La clinique dentaire dessert une clientèle marginalisée, étant située au même endroit depuis de nombreuses années et nécessitant une superficie importante afin de répondre à la demande, il est souhaitable d'agrandir à même le bâtiment plutôt que quitter le secteur.
Considérant qu' :	Aucune modification à l'apparence extérieure n'est prévue au 2e étage permettant de conserver son apparence d'occupation résidentielle et minimiser les impacts d'un changement d'occupation.
Considérant qu' :	Aucun évincement de locataire n'est nécessaire puisque l'appartement no.103 qui appartient au demandeur sera vacant d'ici quelques mois et que le demandeur a obtenu une résolution écrite des copropriétaires du bâtiment pour autoriser l'aménagement d'une salle de repos/cuisine ainsi que l'ajout d'un escalier à l'intérieur de la clinique pour y avoir accès directement afin de ne pas incommoder les occupants de l'immeuble.

Considérant que : Les transformations proposées permettraient de conserver un établissement commercial établi depuis plusieurs années au même endroit, moderniser la clinique dentaire, créer une nouvelle salle opératoire adaptée au rez-de-chaussée pour traiter la clientèle bariatrique souffrant d'obésité et avoir des installations adéquates pour accommoder les employés utilisant les transports actifs.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **La superficie autorisée pour l'usage « bureau » au 2e étage ne doit pas dépasser 48,3 m^2.**
- **Accompagner cette intervention d'une étude d'impacts acoustiques démontrant que celle-ci permettra de rencontrer, à l'intérieur des logements adjacents, un niveau sonore conforme aux exigences prévues par la réglementation d'urbanisme.**
- **Interdire au public d'accéder au commerce par le 2e étage assurant ainsi la quiétude des résidents de l'immeuble.**

Richard Ryan
Vice-président

Caroline Cantin
Secrétaire

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.02

2019/03/12
18:30

(1)

Dossier # : 1184869014

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant la démolition du bâtiment situé au 15, avenue Viger Ouest et construire un bâtiment mixte ayant une hauteur sur rue supérieure au maximum autorisé sur les lots 1 180 671, 1 180 675 et 5 027 239, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (970, boulevard Saint-Laurent)

1) D'accorder, pour le bâtiment projeté sur les lots 1 180 671, 1 180 675 et 5 027 239 conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation:
a) de démolir le bâtiment vacant situé au 15, avenue Viger ouest;
b) de déroger notamment à l'article 10 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
c) de construire un bâtiment de 9 étages (25 m hors tout) abritant un rez-de-chaussée commercial, 94 unités résidentielles aux étages supérieures et 2 niveaux de stationnement souterrain pour un total de 41 unités de stationnement automobile conformément aux plans numérotés de 5 à 27, réalisés par la firme *Campanella & associés architecture* et estampillés par l'arrondissement le 29 octobre 2018;

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes:
a) la composition architecturale, l'alignement sur rue, la volumétrie et les retraits d'alignements doivent être substantiellement conformes aux plans mentionnées précédemment;
b) soumettre un plan d'aménagement paysager de la cour avant en prévoyant un éclairage adéquat pour la sécurité des résidants;
c) afin de s'inscrire dans la tradition de façades de pierre naturelle du boulevard Saint-Laurent incarnant le caractère prestigieux de cette artère et de davantage de tenir compte des critères pour cette unité de paysage, prévoir une pierre naturelle plutôt que le bloc architectural proposé;
d) prolonger le parapet afin qu'il fasse office de garde-corps pour la terrasse au toit du 6e étage;
e) déposer, avant l'émission du certificat de démolition, une garantie monétaire irrévocable de 200 725 $ qui devra demeurer en vigueur jusqu'à ce que les travaux de

construction soient terminés;
f) déposer une stratégie de commémoration rappelant l'édifice Robillard afin de s'assurer que celle-ci soit accessible de la rue et valorise le côté historique du lieu.

3) De fixer un délai de 60 mois pour débuter les travaux visés par la présente autorisation, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-11-23 16:22

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1184869014**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant la démolition du bâtiment situé au 15, avenue Viger Ouest et construire un bâtiment mixte ayant une hauteur sur rue supérieure au maximum autorisé sur les lots 1 180 671, 1 180 675 et 5 027 239, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (970, boulevard Saint-Laurent)

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de permis a été déposée afin de démolir le bâtiment de 4 étages situé au 15, avenue Viger Ouest et construire un bâtiment mixte comprenant une hauteur sur rue supérieure au maximum autorisé, sur les lots 1 180 671, 1 180 675 et 5 027 239. Une telle proposition déroge à certaines dispositions du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), mais peut-être autorisée par le biais du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modifications ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), moyennant le respect des orientations générales de ce règlement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S.O.

DESCRIPTION

Le site
Le site visé, situé à l'entrée du Quartier chinois dans le cadran nord-ouest de l'avenue Viger et du boulevard Saint-Laurent, présente une superficie de 806,5 m^2 provenant de l'addition de la superficie des lots 1 180 671, 1 180 675 et 5 027 239. Le bâtiment de 4 étages situé au 15, avenue Viger Ouest serait démoli en totalité. Contrairement aux têtes d'îlot voisines, le zonage ne permet pas la surhauteur sur ce site, mais plutôt une hauteur sur rue de 16 m maximum. Notons que le site a été exempté du secteur de surhauteur afin de préserver l'édifice Robillard d'une grande valeur patrimonial situé au 974, boulevard Saint-Laurent, désormais disparu par les flammes. Cet édifice a abrité la première salle exclusivement cinématographique du Canada.

En matière d'occupation, les usages résidentiels, les établissements de vente de détail, de service et les équipements collectifs et institutionnels y sont autorisés (M.6C).

Au départ, le demandeur souhaitait acquérir le lot 1 180 673 appartenant à la Ville de Montréal, mais cette opération s'est avérée impossible dû à la présence d'infrastructures souterraines de la CSEM et d'Hydro-Québec.

Le projet
Le projet proposé comprend la démolition du bâtiment situé au 15, avenue Viger afin de construire un bâtiment mixte dont le volume le plus haut s'élève à 9 étages (25 m hors tout) et qui doit abriter les éléments suivants :

· Un rez-de-chaussée commercial (3 commerces)
· 94 unités résidentielles aux étages supérieurs;
· 3 niveaux de stationnement souterrain pour un total de 41 unités automobiles et 40 emplacements de vélo.
· 14 emplacements extérieurs pour vélo

L'accès au stationnement souterrain se ferait par la rue Clark tandis que l'entrée des résidents serait aménagée en bordure de la rue Viger, à l'intersection des deux volumes. L'aménagement d'une clôture de faible hauteur à l'entrée de la cour intérieure aurait comme fonction de délimiter l'entrée des résidents en plus d'assurer un niveau de sécurité plus élevée pour les résidents du bâtiment.

Cadre réglementaire
La proposition comprend une dérogation à la hauteur (art.10), c'est-à-dire que la hauteur de 25 m prévu, dépasse la hauteur maximale de 16 m autorisée au Règlement d'urbanisme (01-282) mais qui demeure conforme à la hauteur hors-tout de 25 m prescrite au Plan d'urbanisme.

Cette dérogation peut être autorisée conformément aux dispositions du règlement sur les projets particuliers.

Selon l'article 1 du Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215), une démolition se définit comme une destruction de plus de 40 % du volume hors-sol d'une construction. Dans ce cas-ci, un certificat de démolition est nécessaire puisque 100 % du bâtiment serait démoli.

JUSTIFICATION

Le projet respecte les paramètres et les orientations du Plan d'urbanisme. En ce sens, le projet vise à densifier et consolider une tête d'îlot ayant une visibilité importante à partir de plusieurs endroits stratégiques dans la ville.
L'implantation du volume en « U » réduit son implantation au sol (92.5 %) ce qui permet de créer une cour intérieure et assurer un maximum d'éclairage naturel pour la totalité des logements. L'implantation en contigüité ainsi que l'alignement à 0 en bordure du boulevard Saint-Laurent et de la rue Clark répond aux caractéristiques dominantes de ce secteur.
Le dépassement de la hauteur au règlement d'urbanisme s'explique par son emplacement en tête d'îlot et son insertion dans un contexte déjà construit où les hauteurs varient entre 10 et 44 m. Également, il faut se rappeler que lors de l'exercice de révision de hauteur et densité réalisée en 2011, la présence de l'édifice Robillard a influencé le décision de ne pas permettre la surhauteur sur ce site, alors qu'elle est autorisée sur certains lots voisins. Cette décision venait appuyer la volonté de préserver le bâtiment patrimonial et éviter de le dénaturer. Quelques années plus tard, un incendie ayant ravagé le bâtiment, le site est désormais vacant et en attente d'une nouvelle construction qui est limité à une hauteur de 16 m.

L'accès au stationnement souterrain serait aménagé sur la rue Clark laissant ainsi le rôle aux deux autres façades d'animer la rue et participer à l'ambiance du secteur. L'accès aux unités résidentielles au centre du volume serait clôturé permettant de signaler l'accès tout en minimisant les incivilités et assurer la sécurité des résidents.

Le projet présente une volumétrie générale plutôt atypique composée de trois volumes imbriqués s'ouvrant sur l'interstice de l'accès principal, qui est situé au cœur du lot. Celle-ci est issue des conditions spécifiques du site, telles la présence de chambres électriques souterraines dans la portion Sud et la volonté de distinguer le parcours d'accès résidentiel de l'intense activité commerciale caractérisant l'enfilade des façades du boulevard Saint-Laurent. Hautement visible de par le dégagement offert par l'autoroute Ville-Marie, cette proposition architecturale semble convenir en tête d'ilot.

La matérialité proposée est également singulière. Les deux volumes principaux sont recouverts de mur-rideau de couleur noire animé de capuchons en saillie de la même teinte. L'interstice de l'accès principal est revêtu d'un panneau métallique contrastant de couleur or. Un volume donnant sur l'intersection des rue Viger et Clark est revêtu de blocs de béton architectural d'une teinte gris pâle. Le même matériau est proposé pour un volume faisant office de transition entre la nouvelle façade et celle de l'édifice Swatow voisin sur le boulevard Saint-Laurent.

Le volume donnant sur le boulevard Saint-Laurent présente un retrait à ses deux premiers niveaux permettant de projeter l'illusion d'un rez-de-chaussée haut de 6 mètres. Cette stratégie permet ainsi d'inscrire avec succès le projet dans le continuum commercial du boulevard.

Le projet engendrait inévitablement un changement par rapport aux conditions d'ensoleillement puisqu'actuellement le site est quasi vacant.

Le site se trouvant à moins de 100 m d'une voie rapide, les exigences relatives aux usages sensibles s'appliquent. Pour cette raison, une étude acoustique devra être fournie et le cas échéant, des mesures de mitigations devront être prises en compte.

En conséquence, puisque le projet respecte les critères du règlement sur les projets particuliers, **la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable**, à la condition suivante :

- Fournir un plan d'aménagement paysager de la cour avant en prévoyant un éclairage adéquat pour la sécurité des résidants.
- Afin de s'inscrire dans la tradition de façades de pierre naturelle du boulevard Saint-Laurent incarnant le caractère prestigieux de cette artère et de davantage tenir compte des critères pour cette unité de paysage, prévoir une pierre naturelle plutôt que le bloc architectural proposé.
- Prolonger le parapet afin qu'il fasse office de garde-corps pour la terrasse au toit du 6^{e} étage.
- Déposer, avant l'émission du certificat de démolition, une garantie monétaire irrévocable de 220 725 $ qui devra demeurer en vigueur jusqu'à ce que les travaux de construction soient terminés.
- Déposer une stratégie de commémoration rappelant l'édifice Robillard afin et s'assurer que celle-ci soit accessible de la rue et valorise le côté historique du lieu.

À la séance du 15 novembre 2018, les membres du CCU ont émis un avis favorable.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S.O.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

conseil d'arrondissement - 1er projet de résolution

- affichage et avis public 15 jours avant le conseil d'arrondissement
- assemblée publique de consultation
- conseil d'arrondissement - 2e projet de résolution
- conseil d'arrondissement - Adoption de la résolution
- Émission du permis de construction

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine BEAULIEU
Conseillère en aménagement

Tél : 514 868-4987

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-11-21

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545

Télécop. : **Télécop. :**

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marc LABELLE
Directeur
Tél : 514 872-2698
Approuvé le : 2018-11-23

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mercredi 5 décembre 2018	Résolution: CA18 240699

Adopter une résolution autorisant la démolition du bâtiment situé au 15, avenue Viger Ouest et construire un bâtiment mixte ayant une hauteur sur rue supérieure au maximum autorisé sur les lots 1 180 671, 1 180 675 et 5 027 239, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (970, boulevard Saint-Laurent) – 1er projet de résolution

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour le bâtiment projeté sur les lots 1 180 671, 1 180 675 et 5 027 239 conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :
   a) de démolir le bâtiment vacant situé au 15, avenue Viger ouest;
   b) de déroger notamment à l'article 10 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
   c) de construire un bâtiment de 9 étages (25 m hors tout) abritant un rez-de-chaussée commercial, 94 unités résidentielles aux étages supérieures et 2 niveaux de stationnement souterrain pour un total de 41 unités de stationnement automobile conformément aux plans numérotés de 5 à 27, réalisés par la firme Campanella & associés *architecture* et estampillés par l'arrondissement le 29 octobre 2018;

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :
   a) la composition architecturale, l'alignement sur rue, la volumétrie et les retraits d'alignements doivent être substantiellement conformes aux plans mentionnées précédemment;
   b) soumettre un plan d'aménagement paysager de la cour avant en prévoyant un éclairage adéquat pour la sécurité des résidants;
   c) afin de s'inscrire dans la tradition de façades de pierre naturelle du boulevard Saint-Laurent incarnant le caractère prestigieux de cette artère et de tenir compte davantage des critères pour cette unité de paysage, « prévoir une pierre naturelle plutôt que le bloc architectural proposé »;
   d) prolonger le parapet afin qu'il fasse office de garde-corps pour la terrasse au toit du 6e étage;
   e) déposer, avant l'émission du certificat de démolition, une garantie monétaire irrévocable de 200 725 $ qui devra demeurer en vigueur jusqu'à ce que les travaux de construction soient terminés;
   f) déposer une stratégie de commémoration rappelant l'édifice Robillard afin de s'assurer que celle-ci soit accessible de la rue et valorise le côté historique du lieu;

3) De fixer un délai de 60 mois pour débuter les travaux visés par la présente autorisation, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

Adoptée à l'unanimité.

40.25
1184869014
pp 393

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 7 décembre 2018

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 12 février 2019	Résolution: CA19 240043

Adopter une résolution autorisant la démolition du bâtiment situé au 15, avenue Viger Ouest et construire un bâtiment mixte ayant une hauteur sur rue supérieure au maximum autorisé sur les lots 1 180 671, 1 180 675 et 5 027 239, en vertu du Règlement sur les projets particuliers, de construction de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - 2e projet de résolution

Attendu que, selon la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1), le conseil d'arrondissement a adopté un premier projet de résolution le 21 novembre 2018 et l'a soumis à une consultation publique le 23 janvier 2019 quant à son objet et aux conséquences de son adoption :

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

D'adopter le second projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour le bâtiment projeté sur les lots 1 180 671, 1 180 675 et 5 027 239 conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :
   a) de démolir le bâtiment vacant situé au 15, avenue Viger ouest;
   b) de déroger notamment à l'article 10 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
   c) de construire un bâtiment de 9 étages (25 m hors tout) abritant un rez-de-chaussée commercial, 94 unités résidentielles aux étages supérieures et 2 niveaux de stationnement souterrain pour un total de 41 unités de stationnement automobile conformément aux plans numérotés de 5 à 27, réalisés par la firme Campanella & associés *architecture* et estampillés par l'arrondissement le 29 octobre 2018;

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :
   a) la composition architecturale, l'alignement sur rue, la volumétrie et les retraits d'alignements doivent être substantiellement conformes aux plans mentionnées précédemment;
   b) soumettre un plan d'aménagement paysager de la cour avant en prévoyant un éclairage adéquat pour la sécurité des résidants;
   c) afin de s'inscrire dans la tradition de façades de pierre naturelle du boulevard Saint-Laurent incarnant le caractère prestigieux de cette artère et de tenir compte davantage des critères pour cette unité de paysage, « prévoir une pierre naturelle plutôt que le bloc architectural proposé »;
   d) prolonger le parapet afin qu'il fasse office de garde-corps pour la terrasse au toit du 6e étage;
   e) déposer, avant l'émission du certificat de démolition, une garantie monétaire irrévocable de 200 725 $ qui devra demeurer en vigueur jusqu'à ce que les travaux de construction soient terminés;

f) déposer une stratégie de commémoration rappelant l'édifice Robillard afin de s'assurer que celle-ci soit accessible de la rue et valorise le côté historique du lieu;

3) De fixer un délai de 60 mois pour débuter les travaux visés par la présente autorisation, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

Adoptée à l'unanimité.

40.05
pp 393
1184869014

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 14 février 2019

représentation artistique seulement



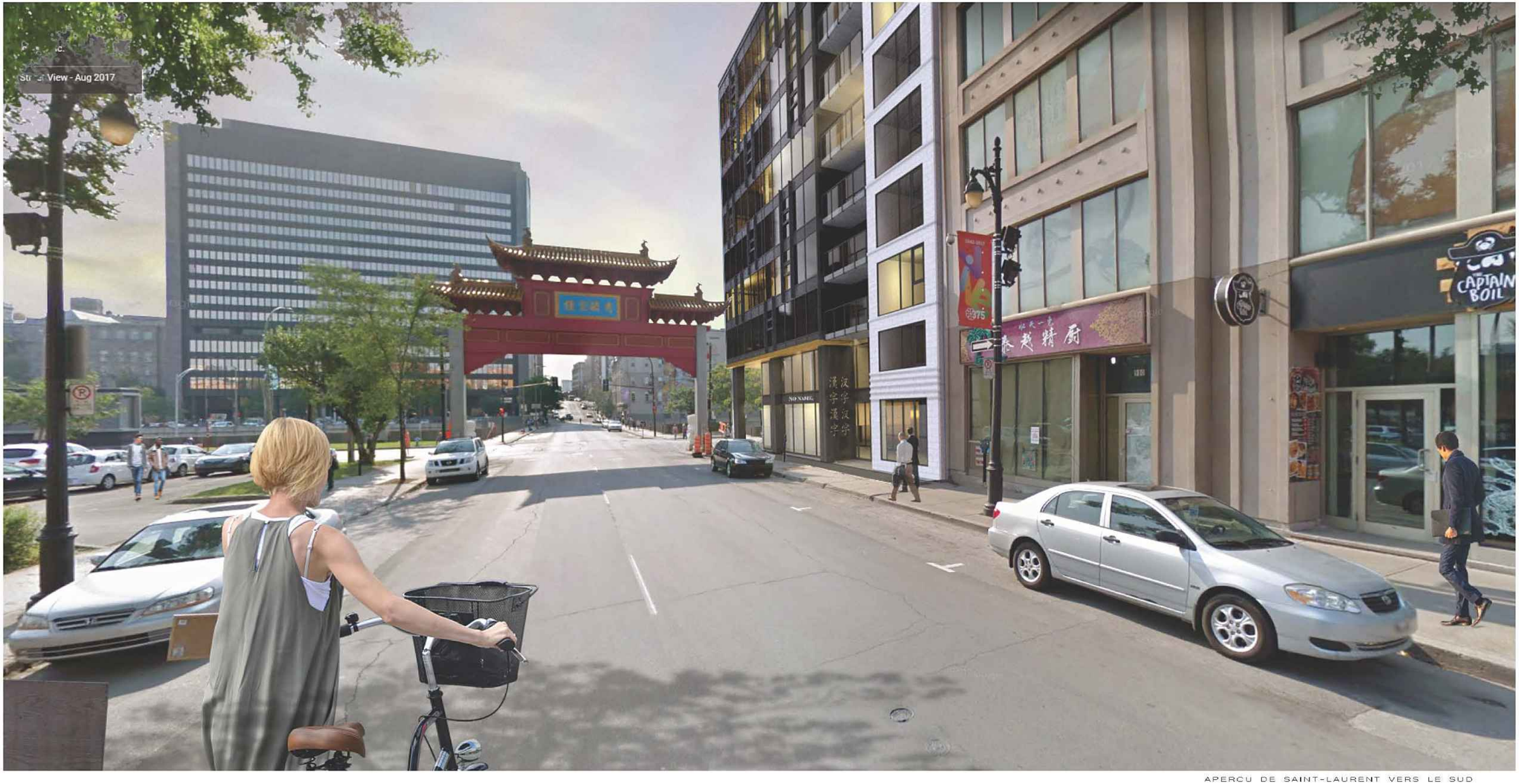
COIN SAINT-LAURENT ET VIGER

SOURCE: CAMPANELLA & ASSOCIÉS - ARCHITECTURE + DESIGN



APERCU SUR L'AVENUE VIGER

SOURCE: CAMPANELLA & ASSOCIÉS - ARCHITECTURE + DESIGN



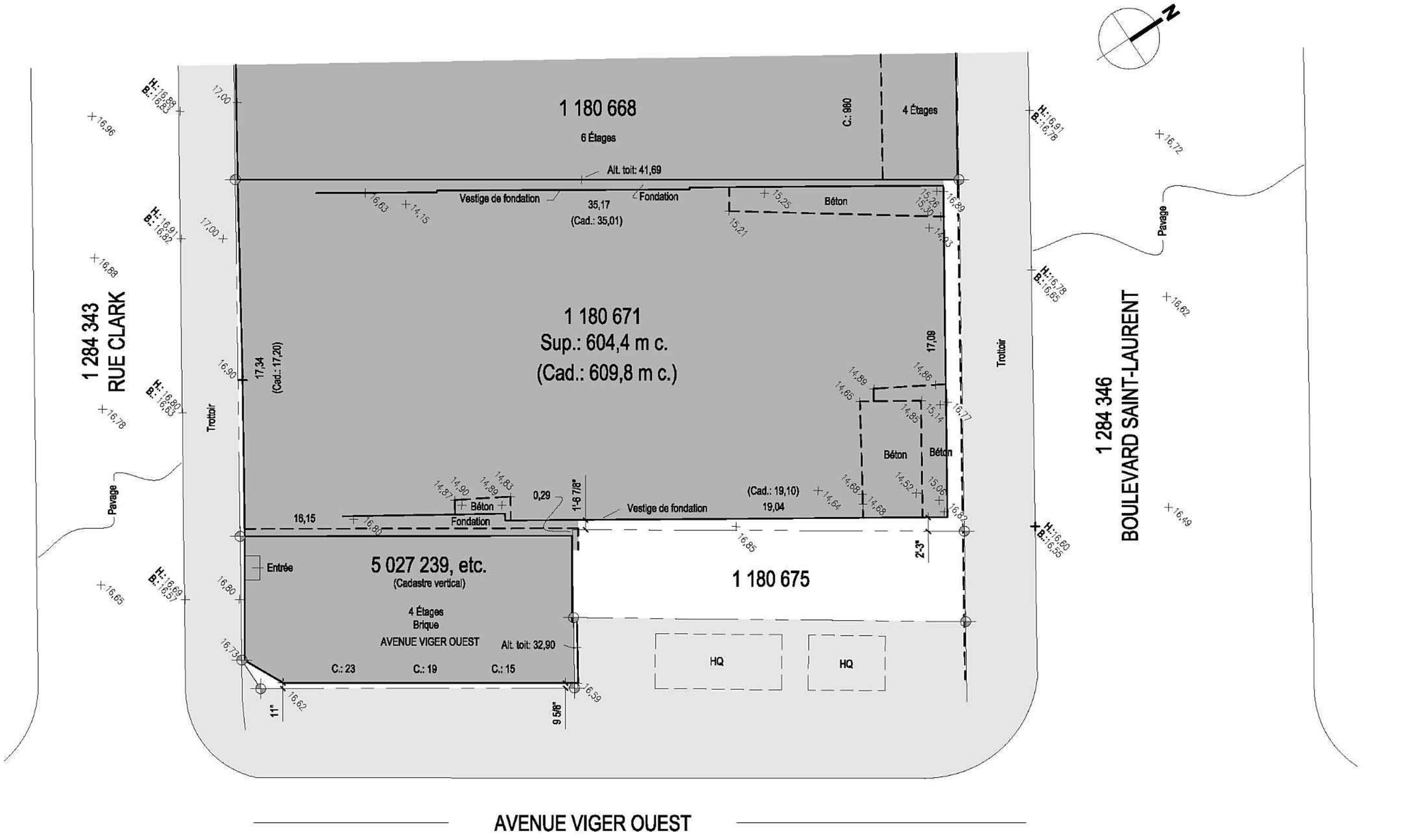
APERCU DE SAINT-LAURENT VERS LE SUD

SOURCE: CAMPANELLA & ASSOCIÉS - ARCHITECTURE + DESIGN



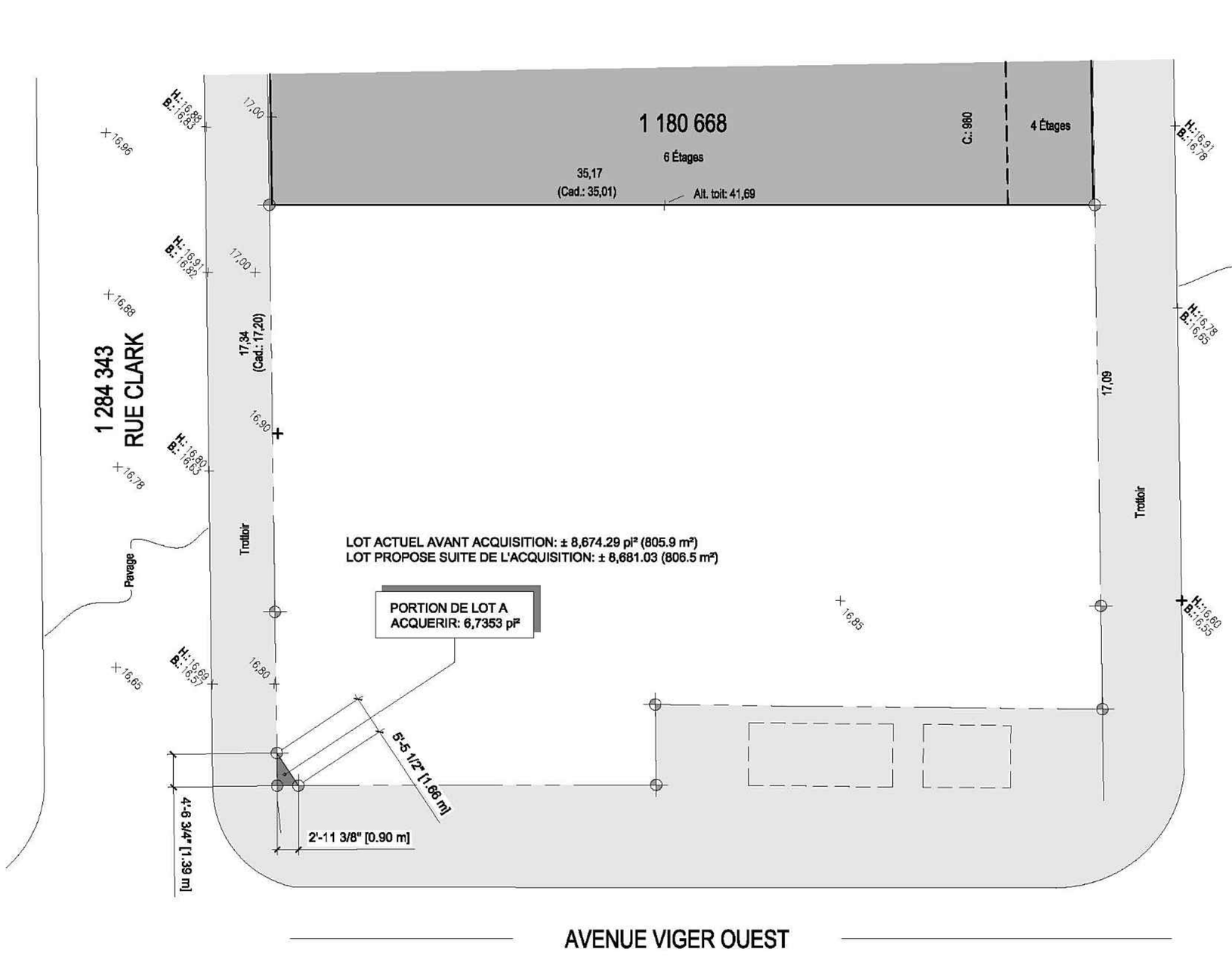
APERCU DE VIGER ET CLARK

SOURCE: CAMPANELLA & ASSOCIÉS - ARCHITECTURE + DESIGN



PLAN D'ARPENTEUR

SOURCE: CAMPANELLA & ASSOCIÉS - ARCHITECTURE + DESIGN

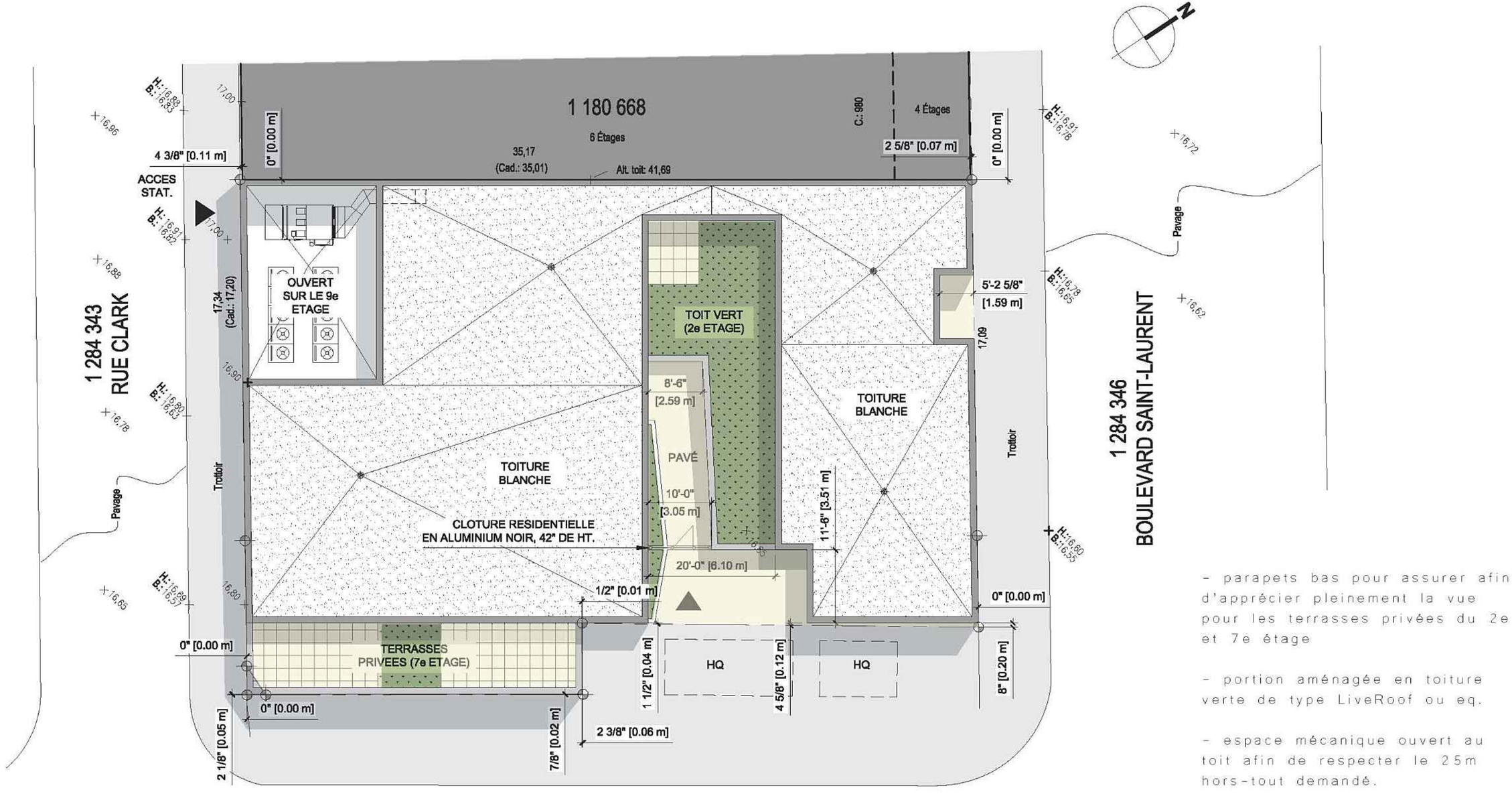


- Suite à la recommandation du département d'urbanisme, une demande d'acquisition d'une parcelle de lot au coin des rues Viger et Clark afin de rectifier un angle de l'ancien cadstre de la ville a été déposé. La Division de la géomatique de la ville de Montréal étudie le dossier et devra faire une demande d'opération cadastrale.

- Le bâtiment proposé dans ce document intègre ce bout de lot afin de conformer un volume à angle droit à l'intersection.

PROCESSUS D'OPÉRATION CADASTRALE

SOURCE: CAMPANELLA & ASSOCIÉS - ARCHITECTURE + DESIGN



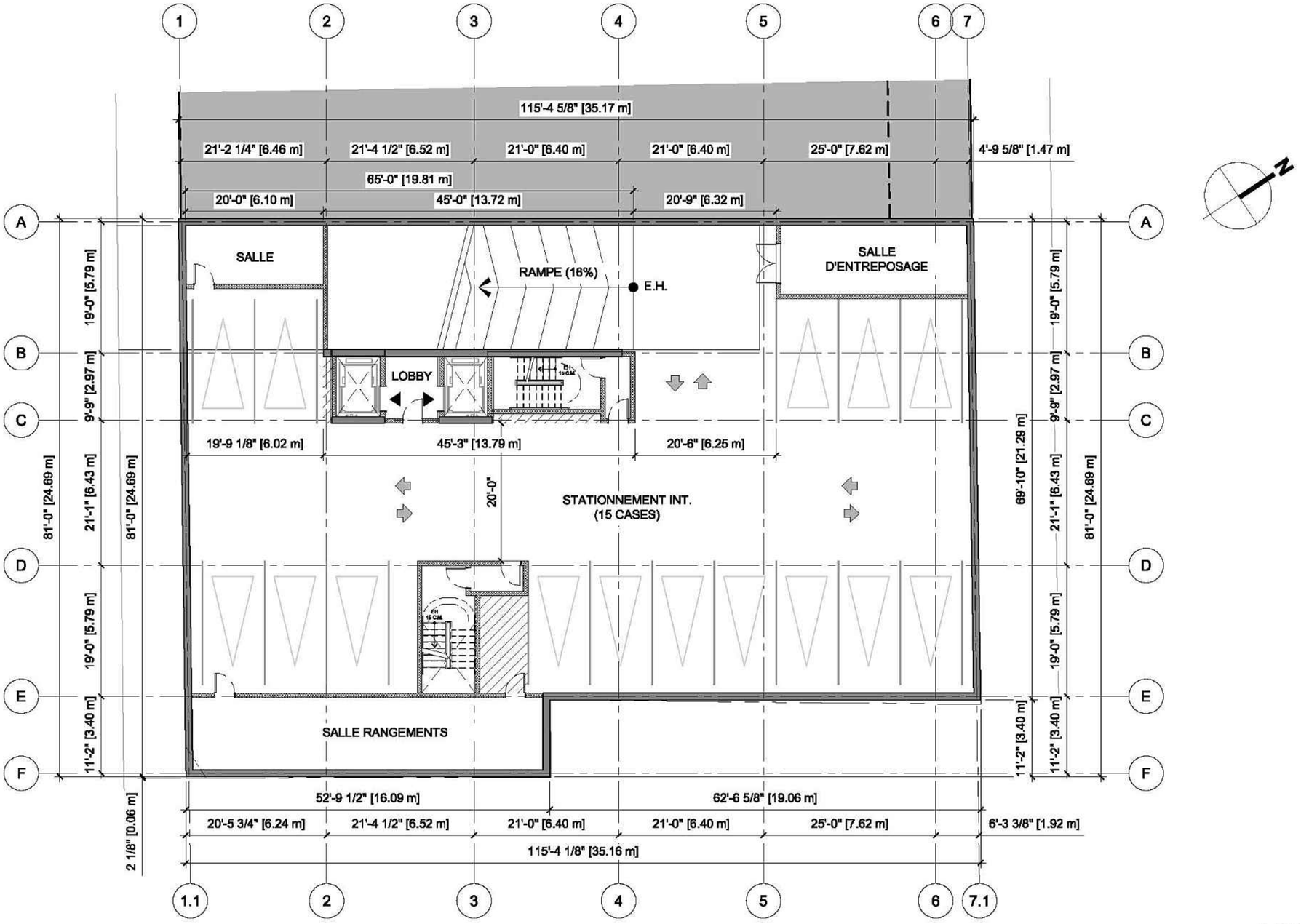
- parapets bas pour assurer afin d'apprécier pleinement la vue pour les terrasses privées du 2e et 7e étage

- portion aménagée en toiture verte de type LiveRoof ou eq.

- espace mécanique ouvert au toit afin de respecter le 25m hors-tout demandé.

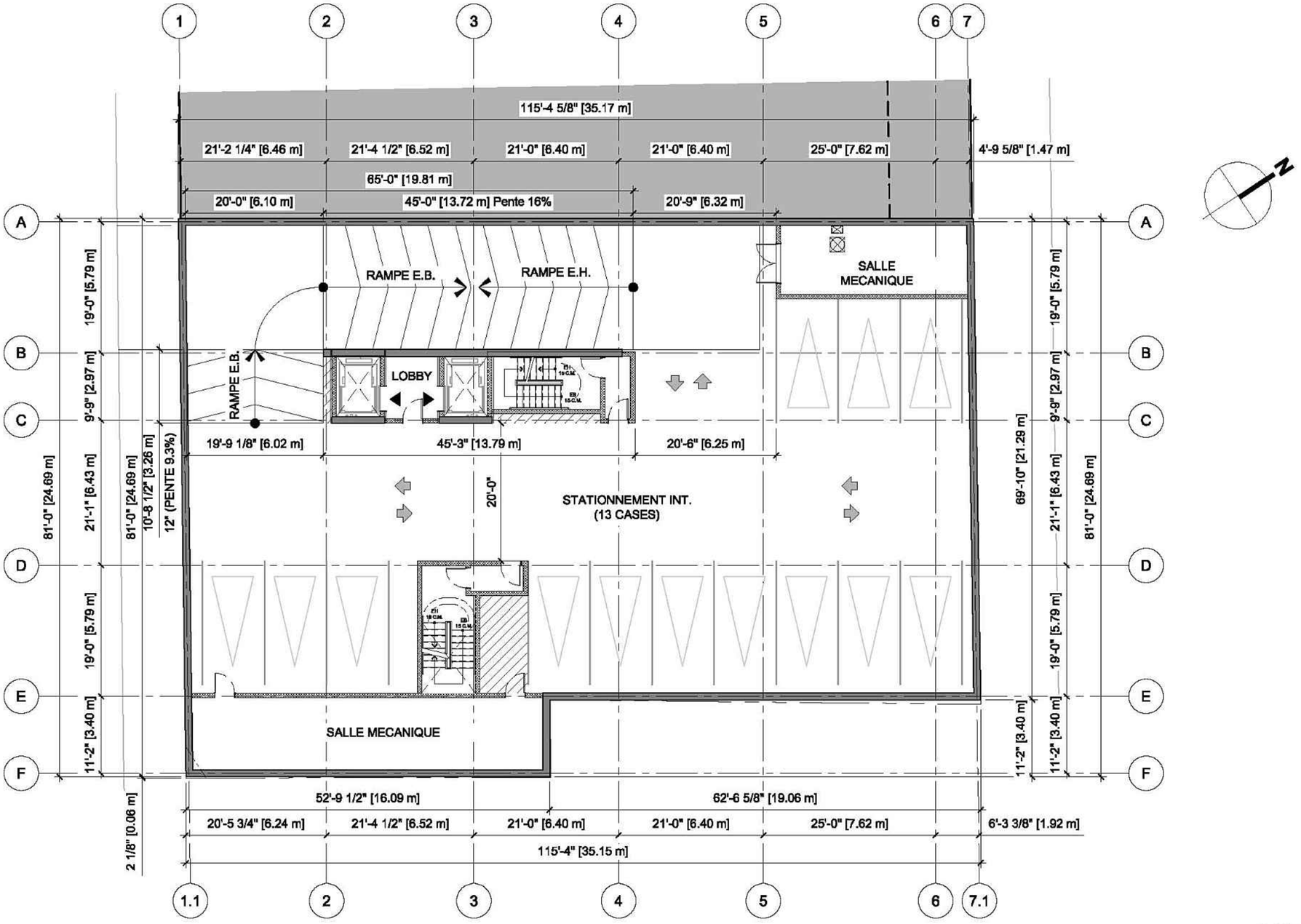
PLAN D'IMPLANTATION

SOURCE: CAMPANELLA & ASSOCIÉS - ARCHITECTURE + DESIGN



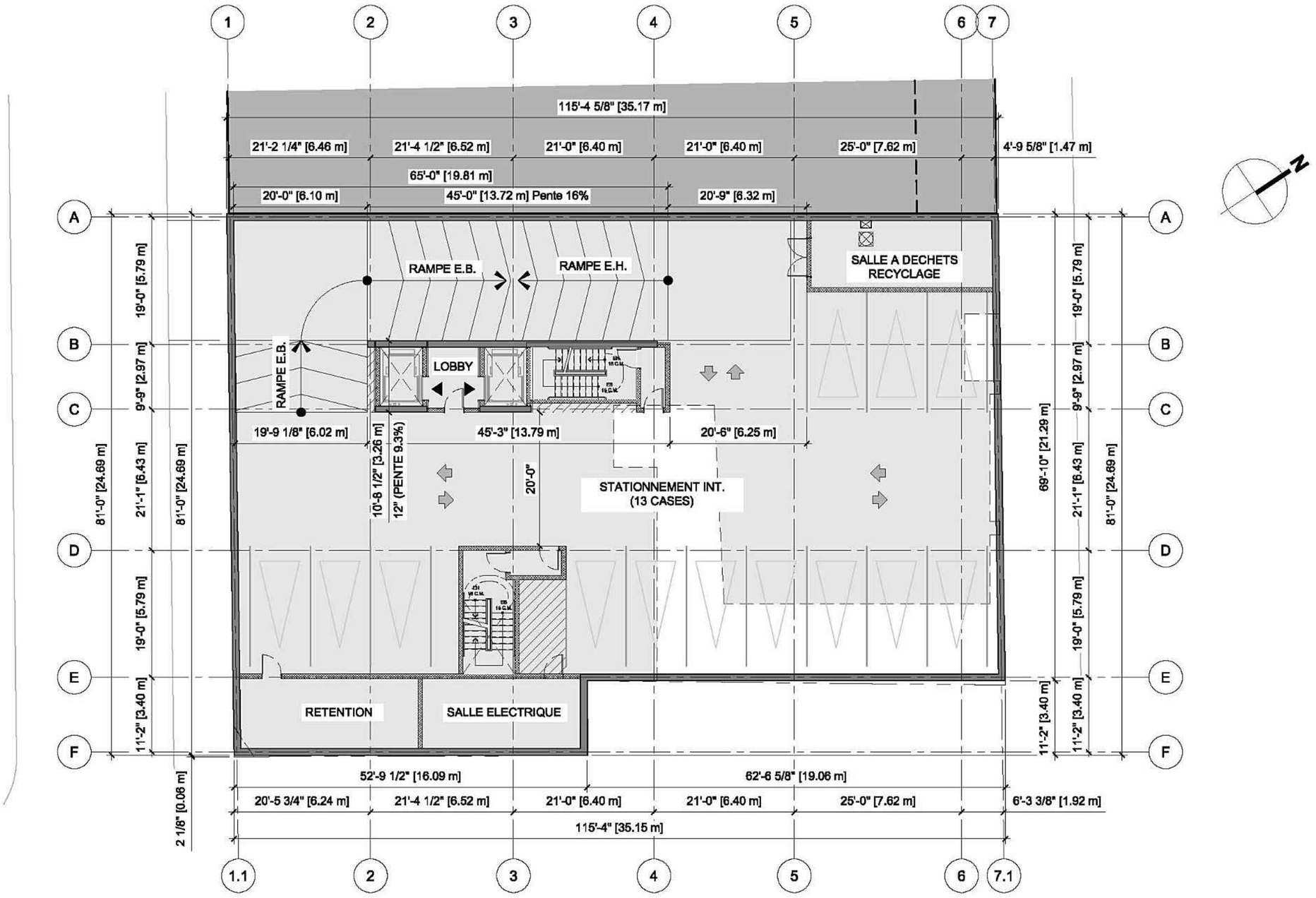
SOUS-SOL P3

SOURCE: CAMPANELLA & ASSOCIÉS - ARCHITECTURE + DESIGN



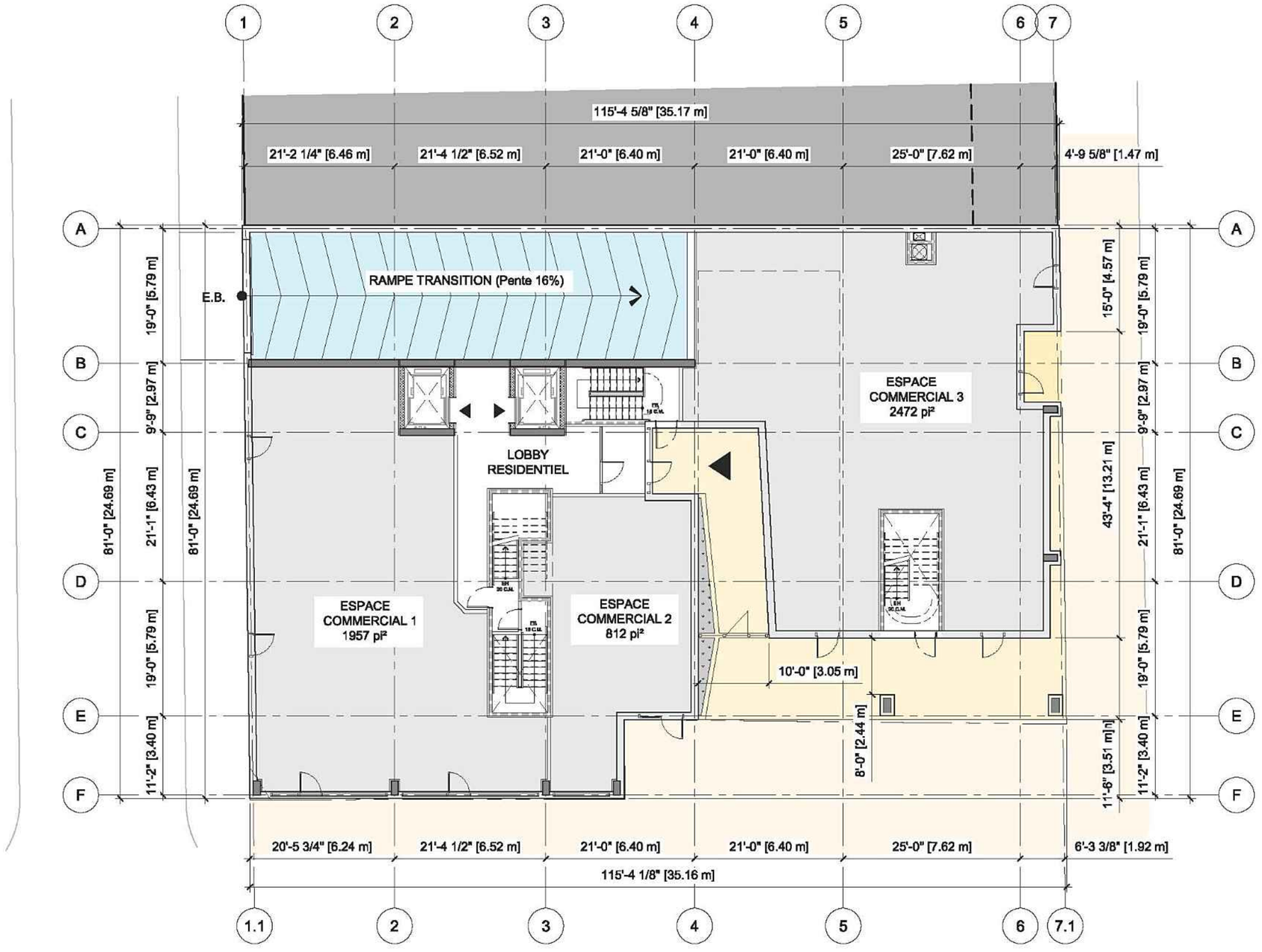
SOUS-SOL P2

SOURCE: CAMPANELLA & ASSOCIÉS - ARCHITECTURE + DESIGN



SOUS-SOL P1

SOURCE: CAMPANELLA & ASSOCIÉS - ARCHITECTURE + DESIGN



- dégagement du rdc sur Viger pour assurer une perméabilité du projet au sol, et l'accès aux résidents depuis le boul. Saint-Laurent.

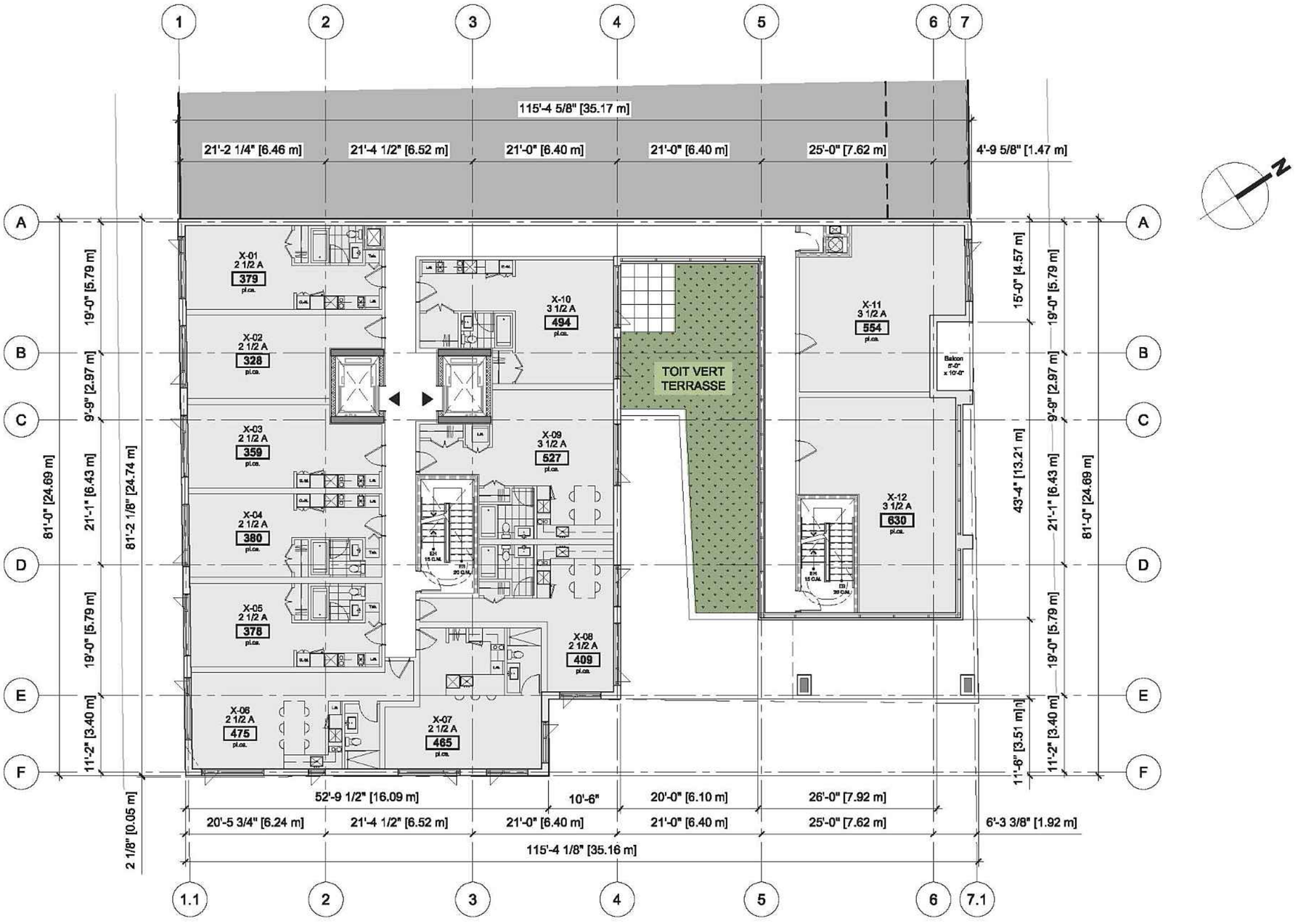
- entrée résidentielle en cour intérieure et passage piétonnier cloturé pour assurer la sécurité des occupants.

- entrée véhiculaire sur Clark minimise l'impact Saint-Laurent Viger.

- Une seule alcove au rdc prévue sur Saint-Laurent afin d'assurer une entrée commerciale avec portes ouvrantes vers l'extérieur.

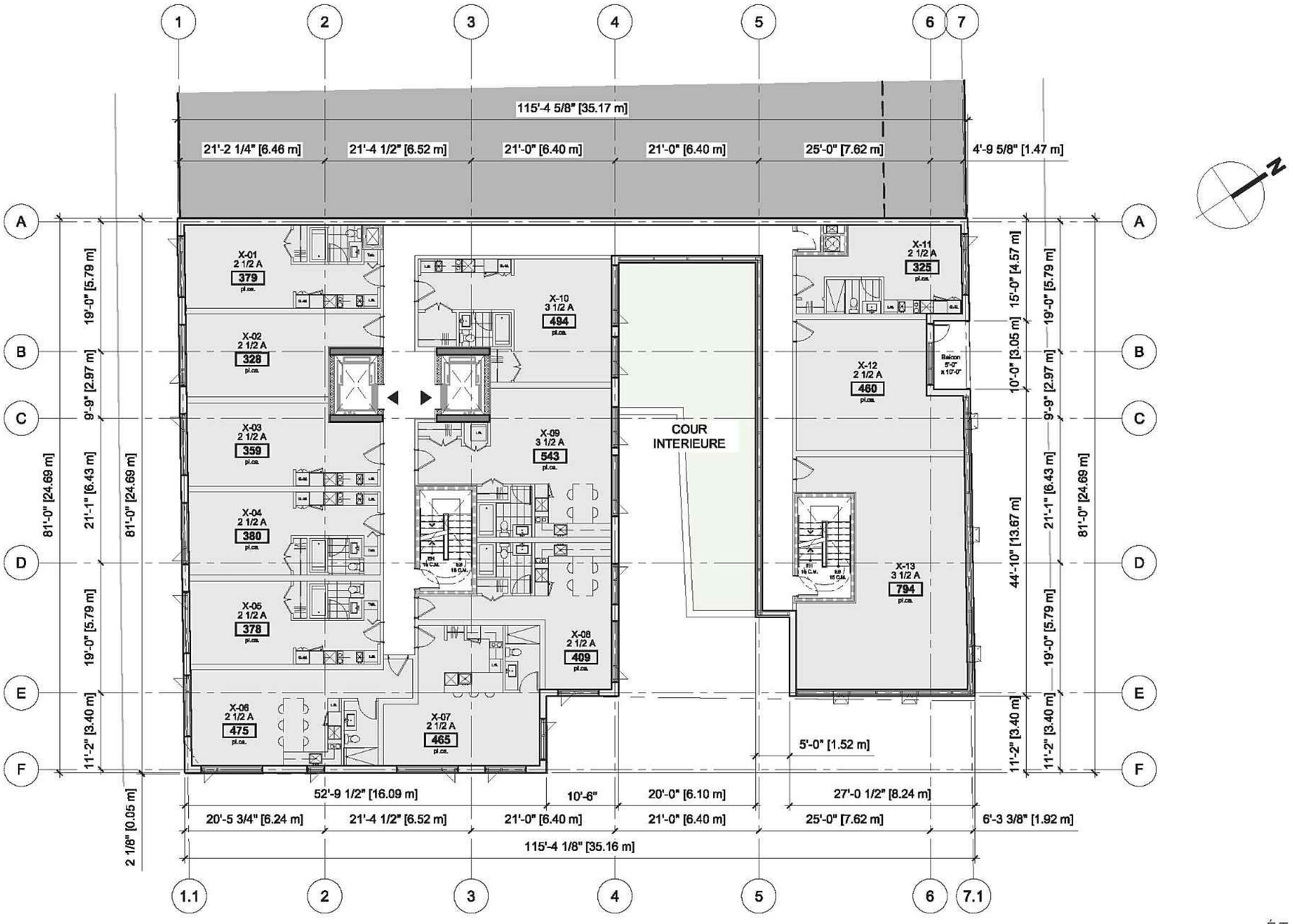
REZ-DE-CHAUSSÉE

SOURCE: CAMPANELLA & ASSOCIÉS - ARCHITECTURE + DESIGN



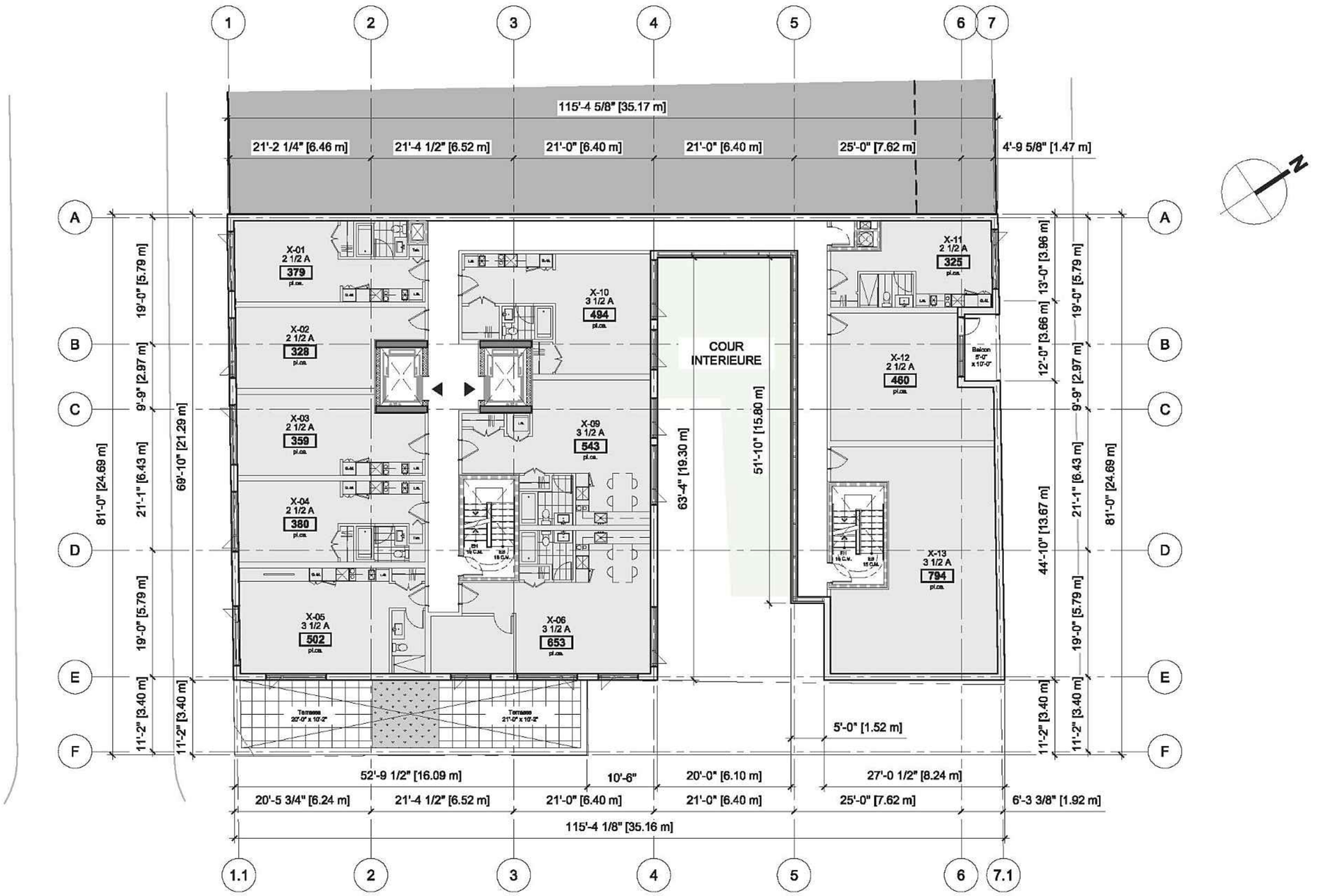
ÉTAGE 2

SOURCE: CAMPANELLA & ASSOCIÉS - ARCHITECTURE + DESIGN



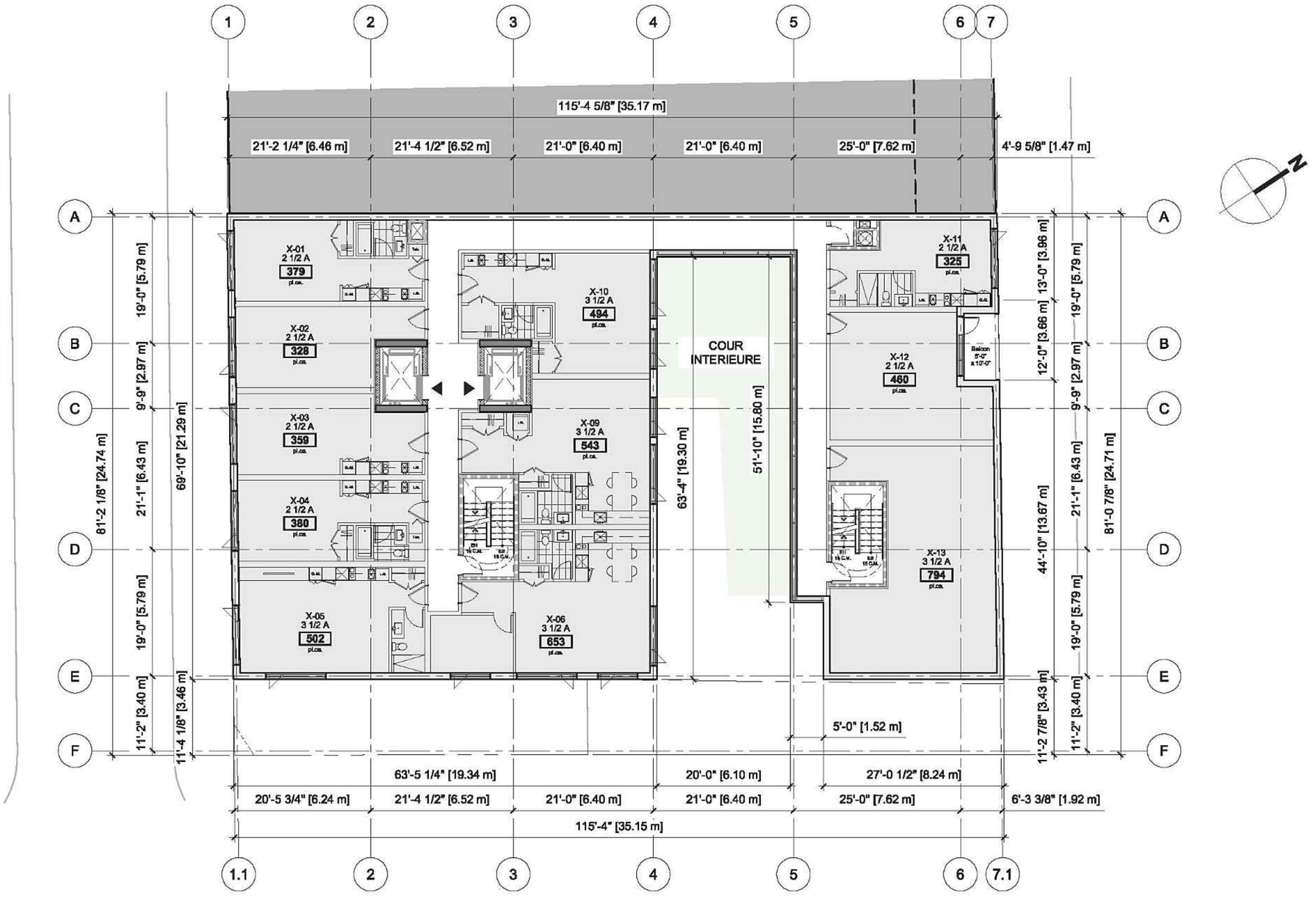
ÉTAGES 3-6

SOURCE: CAMPANELLA & ASSOCIÉS - ARCHITECTURE + DESIGN



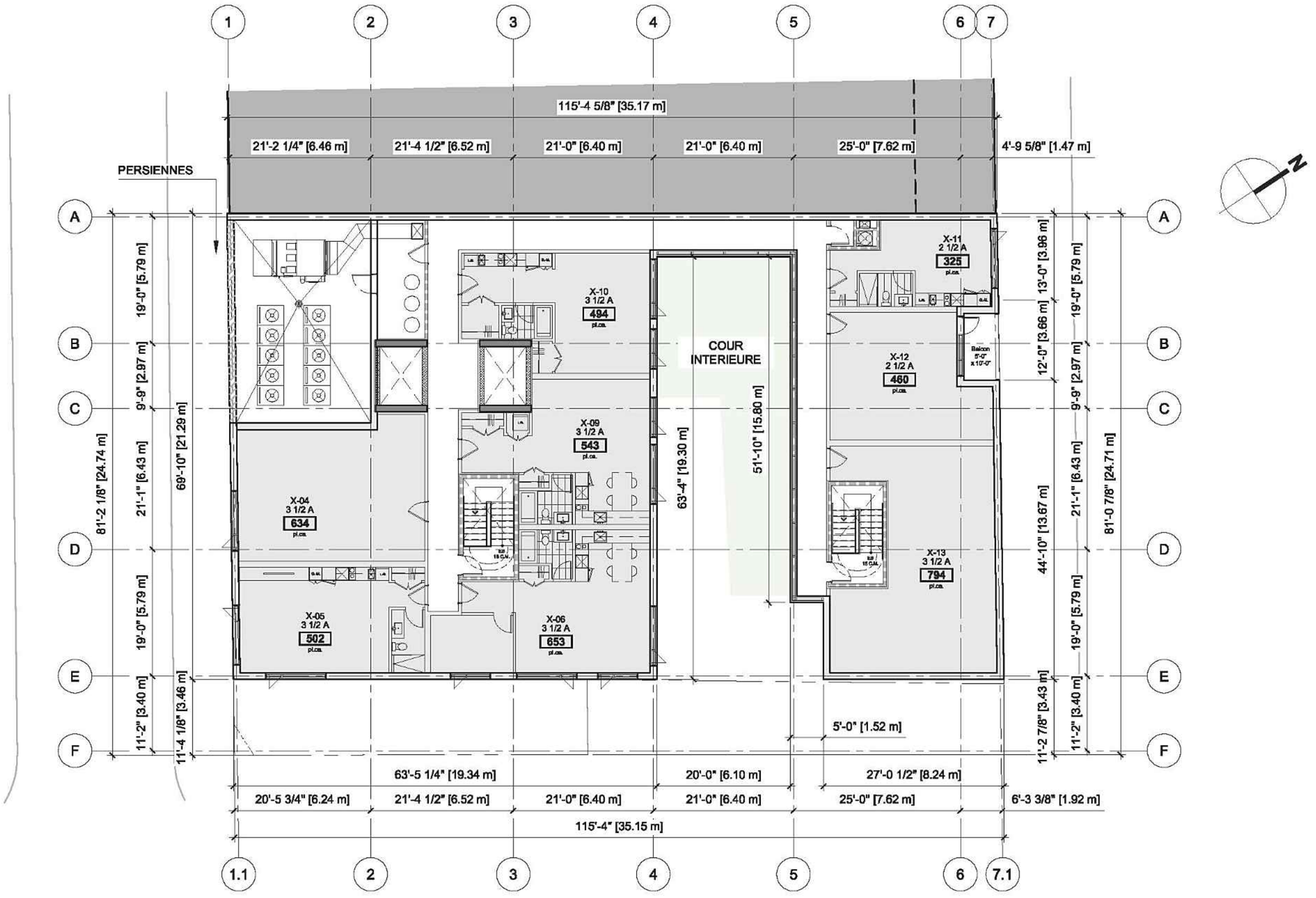
ÉTAGE 7

SOURCE: CAMPANELLA & ASSOCIÉS - ARCHITECTURE + DESIGN



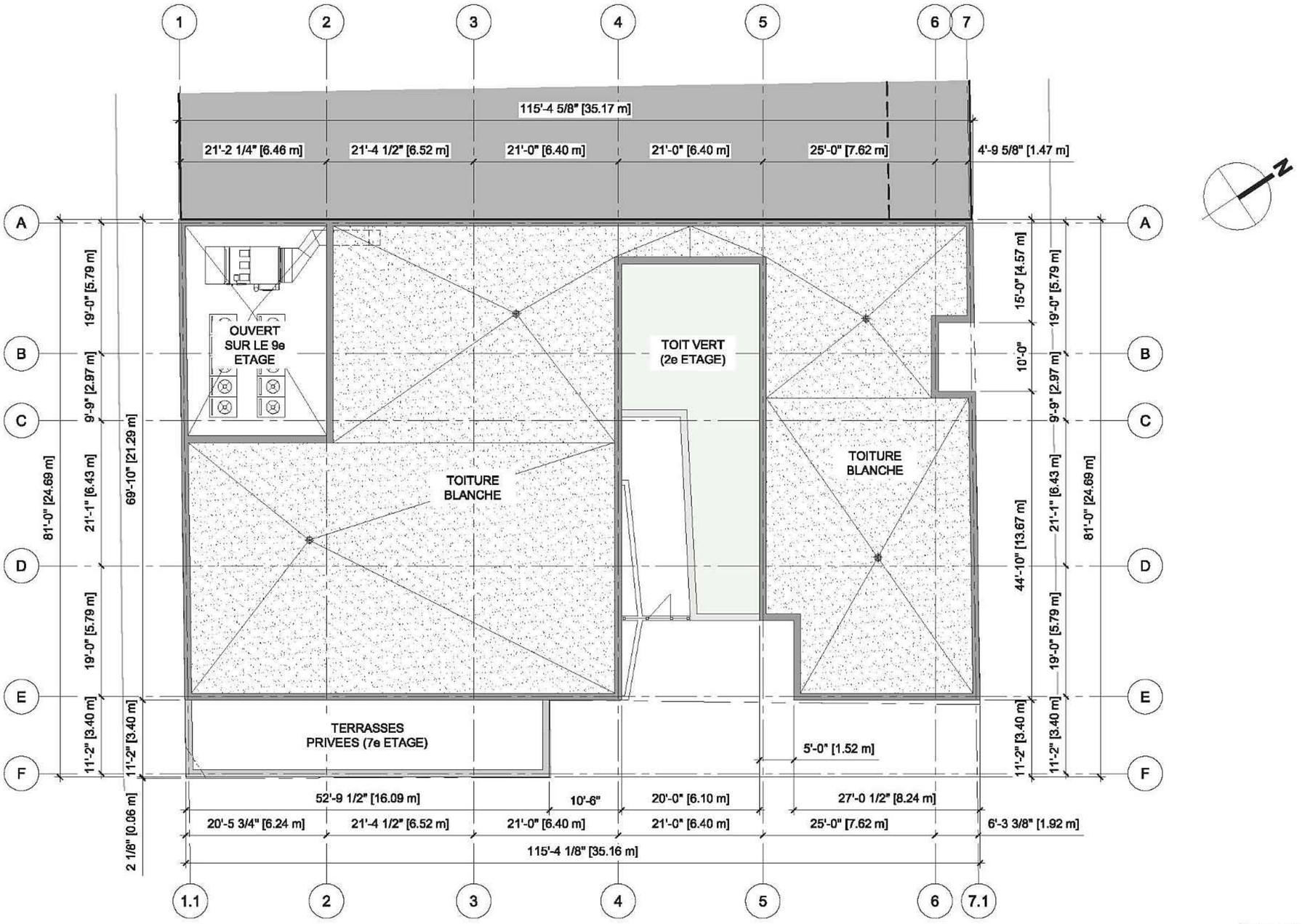
ÉTAGE 8

SOURCE: CAMPANELLA & ASSOCIÉS - ARCHITECTURE + DESIGN



ÉTAGE 9

SOURCE: CAMPANELLA & ASSOCIÉS - ARCHITECTURE + DESIGN



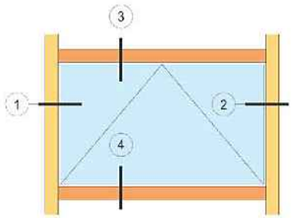
ÉTAGE TOITURE

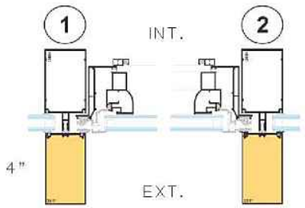
SOURCE: CAMPANELLA & ASSOCIÉS - ARCHITECTURE + DESIGN



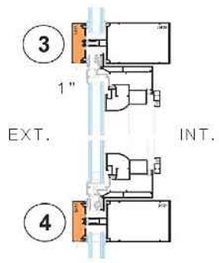
COUPE TRANSVERSALE

SOURCE: CAMPANELLA & ASSOCIÉS – ARCHITECTURE + DESIGN





DÉTAIL DE CAPUCHON MUR-RIDEAUX VERTICAUX
EN PROJECTION DE 4" POUR LES SECTIONS
OUVRANTES MUR-RIDEAU (FENETRES)



LÉGENDE DES MATÉRIAUX

PIERRE RENAISSANCE À BASE DE SILICE
FORMAT 8"x24" FINI SANDBLAST, COULEUR BLANC (ARRISCRAFT (A)

REVÊTEMENT D'ALUMINIUM 3mm OU EQ. PP-400 (PANFAB OU EQ.)
SÉRIE MÉTALLISÉE COULEUR NOIR RIGEL-2 (ANTHRACITE)
POSE VERTICALE, PANNEAUX MAX 48"x120" (B)

REVÊTEMENT D'ALUMINIUM 3mm PP-400 OU EQ. (PANFAB OU EQ.)
SÉRIE MÉTALLISÉE COULEUR ALUNATUR NEW GOLD BRUSHED (EURAMAX) (C)

MUR RIDEAU EN VERRE SOLARCOOL LOW-E (D)

LES GARDE -CORPS SERONT EN VERRE CLAIR C/A BARROTINS ALUMINIUM



ÉLÉVATION AVANT OUEST (VIGER)

SOURCE: CAMPANELLA & ASSOCIÉS - ARCHITECTURE + DESIGN

LÉGENDE DES MATÉRIAUX

PIERRE RENAISSANCE À BASE DE SILICE
FORMAT 8"x24" FINI SANDBLAST, COULEUR BLANC (ARRISCRAFT (A)

REVÊTEMENT D'ALUMINIUM 3mm OU EQ. PP-400 (PANFAB OU EQ.)
SÉRIE MÉTALLISÉE COULEUR NOIR RIGEL-2 (ANTHRACITE) (B)
POSE VERTICALE, PANNEAUX MAX 48"x120"

REVÊTEMENT D'ALUMINIUM 3mm PP-400 OU EQ. (PANFAB OU EQ.)
SÉRIE MÉTALLISÉE COULEUR ALUNATUR NEW GOLD BRUSHED (EURAMAX) (C)

MUR RIDEAU EN VERRE SOLARCOOL LOW-E (D)

LES GARDE -CORPS SERONT EN VERRE CLAIR C/A BARROTINS ALUMINIUM



AFFICHAGE COMMERCIAL SUR MENEAUX EN PROJECTION DE 4"

ÉLÉVATION AVANT NORD (SAINT-LAURENT)

SOURCE: CAMPANELLA & ASSOCIÉS - ARCHITECTURE + DESIGN

LÉGENDE DES MATÉRIAUX

PIERRE RENAISSANCE À BASE DE SILICE
FORMAT 8"x24" FINI SANDBLAST, COULEUR BLANC (ARRISCRAFT (A)

REVÊTEMENT D'ALUMINIUM 3mm OU EQ. PP-400 (PANFAB OU EQ.)
SÉRIE MÉTALLISÉE COULEUR NOIR RIGEL-2 (ANTHRACITE)
POSE VERTICALE, PANNEAUX MAX 48"x120" (B)

REVÊTEMENT D'ALUMINIUM 3mm PP-400 OU EQ. (PANFAB OU EQ.)
SÉRIE MÉTALLISÉE COULEUR ALUNATUR NEW GOLD BRUSHED (EURAMAX) (C)

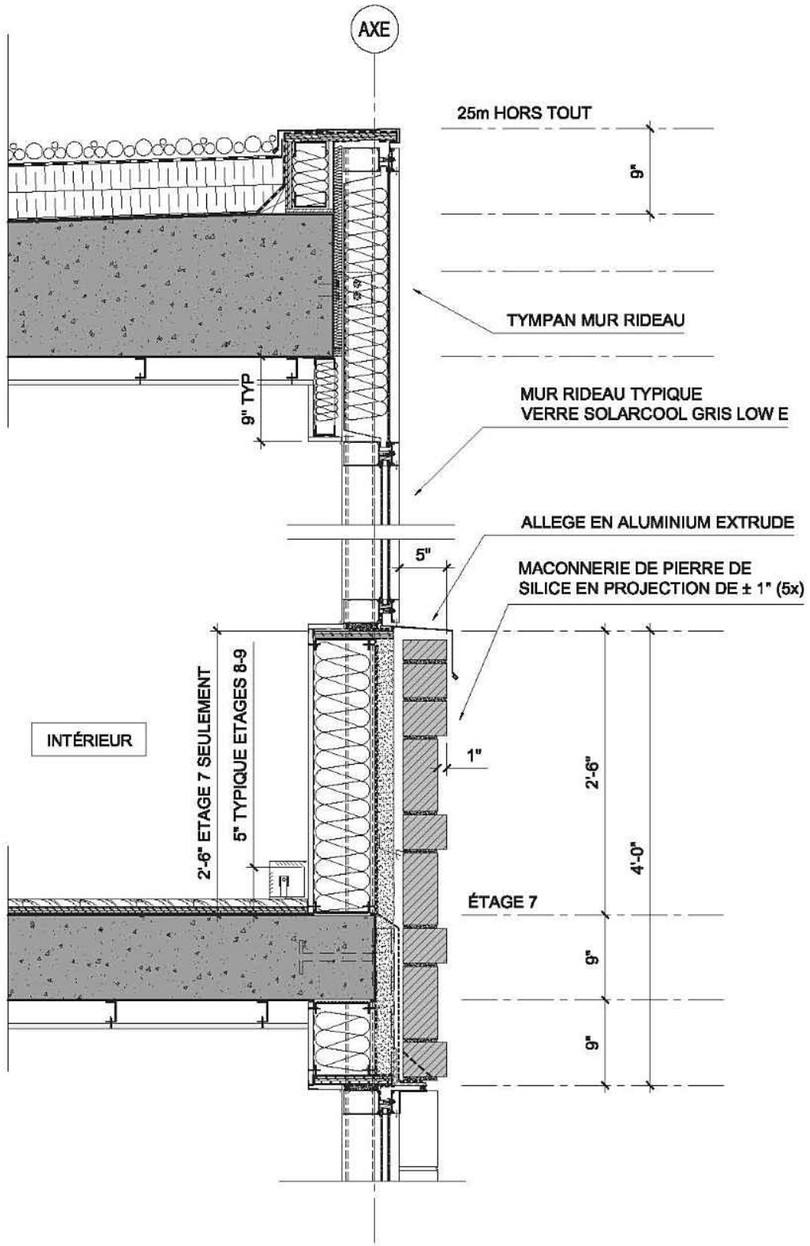
MUR RIDEAU EN VERRE SOLARCOOL LOW-E (D)

LES GARDE -CORPS SERONT EN VERRE CLAIR C/A BARROTINS ALUMINIUM

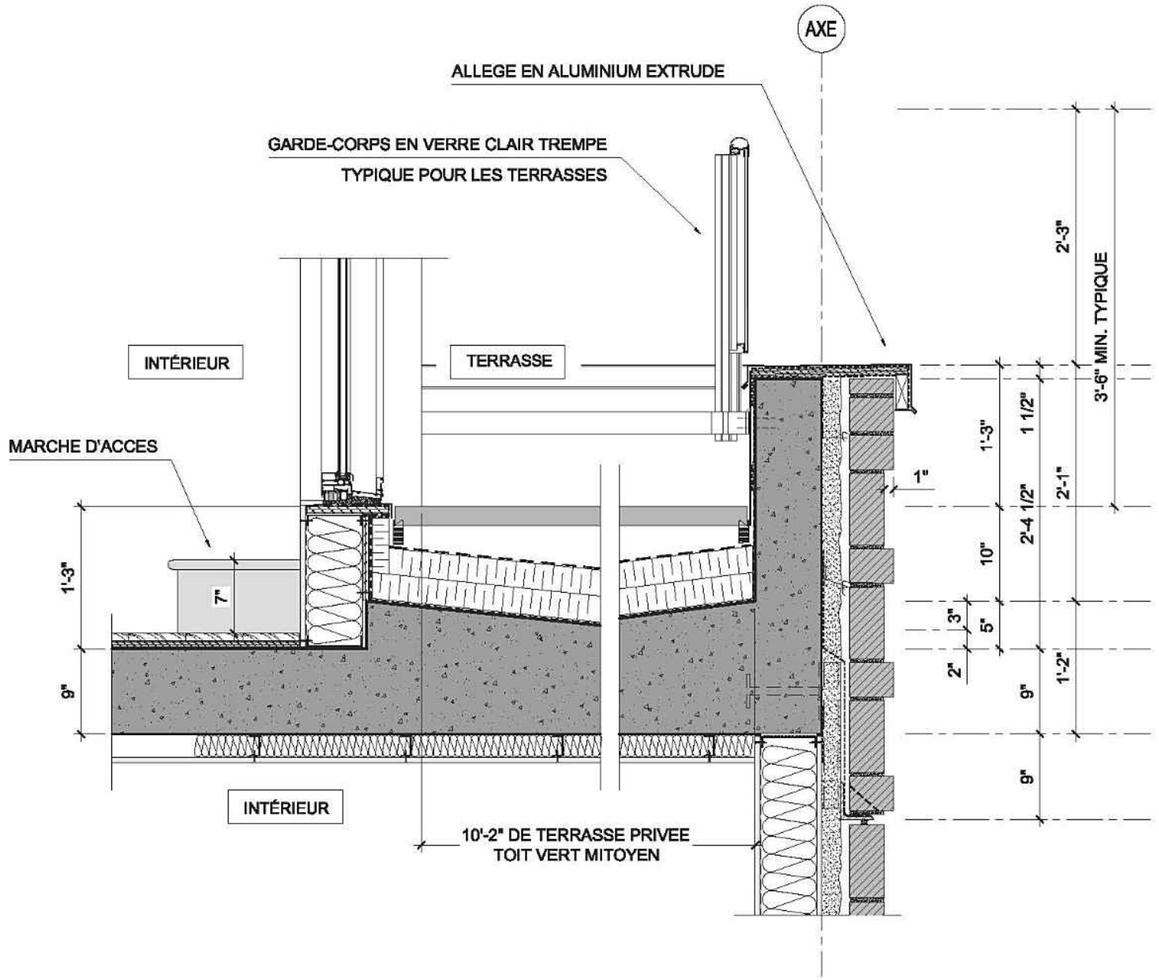


ÉLÉVATION AVANT SUD (CLARK)

SOURCE: CAMPANELLA & ASSOCIÉS - ARCHITECTURE + DESIGN



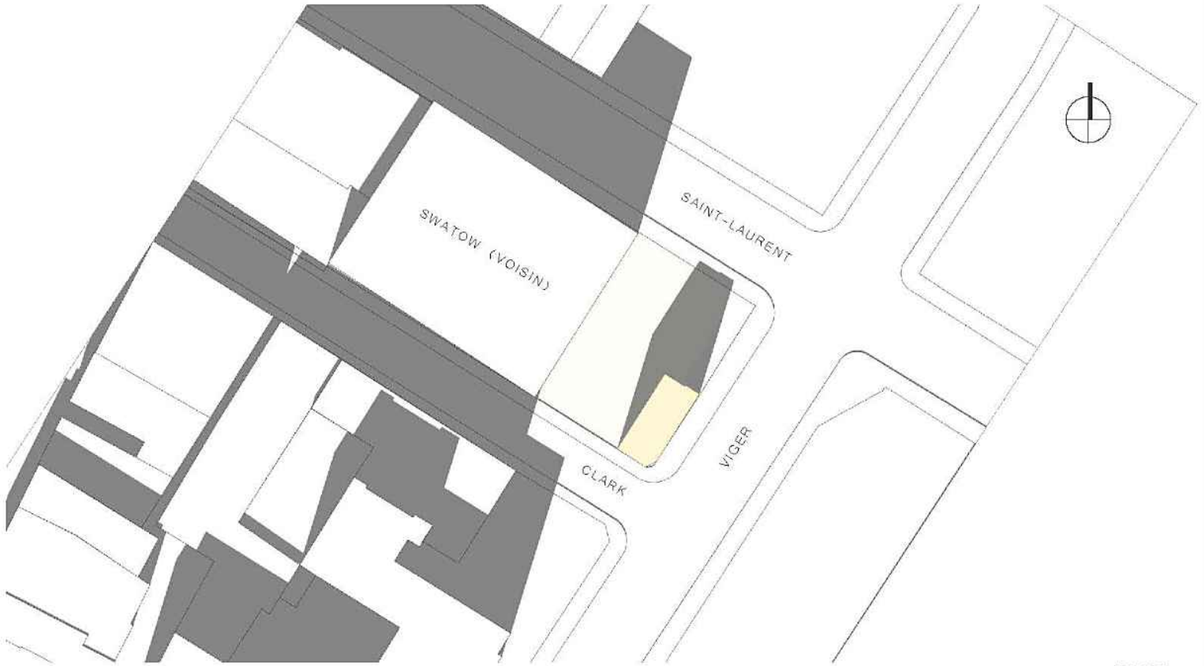
DÉTAIL DE TRANSITION ENTRE MUR-RIDEAU
ET MACONNERIE EN PROJECTION (FACADE SUR CLARK)



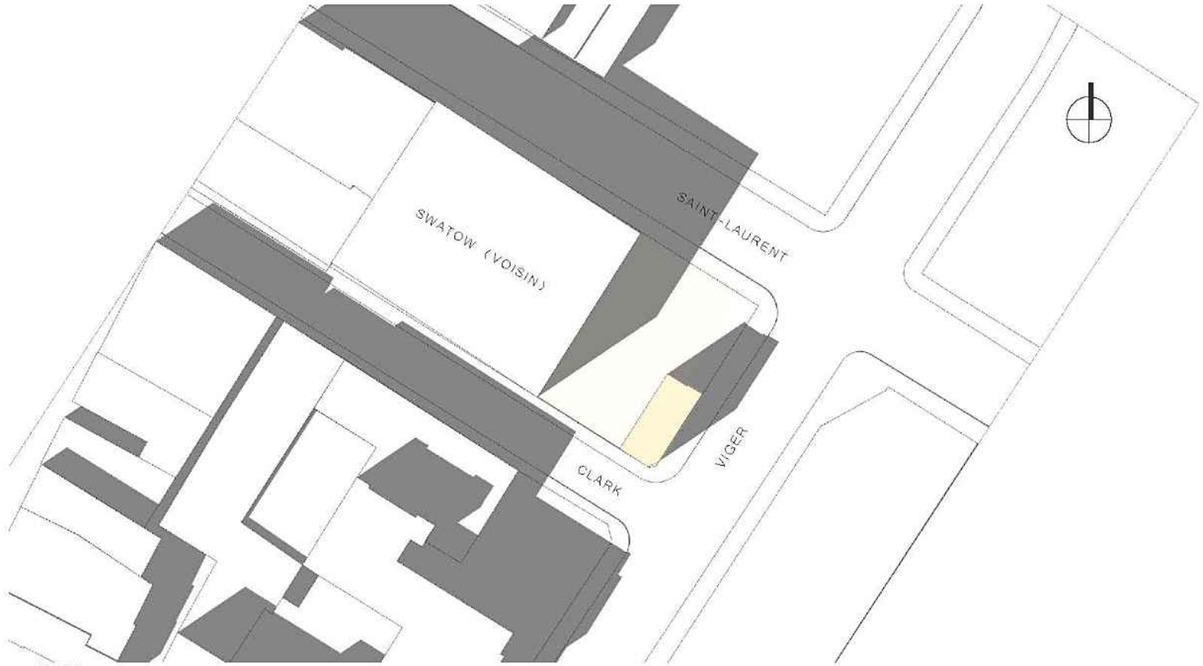
DÉTAIL DE TERRASSE ET HAUTEUR DE
PARAPET VS GARDE-CORPS VITRE (FACADE SUR VIGER)

3/4"=1'-0"

SOURCE: CAMPANELLA & ASSOCIÉS - ARCHITECTURE + DESIGN

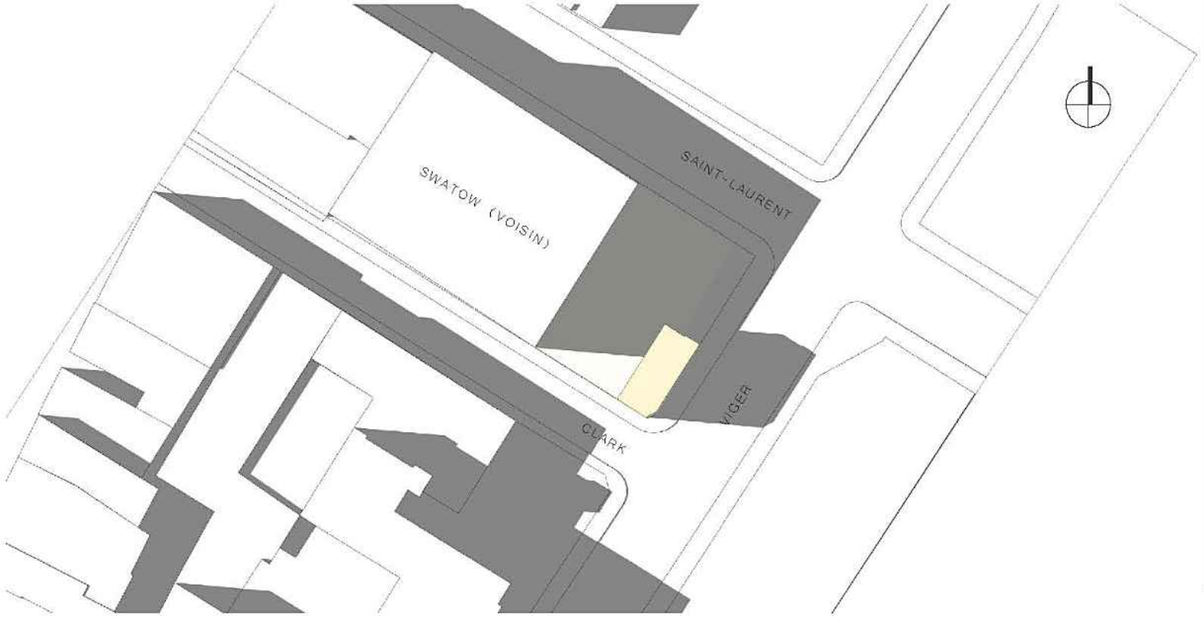


10:00

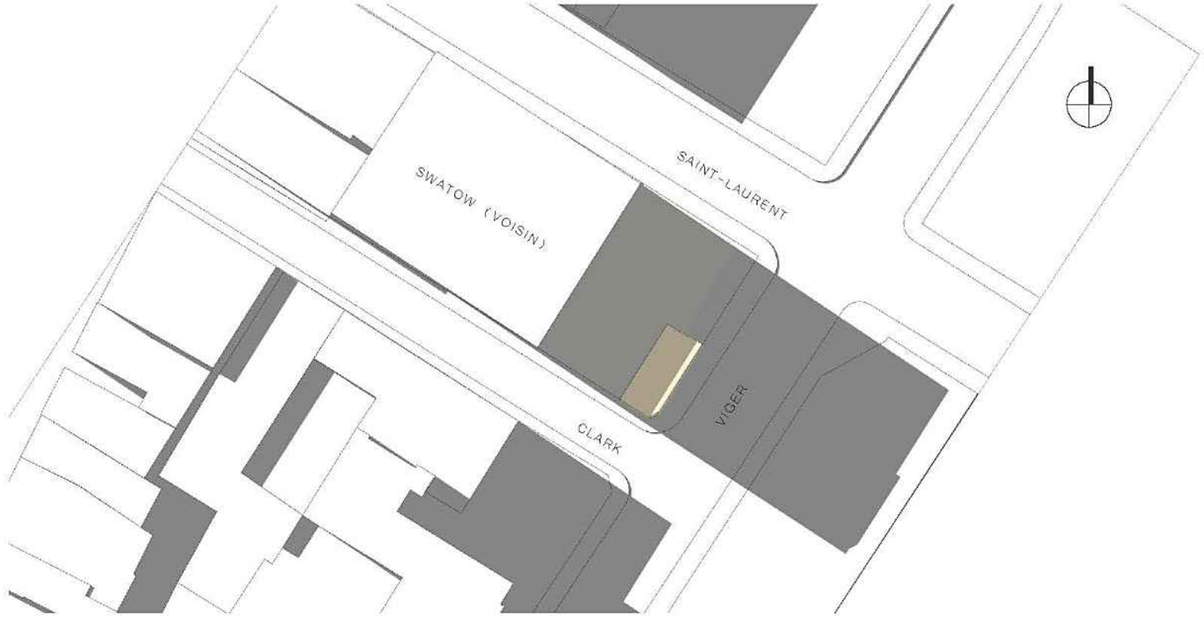


12:00

14:00



16:00



SOURCE: CAMPANELLA & ASSOCIÉS - ARCHITECTURE + DESIGN

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 novembre 2018
3001465553
4.2.3

Objet :	**PROJET PARTICULIER**
Endroit :	970, boulevard Saint-Laurent
Responsables :	Catherine Beaulieu et Thomas Fontaine
Description :	La demande vise une démolition d'un bâtiment de 4 étages situé au 15, avenue Viger Ouest et construire un bâtiment mixte comprenant une hauteur sur rue supérieure au maximum autorisé, sur les lots 1 180 671, 1 180 675 et 5 027 239. Le projet proposé comprend la démolition du bâtiment situé au 15, avenue Viger afin de construire un bâtiment mixte dont le volume le plus haut s'élève à 9 étages (25 m hors tout) et qui doit abriter les éléments suivants : • Un rez-de-chaussée commercial (3 commerces • 94 unités résidentielles aux étages supérieurs • 2 niveaux de stationnement souterrain pour un total de 41 unités automobiles et 40 emplacements de vélo • 14 emplacements extérieurs pour vélo Le projet présente une volumétrie générale composée de trois volumes imbriqués s'ouvrant sur l'interstice de l'accès principal et que celle-ci est issue des conditions spécifiques du site, telles la présence de chambres électriques souterraines dans la portion Sud et la volonté de distinguer le parcours d'accès résidentiel de l'intense activité commerciale caractérisant l'enfilade des façades du boulevard Saint-Laurent. L'accès au stationnement souterrain se ferait par la rue Clark tandis que l'entrée des résidents serait aménagée en bordure de la rue Viger, à l'intersection des deux volumes.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Le projet respecte les paramètres et les orientations du Plan d'urbanisme. En ce sens, le projet vise à densifier et consolider une tête d'îlot ayant une visibilité importante à partir de plusieurs endroits stratégiques dans la ville.
Considérant que :	L'implantation du volume en « U » réduit son implantation au sol (92.5 %) ce qui permet de créer une cour intérieure et assurer un maximum d'éclairage naturel pour la totalité des logements et que l'implantation en contigüité ainsi que l'alignement à 0 en bordure du boulevard Saint-Laurent et de la rue Clark répond aux caractéristiques dominantes de ce secteur.

Considérant que : Le dépassement de la hauteur au règlement d'urbanisme s'explique par son emplacement en tête d'îlot et son insertion dans un contexte déjà construit où les hauteurs varient entre 10 et 44 m.

Considérant que : L'accès aux unités résidentielles au centre du volume serait clôturé permettant de signaler l'accès tout en minimisant les incivilités et assurer la sécurité des résidents.

Considérant que : La matérialité proposée est également singulière pourrait davantage incarner le caractère prestigieux du boulevard Saint-Laurent.

Considérant que : Le volume donnant sur le boulevard Saint-Laurent présente un retrait à ses deux premiers niveaux permettant de projeter l'illusion d'un rez-de-chaussée haut de 6 mètres et que cette stratégie permet ainsi d'inscrire avec succès le projet dans le continuum commercial du boulevard.

Considérant que : Le site se trouve à moins de 100 m d'une voie rapide et qu'une étude acoustique devra être fournie et le cas échéant, des mesures de mitigations devront être prises en compte.

Considérant que : L'édifice Robillard avait une grande valeur patrimoniale et historique ayant été le premier cinéma du Canada, une commémoration symbolique pourrait être envisagée.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Fournir un plan d'aménagement paysager de la cour avant notamment en prévoyant un éclairage adéquat pour la sécurité des résidants.**
- **Afin de s'inscrire dans la tradition de façades de pierre naturelle du boulevard Saint-Laurent incarnant le caractère prestigieux de cette artère et de davantage tenir compte des critères pour cette unité de paysage, prévoir une pierre naturelle plutôt que le bloc architectural proposé.**
- **Prolonger le parapet afin qu'il fasse office de garde-corps pour la terrasse au toit du 6e étage.**
- **Déposer, avant l'émission du certificat de démolition, une garantie monétaire irrévocable de 220 725 $ qui devra demeurer en vigueur jusqu'à ce que les travaux de construction soient terminés.**
- **Déposer une stratégie de commémoration rappelant l'édifice Robillard et s'assurer que celle-ci soit accessible de la rue et valorise le côté historique du lieu.**

Richard Ryan
Vice-président

Caroline Cantin
Secrétaire

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.03

2019/03/12 18:30

(1)

Dossier # : 1184869015

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant l'agrandissement en porte à faux au deuxième étage devant l'alignement de construction prescrit pour le bâtiment situé au 2050, rue Mansfield, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble

1) D'accorder, pour le bâtiment situé au 2050, rue Mansfield, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation:
a) d'agrandir le bâtiment en ajoutant une construction en porte à faux au 2e étage devant l'alignement de construction prescrit, conformément aux plans numérotés 04, 10, 13, 16, 18, 19, 23, 25 et 26 réalisés par la firme *Lemay Mich aud Architecte Design* et estampillés le 4 octobre 2018;
b) de déroger notamment aux articles 10 (para 2°), 11 et 61 (para 2°) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

2) De fixer un délai de 60 mois pour débuter les travaux visés par la présente autorisation, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-11-23 16:25

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1184869015**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant l'agrandissement en porte à faux au deuxième étage devant l'alignement de construction prescrit pour le bâtiment situé au 2050, rue Mansfield, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble

CONTENU

CONTEXTE

Une demande a été déposée afin d'autoriser une construction en porte à faux au 2e étage devant l'alignement de construction prescrit pour le bâtiment situé au 2050, rue Mansfield. Une telle proposition déroge à certaines dispositions du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), mais peut être autorisée par le biais du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modifications ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), moyennant le respect des orientations générales de ce règlement.
Le site étant situé dans l'aire de protection de l'édifice du Club-Universitaire-de-Montréal, une autorisation du MCC est nécessaire pour les travaux extérieurs.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 0815 – 19 juin 2018 - Approuver un projet d'acte par lequel la Ville vend à Groupe Germain Inc., à des fins commerciales, un terrain vacant avec servitude de passage et de non-construction en faveur de la ville, situé du côté nord du boulevard de Maisonneuve, à l'est de la rue Metcalfe, dans l'arrondissement de Ville-Marie, pour la somme totale de 150 000 $, plus les taxes applicables / Fermer et retirer du domaine public une partie du lot 1 514 324 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal. (1176337003)
CA18 240559 – 9 octobre 2018 – Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), les usages « restaurant » et « débit de boissons alcooliques » au deuxième étage du bâtiment situé au 2050, rue Mansfield. (1184869011)

DESCRIPTION

Le site
Le bâtiment a été construit en 1967 à des fins de bureau pour l'Institut canadien des ingénieurs. L'hôtel *Le Germain* occupe les lieux depuis 1999, on y compte 101 chambres ainsi que le restaurant Laurie Raphaël. L'établissement est situé dans le Centre des affaires, un endroit stratégique pour un tel établissement avec une clientèle diversifiée. À cet effet, l'hôtel *Le Germain* souhaite se renouveler, s'actualiser et s'agrandir afin de répondre à la demande.

Lors de la séance du 13 septembre 2018, les membres du CCU ont émis un avis favorable avec conditions pour la demande de révision de projet et de suhauteur visant à exhausser de 6 étages ainsi que procéder à la réfection de l'enveloppe existante. Cette proposition prévoyait un avant-corps au deuxième étage faisant saillie de 4 m qui venait réduire substantiellement la hauteur de l'entrée de l'immeuble avec une hauteur libre sous soffite d'environ 2,5 m et dérogeant à la hauteur minimale. Pour ces raisons, le CCU a mis comme condition de respecter le 1,5 m de saillie autorisé de plein droit afin d'éviter l'effet d'écrasement.

Le projet
Le projet consiste à agrandir le bâtiment en ajouter un avant-corps au deuxième étage pour augmenter la superficie de restauration en plus de créer une marquise à l'entrée de l'hôtel. Le porte-à-faux proposé permettrait l'ajout d'environ 50 m^2 de superficie au restaurant, tout en abritant l'entrée d'une hyper-marquise de verre sérigraphié, qui viendrait contraster avec le corps principal du bâtiment composé entièrement de béton.

Cadre réglementaire
Le projet tel que proposé déroge à trois articles du règlement d'urbanisme soit :

· le paragraphe 2 de l'article 10 qui prévoit que dans un secteur de hauteur en mètres, la hauteur d'un bâtiment doit être égale ou supérieure à la hauteur en mètres minimale prescrite, soit de 16 m sur une profondeur d'au moins 4 m à partir de la façade alors que la hauteur minimale serait de 6,91 m y compris l'agrandissement au 2^e étage;

- l'article 11 prévoit que bâtiment situé dans un secteur de surhauteur doit, sur au moins 60 % de sa largeur face à une voie publique, être en tout point égale ou supérieure à la hauteur en mètres ou en étages minimale prescrite, sur une profondeur d'au moins 4 m à partir de la façade alors que l'intégralité de l'avant -corps n'atteint pas la hauteur minimale;

· le paragraphe 2 de l'article 61 prévoit qu'au plus 40 % de la superficie d'une façade, excluant une construction hors-toit, peut-être implanté devant l'alignement de construction, cet avant-corps ne devant pas faire saillie de plus de 1,5 m alors que le projet propose une saillie de 2,97 m.

Ainsi, de telles dérogations peuvent être autorisées conformément aux dispositions du règlement sur les projets particuliers.

JUSTIFICATION

La proposition répond aux besoins et exigences du milieu hôtelier tout en respectant une intégration sobre et singulière par sa forme et sa matérialité dans le contexte urbain. L'agrandissement en porte à faux, faisant saillie de 2,97 m et ayant une hauteur libre de 3 m réduit l'effet d'écrasement que l'on retrouvait dans la proposition précédente. La projection de la saillie a été limitée par l'alignement de la dernière marche des escaliers existants. En plus de ses fonctions principales, soit de marquer l'entrée de l'établissement et offrir un espace couvert extérieur pour la clientèle, la proposition telle que présentée contribue à l'animation de la rue et permet de réintroduire le bâtiment dans la trame de la rue Mansfield de par son alignement principal qui se trouve davantage en retrait par rapport à l'alignement des façades adjacentes.

Le choix de la matérialité s'est arrêté sur une boîte de verre sérigraphié ultraclair ainsi qu'un soffite composé de deux verres clairs sérigraphiés, laminés avec intercalaire. Cette composition crée une marquise lumineuse unique de par son choix de matérialité en plus de s'agencer respectueusement au cadre bâti existant.

En conséquence, puisque le projet respecte les critères du règlement sur les projets particuliers, la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable.

Lors de la séance du 15 novembre 2018, les membres du CCU ont émis un avis favorable.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S.O.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement - 1er projet de résolution

- Affichage et avis public 15 jours avant le conseil d'arrondissement
- Assemblée publique de consultation
- Conseil d'arrondissement - 2e projet de résolution
- Conseil d'arrondissement - Adoption de la résolution
- Émission du certificat de transformation

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine BEAULIEU
Conseillère en aménagement

Tél : 514 868-4987
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-11-20

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marc LABELLE
Directeur
Tél : 514 872-2698
Approuvé le : 2018-11-23

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mercredi 5 décembre 2018	Résolution: CA18 240700

Adopter une résolution autorisant l'agrandissement en porte à faux au deuxième étage devant l'alignement de construction prescrit pour le bâtiment situé au 2050, rue Mansfield, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble – 1er projet de résolution

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Richard Ryan

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour le bâtiment situé au 2050, rue Mansfield, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :
   a) d'agrandir le bâtiment en ajoutant une construction en porte à faux au 2e étage devant l'alignement de construction prescrit, conformément aux plans numérotés 04, 10, 13, 16, 18, 19, 23, 25 et 26 réalisés par la firme Lemay Michaud Architecte Design et estampillés le 4 octobre 2018;
   b) de déroger notamment aux articles 10 (paragraphe 2°), 11 et 61 (paragraphe 2°) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);

2) De fixer un délai de 60 mois pour débuter les travaux visés par la présente autorisation, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

Adoptée à l'unanimité.

40.26
1184869015
pp 394

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 7 décembre 2018

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 12 février 2019	Résolution: CA19 240044

Adopter une résolution autorisant l'agrandissement en porte à faux au deuxième étage devant l'alignement de construction prescrit pour le bâtiment situé au 2050, rue Mansfield, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - Hôtel Germain - 2e projet de résolution

Attendu que, selon la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1), le conseil d'arrondissement a adopté un premier projet de résolution le 21 novembre 2018 et l'a soumis à une consultation publique le 23 janvier 2019 quant à son objet et aux conséquences de son adoption :

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

D'adopter le second projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour le bâtiment situé au 2050, rue Mansfield, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :
   a) d'agrandir le bâtiment en ajoutant une construction en porte à faux au 2e étage devant l'alignement de construction prescrit, conformément aux plans numérotés 04, 10, 13, 16, 18, 19, 23, 25 et 26 réalisés par la firme Lemay Michaud Architecte Design et estampillés le 4 octobre 2018;
   b) de déroger notamment aux articles 10 (paragraphe 2o), 11 et 61 (paragraphe 2o) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);

2) De fixer un délai de 60 mois pour débuter les travaux visés par la présente autorisation, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

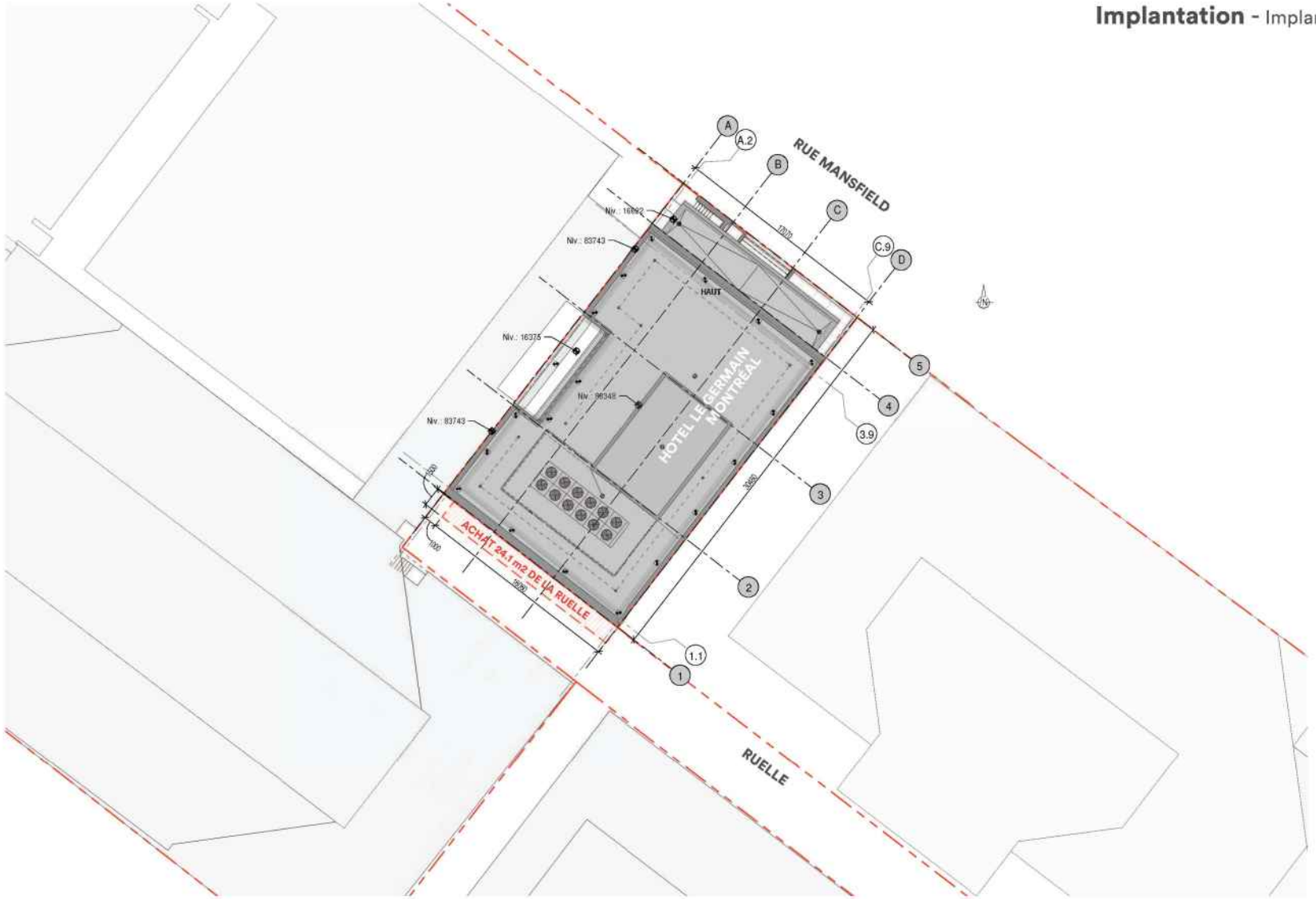
Adoptée à l'unanimité.

40.06
pp 394
1184869015

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 14 février 2019

Implantation - Implantation projettée



LE GERMAIN HÔTELS

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

4 octobre 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

HOTEL LE GERMAIN
MONTRÉAL

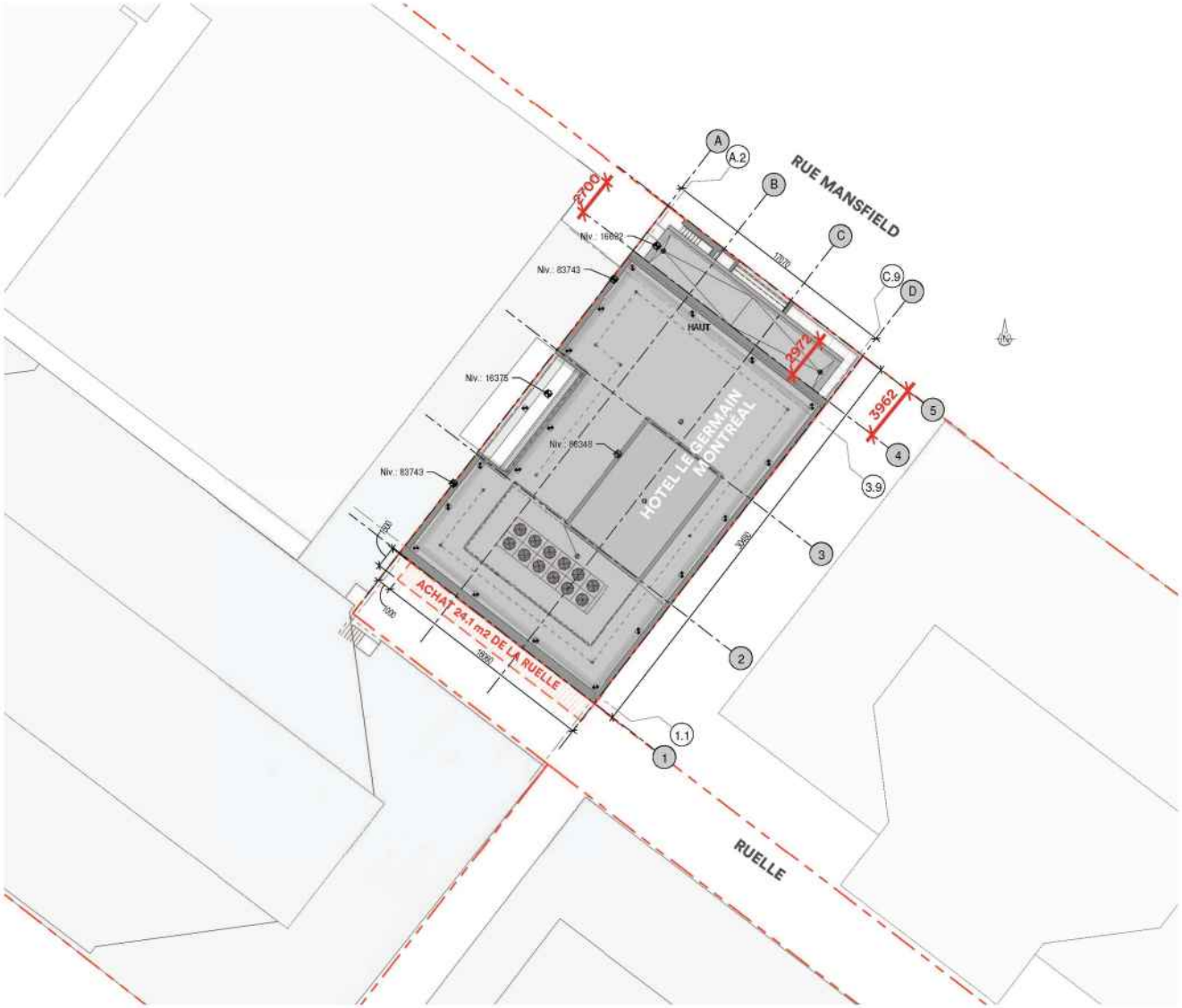
ÉMIS POUR
PROJET PARTICULIER
AGRANDISSEMENT 2e ÉTAGE

PROJET NO
38114Z
03/10/2018

04

LEMAYMICHAUD
ARCHITECTURE
DESIGN

Contexte urbain - Recul des implantations





LA FAÇADE EXISTANTE DE L'HÔTEL GERMAIN EST IMPLANTÉE EN RECUL PAR RAPPORT À LA RUE MANSFIELD, À ENVIRON 4 MÈTRES DE L'ALIGNEMENT AU TROTTOIR. CE RECUL PLACE LA FAÇADE DE L'HÔTEL EN RETRAIT DE 3 À 4 MÈTRES PAR RAPPORT À L'ALIGNEMENT DE SES DEUX PLUS PROCHES VOISINS QUI PRÉSENTENT TOUS DEUX DES FAÇADES LATÉRALES SANS ANIMATION.

L'ÉTROITESSE DU LOT PAR RAPPORT AU RECUL DONNE À L'HÔTEL UNE TRÈS FAIBLE VISIBILITÉ LORS DES APPROCHES NORD ET SUD SUR MANSFIELD.

LE GERMAIN HÔTELS

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

4 octobre 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

Perspective - Existant / Proposition

RUE MANSFIELD / EXISTANT



RUE MANSFIELD / PROPOSÉ



LE GERMAIN HÔTELS

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

4 octobre 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

HOTEL LE GERMAIN
MONTRÉAL

ÉMIS POUR
PROJET PARTICULIER
AGRANDISSEMENT 2e ÉTAGE

PROJET NO
38114Z
03/10/2018

13

LEMAYMICHAUD
ARCHITECTURE
DESIGN



Perspective - Entrée

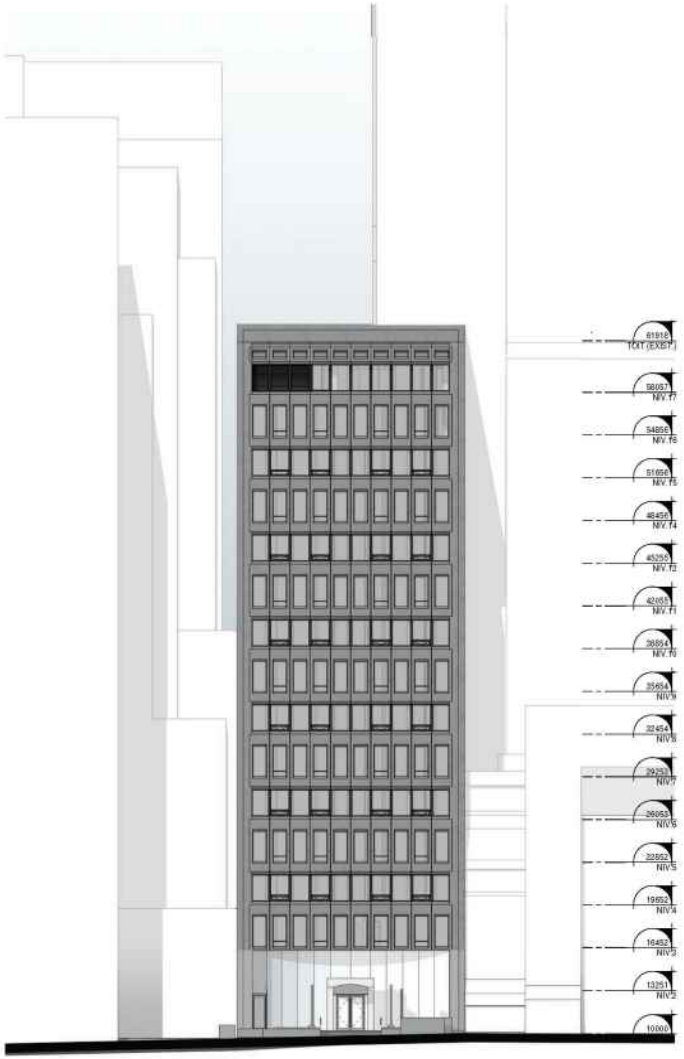
LE GERMAIN HÔTELS

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

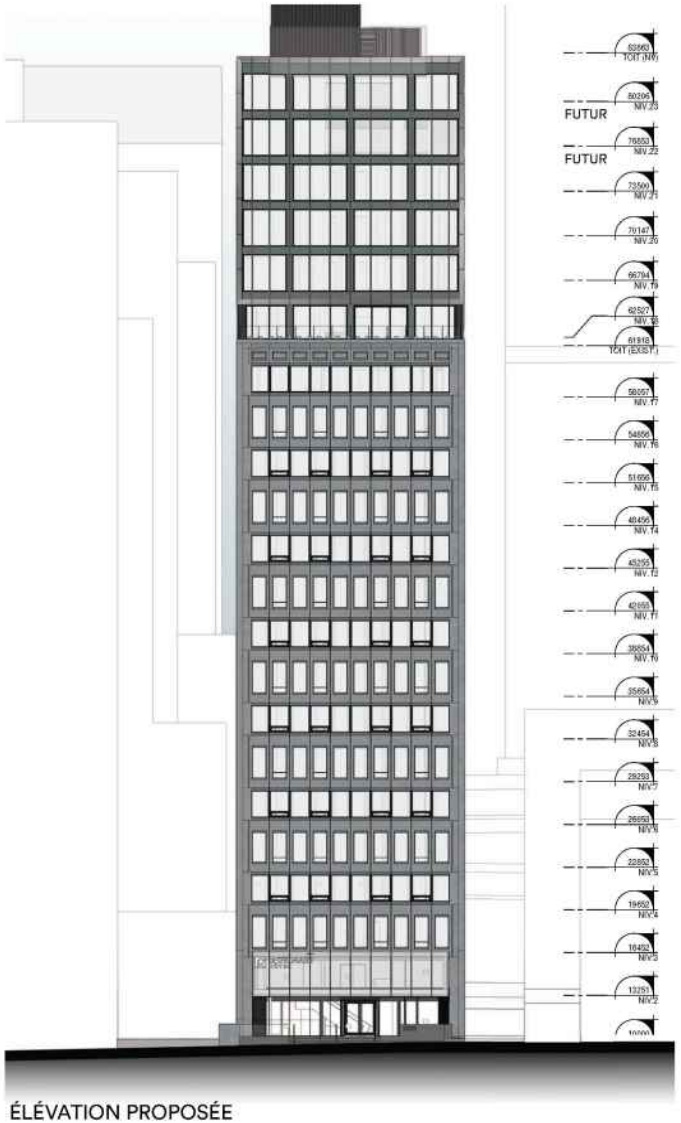
4 octobre 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

Élévations - Rue Mansfield



ÉLÉVATION EXISTANTE



ÉLÉVATION PROPOSÉE

LE GERMAIN HÔTELS

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

4 octobre 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

HOTEL LE GERMAIN
MONTRÉAL

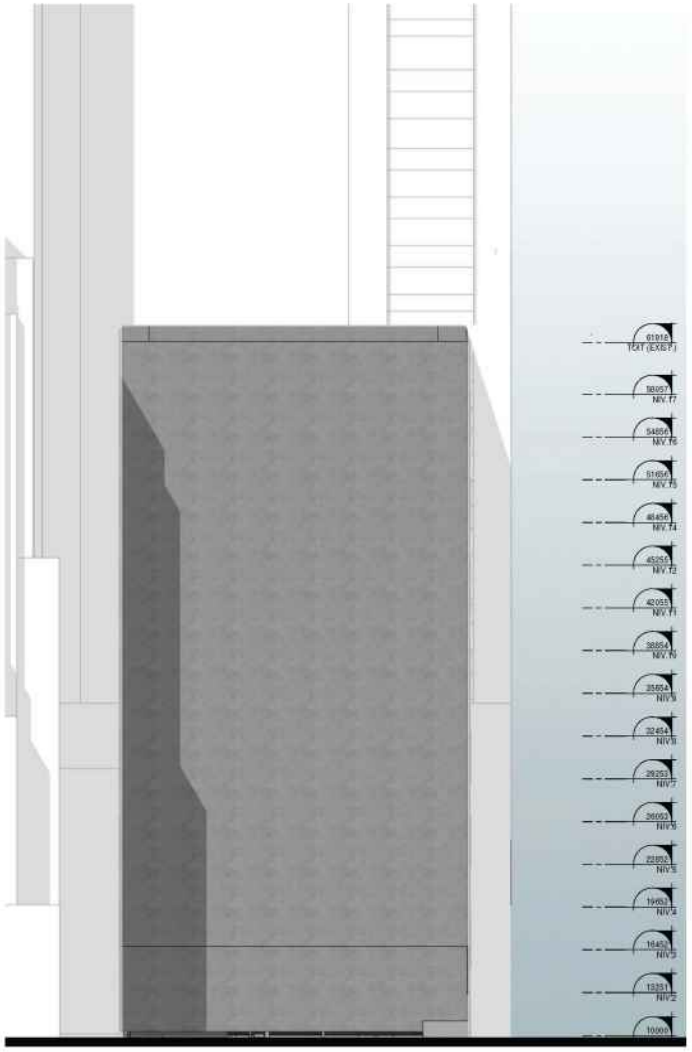
ÉMIS POUR
PROJET PARTICULIER
AGRANDISSEMENT 2e ÉTAGE

PROJET NO
38114Z
03/10/2018

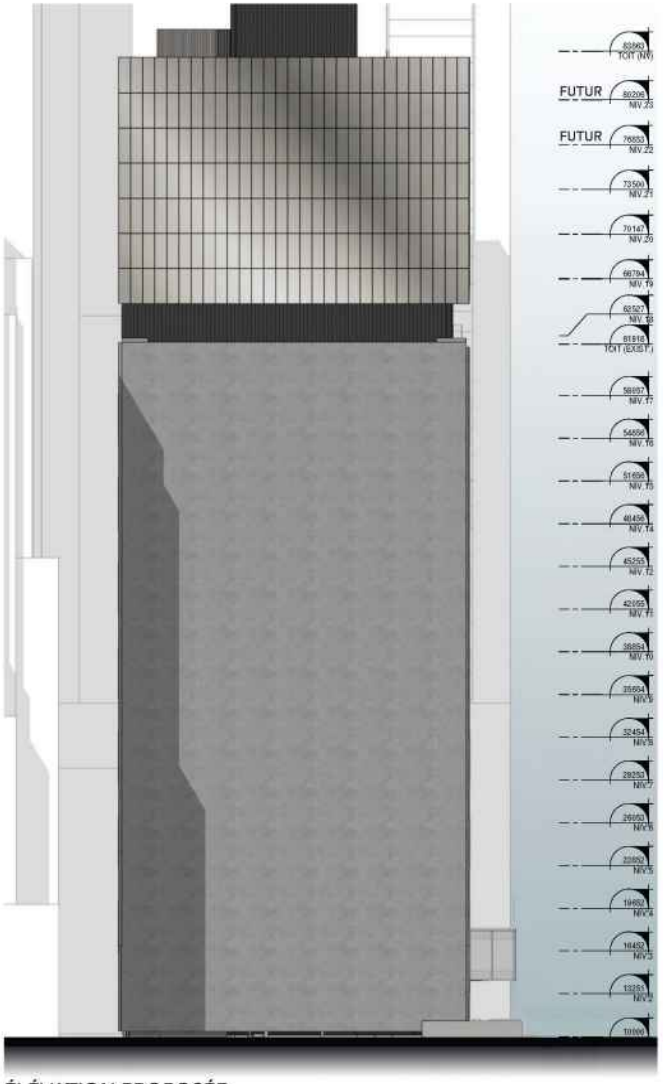
18

LEMAYMICHAUD
ARCHITECTURE
DESIGN

Élévations - Sud



ÉLÉVATION EXISTANTE



ÉLÉVATION PROPOSÉE

LE GERMAIN HÔTELS

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

4 octobre 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

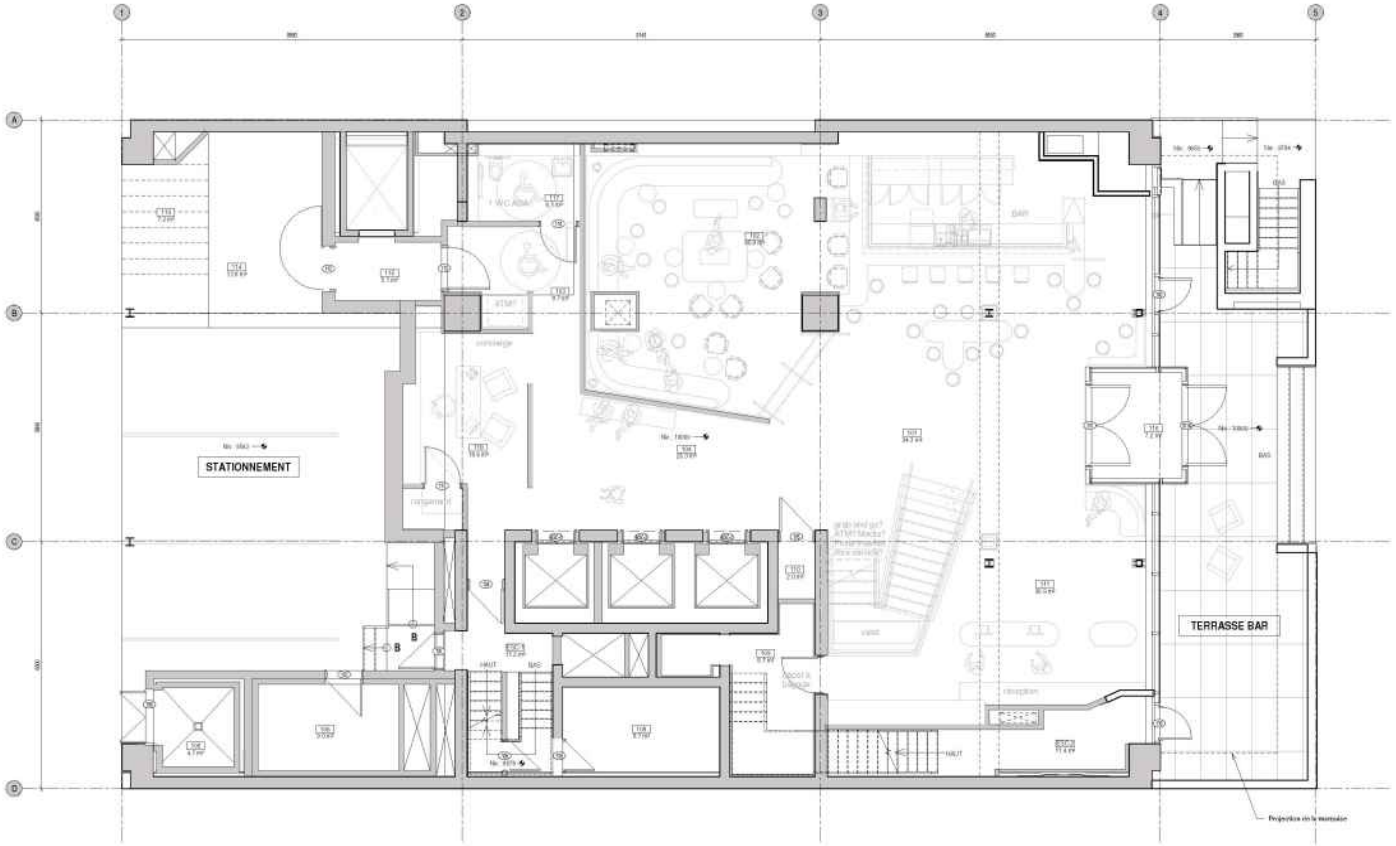
HOTEL LE GERMAIN
MONTRÉAL

ÉMIS POUR
PROJET PARTICULIER
AGRANDISSEMENT 2e ÉTAGE

PROJET NO
38114Z
03/10/2018

LEMAYMICHAUD
ARCHITECTURE
DESIGN

Plan - 1er Niveau - PROPOSÉ



NV_PIÈCES_NIV.01

NUMÉRO	NOM	SUPERFICIE
NIV.1		
101	CIRCULATION	54.9 m²
102	BAR HOTEL	85.8 m²
103	CORRIDOR DE SERVICE	8.7 m²
104	HALL DES ASCENSEURS	25.3 m²
105	SALLE À DÉCHETS RÉFRIGÉRÉE	4.7 m²
106	ENTREPOSAGE	9.0 m²
108	SALLE DES POMPES	8.7 m²
109	CONSIGNE DES VALISES	8.7 m²
110	CONSIGNE DES VALISES	9.0 m²
111	LOBBY - HOTEL	56.9 m²
114	ZONE DE DÉCHARGEMENT/CHARGEMENT EXTÉRIEURE	15.8 m²
115	ACCÈS MONTE CHARGE	6.1 m²
116	VESTIBULE	7.2 m²
117	TOILETTE HAND	6.1 m²
118	CONCIERGE - HÔTEL	18.4 m²
119	STATIONNEMENT VÉLOS EXTÉRIEUR (7 CLASSE)	7.2 m²
ESC-1	ESCALIER	11.2 m²
ESC-2	ESCALIER	15.4 m²

LE GERMAIN HÔTELS

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

4 octobre 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

HOTEL LE GERMAIN
MONTRÉAL

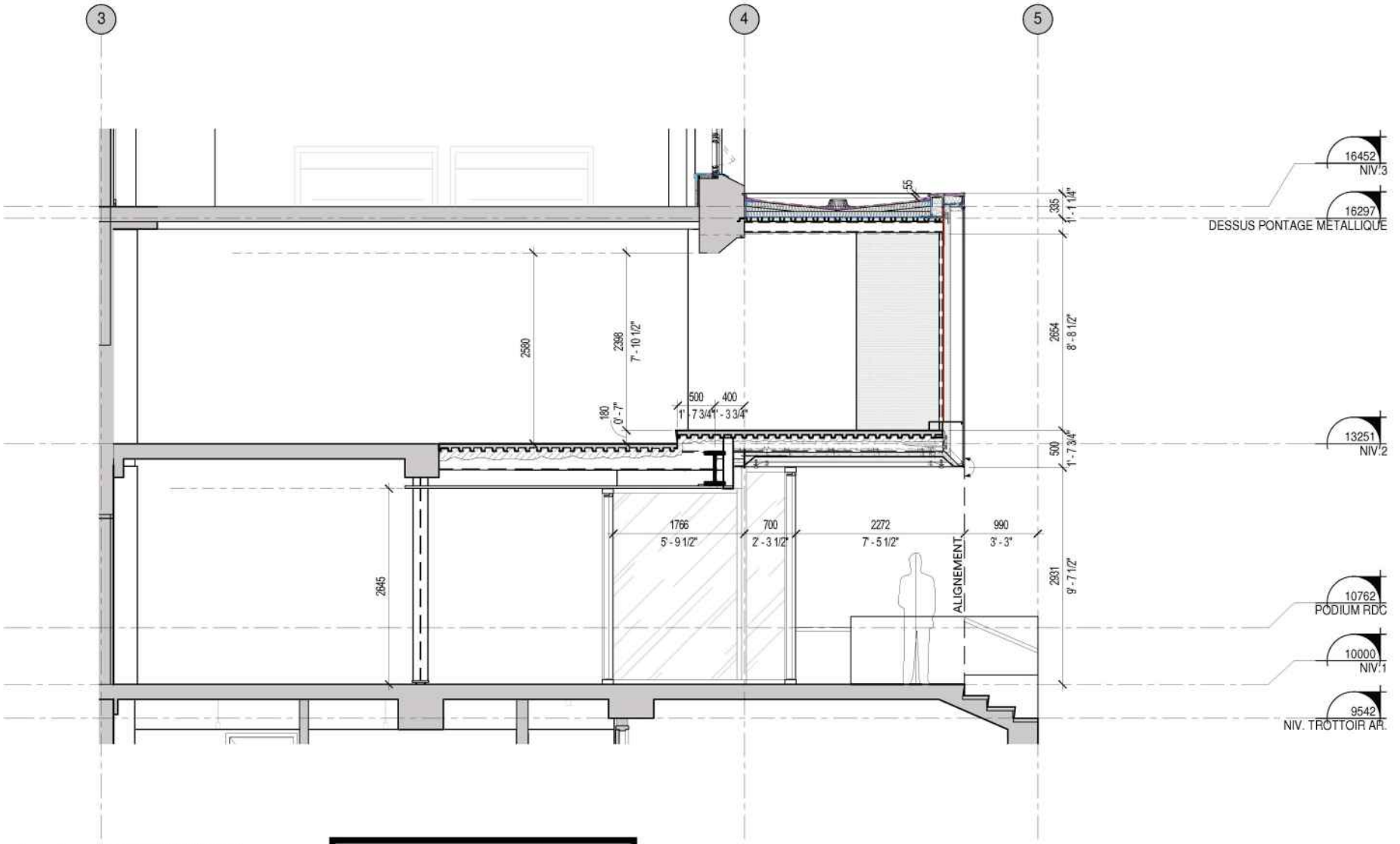
ÉMIS POUR
PROJET PARTICULIER
AGRANDISSEMENT 2e ÉTAGE

PROJET NO
38114Z
03/10/2018

23

LEMAYMICHAUD
ARCHITECTURE
DESIGN

Coupe - Marquise d'entrée et volume du restaurant en projection



LE GERMAIN HÔTELS

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

4 octobre 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

HOTEL LE GERMAIN
MONTRÉAL

ÉMIS POUR
PROJET PARTICULIER
AGRANDISSEMENT 2e ÉTAGE

PROJET NO
38114Z
03/10/2018

26

LEMAYMICHAUD
ARCHITECTURE
DESIGN

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 novembre 2018
3001467699
4.2.2

Objet :	**PROJET PARTICULIER**
Endroit :	2050, rue Mansfield
Responsables :	Catherine Beaulieu et Francis Lefebvre
Description :	La demande vise à autoriser une construction en porte à faux au 2e étage devant l'alignement de construction prescrit pour le bâtiment. Le projet consiste à agrandir le bâtiment en ajoutant un avant-corps au deuxième étage pour augmenter la superficie de restauration. Le porte-à-faux proposé permettrait l'ajout d'environ 50 m^2 de superficie au restaurant, tout en abritant l'entrée d'une hyper-marquise de verre sérigraphié, qui viendrait contraster avec le corps principal du bâtiment composé entièrement de béton.
Élément particulier :	Ces travaux doivent être autorisés conformément à la Loi sur le patrimoine culturel, car l'immeuble est situé dans l'aire de protection de l'édifice du Club-Universitaire-de-Montréal.
Remarque importante :	À la séance du 13 septembre 2018, le Comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable à la demande de révision de projet et de surhauteur. Le comité s'était montré réticent envers la proposition précédente d'agrandissement du second étage qui, en ne réservant qu'une hauteur de 2,5 m au-dessous, se trouvait à opprimer l'espace de l'entrée.
Considérant que :	La proposition répond aux besoins et exigences du milieu hôtelier tout en respectant une intégration sobre et singulière par sa forme et sa matérialité dans le contexte urbain.
Considérant que :	L'agrandissement en porte à faux, faisant saillie de 2,97 m et ayant une hauteur libre de 3 m réduit l'effet d'écrasement que l'on retrouvait dans la proposition précédente.
Considérant que :	La projection de la saillie a été limitée par l'alignement de la dernière marche des escaliers existants.
Considérant qu' :	En plus de ses fonctions principales, soit de marquer l'entrée de l'établissement et offrir un espace couvert extérieur pour la clientèle, la proposition telle que présentée contribue à l'animation de la rue et permet de réintroduire le bâtiment dans la trame de la rue Mansfield de par son alignement principal qui se trouve davantage en retrait par rapport à l'alignement des façades adjacentes.
Considérant que :	La composition crée une marquise lumineuse unique de par son choix de matérialité en plus de s'agencer respectueusement au cadre bâti existant.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Richard Ryan
Vice-président

Caroline Cantin
Secrétaire

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.04

2019/03/12
18:30

(1)

Dossier # : 1192701018

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un Règlement modifiant le Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires (CA-24-009) afin d'ajouter le directeur d'arrondissement délégué

D'adopter un Règlement modifiant le Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires (CA-24-009) afin d'ajouter le directeur d'arrondissement délégué.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-02-01 16:04

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1192701018**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un Règlement modifiant le Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires (CA-24-009) afin d'ajouter le directeur d'arrondissement délégué

CONTENU

CONTEXTE

En vertu du troisième alinéa de l'article 130 de la Charte de la Ville de Montréal, le conseil d'arrondissement peut, par règlement, déléguer tout pouvoir qui relève de ses fonctions, autres que le pouvoir de faire des règlements et le pouvoir de tarification et de taxation, à tout fonctionnaire ou employé qui exerce sa prestation de travail dans le cadre des attributions du conseil d'arrondissement et fixer les conditions et modalités d'exercice du pouvoir délégué.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Le 11 septembre 2002, l'arrondissement a procédé à l'adoption du Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires (CA-24-009) et celui-ci a par la suite fait l'objet de certaines modifications pour se conformer à la réalité administrative.

DESCRIPTION

Les modifications proposées visent d'abord à remplacer le directeur général adjoint par le directeur d'arrondissement délégué .
De plus, les modifications visent à supprimer le régisseur, abroger l'article 21.1.1 et insérer dans l'article 21.1.4 les mots "ou d'opération cadastrale".

JUSTIFICATION

Le 21 décembre 2018 le conseil d'arrondissement a, par sa résolution CA18 240707, approuvé la création d'un poste de directeur d'arrondissement délégué à la Direction de l'arrondissement de Ville-Marie et a approuvé la nomination d'un directeur d'arrondissement délégué à la Direction d'arrondissement de l'arrondissement de Ville-Marie. Sous l'autorité du conseil d'arrondissement et du directeur général adjoint - Service aux citoyens, le directeur d'arrondissement délégué est responsable de l'administration de l'arrondissement et à cette fin planifie, organise, dirige et contrôle les activités de l'arrondissement.
Suite à l'adoption du CA-24-282.116 qui élimine l'obligation de fournir des unités de stationnement pour automobile pour l'ensemble des usages sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, l'article 21.1.1. du Règlement CA-24-009 n'est plus requis.

Enfin, suivant les modification apportées par le conseil municipal, entrées en vigueur au 21

septembre dernier, le pouvoir d'approuver une opération cadastrale dans un site patrimonial cité en vertu de l'article 141 de la LPC est dorénavant délégué au conseil d'arrondissement. Afin de ne pas alourdir les processus administratifs liées à la gestion du patrimoine cité, nous proposons que l'article 21.1.4 soit modifié afin d'y insérer les mots "ou d'opération cadastrale" .

Il importe de souligner que les fonctionnaires investis d'une délégation de pouvoirs restent assujettis à une reddition de comptes et que l'autorité ainsi conférée doit faire rapport au conseil d'arrondissement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion et dépôt du projet de règlement
Adoption
Entré en vigueur

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-01-29
Jacinthe MEILLEUR	Domenico ZAMBITO

Analyste de dossiers

Tél : 514 872-8944
Télécop. : 514 872-5607

Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-3125
Télécop. : 514 872-5607

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 12 février 2019	Avis de motion: CA19 240057

Adopter un Règlement modifiant le Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires (CA-24-009) afin d'ajouter le directeur d'arrondissement délégué - Avis de motion et dépôt

Une copie du projet de règlement ayant été remise aux membres du conseil, la mairesse Valérie Plante donne avis de motion de l'adoption du règlement modifiant le Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires (CA-24-009) afin d'ajouter le directeur d'arrondissement délégué, et lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

40.18
CA-24-297
1192701018

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 14 février 2019

Ville-Marie
Montréal

CA-24-297 **Règlement modifiant le Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires (CA-24-009)**

Vu l'article 130 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

À sa séance du _____ 2019, le conseil d'arrondissement décrète :

1. L'article 1 du Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires (CA-24-009) est modifié comme suit :

1° par le remplacement de la définition « fonctionnaire de niveau A » par la suivante :

« directeur d'arrondissement délégué et directeur des relations avec les citoyens, du greffe et des services administratifs »;

2° par la suppression, dans la définition « fonctionnaire de niveau C », des mots « , régisseur ».

2. L'article 7 de ce règlement est modifié comme suit :

1° par le remplacement des mots « fonctionnaire de niveau A » par les mots « directeur d'arrondissement délégué » partout où ils se trouvent.

2° par la suppression des mots « au directeur général adjoint ni ».

3. L'article 10 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « fonctionnaire de niveau A » par les mots « directeur d'arrondissement délégué ».

4. L'article 11.1 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « directeur général adjoint » par les mots « directeur d'arrondissement délégué ».

5. L'article 15 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « fonctionnaire de niveau A » par les mots « directeur d'arrondissement délégué ».

6. L'article 21.1.1 de ce règlement est abrogé.

7. L'article 21.1.4 de ce règlement est modifié par l'insertion, entre les mots « (02-136) » et « , dans », des mots « ou d'opération cadastrale ».

8. L'article 23 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « directeur général adjoint » par les mots « directeur d'arrondissement délégué ».

9. L'article 23.1 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « fonctionnaire de niveau A » par les mots « directeur d'arrondissement délégué ».

10. L'article 26 de ce règlement est modifié par la suppression des mots « de la Direction des services administratifs ».

Un avis relatif à ce règlement (dossier 1192701018*) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir le _____ 2019, date de son entrée en vigueur.*

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.05

2019/03/12
18:30

(1)

Dossier # : 1187199004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant l'installation, en bordure de l'angle nord-ouest du square Dorchester, d'une enseigne au sol lumineuse comportant un message lumineux animé ou lumineux variable pour un parc de stationnement public intérieur souterrain situé au 1191, rue Peel, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble

1) D'accorder, pour le parc de stationnement public intérieur souterrain situé au 1191, rue Peel, sur les lots 1 515 618 et 1 340 248 du cadastre du Québec, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :

a) de déroger notamment à l'article 508 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
b) d'installer, en bordure l'angle nord-ouest du square Dorchester, une enseigne au sol lumineuse comportant un message lumineux animé ou lumineux variable et intégrant des équipements mécaniques existants, le tout substantiellement conforme aux plans estampillés par l'arrondissement le 10 décembre 2018, en remplacement de l'enseigne préexistante.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-01-24 09:27

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1187199004**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant l'installation, en bordure de l'angle nord-ouest du square Dorchester, d'une enseigne au sol lumineuse comportant un message lumineux animé ou lumineux variable pour un parc de stationnement public intérieur souterrain situé au 1191, rue Peel, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre de la réalisation de divers travaux de réaménagement et de mise en valeur de la portion nord du square Dorchester, une demande de projet particulier (3001476274) a été déposée afin d'autoriser, pour un parc de stationnement public intérieur souterrain, une enseigne au sol avec un message lumineux animé ou lumineux variable.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DB187199010 - 20 décembre 2018 - D'approuver, pour le parc de stationnement public intérieur souterrain situé au 1191, rue Peel, dans le site patrimonial cité du Square-Dorchester-et-de-la-Place-du-Canada, la délivrance de l'autorisation de travaux 3001477926 selon les plans estampillés par l'arrondissement le 10 décembre 2018 relativement à l'installation de 2 enseignes de signalisation publique aux entrées et sorties du stationnement, et ce, en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel (RLRQ, chapitre P-9.002) (2187199010);
DB186399001 - 26 mars 2018 - Approuver, pour le bâtiment situé au 99999, boulevard René-Lévesque Ouest, dans le site patrimonial cité du Square-Dorchester-et-de-la-Place-du-Canada, la délivrance du permis 3001400945 et du certificat 3001400798 selon les plans reçus le 23 février 2018 et le 9 mars 2018 relativement à la réalisation de divers travaux de réaménagement et de mise en valeur de la portion nord du square Dorchester, et ce, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et de la Loi sur le patrimoine culturel (RLRQ, chapitre P-9.002) (2186399001).

DESCRIPTION

Le site
L'immeuble visé est situé sur les lots 1 515 618 et 1 340 248 du cadastre du Québec. Il s'agit d'un parc de stationnement public intérieur souterrain appartenant en partie à la Ville de Montréal et en partie à la compagnie « Dominion Square Management inc. ». Aménagé dans la portion nord du square Dorchester, le parc de stationnement est exploité par la compagnie « Indigo ». Ce secteur fait actuellement l'objet d'un réaménagement important,

déjà autorisé, visant principalement à rétablir la figure géométrique victorienne du square et à étanchéiser la dalle du toit du stationnement souterrain.

Avant les travaux de réaménagement de la section nord du square, deux enseignes au sol étaient présentes, soit une indiquant l'entrée du stationnement à partir de la rue Peel avec un message variable et l'autre indiquant la sortie du stationnement sur la rue Metcalfe. Cette dernière ne sera pas reconduite puisqu'elle provoquait la confusion des usagers quant à l'emplacement de l'entrée. Des panneaux indiquant l'entrée et la sortie des véhicules étaient également installés directement au-dessus des portes d'accès. Dans la cadre des travaux de réaménagement du square, toutes ces enseignes ont été retirées.

L'emplacement est situé dans le site patrimonial cité du Square-Dorchester-et-de-la-Place-du-Canada et il est compris dans l'unité de paysage « Square Dorchester – Place du Canada (SDPC) » au Règlement d'urbanisme.

Le projet
La demande vise à autoriser une nouvelle enseigne au sol à l'entrée du stationnement sur la rue Peel. D'une hauteur de 3,5 m, elle comprend trois sections soit l'entête avec l'identifiant «°P°» et une flèche d'acheminement, l'écran numérique à message variable pour les tarifs applicables d'une superficie d'environ 0,5 m² par face et un emplacement destiné au logotype du gestionnaire accompagné des informations requises par le Règlement d'urbanisme pour l'exploitation d'un parc de stationnement public intérieur.

Seules les deux premières parties de l'enseigne sont rétroéclairées, créant un contraste du lettrage blanc sur le verre noir opaque et assurant ainsi une bonne lisibilité du message. L'enseigne au sol dissimule dans sa partie inférieure des équipements mécaniques existants et nécessaires aux fins du stationnement souterrain (conduits d'aération et siamoises d'incendie) ainsi qu'un grillage permettant l'aération du système électronique de l'enseigne dans sa partie supérieure.

Deux enseignes de signalisation publique non lumineuse, posées à plat au-dessus de l'entrée et de la sortie du stationnement, serviront également à orienter les usagers et sont déjà autorisés par la réglementation.

Le cadre réglementaire
L'enseigne au sol déroge à certaines dispositions du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), à savoir notamment :

· aux secteurs de catégorie d'usages où sont autorisées les enseignes comportant une source lumineuse clignotante ou qui affiche un message lumineux animé ou lumineux variable (article 508).

Par ailleurs, les travaux visés doivent tendre à respecter les conditions de conservation et de mise en valeur prévues au chapitre IV du Règlement sur la constitution du site du patrimoine du Square-Dorchester-et-de-la-Place-du-Canada (12-006), dont les critères prévus pour l'installation d'enseignes (article 21).

JUSTIFICATION

Dans son ensemble, le projet satisfait adéquatement aux critères d'évaluation applicables à une demande de projet particulier.
En effet, l'enseigne au sol proposée permet d'intégrer les équipements mécaniques présents sur le site au sein d'une proposition de facture sobre et qualité, signalant adéquatement la présence du stationnement souterrain au sein du square Dorchester. Sa hauteur assure une bonne visibilité, tout en demeurant compatible avec le milieu qui est assez dégagé.

De plus, la conception et la localisation de l’enseigne s’intègrent harmonieusement aux aménagements du parc, améliorant nettement la situation actuelle. Les messages variables permettront une diffusion de l’information relative aux tarifs applicables en fonction des événements et du moment de la journée.

Par conséquent, la Direction de l’aménagement urbain et des services aux entreprises est d’avis qu’une suite favorable devrait être donnée à cette demande.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S. O.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S. O.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S. O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S. O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

· Conseil d'arrondissement - Adoption du 1er projet de résolution;

· Affichage sur l'emplacement;
· Avis public annonçant la tenue de l'assemblée publique de consultation;
· Assemblée publique de consultation;
· Conseil d'arrondissement - Adoption de la résolution.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Comité consultatif d'urbanisme - Avis favorable

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Étienne LONGTIN
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-0958
Télécop. :

Sophie COURNOYER
Conseillère en aménagement

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-15

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 12 février 2019	Résolution: CA19 240045

Adopter une résolution autorisant l'installation, en bordure de l'angle nord-ouest du square Dorchester, d'une enseigne au sol lumineuse comportant un message lumineux animé ou lumineux variable pour un parc de stationnement public intérieur souterrain situé au 1191, rue Peel, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - 1er projet de résolution

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour le parc de stationnement public intérieur souterrain situé au 1191, rue Peel, sur les lots 1 515 618 et 1 340 248 du cadastre du Québec, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :
   a) de déroger notamment à l'article 508 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
   b) d'installer, en bordure l'angle nord-ouest du square Dorchester, une enseigne au sol lumineuse comportant un message lumineux animé ou lumineux variable et intégrant des équipements mécaniques existants, le tout substantiellement conforme aux plans estampillés par l'arrondissement le 10 décembre 2018, en remplacement de l'enseigne préexistante.

Adoptée à l'unanimité.

40.07
pp 395
1187199004

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 14 février 2019

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
13 décembre 2018
3001476274 et 3001477926
4.2.2 et 4.9.1

Objet : **PROJET PARTICULIER ET AUTORISATION DE TRAVAUX DANS UN SITE PATRIMONIAL CITÉ**

Endroit : 1191, rue Peel

Responsables : Étienne Longtin et Sophie Cournoyer

Description : La demande vise à autoriser par projet particulier une nouvelle enseigne au sol à l'entrée du stationnement sur la rue Peel. D'une hauteur de 3,5 m, elle comprend trois sections soit l'entête avec l'identifiant « P » et une flèche d'acheminement, l'écran numérique à message variable pour les tarifs applicables d'une superficie d'environ 0,5 m² par façade et un emplacement destiné au logotype du gestionnaire accompagné des informations requises par le *Règlement d'urbanisme 01-282* pour l'exploitation d'un parc de stationnement public intérieur.

Seules les deux premières parties de l'enseigne sont rétro éclairées créant ainsi un contraste du lettrage blanc sur le verre noir opaque et assurant ainsi une bonne lisibilité du message. L'enseigne au sol dissimule dans sa partie inférieure des équipements mécaniques existants et nécessaires aux fins du stationnement souterrain (conduits d'aération et siamoises d'incendie) et un grillage permettant l'aération du système électronique de l'enseigne dans sa partie supérieure.

La présente demande vise également à autoriser des travaux dans un site patrimonial cité soit l'installation de deux enseignes destinées à orienter les usagers posées à plat au-dessus de l'entrée et de la sortie du stationnement. Ces enseignes non lumineuses, d'une superficie de 3,76 m² chacune, sont en métal et recouvertes d'une pellicule réfléchissante.

Élément particulier : Ces travaux doivent être autorisés conformément à la Loi sur le patrimoine culturel, car l'immeuble est situé dans le site patrimonial cité du Square-Dorchester-et-de-la-Place-du-Canada.

Remarque importante : Aucune

Considérant que : L'enseigne au sol proposée permet d'intégrer les équipements mécaniques présents sur le site au sein d'une proposition de facture sobre et qualité, signalant adéquatement la présence du stationnement souterrain au sein du square Dorchester.

Considérant que : Sa hauteur assure une bonne visibilité, tout en demeurant compatible avec le milieu qui est assez dégagé.

Considérant que : La conception et la localisation de l'enseigne s'intègrent harmonieusement aux aménagements du parc, améliorant nettement la situation actuelle.

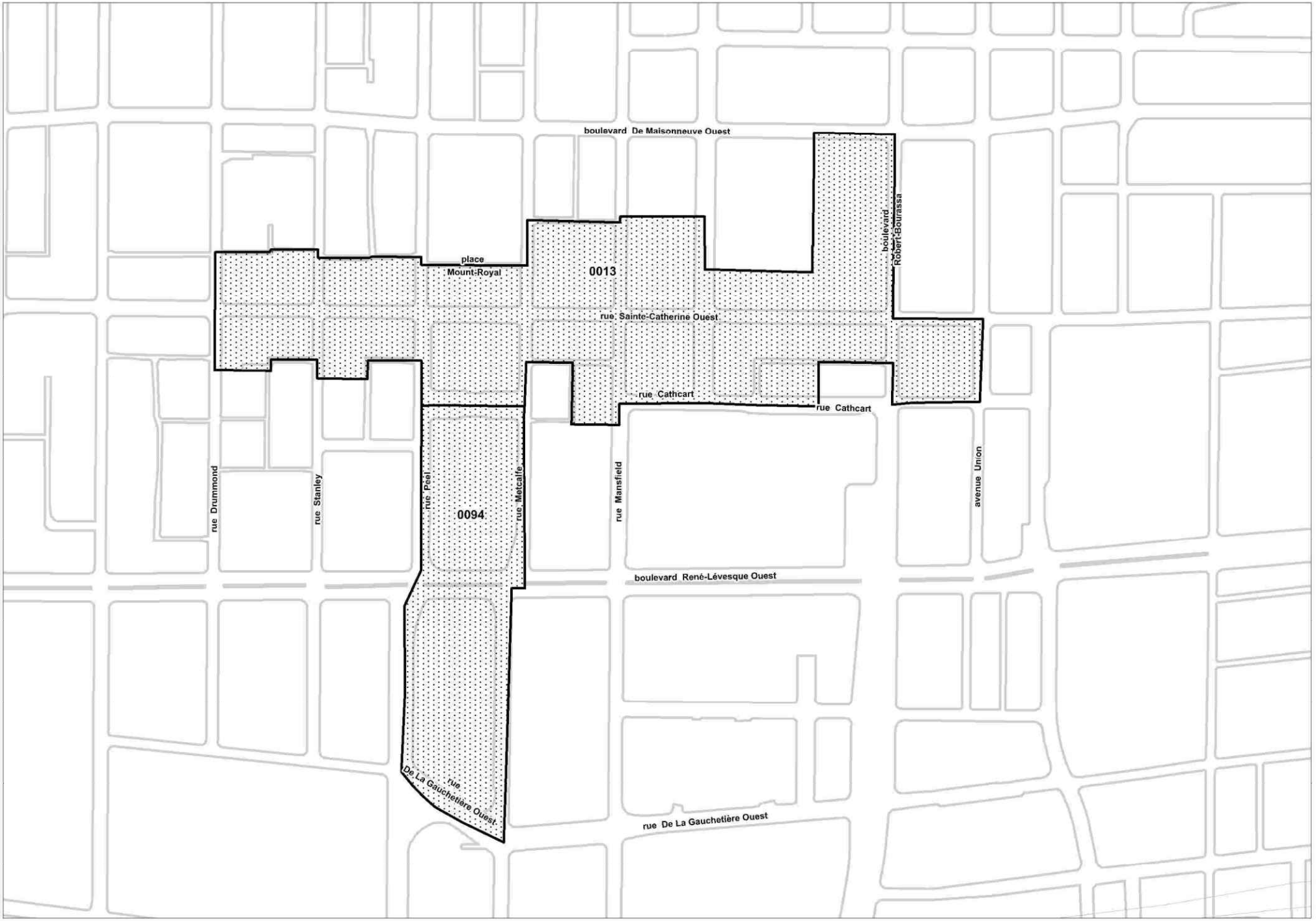
Considérant que : Les messages variables permettront une diffusion de l'information relative aux tarifs applicables en fonction des événements et du moment de la journée.

Considérant que : Les autres enseignes proposées sur le site sont conformes aux dispositions réglementaires applicables et s'harmonisent adéquatement avec l'architecture des édicules d'accès au stationnement sur lesquels elles sont installées.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire



Localisation | **Dossier: 1187199004** | **Date: 19 décembre 2018**

Zone(s) visée(s)

Limite arrondissement de Ville-Marie

Ville-Marie Montréal

Principal Stèle Square Dorchester 23 novembre 2018

Design Final

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

10 DÉC. 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

Tailles

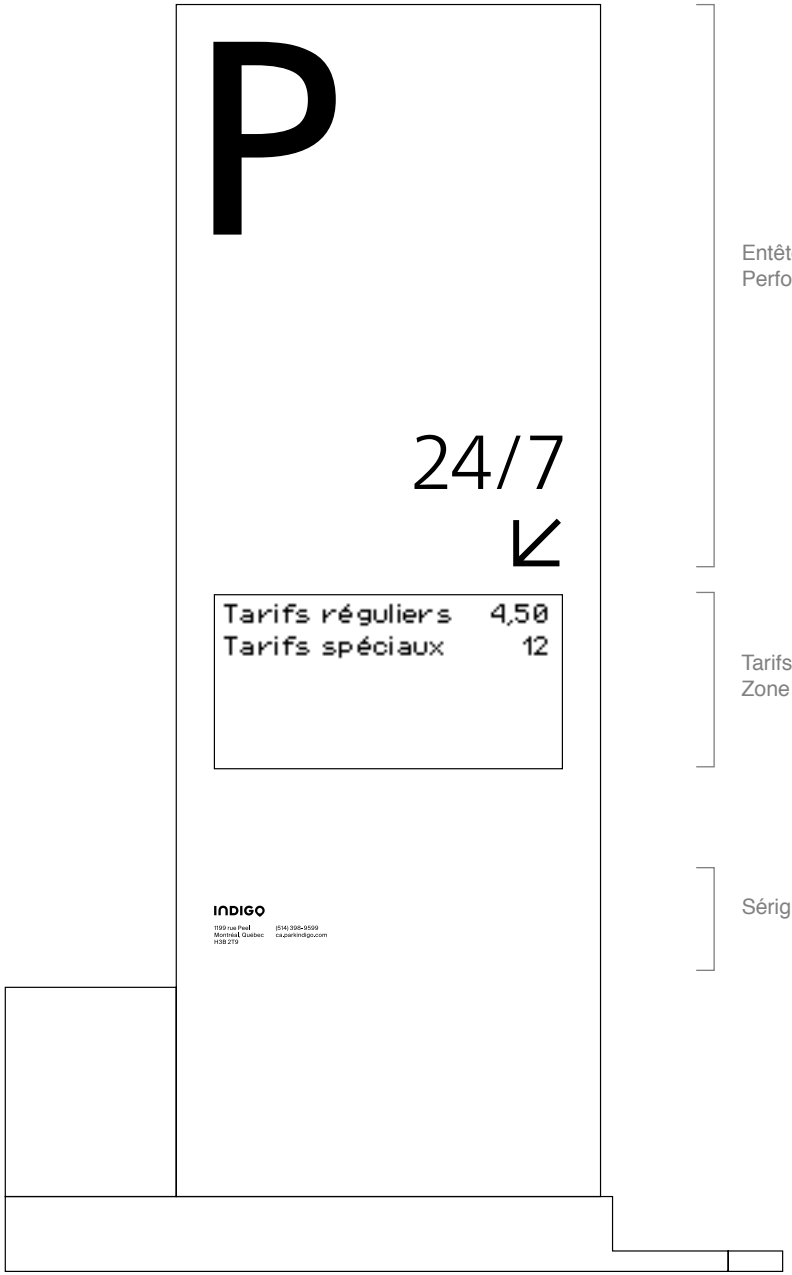


VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

10 DÉC. 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

Tailles



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

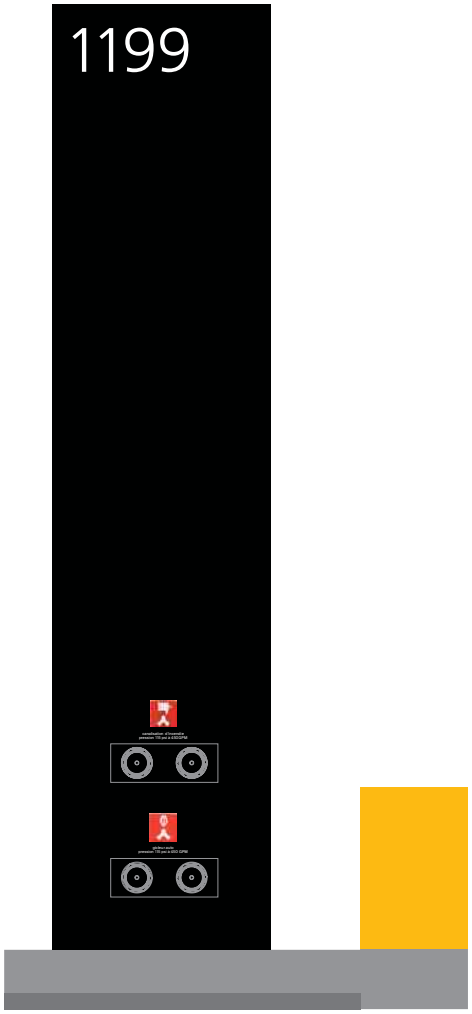
10 DÉC. 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

Aperçus



Vue Nord



Vue côté



Vue Sud

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

10 DÉC. 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

Tarifs réguliers Regular rates	30 min	4.50
	12h	16.00
	24h	23.00

Tarifs spéciaux Special rates	Après 17h After 5pm	8.00
	Fins de semaines Weekends	8.00

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

10 DÉC. 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.06

2019/03/12
18:30

(1)

Dossier # : 1197199001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant la construction d'un édicule d'accès à la station de métro McGill par la transformation du bâtiment situé au 1981, avenue McGill College, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble

1) D'accorder, pour bâtiment situé au 1981, avenue McGill College, sur le lot 1 340 258 du cadastre du Québec, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :

a) de déroger notamment à l'article 134 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
b) de transformer le bâtiment par la démolition d'un poste de ventilation naturelle du métro, situé en bordure du boulevard De Maisonneuve, et son agrandissement par la construction d'un édicule d'accès à la station de métro McGill, comprenant notamment un ascenseur, le tout substantiellement conforme aux plans estampillés par l'arrondissement le 8 janvier 2019.

2) De fixer un délai de 60 mois pour l'émission d'un permis de transformation relatif aux travaux visés par la présente autorisation, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-01-28 10:13

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1197199001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant la construction d'un édicule d'accès à la station de métro McGill par la transformation du bâtiment situé au 1981, avenue McGill College, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de projet particulier (3001482656) a été déposée afin d'autoriser la démolition d'un poste de ventilation naturelle du métro pour y aménager un édicule d'accès à la station McGill bordant le côté nord du boulevard De Maisonneuve.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S. O.

DESCRIPTION

Le site
L'immeuble visé est constitué du lot 1 340 258 du cadastre du Québec, comprenant l'édifice « Le 1981 McGill College », deux tours de bureaux jumelées de 16 et 20 étages, construites en 1981-1982, occupant la majorité du site. Dans sa partie sud-est, en bordure nord du boulevard De Maisonneuve, un poste de ventilation naturelle desservant la station de métro McGill avait été aménagé en retrait et dissimulé derrière un volume constitué d'une série de bacs de plantation de béton en terrasses successives. Ce dernier est immédiatement bordé à l'est par l'édifice « Le 2020 Robert-Bourassa », une tour de bureaux de 25 étages, construite en 1973. La ligne-1 (verte) du métro se déploie sous le boulevard De Maisonneuve dans ce secteur depuis l'inauguration du réseau d'origine en 1966.

L'emplacement est compris dans l'unité de paysage « Centre-Ville » au Règlement d'urbanisme.

Le projet
La demande vise la démolition du poste de ventilation naturelle existant ainsi que la construction d'un nouveau volume d'une largeur d'environ 6,2 m et d'une hauteur de 2 étages pour environ 8 m, comme agrandissement de la station de métro McGill. Celui-ci comprend 2 étages en sous-sol permettant de rejoindre les niveaux « mezzanine » et « quai » de la station existante. Il est principalement occupé par un escalier d'accès et un ascenseur pour permettre l'accessibilité universelle de cette station, alors qu'un puits de ventilation naturelle (sans équipements mécaniques) s'implante dans sa partie nord à

l’arrière. Cette construction, d’environ 94 m², serait un agrandissement du bâtiment commercial auquel il est jumelé.

La volumétrie de l’édicule présente un mur à la limite de lot ouest longeant deux volumes superposés en escalier. Le mur, revêtu de panneaux métalliques texturés, fait office de cloison d’intimité entre l’accès de l’édicule et la terrasse de l’espace commercial jouxtant le site. Une enseigne de signalisation publique (logo du métro) y est apposée en saillie.

Le volume du rez-de-chaussée, revêtu de mur rideau vitré, est implanté en recul d’environ 0,8 m depuis la limite d’emprise de la voie publique afin de permettre l’ouverture sécuritaire des portes pivotantes. Des enseignes de signalisation publique (nom de la station) sont apposées au-dessus des portes d’entrée.

Le volume du 2e étage, revêtu de persiennes métalliques, est implanté à environ 6,6 m de la limite d’emprise de la voie publique afin de minimiser sa visibilité depuis celle-ci.

Le cadre réglementaire
La proposition déroge à certaines dispositions du Règlement d’urbanisme, à savoir notamment :

- à l’absence de l’usage « installations du métro » aux usages autorisés (article 134).

Les travaux projetés doivent viser à atteindre les objectifs de l'article 99, à respecter les caractéristiques des articles 103, 103.1, 105, 115 et 127.8 ainsi qu’à répondre aux critères énoncés à l’article 713 du Règlement d’urbanisme.

JUSTIFICATION

Dans son ensemble, le projet satisfait adéquatement aux critères d’évaluation applicables à une demande de projet particulier ainsi qu’à ceux applicables à la révision de projet.
En effet, la proposition contribue à améliorer la qualité de l’espace public et celle du paysage urbain par la maximisation des ouvertures dans la façade bordant la rue, une intégration urbaine et architecturale en continuité avec le cadre bâti adjacent, tout en assurant les impératifs d’accessibilité universelle portés par ce projet de mise à niveau du réseau du métro.

De plus, le projet n’est pas susceptible d’impacter les conditions environnementales du site, encourageant plutôt au passage l’utilisation des transports collectifs, tant le métro existant, que le Réseau électrique métropolitain (REM), en construction, se raccordant à cette station.

Par conséquent, la Direction de l’aménagement urbain et des services aux entreprises est d’avis qu’une suite favorable devrait être donnée à cette demande.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S. O.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S. O.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S. O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S. O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

· Conseil d'arrondissement - Adoption du 1er projet de résolution;

· Affichage sur l'emplacement;
· Avis public annonçant la tenue de l'assemblée publique de consultation;
· Assemblée publique de consultation;
· Conseil d'arrondissement - Adoption du 2e projet de résolution;
· Avis public sur la possibilité de déposer une demande participation à un référendum;
· Conseil d'arrondissement - Adoption de la résolution.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Comité consultatif d'urbanisme - Avis favorable

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Étienne LONGTIN
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-0958
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-24

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 12 février 2019	Résolution: CA19 240047

Adopter une résolution autorisant la construction d'un édicule d'accès à la station de métro McGill par la transformation du bâtiment situé au 1981, avenue McGill College, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - 1er projet de résolution

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour bâtiment situé au 1981, avenue McGill College, sur le lot 1 340 258 du cadastre du Québec, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :
   a) de déroger notamment à l'article 134 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
   b) de transformer le bâtiment par la démolition d'un poste de ventilation naturelle du métro, situé en bordure du boulevard De Maisonneuve, et son agrandissement par la construction d'un édicule d'accès à la station de métro McGill, comprenant notamment un ascenseur, le tout substantiellement conforme aux plans estampillés par l'arrondissement le 8 janvier 2019.

2) De fixer un délai de 60 mois pour l'émission d'un permis de transformation relatif aux travaux visés par la présente autorisation, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

Adoptée à l'unanimité.

40.09
pp 396
1197199001

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 14 février 2019

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
17 janvier 2019
3001482656
4.2.1 et 4.6.23

Objet : **PROJET PARTICULIER ET RÉVISION DE PROJET**

Endroit : 1981, avenue McGill College

Responsable : Étienne Longtin et Thomas Fontaine

Description : La demande vise la démolition du poste de ventilation naturelle existant ainsi que la construction d'un nouveau volume d'une largeur d'environ 6,2 m et d'une hauteur de 2 étages pour environ 8 m, comme agrandissement de la station de métro McGill. Celui-ci comprend 2 étages en sous-sol permettant de rejoindre les niveaux « mezzanine » et « quai » de la station existante. Il est principalement occupé par un escalier d'accès et un ascenseur pour permettre l'accessibilité universelle de cette station, alors qu'un puits de ventilation naturelle (sans équipements mécaniques) s'implante dans sa partie nord à l'arrière. Cette construction, d'environ 94 m², serait un agrandissement du bâtiment commercial auquel elle est jumelée.

La volumétrie de l'édicule présente un mur à la limite ouest longeant deux volumes superposés en escalier. Le mur, revêtu de panneaux métalliques texturés, fait office de cloison d'intimité entre l'accès de l'édicule et la terrasse de l'espace commercial jouxtant le site. Une enseigne de signalisation publique (logo du métro) y est apposée en saillie.

Le volume du rez-de-chaussée, revêtu de mur rideau vitré, est implanté en recul d'environ 0,8 m depuis la limite d'emprise de la voie publique afin de permettre l'ouverture sécuritaire des portes pivotantes. Des enseignes de signalisation publique (nom de la station) sont apposées au-dessus des portes d'entrée.

Le volume du 2e étage, revêtu de persiennes métalliques, est implanté à environ 6,6 m de la limite d'emprise de la voie publique afin de minimiser sa visibilité depuis celle-ci.

La proposition déroge à certaines dispositions du *Règlement d'urbanisme 01-282*, notamment à l'absence de l'usage « installations du métro » aux usages autorisés (article 134).

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Aucune

Considérant que : Le projet satisfait adéquatement aux critères d'évaluation applicables à une demande de projet particulier ainsi qu'à ceux applicables à la révision de projet.

Considérant que : La proposition contribue à améliorer la qualité de l'espace public et celle du paysage urbain par la maximisation des ouvertures dans la façade bordant la rue, une intégration urbaine et architecturale en continuité avec le cadre bâti adjacent, tout en assurant les impératifs d'accessibilité universelle portés par ce projet de mise à niveau du réseau du métro.

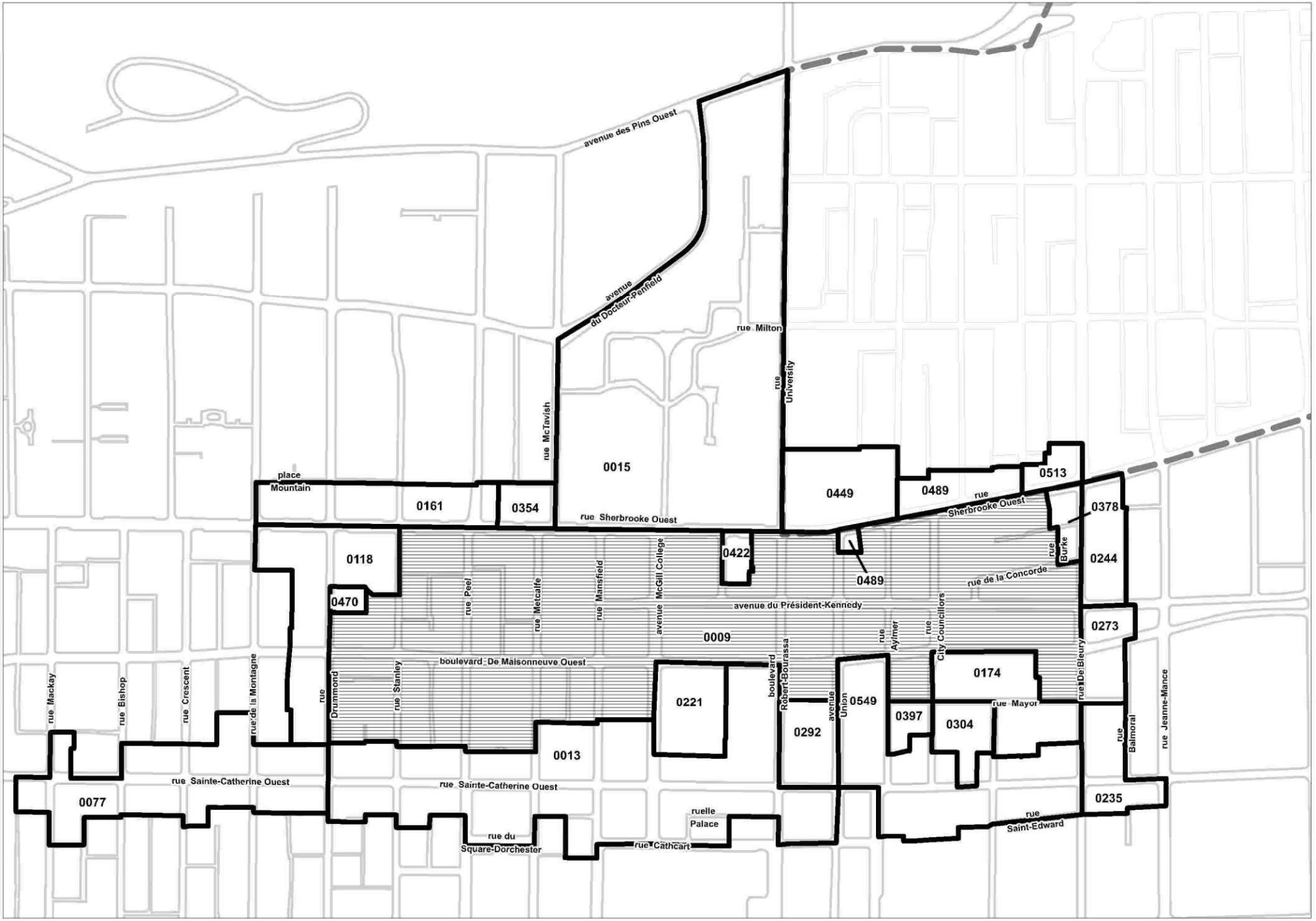
Considérant que : Le projet n'est pas susceptible d'impacter les conditions environnementales du site, encourageant plutôt au passage l'utilisation des transports collectifs, tant le métro existant, que le Réseau électrique métropolitain (REM), en construction, se raccordant à cette station.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Par ailleurs, les membres du comité ont souligné que, de façon générale, les accès universels devraient être mieux identifiés, afin de faciliter la circulation des personnes à mobilité réduite.

Sophie Mauzerolle
Présidente

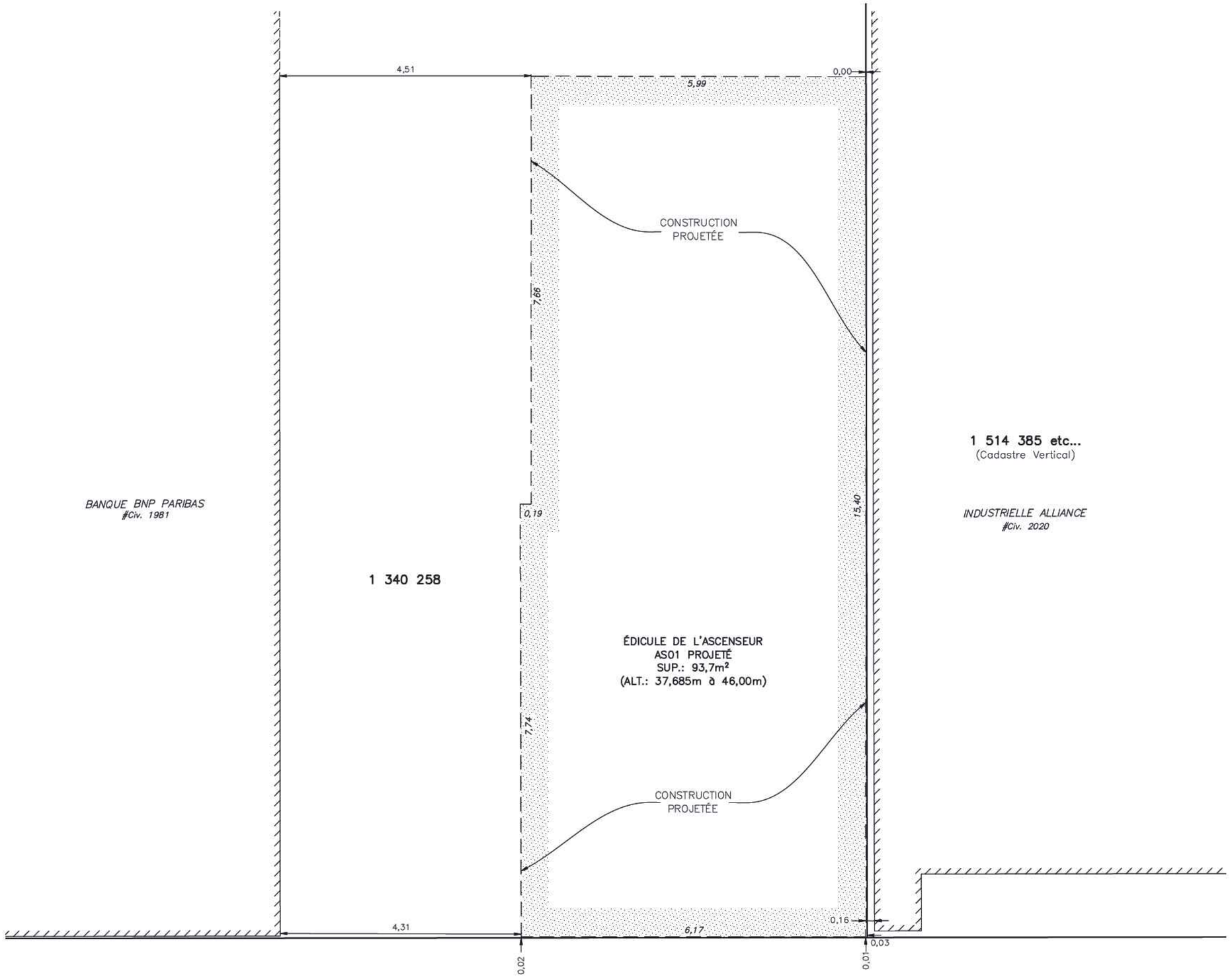
Billy Chérubin
Secrétaire



Localisation | **Dossier: 1197199001** | **Date: 18 janvier 2019**

Zone(s) visée(s) | Zones contiguës | Limite arrondissement de Ville-Marie

Ville-Marie Montréal



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

08 JAN. 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

LÉGENDE

bâtiment existant

limite de propriété

labre & associés

ARPENTEURS • GÉOMÈTRES INC.

• LAVAL • BROSSARD • SAINT-EUSTACHE •
• REPENTIGNY • MONTRÉAL •
UN SEUL NUMÉRO DE TÉLÉPHONE: **(514)642-2000**
www.labre.qc.ca

PLAN PROJET D'IMPLANTATION DE L'ÉDICULE DE L'ASCENSEUR AS01 À LA STATION DE MÉTRO MCGILL

LOT (S):
1 340 258

CADASTRE:
DU QUÉBEC

MUNICIPALITÉ:
VILLE DE MONTRÉAL

ARRONDISSEMENT:
VILLE-MARIE

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE:
MONTRÉAL

CLIENT:

stm

NOTES:

- Toutes les mesures sont en mètres. (SI)
- Ce plan projet d'implantation a été effectuée en référence au plan:
  Z_Niveau_37700_(Edicule)_20181003.dwg,
  et C292101-C07-McGill-Occupation_20180615.pdf
  fournies par la S.T.M. et n'ont fait l'objet d'aucune vérification terrain pour ce qui est des éléments existants de la station.
- Ce plan devra faire l'objet d'une approbation municipale avant le début des travaux.
- Ce document ne devrait pas être utilisé ou invoqué pour d'autres buts sans l'autorisation écrite du soussigné.

DOCUMENT ÉVOLUTIF

VERSION	DATE	NOTE(S)
1	15 OCTOBRE 2018	PLAN PROJET D'IMPLANTATION
2	29 OCTOBRE 2018	AJOUT DE LA SUPERFICIE

Échelle: 1:50 (0 — 0,5 — 1 — 2,5m)

SIGNÉ À MONTRÉAL, LE 15 OCTOBRE 2018

PAR:
DANNY HOULE
ARPENTEUR-GÉOMÈTRE

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL,
ÉMISE LE / /
A.G.
ARPENTEUR-GÉOMÈTRE

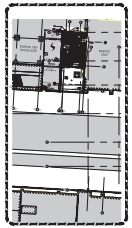
MANDAT S.T.M.: LABRE-PA1-016

Minute: 33028	Feuillet 1/1
Dossier: Ps2117	
No dessin: Ps2117-33028.dwg	

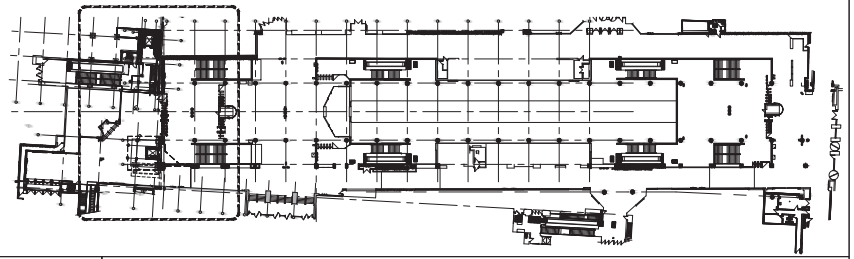
Numéro du plan
RS-PD-BA-AR-417-99-1S40-229518

Révision
08

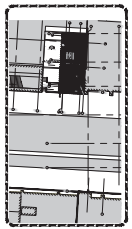
PLAN CLÉ: NIVEAU TOITURE



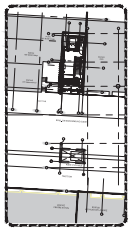
PLAN CLÉ: NIVEAU MEZZANINE



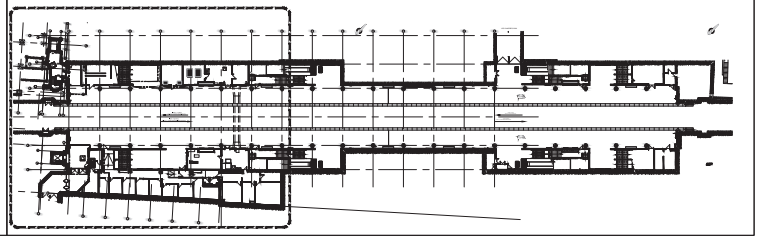
PLAN CLÉ: NIVEAU APPENTIS



PLAN CLÉ: NIVEAU ÉDICULE



PLAN CLÉ: NIVEAU QUAIS



NOTES GÉNÉRALES

NG.1 LES NOTES GÉNÉRALES SUR CETTE FEUILLE NE SONT PAS LIMITATIVES ET SONT APPLICABLES À L'ENSEMBLE DES TRAVAUX.

NG.2 LES TRAVAUX DÉCRITS DEVRONT ÊTRE FAITS DANS LE RESPECT DES RÈGLES DE L'ART ET DOIVENT RESPECTER LES RÈGLEMENTS ET NORMES APPLICABLES EN VIGUEUR.

NG.3 L'ADJUDICATAIRE DOIT EFFECTUER TOUS LES TRAVAUX DÉCRITS ET REQUIS.

NG.4 L'ADJUDICATAIRE DEVRA PRENDRE CONNAISSANCE DE TOUTES LES CONDITIONS DE CHANTIER INHÉRENTES AUX TRAVAUX À EXÉCUTER AFIN DE CONNAITRE LES ASSEMBLAGES ET LES MATÉRIAUX EXISTANTS ET PRÉVOIR SON INTERVENTION EN CONSÉQUENCE, ET S'ASSURER DE LA BONNE CONCORDANCE DES DIMENSIONS ET DES ASSEMBLAGES ENTRE LES DESSINS ET LES CONDITIONS EXISTANTES.

NG.5 LES DIMENSIONS INDIQUÉES SUR LES PLANS, COUPES, DÉTAILS ET ÉLÉVATIONS NE SONT QU'À TITRE INDICATIF. LES DIMENSIONS DES ÉLÉMENTS STRUCTURAUX ET ARCHITECTURAUX DEVRONT ÊTRE VÉRIFIÉS SYSTÉMATIQUEMENT AU CHANTIER AVANT DE PROCÉDER AUX TRAVAUX. AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX, L'ADJUDICATAIRE DEVRA PRENDRE ET VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS SUR PLACE ET AVISER L'ARCHITECTE SANS DÉLAIS DE TOUTE ERREUR OU NON-CONCORDANCE.

NG.6 TOUTES LES DIMENSIONS SONT DONNÉES SELON LE SYSTÈME MÉTRIQUE (UNITÉS SI).

NG.7 LES NIVEAUX INDIQUÉS SUR LES DESSINS SONT BASÉS SUR UN RELEVÉ D'ARPENTAGE PRÉPARÉ PAR DES ARPENTEURS GÉOMÈTRE. LE RELEVÉ SERA FOURNI SUR DEMANDE.

NG.8 TOUS LES TRAVAUX MONTRÉS SUR LES DESSINS DOIVENT ÊTRE EXÉCUTÉS EN COORDINATION ET EN COMPLÉMENT AVEC LES PLANS DE STRUCTURE, MÉCANIQUE, MÉCANIQUE ASCENSEUR, ÉLECTRICITÉ, TCPE ET CONTRÔLE.

NG.9 ASSURER UNE COORDINATION ENTRE TOUS LES CORPS DE MÉTIERS ET PROFESSIONNELS.

NG.10 EXÉCUTER TOUTES LES OUVERTURES ET LES PERCÉES DANS LES MURS, PLANCHERS, PLAFONDS OU TOITURE, NÉCESSAIRES AUX TRAVAUX DE TOUS LES AUTRES CORPS DE MÉTIERS.

NG.11 OBTURER TOUTES LES OUVERTURES LAISSÉES PAR LE PASSAGE D'ANCIENS CONDUITS, SOIT MÉCANIQUE, PLOMBERIE, ÉLECTRICITÉ OU AUTRES, UTILISÉS DES MATÉRIAUX SIMILAIRES AUX SURFACES ENTRANTES.

NG.12 OBTURER TOUTES LES OUVERTURES OU ESPACES LAISSÉS AUTOUR DE CONDUITS EXISTANTS OU NOUVEAUX EN S'ASSURANT DE LA CONTINUITÉ ET DE L'INTÉGRITÉ DES CLOISONS AVEC DEGRÉ DE RÉSISTANCE AU FEU, VOIR DEVIS - SECTION 078400 - PROTECTION COUPE-FEU ET PARE-FUMÉE.

NG.13 SAUF INDICATION CONTRAIRE, TOUTES LES CLOISONS, MURS DE BLOCS ET ASSEMBLAGE AVEC COLOMBAGES PORTEURS DOIVENT SE RENDRE DE DALLE À DALLE OU PONTAGE MÉTALLIQUE EN ÉPOUSANT LA FORME DES ÉLÉMENTS STRUCTURAUX, S'ASSURER DE LA CONTINUITÉ ET DE L'INTÉGRITÉ DES CLOISONS AVEC DEGRÉ DE RÉSISTANCE AU FEU AU POURTOUR DE TOUS LES CONDUITS OU CANALISATIONS ÉLECTRIQUES OU MÉCANIQUES, (VOIR DEVIS - SECTION 078400 - PROTECTION COUPE-FEU ET PARE-FUMÉE).

NG.14 FOURNIR LES DESSINS D'ATELIER, TEL QUE PRESCRIT AU DEVIS POUR TOUS LES MATÉRIAUX DÉTAILLÉS SUR TOUTES LES FEUILLES DES DESSINS.

NG.15 CONTRÔLE DE LA POUSSIÈRE DE SILICE CRISTALLINE: L'ADJUDICATAIRE A LA RESPONSABILITÉ D'APPLIQUER LA MÉTHODE DE TRAVAIL APPROPRIÉE SELON LE LIEU, LE TYPE D'ÉQUIPEMENT PRÉSENT ET L'ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL. CETTE MÉTHODE DE TRAVAIL DOIT ÊTRE APPLIQUÉE DÈS QUE LES TRAVAUX IMPLIQUENT LA PRÉSENCE DE POUSSIÈRE DE SILICE CRISTALINE ET DOIT ÊTRE CONFORME AU RÈGLEMENT SUR LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL «RSST» ET PAR LE CODE DE SÉCURITÉ POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION «CSTC».

LÉGENDE D'ABRÉVIATIONS

AF-x	AFFICHE ET PLAQUE D'ALUMINIUM
AFD-x	AFFICHE DIGIPLUS (VOIR ÉLECTRIQUE)
AFL-x	AFFICHE LUMINEUSE (LUMIQUAI) (VOIR ÉLECTRIQUE)
AFN-x	AFFICHE NUMÉRIQUE (LUMIQUAI) (VOIR ÉLECTRIQUE)
AL	ALUMINIUM
BA-x	BANC
BB	BASE DE BÉTON (VOIR STRUCTURE)
BD-x	BANDEAU
BG	BARRIÈRE GUIDE
BR	BORNE DE RECHARGE
BS	BARRIÈRE DE SERVICE
CI	CABINET INCENDIE (VOIR MÉCANIQUE)
C.M.	CONTRE-MARCHE
CP	CONTREPLAQUÉ
DAT	DISTRIBUTRICE AUTOMATIQUE DE TITRES
DE	DISTRIBUTEUR D'EAU
DOC.	DOCUMENT (S)
D.P.	DRAIN DE PLANCHER (VOIR MÉCANIQUE)
DRF	DEGRÉ DE RÉSISTANCE AU FEU
℄	CENTRE LINÉAIRE
E.B.	EN BAS (DIRECTION)
E.H.	EN HAUT (DIRECTION)
EP.	ÉPAISSEUR
EPT.	ÉPAISSEUR TOTALE
EX.	EXISTANT
EXT.	EXTÉRIEUR
G1x	GRILLE DE VENTILATION AU PLANCHER
GALV.	GALVANISÉ
GGP-X	GRILLE GRATTE-PIEDS TYPE "X"
HT	HAUTEUR
HRS	HEURES
INT.	INTÉRIEUR
INV.	INVERSE
J.C.	JOINT DE CONTRÔLE
J.D.	JOINT DE DILATATION
J.F.	JOINT DE FINITION
LG	LONGUEUR
LIN.	LINÉAIRE
MET.	MÉTALLIQUE
MIR	MIROIR
MR-X	SYSTÈMES DE MURS RIDEAUX TYPE "X"
NS-ASC.X	NOTES SPÉCIFIQUES - ASCENSEURS, NUMÉRO "X"
NS-D.X	NOTES SPÉCIFIQUES - DÉMOLITION, NUMÉRO "X"
NS-C.X	NOTES SPÉCIFIQUES - CONSTRUCTION NUMÉRO "X"
NS-F.X	NOTES SPÉCIFIQUES - FINIS - REVÊTEMENTS NUMÉRO "X"
NS-P.X	NOTES SPÉCIFIQUES - PLAFOND REFLÉCHI / RETOMBÉE NUMÉRO "X"
NS-R.X	NOTES SPÉCIFIQUES - REHAUSSEMENT DES QUAIS NUMÉRO "X"
NU	NICHE D'URGENCE
NIV	NIVEAU
OA	OEUVRE-D'ART
O.B.	OUVERTURE BRUTE
PERS-X	PERSIENNE TYPE X
PL	POUBELLE
PB	PORTE BLANCHE
PH	POINT HAUT
PQ	PORTAILLON DE BOUT DE QUAI
PR	POTEAU DE RACCORD
PV	PORTILLON À VANTAUX
QTÉ	QUANTITÉ
R	RÉFRIGÉRATEUR
SIC	SAUF INDICATION CONTRAIRE
SIM	SIMILAIRE
SL-X	SUPPORT LUMINAIRE TYPE "X"
TEL	TÉLÉPHONE PUBLIC (HCI) PAR AUTRES, VOIR ÉLECTRIQUE
TA-X	TRAPPE (PORTE) D'ACCÈS TYPE "X"
TAB	TABLEAU
TE	TOURNIQUET D'ENTRÉE
TP	TRAPPE AU PLANCHER
TS	TOURNIQUET DE SORTIE
TYP	TYPIQUE
VAR	VARIABLE
VCF	VOLET COUPE-FEU
VX	VERRE TYPE "X"

LÉGENDE

SYMBOLES

- AXE EXISTANT
- NOUVEL AXE
- SYMBOLE DE NIVEAU
- SYMBOLE DE NIVEAU PONCTUEL - NIVEAU DU REVÊTEMENT DE PLANCHER FINI
- LES SURFACES (NOUVELLE AVEC CONTRAST, EXISTANTES) DOIVENT ÊTRE DE MÊME NIVEAU
- TYPE DE CLOISONS, MURS, TOITURES, BÂTIS, ETC., À DÉMOLIR. (SE RÉFÉRER À LA DESCRIPTION TYPE)
- TYPE DE CLOISONS, MURS, TOITURES, BÂTIS, ETC., À DÉMOLIR. (SE RÉFÉRER À LA DESCRIPTION TYPE)
- NUMÉRO DE PORTE (SE RÉFÉRER AU DEVIS ET AU BORDEREAU DES PORTES ET CADRES)
- SYMBOLE IDENTIFIANT LE TYPE DE FINI. (SE RÉFÉRER À LA LÉGENDE DES FINIS OU AU BORDEREAU DES FINIS)
- NOTE D'INTERVENTION
- TRIANGLE DE RÉVISION
- TRAVAUX EXÉCUTÉS PAR LA STM EN MANDAT INTERNE
- XXXXXX / XXXXX / XXXXX - NUMÉRO DE LOCAL - DESCRIPTION DU LOCAL - DESCRIPTION DU LOCAL
- NUMÉRO DE DÉTAIL / NUMÉRO GED / NUMÉRO DE FEUILLE — SYMBOLE DE RÉFÉRENCE POUR COUPE GÉNÉRALE (LONGITUDINALE OU TRANSVERSALE)
- NUMÉRO DE DÉTAIL / NUMÉRO GED / NUMÉRO DE FEUILLE — SYMBOLE DE RÉFÉRENCE POUR ÉLÉVATION
- NUMÉRO DE DÉTAIL / NUMÉRO GED / NUMÉRO DE FEUILLE — SYMBOLE DE RÉFÉRENCE POUR DÉTAIL

LÉGENDE

PLAN

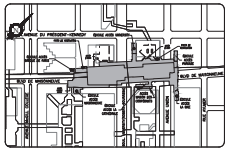
- COMPOSANTES EXISTANTES À CONSERVER
- COMPOSANTES EXISTANTES À DÉMOLIR OU CACHÉES
- NOUVELLES COMPOSANTES
- MUR DE BLOCS DE BÉTON (PLANCOUPE)
- BÉTON APPARENT (PLANCOUPE)
- NOUVELLE PORTE ET CADRE (SE RÉFÉRER AU BORDEREAU DES PORTES ET CADRES)
- PORTE ET CADRE EXISTANTS À CONSERVER
- PORTE ET CADRE EXISTANTS À DÉMOLIR - QUINCAILLERIE À RÉCUPÉRER À REMETTRE AU REPRÉSENTANT DÉSIGNÉ
- TÉLÉPHONE PUBLIC (VOIR DOCUMENTS TCPE ET ÉLECTRICITÉ)
- RÉCEPTACLE À REBUTS OU À RECYCLAGE
- ÉVIER PROFOND VOIR MÉCANIQUE
- BAC D'ENTRETIEN VOIR MÉCANIQUE
- LAVABO MURAL, ÉVIER OU FONTAINE VOIR MÉCANIQUE
- CHAUFFE-EAU VOIR MÉCANIQUE ET ÉLECTRIQUE
- TOILETTE AVEC RÉSERVOIR OU CUVETTE VOIR MÉCANIQUE
- TA- TRAPPE D'ACCÈS (PORTE) X: SPÉCIFICATIONS (VOIR SECTION DEVIS - 08 90 00)
- AC- ACCESSOIRE SANITAIRE XX: SPÉCIFICATIONS (VOIR SECTION DEVIS - 10 28 10)
- CE- CONSTRUCTION ENVELOPPE ET EXTÉRIEURE XX: NOTES INTERVENTIONS
- CI- CONSTRUCTION INTÉRIEURE (DIVERS) XX: NOTES INTERVENTIONS
- DI- DÉMOLITION INTÉRIEURE (DIVERS) XX: NOTES INTERVENTIONS
- DE- DÉMOLITION ENVELOPPE ET EXTÉRIEURE XX: NOTES INTERVENTIONS

LISTE DES DESSINS

No DE FEUILLE	No DE DESSIN	TITRE
0000	RS-PD-BA-AR-417-99-1S40-229518	LISTE DES DESSINS, LÉGENDES ET NOTES GÉNÉRALES (ARCHITECTURE)
0001	RS-PD-BA-AR-417-99-1S40-xxxxxx	LÉGENDES, NOTES SPÉCIFIQUES ET NOTES D'INTERVENTIONS (ARCHITECTURE)
0010	RS-PD-BA-AR-417-99-1S40-229520	TYPES DE CLOISONS ET MURS (ARCHITECTURE)
1100	RS-PD-BA-AR-417-99-1S40-229525	PLAN DE DÉMOLITION - NIVEAU DES QUAIS (ARCHITECTURE)
1101	RS-PD-BA-AR-417-99-1S40-229526	PLAN DE DÉMOLITION - NIVEAU MEZZANINE (ARCHITECTURE)
1102	RS-PD-BA-AR-417-99-1S40-229527	PLAN DE DÉMOLITION - NIVEAU ÉDICULE (ARCHITECTURE)
1110	RS-PD-BA-AR-417-99-1S40-229529	PLAN DE CONSTRUCTION - NIVEAU DES QUAIS (ARCHITECTURE)
1111	RS-PD-BA-AR-417-99-1S40-229530	PLAN DE CONSTRUCTION - NIVEAU MEZZANINE (ARCHITECTURE)
1112	RS-PD-BA-AR-417-99-1S40-229531	PLAN DE CONSTRUCTION - NIVEAU ÉDICULE (ARCHITECTURE)
1113	RS-PD-BA-AR-417-99-1S40-229532	PLAN DE CONSTRUCTION - NIVEAU APPENTIS (ARCHITECTURE)
1114	RS-PD-BA-AR-417-99-1S40-229533	PLAN DE CONSTRUCTION - NIVEAU TOITURE (ARCHITECTURE)
1300	RS-PD-BA-AR-417-99-1S40-251613	ÉLÉVATIONS ET COUPES - DÉMOLITION ET EXISTANT (ARCHITECTURE)
1301	RS-PD-BA-AR-417-99-1S40-251614	ÉLÉVATIONS ET COUPES - DÉMOLITION ET EXISTANT (ARCHITECTURE)
1310	RS-PD-BA-AR-417-99-1S40-229534	ÉLÉVATIONS ET COUPES - CONSTRUCTION (ARCHITECTURE)
1410	RS-PD-BA-AR-417-99-1S40-229535	COUPES GÉNÉRALES - AS1- CONSTRUCTION (ARCHITECTURE)
1411	RS-PD-BA-AR-417-99-1S40-229536	COUPES GÉNÉRALES - AS1- CONSTRUCTION (ARCHITECTURE)
1412	RS-PD-BA-AR-417-99-1S40-251615	COUPES GÉNÉRALES - AS1- CONSTRUCTION (ARCHITECTURE)
1413	RS-PD-BA-AR-417-99-1S40-229519	COUPES GÉNÉRALES - AS2- CONSTRUCTION (ARCHITECTURE)
1900	RS-PD-BA-AR-417-99-1S40-257680	BORDEREAU DES PORTES, CADRES ET DÉTAILS (ARCHITECTURE)

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
08 JAN. 2019
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET SERVICES AUX ENTREPRISES

Plan clé:



Notes:

1.L'Adjudicataire doit vérifier toutes les dimensions sur place et est tenu d'aviser le Représentant désigné de toute omission.

CE DOCUMENT NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉ À DES FINS DE CONSTRUCTION

no / rév.	description

plans en référence

no:	date:	description:	Vérifié:	Approuvé:
0C	2018-12-12	Émis pour demande de permis, 29 21 01 C07		
0B	2018-08-21	Émis pour RFC-RC03, 29 21 01 C07		
0A	2018-05-02	Émis pour RC4, 29 21 01 C07		

révisions

Émetteur:

BUREAU DE PROJETS ÉQUIPEMENTS FIXES-MÉTRO

Sceau:

Ordre des architectes du Québec — 2018-12-14

Client:

stm

Localisation:

LIGNE 1
1S40 McGill

Titre du projet:

PROGRAMME ACCESSIBILITÉ

Titre du contrat:

Construction des infrastructures McGill

Titre du dessin:

Liste des dessins, légendes et notes générales (Architecture)

Préparé par:	Approbation administrative:
Brigitte St-Pierre, arch.	Jimmy Rheault, ing.
Dessiné par:	Vérifié par:
Sammy Camacho, tech	Patrice Monfette, arch.
Date:	Échelle:
2018-05-02	Indiquée
Dimension:	mm

Numéro du plan: RS-PD-BA-AR-417-99-1S40-229518 — 10/28

Numéro du projet: 29 21 01 | Référence STM: STM-9999-99-99-99 | Feuille: 0000

CE DOCUMENT DEMEURE LA PROPRIÉTÉ DE LA STM ET PROTÉGÉ PAR LA LOI SUR LE DROIT D'AUTEUR. IL NE PEUT ÊTRE UTILISÉ, EN TOTALITÉ OU EN PARTIE, SANS L'AUTORISATION ÉCRITE DE LA STM
REPRODUCTION OU ADAPTATION, PARTIELLE OU TOTALE, EST STRICTEMENT PROHIBÉE

FORMAT A1L 594 x 841

NOTES GÉNÉRALES

NOTES GÉNÉRALES QUI S'APPLIQUENT À L'ENSEMBLE DES TRAVAUX INDIQUÉS SUR LES DESSINS, SE RÉFÉRER AUX NOTES GÉNÉRALES NG.1 À NG.15 INCLUSIVEMENT SUR LA FEUILLE 0000.

NOTES SPÉCIFIQUES - DÉMOLITION

NS-D.1 EXIGENCES DU DEVIS POUR LA DÉMOLITION
LES TRAVAUX DE DÉMOLITION SERONT FAITS SELON LES EXIGENCES DU DEVIS DE LA SECTION 017419 - GESTION ET ÉLIMINATION DES MATÉRIAUX DE REBUTS DE CONSTRUCTION / DÉMOLITION.

NS-D.2 AVANT DE PROCÉDER AUX TRAVAUX DE DÉMOLITION
- CONSULTER L'ÉTENDUE DES TRAVAUX INDIQUÉE DANS LES DOCUMENTS DES AUTRES DISCIPLINES, STRUCTURE, MÉCANIQUE, MÉCANIQUE ASCENSEUR, ÉLECTRIQUE, TCPE ET CONTRÔLE AINSI QUE LE DÉMANTÈLEMENT, LE REMPLACEMENT OU L'AJOUT DE LA SIGNALÉTIQUE SÈCHE ET/OU LUMINEUSE.

NS-D.3 TOUS LES REVÊTEMENTS PLANCHERS, MURAUX, PLAFONDS ET MAÇONNERIES DE BRIQUES EXISTANTS À CONSERVER:
- NE PAS FIXER LES SERVICES TEMPORAIRES SUR LES REVÊTEMENTS EXISTANTS AFIN DE NE PAS ENDOMMAGER LES FINIS.
- AVANT DE PROCÉDER À LA FIXATION DES SERVICES TEMPORAIRES SUR LES REVÊTEMENTS, SOUMETTRE LA MÉTHODE DE FIXATIONS ET D'ANCRAGES AU REPRÉSENTANT DÉSIGNÉ AFIN D'OBTENIR L'APPROBATION DE PROCÉDER.
- À RAGRÉER ET À RÉPARER LES SURFACES ENDOMMAGÉES, INCLUANT LES JOINTS DE MORTIER, DE COULIS, LES BRIQUES, LES BRIQUETTES (CÉRAMIQUE MURALE), LA PIERRE, LES SURFACES DE BÉTON PEINT OU FINIES EN CRÉPI, ETC., APPAREILLER LES MATÉRIAUX DE RÉPARATION TELS QUE CEUX EXISTANTS ADJACENTS.

NS-D.4 TRAVAUX MONTRÉS OU NON MONTRÉS AUX DESSINS
POUR TOUS LES APPAREILS, ÉQUIPEMENTS ET SYSTÈMES DE MÉCANIQUE, MÉCANIQUE ASCENSEUR, ÉLECTRIQUE, TCPE, CONTRÔLE, SIGNALÉTIQUE ET AUTRES À FOURNIR ET À INSTALLER ET/OU À RACCORDER, EXÉCUTER LE RAGRÉAGE POUR TOUTES LES ZONES TOUCHÉES PAR LES TRAVAUX DE DÉMOLITION ET DE CONSTRUCTION.

NS-D.5 DÉMANTÈLEMENT DE LA MAÇONNERIE DE BRIQUES ET RÉCUPÉRATION DE LA BRIQUE - RÉFECTION DE JOINTS DE MORTIER
- POUR TOUTES LES ZONES OÙ LA MAÇONNERIE DE BRIQUES EST À DÉMANTELER ET À RÉCUPÉRER, LES JOINTS DE MORTIER EXISTANTS ADJACENTS À LA ZONE À DÉMANTELER DOIVENT ÊTRE REFAITS. LA ZONE DE RÉFECTION EST DÉLIMITÉE PAR LES SURFACES ADJACENTES À LA MAÇONNERIE ENDOMMAGÉE PAR LE DÉMANTÈLEMENT.
- LA RÉFECTION DOIT INCLURE UNE SURFACE COMPLÈTE DE MUR, SOIT DE MUR À MUR (COIN À COIN OU AU CHANGEMENT DE DIRECTION) ET DE PLANCHER AU PLAFOND OU À LA DALLE STRUCTURALE DU PLAFOND (TOIT).

NS-D.6 DE FAÇON GÉNÉRALE, DÉMOLIR DE FAÇON NON LIMITATIVE LES ÉLÉMENTS ICI- BAS MENTIONNÉ ET EXÉCUTER TOUT TRAVAIL SUPPLÉMENTAIRE DE DÉMOLITION, INDIQUÉ OU NON ET REQUIS PAR LA NATURE DES TRAVAUX DE RÉAMÉNAGEMENT ET D'AGRANDISSEMENT À RÉALISER :

- DÉMOLITION DE FINIS DE PLANCHER ET DE PLINTHES, EXÉCUTION DE TRANCHÉES JUSQU'À LA DALLE STRUCTURALE AINSI QUE LA DÉMOLITION PONCTUELLE DE FINIS MURAUX, POUR LE PASSAGE DE CONDUITS DANS LE MUR ET DANS LE PLANCHER ENTRE LA PIERRE DE QUAIS ET LE MUR;
- DÉMOLITION PARTIELLE ET SOIGNEUSE DE FINIS DE PLANCHERS ET DE PLINTHES POUR LE PASSAGE DE CANALISATIONS DE DRAINAGE ET DES CONDUITS ET SERVICES D'ÉLECTRICITÉ, DE CONTRÔLE OU DE TÉLÉCOM;
- SIGNALÉTIQUE SÈCHE, ENLÈVEMENT DES PELLICULES AUTOCOLLANTES SIGNALÉTIQUES SUR LES ÉQUIPEMENTS DE PERCEPTION, LES PORTES PAPILLONS, LES MURS, ETC. POUR L'ENSEMBLE DE LA STATION, SELON LES DESSINS, LES INDICATIONS ET LES PRESCRIPTIONS DES DOCUMENTS DE LA SIGNALÉTIQUE (SECTIONS DE DEVIS, DESSINS DES SÉRIES 9500, 9600, 9700 ET ANNEXES A, B ET C);
- DÉMOLITION ET DÉMANTÈLEMENT D'ACCESSOIRES, DE FIXATIONS OU D'ANCRAGES POUR LE REMPLACEMENT DES COMPOSANTES DE LA SIGNALÉTIQUE, Y INCLUANT LA MANUTENTION ET L'ENTREPOSAGE;
- DÉMOLITION D'ÉLÉMENTS EN ACIER DE SUPPORTS DE LUMINAIRES (MURAUX OU AUX PLAFONDS);
- À TOUS LES NIVEAUX, EXÉCUTION DE TOUTES LES OUVERTURES ET LES PERCÉES DANS LES MURS, PLANCHERS, PLAFONDS OU DALLE DE TOIT TERRASSE (1981 McGILL COLLEGE), NÉCESSAIRES AUX TRAVAUX DE TOUS LES AUTRES CORPS DE MÉTIERS ET EN COORDINATION AVEC LES DESSINS DE DÉMOLITION OU DE CONSTRUCTION DES AUTRES DISCIPLINES;
- OBTURATION DE TOUTES LES OUVERTURES LAISSÉES PAR LE PASSAGE D'ANCIENS CONDUITS, SOIT MÉCANIQUE, PLOMBERIE, ÉLECTRICITÉ OU AUTRES. UTILISER DES MATÉRIAUX SIMILAIRES AUX SURFACES EXISTANTES ET/OU SE RÉFÉRER AU DEVIS À LA SECTION 078400 - PROTECTION COUPE-FEU ET PARE-FUMÉE;
- TOUTE AUTRE EXÉCUTION DE DÉMOLITION NÉCESSAIRE À L'EXÉCUTION COMPLÈTE DES TRAVAUX REQUIS;
- L'ABSENCE D'INDICATIONS PARTICULIÈRES NE SIGNIFIE PAS QUE DES TRAVAUX DE DÉMOLITION NE SOIENT PAS REQUIS.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
08 JAN. 2019
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET SERVICES AUX ENTREPRISES

CE DOCUMENT D'INGÉNIERIE EST LA PROPRIÉTÉ DE LA STM ET PROTÉGÉ PAR LA LOI. IL EST DESTINÉ EXCLUSIVEMENT AUX FINS QUI Y SONT MENTIONNÉES. TOUTE REPRODUCTION OU ADAPTATION, PARTIELLE OU TOTALE, EST STRICTEMENT PROHIBÉE SANS AVOIR OBTENU AU PRÉALABLE L'AUTORISATION ÉCRITE DE LA STM.

FORMAT:A1A, 2016-09

Numéro du plan: RS-PD-BA-AR-417-99-1S40-xxxxxx
Révision: 0B

LÉGENDE - ÉLÉVATION

M-X	M: MUR D'ENVELOPPE X: SPÉCIFICATIONS (VOIR BORDEREAU D'ENVELOPPE ET DÉTAILS)
PER-X	PER: PERSIENNE X: SPÉCIFICATIONS (VOIR DEVIS)
IMP	PAROI À RECOUVRIR D'UN SYSTÈME D'IMPERMÉABILISATION (VOIR DOCUMENTS STRUCTURE)
	REVÊTEMENT D'ALUMINIUM
	REVÊTEMENT D'ACIER (TRAITEMENT PASSIVATION)
	BÉTON APPARENT
	MUR DE BLOCS DE BÉTON
	SOL NON RAMANIÉ (ROC)
L.S.	LINTEAU STRUCTURAL EN ACIER GALVANISÉ (VOIR DOCUMENTS STRUCTURE)
L.L.	LINTEAU LIBRE EN ACIER GALVANISÉ, À PEINDRE (FOURNI PAR STRUCTURE)
J.D.	JOINT DE DILATION

ABRÉVIATIONS DIVERSES:

C.AL.1	COURONNEMENT EN PLAQUE D'ALUMINIUM 3.2mm, ANODISÉ CLAIR
S.AL.1	SOLIN D'ALUMINIUM DE CAL. 20, PRÉPEINT DE COULEUR S'APPARENTANT AU MUR RIDEAU
S.AL.2	SOLIN D'ALUMINIUM DE CAL. 20, PRÉPEINT DE COULEUR S'APPARENTANT AUX PERSIENNES
S.AC.1	SOLIN D'ACIER GALVANISÉ ET PRÉPEINT DE CAL. 24, DE COULEUR AU CHOIX DE L'ARCHITECTE
S.AC.2	SOLIN D'ACIER GALVANISÉ ET PRÉPEINT DE CAL. 24, DE COULEUR TELLE QUE LES SOLINS EXISTANTS
AL.	PLAQUE D'ALUMINIUM ANODISÉ (VOIR DÉTAILS)
A.P.	ACIER PEINT (PORTE ET CADRE)
J.S.S.	JOINT DE SILICONE STRUCTURAL
O.B.	OUVERTURE BRUTE

BORDEREAUX D'ENVELOPPE

(SPÉCIFICATIONS, VOIR DEVIS)

M-1 REVÊTEMENT D'ALUMINIUM

-REVÊTEMENT EN PLAQUES D'ALUMINIUM 3,2mm (EN ALUM. ANODISÉ CLAIR) SUR SYSTÈME D'ATTACHE INTÉGRÉ ET DISSIMULÉ
-BARRES EN "Z" FORMÉES DE DEUX "L" AJUSTABLES EN ACIER GALV. (FORMANT ESPACE D'AIR)
-ISOLANT SEMI-RIGIDE EN PANNEAUX DE FIBRES 100mm
-MEMBRANE PARE-AIR/VAPEUR THERMOFUSIBLE
-MUR DE BLOC DE BÉTON 190mm TYPE 1 (VOIR DEVIS)

M-2 REVÊTEMENT D'ACIER INOXYDABLE

-REVÊTEMENT EN PLAQUES D'ACIER INOXYDABLE 3,2mm SUR SYSTÈME D'ATTACHE INTÉGRÉ ET DISSIMULÉ
-BARRES EN "Z" FORMÉES DE DEUX "L" AJUSTABLES EN ACIER GALV. (FORMANT ESPACE D'AIR)
-ISOLANT SEMI-RIGIDE EN PANNEAUX DE FIBRES 100mm
-MEMBRANE PARE-AIR/VAPEUR THERMOFUSIBLE
-PANNEAUX DE SUPPORT EN BÉTON 13mm
-COLOMBAGES MÉTALLIQUES PORTEURS GALVANISÉS (CAL.18 min.) 152mm

T-1 TOITURE

-MEMBRANE ÉLASTOMÈRE THERMOFUSIBLE
-PANNEAU DE SUPPORT EN FIBRES À FACE SOUDABLE
-ISOLANT DE POLYISOCYANURATE
-ISOLANT DE PENTE EN POLYSTYRÈNE EXPANSÉ AVEC FIBRE DE BOIS LAMINÉE EN USINE (min.) 19mm D'ÉP. MIN.
-MEMBRANE PARE-VAPEUR EN BITUME MODIFIÉ AUX SBS
-DALLE DE BÉTON (VOIR DOCUMENTS STRUCTURE)

* CE TYPE DE TOITURE PEUT COMPORTER DES CONTREPENTES VERS LES DRAINS EN ISOLANT DE POLYSTYRÈNE EXPANSÉ AVEC FIBRE DE BOIS LAMINÉE EN USINE, 19mm D'ÉPAISSEUR MIN. AU DRAIN. VOIR PLANS DES TOITURES ET DÉTAILS POUR EMPLACEMENT.

S-1 SOFFITE

-STRUCTURE D'ACIER GALVANISÉ (VOIR DOCUMENTS STRUCTURE) REMPLIR LES CAVITÉ ENTRE LES ÉLÉMENTS D'ACIER D'ISOLANTS EN NATTES DE FIBRE MINÉRALE.
-COLOMBAGES D'ACIER ENTRE LA STRUCTURE D'ACIER
-PANNEAUX DE SUPPORT EN BÉTON LÉGER 13mm
-MEMBRANE PARE-AIR/VAPEUR AUTOCOLLANTE
-REVÊTEMENT EN PLAQUES D'ACIER INOXYDABLE 3,2mm SUR SYSTÈME D'ATTACHE INTÉGRÉ ET DISSIMULÉ

PA-1 PARAPET

-REVÊTEMENT EN PLAQUES D'ALUMINIUM 3,2mm (EN ALUM. ANODISÉ CLAIR) SUR SYSTÈME D'ATTACHE INTÉGRÉ ET DISSIMULÉ
-BARRES EN "Z" FORMÉES DE DEUX "L" AJUSTABLES EN ACIER GALV. (FORMANT ESPACE D'AIR)
-ISOLANT SEMI-RIGIDE EN PANNEAUX DE FIBRES 100mm
-MEMBRANE PARE-AIR/VAPEUR THERMOFUSIBLE
-PANNEAUX DE SUPPORT EN BÉTON LÉGER 13mm
-COLOMBAGES MÉTALLIQUES PORTEURS GALVANISÉS (CAL.18 min.) 152mm
-REMPLISSAGE D'ISOLANT EN NATTES DE FIBRE MINÉRALE
-PANNEAUX DE BÉTON LÉGER 13mm
-MEMBRANE ÉLASTOMÈRE THERMOFUSIBLE

PA-2 PARAPET

-BÉTON (VOIR DOCUMENTS DE STRUCTURE)
-MEMBRANE PARE-AIR/VAPEUR THERMOFUSIBLE
-ESPACE VARIABLE (REMPLI D'ISOLANT EN FIBRE MINÉRALE EN NATTES)
-COLOMBAGES MÉTALLIQUES PORTEURS GALVANISÉS (CAL.18 min.) 152mm
-REMPLISSAGE D'ISOLANT EN NATTES DE FIBRE MINÉRALE
-PANNEAUX DE BÉTON LÉGER 13mm
-MEMBRANE ÉLASTOMÈRE THERMOFUSIBLE

PA-3 PARAPET

-PANNEAUX DE BÉTON LÉGER 13mm
-COLOMBAGES MÉTALLIQUES PORTEURS GALVANISÉS (CAL.18 min.) 152mm
-REMPLISSAGE D'ISOLANT EN NATTES DE FIBRE MINÉRALE
-PANNEAUX DE BÉTON LÉGER 13mm
-MEMBRANE ÉLASTOMÈRE THERMOFUSIBLE

NOTES GÉNÉRALES

NOTES GÉNÉRALES QUI S'APPLIQUENT À L'ENSEMBLE DES TRAVAUX INDIQUÉS SUR LES DESSINS, SE RÉFÉRER AUX NOTES GÉNÉRALES NG.1 À NG.15 INCLUSIVEMENT SUR LA FEUILLE 0000.

NOTES SPÉCIFIQUES - TOITURE

NS-T.1 CLOISONS TEMPORAIRES:
- EXÉCUTER DES RÉPARATIONS AUX SURFACES ENDOMMAGÉES PAR L'ENLÈVEMENT DES CLOISONS TEMPORAIRES.

NS-T.2 SÉPARATION AVEC RÉSISTANCE AU FEU:
- LA TRAVERSÉE DE TOUT ÉLÉMENT AYANT UN DEGRÉ DE RÉSISTANCE AU FEU DOIT ÊTRE SCELLÉE SUR SON PÉRIMÈTRE (CONDUIT, TUYAUX, ETC.) À L'AIDE D'ENSEMBLE COUPE-FEU/PARE FUMÉE HOMOLOGUÉ ET PROPRE À L'USAGE (VOIR DEVIS - SECTION 078400 - PROTECTION COUPE-FEU ET PARE-FUMÉE AINSI QUE LES SPÉCIFICATIONS POUR LES BARRIÈRES COUPE-FEU À LA SECTION 079513 - COUVRE-JOINTS POUR JOINTS DE DILATATION.
- LES OUVERTURES À OBTURER, À CONDAMNER DANS LA DALLE EN BÉTON (EXISTANTE OU NOUVELLE), MURS (EXISTANTS OU NOUVEAUX) OU ASSEMBLAGE DE BÉTON/PONTAGE MÉTALLIQUE DOIVENT-ÊTRE BOUCHÉES À L'AIDE D'ENSEMBLE COUPE-FEU/PARE FUMÉE HOMOLOGUÉ ET PROPRE À L'USAGE.
- INTÉGRITÉ AU FEU DE LA STRUCTURE EXISTANTE DOIT ÊTRE MAINTENUE, LORS DES TRAVAUX DE DÉMOLITION OU DE CONSTRUCTION, SI LA PROTECTION AU FEU DE LA STRUCTURE (POUTRE, COLONNE ET DALLE) EST ENDOMMAGÉE, ELLE DOIT ÊTRE RÉPARÉE.

NS-T.3 LES PLANS ET DÉTAILS DE TOITURE DOIVENT ÊTRE CONSULTÉS EN COMPLÉMENTARITÉ AVEC LES COUPES GÉNÉRALES, LES PLANS DE FINIS ET LES ÉLÉVATIONS AINSI QUE TOUT AUTRE PLAN. L'ABSENCE D'INDICATIONS SUR UNE FEUILLE NE SIGNIFIE DONC PAS L'ABSENCE D'UN ÉLÉMENT DE FINITION, D'UN MATÉRIAU OU D'UN SYSTÈME.

NS-T.4 L'ADJUDICATAIRE DEVRA PRENDRE TOUTES LES MESURES AU CHANTIER AVANT DE PROCÉDER AUX TRAVAUX DE TOITURE.

NS-T.5 BASSINS DE TOITURE (EXISTANTS MODIFIÉS OU NOUVEAUX):
- SAUF INDICATION CONTRAIRE, TOUS LES BASSINS DEVRONT AVOIR UNE PENTE MINIMUM DE 2% À LA SURFACE DE LA MEMBRANE. PRÉVOIR L'ISOLANT POUR UNE PENTE MINIMUM DE 2% EN FONCTION DES ENDROITS LES PLUS RESTRICTIFS.
- FOURNIR ET INSTALLER L'ISOLANT POUR LES CONTRE-PENTES AINSI QUE L'ISOLANT DE PENTE NÉCESSAIRE POUR RE-DIRIGER L'EAU VERS LES DRAINS. FOURNIR DES DESSINS D'ATELIER DÉTAILLÉS DES BASSINS.

NS-T.6 ÉTANCHÉISATION ET IMPERBÉABILITATION:
- L'ADJUDICATAIRE EST RESPONSABLE D'ASSURER EN TOUT TEMPS L'ÉTANCHÉITÉ DU BÂTIMENT (NOUVEAU ET EXISTANT) POUR TOUTE LA DURÉE DES TRAVAUX. TOUS DOMMAGES OCCASIONNÉS PAR DES INFILTRATIONS D'EAU SERONT RÉPARÉS AUX FRAIS DE L'ADJUDICATAIRE.

NS-T.7 ENTREPOSAGE:
- POUR L'ENTREPOSAGE DE MATÉRIAUX ET POUR L'ENSEMBLE DE SES TRAVAUX, L'ADJUDICATAIRE EST RESPONSABLE DE PROTÉGER ADÉQUATEMENT AVEC DES CONTREPLAQUÉS (TRAITÉS SOUS PRESSION ET IGNIFUGÉS) LES TOITURES QUI AURONT DÉJÀ ÉTÉ RÉALISÉES. TOUS LES DOMMAGES RELIÉS À CELLES-CI DEVRONT ÊTRE RÉPARÉS AUX FRAIS DE L'ADJUDICATAIRE.

NS-T.8 UNE MEMBRANE SACRIFICE DOIT ÊTRE SOUDÉE SOUS CHAQUE TAPIS DE CAOUTCHOUC OU BANDE D'ISOLANT RIGIDE POUR ASSISES DES ÉQUIPEMENTS.

LÉGENDE - TOITURE

TT-XXXX	NOM DE BASSIN DE TOITTURE
	SOLINAGES MÉTALLIQUES (VOIR ÉLÉVATIONS ET DÉTAILS POUR TYPES)
PA-X	PA: PARAPET DE TOITURE X: SPÉCIFICATIONS (VOIR BORDEREAU D'ENVELOPPE ET DÉTAILS)
	TOITURES À MEMBRANE ÉLASTOMERE (MEMBRANE DE TYPE, VOIR BORDEREAU D'ENVELOPPE ET DÉTAILS)
	ZONES (NON EXHAUSTIVES) DE TOITURES OÙ DES CONTREPENTES DOIVENT ÊTRE CRÉÉES À L'AIDE D'ISOLANT DE PENTE POUR ASSURER LE PARFAIT ÉCOULEMENT DE L'EAU VERS LES DRAINS DE TOIT
D.T.	DRAIN DE TOITURE
ÉV.T.	ÉVENT DE TOITURE PRÉFABRIQUÉ (ISOLÉ)
TA-X	TA: TRAPPE D'ACCÈS (PORTE) DE TOITURE X: SPÉCIFICATIONS (VOIR SECTION DEVIS - 08 90 00)
PENTE 2%	SENS DE LA PENTE TOITURE
	CABANON D'ALUMINIUM (VOIR DOCUMENTS MÉCANIQUE) SUR BÂTI ÉTANCHE (VOIR DÉTAIL)

LÉGENDE - TYPE DE SYSTÈMES DE MURS RIDEAUX

(SPÉCIFICATIONS, VOIR DEVIS)

MR-1 — MR-1, NOUVEAUX SYSTÈMES DE MURS RIDEAUX EXTÉRIEURS
- À FOURNIR ET À INSTALLER POUR LES PAROIS VITRÉES EXTÉRIEURES;
- AVEC VITRAGE DE TYPE V1, PANNEAUX DE VERRE ISOLANT ET SCELLÉS.

MR-1a — MR-1a, NOUVEAUX SYSTÈMES DE MURS RIDEAUX EXTÉRIEURS
- À FOURNIR ET À INSTALLER POUR L'ENVELOPPE EXTÉRIEURE;
- AVEC PANNEAUX DE TYMPANS ISOLÉS FINIS AVEC REVÊTEMENT EN PANNEAUX D'ALUMINIUM.

MR-2 — MR-2, NOUVEAUX SYSTÈMES DE MURS RIDEAUX INTÉRIEURS
- À FOURNIR ET À INSTALLER POUR LES PAROIS VITRÉES DES PUITS DES ASCENSEURS AS01 ET AS02 AVEC ATTACHES LATÉRALES POUR MENEAUX;
- AVEC VITRAGE DE TYPE V2, PANNEAUX EN VERRE LAMINÉ.

LÉGENDE - TYPES DE VERRES (SPÉCIFICATIONS, VOIR DEVIS)

V1	PANNEAUX EN VERRE ISOLANT ET SCELLÉS
V2	PANNEAUX EN VERRE LAMINÉ
V3	PANNEAUX EN VERRE LAMINÉ AVEC SABOTS
V4	PANNEAUX EN VERRE LAMINÉ ET COLORÉ OPAQUE
PE	APPLIQUER UNE PELLICULE DE PROTECTION ANTI-GRAFFITIS À L'EXTÉRIEUR SEULEMENT
PEI	APPLIQUER UNE PELLICULE DE PROTECTION ANTI-GRAFFITIS À L'EXTÉRIEUR ET À L'INTÉRIEUR

NOTES GÉNÉRALES

NOTES GÉNÉRALES QUI S'APPLIQUENT À L'ENSEMBLE DES TRAVAUX INDIQUÉS SUR LES DESSINS, SE RÉFÉRER AUX NOTES GÉNÉRALES NG.1 À NG.15 INCLUSIVEMENT SUR LA FEUILLE 0000.

NOTES SPÉCIFIQUES - PLAFOND RÉFLÉCHI / RETOMBÉE

NS-P.1 CLOISONS TEMPORAIRES
- EXÉCUTER LES RÉPARATIONS AUX SURFACES ENDOMMAGÉES PAR L'ENLÈVEMENT DES CLOISONS TEMPORAIRES. SAUF INDICATION CONTRAIRE, À RÉPARER TEL QUE L'EXISTANT, SOIT MÊME MATÉRIAU, MOTIF, FINI ET COULEUR.

NS-P.2 TRAVAUX MONTRÉS OU NON MONTRÉS AUX DESSINS
- POUR TOUS LES APPAREILS ET SYSTÈMES DE MÉCANIQUE, MÉCANIQUE ASCENSEUR, ÉLECTRIQUE, TCPE, CONTRÔLE ET AUTRES À FOURNIR ET À INSTALLER ET/OU À RACCORDER, EXÉCUTER LE RAGRÉAGE POUR TOUTES LES ZONES TOUCHÉES PAR LES TRAVAUX DE DÉMOLITION ET DE CONSTRUCTION.
- SAUF INDICATION CONTRAIRE, À APPAREILLER LES SURFACES FINIES TELLES QUE LES SURFACES ADJACENTES.

NS-P.3 DÉMOLITION DU PLAFOND SUSPENDU OU RETOMBÉE FINIS EN CRÉPI EXISTANTS
- AVANT DE PROCÉDER À LA COUPE DES COMPOSANTES DU PLAFOND, À FOURNIR ET À INSTALLER ÉTAIEMENTS TEMPORAIRES POUR SUPPORTER LE PLAFOND ET/OU RETOMBÉE EXISTANTS ADJACENTS À CONSERVER ET À RAGRÉER.

NS-P.4 RAGRÉAGE ET APPAREILLAGE DES SURFACES EXISTANTES CONSERVÉES
- POUR TOUTES LES OUVERTURES PONCTUELLES EXÉCUTÉES POUR LES TRAVAUX DE TOUS LES APPAREILS, ÉQUIPEMENTS ET SYSTÈMES DE MÉCANIQUE, MÉCANIQUE ASCENSEUR, ÉLECTRIQUE, TCPE, CONTRÔLE ET AUTRES EXISTANTS ET/OU NOUVEAUX À RAGRÉER ET À APPAREILLER LES SURFACES AVEC LA FOURNITURE ET L'INSTALLATION DU NOUVEL ENDUIT ACRYLIQUE (MOTIF ET TEXTURE) SIMILAIRE À L'EXISTANT ADJACENT, SAUF INDICATION CONTRAIRE.
- PEINDRE TOUTES LES SURFACES TOUCHÉES (EXISTANTES OU NOUVELLES) PAR LES TRAVAUX DE DÉMOLITION ET DE CONSTRUCTION. POUR L'IDENTIFICATION DES FINIS, SE RÉFÉRER AUX FEUILLES DE LA SÉRIE 1710 - LA LÉGENDE DES FINIS .

NS-P.5 QUANTITÉ SUPPLÉMENTAIRE - FINIS DE PLAFONDS
- PRÉVOIR EN PLUS DE CE QUI EST INDIQUÉ AUX PLANS, LA FOURNITURE ET L'INSTALLATION DE 10m2 SUPPLÉMENTAIRES DE TOUS LES FINIS DE PLAFONDS SPÉCIFIÉS AINSI QUE TOUS LES COMPOSANTES, SYSTÈMES DE SUSPENSION ET ÉLÉMENTS DE FIXATIONS À FOURNIR ET À INSTALLER.

LÉGENDE - PLAFOND

X-XXX — VOIR TYPES D'INSTALLATION / VOIR TYPES D'INTERVENTIONS

TYPES D'INSTALLATION	TYPES D'INTERVENTIONS
L - LUMINAIRE EN SURFACE	EE - EXISTANT À ENLEVER
LS - LUMINAIRE SUSPENDU	EC - EXISTANT À CONSERVER
LM - LUMINAIRE MURAL	EAD - EXISTANT À DÉPLACER
LE - LUMINAIRE ENCASTRÉ	ED - EXISTANT DÉPLACÉ
	ER - EXISTANT RÉCUPÉRÉ ET RELOCALISÉ
	N - NOUVEAU

NOTE POUR PLAFOND :
CETTE LÉGENDE EST À TITRE INDICATIF ET NE CONSTITUE PAS LES SPÉCIFICATIONS DE L'ÉCLAIRAGE NI DES ÉQUIPEMENTS MAIS SERT SEULEMENT AU POSITIONNEMENT DE CERTAINS ÉQUIPEMENTS, POUR L'ARCHITECTURE. SE RÉFÉRER À LA DISCIPLINE CONCERNÉE.

X-XXX	LUMINAIRE EXISTANT - VOIR ÉLECTRICITÉ
X-XX	LUMINAIRE EXISTANT AVEC ENSEIGNE INTÉGRÉE VOIR ÉLECTRICITÉ
X-XX	LUMINAIRE EXISTANT - TUBE FLUORESCENT VOIR ÉLECTRICITÉ
X-N	NOUVEAU LUMINAIRE - VOIR ÉLECTRICITÉ
X-N 150mm	NOUVEAU LUMINAIRE 150mm DE HAUT, VOIR ÉLECTRICITÉ
X-N	NOUVEAU LUMINAIRE 200mm DE HAUT, AVEC ENSEIGNE INTÉGRÉE VOIR ÉLECTRICITÉ
X-N	NOUVEAU LUMINAIRE - TUBE FLUORESCENT VOIR ÉLECTRICITÉ
	NOUVELLE BANDE DE LUMINAIRE AU DEL POUR ÉCLAIRAGE ARCHITECTURAL, VOIR ÉLECTRICITÉ.
X-N	NOUVEAU LUMINAIRE ROND - VOIR ÉLECTRICITÉ
H	HAUT-PARLEUR - VOIR TCPE
A	ANTENNE - VOIR TCPE
C	CAMÉRA - VOIR TCPE
TA-X	TA-: NOUVELLE TRAPPE D'ACCÈS (PORTE) ENCASTRÉE, DANS LE PLAFOND RÉFLÉCHI, MODÈLE DISSIMULÉE X: SPÉCIFICATIONS (VOIR DEVIS - 08 90 00)
GA	NOUVELLE GRILLE D'AMENÉE D'AIR - VOIR MÉCANIQUE

TYPES DE PLAFOND:

PLF1 — PLAFOND OU RETOMBÉE EN ENDUIT DE CRÉPI (VOIR DEVIS ET DÉTAILS)
- ENDUIT DE CRÉPI (VOIR DEVIS);
- PANNEAU DE BÉTON LÉGER 16mm D'ÉP.;
- SYSTÈME DE COLOMBAGES OU;
- SYSTÈME DE SUSPENSION POUR PANNEAUX (VOIR DEVIS).

PLF2 — SOUFFLAGE FINI EN ENDUIT DE CRÉPI (VOIR DEVIS ET DÉTAILS)
- ENDUIT DE CRÉPI (VOIR DEVIS);
- PANNEAU DE BÉTON LÉGER 16mm D'ÉP.;
- FOURRURES MÉTALLIQUES 22mm @ 400mm C/C MAX. (VOIR DEVIS)

PLF3 — PLAFOND EN ENDUIT DE CRÉPI (VOIR DEVIS)
- ENDUIT DE CRÉPI INSTALLÉ DIRECTEMENT SUR LE BÉTON APPRÊTÉ SELON LES RECOMMANDATIONS DU FABRICANT (VOIR DEVIS).

PLF4 — BÉTON
- BÉTON APPARENT FINI POLI, (VOIR DEVIS ET VOIR STRUCTURE POUR COFFRAGE SPÉCIAL). RESPECTER LE PLAN DE COFFRAGE SUR LES DESSINS D'ARCHITECTURE ET/OU DE STRUCTURE. (VOIR AUSSI DESCRIPTION BA1, LÉGENDE DES FINIS.)

PLF5 — PLAFOND SUSPENDU OU RETOMBÉE À PANNEAUX MÉTALLIQUES NON PERFORÉS (VOIR DÉTAILS TYPE-TUILES ET SYSTÈMES, *FEUILLE 1819*)
- PLAFOND À CARREAUX D'ALUMINUM NON PREFORÉS ET PEINTS;
- SYSTÈME DE SUSPENTES EN COLOMBAGES MÉTALLIQUES;
- VOIR DÉTAILS POUR DIMENSIONS, TYPES DE PANNEAUX, ASSEMBLAGES ET MÉTHODE DE SUSPENSION.

PLF6 — PLAFOND SUSPENDU À PANNEAUX MÉTALLIQUES PERFORÉS (VOIR DÉTAILS TYPE-TUILES ET SYSTÈMES, *FEUILLE 1819*)
- PLAFOND À CARREAUX D'ALUMINUM PREFORÉS ET PEINTS;
- SYSTÈME DE SUSPENTES EN COLOMBAGES MÉTALLIQUES;
- VOIR DÉTAILS POUR DIMENSIONS, TYPES DE PANNEAUX, ASSEMBLAGES ET MÉTHODE DE SUSPENSION.

PLF7 — PLAFOND SUSPENDU À PANNEAUX MÉTALLIQUES PERFORÉS (VOIR DÉTAILS TYPE-TUILES ET SYSTÈMES, *FEUILLE 1819*)
- TÔLE PLIÉE EN ACIER INOXYDABLE 316L FINI #4, 3mm D'ÉP.;
- SYSTÈME DE FIXATION : BARRES EN «Z» 22mm. ET VIS ANTI-VANDALES EN ACIER INOXYDABLE.

PLF8 — BÉTON APPARENT EXISTANT OU NOUVEAU À PEINDRE (VOIR DEVIS, PLANS ET LÉGENDE DES FINIS)
- BÉTON APPARENT EXISTANT:
  - PRÉPARER LES SURFACES AVANT DE PEINDRE;
  - APPLIQUER 2 COUCHES DE FINITION.
- NOUVEAU BÉTON APPARENT (VOIR STRUCTURE) À PEINDRE:
  - PRÉPARER LES SURFACES AVANT DE PEINDRE;
  - APPLIQUER 1 APPRÊT, SCELLEUR;
  - APPLIQUER 2 COUCHES DE FINITION (VOIR STRUCTURE).

PLF9 — PLAQUE PLIÉE DE FERMETURE (VOIR DÉTAIL)
- PLAQUE PLIÉE DE FERMETURE PRÉ-PERCÉE "L" EN ACIER INOXYDABLE 316L, FINI #4, CAL 18 FIXÉE À LA POUTRE ET AU MUR DE BLOCS DE BÉTON @ 915mm c/c.

PLF10 — RETOMBÉE EN PANNEAUX DE BÉTON HAUTE DENSITÉ - HD DEGRÉ RÉSISTANCE AU FEU: 2 HRES (VOIR DEVIS ET DÉTAILS)
- 1 PANNEAU DE BÉTON HD 16mm D'ÉP. FINI ENDUIT DE CRÉPI;
- 2 PANNEAUX DE BÉTON HD 16mm D'ÉP.;
- SYSTÈME DE COLOMBAGES.

NOTES GÉNÉRALES

NOTES GÉNÉRALES QUI S'APPLIQUENT À L'ENSEMBLE DES TRAVAUX INDIQUÉS SUR LES DESSINS, SE RÉFÉRER AUX NOTES GÉNÉRALES NG.1 À NG.15 INCLUSIVEMENT SUR LA FEUILLE 0000.

NOTES SPÉCIFIQUES - FINIS - REVÊTEMENTS

NS-F.1 ÉTENDUE DES TRAVAUX - FINIS
- CERTAINS FINIS À INSTALLER PEUVENT ÊTRE INDIQUÉS SUR D'AUTRES PLANS. LES PLANS DE FINIS DOIVENT ÊTRE CONSULTÉES EN COMPLÉMENTARITÉ AVEC LES PLANS, LES COUPES GÉNÉRALES, LES ÉLÉVATIONS ET LES DÉTAILS D'ESCALIER AINSI QUE TOUT AUTRE PLAN AFIN DE BIEN COMPRENDRE, DE PLANIFIER, DE COORDONNER L'ÉTENDUE, LA NATURE ET LES CONDITIONS DES TRAVAUX À EXÉCUTER. L'ABSENCE D'INDICATIONS SUR UNE FEUILLE NE SIGNIFIE PAS L'ABSENCE D'UN ÉLÉMENT DE FINITION, D'UN MATÉRIAU OU D'UN SYSTÈME.

NS-F.2 MOTIF - APPAREILLAGE - ORIENTATION DES TEXTURES
- TOUTE PRÉCISION CONCERNANT LES MOTIFS EXACTS POUR LES REVÊTEMENTS MURAUX, LES REVÊTEMENTS DE PLANCHER ET LES MAÇONNERIES DE BRIQUES (RÉCUPÉRÉES À LA MEZZANINE) SERA FOURNIE, À LA DEMANDE DE L'ADJUDICATAIRE, TRENTE (30) JOURS AVANT LA COMMANDE DES MATÉRIAUX.

NS-F.3 CHOIX DE PEINTURE ET EMPLACEMENT
- TOUTE PRÉCISION CONCERNANT LES COULEURS DE PEINTURE À UTILISER POUR PEINDRE LES SURFACES EXISTANTES RAGRÉES ET/OU NOUVELLES SERA FOURNIE, À LA DEMANDE DE L'ADJUDICATAIRE, TRENTE (30) JOURS AVANT LA COMMANDE DES MATÉRIAUX.

NS-F.4 QUANTITÉ SUPPLÉMENTAIRE
- PRÉVOIR EN PLUS DE CE QUI EST INDIQUÉ AUX PLANS, LA FOURNITURE ET L'INSTALLATION DE 20m2 SUPPLÉMENTAIRES DE TOUS LES FINIS MURAUX SPÉCIFIÉS AINSI QUE TOUS LES FINIS MURAUX DE CÉRAMIQUE, INCLUANT LE COULIS, L'ADHÉSIF ET LES MORTIERS DE NIVELLEMENT NÉCESSAIRE POUR CHAQUE TYPE DE FINIS À FOURNIR ET À INSTALLER.

NS-F.5 PROTECTION ANTI-GRAFFITIS POUR LES ESPACES PUBLICS
- À FOURNIR ET À APPLIQUER PROTECTEUR ANTI-GRAFFITIS SPÉCIFIÉ AU DEVIS À LA SECTION 09 96 23 - NETTOYAGE ET PROTECTION ANTI-GRAFFITIS ET PLANS DES FINIS, SÉRIE DE DESSINS 1710.

PEINTURE

(PRÉPARATION DES SURFACES, NOUVELLE ET/OU RAGRÉER, VOIR DEVIS)
Couleurs à valider avec le Représentant désigné

P1	ZONE PUBLIQUE ET LOCAUX TECHNIQUES - PEINTURE POUR PORTES EN ACIER (SURFACES INT. ET EXT. ET CHANTS) ET IMPOSTES AVEC PERSIENNES EN ALUMINIUM - SICO SÉRIE 6000, 6183-83 PLUME DE CORBEAU (BRUN)
P2	ZONE PUBLIQUE - PEINTURE POUR BALUSTRADE, GARDE-CORPS EN BÉTON POUR LES ESCALIERS DE LA MEZZANINE MENANT AUX QUAIS - SICO SÉRIE 6000, 6098-64 CITRON FONCÉ (JAUNE SÉCURITÉ)
P3	PEINTURE POUR LA STRUCTURE D'ACIER À L'INTÉRIEUR DES PUITS D'ASCENSEURS, À L'EXCEPTION DU MONORAIL, SUSPENSION ÉCLAIRAGE - SYSTÈME « ALUMICOLOR », COULEUR « WEIB ALUMINIUM » CODE RAL 9006, MÉTALLISÉ.
P4	LOCAUX TECHNIQUES ET BUREAUX (QUAIS) - PEINTURE POUR MURS DE BLOCS DE BÉTON ET DE BÉTON, FINIS EN GYPSE OU EN PANNEAUX DE BÉTON LÉGER, STRUCTURE (DALLES, COLONNES, POUTRES) - SICO SÉRIE 6000, 6195-11 PAPIER COTON (BLANC)
P5	ZONE PUBLIQUE - PEINTURE POUR LES COLONNES CIRCULAIRES EN BÉTON - PARTIE CENTRALE, SICO SÉRIE 6000, 6065-84 CHINOISERIE (ORANGE) - BAS DES COLONNES, SICO SÉRIE 6000, 6183-73 HIRONDELLE NOIRE (BRUN) - HAUT DES COLONNES, SICO SÉRIE 6000, 6110-21 THÉ AU LAIT (QUAIS) - HAUT DES COLONNES, SICO SÉRIE 6000, 6112-42 CRÊPE DE SOIE (MEZZANINE)
P6	ZONE PUBLIQUE - PEINTURE POUR MURS DE BÉTON DES ESCALIERS, PLAFONDS, POUTRES ET ÉQUIPEMENTS AU PLAFOND - SICO SÉRIE 6000, SICO SÉRIE 6000, 6110-21 THÉ AU LAIT (QUAIS) - SICO SÉRIE 6000, 6112-42 CRÊPE DE SOIE (MEZZANINE)
P7	BUREAUX (QUAIS) ET ÉQUIPEMENTS FIXÉS AU PLAFOND OU SUSPENDUS - PEINTURE POUR PLAFONDS, POUTRES EN BÉTON ET ÉQUIPEMENTS AU PLAFOND ET À LA JONCTION DES PLAFONDS ET MURS - SICO SÉRIE 6000, 6195-11 PAPIER COTON (BLANC)
P8	LOCAUX TECHNIQUES - PEINTURE POUR PLAFONDS, ÉQUIPEMENTS AU PLAFOND ET POUTRES - SICO SÉRIE 6000, 6195-11 PAPIER COTON (BLANC)
P9	LOCAUX TECHNIQUES - PEINTURE POUR GARDE-CORPS, MAIN-COURANTES OU GRILLAGE ET BAROTTINS EN ACIER PEINT, GALVANISÉ OU APPRÊTÉ - SICO SÉRIE 4000, 4209-63 GRIS MYSTIQUE
P10	LOCAUX TECHNIQUES - PEINTURE POUR GARDE-CORPS, ÉCHELLE EN ACIER GALVANISÉ OU APPRÊTÉ - SICO SÉRIE 6000, 6098-64 CITRON FONCÉ (JAUNE SÉCURITÉ)
P11	LOCAUX TECHNIQUES ET BUREAUX (QUAIS) - PEINTURE POUR PORTES, CADRES ET IMPOSTES EN ACIER (SURFACES INT. ET EXT. ET CHANTS) - SICO SÉRIE 4000, 4209-63 GRIS MYSTIQUE
P12	PEINTURE POUR ÉLÉMENTS EN ACIER PEINT, GALVANISÉ OU APPRÊTÉ - SICO SÉRIE 4000, 4210-83 NOIR

LÉGENDE ACCESSOIRES SANITAIRES - AC-X

(SPÉCIFICATIONS - VOIR DEVIS) (EMPLACEMENT À COORDONNER AU CHANTIER)

AC-1	DISTRIBUTEUR DE PAPIER ESSUIE-MAINS À LEVIER
AC-2	DISTRIBUTEUR DE SAVON
AC-3	DISTRIBUTEUR DE DÉSINFECTANT
AC-4	POUBELLE

LÉGENDE DES FINIS DE PLANCHER

(SPÉCIFICATIONS, VOIR DEVIS)

BP — LOCAUX TECHNIQUES - BÉTON AU PLANCHER PEINT (NOUVEAU OU EXISTANT À RAGRÉER), MARGELLE DE BÉTON (ASSISE DE MURS DE BLOCS DE BÉTON), BASE DES MURS SUR 200mm DE HAUT ET BASE DE PROPRETÉ À PEINDRE(VOIR DÉTAILS)
- SICO SÉRIE 6000, 6208-42 CENDRES VOLCANIQUES, VOIR DEVIS

TC1 — TUILES DE PORCELAINE (MOTIFS FAITS À PARTIR DE 5 COULEURS DE TUILES)
FORMAT: DIMENSIONS SELON LES FORMATS DES MOTIFS x ±10.5mm ép.
COULEUR: TEL QUE L'EXISTANT, VOIR DEVIS
LOCALISATION: PLANCHER, AU NIVEAU DES QUAIS
APPAREILLAGE: TEL QUE L'EXISTANT ADJACENT, VOIR DESSINS

TC2 — TUILES DE PORCELAINE (BANDE DE DÉMARCATION - PERCEPTION)
FORMAT: 100mm x 100mm x 12mm ép. (nominal), FINI SEMI-POLI 600
COULEUR: ROUGE TEL QUE L'EXISTANT, VOIR DEVIS
LOCALISATION: ZONE DE PERCEPTION, QUAIS ET MEZZANINE
APPAREILLAGE: TEL QUE L'EXISTANT ADJACENT

TC3 — TUILES DE PORCELAINE
FORMAT: 100mm x 600mm x 10mm ép. (nominal)
COULEUR: NOIR GRAPHITE TEL QUE L'EXISTANT, VOIR DEVIS
LOCALISATION: ZONE DE PERCEPTION, QUAIS ET MEZZANINE
APPAREILLAGE: TEL QUE L'EXISTANT ADJACENT

TC4 — TUILES DE PORCELAINE (BANDE DE DÉMARCATION - ASCENSEUR)
FORMAT: 100mm x 200mm x 8mm ép. (nominal)
COULEUR: JAUNE SÉCURITÉ, VOIR DEVIS
LOCALISATION: ACCÈS SEUIL DES PORTES PALIÈRES D'ASCENSEUR, ÉDICULE, MEZZANINE ET QUAIS
APPAREILLAGE: VOIR DESSINS

GR1 — DALLES DE GRANITE - PLANCHER ET INSERTION AU PLANCHER
FORMAT: 300 x 600 x 30mm ép., SAUF IND. CONT., VOIR DESSINS
COULEUR: "TADOUSSAC" ROSE TACHETÉ GRIS, FINI JET DE SABLE
LOCALISATION: MEZZANINE ET ÉDICULE
APPAREILLAGE: HERRINGBONE, VOIR DESSINS

GR2 — DALLES DE GRANITE - MARCHES
FORMAT: PROF. MARCHE X LARGEUR DE L'ESCALIER X 50mm ép.
COULEUR: "TADOUSSAC" ROSE GRIS, FINI JET DE SABLE, VOIR DEVIS
LOCALISATION: ESCALIER ENTRE NIVEAU MEZZANINE ET ÉDICULE ET ENTRE MEZZANINE ET QUAI QU0102

GR3 — DALLES DE GRANITE - CONTREMARCHES
FORMAT: HAUTEUR CONTREMARCHE X LARGEUR DE L'ESCALIER X 50mm ép.
COULEUR: "TADOUSSAC" ROSE TACHETÉ GRIS, FINI POLI MAT, VOIR DEVIS
LOCALISATION: ESCALIER ENTRE NIVEAU MEZZANINE ET ÉDICULE ET ENTRE MEZZANINE ET QUAI QU0102

LIN — REVÊTEMENTS DE SOL SOUPLES EN FEUILLES AVEC PLINTHES REMONTÉES
FORMAT: 2000mm x 33 mètres x 2.5mm ép.
COULEUR: 3702, LIQUID CLAY, FINI R9, VOIR DEVIS
LOCALISATION: QUAI QU0101 (BUREAUX DES GÉRANTS)
APPAREILLAGE: SOUDÉ, PLINTHE À GORGE INTÉGRÉE, REMONTÉE

SI1 — DALLES DE PIERRE
FORMAT: 300x600x25mm ép., VOIR DESSINS
COULEUR: PIERRE DE SILICE "ARC-EN-CIEL", FINI NATUREL AVEC VEINAGE APPARENT
LOCALISATION: MEZZANINE
APPAREILLAGE: HERRINGBONE, VOIR DESSINS

LÉGENDE DES TYPES DE PLINTHES (SPÉCIFICATIONS, VOIR DEVIS)

PG1 — PLINTHES DE GRANITE
FORMAT: LONGUEUR VARIABLE EN FONCTION DES DALLES DE PLANCHER ADJACENTES x HAUTEUR VARIABLE AYANT UN NIVEAU SUPÉRIEUR CONSTANT ET UN NIVEAU INFÉRIEUR VARIABLE. ÉPOUSANT LES DALLES DE PLANCHER x 19mm ép.
COULEUR: "TADOUSSAC" ROSE TACHETÉ GRIS, FINI POLI MAT, VOIR DEVIS
APPAREILLAGE: ALIGNEMENT DES JOINTS VERTICAUX AVEC CEUX DES DALLES DE PLANCHER ADJACENTES (À LA JONCTION DU MUR ET DU PLANCHER)

PG2 — ALLÈGE, MARGELLE DE GRANITE
FORMAT: LONGUEUR VARIABLE x 19mm ép., SE RÉFÉRER AUX DESSINS
COULEUR: "TADOUSSAC" ROSE TACHETÉ GRIS, FINI POLI MAT, VOIR DEVIS
APPAREILLAGE: ALIGNEMENT DES JOINTS VERTICAUX AVEC CEUX DES DALLES DE PLANCHER ADJACENTES (À LA JONCTION DU MUR ET DU PLANCHER), SAUF INDICATION CONTRAIRE

LÉGENDE DES FINIS MURAUX (SPÉCIFICATIONS, VOIR DEVIS)

AL1 — ALUMINIUM ANODISÉ NATUREL (VOIR NOTE NS-F.5, ANTI-GRAFFITIS)
FORMAT: DIMENSIONS x ÉPAISSEUR, SE RÉFÉRER AUX DESSINS ET DÉTAILS
FINI: TEL QUE CELUI DU NOUVEAU SYSTÈME DE MUR RIDEAU

AX1 — ACIER INOXYDABLE (TRAITEMENT PASSIVATION, VOIR DEVIS)
FORMAT: DIMENSIONS x ÉPAISSEUR, SE RÉFÉRER AUX DESSINS ET DÉTAILS
FINI: CATÉGORIE 316, FINI #4

BA1 — BÉTON APPARENT FINI POLI AVEC PROTECTION ANTI-GRAFFITIS SUR TOUTES LES SURFACES APPARENTES (COLONNES, POUTRES, MURETS, DALLES, ETC.) (VOIR NOTE NS-F.5, ANTI-GRAFFITIS)

BR — REVÊTEMENT EXISTANT DE MAÇONNERIE DE BRIQUES (VOIR NOTE NS-F.5, ANTI-GRAFFITIS)

BR1 — BRIQUE RÉCUPÉRÉE, NETTOYÉE (MORTIER ENLEVÉ), ENTREPOSÉE ET RÉINSTALLÉE (VOIR NOTE NS-F.5, ANTI-GRAFFITIS)
FORMAT: ±92mm x ±57mm x ±194mm (p x h x l)
COULEUR: BRUNE, VOIR DEVIS
APPAREILLAGE: PANNERESSE AVEC JOINT À BAGUETTE TEL QUE L'EXISTANT ADJACENT

CE1 — CARREAUX DE CÉRAMIQUE (MOTIFS FAITS À PARTIR DE 2 COULEURS DE CARREAUX) (VOIR NOTE NS-F.5, ANTI-GRAFFITIS)
FORMAT: 45mm x 145mm x 7mm ép,
COULEUR 1A: ROUGE, MONTÉ SUR FILET, VOIR DEVIS
COULEUR 1B: BRUN, SANS FILET, VOIR DEVIS
LOCALISATION: QUAIS ET EMBRASURES DES OUVERTURES DES ESCALIERS MENANT DE LA MEZZANINE AUX QUAIS
APPAREILLAGE: EN PANNERESSE INSTALLÉE VERTICALEMENT

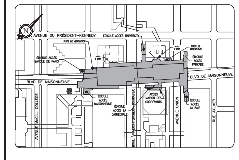
EA1 — ENDUIT ACRYLIQUE (DE CRÉPI) SUR PANNEAU BÉTON LÉGER, COULEUR TELLE QUE PEINTURE PX (VOIR NOTE NS-F.5, ANTI-GRAFFITIS).

OE — OEUVRE D'ART (PAR STM)

TR1 — DALLES DE TRAVERTIN RÉCUPÉRÉE, NETTOYÉE (MORTIER, COLLE ENLEVÉS), ENTREPOSÉE ET RÉINSTALLÉE (VOIR NOTE NS-F.5, ANTI-GRAFFITIS)
FORMAT: EXISTANT RÉCUPÉRÉ ±305mm x ±610mm x 22mm ép. OU 30mm ép. (nominal), ÉPAISSEUR SELON LES SYSTÈMES D'ANCRAGE
COULEUR: EXISTANT RÉCUPÉRÉ, "TRAVERTINO CLASSICO NATURAL UNFILLED"
LOCALISATION: QUAIS
APPAREILLAGE: TEL QUE L'EXISTANT ADJACENT

TR2 — DALLES DE TRAVERTIN (VOIR NOTE NS-F.5, ANTI-GRAFFITIS)
FORMAT: DIMENSIONS x 19mm ép. OU 30mm ép., VOIR DESSINS ET DÉTAILS, ÉPAISSEUR SELON LES SYSTÈMES D'ANCRAGE
COULEUR: TEL QUE L'EXISTANT ADJACENT, "TRAVERTINO CLASSICO NATURAL UNFILLED"
LOCALISATION: QUAIS, MEZZANINE ET ÉDICULE
APPAREILLAGE: TEL QUE L'EXISTANT ADJACENT, VOIR DESSINS ET DÉTAILS

Plan clé:



Notes:

L'Adjudicataire doit vérifier toutes les dimensions sur place et est tenu d'aviser le Représentant désigné de toute omission.

CE DOCUMENT NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉ À DES FINS DE CONSTRUCTION

no / rév.	description

plans en référence

no:	date:	description:	Vérifié:	Approuvé:
0C	2018-12-12	Émis pour demande de permis, 29 21 01 C07		
0B	2018-08-01	Émis pour IPCI-RC5, 29 21 01 C07		
0A	2018-05-02	Émis pour RC4, 29 21 01 C07		

révisions

Émetteur: BUREAU DE PROJETS ÉQUIPEMENTS FIXES-MÉTRO

Sceau: 2018-12-14

Client: stm

Localisation: LIGNE 1 1S40 McGill

Titre du projet: PROGRAMME ACCESSIBILITÉ

Titre du contrat: Construction des infrastructures McGill

Titre du dessin: Légendes, notes spécifiques et notes d'interventions (Architecture)

Préparé par: Brigitte St-Pierre, arch.
Approbation administrative: Jimmy Rheault, ing.
Dessiné par: Sammy Camacho, tech
Vérifié par: Patrice Monfette, arch.

Date: 2018-05-02
Échelle: Indiquée
Dimension: mm
Numéro du plan: RS-PD-BA-AR-417-99-1S40-xxxxxx
Révision: 0A
Numéro du projet: 29 21 01
Référence STM: STM-9999-99-99-99
Feuille: 0001

COMPOSITION TYPES DE CLOISONS À CONSTRUIRE

C-2 C-4 C-5 C-8 : COMPOSITION TYPE NON APPLICABLE

NOTES - TYPE DE CLOISONS À CONSTRUIRE:

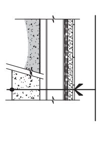
N-C1 NOUVELLE MARGELLE DE BÉTON SERVANT D'ASSISE POUR LES BLOCS DE BÉTON.

N-C2 ESPACEMENT MAXIMAL ENTRE LES BANDES DE VISSAGE, ESPACEMENT VERTICAL SELON LES ANCRAGES À MAÇONNERIE, LES ÉQUIPEMENTS OU LES ACCESSOIRES À FIXER OU À ENCASTRER DANS LA CLOISON.

N-C3 CONSTRUIRE LA NOUVELLE CLOISON JUSQU'À LA HAUTEUR DE 1200mm À PARTIR DU DESSUS DU NIVEAU DE PLANCHER FINI.
- À INSTALLER À LA TÊTE DE LA CLOISON, BLOCS DE BÉTON PLEINS DE FINITION, TOUTES LES SURFACES DOIVENT ÊTRE DU MÊME FINI DE BÉTON PEINT.

N-C4 PROTECTION ANTI-GRAFFITIS POUR LES ESPACES PUBLICS, À FOURNIR ET À APPLIQUER PROTECTEUR ANTI-GRAFFITIS SPÉCIFIÉ AU DEVIS À LA SECTION 09 96 23 - NETTOYAGE ET PROTECTION ANTI-GRAFFITIS ET PLANS DES FINIS, SÉRIE DE DESSINS 1710.

N-C5 ALIGNER LES FINIS DES NOUVELLES CLOISONS AVEC CEUX EXISTANTS ADJACENTS, SAUF INDICATION CONTRAIRE.
- À FOURNIR ET À INSTALLER SOUFFLAGE À L'AIDE DE BARRES "Z" EN ACIER GALVANISÉ OU DES FOURRURES EN ACIER GALVANISÉ SUPPLÉMENTAIRES À L'INTÉRIEUR DE LA CLOISON PERMETTANT D'ALIGNER LES FINIS DES SURFACES APPARENTES.



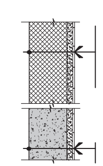
C-1 TYPE - SOUFFLAGE DE COLOMBAGES ET CÉRAMIQUE

- CÉRAMIQUE 7mm D'ÉP., HT VAR. (VOIR ÉLÉVATIONS);
- CIMENT COLLE (DOUBLE ENCOLLAGE);
- PANNEAU DE BÉTON LÉGER 16mm D'ÉP.;
- BANDE CONTINUE DE VISSAGE EN ACIER GALV., 300mm (CAL.18) @ 800mm c/c;
- SYSTÈME DE COLOMBAGES PORTEURS EN ACIER GALVANISÉ DE 152mm (CAL.18) @ 300mm c/c AVEC ENTREMISES HORIZONTALES À 400mm c/c (SELON DIMENSIONS DE L'ESPACE LIBRE);
- ESPACE LIBRE;
- NOUVEAU MUR / COLONNE DE BÉTON (VOIR DOCUMENTS DE STRUCTURE);

OU

- MUR DE BÉTON EXISTANT À CONSERVER;

* ÉPT. ±150mm (ALIGNER LE FINI AVEC LES SURFACES ADJACENTES), HT. DALLE À DALLE
* VOIR NOTES N-C2, N-C4 ET N-C5



C-3 TYPE - CLOISON EN BLOCS DE BÉTON ET CÉRAMIQUE (drf: 2 heures)

- CÉRAMIQUE 7mm D'ÉP., HT VAR. (VOIR ÉLÉVATIONS);
- CIMENT COLLE (DOUBLE ENCOLLAGE);
- LIT DE MORTIER;
- BLOC DE BÉTON LOURD TYPE 1, 62% PLEIN DE 190mm D'ÉP. X 190mm HAUT X 390mm LONG.

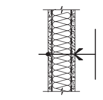
OU

- NOUVEAU MUR / COLONNE DE BÉTON (VOIR DOCUMENTS DE STRUCTURE).

* ÉPT. VARIABLE 220 @ 250mm, HT. DALLE À DALLE
* VOIR NOTES N-C4 ET N-C5

C-3.1 TYPE - CLOISON EN BLOCS DE BÉTON ET CÉRAMIQUE (drf: 2 heures)

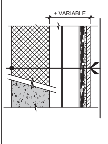
* COMPOSITION TYPE TELLE QUE C-3, À L'EXCEPTION:
- MUR DE BÉTON OU MUR DE BLOCS DE BÉTON EXISTANT À CONSERVER.



C-6 TYPE - CLOISON FINIE EN GYPSE PEINT

- PANNEAU DE GYPSE 16mm D'ÉP.;
- BANDE CONTINUE DE VISSAGE EN ACIER GALV., 300mm (CAL.18) @ 800mm c/c;
- SYSTÈME DE COLOMBAGES EN ACIER GALV. 92mm (CAL.18) À 400mm c/c;
- ISOLANT ACOUSTIQUE (REMPLIR LA CAVITÉ);
- PANNEAU DE GYPSE 16mm D'ÉP.;

* ÉPT. ±125mm, HT. DALLE À DALLE
* VOIR NOTE N-C2



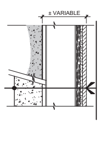
C-7 TYPE - SOUFFLAGE DE COLOMBAGES ET DALLAGES DE PIERRE (drf: 2 heures)

- PANNEAU DE TRAVERTIN 19mm D'ÉP., HT VAR.;
- CIMENT COLLE (DOUBLE ENCOLLAGE);
- PANNEAU DE BÉTON LÉGER 16mm D'ÉP.;
- BANDE CONTINUE DE VISSAGE EN ACIER GALV., 300mm (CAL.18) @ 800mm c/c;
- SYSTÈME DE COLOMBAGES PORTEURS EN ACIER GALVANISÉ DE 92mm (CAL.18) @ 300mm c/c AVEC ENTREMISES HORIZONTALES À 400mm c/c;
- ESPACE LIBRE;
- BLOC DE BÉTON LOURD TYPE 1, 62% PLEIN DE 190mm D'ÉP. X 190mm HAUT X 390mm LONG.;

OU

- MUR / COLONNE DE BÉTON EXISTANT À CONSERVER

* HAUTEUR DALLE À DALLE
* VOIR NOTES N-C4 ET N-C5



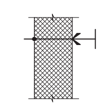
C-7.1 TYPE - SOUFFLAGE DE COLOMBAGES ET DALLAGES DE PIERRE

- PANNEAU DE TRAVERTIN 19mm D'ÉP., HT VAR.;
- CIMENT COLLE (DOUBLE ENCOLLAGE);
- PANNEAU DE BÉTON LÉGER 16mm D'ÉP.;
- BANDE CONTINUE DE VISSAGE EN ACIER GALV., 300mm (CAL.18) @ 800mm c/c;
- SYSTÈME DE COLOMBAGES PORTEURS EN ACIER GALVANISÉ DE 152mm (CAL.18) @ 300mm c/c AVEC ENTREMISES HORIZONTALES À 400mm c/c;
- ESPACE LIBRE;
- NOUVEAU MUR / COLONNE DE BÉTON (VOIR DOCUMENTS DE STRUCTURE).

OU

- MUR / COLONNE EN BLOCS DE BÉTON EXISTANT À CONSERVER

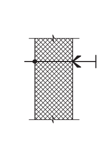
* HAUTEUR DALLE À DALLE
* VOIR NOTES N-C4 ET N-C5



C-9 TYPE - CLOISON EN BLOCS DE BÉTON FINIS POLIS (drf: 2 heures)

- BLOC DE BÉTON LOURD TYPE 3 (FINI POLI), 62% PLEIN DE 190mm D'ÉP. X 190mm HAUT X 390mm LONG.

* HAUTEUR DALLE À DALLE



C-10 TYPE - CLOISON EN BLOCS DE BÉTON

- BLOC DE BÉTON LOURD, 62% PLEIN DE 190mm D'ÉP. X 190mm HAUT X 390mm LONG.

* HAUTEUR DALLE À DALLE

C-10.1 TYPE 1 - CLOISON EN BLOCS DE BÉTON (drf: 2 heures)

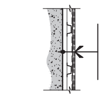
- BLOC DE BÉTON LOURD TYPE 1, 62% PLEIN DE 190mm D'ÉP. X 190mm HAUT X 390mm LONG.

* HAUTEUR DALLE À DALLE

C-10.2 TYPE 2 - CLOISON EN BLOCS DE BÉTON (drf: 3 heures)

- BLOC DE BÉTON LOURD TYPE 2, 62% PLEIN DE 190mm D'ÉP. X 190mm HAUT X 390mm LONG.

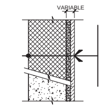
* HAUTEUR DALLE À DALLE



C-11 TYPE - SOUFFLAGE

- PANNEAU DE BÉTON LÉGER 16mm D'ÉP.;
- BANDE CONTINUE DE VISSAGE EN ACIER GALV., 300mm (CAL.18) @ 800mm c/c;
- FOURRURES EN ACIER GALV. HORIZONTALES 22mm À 400mm c/c;
- FOURRURES EN ACIER GALV. VERTICALES 22mm À 400mm c/c;
- MUR DE BÉTON EXISTANT À CONSERVER.

* ÉPT. ±57mm, HAUTEUR DALLE À DALLE
* VOIR NOTES N-C2 ET N-C5



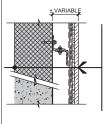
C-12 TYPE - CLOISON EN BLOCS DE BÉTON ET PIERRE (drf: 2 heures)

- PANNEAU DE TRAVERTIN 19mm D'ÉP., HT VARIABLE;
- CIMENT COLLE (DOUBLE ENCOLLAGE);
- LIT DE MORTIER (NIVELLEMENT DES SURFACES);
- BLOC DE BÉTON LOURD TYPE 1, 62% PLEIN DE 190mm D'ÉP. X 190mm HAUT X 390mm LONG.

OU

- NOUVEAU MUR / COLONNE DE BÉTON (VOIR DOCUMENTS DE STRUCTURE).

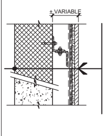
* HAUTEUR DALLE À DALLE
* VOIR NOTE N-C4



C-13 TYPE - SOUFFLAGE AVEC SYSTÈME D'ATTACHES ET PIERRE

- PANNEAU DE TRAVERTIN 19mm D'ÉP., HT VAR.;
- CIMENT COLLE (DOUBLE ENCOLLAGE);
- PANNEAU DE BÉTON LÉGER 16mm D'ÉP.;
- BANDE CONTINUE DE VISSAGE EN ACIER GALV., 300mm (CAL.18) @ 800mm c/c;
- CORNIÈRE CONTINUE EN ACIER GALV. L76mm X 64mm X 4,8mm HORIZ.;
- CORNIÈRE EN ACIER GALV. L76mm X 64mm X 4,8mm X 102 LONG @ 400mm c/c HORIZ. FIXÉE AU BÉTON BLOCS BÉTON;
- MUR DE BÉTON OU MUR DE BLOCS DE BÉTON EXISTANT À CONSERVER.

* VOIR NOTES N-C2, N-C4 ET N-C5



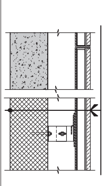
C-13.1 TYPE - CLOISON AVEC SYSTÈME D'ATTACHES ET PIERRE (drf: 2 heures)

- PANNEAU DE TRAVERTIN 19mm D'ÉP., HT VAR.;
- CIMENT COLLE (DOUBLE ENCOLLAGE);
- PANNEAU DE BÉTON LÉGER 16mm D'ÉP.;
- BANDE CONTINUE DE VISSAGE EN ACIER GALV., 300mm (CAL.18) @ 800mm c/c;
- CORNIÈRE CONTINUE EN ACIER GALV. L76mm X 64mm X 4,8mm HORIZ.;
- CORNIÈRE EN ACIER GALV. L76mm X 64mm X 4,8mm X 102 LONG @ 400mm c/c HORIZ.;
- BLOC DE BÉTON LOURD TYPE 1, 62% PLEIN DE 190mm D'ÉP. X 190mm HAUT X 390mm LONG.;

OU

- NOUVEAU MUR DE BÉTON (VOIR DOCUMENTS DE STRUCTURE).

* VOIR NOTES N-C2, N-C4 ET N-C5



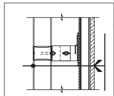
C-14 TYPE - PANNEAU AMOVIBLE FINI AVEC DALLAGES DE PIERRE (drf: 2 heures)

- PANNEAU DE TRAVERTIN 19mm D'ÉP., HT VAR.;
- CIMENT COLLE (DOUBLE ENCOLLAGE);
- TREILLIS EN ACIER INOX. 25mm X 25mm, GROSSEUR DU FIL 3,05mm SOUDÉ À LA PANNE;
- PANNE EN ACIER INOX. 316L FINI 4, 3mm D'ÉP. AVEC REBORD DE 70mm D'ÉP. SUR TOUT LE PÉRIMÈTRE;
- RENFORTS VERTICAUX ACIER GALV. CAL. 18;
- PLAQUE CONTINUE EN ACIER GALV. 168mm X 6,35mm D'ÉP. SOUDÉE À LA PANNE;
- CORNIÈRE CONTINUE EN ACIER GALV. L100mm X 76mm X 3mm HORIZ.;
- CORNIÈRE EN ACIER GALV. L100mm X 76mm X 3mm HORIZ. 102 LONG @ 600mm c/c HORIZ. AVEC TROUS OBLONGS;
- BLOC DE BÉTON LOURD TYPE 1, 62% PLEIN DE 190mm D'ÉP. X 190mm HAUT X 390mm LONG. (HT. DALLE À DALLE)

OU

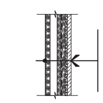
- MUR DE BÉTON EXISTANT À CONSERVER (VOIR DESSINS ET DOCUMENTS STRUCTURE).

* VOIR NOTES N-C2, N-C4 ET DÉTAILS



C-14.1 TYPE - PANNEAU AMOVIBLE FINI AVEC DALLAGES DE PIERRE (drf: 2 heures)

* COMPOSITION TYPE TELLE QUE C-14, À L'EXCEPTION:
- FIXATIONS SUR SYSTÈME DE COLONNETTES DE COLOMBAGES DOUBLÉS, PORTEURS EN ACIER GALVANISÉ DE 92mm (CAL.18) @ 300mm c/c AVEC ENTREMISES HORIZONTALES À 400mm c/c;
- BLOC DE BÉTON LOURD TYPE 1, 62% PLEIN DE 190mm D'ÉP. X 190mm HAUT X 390mm LONG.



C-15 TYPE - PAROI DE PUITS FINIE AVEC DALLAGES DE PIERRE (drf: 2 heures)

- PANNEAU DE TRAVERTIN 19mm D'ÉP., HT VAR.;
- CIMENT COLLE (DOUBLE ENCOLLAGE);
- PANNEAU DE BÉTON LÉGER 16mm D'ÉP.;
- BANDE CONTINUE DE VISSAGE EN ACIER GALV., 300mm (CAL.18) @ 800mm c/c;
- PANNEAU BÉTON H.D. 16mm D'ÉP.;
- SYSTÈME DE COLOMBAGES PORTEURS EN ACIER GALV. "CH" 64mm (CAL. 18) À 400mm c/c;
- PANNEAU BÉTON H.D. 22mm D'ÉP.

* VOIR NOTES N-C2, N-C4 ET NC-5

COMPOSITION TYPES DE CLOISONS À DÉMOLIR, SAUF INDICATION CONTRAIRE

D-8 D-9 : COMPOSITION TYPE NON APPLICABLE

NOTES - COMPOSITION TYPE À DÉMOLIR:

N-D1 DÉMOLIR ÉGALEMENT LA MARGELLE (BASE) DE BÉTON OU BLOCS DE BÉTON SERVANT D'ASSISE À LA MAÇONNERIE DE BRIQUES OU AUX FINIS MURAUX AINSI QUE LA PLINTHE MURALE.

N-D2 NETTOYER LA CAVITÉ ET LA RIGOLE EXISTANTES DERRIÈRE LE REVÊTEMENT MURAL DE PIERRE, DE CARREAUX DE CÉRAMIQUE OU DE MAÇONNERIE DE BRIQUES SUITE AU DÉMANTÈLEMENT DE LA CLOISON.

N-D3 DÉMANTELER SOIGNEUSEMENT LA MAÇONNERIE DE BRIQUES. DÉMOLIR LE LONG DES JOINTS POUR CONSERVER DES BRIQUES ENTIÈRES. CONSERVER ET ENTREPOSER POUR RÉINSTALLATION ULTÉRIEURE.
VOIR PROCÉDURE NO.1 ET NO.2 - RÉCUPÉRATION DE MAÇONNERIES DE BRIQUES.

PROCÉDURE NO.1- RÉCUPÉRATION DE MAÇONNERIE DE BRIQUES

VOIR SECTION DE DEVIS - 04 21 10, MAÇONNERIES DE BRIQUES

LOCALISATION : NIVEAU DE LA MEZZANINE
COULEUR, TEXTURE ET MOTIF EXISTANTS : 1 TONALITÉ, COULEUR: BRUNE
APPAREILLAGE EXISTANT : EN PANNERESSE
JOINTS EXISTANTS : JOINT À BAGUETTE

ÉTAPE 1
- DÉBUTER LE DÉMANTÈLEMENT À LA PARTIE SUPÉRIEURE DU MUR EXISTANT, SITUÉ DIRECTEMENT SOUS LA STRUCTURE DE BÉTON;
- DÉMANTELER SOIGNEUSEMENT, UNE À UNE, CHACUNE DES BRIQUES QUI CONSTITUENT LES ZONES À RÉCUPÉRER;

ÉTAPE 2
- SUITE À L'ENLÈVEMENT DES BRIQUES À LA PARTIE SUPÉRIEURE, SCIER LES JOINTS HORIZONTAUX SUR LA LONGUEUR JUSQU'À LA LIMITE DE LA ZONE À RÉCUPÉRER;
- PAR LA SUITE, SCIER CHAQUE JOINTS VERTICAUX SANS LES ENDOMMAGER;
- DÉMONTER SOIGNEUSEMENT, UNE À UNE, LES BRIQUES DE SORTE À NE PAS LES ENDOMMAGER;
- RÉPÉTER L'OPÉRATION POUR CHAQUE RANG DE BRIQUES SUR TOUTE LA HAUTEUR DU MUR (JUSQU'À LA PARTIE INFÉRIEURE DU MUR SOIT L'ASSISE EN BÉTON);

ÉTAPE 3
- RETIRER SUR UNE TABLE DE COUPE AVEC SCIE À EAU, TOUT LE MORTIER COLLÉ AUX BRIQUES AINSI QUE LA PRÉSENCE DE RÉSIDUS DE COLLE ET/OU D'ADHÉSIF, SANS LES ENDOMMAGER ET EN CONSERVANT LEUR INTÉGRITÉ DIMENSIONNELLE;
- FINALEMENT, LE MAXIMUM DE BRIQUES SERA RÉCUPÉRÉ DANS LEUR ÉTAT D'ORIGINE POUR ÊTRE RÉINSTALLÉES.

ÉTAPE 4
- ENTREPOSAGE :
- LORS DE L'ENTREPOSAGE DES BRIQUES RÉCUPÉRÉES, REGROUPER LES BRIQUES.
- DE PLUS, REGROUPER LES BRIQUES RÉCUPÉRÉES AYANT LA MÊME FORME ET LES MÊMES SURFACES.
- À ENTREPOSER SUR DES PALETTES FOURNIES, MANUTENTIONNÉES ET DISPOSÉES PAR L'ADJUDICATAIRE.

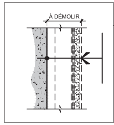
N.B. SELON LE RÉSULTAT DE L'ÉCHANTILLON D'OUVRAGE IN SITU, LA PROCÉDURE POURRA ÊTRE AJUSTÉE AFIN D'OBTENIR LE RÉSULTAT OPTIMAL, SOIT 100% DISPONIBLE À LA RÉINSTALLATION.

PROCÉDURE NO.2 - OUVERTURE PONCTUELLE POUR SERVICES, ÉQUIPEMENTS, ÉLÉMENTS, ETC., DANS LA MAÇONNERIE DE BRIQUES

VOIR SECTION DE DEVIS - 04 21 10, MAÇONNERIE DE BRIQUES

TRAVAUX PRÉPARATOIRES
- LOCALISER EXACTEMENT SUR LA MAÇONNERIE EXISTANTE, L'OUVERTURE QUI DOIT ÊTRE EXÉCUTÉE À L'AIDE D'UN MARQUEUR À ENCRE NON PERMANENTE;
- POUR L'OUVERTURE ET SUR TOUT LE PÉRIMÈTRE DE L'OUVERTURE INDIQUÉE, IDENTIFIER LES BRIQUES À DÉMANTELER DE MANIÈRE QUE LES BRIQUES TOUCHÉES SOIENT DANS SON ÉTAT D'ORIGINE (FORMAT INITIAL), DE JOINTS À JOINTS DE MORTIER, EN INDIQUANT UN "X";
- NE PAS ENLEVER UNE DEMI-BRIQUE, LA RÉFECTION DES BRIQUES DOIT ÊTRE EXÉCUTÉE AVEC DES BRIQUES SELON SON FORMAT INITIAL, À L'EXCEPTION DE LA REPRODUCTION DE L'APPAREILLAGE EXISTANT.

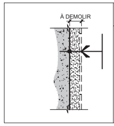
PAR LA SUITE, DÉMANTELER LES BRIQUES SELON LA PROCÉDURE NO.1, À L'EXCEPTION, DÉMANTÈLEMENT PONCTUEL.



D-1 TYPE - SOUFFLAGE, FINIS ET SUBSTRATS À DÉMOLIR, SAUF IND.CONT.

- CÉRAMIQUE ±8mm D'ÉP., HT VAR. (VOIR ÉLÉVATIONS);
- CIMENT-COLLE;
- PANNEAU BÉTON LÉGER ±16mm D'ÉP.;
- COLOMBAGES MÉTALLIQUES;
- ESPACE LIBRE VARIABLE;
- MUR DE BÉTON EXISTANT À CONSERVER.

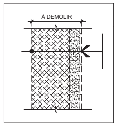
* ÉPT. ±150, HAUTEUR DALLE À DALLE
* VOIR NOTE N-D2



D-2 TYPE - FINIS, SUBSTRATS ET SUPPORTS À DÉMOLIR, SAUF IND. CONT.

- CÉRAMIQUE ±8mm D'ÉP., HT VAR. (VOIR ÉLÉVATIONS);
- CIMENT-COLLE;
- LIT DE MORTIER ±50mm D'ÉP.;
- MUR DE BÉTON EXISTANT À CONSERVER.

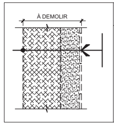
* ÉPT. VARIABLE ±60 @ ±100mm, HAUTEUR DALLE À DALLE
* VOIR NOTE N-D2



D-3 TYPE - FINIS, SUBSTRATS ET SUPPORTS À DÉMOLIR

- CÉRAMIQUE ±8mm D'ÉP., HT VAR. (VOIR ÉLÉVATIONS);
- CIMENT-COLLE;
- LIT DE MORTIER;
- BLOCS DE BÉTON ±190mm À DÉMOLIR.

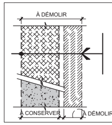
* ÉPT. VARIABLE ±220 @ ±250mm, HAUTEUR DALLE À DALLE



D-4 TYPE - FINIS, SUBSTRATS ET SUPPORTS À DÉMOLIR

- CÉRAMIQUE ±8mm D'ÉP., HT VAR. (VOIR ÉLÉVATIONS);
- CIMENT-COLLE;
- LIT DE MORTIER;
- BLOCS DE BÉTON ±190mm À DÉMOLIR.

* ÉPT. ±295mm, HAUTEUR DALLE À DALLE



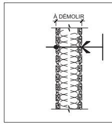
D-5 TYPE - MAÇONNERIE DE BRIQUES RÉCUPÉRÉES

- BRIQUES ±90mm D'ÉP. À RÉCUPÉRER;
- ANCRAGES À BRIQUES;
- ESPACE LIBRE ±90mm D'ÉP.;
- BLOCS DE BÉTON ±140/190mm D'ÉP. À DÉMOLIR;

OU

- MUR DE BÉTON EXISTANT À CONSERVER.

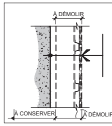
* ÉPT. VARIABLE ±320 @ ±400mm, HAUTEUR VOIR PLAN
* VOIR NOTES N-D1, N-D2 ET N-D3



D-6 TYPE - CLOISON FINI EN PANNEAUX DE GYPSE À DÉMOLIR

- PANNEAU DE GYPSE ±16mm D'ÉP.;
- COLOMBAGES MÉTALLIQUES ±92mm;
- ISOLANT ACOUSTIQUE;
- PANNEAU DE GYPSE ±16mm D'ÉP.

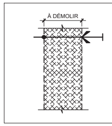
* ÉPT. ±125mm, HAUTEUR DALLE À DALLE



D-7 TYPE - SOUFFLAGE, FINIS ET SUBSTRATS À DÉMOLIR

- PANNEAU DE BÉTON LÉGER ±13mm OU ±16mm D'ÉP.;
- FOURRURES MÉTALLIQUES HORIZONTALES;
- COLOMBAGES MÉTALLIQUES;
- MUR / COLONNE DE BÉTON EXISTANT À CONSERVER.

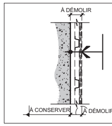
* HAUTEUR DALLE À DALLE
* VOIR NOTES N-D1 ET N-D2



D-10 TYPE - À DÉMOLIR

- BLOCS DE BÉTON ±190mm D'ÉP. À DÉMOLIR

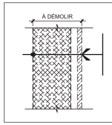
* HAUTEUR DALLE À DALLE



D-11 TYPE - SOUFFLAGE, FINIS ET SUBSTRATS À DÉMOLIR, SAUF IND.CONT

- PANNEAU DE BÉTON LÉGER ±13mm D'ÉP.;
- FOURRURES MÉTALLIQUES HORIZONTALES ±22mm;
- FOURRURES MÉTALLIQUES VERTICALES ±22mm;
- MUR DE BÉTON EXISTANT À CONSERVER

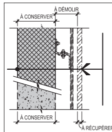
* ÉPT. ±57mm, HAUTEUR DALLE À DALLE
* VOIR NOTE N-D2



D-12 TYPE - FINIS À RÉCUPÉRER ET SUBSTRATS ET CLOISONS À DÉMOLIR

- PANNEAU DE TRAVERTIN ±22mm OU ±30mm D'ÉP. VARIABLE, À RÉCUPÉRER, À NETTOYER ET À ENTREPOSER;
- SYSTÈMES D'ATTACHES À DÉMANTELER;
- BLOCS DE BÉTON VAR. ±140-190mm D'ÉP. À DÉMOLIR.

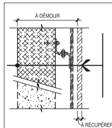
* VOIR NOTES N-D2



D-13 TYPE - FINIS À RÉCUPÉRER ET SUBSTRATS À DÉMOLIR

- PANNEAU DE TRAVERTIN ±22mm D'ÉP. VARIABLE, À RÉCUPÉRER, À NETTOYER ET À ENTREPOSER;
- MORTIER CIMENT COLLÉ;
- PANNEAU DE BÉTON LÉGER ±16mm D'ÉP.;
- SYSTÈMES D'ATTACHES À DÉMANTELER;
- CORNIÈRES CONTINUES EN ACIER GALV.± L76mm X ±64mm;
- CORNIÈRES EN ACIER GALV. ±L76mm X ±64mm;
- MUR DE BÉTON / BLOCS DE BÉTON EXISTANTS À CONSERVER.

* ÉPT. VARIABLE ±135 @ ±160mm, HAUTEUR VARIABLE
* VOIR NOTES N-D1 ET N-D2



D-13.1 TYPE - FINIS À RÉCUPÉRER, SUBSTRATS ET CLOISON À DÉMOLIR

- PANNEAU DE TRAVERTIN ±22mm D'ÉP. VARIABLE, À RÉCUPÉRER, À NETTOYER ET À ENTREPOSER;
- MORTIER CIMENT COLLÉ;
- PANNEAU DE BÉTON LÉGER ±16mm D'ÉP.;
- SYSTÈMES D'ATTACHES À DÉMANTELER;
- CORNIÈRES CONTINUES EN ACIER GALV. ±L76mm X ±64mm HORIZ.;
- CORNIÈRES EN ACIER GALV. ±L76mm X ±64mm;
- MUR DE BÉTON / BLOCS DE BÉTON À DÉMOLIR.

* ÉPT. VARIABLE ±135 @ ±160mm, HAUTEUR VARIABLE
* VOIR NOTES N-D1

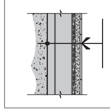
COMPOSITION TYPES DE CLOISONS EXISTANTES À CONSERVER, SAUF INDICATION CONTRAIRE

E-7 E-8 E-9 : COMPOSITION TYPE NON APPLICABLE

NOTES - TYPE DE CLOISONS EXISTANTES À CONSERVER ET À RAGRÉER:

N-E1 CLOISON EXISTANTE À RAGRÉER, À REMPLACER LE FINI ENDOMMAGÉ ET À REFAIRE LES JOINTS TEL QUE L'EXISTANT (MATÉRIAU, FORMAT, FINI, TEXTURE), À APPAREILLER TEL QUE L'EXISTANT (ÉPAISSEUR ET TYPE DES JOINTS, SENS DU VEINAGE, ETC).

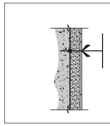
N-E2 PROTECTION ANTI-GRAFFITIS POUR LES ESPACES PUBLICS DES ZONES ADJACENTES AUX TRAVAUX DE DÉMOLITION ET DE CONSTRUCTION, À FOURNIR ET À APPLIQUER PROTECTEUR ANTI-GRAFFITIS SPÉCIFIÉ AU DEVIS À LA SECTION 09 96 23 - NETTOYAGE ET PROTECTION ANTI-GRAFFITIS ET PLANS DES FINIS, SÉRIE DE DESSINS 1710.



E-1 TYPE

- CÉRAMIQUE ±8mm D'ÉP., HT VAR. (VOIR ÉLÉVATIONS);
- CIMENT-COLLE;
- PANNEAU DE BÉTON LÉGER 16mm D'ÉP.;
- COLOMBAGES MÉTALLIQUES 92mm;
- ESPACE LIBRE VARIABLE;
- MUR DE BÉTON EXISTANT.

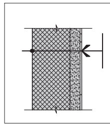
* ÉPT. ±150mm, HAUTEUR DALLE À DALLE
* VOIR NOTES N-E1 ET N-E2



E-2 TYPE

- CÉRAMIQUE ±8mm D'ÉP., HT VAR. (VOIR ÉLÉVATIONS);
- CIMENT-COLLE;
- LIT DE MORTIER ±50mm D'ÉP.;
- MUR DE BÉTON EXISTANT.

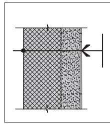
* ÉPT. VARIABLE ±60 @ ±100mm, HAUTEUR DALLE À DALLE
* VOIR NOTES N-E1 ET N-E2



E-3 TYPE

- CÉRAMIQUE ±8mm D'ÉP., HT VAR. (VOIR ÉLÉVATIONS);
- CIMENT-COLLE;
- LIT DE MORTIER;
- BLOCS DE BÉTON 190mm EXISTANTS.

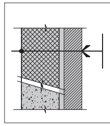
* ÉPT. VARIABLE ±220 @ ±250mm, HAUTEUR DALLE À DALLE
* VOIR NOTES N-E1 ET N-E2



E-4 TYPE

- CÉRAMIQUE ±8mm D'ÉP., HT VAR. (VOIR ÉLÉVATIONS);
- CIMENT-COLLE;
- LIT DE MORTIER;
- BLOCS DE BÉTON 190mm EXISTANTS.

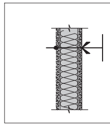
* ÉPT. ±295mm, HAUTEUR DALLE À DALLE
* VOIR NOTES N-E1 ET N-E2



E-5 TYPE

- BRIQUES ±90mm D'ÉP.;
- ANCRAGES À BRIQUES;
- ESPACE LIBRE ±90mm D'ÉP.;
- MUR DE BÉTON / BLOCS DE BÉTON 140/190mm D'ÉP. EXISTANTS.

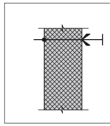
* ÉPT. VARIABLE ±320 @ 400mm, HAUTEUR VOIR PLAN
* VOIR NOTES N-E1 ET N-E2



E-6 TYPE

- PANNEAU DE GYPSE ±16mm D'ÉP.;
- COLOMBAGES MÉTALLIQUES 92mm;
- ISOLANT ACOUSTIQUE;
- PANNEAU DE GYPSE ±16mm D'ÉP.

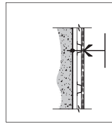
* ÉPT. ±125mm, HAUTEUR DALLE À DALLE



E-10 TYPE

- BLOCS DE BÉTON EXISTANTS 190mm D'ÉP.

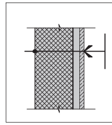
* HAUTEUR DALLE À DALLE



E-11 TYPE

- PANNEAU DE BÉTON LÉGER 13mm D'ÉP.;
- FOURRURES MÉTALLIQUES HORIZONTALES 22mm;
- FOURRURES MÉTALLIQUES VERTICALES 22mm;
- MUR DE BÉTON EXISTANT.

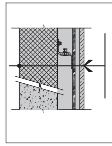
* ÉPT. ±57mm, HAUTEUR DALLE À DALLE



E-12 TYPE

- PANNEAU DE TRAVERTIN ±22mm OU ±30mm D'ÉP. VARIABLE;
- SYSTÈMES D'ATTACHES;
- BLOCS DE BÉTON VAR. 140-190mm D'ÉP. EXISTANTS.

* VOIR NOTES N-E1 ET N-E2



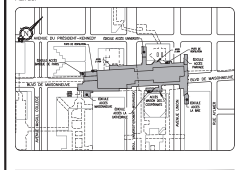
E-13 TYPE

- PANNEAU DE TRAVERTIN ±22mm D'ÉP. VARIABLE;
- MORTIER CIMENT COLLE;
- PANNEAU DE BÉTON LÉGER 16mm D'ÉP.;
- SYSTÈMES D'ATTACHES;
- CORNIÈRES CONTINUES EN ACIER GALV. L76mm X 64mm HORIZ.;
- CORNIÈRES EN ACIER GALV. L76mm X 64mm HORIZ.;
- MUR / COLONNE DE BÉTON / BLOCS DE BÉTON EXISTANTS.

* ÉPT. VARIABLE ±135 @ ±160mm, HAUTEUR VARIABLE
* VOIR NOTES N-E1 ET N-E2

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
08 JAN. 2019
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET SERVICES AUX ENTREPRISES

Plan clé:



Notes:

L'Adjudicataire doit vérifier toutes les dimensions sur place et est tenu d'aviser le Représentant désigné de toute omission.

CE DOCUMENT NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉ À DES FINS DE CONSTRUCTION

no / rév.	description

plans en référence

no:	date:	description:	Vérifié:	Approuvé:
0C	2018-12-12	Émis pour demande de permis, 29 21 01 C07		
0B	2018-08-01	Émis pour IPCI-RC5, 29 21 01 C07		
0A	2018-05-02	Émis pour RC4, 29 21 01 C07		

révisions

Émetteur:

BUREAU DE PROJETS ÉQUIPEMENTS FIXES-MÉTRO

Sceau:

Ordre des architectes du Québec — A 3654 BRIGITTE SAINT-PIERRE ARCHITECTE
2018-12-14

Client:

stm

Localisation:

LIGNE 1
1S40 McGill

Titre du projet:

PROGRAMME ACCESSIBILITÉ

Titre du contrat:

Construction des infrastructures McGill

Titre du dessin:

Types de cloisons et murs (Architecture)

Préparé par:	Approbation administrative:
Brigitte St-Pierre, arch.	Jimmy Rheault, ing.
Dessiné par: Sammy Camacho, tech	Vérifié par: Patrice Monfette, arch.
Date: 2018-05-02	Échelle: Indiquée — Dimension: mm
Numéro du plan: RS-PD-BA-AR-417-99-1S40-229520	12/28
Numéro du projet: 29 21 01 — Référence STM: STM-9999-99-99-99	Feuille: 0010

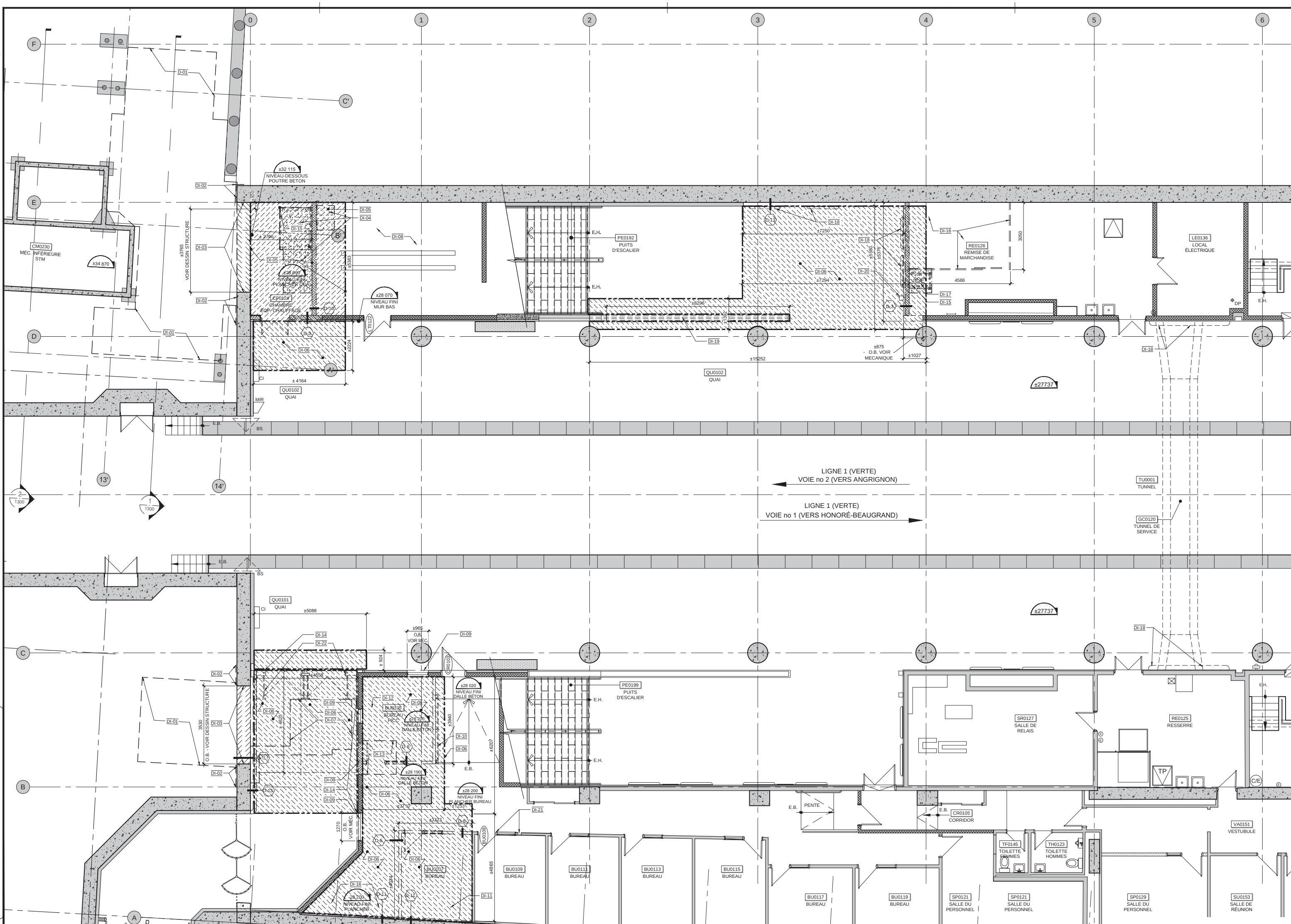
CE DOCUMENT D'INGÉNIERIE EST LA PROPRIÉTÉ DE LA STM ET PROTÉGÉ PAR LA LOI. IL EST DESTINÉ EXCLUSIVEMENT AUX FINS QUI Y SONT MENTIONNÉES. TOUTE REPRODUCTION OU ADAPTATION, PARTIELLE OU TOTALE, EST STRICTEMENT PROHIBÉE SANS AVOIR OBTENU AU PRÉALABLE L'AUTORISATION ÉCRITE DE LA STM.

Numéro du plan: RS-PD-BA-AR-417-99-1S40-229520 — Révision: 0B

FORMAT A1A, 2016-09

CE DOCUMENT D'INGÉNIERIE EST LA PROPRIÉTÉ DE LA STM ET PROTÉGÉ PAR LA LOI. IL EST DESTINÉ EXCLUSIVEMENT AUX FINS QUI Y SONT MENTIONNÉES. TOUTE REPRODUCTION OU ADAPTATION, PARTIELLE OU TOTALE, EST STRICTEMENT PROHIBÉE SANS AVOIR OBTENU AU PRÉALABLE L'AUTORISATION ÉCRITE DE LA STM.

FORMAT A1/A, 2016-09



Plan niveau quai
Démolition
ÉCHELLE : 1:75

1
1100

NOTES GÉNÉRALES

NOTES GÉNÉRALES QUI S'APPLIQUENT À L'ENSEMBLE DES TRAVAUX INDIQUÉS SUR LES DESSINS, SE RÉFÉRER AUX NOTES GÉNÉRALES NG.1 À NG.15 INCLUSIVEMENT SUR LA FEUILLE 0000.

NOTES SPÉCIFIQUES - DÉMOLITION

NS-D.6 DE FAÇON GÉNÉRALE, DÉMOLIR DE FAÇON NON LIMITATIVE LES ÉLÉMENTS ICI- BAS MENTIONNÉ ET EXÉCUTER TOUT TRAVAIL SUPPLÉMENTAIRE DE DÉMOLITION, INDIQUÉ OU NON ET REQUIS PAR LA NATURE DES TRAVAUX DE RÉAMÉNAGEMENT ET D'AGRANDISSEMENT À RÉALISER :

- DÉMOLITION DE FINIS DE PLANCHER ET DE PLINTHES, EXÉCUTION DE TRANCHÉES JUSQU'À LA DALLE STRUCTURALE AINSI QUE LA DÉMOLITION PONCTUELLE DE FINIS MURAUX, POUR LE PASSAGE DE CONDUITS DANS LE MUR ET DANS LE PLANCHER ENTRE LA PIERRE DE QUAIS ET LE MUR;
- DÉMOLITION PARTIELLE ET SOIGNEUSE DE FINIS DE PLANCHERS ET DE PLINTHES POUR LE PASSAGE DE CANALISATIONS DE DRAINAGE ET DES CONDUITS ET SERVICES D'ÉLECTRICITÉ, DE CONTRÔLE OU DE TÉLÉCOM;
- SIGNALÉTIQUE SÈCHE, ENLÈVEMENT DES PELLICULES AUTOCOLLANTES SIGNALÉTIQUES SUR LES ÉQUIPEMENTS DE PERCEPTION, LES PORTES PAPILLONS, LES MURS, ETC. POUR L'ENSEMBLE DE LA STATION, SELON LES DESSINS, LES INDICATIONS ET LES PRESCRIPTIONS DES DOCUMENTS DE LA SIGNALÉTIQUE (SECTIONS DE DEVIS, DESSINS DES SÉRIES 9500, 9600, 9700 ET ANNEXES A, B ET C);
- DÉMOLITION ET DÉMANTÈLEMENT D'ACCESSOIRES, DE FIXATIONS OU D'ANCRAGES POUR LE REMPLACEMENT DES COMPOSANTES DE LA SIGNALÉTIQUE, Y INCLUANT LA MANUTENTION ET L'ENTREPOSAGE;
- DÉMOLITION D'ÉLÉMENTS EN ACIER DE SUPPORTS DE LUMINAIRES (MURAUX OU AUX PLAFONDS);
- À TOUS LES NIVEAUX, EXÉCUTION DE TOUTES LES OUVERTURES ET LES PERCÉES DANS LES MURS, PLANCHERS, PLAFONDS OU DALLE DE TOIT TERRASSE (1981 McGILL COLLEGE), NÉCESSAIRES AUX TRAVAUX DE TOUS LES AUTRES CORPS DE MÉTIERS ET EN COORDINATION AVEC LES DESSINS DE DÉMOLITION OU DE CONSTRUCTION DES AUTRES DISCIPLINES;
- OBTURATION DE TOUTES LES OUVERTURES LAISSÉES PAR LE PASSAGE D'ANCIENS CONDUITS, SOIT MÉCANIQUE, PLOMBERIE, ÉLECTRICITÉ OU AUTRES. UTILISER DES MATÉRIAUX SIMILAIRES AUX SURFACES EXISTANTES ET/OU SE RÉFÉRER AU DEVIS À LA SECTION 078400 - PROTECTION COUPE-FEU ET PARE-FUMÉE;
- TOUTE AUTRE EXÉCUTION DE DÉMOLITION NÉCESSAIRE À L'EXÉCUTION COMPLÈTE DES TRAVAUX REQUIS;
- L'ABSENCE D'INDICATIONS PARTICULIÈRES NE SIGNIFIE PAS QUE DES TRAVAUX DE DÉMOLITION NE SOIENT PAS REQUIS.

NOTES D'INTERVENTIONS
DÉMOLITION INTÉRIEURE (DIVERS)

NIVEAU DES QUAIS:

DI-01 ZONE INDIQUÉE PAR LA LARGE LIGNE POINTILLÉE, PROTECTION, SOUTÈNEMENT, DÉMOLITION D'ÉLÉMENTS STRUCTURAUX, Y INCLUANT EXCAVATION (À TITRE INDICATIF, VOIR DOC. STRUCTURE).

DI-02 COMPOSANTES DU SYSTÈME D'ÉTANCHÉITÉ DE FONDATIONS ET DE DALLES SOUTERRAINES À ENLEVER. SCARIFIER ET NETTOYER TOUTES LES SURFACES AU JET DE SABLE JUSQU'AU BÉTON SAIN AFIN DE PRÉPARER LES SURFACES POUR LES NOUVEAUX FINIS (VOIR DOC. STRUCTURE).

DI-03 SUR TOUT LE PÉRIMÈTRE DE LA NOUVELLE OUVERTURE DANS LE MUR DE FONDATION, SCARIFIER ET NETTOYER LE BÉTON AFIN DE PRÉPARER LES SURFACES POUR LES NOUVEAUX FINIS (VOIR DOC. STRUCTURE).

DI-04 PLATE-FORME D'ÉQUIPEMENTS EN ACIER, ANCRAGES ET FIXATIONS À ENLEVER (VOIR DOC. MÉC., ÉLECT., TCPE).

DI-05 CHAPE DE BÉTON À SCARIFIER ±65mm D'ÉP. JUSQU'À LA DALLE STRUCTURALE. MEMBRANES DE PLANCHER À ENLEVER ET À NETTOYER LE BÉTON AFIN DE PRÉPARER LES SURFACES POUR LES NOUVELLES MEMBRANES ET LES FINIS.

DI-06 ZONE INDIQUÉE PAR LA LARGE LIGNE POINTILLÉE, DÉMOLIR LE REVÊTEMENT DE PLANCHER, LE LIT DE MORTIER ET LES MEMBRANES JUSQU'À LA DALLE STRUCTURALE. PRÉPARER LES SURFACES POUR LES NOUVELLES MEMBRANES ET FINIS. DÉMOLIR ÉGALEMENT LA PLINTHE MURALE, SAUF IND. CONT. TOUJOURS DÉMOLIR LE LONG DES JOINTS DE COULIS OU DE DALLAGE AFIN DE CONSERVER DES SURFACES ENTIÈRES DE DALLAGE, VOIR PLANS DES FINIS POUR L'ÉTENDUE ET NATURE DES TRAVAUX.

DI-07 ZONE INDIQUÉE PAR LA LARGE LIGNE POINTILLÉE, DÉMOLIR LA DALLE STRUCTURALE DE BÉTON (VOIR DOC. STRUCTURE).

DI-08 ÉQUIPEMENTS, ANCRAGES ET FIXATIONS À RÉCUPÉRER ET À RELOCALISER (VOIR DOC. MÉC., ÉLECT., CONTRÔLE, TCPE).

DI-09 NOUVELLE OUVERTURE POUR PERSIENNE DANS LE MUR (VOIR DOC. MÉC.).

DI-10 MAIN-COURANTE, POTEAUX ET PLAQUES DE FIXATION À DÉMANTELER, À RÉCUPÉRER, À ENTREPOSER ET À RELOCALISER.

DI-11 STM, TOUT LE MOBILIER ET ACCESSOIRES À ENLEVER, À RÉCUPÉRER ET À ENTREPOSER.

DI-12 STM, TOUT LE MOBILIER À ENLEVER, À RÉCUPÉRER, À ENTREPOSER ET À RELOCALISER DANS LE BU0107.

DI-13 DALLE DE BÉTON À DÉMOLIR JUSQU'À LA DALLE STRUCTURALE ±205mm D'ÉP. À NETTOYER LE BÉTON AFIN DE PRÉPARER LES SURFACES POUR LES NOUVEAUX FINIS (VOIR DOC. STRUCTURE).

DI-14 REVÊTEMENTS MURAUX EN DALLAGES DE PIERRE (±305mm X ±915mm) AVEC SYSTÈMES D'ATTACHES, DE FIXATIONS ET D'ANCRAGES À DÉMANTELER, À RÉCUPÉRER, À ENTREPOSER. DÉMOLIR ÉGALEMENT LA PLINTHE MURALE, SAUF IND. CONT. VOIR PLANS DES FINIS POUR L'ÉTENDUE ET NATURE DES TRAVAUX.

DI-15 DALLE DE PROPRETÉ EN BÉTON ±127mm D'ÉP.) À DÉMOLIR.

DI-16 STM, CLOISONS GRILLAGÉES, MOBILIERS, CASIERS ET ARMOIRES EXISTANTS À RÉCUPÉRER ET À ENTREPOSER.

DI-17 CHAUFFE-EAU À RELOCALISER (VOIR DOC. MÉC., ÉLECT.) ET GARDE-CORPS À DÉMOLIR.

DI-18 **STM :** AFFICHES PUBLICITAIRES À ENLEVEFR ET LUMIQUAIS À DÉBRANCHER PAR STM.
ADJUDICATAIRE : LUMIQUAIS EXISTANTS À RÉCUPÉRER, À ENTREPOSER, À COORDONNER LES TRAVAUX (VOIR DOC. ÉLECT.).

DI-19 SUR LE DESSUS DE LA BALUSTRADE, SUR TOUTE LA LONGUEUR INDIQUÉE, DÉMANTELER, RÉCUPÉRER ET ENTREPOSER LES PROFILÉS EN ALUMINIUM, ANCRAGES ET FIXATIONS. À DÉMOLIR LA BALUSTRADE EN BÉTON, MARGELLE ET PLINTHES (VOIR DOC. STRUCTURE).

DI-20 TÉLÉPHONE PUBLIC À ENLEVER (VOIR DOC. ÉLECT. ET TCPE).

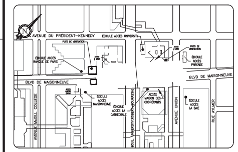
DI-21 DÉMOLITION PARTIELLE POUR L'INSTALLATION D'UN NOUVEAU LECTEUR DE CARTE À ENCASTRER DANS LA CLOISON FINIE EN GYPSE (NOUVEAUX FILAGES, ACCESSOIRES ET BOÎTIER À DISSIMULER), VOIR DOC. TCPE ET ÉLECT.).

DI-22 SÉPARATION ENTRE RIVERAIN ET STATION: PORTES DOUBLES, CADRES, BÂTIS EN ACIER INOXYDABLE ET GRILLES DE SÉCURITÉ À ENROULEMENT, RAILS, ACCESSOIRES, BOÎTIER ET MOTEUR, CONTRÔLE À DÉMANTELER (VOIR DOC. ÉLECT. TCPE ET CONTRÔLE).

DI-23 À DI-25 : NOTES INTERVENTIONS NON UTILISÉES

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
08 JAN. 2019
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET SERVICES AUX ENTREPRISES

Plan clé:



Notes:

L'Adjudicataire doit vérifier toutes les dimensions sur place et est tenu d'aviser le Représentant désigné de toute omission.

CE DOCUMENT NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉ À DES FINS DE CONSTRUCTION

no / rév.	description

plans en référence

no:	date:	description:	Vérifié:	Approuvé:
0C	2018-12-12	Émis pour demande de permis, 29 21 01 C07		
0B	2018-08-01	Émis pour IPCI-RC5, 29 21 01 C07		
0A	2018-05-02	Émis pour RC4, 29 21 01 C07		

révisions

Émetteur:

BUREAU DE PROJETS ÉQUIPEMENTS FIXES•MÉTRO

Sceau:



2018-12-14

Client:

stm

Localisation:

LIGNE 1
1S40 McGill

Titre du projet:

PROGRAMME ACCESSIBILITÉ

Titre du contrat:

Construction des infrastructures McGill

Titre du dessin:

Plan de démolition
Niveau des quais | (Architecture)

Préparé par:	Approbation administrative:
Brigitte St-Pierre, arch.	Jimmy Rheault, ing.
Dessiné par:	**Vérifié par:**
René-Luc Desjardins, tech	Patrice Monfette, arch.

Date: 2018-05-02 | Échelle: Indiquée | Dimension: mm

Numéro du plan: RS-PD-BA-AR-417-99-1S40-229525 | Révision: 0B

13/28

Numéro du projet: 29 21 01 | Référence STM: STM-9999-99-99-99 | Feuille: 1100



Plan niveau mezzanine
Démolition
ÉCHELLE : 1:75

NOTES D'INTERVENTIONS
DÉMOLITION INTÉRIEURE (DIVERS)

NIVEAU MEZZANINE:

- DI-26 PROTECTION, SOUTÈNEMENT ET EXCAVATION (ZONE IDENTIFIÉE, À TITRE INDICATIF, VOIR DOC. STRUCTURE)
- DI-27 GRILLE GRATTE-PIEDS ET CADRE À REMPLACER. OUVERTURE À SCARIFIER POUR L'INSTALLATION DE LA NOUVELLE GRILLE.
- DI-28 PORTE ET CADRE À REMPLACER. IMPOSTE FINIE EN MAÇONNERIE DE BRIQUES À DÉMOLIR.
- DI-29 STM, GRILLES DE PLAQUES PALIÈRES DES ESCALIERS MÉCANIQUES À DÉMONTER, À RÉCUPÉRER ET À ENTREPOSER.
- DI-30 **STM:** AFFICHES PUBLICITAIRES À ENLEVER ET LUMIQUAIS À DÉBRANCHER PAR STM.
  ADJUDICATAIRE: LUMIQUAIS EXISTANTS À RÉCUPÉRER, À ENTREPOSER, À COORDONNER LES TRAVAUX (VOIR DOC. ÉLECT.).
- DI-31 PORTE D'ACCÈS MURALE POUR SERVICES MÉC./ÉLECT. À DÉMOLIR (VOIR DOC. MÉC., ÉLECT.).
- DI-32 STM, ZONE DE PERCEPTION : DÉMANTELER BORNES DE RECHARGEMENT (2 BR), À CONSERVER POUR RELOCALISATION (VOIR DOC. ÉLECT. ET TCPE). GRILLES ET BARRIÈRES FIXÉS AU PLANCHER À ENLEVER.
- DI-33 JOINT DE DILATATION EXISTANT À DÉMANTELER ET À REMPLACER.
- DI-34 STM, RÉCEPTACLES À RECYCLAGE (4) ET À REBUTS (1) FIXÉS AU PLANCHER À ENLEVER.
- DI-35 STM, ZONE DE PERCEPTION : DÉMANTELER LES ÉQUIPEMENTS SUIVANTS, À CONSERVER POUR RELOCALISATION : TOURNIQUET DE SORTIE (1 TS) ET TOURNIQUETS D'ENTRÉE (2 TE) (VOIR DOC. ÉLECT. ET TCPE).
- DI-36 STM, STÈLES D'AFFICHAGE (3) FIXÉES AU PLANCHER À ENLEVER.
- DI-37 TOUS LES SERVICES, TUYAUTERIES, CONDUITS ET ÉQUIPEMENTS MÉC./ÉLECT. À ENLEVER (VOIR DOC. MÉC./ÉLECT.).
- DI-38 CLOISONS VITRÉES AVEC SABOTS À LA BASE ET À LA TÊTE (HT. DALLE À DALLE) ET AVEC MAIN-COURANTES DE CHAQUE CÔTÉ DES PANNEAUX À DÉMOLIR.
- DI-39 ZONE INDIQUÉE PAR LA LARGE LIGNE POINTILLÉE, DÉMOLIR LE REVÊTEMENT DE PLANCHER, LE LIT DE MORTIER ET LES MEMBRANES JUSQU'À LA DALLE STRUCTURALE. PRÉPARER LES SURFACES POUR LES NOUVELLES MEMBRANES ET FINIS. DÉMOLIR ÉGALEMENT LA PLINTHE MURALE, SAUF IND. CONT. TOUJOURS DÉMOLIR LE LONG DES JOINTS DE COULIS OU DE DALLAGES AFIN DE CONSERVER DES SURFACES ENTIÈRES DE DALLAGES, VOIR PLANS DES FINIS POUR L'ÉTENDUE ET NATURE DES TRAVAUX.
- DI-40 ZONE INDIQUÉE PAR LA LARGE LIGNE POINTILLÉE, DÉMOLIR LA DALLE STRUCTURALE DE BÉTON, Y INCLUANT EXCAVATION (VOIR DOC. STRUCTURE).
- DI-41 CANIVEAUX DE DISTRIBUTION DE SERVICES AU PLANCHER DANS LA CHAPE DE BÉTON POUR LES ÉQUIPEMENTS À CONSERVER, À MODIFIER, À AJOUTER ET À PROLONGER SELON LA NOUVELLE LIGNE DE PERCEPTION (VOIR DOC. ÉLECT. ET TCPE).
- DI-42 SEUIL DE BÉTON À DÉMOLIR JUSQU'À LA DALLE DE BÉTON.

DI-43 À DI-49 : NOTES INTERVENTIONS NON UTILISÉES

NOTES GÉNÉRALES

NOTES GÉNÉRALES QUI S'APPLIQUENT À L'ENSEMBLE DES TRAVAUX INDIQUÉS SUR LES DESSINS, SE RÉFÉRER AUX NOTES GÉNÉRALES NG.1 À NG.15 INCLUSIVEMENT SUR LA FEUILLE 0000.

NOTES SPÉCIFIQUES - DÉMOLITION

NS-D.1 EXIGENCES DU DEVIS POUR LA DÉMOLITION
LES TRAVAUX DE DÉMOLITION SERONT FAITS SELON LES EXIGENCES DU DEVIS DE LA SECTION 017419 - GESTION ET ÉLIMINATION DES MATÉRIAUX DE REBUTS DE CONSTRUCTION / DÉMOLITION.

NS-D.2 AVANT DE PROCÉDER AUX TRAVAUX DE DÉMOLITION
- CONSULTER L'ÉTENDUE DES TRAVAUX INDIQUÉE DANS LES DOCUMENTS DES AUTRES DISCIPLINES, STRUCTURE, MÉCANIQUE, MÉCANIQUE ASCENSEUR, ÉLECTRIQUE, TCPE ET CONTRÔLE AINSI QUE LE DÉMANTÈLEMENT, LE REMPLACEMENT OU L'AJOUT DE LA SIGNALÉTIQUE SÈCHE ET/OU LUMINEUSE.

NS-D.3 TOUS LES REVÊTEMENTS PLANCHERS, MURAUX, PLAFONDS ET MAÇONNERIES DE BRIQUES EXISTANTS À CONSERVER:
- NE PAS FIXER LES SERVICES TEMPORAIRES SUR LES REVÊTEMENTS EXISTANTS AFIN DE NE PAS ENDOMMAGER LES FINIS.
- AVANT DE PROCÉDER À LA FIXATION DES SERVICES TEMPORAIRES SUR LES REVÊTEMENTS, SOUMETTRE LA MÉTHODE DE FIXATIONS ET D'ANCRAGES AU REPRÉSENTANT DÉSIGNÉ AFIN D'OBTENIR L'APPROBATION DE PROCÉDER.
- À RAGRÉER ET À RÉPARER LES SURFACES ENDOMMAGÉES, INCLUANT LES JOINTS DE MORTIER, DE COULIS, LES BRIQUES, LES BRIQUETTES (CÉRAMIQUE MURALE), LA PIERRE, LES SURFACES DE BÉTON PEINT OU FINIES EN CRÉPI, ETC., APPAREILLER LES MATÉRIAUX DE RÉPARATION TELS QUE CEUX EXISTANTS ADJACENTS.

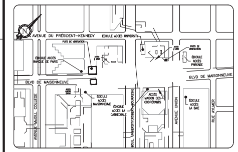
NS-D.4 TRAVAUX MONTRÉS OU NON MONTRÉS AUX DESSINS
POUR TOUS LES APPAREILS, ÉQUIPEMENTS ET SYSTÈMES DE MÉCANIQUE, MÉCANIQUE ASCENSEUR, ÉLECTRIQUE, TCPE, CONTRÔLE, SIGNALÉTIQUE ET AUTRES À FOURNIR ET À INSTALLER ET/OU À RACCORDER, EXÉCUTER LE RAGRÉAGE POUR TOUTES LES ZONES TOUCHÉES PAR LES TRAVAUX DE DÉMOLITION ET DE CONSTRUCTION.

NS-D.5 DÉMANTÈLEMENT DE LA MAÇONNERIE DE BRIQUES ET RÉCUPÉRATION DE LA BRIQUE - RÉFECTION DE JOINTS DE MORTIER
- POUR TOUTES LES ZONES OÙ LA MAÇONNERIE DE BRIQUES EST À DÉMANTELER ET À RÉCUPÉRER, LES JOINTS DE MORTIER EXISTANTS ADJACENTS À LA ZONE À DÉMANTELER DOIVENT ÊTRE REFAITS. LA ZONE DE RÉFECTION EST DÉLIMITÉE PAR LES SURFACES ADJACENTES À LA MAÇONNERIE ENDOMMAGÉE PAR LE DÉMANTÈLEMENT.
- LA RÉFECTION DOIT INCLURE UNE SURFACE COMPLÈTE DE MUR, SOIT DE MUR À MUR (COIN À COIN OU AU CHANGEMENT DE DIRECTION) ET DE PLANCHER AU PLAFOND OU À LA DALLE STRUCTURALE DU PLAFOND (TOIT).

NS-D.6 DE FAÇON GÉNÉRALE, DÉMOLIR DE FAÇON NON LIMITATIVE LES ÉLÉMENTS ICI- BAS MENTIONNÉ ET EXÉCUTER TOUT TRAVAIL SUPPLÉMENTAIRE DE DÉMOLITION, INDIQUÉ OU NON ET REQUIS PAR LA NATURE DES TRAVAUX DE RÉAMÉNAGEMENT ET D'AGRANDISSEMENT À RÉALISER :

- DÉMOLITION DE FINIS DE PLANCHER ET DE PLINTHES, EXÉCUTION DE TRANCHÉES JUSQU'À LA DALLE STRUCTURALE AINSI QUE LA DÉMOLITION PONCTUELLE DE FINIS MURAUX, POUR LE PASSAGE DE CONDUITS DANS LE MUR ET DANS LE PLANCHER ENTRE LA PIERRE DE QUAIS ET LE MUR;
- DÉMOLITION PARTIELLE ET SOIGNEUSE DE FINIS DE PLANCHERS ET DE PLINTHES POUR LE PASSAGE DE CANALISATIONS DE DRAINAGE ET DES CONDUITS ET SERVICES D'ÉLECTRICITÉ, DE CONTRÔLE OU DE TÉLÉCOM;
- SIGNALÉTIQUE SÈCHE, ENLÈVEMENT DES PELLICULES AUTOCOLLANTES SIGNALÉTIQUES SUR LES ÉQUIPEMENTS DE PERCEPTION, LES PORTES PAPILLONS, LES MURS, ETC. POUR L'ENSEMBLE DE LA STATION, SELON LES DESSINS, LES INDICATIONS ET LES PRESCRIPTIONS DES DOCUMENTS DE LA SIGNALÉTIQUE (SECTIONS DE DEVIS, DESSINS DES SÉRIES 9500, 9600, 9700 ET ANNEXES A, B ET C);
- DÉMOLITION ET DÉMANTÈLEMENT D'ACCESSOIRES, DE FIXATIONS OU D'ANCRAGES POUR LE REMPLACEMENT DES COMPOSANTES DE LA SIGNALÉTIQUE, Y INCLUANT LA MANUTENTION ET L'ENTREPOSAGE;
- DÉMOLITION D'ÉLÉMENTS EN ACIER DE SUPPORTS DE LUMINAIRES (MURAUX OU AUX PLAFONDS);
- À TOUS LES NIVEAUX, EXÉCUTION DE TOUTES LES OUVERTURES ET LES PERCÉES DANS LES MURS, PLANCHERS, PLAFONDS OU DALLE DE TOIT TERRASSE (1981 McGILL COLLEGE), NÉCESSAIRES AUX TRAVAUX DE TOUS LES AUTRES CORPS DE MÉTIERS ET EN COORDINATION AVEC LES DESSINS DE DÉMOLITION OU DE CONSTRUCTION DES AUTRES DISCIPLINES;
- OBTURATION DE TOUTES LES OUVERTURES LAISSÉES PAR LE PASSAGE D'ANCIENS CONDUITS, SOIT MÉCANIQUE, PLOMBERIE, ÉLECTRICITÉ OU AUTRES. UTILISER DES MATÉRIAUX SIMILAIRES AUX SURFACES EXISTANTES ET/OU SE RÉFÉRER AU DEVIS À LA SECTION 078400 - PROTECTION COUPE-FEU ET PARE-FUMÉE;
- TOUTE AUTRE EXÉCUTION DE DÉMOLITION NÉCESSAIRE À L'EXÉCUTION COMPLÈTE DES TRAVAUX REQUIS;
- L'ABSENCE D'INDICATIONS PARTICULIÈRES NE SIGNIFIE PAS QUE DES TRAVAUX DE DÉMOLITION NE SOIENT PAS REQUIS.

Plan clé:



Notes:

L'Adjudicataire doit vérifier toutes les dimensions sur place et est tenu d'aviser le Représentant désigné de toute omission.

CE DOCUMENT NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉ À DES FINS DE CONSTRUCTION

no / rév.	description

plans en référence

no:	date:	description:	Vérifié:	Approuvé:
0C	2018-12-12	Émis pour demande de permis, 29 21 01 C07		
0B	2018-08-01	Émis pour IPCI-RC5, 29 21 01 C07		
0A	2018-05-02	Émis pour RC4, 29 21 01 C07		

révisions

Émetteur:

BUREAU DE PROJETS ÉQUIPEMENTS FIXES-MÉTRO

Sceau:

Ordre des architectes du Québec — 3684 BRIGITTE ST-PIERRE ARCHITECTE — 2018-12-14

Client: stm

Localisation:
LIGNE 1
1S40 McGill

Titre du projet:
PROGRAMME ACCESSIBILITÉ

Titre du contrat:
Construction des infrastructures McGill

Titre du dessin:
Plan de démolition
Niveau mezzanine | (Architecture)

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
08 JAN. 2019
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET SERVICES AUX ENTREPRISES

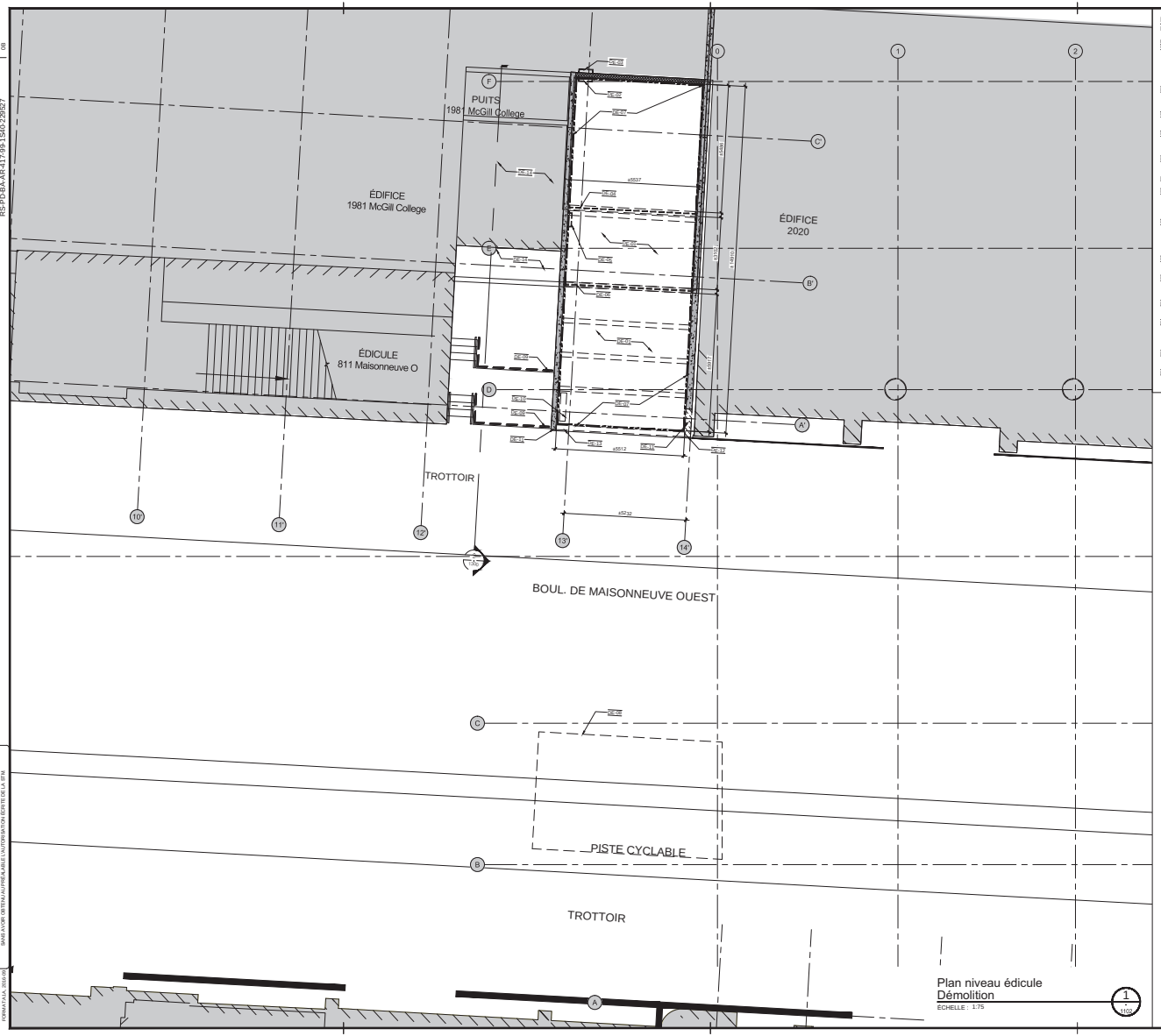
Préparé par: Brigitte St-Pierre, arch.	Approbation administrative: Jimmy Rheault, ing.
Dessiné par: René-Luc Desjardins, tech	Vérifié par: Patrice Monfette, arch.
Date: 2018-05-02	Échelle: Indiquée / Dimension: mm
Numéro du plan: RS-PD-BA-AR-417-99-1S40-229526	Révision: 0B
Numéro du projet: 29 21 01 / Référence STM: STM-9999-99-99-99	Feuille: 1101

14/28

Numéro du plan: RS-PD-BA-AR-417-99-1S40-229526 Révision: 0B

CE DOCUMENT D'INGÉNIERIE EST LA PROPRIÉTÉ DE LA STM ET PROTÉGÉ PAR LA LOI. IL EST DESTINÉ EXCLUSIVEMENT AUX FINS QUI Y SONT MENTIONNÉES. TOUTE REPRODUCTION OU ADAPTATION, PARTIELLE OU TOTALE, EST STRICTEMENT PROHIBÉE SANS AVOIR OBTENU AU PRÉALABLE L'AUTORISATION ÉCRITE DE LA STM.

FORMAT A1A, 2016-09



NOTES D'INTERVENTIONS
DÉMOLITION ENVELOPPE ET EXTÉRIEURE

NIVEAU RUE ET TOITURE:

DE-01 NIVEAU RUE JUSQU'AU NIVEAU TOIT: BACS DE PLANTATIONS EXTÉRIEURS, ENLÈVEMENT DES AMÉNAGEMENTS PAYSAGERS (ARBRES, PLANTATIONS, TERRASSEMENTS, SCULPTURES, ETC), DES ÉQUIPEMENTS RIGIDES, DES MEMBRANES, CANALISATIONS ET TUYAUTERIES, ETC. À ÉVACUER TOUTES CES COMPOSANTES DU SITE (VOIR DOC. MÉC. ET ÉLECT.).

DE-02 NIVEAU TOIT: PUITS DE VENTILATION (PVN) EXISTANT À MODIFIER : GRILLE D'ACCÈS EN CAILLEBOTIS EN ACIER ET ÉCHELLE AVEC CRINOLINE EN ACIER À DÉMOLIR.

DE-03 NIVEAU TOIT: ÉCHELLE ET SYSTÈMES D'ANCRAGES EN ACIER À DÉMANTELER, À RÉCUPÉRER, À ENTREPOSER ET À MODIFIER.

DE-04 DANS LE PVN: PORTES D'ENROULEMENT (2) EN ACIER AVEC RAILS, ÉQUIPEMENTS, CONTRÔLES À ENLEVER (VOIR DOC. MÉC., ÉLECT. ET CONTRÔLE).

DE-05 DANS LE PVN: ÉCHELLE, PLATE-FORME D'ACCÈS ET SYSTÈMES D'ANCRAGES À DÉMOLIR.

DE-06 DANS LE PVN: GARDE-CORPS EN ACIER À DÉMOLIR.

DE-07 DANS LE PVN ET BACS DE PLANTATIONS ZONE INDIQUÉE PAR LA LARGE LIGNE POINTILLÉE, PROTECTION, SOUTÈNEMENT, DÉMOLITION D'ÉLÉMENTS STRUCTURAUX ET MEMBRANES (À TITRE INDICATIF, VOIR DOC. ET STRUCTURE).

DE-08 NIVEAU RUE: ZONE INDIQUÉE PAR LA LARGE LIGNE POINTILLÉE, PROTECTION, SOUTÈNEMENT, DÉMOLITION DE PAVAGE, TROTTOIR, FONDATIONS DE CHAUSSÉE, D'ÉLÉMENTS STRUCTURAUX ET MEMBRANES, Y INCLUANT EXCAVATION (À TITRE INDICATIF, VOIR DOC. CIVIL ET STRUCTURE).

DE-09 RIVERAIN 1981 McGILL: GARDE-CORPS VITRÉE (2) EN "L" AVEC PLAQUES D'ANCRAGE À ENLEVER, À RÉCUPÉRER ET À REMETTRE AU RIVERAIN.

DE-10 RIVERAIN 1981 McGILL: ENSEIGNE "PRESSE CAFÉ" AVEC PLAQUES D'ANCRAGE À RELOCALISER TEMPORAIREMENT (À COORDONNER EMPLACEMENT AU CHANTIER) (VOIR DOC. ÉLECT.).

DE-11 MURS LATÉRAUX DES BACS À PLANTATIONS À DÉMOLIR PONCTUELLEMENT (VOIR DOC. STRUCTURE).

DE-12 RIVERAIN 2020: JOINTS DE DILATATION À ENLEVER, PAREMENT EN DALLAGES DE GRANITE ET SYSTÈMES D'ATTACHES À DÉMANTELER, À RÉCUPÉRER ET À ENTREPOSER. À DÉMANTELER LE LONG DES JOINTS DE DALLAGE AFIN DE CONSERVER DES DALLES ENTIÈRES.

DE-13 À LA JONCTION DU TROTTOIR ET DU MUR DE BÉTON, JOINT DE DILATATION À DÉMOLIR.

DE-14 RIVERAIN 1981 McGILL: TERRASSEMENT, BACS DE PLANTATIONS ET AMÉNAGEMENTS PAYSAGERS AVEC ÉQUIPEMENTS MÉC./ÉLECT., À PROTÉGER PENDANT LES TRAVAUX DE DÉMOLITION ET DE CONSTRUCTION.

NOTES GÉNÉRALES

NOTES GÉNÉRALES QUI S'APPLIQUENT À L'ENSEMBLE DES TRAVAUX INDIQUÉS SUR LES DESSINS. SE RÉFÉRER AUX NOTES GÉNÉRALES NG.1 À NG.15 INCLUSIVEMENT SUR LA FEUILLE 0000.

NOTES SPÉCIFIQUES - DÉMOLITION

NS-D.1 EXIGENCES OU DEVIS POUR LA DÉMOLITION
LES TRAVAUX DE DÉMOLITION SERONT FAITS SELON LES EXIGENCES OU DEVIS DE LA SECTION 01 74 21 - GESTION ET ÉLIMINATION DES MATÉRIAUX DE REBUTS DE CONSTRUCTION / DÉMOLITION.

NS-D.2 AVANT DE PROCÉDER AUX TRAVAUX DE DÉMOLITION
- CONSULTER L'ÉTENDUE DES TRAVAUX INDIQUÉS DANS LES DOCUMENTS DES AUTRES DISCIPLINES, STRUCTURE, MÉCANIQUE, MÉCANIQUE ASCENSEUR, ÉLECTRIQUE, TOPE ET CONTRÔLE AINSI QUE LE DÉMANTÈLEMENT, LE REMPLACEMENT OU L'AJOUT DE LA SIGNALÉTIQUE SÈCHE ET/OU LUMINEUSE.

NS-D.3 TOUS LES REVÊTEMENTS DE PLANCHERS, MURAUX, PLAFONDS ET MAÇONNERIES DE BRIQUES EXISTANTS À CONSERVER
- NE PAS FÉRER LES SERVICES TEMPORAIRES SUR LES REVÊTEMENTS EXISTANTS AFIN DE NE PAS ENDOMMAGER LES FINIS.
- AVANT DE PROCÉDER À LA FIXATION DES SERVICES TEMPORAIRES SUR LES REVÊTEMENTS, SOUMETTRE LA MÉTHODE DE FIXATIONS ET D'ANCRAGES AU REPRÉSENTANT DÉSIGNÉ AFIN D'OBTENIR L'APPROBATION DU PROCÉDER.
- À RAGRÉER ET À RÉPARER LES SURFACES ENDOMMAGÉES INCLUANT LES JOINTS DE MORTIER, DE COULIS, LES BRIQUES, LES BRIQUETTES (CÉRAMIQUE MURALE), LA PIERRE, LES SURFACES DE BÉTON PEINT OU FINIES EN CRÉPIÉ ETC., APPARIEILLER LES MATÉRIAUX DE RÉPARATION TELS QUE CEUX EXISTANTS ADJACENTS.

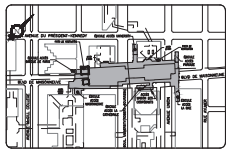
NS-D.4 TRAVAUX MONTRÉS OU NON MONTRÉS AUX DESSINS
POUR TOUS LES APPAREILS, ÉQUIPEMENTS ET SYSTÈMES DE MÉCANIQUE, MÉCANIQUE ASCENSEUR, ÉLECTRIQUE, TOPE, CONTRÔLE, SIGNALÉTIQUE ET AUTRES À FOURNIR ET À INSTALLER ET/OU À RACCORDER, EXÉCUTER LE RAGRÉAGE POUR TOUTES LES ZONES TOUCHÉES PAR LES TRAVAUX DE DÉMOLITION ET DE CONSTRUCTION.

NS-D.5 DÉMANTÈLEMENT DE LA MAÇONNERIE DE BRIQUES ET RÉCUPÉRATION DE LA BRIQUE + RÉFECTION DE JOINTS DE MORTIER
- POUR TOUTES LES ZONES OÙ LA MAÇONNERIE DE BRIQUES EST À DÉMANTELER ET À RÉCUPÉRER, LES JOINTS DE MORTIER EXISTANTS ADJACENTS À LA ZONE À DÉMANTELER DOIVENT ÊTRE REPAITS. LA ZONE DE RÉFECTION EST DÉLIMITÉE PAR LES SURFACES ADJACENTES À LA MAÇONNERIE ENDOMMAGÉE PAR LE DÉMANTÈLEMENT.
- LA RÉFECTION DOIT INCLURE UNE SURFACE COMPLÈTE DE MUR, SOIT DE MUR À MUR (COIN À COIN OU AU CHANGEMENT DE DIRECTION) ET DE PLANCHER AU PLAFOND OU À LA DALLE STRUCTURALE DU PLAFOND (TOIT).

NS-D.6 DE FAÇON GÉNÉRALE, DÉMOLIR DE FAÇON NON LIMITATIVE LES ÉLÉMENTS EN SUS MENTIONNÉ ET EXÉCUTER TOUT TRAVAIL SUPPLÉMENTAIRE DE DÉMOLITION, INDIQUÉ OU NON ET REQUIS PAR LA NATURE DES TRAVAUX DE RÉAMÉNAGEMENT ET D'AGRANDISSEMENT À RÉALISER :
- DÉMOLITION DE FINIS DE PLANCHER ET DE PLINTHES, EXÉCUTION DE TRANCHÉES JUSQU'À LA DALLE STRUCTURALE AINSI QUE LA DÉMOLITION PONCTUELLE DE FINIS MURAUX, POUR LE PASSAGE DE CONDUITS DANS LE MUR ET DANS LE PLANCHER ENTRE LA PIERRE DE QUAI ET LE MUR.
- DÉMOLITION PARTIELLE ET SOIGNEUSE DE FINIS DE PLANCHERS ET DE PLINTHES POUR LE PASSAGE DE CANALISATIONS DE DRAINAGE ET DES CONDUITS ET SERVICES D'ÉLECTRICITÉ, DE CONTRÔLE OU DE TÉLÉCOM.
- SIGNALÉTIQUE SÈCHE, ENLÈVEMENT DES PELLICULES AUTOCOLLANTES SIGNALÉTIQUES SUR LES ÉQUIPEMENTS DE PERCEPTION, LES PORTES PAPILLONS, LES MURS, ETC. POUR L'ENSEMBLE DE LA STATION, SELON LES DESSINS, LES INDICATIONS ET LES PRESCRIPTIONS DES DOCUMENTS DE LA SIGNALÉTIQUE (SECTIONS DE DEVIS, DESSINS DES SÉRIES 9500, 9600, 9700 ET ANNEXES A, B ET C).
- DÉMOLITION ET DÉMANTÈLEMENT D'ACCESSOIRES, DE FIXATIONS OU D'ANCRAGES POUR LE REMPLACEMENT DES COMPOSANTES DE LA SIGNALÉTIQUE, Y INCLUANT LA MANUTENTION ET L'ENTREPOSAGE.
- DÉMOLITION D'ÉLÉMENTS EN ACIER DE SUPPORTS DE LUMINAIRES (MURAUX OU AUX PLAFONDS).
- À TOUS LES NIVEAUX, EXÉCUTION DE TOUTES LES OUVERTURES ET LES PERÇÉES DANS LES MURS, PLANCHERS, PLAFONDS OU DALLE DE TOIT TERRASSE (1981 McGILL COLLEGE) NÉCESSAIRES AUX TRAVAUX DE TOUS LES AUTRES CORPS DE MÉTIERS ET EN COORDINATION AVEC LES DESSINS DE DÉMOLITION OU DE CONSTRUCTION DES AUTRES DISCIPLINES.
- OBTURATION DE TOUTES LES OUVERTURES LAISSÉES PAR LE PASSAGE D'ANCIENS CONDUITS, SOIT MÉCANIQUE, PLOMBERIE, ÉLECTRICITÉ OU AUTRES, UTILISER DES MATÉRIAUX SIMILAIRES AUX SURFACES EXISTANTES ET/OU SE RÉFÉRER AU DEVIS À LA SECTION 07 84 00 - PROTECTION COUPE-FEU ET PARE-FUMÉE.
- TOUTE AUTRE EXÉCUTION DE DÉMOLITION NÉCESSAIRE À L'EXÉCUTION COMPLÈTE DES TRAVAUX REQUIS.
- L'ABSENCE D'INDICATIONS PARTICULIÈRES NE SIGNIFIE PAS QUE DES TRAVAUX DE DÉMOLITION NE SONT PAS REQUIS.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
08 JAN. 2019
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET SERVICES AUX ENTREPRISES

Plan clé:



Notes:

L'Adjudicataire doit vérifier toutes les dimensions sur place et est tenu d'aviser le Représentant désigné de toute omission.

CE DOCUMENT NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉ À DES FINS DE CONSTRUCTION

no / rév.	description

plans en référence

DC	2018-12-02	Émis pour demande de permis, 29 21 01 C07		
DB	2018-08-01	Émis pour RDPDCS, 29 21 01 C07		
DA	2018-05-02	Émis pour RC4, 29 21 01 C07		
no.	date:	description:	Vérifié:	Approuvé:

révisions

Émetteur:

BUREAU DE PROJETS ÉQUIPEMENTS FIXES-MÉTRO

Sceau:

2018-12-14

Client:

Localisation:

LIGNE 1
1S40 McGill

Titre du projet:

PROGRAMME ACCESSIBILITÉ

Titre du contrat:

Construction des infrastructures McGill

Titre du dessin:

Plan de démolition
Niveau édicule
(Architecture)

Préparé par: Brigitte St-Pierre, arch.	Approbation administrative: Jimmy Rheault, ing.
Dessiné par: René-Luc Desjardins, tech	Vérifié par: Patrice Monfette, arch.
Date: 2018-05-02	Échelle: Indiquée / Dimension: mm

Numéro du plan: RS-PD-BA-AR-417-99-1S40-229527

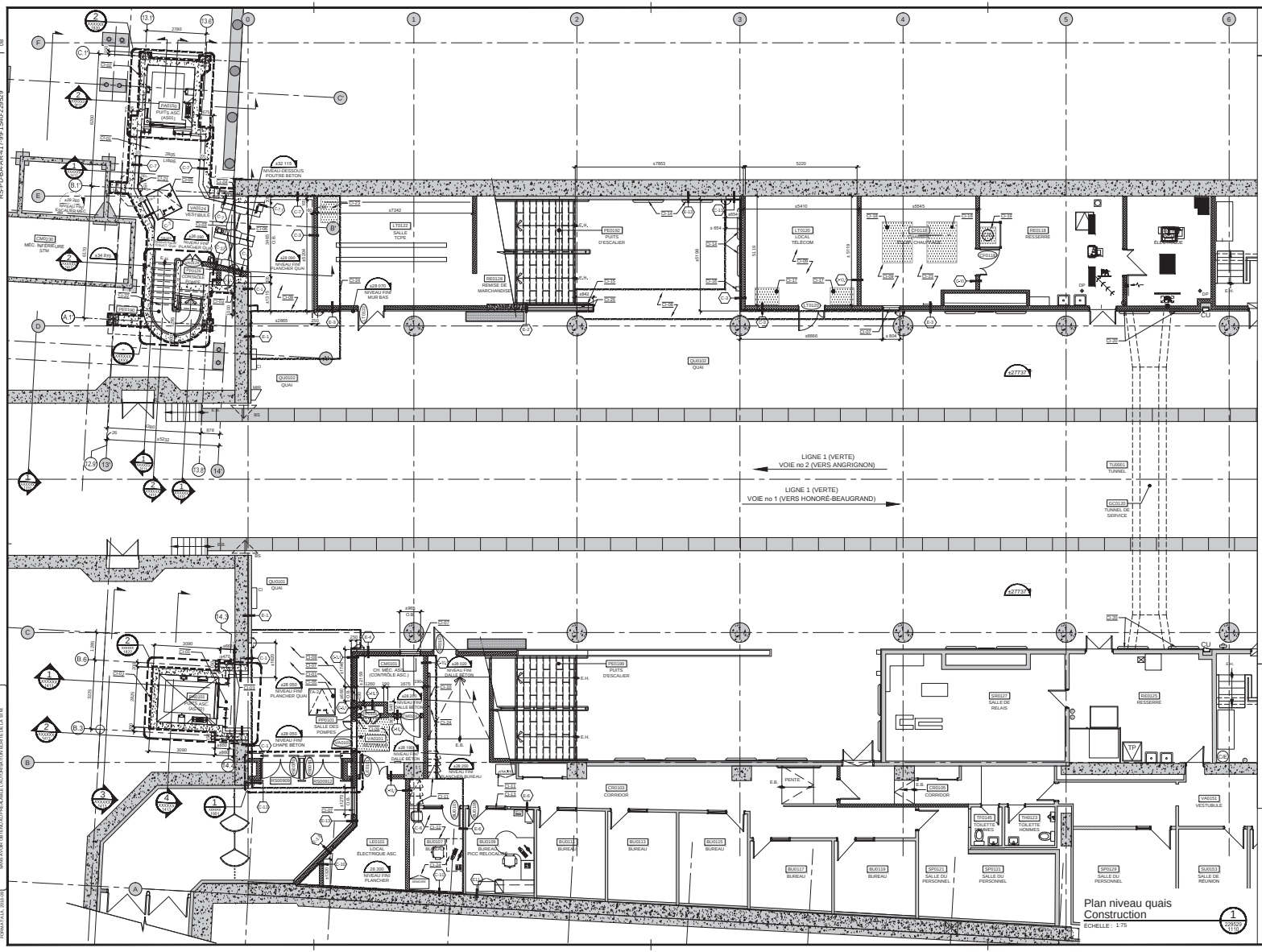
Numéro du projet: 29 21 01 | Référence STM: STM-9999-99-99-99 | Feuille: 1102

15/28

CE DOCUMENT DEMEURE EST LA PROPRIÉTÉ DE LA STM ET PROTÉGÉ PAR LA LOI SUR LE DROIT D'AUTEUR. IL NE PEUT ÊTRE UTILISÉ, REPRODUIT OU ADAPTÉ EN TOTALITÉ OU EN PARTIE, EST STRICTEMENT PROHIBÉ SANS L'AVOIR PRÉALABLEMENT OBTENU PAR ÉCRIT DE LA STM

DERNIER PLOT: 2018-12-14 15:28:00 | Version: 08
Version du plan: RS-PD-BA-AR-417-99-1S40-229527

Version 08
Numéro de plan
RS-PD-BA-AR-417-99-1S40-229529



NOTES SPÉCIFIQUES - CONSTRUCTION

NOTES SPÉCIFIQUES DE CONSTRUCTION QUI S'APPLIQUENT À L'ENSEMBLE DES TRAVAUX INDIQUÉS SUR LES DESSINS. SE RÉFÉRER AUX NOTES NOTES SPÉCIFIQUES DE CONSTRUCTION NS-C1 À NS-C6 INCLUSIVEMENT SUR LA FEUILLE 0001.

NOTES D'INTERVENTIONS

CONSTRUCTION INTÉRIEURE (DIVERS)

1. NOUVELLE DALLE STRUCTURALE DE BÉTON SUR NOUVELLES INFRASTRUCT./S (VOIR DOC. STRUCT.) À NIVELER LA DALLE, NOUVELLES MEMBRANES D'ÉTANCHÉITÉ DE PLANCHER, LIT DE MORTIER ET NOUVEAUX FINIS D'INCLUANT LES PLINTHES (VOIR PLAN DES FINIS).
2. NOUVELLES MEMBRANES D'ÉTANCHÉITÉ ET D'IMPERMÉABILISATION DANS LA ZONE EXCAVÉE. (VOIR DOC. STRUCT. POUR TYPE ET EMPLACEMENT. VOIR DEVIS ARCHITECTURE POUR SPÉCIFICATIONS.)
3. NOUVEAUX COUVRE-JOINTS, JOINTS DE DILATION ET BARRIÈRES D'ÉTANCHÉITÉ (COURS-EU, VERT. ET HORIZ. DE 450mm. DALLE À DALLE, DALLE À MUR, ETC.) VOIR DOC. STRUCT. POUR TYPE ET EMPLACEMENT. VOIR DEVIS ARCHITECTURE POUR SPÉCIFICATIONS.
4. SUITE À L'ENLÈVEMENT DES MEMBRANES D'ÉTANCHÉITÉ SOUTERRAINES, SCARIFIER ET NETTOYER TOUTES LES SURFACES AU JET DE SABLE JUSQU'AU BÉTON SAIN AFIN DE PRÉPARER LES SURFACES POUR NOUVELLE ÉTANCHÉITÉ VERT. ET HORIZ. (VOIR DOC. STRUCT.).
5. NOUVELLE TRAPPE D'ACCÈS AVEC FINI INTÉGRÉ ET CADRE ENCASTRÉE AU PLANCHER.
6. STM - NOUVELLE ZONE DE PERCEPTION : 2 PORTILLONS À VANTAUX (PV). COORDONNER AVEC LA STM (VOIR DOC. TCPE ET ELECT.).
   ADJUDICATAIRE : POUR TOUS LES NOUVEAUX ÉQUIPEMENTS DE PERCEPTION INSTALLER UN CANIVEAU D'ALIMENTATION ÉLECTRIQUE ET UN CANIVEAU POUR TCPE SOUS LE FINI DE PLANCHER, POSITIONNER LES CANIVEAUX SELON L'EMPLACEMENT PRÉVU DES ÉQUIPEMENTS, COORDONNER AVEC LE REPRÉSENTANT DESIGNÉ AVANT LA POSE DU LIT DE MORTIER LA POSITION FINALE DES ÉQUIPEMENTS (VOIR DOCUMENTS TCPE ET ELECT.).
7. NOUVELLE PERÇEMENT TYPE PERSEAU DANS NOUVELLE OUVERTURE MURALE AVEC VCF. VOIR ÉLÉVATIONS ET COORDONNER DIMENSIONS AVEC MEC.
8. ZONE MODIFIÉE PAR LA LARGE DALLE POINTILLÉE, À NIVELER LA DALLE EXISTANTE, NOUVELLES MEMBRANES D'ÉTANCHÉITÉ DE PLANCHER, LIT DE MORTIER ET NOUVEAUX FINIS D'INCLUANT LES PLINTHES (VOIR PLAN DES FINIS).
9. NOUVELLE CHAPE DE BÉTON AVEC NOUVEAUX FINIS (VOIR PLAN DES FINIS). NIVEAU DU FINI AJUSTÉ AVEC NIVEAU DE NOUVEAU PLANCHER ADJACENT (VOIR DOC. STRUCT.).
10. MAIN-COURANTE, POTEAUX ET PLAQUES DE FIXATION RÉCUPÉRÉES, À INSTALLER, À AJUSTER, À RAGRÉER ET À RETEINDRE.
11. STM - MOBILIERS RÉCUPÉRÉS À INSTALLER, CADRES (1) ET ARMOIRE (1).
12. STM - MOBILIERS RÉCUPÉRÉS DU BUREAU SU0109, À INSTALLER, À RELOCALISER DANS LE BUREAU MODIFIÉ.
13. PORTE ET SECTION VITRÉE À CONSERVER, CADRE À MODIFIER, À MACHNER AFIN DE RECEVOIR NOUVELLE GÂCHE ÉLECTRIQUE ET NOUVEAU LECTEUR DE CARTE À ENCASTRER DANS LA CLOISON EXISTANTE (CONDUITS DISSIMULÉS, À INSTALLER, À RACCORDER NOUVELLE GÂCHE ÉLECTRIQUE ET ACCESSOIRES POUR CONTRÔLE D'ACCÈS (VOIR DOC. TCPE ET ELECT.).
14. LUMINAIRE RÉCUPÉRÉS, À RELOCALISER (VOIR DOC. ÉLECTRICITÉ).
15. BALUSTRADE DE BÉTON MODIFIÉE, COUPE (VOIR DOC. STRUCT.). BÉTON APPARENT À SABLER, À POLIR TOUTES LES SURFACES AVEC UN FINI DE 4 PASSES (VOIR PLAN DES FINIS). À MODIFIER ET À COUPER LES PROFILÉS EN ALUMINIUM RÉCUPÉRÉS, RÉINSTALLER SUR LE DESSUS DE LA BALUSTRADE ET À RAGRÉER AVEC LES ANCRAGES ET FIXATIONS RÉCUPÉRÉS, À REMPLACER LES EXTRÉMITÉS DES PROFILÉS AVEC ALUMINIUM TEL QUE L'EXISTANT AJUSANT (VOIR ORIGINALE).
16. TÉLÉPHONE PUBLIC (VOIR DOC. ELECT. ET TCPE).
17. NOUVELLES BASES DE PROPRETÉ DE BÉTON POUR ÉQUIPEMENTS MÉCA. DIMENSIONS (VOIR DOC. STRUCT. ET MEC. EMPLACEMENT À COORDONNER AU CHANTIER).
18. NOUVELLES PLATE-FORMES EN ACIER GALV. POUR ÉQUIPEMENTS MÉCA (VOIR DOC. STRUCT. ET MEC.).
19. NOUVELLES BASES DE PROPRETÉ DE BÉTON POUR CHAUFFE-EAU ET ÉQUIPEMENTS RELOCALISÉS. DIMENSIONS (VOIR DOC. STRUCT. ET MEC.). NOUVEAU GARDE-CORPS ARDOISE PRÉ À LA DALLE AVEC PLAQUES D'ANCRAGES (VOIR DÉTAILS).
20. LUMINAIRE EXISTANTS (4) RÉCUPÉRÉS DU NIVEAU MEZZANINE À RELOCALISER AU NIVEAU DES QUAIS QUI01 ET QUI02. ALIMENTATION ÉLECTRIQUE EXISTANTE À MODIFIER (VOIR DOC. ÉLECT.). SURFACES MURALES À RÉPARER, À RAGRÉER ET À APPARIELLER TEL QUE L'EXISTANT. EN CARREAUX DE CÉRAMIQUE (VOIR COMPOSITION DE QUÉBONS TYPE «3» SUR FEUILLE 0010).
21. NOUVEAU TÉLÉPHONE D'ASSISTANCE (VOIR DOC. TCPE POUR LA FOURNITURE ET INSTALLATION).
22. NOUVEL ESCALIER DE BÉTON AVEC NOUVEAUX FINIS ET NOUVELLES PLINTHES (VOIR PLAN DES FINIS). NOUVELLES MAIN-COURANTES EN ACIER INOXYDABLE. DOUBLE D'UN CÔTÉ ET SIMPLE DE L'AUTRE CÔTÉ (VOIR DÉTAILS).
23. NOUVELLES BASES DE PROPRETÉ DE BÉTON POUR ÉQUIPEMENTS MÉCA. DIMENSIONS (VOIR DOC. STRUCT. ET MEC. EMPLACEMENT À COORDONNER AU CHANTIER). ÉQUIPEMENTS RÉCUPÉRÉS RELOCALISÉS (VOIR DOC. MEC. ET TCPE).
24. ZONES INDIQUANT NOUVELLE CHAPE DE BÉTON AVEC NOUVEAUX FINIS (VOIR PLAN DES FINIS). NIVEAU DU TRAILLAGE AVEC NIVEAUX DES FINIS DE PLANCHER ADJACENTS. QUI101, RAMPE EXISTANTE, CN103 OU LT122.
25. MARGELLE DE BÉTON MODIFIÉE, COUPE (VOIR DOC. STRUCT.). DESSUS DE LA MARGELLE ET PLINTHES À RÉPARER, À RAGRÉER ET À APPARIELLER TEL QUE L'EXISTANT. EN DALLAGES DE GRANITE (VOIR PLAN DES FINIS, DÉTAILS ET DOC. STRUCT.).

DÉMOLITION NOTES D'INTERVENTIONS NON UTILISÉES

LÉGENDE - TYPE DE SYSTÈMES DE MURS RIDEAUX

SPÉCIFICATIONS, VOIR DEVIS.

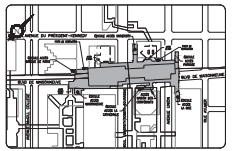
MR-1 - NOUVEAUX SYSTÈMES DE MURS RIDEAUX EXTÉRIEURS :
- À FOURNIR ET À INSTALLER POUR LES PAROIS VITRÉES EXTÉRIEURES.
- AVEC VITRAGE DE TYPE V1, PANNEAUX DE VERRE ISOLANT ET SCELLÉS.

MR-1a - NOUVEAUX SYSTÈMES DE MURS RIDEAUX EXTÉRIEURS :
- À FOURNIR ET À INSTALLER POUR L'ENVELOPPE EXTÉRIEURE.
- AVEC PANNEAUX DE TYMPANS ISOLÉS FINIS AVEC REVÊTEMENT EN PANNEAUX D'ALUMINIUM.

MR-2 - NOUVEAUX SYSTÈMES DE MURS RIDEAUX INTÉRIEURS :
- À FOURNIR ET À INSTALLER POUR LES PAROIS VITRÉES DES PUITS DES ASCENSEURS ASSI ET ASSO AVEC ATTACHES LATÉRALES POUR MENEAUX.
- AVEC VITRAGE DE TYPE V2, PANNEAUX EN VERRE LAMINÉ.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
08 JAN. 2019
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET SERVICES AUX ENTREPRISES

Plan clé:



Notes:

L'Adjudicataire doit vérifier toutes les dimensions sur place et est tenu d'aviser le Représentant désigné de toute omission.

CE DOCUMENT NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉ À DES FINS DE CONSTRUCTION

no / rév.	description
	plans en référence

no.	date:	description:	Vérifié:	Approuvé:
DC	2018-12-12	Émis pour demande de permis, 29 21 01 C07		
DB	2018-09-21	Émis pour RFC-RCS, 29 21 01 C07		
DA	2018-05-02	Émis pour RC4, 29 21 01 C07		

révisions

Émetteur:

BUREAU DE PROJETS ÉQUIPEMENTS FIXES-MÉTRO

Sceau:

Ordre des architectes du Québec
2018-12-14

Client:

stm

Localisation:

LIGNE 1
1S40 McGill

Titre du projet:

PROGRAMME ACCESSIBILITÉ

Titre du contrat:

Construction des infrastructures McGill

Titre du dessin:

Plan de construction
Niveau des quais
Construction
(Architecture)

Préparé par: Brigitte St-Pierre, arch.	Approbation administrative: Jimmy Rheault, ing.
Dessiné par: René-Luc Desajardins, tech	Vérifié par: Patrice Monfette, arch.
Date: 2018-05-02	Échelle: Indiquée
	Dimension: mm

Numéro du plan: RS-PD-BA-AR-417-99-1S40-229529

Numéro du projet: 29 21 01 | Référence STM: STM-9999-99-99-99 | Feuille: 1110

CE DOCUMENT DEMEURE EST LA PROPRIÉTÉ DE LA STM, ET PROTÉGÉ PAR LA LOI SUR LE DROIT D'AUTEUR. IL NE PEUT ÊTRE UTILISÉ, REPRODUIT, MODIFIÉ OU TOTALE, EST STRICTEMENT PROHIBÉE SANS L'AVIS DE LA STM ET SANS L'AUTORISATION DU DIRECTEUR DE LA STM.

FORMAT D'A1, 594x841



Plan niveau mezzanine
Construction
ÉCHELLE : 1:75

NOTES D'INTERVENTIONS

CONSTRUCTION INTÉRIEURE (DIVERS)

(POUR SPÉCIFICATIONS, VOIR DEVIS)

MEZZANINE

CI-31 INSTALLER GRILLES DES PLAQUES PALIÈRES DES ESCALIERS MÉCANIQUES RÉCUPÉRÉES, À AJUSTER SELON LES NOUVEAUX FINIS ET À RAGRÉER.

CI-32 NOUVELLE GRILLE GRATTE-PIEDS AVEC BAC DE RÉCUPÉRATION AMOVIBLE (VOIR DÉTAILS)

CI-33 NOUVEAUX COUVRE-JOINTS, JOINTS DE DILATION ET BARRIÈRES D'ÉTANCHÉITÉ / COUPE-FEU. VERT. ET HORIZ. DE ±50mm, DALLE À DALLE SAUF IND. CONT. (VOIR DOC. STRUCTURE POUR TYPE ET EMPLACEMENT, VOIR DEVIS ARCHITECTURE POUR SPÉCIFICATIONS).

CI-34 JOINTS DILATATIONS EXISTANTS VERT. ET HORIZ. DE ±50mm À REMPLACER, À ENLEVER, À SCARIFIER LA RAINURE ET LA DALLE DE BÉTON. PRÉPARER LES SURFACES AFIN D'INSTALLER LES NOUVEAUX COUVRE-JOINTS VERT. ET HORIZ., JOINTS DE DILATION ET BARRIÈRES D'ÉTANCHÉITÉ / COUPE-FEU, DALLE À DALLE.

CI-35 NOUVELLE DALLE STRUCTURALE DE BÉTON SUR MURS DE FONDATIONS ET NOUVELLES INFRASTRUCTURES (VOIR DOC. STRUCTURE), À NIVELER LA DALLE, À FOURNIR ET À INSTALLER NOUVELLES MEMBRANES D'ÉTANCHÉITÉ DE PLANCHER, LIT DE MORTIER ET NOUVEAUX FINIS Y INCLUANT LES PLINTHES (VOIR PLAN DES FINIS).

CI-36 ZONE INDIQUÉE PAR LA LARGE LIGNE POINTILLÉE, NIVELER LA DALLE SCARIFIÉE, FOURNIR ET INSTALLER NOUVELLES MEMBRANES D'ÉTANCHÉITÉ DE PLANCHER, LIT DE MORTIER ET NOUVEAUX FINIS Y INCLUANT LES PLINTHES (VOIR PLAN DES FINIS).

CI-37 STM, RÉAMÉNAGEMENT DE LA ZONE DE PERCEPTION (NOUVEAUX ÉQUIPEMENTS, ACCESSOIRES ET RELOCALISATION):
- GARDE-CORPS, POTEAUX DE RACCORDS, POTEAUX, NOUVELLES BARRIÈRES FIXES, UNE NOUVELLE BARRIÈRE DE SERVICES (BS) (1500mm LARGEUR) OUVRANTE AVEC GÂCHE ÉLECTRIQUE, COORDONNER AVEC LE REPRÉSENTANT DÉSIGNÉ AVANT LA POSE DU LIT DE MORTIER LA POSITION FINALE DE L'ÉQUIPEMENT ET L'ALIMENTATION DE LA GÂCHE ÉLECTRIQUE, UN NOUVEAU TOURNIQUET DE SORTIE (TS), UN NOUVEAU TOURNIQUET D'ENTRÉE (TE), UN NOUVEAU PORTILLON À VANTAUX (PV), DEUX TOURNIQUETS D'ENTRÉE RELOCALISÉS (TE), NOUVEAUX POTEAUX DE RACCORDS ET POTEAUX (VOIR DOC. TCPE ET ÉLECTRICITÉ).

CI-38 POUR TOUS LES ÉQUIPEMENTS DE PERCEPTION ET D'ACHATS DE TITRE (NOUVEAUX OU RELOCALISÉS), À INSTALLER UN CANIVEAU D'ALIMENTATION ÉLECTRIQUE ET UN CANIVEAU POUR TÉLÉCOM SOUS LE FINI DE PLANCHER. POSITIONNER LES CANIVEAUX SELON L'EMPLACEMENT PRÉVU DES ÉQUIPEMENTS.

CI-39 STM, À FOURNIR ET À INSTALLER DEUX NOUVEAUX RÉCEPTACLES À RECYCLAGE COMBINÉS (2 x RR) ET UN NOUVEAU RÉCEPTACLE À REBUTS COMBINÉ (1 x PP). EMPLACEMENT À COORDONNER AU CHANTIER.

CI-40 STM, ÉQUIPEMENTS D'ACHATS DE TITRE, À RELOCALISER DEUX BORNES DE RECHARGEMENT (BR) DE CHAQUE CÔTÉ DU NOUVEL ASCENSEUR AS02, À COORDONNER AVEC STM (VOIR DOC. TCPE ET ÉLECTRICITÉ).

CI-41 STM, ÉQUIPEMENT D'ACHATS DE TITRE, À FOURNIR ET À INSTALLER UNE NOUVELLE DISTRIBUTRICE AUTOMATISÉE DE TITRES (DAT). COORDONNER AVEC STM (VOIR DOC. TCPE ET ÉLECTRICITÉ).

CI-42 STM, ÉQUIPEMENT D'ACHATS DE TITRE, À FOURNIR ET À INSTALLER LES SERVICES ÉLECTRIQUES ET TCPE POUR L'INSTALLATION FUTURE DE L'ÉQUIPEMENT, UNE NOUVELLE BORNE DE RECHARGEMENT (BR) (VOIR DOC. TCPE ET ÉLECTRICITÉ).

CI-43 NOUVELLES CLOISONS VITRÉES AVEC SABOTS EN ALUMINIUM À LA BASE ET À LA TÊTE (HT. DALLE À DALLE) SUR MARGELLE EN BÉTON FINIE AVEC DALLAGES DE GRANITE. NOUVELLES MAIN-COURANTES, PROFILÉS EN ALUMINIUM DE CHAQUE CÔTÉ DES CLOISONS AVEC FIXATIONS ET ANCRAGES DISSIMULÉS (VOIR DÉTAILS).

CI-44 NOUVELLE DALLE STRUCTURALE DE BÉTON SUR PIEUX ET NOUVELLES INFRASTRUCTURES (VOIR DOC. STRUCTURE), À NIVELER LA DALLE, À FOURNIR ET À INSTALLER NOUVELLES MEMBRANES D'ÉTANCHÉITÉ DE PLANCHER, LIT DE MORTIER ET NOUVEAUX FINIS Y INCLUANT LES PLINTHES (VOIR PLAN DES FINIS).

CI-45 ZONE INDIQUÉE PAR LA LARGE LIGNE POINTILLÉE, NIVELER LA DALLE SCARIFIÉE, FOURNIR ET INSTALLER NOUVELLES MEMBRANES D'ÉTANCHÉITÉ DE PLANCHER, LIT DE MORTIER ET NOUVEAUX FINIS Y INCLUANT LES PLINTHES (VOIR PLAN DES FINIS).

CI-46 ZONE INDIQUÉE PAR LA LARGE LIGNE POINTILLÉE, RAGRÉER ET APPAREILLER LE PLANCHER AVEC NOUVEAUX CARREAUX DE CÉRAMIQUE TELS QUE L'EXISTANTS (VOIR PLAN DES FINIS)

CI-47 RIVERAIN 1981 McGILL COLLEGE, STATIONNEMENT : RAGRÉER TOUTES LES SURFACES DU MUR EXISTANT, À OBTURER TOUTES LES OUVERTURES AVEC COMPOSANTES AYANT DRF 2HEURES ET À PEINDRE (VOIR PLAN DES FINIS).

CI-48 STM, EMPLACEMENTS DE L'ŒUVRE D'ART FOURNI ET INSTALLÉ PAR LA STM.

CI-49 À CI-55 NOTES D'INTERVENTIONS NON UTILISÉES

NOTES GÉNÉRALES

NOTES GÉNÉRALES QUI S'APPLIQUENT À L'ENSEMBLE DES TRAVAUX INDIQUÉS SUR LES DESSINS, SE RÉFÉRER AUX NOTES GÉNÉRALES NG.1 À NG.15 INCLUSIVEMENT SUR LA FEUILLE 0000.

NOTES SPÉCIFIQUES - CONSTRUCTION

NS-C.1 CLOISONS TEMPORAIRES:
- EXÉCUTER DES RÉPARATIONS AUX SURFACES ENDOMMAGÉES PAR L'ENLÈVEMENT DES CLOISONS TEMPORAIRES.

NS-C.2 SÉPARATION AVEC DEGRÉ DE RÉSISTANCE AU FEU:
- LA TRAVERSÉE DE TOUT ÉLÉMENT AYANT UN DEGRÉ DE RÉSISTANCE AU FEU DOIT-ÊTRE SCELLÉE SUR SON PÉRIMÈTRE (CONDUIT, TUYAUX, ETC.) À L'AIDE D'ENSEMBLE COUPE-FEU/PARE FUMÉE HOMOLOGUÉ ET PROPRE À L'USAGE (VOIR DEVIS - SECTION 078400 - PROTECTION COUPE-FEU ET PARE-FUMÉE AINSI QUE LES SPÉCIFICATIONS POUR LES BARRIÈRES COUPE-FEU À LA SECTION 079513 - COUVRE-JOINTS POUR JOINTS DE DILATATION.
- LES OUVERTURES À OBTURER, À CONDAMNER DANS LA DALLE EN BÉTON (EXISTANTE OU NOUVELLE), MURS (EXISTANTS OU NOUVEAUX) OU ASSEMBLAGE DE BÉTON/PONTAGE MÉTALLIQUE DOIVENT-ÊTRE BOUCHÉES À L'AIDE D'ENSEMBLE COUPE-FEU/PARE FUMÉE HOMOLOGUÉ ET PROPRE À L'USAGE.
- INTÉGRITÉ AU FEU DE LA STRUCTURE EXISTANTE DOIT ÊTRE MAINTENUE, LORS DES TRAVAUX DE DÉMOLITION OU DE CONSTRUCTION, SI LA PROTECTION AU FEU DE LA STRUCTURE (POUTRE, COLONNE ET DALLE) EST ENDOMMAGÉE, ELLE DOIT ÊTRE RÉPARÉE.

EXIGENCES DES DEGRÉS DE RÉSISTANCE AU FEU À FOURNIR ET À INSTALLER, SAUF INDICATION CONTRAIRE:
- POUR L'ASSEMBLAGE DES COMPOSANTES (EXISTANTES ET NOUVELLES) DES SÉPARATIONS COUPE-FEU, DES DISPOSITIFS D'OBTURATION, DES VOLETS COUPE-FEU, DES PRODUITS COUPE-FEU/PARE-FUMÉE, DES BARRIÈRES COUPE-FEU, ETC.:
  - TOUTES LES DALLES DE BÉTON AINSI QUE LA STRUCTURE LES SUPPORTANT, COLONNES, POUTRES, ABACLES, ETC.: 2 HEURES;
  - TOUTES LES CLOISONS OU MURS DES LOCAUX TECHNIQUES QUI SÉPARENT LES ESPACES PUBLICS: 2 HEURES;
  - TOUS LES MURS D'UN ESCALIER DE SERVICES MENANT À DES LOCAUX TECHNIQUES QUI SÉPARENT LES ESPACES PUBLICS: 2 HEURES;
  - TOUS LES MURS QUI SÉPARENT LES ESPACES DE LA STATION ET LES ESPACES DES RIVERAINS: 3 HEURES.

NS-C.3 RAGRÉAGE & RÉPARATION:
- À RÉPARER, À RAGRÉER ET À PRÉPARER LES MURS ET PLANCHER/DALLES, PLAFOND/DALLES À CONSERVER AVANT DE RECEVOIR LES NOUVEAUX FINIS.
- RÉPARER, RAGRÉER LES EMBRASURES DES OUVERTURES À CONSERVER AVANT DE RECEVOIR LES NOUVEAUX FINIS.

NS-C.4 NIVELLEMENT DES SURFACES EXISTANTES OU NOUVELLES POUR L'INSTALLATION DE LA NOUVELLE MEMBRANE D'ÉTANCHÉITÉ AU PLANCHER:
- À FOURNIR ET À INSTALLER AUTO-NIVELEMENT POUR TOUTES LES DALLES EXISTANTES DONT LE REVÊTEMENT DE PLANCHER, LE LIT DE MORTIER ET/OU LA MEMBRANE D'ÉTANCHÉITÉ ONT ÉTÉ DÉMOLIS OU ENLEVÉS AINSI QUE POUR LES NOUVELLES DALLES DE BÉTON.
- À NIVELER LES SURFACES À L'AIDE D'UN AUTO-NIVELLEMENT OU D'UN REMPLISSAGE DE BÉTON AFIN DE PRÉPARER LES SURFACES À RECEVOIR LES NOUVELLES MEMBRANES SUR LES DALLES EXISTANTES OU NOUVELLES (VOIR DEVIS).

NS-C.5 NOUVEAUX REVÊTEMENTS DE PLANCHER ET PLINTHES:
- À NIVELER LES SURFACES À L'AIDE D'UN AUTO-NIVELLEMENT OU D'UN REMPLISSAGE DE BÉTON AFIN D'ALIGNER AVEC LE REVÊTEMENT EXISTANT ADJACENT OU LE NOUVEAU REVÊTEMENT DE PLANCHER (VOIR DEVIS).

NS-C.6 RÉFECTION DE JOINTS DE MORTIER DE BRIQUE ADJACENTS AUX BRIQUES RÉCUPÉRÉES (VOIR DEVIS)
- POUR TOUTES LES ZONES OÙ LES JOINTS DE MORTIER EXISTANTS, ADJACENTS À LA ZONE DÉMANTELÉE DE LA MAÇONNERIE DE BRIQUES DOIVENT ÊTRE REFAITS, LA ZONE DE RÉFECTION EST DÉLIMITÉE PAR LES SURFACES ADJACENTES À LA MAÇONNERIE ENDOMMAGÉE PAR LE DÉMANTÈLEMENT.
- LA RÉFECTION DOIT INCLURE UNE SURFACE COMPLÈTE DE MUR, SOIT DE MUR À MUR (COIN À COIN OU AU CHANGEMENT DE DIRECTION) ET DE PLANCHER AU PLAFOND OU À LA DALLE STRUCTURALE DU PLAFOND (TOIT).

NS-C.7 SIGNALÉTIQUE SÈCHE ET LUMINEUSE - POUR TOUS LES NIVEAUX DE LA STATION ET TOUS LES ÉDICULES EXISTANTS ET NOUVEAU (ACCÈS ADJACENT À 1981 McGILL COLLÈGE):
- TOUTES LES SURFACES ENDOMMAGÉES PAR LES TRAVAUX EFFECTUÉS POUR LE DÉMANTÈLEMENT, L'ENLÈVEMENT, LE DÉMONTAGE, LE REMPLACEMENT OU L'AJOUT DE LA SIGNALÉTIQUE SÈCHE ET/OU LUMINEUSE SONT À RÉPARER, À RAGRÉER ET À APPAREILLER TEL QUE L'EXISTANT ADJACENT.
- UTILISER DES MATÉRIAUX SIMILAIRES AUX SURFACES EXISTANTES ADJACENTES.
- ÉTENDUE DES TRAVAUX POUR L'ENSEMBLE DE LA SIGNALÉTIQUE:
  - VOIR LES SÉRIES DE DESSINS 9500, 9600, 9700, LES SECTIONS DE DEVIS ET LES ANNEXES - SIGNALÉTIQUE A - AFFICHAGE AUTOCOLLANTS - VERSION 2.5, ANNEXE B - DESSINS NORMALISÉS - SIGNALÉTIQUE MÉTRO STM;
  - VOIR LES DESSINS D'ÉLECTRICITÉ ET LES SECTIONS DE DEVIS ÉLECTRIQUE.

NS-C.8 ÉTANCHÉITÉ DES REGISTRES, VOLETS MOTORISÉS DES PVNS (PUITS DE VENTILATION NATURELLE):
- FOURNIR, FAÇONNER, PLIER ET INSTALLER DES ÉLÉMENTS DE TÔLE D'ACIER INOXYDABLE 316L, FINI #4, 1,5mm MINIMUM D'ÉPAISSEUR AU POURTOUR DE TOUS LES ÉLÉMENTS STRUCTURAUX DES REGISTRES DES PVNS DONNANT SUR LES MURS EXTÉRIEURS, AUTOUR DES PORTES ET À TOUS LES ENDROITS REQUIS DE MANIÈRE À ASSURER L'ÉTANCHÉITÉ PARFAITE À L'AIR.
- FOURNIR ET APPLIQUER SCELLANT D'ÉTANCHÉITÉ DISSIMULÉ DERRIÈRE LA TÔLE D'ACIER INOXYDABLE À LA JONCTION DU SUBSTRAT ET DE LA TÔLE.
- TOUTES LES OUVERTURES SUR LE PÉRIMÈTRE DONNANT SUR LES MURS EXTÉRIEURS DOIVENT ÊTRE FERMÉE.

LÉGENDE - TYPE DE SYSTÈMES DE MURS RIDEAUX

(SPÉCIFICATIONS, VOIR DEVIS)

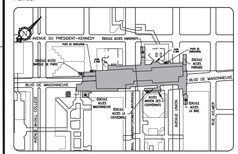
MR-1 — MR-1, NOUVEAUX SYSTÈMES DE MURS RIDEAUX EXTÉRIEURS
- À FOURNIR ET À INSTALLER POUR LES PAROIS VITRÉES EXTÉRIEURES;
- AVEC VITRAGE DE TYPE V1, PANNEAUX DE VERRE ISOLANT ET SCELLÉS.

MR-1a — MR-1a, NOUVEAUX SYSTÈMES DE MURS RIDEAUX EXTÉRIEURS
- À FOURNIR ET À INSTALLER POUR L'ENVELOPPE EXTÉRIEURE;
- AVEC PANNEAUX DE TYMPANS ISOLÉS FINIS AVEC REVÊTEMENT EN PANNEAUX D'ALUMINIUM.

MR-2 — MR-2, NOUVEAUX SYSTÈMES DE MURS RIDEAUX INTÉRIEURS
- À FOURNIR ET À INSTALLER POUR LES PAROIS VITRÉES DES PUITS DES ASCENSEURS AS01 ET AS02 AVEC ATTACHES LATÉRALES POUR MENEAUX;
- AVEC VITRAGE DE TYPE V2, PANNEAUX EN VERRE LAMINÉ.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
08 JAN. 2019
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET SERVICES AUX ENTREPRISES

Plan clé:



Notes:

L'Adjudicataire doit vérifier toutes les dimensions sur place et est tenu d'aviser le Représentant désigné de toute omission.

CE DOCUMENT NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉ À DES FINS DE CONSTRUCTION

no / rév.	description

plans en référence

no:	date:	description:	Vérifié:	Approuvé:
0C	2018-12-12	Émis pour demande de permis, 29 21 01 C07		
0B	2018-08-01	Émis pour IPCI-RC5, 29 21 01 C07		
0A	2018-05-02	Émis pour RC4, 29 21 01 C07		

révisions

Émetteur:

BUREAU DE PROJETS ÉQUIPEMENTS FIXES-MÉTRO

Sceau:



2018-12-14

Client: stm

Localisation:

LIGNE 1
1S40 McGill

Titre du projet:

PROGRAMME ACCESSIBILITÉ

Titre du contrat:

Construction des infrastructures McGill

Titre du dessin:

Plan de construction
Niveau mezzanine | (Architecture)

Préparé par: Brigitte St-Pierre, arch.	Approbation administrative: Jimmy Rheault, ing.
Dessiné par: René-Luc Desjardins, tech	Vérifié par: Patrice Monfette, arch.
Date: 2018-05-02	Échelle: Indiquée — Dimension: mm
Numéro du plan: RS-PD-BA-AR-417-99-1S40-229530	Révision: 0B
Numéro du projet: 29 21 01 — Référence STM: STM-9999-99-99-99	Feuille: 1111

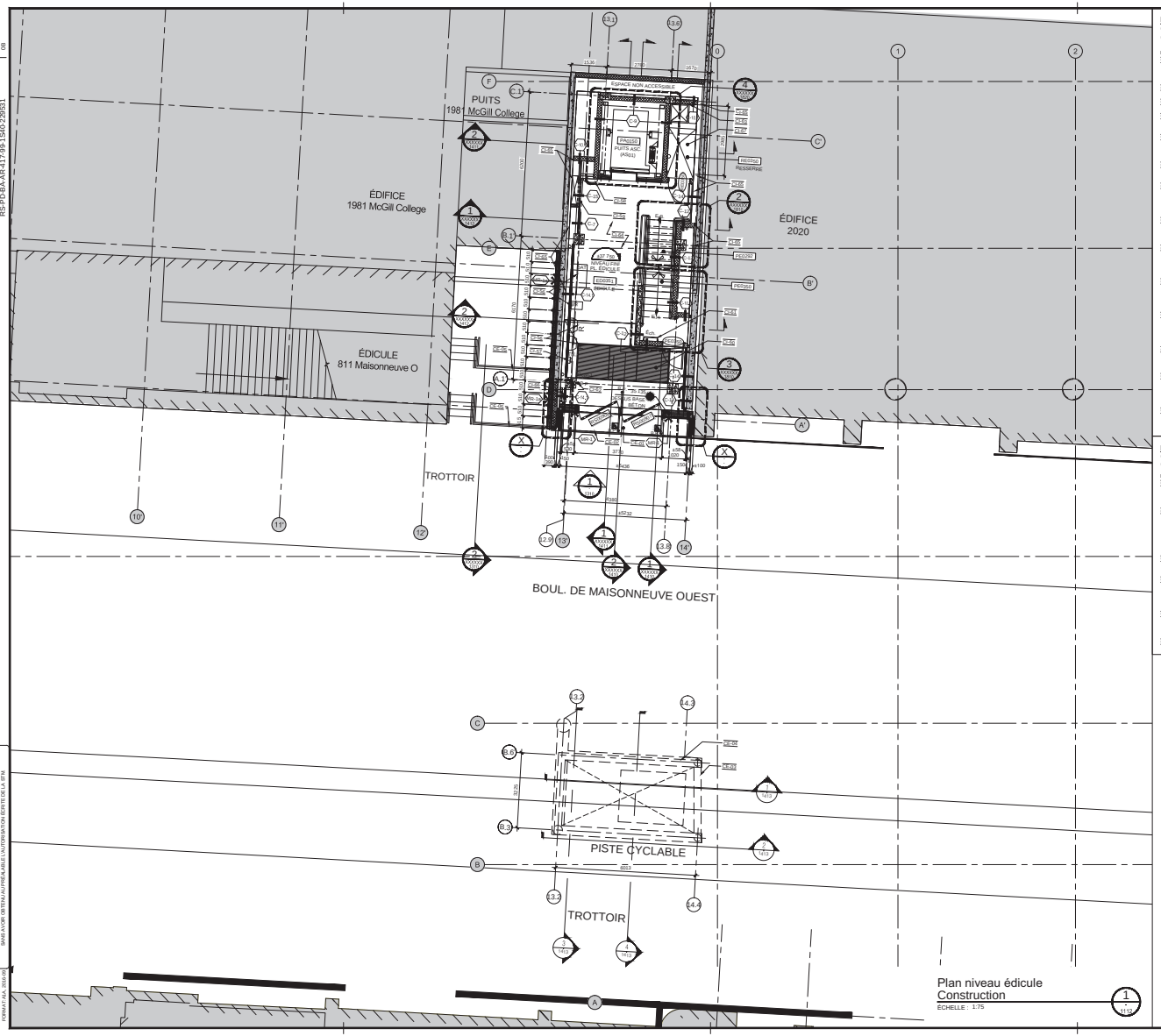
17/28

Numéro du plan: RS-PD-BA-AR-417-99-1S40-229530 — Révision: 0B

CE DOCUMENT D'INGÉNIERIE EST LA PROPRIÉTÉ DE LA STM ET PROTÉGÉ PAR LA LOI. IL EST DESTINÉ EXCLUSIVEMENT AUX FINS QUI Y SONT MENTIONNÉES. TOUTE REPRODUCTION OU ADAPTATION, PARTIELLE OU TOTALE, EST STRICTEMENT PROHIBÉE SANS AVOIR OBTENU AU PRÉALABLE L'AUTORISATION ÉCRITE DE LA STM.

FORMAT A1A, 2016-09

Version 08
Numéro du plan
RS-PD-BA-AR-417-99-1S40-229531



Plan niveau édicule
Construction
ÉCHELLE : 1:75

1
1112

NOTES D'INTERVENTIONS
CONSTRUCTION INTÉRIEURE (DIVERS)
(POUR SPÉCIFICATIONS, VOIR DEVIS)

ÉDICULE

- STM, À FOURNIR ET À INSTALLER UN NOUVEAU RÉCEPTACLE À RECYCLAGE MURAL (R) ET UN NOUVEAU RÉCEPTACLE À REBUTS MURAL (P). EMPLACEMENT À COORDONNER AU CHANTIER.
- NOUVEAU TÉLÉPHONE PUBLIC (VOIR DOC. TCPE ET ÉLECT.).
- NOUVELLE DEMI-NICHE D'ASSISTANCE (VOIR DOC. TCPE ET ÉLECT.).
- NOUVELLE PORTE D'ACCÈS 915x935mm DISSIMULÉE AVEC FINIS INTÉGRÉS POUR CONDUITS ÉLECTRIQUES/TCPE (VOIR DÉTAILS).
- NOUVELLE GRILLE GRATTE-PIEDS AVEC FOSSE DE RETENUE DRAINÉE, MEMBRANES D'ÉTANCHÉITÉ ET BASSIN EN ACIER INOXYDABLE (VOIR DÉTAILS ARCH. ET DOC. STRUCTURE, MEC.).
- NOUVELLE ÉCHELLE ET ANCRAGES EN ACIER GALVANISÉ POUR L'ACCÈS AU TOIT DE L'ÉDICULE
- STM, À FOURNIR ET À INSTALLER UN POTEAU AVEC RETOUR VERS LA COLONNE INTÉGRANT UN BOUTON DE COMMANDE D'OUVERTURE DE PORTE MOTORISÉE. À COORDONNER L'INSTALLATION AVEC LES AUTRES CORPS DE MÉTIER AU CHANTIER, VOIR DÉTAILS.
- NOUVEAUX ACCESSOIRES SANITAIRES, QUANTITÉ: 1 DE CHAQUE TYPE, AC-1, AC-2, AC-3 ET AC-4. VOIR LÉGENDE, EMPLACEMENTS À DÉTERMINER AU CHANTIER.
- NOUVELLE DALLE STRUCTURALE DE BÉTON (VOIR DOC. STRUCTURE), À NIVELER LA DALLE, À FOURNIR ET À INSTALLER NOUVELLES MEMBRANES D'ÉTANCHÉITÉ DE PLANCHER, LIT DE MORTIER ET NOUVEAUX FINIS Y INCLUANT LES PLINTHES (VOIR PLAN DES FINIS).
- NOUVEAUX COUVRE-JOINTS, JOINTS DE DILATION ET BARRIÈRES D'ÉTANCHÉITÉ / COUPE-FEU: VERT. ET HORIZ., DIMENSIONS VARIABLES, DALLE À DALLE SAUF IND. CONT. (VOIR DÉTAILS, DEVIS D'ARCH. ET DOC. STRUCTURE).
- NOUVEAU ROBINET D'ARROSAGE MURAL ENCASTRÉ DANS LE NOUVEAU REVÊTEMENT. HAUTEUR DE MONTAGE DE 1220mm MAXIMUM DU PLANCHER FINI. À COORDONNER SELON LES JOINTS DU FINI MURAL (VOIR DOC. MEC.).
- NOUVELLE CHAPE DE BÉTON AVEC PENTES VERS LE DRAIN ET NOUVEAUX FINIS (VOIR PLAN DES FINIS). AU SEUIL DE LA PORTE, NIVEAU DU FINI ALIGNÉ AVEC NIVEAU DU FINI DE PLANCHER ADJACENT E00351.
- STM, NOUVEAUX ÉQUIPEMENTS D'ACHATS DE TITRE (DAT) ET BORNE DE RECHARGEMENT (BR) À FOURNIR ET À INSTALLER LES SERVICES ÉLECTRIQUES ET TCPE POUR L'INSTALLATION FUTURE DE L'ÉQUIPEMENT. (VOIR DOC. TCPE ET ÉLECTRICITÉ).

NOTES D'INTERVENTIONS NON UTILISÉES

NOTES D'INTERVENTIONS
CONSTRUCTION ENVELOPPE ET EXTÉRIEURE
(POUR SPÉCIFICATIONS, VOIR DEVIS)

NIVEAU RUE

- NIVEAU TROTTOIR, ACCÈS EXTÉRIEUR : NOUVELLE CHAPE DE BÉTON, MEMBRANES D'ÉTANCHÉITÉ INSTALLÉES SUR DÉPRESSION DE LA NOUVELLE DALLE STRUCTURALE DE BÉTON (VOIR DOC. STRUCTURE).
- NOUVEAUX COUVRE-JOINTS, JOINTS DE DILATION ET BARRIÈRES D'ÉTANCHÉITÉ / COUPE-FEU: VERT. ET HORIZ. DE ±50mm, DALLE À DALLE (VOIR DOC. STRUCTURE POUR TYPE ET EMPLACEMENT, VOIR DÉTAILS ET DEVIS ARCH. POUR SPÉCIFICATIONS). EN-DESSOUS DES JOINTS DE LA NOUVELLE DALLE, NIVEAU MEZZANINE, À FOURNIR ET À INSTALLER NOUVELLE GOULOTTE EN ACIER INOX. 316L FINI #4 (VOIR DÉTAIL).
- NIVEAU RUE, NOUVEAUX TROTTOIRS, BORDURES, CHAUSSÉES POUR LA PISTE CYCLABLE ET LA RUE (VOIR DOC. GÉNIE CIVIL ET STRUCTURE).
- EN TRÉFONDS, NOUVEAUX SYSTÈMES D'ÉTANCHÉITÉ POUR LES DALLES STRUCTURALES DE BÉTON (NOUVELLES OU EXISTANTES), NOUVELLES STRUCTURES DE BÉTON ET INFRASTRUCTURES POUR LE NOUVEL ASCENSEUR ASS2 (VOIR DOC. GÉNIE CIVIL ET STRUCTURE).
- RIVERAIN 1981 McGILL: NOUVEAUX GARDE-CORPS VITRÉE (2) EN "L" AVEC PLAQUES D'ANCRAGE (VOIR DÉTAILS). RAGRÉER TEL QUE L'EXISTANT LA DALLE DE BÉTON EXISTANTE.

NOTES D'INTERVENTIONS NON UTILISÉES

NOTES GÉNÉRALES

NOTES GÉNÉRALES QUI S'APPLIQUENT À L'ENSEMBLE DES TRAVAUX INDIQUÉS SUR LES DESSINS. SE RÉFÉRER AUX NOTES GÉNÉRALES NG.1 À NG.15 INCLUSIVEMENT SUR LA FEUILLE 0000.

NOTES SPÉCIFIQUES - CONSTRUCTION

NS-C.1 CLOISONS TEMPORAIRES :
- EXÉCUTER DES RÉPARATIONS AUX SURFACES ENDOMMAGÉES PAR L'ENLÈVEMENT DES CLOISONS TEMPORAIRES.

NS-C.2 SÉPARATION AVEC DEGRÉ DE RÉSISTANCE AU FEU :
- LA TRAVERSÉE DE TOUT ÉLÉMENT AYANT UN DEGRÉ DE RÉSISTANCE AU FEU DOIT-ÊTRE SCELLÉE SUR SON PÉRIMÈTRE (CONDUIT, TUYAUX, ETC.) À L'AIDE D'UNE SEULE COUPE-FEU PARE-FUMÉE HOMOLOGUÉ ET PROPRE À L'USAGE (VOIR DÉTAIL – SECTION 07840 – PROTECTION COUPE-FEU ET PARE-FUMÉE / MASTIQUE LES SPÉCIFICATIONS POUR LES BARRIÈRES COUPE-FEU À LA SECTION 07811 – COUPE-FEU – JOINTS POUR JOINTS DE DILATATION).
- LES OUVERTURES À OBTURER À CONDAMNER DANS LA DALLE EN BÉTON EXISTANTE OU NOUVELLE, MURS (CONTANTS OU NOUVEAUX) OU ASSEMBLAGE DE BÉTON-POUTRAGE MÉTALLIQUE DOIVENT-ÊTRE BOUCHÉES À L'AIDE D'ENSEMBLE COUPE-EU/PARE FUMÉE HOMOLOGUÉ ET PROPRE À L'USAGE.
- L'INTÉGRITÉ AU FEU DE LA STRUCTURE EXISTANTE DOIT ÊTRE MAINTENUE. LORS DES TRAVAUX DE DÉMOLITION OU DE CONSTRUCTION, LA LA PROTECTION AU FEU DE LA STRUCTURE (POUTRE, COLONNE ET DALLE) EST ENDOMMAGÉE, ELLE DOIT ÊTRE RÉPARÉE.

EXIGENCES DES DEGRÉS DE RÉSISTANCE AU FEU À FOURNIR ET À INSTALLER, SAUF INDICATION CONTRAIRE :
- POUR L'ASSEMBLAGE DES COMPOSANTES EXISTANTES ET NOUVELLES DES SÉPARATIONS COUPE-FEU, DES DÉPOINTS D'OBTURATION, DES VOLETS COUPE-FEU, DES PRODUITS COUPE-EU/PARE-FUMÉE, DES BARRIÈRES COUPE-FEU, ETC.:
  - TOUTES LES DALLES DE BÉTON AINSI QUE LA STRUCTURE LES SUPPORTANT, COLONNES, POUTRES, ARMOLES, ETC.): 2 HEURES
  - TOUTES LES CLOISONS OU MURS DES LOCAUX TECHNIQUES QUI SÉPARENT LES ESPACES PUBLICS: 2 HEURES.
  - TOUS LES MURS D'UN ESCALIER DE SERVICES MENANT À DES LOCAUX TECHNIQUES QUI SÉPARENT LES ESPACES PUBLICS: 2 HEURES.
  - TOUS LES MURS QUI SÉPARENT LES ESPACES DE LA STATION ET LES ESPACES DES INTERFACES : 2 HEURES.

NS-C.3 RAGRÉAGE À RÉPARATION :
- À RÉPARER, À RAGRÉER ET À PRÉPARER LES MURS ET PLANCHER/DALLES, PLAFONDS LES À CONSERVER AVANT DE RECEVOIR LES NOUVEAUX FINIS.
- RÉPARER, RAGRÉER LES SUBMAGURES DES OUVERTURES À CONSERVER AVANT DE RECEVOIR LES NOUVEAUX FINIS.

NS-C.4 NIVELLEMENT DES SURFACES EXISTANTES OU NOUVELLES POUR L'INSTALLATION DE LA NOUVELLE MEMBRANE D'ÉTANCHÉITÉ AU PLANCHER :
- À FOURNIR ET À INSTALLER AUTOMATIQUEMENT POUR TOUTES LES DALLES EXISTANTES DONT LE REVÊTEMENT DE PLANCHER, LE LIT DE MORTIER ET/OU LA MEMBRANE D'ÉTANCHÉITÉ ONT ÉTÉ DÉMOLIS OU ENLEVÉS AINSI QUE POUR LES NOUVELLES DALLES DE BÉTON.
- À NIVELER LES SURFACES À L'AIDE D'UN AUTOMATIQUEMENT OU D'UN REMPLISSAGE DE BÉTON AFIN DE PRÉPARER LES SURFACES À RECEVOIR LES NOUVELLES MEMBRANES SUR LES DALLES EXISTANTES OU NOUVELLES (VOIR DEVIS).

NS-C.5 NOUVEAUX REVÊTEMENTS DE PLANCHER ET PLINTHES :
- À NIVELER LES SURFACES À L'AIDE D'UN AUTOMATIQUEMENT OU D'UN REMPLISSAGE DE BÉTON AFIN D'ALIGNER AVEC LE REVÊTEMENT EXISTANT ADJACENT OU LE NOUVEAU REVÊTEMENT DE PLANCHER (VOIR DEVIS).

NS-C.6 RÉFECTION DE JOINTS DE MORTIER DE BRIQUE ADJACENTS AUX BRIQUES RÉCUPÉRÉES (VOIR DEVIS) :
- POUR TOUTES LES ZONES OÙ LES JOINTS DE MORTIER EXISTANTS, ADJACENTS À LA ZONE DÉMANTELÉE DE LA MAÇONNERIE DE BRIQUES DOIVENT ÊTRE REFAITS, LA ZONE DE RÉFECTION EST DÉLIMITÉE PAR LES SURFACES ADJACENTES À LA MAÇONNERIE ENDOMMAGÉE PAR LE DÉMANTELEMENT.
- LA RÉFECTION DOIT INCLURE UNE SURFACE COMPLÈTE DE MUR, SOIT DE MUR À MUR (COIN À COIN OU AU CHANGEMENT DE DIRECTION) ET DE PLANCHER AU PLAFOND OU À LA DALLE STRUCTURALE OU PLAFOND (TOP).

NS-C.7 SIGNALÉTIQUE SÉCHE ET LUMINEUSE : POUR TOUS LES NIVEAUX DE LA STATION ET TOUS LES DALLES EXISTANTES ET NOUVELLES ADJACENT À MEZZANINE COLLERD :
- TOUTES LES SURFACES ENDOMMAGÉES PAR LES TRAVAUX EFFECTUÉS POUR LE DÉMANTELEMENT, L'ENLÈVEMENT, LE DÉMONTAGE, LE REMPLACEMENT OU L'AJOUT DE LA SIGNALÉTIQUE SÈCHE ET/OU LUMINEUSE SONT À RÉPARER, À RAGRÉER ET À APPARIER (OU TEL QUE EXISTANT ADJACENT).
- UTILISER DES MATÉRIAUX SIMILAIRES AUX SURFACES EXISTANTES ADJACENTES.
- ÉTENDUE DES TRAVAUX POUR L'ENSEMBLE DE LA SIGNALÉTIQUE :
  - VOIR LES SÉRIES DE DESSINS 9908, 9909, 9700, LES SECTIONS DE DEVIS ET LES ANNEXES « SIGNALÉTIQUE » « AFFICHAGE AUTOCOLLANTS – VERSION A2, ANNEXE B – DESSINS NORMALISÉS – SIGNALÉTIQUE MÉTRO STM.
  - VOIR LES DESSINS D'ÉLECTRICITÉ ET LES SECTIONS DE DEVIS ÉLECTRIQUE.

NS-C.8 ÉTANCHÉITÉ DES REBOTTRES, VOLETS MOTORISÉS DES PUITS PUITS DE VENTILATION MITIGÉES :
- FOURNIR, FACONNER, PLIER ET INSTALLER DES ÉLÉMENTS DE TÔLE D'ACIER INOXYDABLE 316L FINI #4, 1.2mm MINIMUM D'ÉPAISSEUR AU POURTOUR DE TOUS LES ÉLÉMENTS STRUCTURAUX DES REBOTTRES DES PUNS DONNANT SUR LES MURS EXTÉRIEURS, AUTOUR DES PORTES ET À TOUS LES ENDROITS REQUIS DE MANIÈRE À ASSURER L'ÉTANCHÉITÉ PARFAITE À L'AIR.
- FOURNIR ET APPLIQUER SCELLANT D'ÉTANCHÉITÉ DISSIMULÉ DERRIÈRE LA TÔLE D'ACIER INOXYDABLE À LA JONCTION DU SUBSTRAT ET DE LA TÔLE.
- TOUTES LES OUVERTURES SUR LE PÉRIMÈTRE DONNANT SUR LES MURS EXTÉRIEURS DOIVENT ÊTRE FERMÉE.

LÉGENDE - TYPE DE SYSTÈMES DE MURS RIDEAUX
(SPÉCIFICATIONS, VOIR DEVIS).

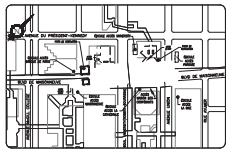
MR-1 : NOUVEAUX SYSTÈMES DE MURS RIDEAUX EXTÉRIEURS :
- À FOURNIR ET À INSTALLER POUR LES PAROIS VITRÉES EXTÉRIEURES.
- AVEC VITRAGE DE TYPE V1, PANNEAUX DE VERRE ISOLANT ET SCELLÉS.

MR-1a : NOUVEAUX SYSTÈMES DE MURS RIDEAUX EXTÉRIEURS :
- À FOURNIR ET À INSTALLER POUR L'ENVELOPPE EXTÉRIEURE.
- AVEC PANNEAUX DE TYMPANS ISOLÉS FINIS AVEC REVÊTEMENT EN PANNEAUX D'ALUMINIUM.

MR-2 : NOUVEAUX SYSTÈMES DE MURS RIDEAUX INTÉRIEURS :
- À FOURNIR ET À INSTALLER POUR LES PAROIS VITRÉES DES PUITS DES ASCENSEURS ASS1 ET ASS2 AVEC ATTACHES LATÉRALES POUR MENEAUX.
- AVEC VITRAGE DE TYPE V2, PANNEAUX EN VERRE LAMINÉ.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
08 JAN. 2019
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET SERVICES AUX ENTREPRISES

Plan clé:



Notes:

L'Adjudicataire doit vérifier toutes les dimensions sur place et est tenu d'aviser le Représentant désigné de toute omission.

CE DOCUMENT NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉ À DES FINS DE CONSTRUCTION

no / rév.	description

plans en référence

no.	date:	description:	Vérifié:	Approuvé:
0C	2019-12-02	Émis pour demande de permis, 29 21 01 C07		
0B	2019-09-01	Émis pour PCSCS, 29 21 01 C07		
0A	2019-05-02	Émis pour RC4, 29 21 01 C07		

révisions

Émetteur:

BUREAU DE PROJETS ÉQUIPEMENTS FIXES-MÉTRO

Sceau:

2019-12-14

Client:

stm

Localisation:

LIGNE 1
1S40 McGill

Titre du projet:

PROGRAMME ACCESSIBILITÉ

Titre du contrat:

Construction des infrastructures McGill

Titre du dessin:

Plan de construction
Niveau édicule | (Architecture)

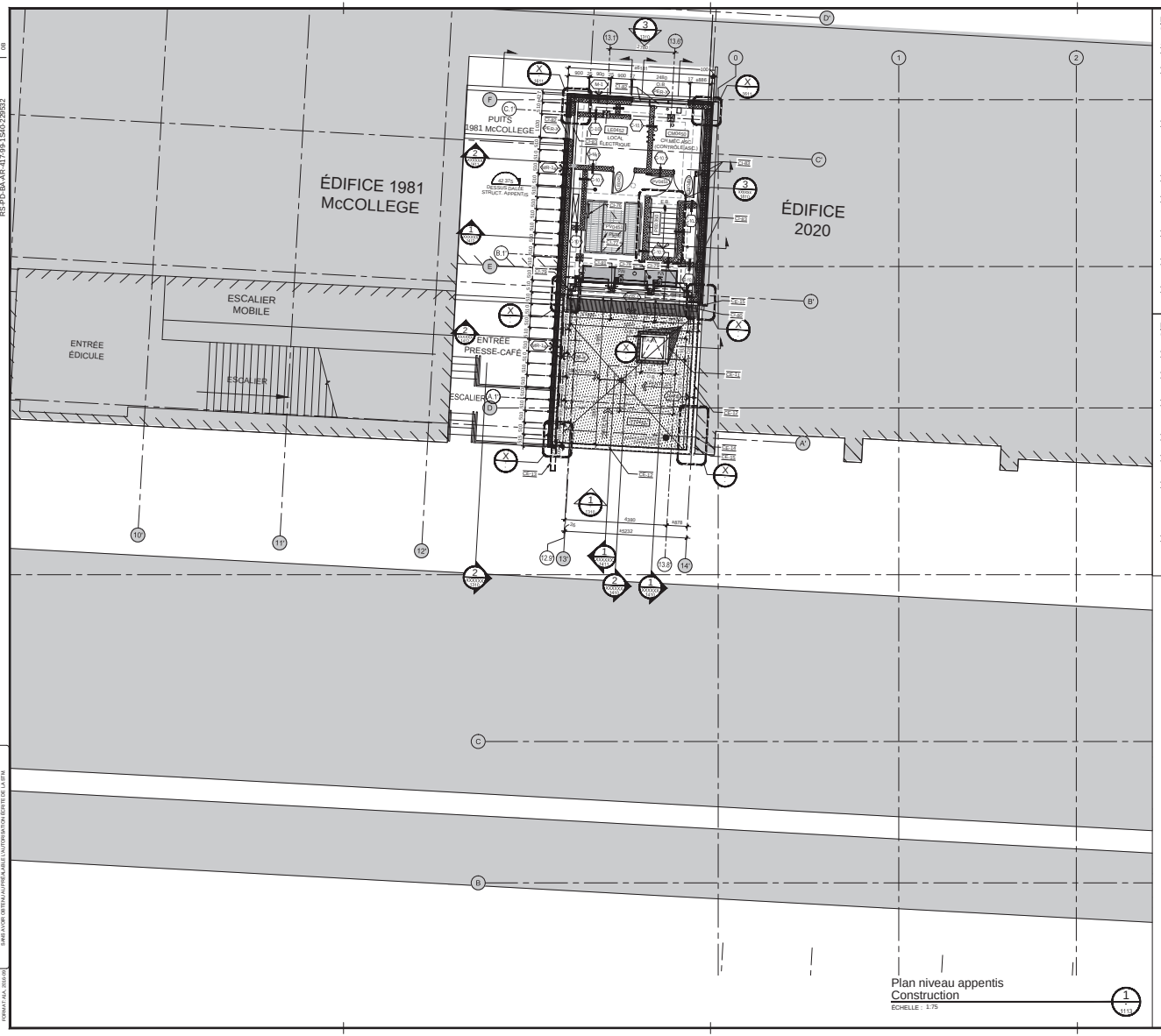
Préparé par:	Approbation administrative:
Brigitte St-Pierre, arch.	Jimmy Rheault, ing.
Dessiné par:	Vérifié par:
René-Luc Desjardins, tech	Patrice Monfette, arch.
Date:	Échelle: / Dimension:
2018-05-02	Indiquée / mm

Numéro du plan: RS-PD-BA-AR-417-99-1S40-229531

Numéro du projet: 29 21 01 | Référence STM: STM-9999-99-99-99 | Feuille: 1112

CE DOCUMENT DEMEURE EST LA PROPRIÉTÉ DE LA STM ET PROTÉGÉ PAR LA LOI SUR LE DROIT D'AUTEUR. TOUTE REPRODUCTION, MODIFICATION, REPRODUCTION OU ADAPTATION, PARTIELLE OU TOTALE, EST STRICTEMENT PROHIBÉE SANS AVOIR OBTENU AU PRÉALABLE L'AUTORISATION ÉCRITE DE LA STM

DÉPOSÉ À LA BAnQ 2019



NOTES D'INTERVENTIONS
CONSTRUCTION INTÉRIEURE (DIVERS)

APPENTIS

- **DOT** NOUVELLE ÉCHELLE ET ANCRAGES EN ACIER GALVANISÉ POUR L'ACCÈS AU TOIT DE L'APPENTIS.
- **DOT** P/N AU PLANCHER : NOUVELLE OUVERTURE AVEC SUPPORTS SUR TOUT LE PÉRIMÈTRE EN CONNERIES D'ACIER EN "L" FIXÉS AUX POUTRES DE BÉTON ET AUX SUPPORTS TRANSVERSAUX D'ACIER AVEC CALES D'ASSISE; NOUVEAU CAILLEBOTIS EN ACIER AVEC PARTIE OUVRANTE SUR CHARNIÈRES ROBUSTES AVEC CADENAS AINSI QUE 2 PARTIES FIXES. TOUS LES ÉLÉMENTS EN ACIER SONT GALVANISÉS AVEC RETOUCHES AU CHANTIER POUR SOUDURES (VOIR DÉTAILS DEVIS ARCH. ET DOC. STRUCTURE).
- **DOT** NOUVEAUX CAILLEBOTIS EN 3 SECTIONS AMOVIBLES POUR L'ENTRETIEN DE LA NOUVELLE FOSSE DE RETENUE DRAINÉE AVEC MEMBRANES D'ÉTANCHÉITÉ ET BASSIN EN ACIER INOXYDABLE, SUR TOUT LE PÉRIMÈTRE DE LA FOSSE À FOURNIR ET À INSTALLER CORNIÈRES D'ANCRAGE EN "L" FIXÉES AUX POUTRES DE BÉTON ET SUPPORTS TRANSVERSAUX D'ACIER AVEC CALES D'ASSISE, TOUS LES ÉLÉMENTS EN ACIER SONT GALVANISÉS AVEC RETOUCHES AU CHANTIER POUR SOUDURES (VOIR DÉTAILS, DEVIS ARCH. ET DOC. STRUCTURE, MEC.).
- **DOT** VOIR NOTES SPÉCIFIQUES NS-2.8 ÉTANCHÉITÉ DES REGISTRES, VOLETS MOTORISÉS DES PUITS (PUITS DE VENTILATION NATUREL).
- **DOT** NOUVELLES PERSIENNES MURALES EXTÉRIEURES EN ALUMINIUM PRÉPEINT, DRAINABLES, AVEC RENFORTS INTERMÉDIAIRES "I" ET ACCESSOIRES SUR LES SURFACES INTÉRIEURES EN FORME DE "T" SUR LES SURFACES INTÉRIEURES.
- **DOT** NOUVELLES COLONNES ET POUTRES EN ACIER POUR RYATIONS DES NOUVEAUX REGISTRES ET VOLETS MOTORISÉS AVEC ACTIONNEURS (VOIR DOC. MÉC. ET STRUCTURE).
- **DOT** NOUVELLES PERSIENNES MURALES EXTÉRIEURES EN ALUMINIUM PRÉPEINT, DRAINABLES, AVEC RENFORTS INTERMÉDIAIRES "I" ET ACCESSOIRES SUR LES SURFACES INTÉRIEURES.
- **DOT** NOUVEAUX COUVRE-JOINTS, JOINTS DE DILATION ET BARRIÈRES D'ÉTANCHÉITÉ (COUPE-FEU, VERT, ET HORIZ., DIMENSIONS VARIABLES, DALLE À DALLE, SAUF HCL CONT.). (VOIR DÉTAILS, DEVIS D'ARCH. ET DOC. STRUCTURE).

NOTES D'INTERVENTIONS
CONSTRUCTION ENVELOPPE ET EXTÉRIEURE

NIVEAU TOIT APPENTIS

- **NDOT** À FOURNIR ET À INSTALLER NOUVELLE TRAPPE (PORTE) D'ACCÈS AU TOIT DE L'APPENTIS AVEC BÂTI DE PARAPET, VOIR DÉTAILS.
- **NDOT** NOUVEAUX CABANONS PRÉFABRIQUÉS AVEC PERSIENNES DRAINABLES ET COINS INSEATTES SUR NOUVEAUX BÂTIS DE PARAPET, VOIR DÉTAILS (VOIR DOC. MÉCANIQUE À COORDONNER DIMENSIONS AVEC MÉC.).
- **NDOT** ÉCHELLE EN ACIER RÉCUPÉRÉE, À RÉINSTALLER AVEC NOUVEAUX SYSTÈMES D'ANCRAGES FIXÉS AU MUR EXISTANT DE BÉTON DU PUITS DE VENTILATION DU RIVERAIN, 1981 McGILL COLLEGE, À PERCER TOUS LES ÉLÉMENTS EXISTANTS RÉINSTALLER ET NOUVEAUX.
- **NDOT** À FOURNIR ET À INSTALLER NOUVEAU SYSTÈME ANTI-PIGEON SUR TOUT LE PERIMÈTRE DU TOIT (VOIR DÉTAILS ET DOC. ÉLECTRICITÉ).
- **NDOT** RIVERAIN, 1981 McGILL COLLEGE: MURS DE BÉTON À RAGREER TOUTES LES SURFACES MURALES, À APPAREILLER TEL QUE L'EXISTANT, À REPEINDRE LES SURFACES MURALES DU PUITS DE VENTILATION ET DE L'ANCIEN PVN STM.
- **NDOT** RIVERAIN, 1981 McGILL COLLEGE: TERRASSEMENT, BACS DE PLANTATIONS ET AMÉNAGEMENTS PAYSAGERS AVEC ÉQUIPEMENTS MÉC.; ÉLEC.; À INGÉNIER, À RÉPARER LES ÉLÉMENTS, ÉQUIPEMENTS ENDOMMAGÉS PENDANT LES TRAVAUX DE DÉMOLITION ET DE CONSTRUCTION. À REMETTRE LES ZONES ADJACENTES AUX TRAVAUX TELLES QUE LES CONDITIONS EXISTANTES. À FOURNIR ET À PLANTER NOUVELLES PLANTATIONS (GRAMINÉES, ARBUSTES, ARBRES) AVEC NOUVEAUX TERRASSEMENTS.
- **NDOT** RIVERAIN 2020 : À LA JONCTION DU NOUVEAU PARAPET ET DES MURS EXTÉRIEURS DU 2020, À FOURNIR ET À INSTALLER DES SYSTÈMES D'ÉTANCHÉITÉ CONTINUS ET INTRA-MURAUX, Y INCLUANT DES NOUVEAUX COUVRE-JOINTS MURAUX (HOR. ET VERT.) AINSI QUE POUR PARAPETS DE TOIT, DES JOINTS DE DILATION ET BARRIÈRES D'ÉTANCHÉITÉ / COUPE-FEU (VERT. ET HORIZ.) DE ±100mm MINIMUM À VARIABLE, DALLE À DALLE (VOIR DÉTAILS).

NOTES SPÉCIFIQUES - CONSTRUCTION

NOTES SPÉCIFIQUES DE CONSTRUCTION QUI S'APPLIQUENT À L'ENSEMBLE DES TRAVAUX INDIQUÉS SUR LES DESSINS, SE RÉFÉRER AUX NOTES NOTES SPÉCIFIQUES DE CONSTRUCTION NS-C.1 À NS-C.6 INCLUSIVEMENT SUR LA FEUILLE 0001.

NOTES GÉNÉRALES

NOTES GÉNÉRALES QUI S'APPLIQUENT À L'ENSEMBLE DES TRAVAUX INDIQUÉS SUR LES DESSINS, SE RÉFÉRER AUX NOTES GÉNÉRALES NG.1 À NG.15 INCLUSIVEMENT SUR LA FEUILLE 0000.

NOTES SPÉCIFIQUES - TOITURE

NS-7.1 CLOISONS TEMPORAIRES:
- EXÉCUTER DES RÉPARATIONS AUX SURFACES ENDOMMAGÉES PAR L'ÉPAISSEUR DES CLOISONS TEMPORAIRES.

NS-7.2 SÉPARATION AVEC RÉSISTANCE AU FEU:
- LA TRAVERSÉE DE TOUT ÉLÉMENT AYANT UN DEGRÉ DE RÉSISTANCE AU FEU DOIT ÊTRE SCELLÉE SUR SON PERIMÈTRE (CONDUIT, TUYAUX, ETC.) À L'AIDE D'ENSEMBLE COUPE-FEU/PARE FUMÉE HOMOLOGUÉ ET PROPRE À L'USAGE (VOIR DEVIS - SECTION 078402 - PROTECTION COUPE-FEU ET PARE-FUMÉE AINSI QUE LES SPÉCIFICATIONS POUR LES BARRIÈRES COUPE-FEU) À LA SECTION 078413 - COUVRE-JOINTS POUR JOINTS DE DILATATION.
- LES OUVERTURES À PERFORER, À CONSERVER DANS LA DALLE EN BÉTON (EXISTANTE OU NOUVELLE), MURS (EXISTANTS OU NOUVEAUX) OU ASSEMBLAGE DE BÉTON/PONTAGE MÉTALLIQUE DOIVENT ÊTRE BOUCHÉES À L'AIDE D'ENSEMBLE COUPE-FEU/PARE FUMÉE HOMOLOGUÉ ET PROPRE À L'USAGE.
- INTÉGRITÉ AU FEU DE LA STRUCTURE EXISTANTE DOIT ÊTRE MAINTENUE. LORS DES TRAVAUX DE DÉMOLITION OU DE CONSTRUCTION, SI LA PROTECTION AU FEU DE LA STRUCTURE (POUTRE, COLONNE ET DALLE) EST ENDOMMAGÉE, ELLE DOIT ÊTRE RÉPARÉE.

NS-7.3 LES PLANS ET DÉTAILS DE TOITURE DOIVENT ÊTRE CONSULTÉS EN COMPLÉMENTARITÉ AVEC LES COUPES GÉNÉRALES, LES PLANS DE FINIS ET LES ÉLÉVATIONS AINSI QUE TOUT AUTRE PLAN, L'ABSENCE D'INDICATIONS SUR UNE FEUILLE NE SIGNIFIE DONC PAS L'ABSENCE D'UN ÉLÉMENT DE FINITION, D'UN MATÉRIAU OU D'UN SYSTÈME.

NS-7.4 L'ADJUDICATAIRE DEVRA PRENDRE TOUTES LES MESURES AU CHANTIER AVANT DE PROCÉDER AUX TRAVAUX DE TOITURE.

NS-7.5 BASSINS DE TOITURE (EXISTANTS MODIFIÉS OU NOUVEAUX):
- SAUF INDICATION CONTRAIRE, TOUS LES BASSINS DEVRONT AVOIR UNE PENTE MINIMUM DE 2% À LA SURFACE DE LA MEMBRANE, PRÉVOIR L'ISOLANT POUR UNE PENTE MINIMUM DE 2% EN FONCTION DES ENDROITS LES PLUS RESTRICTIFS.
- FOURNIR ET INSTALLER L'ISOLANT POUR LES CONTRE-PENTES AINSI QUE L'ISOLANT DE PENTE NÉCESSAIRE POUR RE-DIRIGER L'EAU VERS LES DRAINS. FOURNIR DES DESSINS D'ATELIER DÉTAILLÉS DES BASSINS.

NS-7.6 ÉTANCHÉISATION ET IMPERMÉABILISATION:
- L'ADJUDICATAIRE EST RESPONSABLE D'ASSURER EN TOUT TEMPS L'ÉTANCHÉITÉ DU BÂTIMENT (NOUVEAU ET EXISTANT) POUR TOUTE LA DURÉE DES TRAVAUX. TOUS DOMMAGES OCCASIONNÉS PAR DES INFILTRATIONS D'EAU SERONT RÉPARÉS AUX FRAIS DE L'ADJUDICATAIRE.

NS-7.7 ENTREPOSAGE:
- POUR L'ENTREPOSAGE DE MATÉRIAUX ET POUR L'ENSEMBLE DE SES TRAVAUX, L'ADJUDICATAIRE EST RESPONSABLE DE PROTÉGER ADÉQUATEMENT AVEC DES CONTREPLAQUÉS (TRAITÉS SOUS PRESSION ET IGNIFUGÉS) LES TOITURES QUI AURONT DÉJÀ ÉTÉ RÉALISÉES, TOUS LES DOMMAGES RELIÉS À CELLES-CI DEVRONT ÊTRE RÉPARÉS AUX FRAIS DE L'ADJUDICATAIRE.

NS-7.8 UNE MEMBRANE SACRIFICE DOIT ÊTRE SOUDÉE SOUS CHAQUE TAPIS DE CAOUTCHOUC OU BANDE D'ISOLANT RIGIDE POUR ASSISES DES ÉQUIPEMENTS.

LÉGENDE - TOITURE

- TT-XXXX — NOM DE BASSIN DE TOITURE
- SOLINAGES MÉTALLIQUES (VOIR ÉLÉVATIONS ET DÉTAILS POUR TYPES)
- PA-X — PA: PARAPET DE TOITURE X: SPÉCIFICATIONS (VOIR BORDEREAU D'ENVELOPPE ET DÉTAILS)
- TOITURES À MEMBRANE ÉLASTOMÈRE MEMBRANE DE TYPE VOIR BORDEREAU D'ENVELOPPE ET DÉTAILS)
- ZONES (NON EXHAUSTIVES) DE TOITURES OÙ DES CONTREPENTES DOIVENT ÊTRE CRÉÉES À L'AIDE D'ISOLANT DE PENTE POUR ASSURER LE PARFAIT ÉCOULEMENT DE L'EAU VERS LES DRAINS DE TOIT
- D.T. — DRAIN DE TOITURE
- É.T. — ÉVENT DE TOITURE PRÉFABRIQUÉ (SOLE)
- TA-XXX — TA: TRAPPE D'ACCÈS (PORTE). DE TOITURE X: SPÉCIFICATIONS (VOIR SECTION DEVIS – 08 90 00)
- 2%/3.5% — SENS DE LA PENTE TOITURE
- CABANON D'ALUMINIUM (VOIR DOCUMENTS MÉCANIQUE) SUR BÂTI ÉTANCHE (VOIR DÉTAIL)

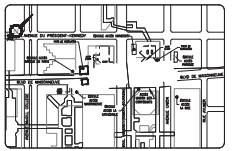
LÉGENDE - TYPE DE SYSTÈMES DE MURS RIDEAUX

(SPÉCIFICATIONS, VOIR DEVIS)

- MR-1 — MR-1: NOUVEAUX SYSTÈMES DE MURS RIDEAUX EXTÉRIEURS:
  - À FOURNIR ET À INSTALLER POUR LES PAROIS VITRÉES EXTÉRIEURES;
  - AVEC VITRAGE DE TYPE V1, PANNEAUX DE VERRE ISOLANT ET SCELLÉS.
- MR-1a — MR-1a: NOUVEAUX SYSTÈMES DE MURS RIDEAUX EXTÉRIEURS:
  - À FOURNIR ET À INSTALLER POUR L'ENVELOPPE EXTÉRIEURE;
  - AVEC PANNEAUX DE TYMPANS ISOLÉS FINIS AVEC REVÊTEMENT EN PANNEAUX D'ALUMINIUM.
- MR-2 — MR-2: NOUVEAUX SYSTÈMES DE MURS RIDEAUX INTÉRIEURS:
  - À FOURNIR ET À INSTALLER POUR LES PAROIS VITRÉES DES PUITS DES ASCENSEURS ASS1 ET ASS2 AVEC ATTACHES LATÉRALES POUR MENEAUX;
  - AVEC VITRAGE DE TYPE V2, PANNEAUX EN VERRE LAMINÉ.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
08 JAN. 2019
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET SERVICES AUX ENTREPRISES

Plan clé:



Notes:

L'Adjudicataire doit vérifier toutes les dimensions sur place et est tenu d'aviser le Représentant désigné de toute omission.

CE DOCUMENT NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉ À DES FINS DE CONSTRUCTION

no / rév.	description
	plans en référence

no:	date:	description:	Vérifié:	Approuvé:
0C	2018-12-22	Émis pour demande de permis, 29 21 01 C07		
0B	2018-08-21	Émis pour RFQ#2S, 29 21 01 C07		
0A	2018-05-02	Émis pour RC4, 29 21 01 C07		

révisions

Émetteur:

BUREAU DE PROJETS ÉQUIPEMENTS FIXES-MÉTRO

Sceau:

Ordre des architectes du Québec
2018-12-14

Client:

stm

Localisation:

LIGNE 1
1S40 McGill

Titre du projet:

PROGRAMME ACCESSIBILITÉ

Titre du contrat:

Construction des infrastructures McGill

Titre du dessin:

Plan de construction
Niveau appentis
Construction
(Architecture)

Préparé par:	Approbation administrative:
Brigitte St-Pierre, arch.	Jimmy Rheault, ing.
Dessiné par:	Vérifié par:
René-Luc Desjardins, tech	Patrice Monfette, arch.
Date:	Échelle: / Dimension:
2018-05-02	Indiquée / mm

Numéro du plan: RS-PD-BA-AR-417-99-1S40-229532

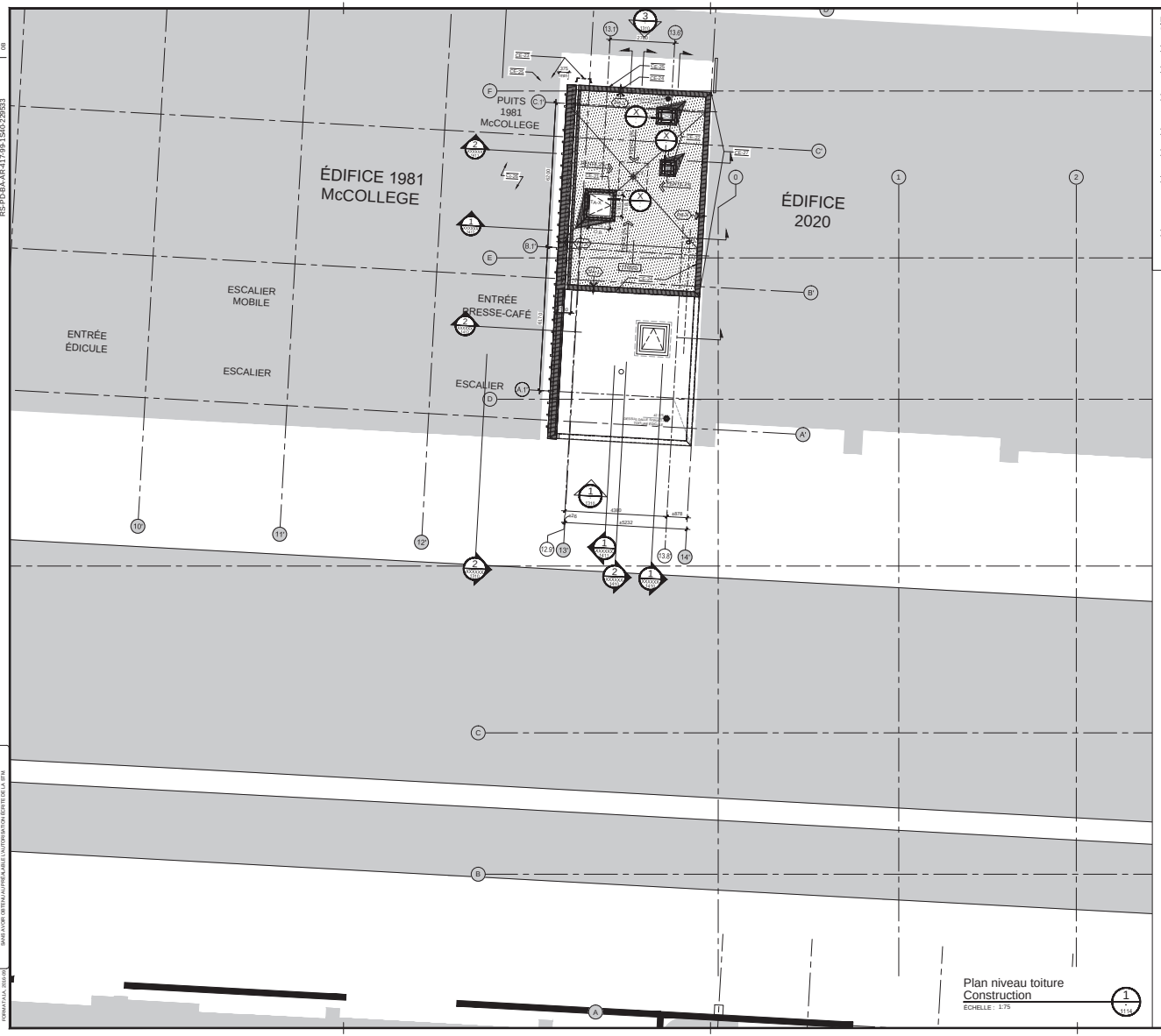
Numéro du projet:	Référence STM:	Feuille:
29 21 01	STM-9999-99-99-99	1113

19/28

Version du plan: 08
RS-PD-BA-AR-417-99-1S40-229532

CE DOCUMENT DEMEURE EST LA PROPRIÉTÉ DE LA STM. ET PROTÉGÉ PAR LA LOI SUR LE DROIT D'AUTEUR. TOUTE REPRODUCTION, MODIFICATION, REPRODUCTION OU ADAPTATION, PARTIELLE OU TOTALE, EST STRICTEMENT PROHIBÉE SANS AVOIR OBTENU AU PRÉALABLE L'AUTORISATION ÉCRITE DE LA STM.

FORMAT P.A. 2018-05



NOTES D'INTERVENTIONS
CONSTRUCTION ENVELOPPE ET EXTÉRIEURE

NIVEAU TOIT APPENTIS

NEUF — À FOURNIR ET À INSTALLER NOUVELLE TRAPPE (PORTE) D'ACCÈS AU TOIT DE L'APPENTIS AVEC BÂTI DE PARAPET, VOIR DÉTAILS.

NEUF — NOUVEAUX CABANONS PRÉFABRIQUÉS AVEC PERSIENNES DRAINABLES ET COINS ÉBASÉUTÉS SUR NOUVEAUX BÂTIS DE PARAPET, VOIR DÉTAILS (VOIR DOC. MÉCANIQUE À COORDONNER DIMENSIONS AVEC MEC.).

NEUF — ÉCHELLE EN ACIER RÉCUPÉRÉE, À RÉINSTALLER AVEC NOUVEAUX SYSTÈMES D'ANCRAGES FIXÉS AU MUR EXISTANT DE BÉTON DU PUITS DE VENTILATION DU RIVERAIN, 1981 McGILL COLLEGE. À REMORE TOUS LES ÉLÉMENTS EXISTANTS RÉINSTALLER ET NOUVEAUX.

NEUF — À FOURNIR ET À INSTALLER NOUVEAU SYSTÈME ANTI-NEIGE SUR TOUT LE PÉRIMÈTRE DU TOIT (VOIR DÉTAILS ET DOC. ÉLECTRICITÉ).

NEUF — RIVERAIN, 1981 McGILL COLLEGE: MURS DE BÉTON À RAGRÉER TOUTES LES SURFACES MURALES, À APPAREILLER TEL QUE L'EXISTANT, À REPEINDRE LES SURFACES MURALES DU PUITS DE VENTILATION ET DE L'ANCIEN PVN STM.

NEUF — RIVERAIN, 1981 McGILL COLLEGE: TERRASSEMENT, BACS DE PLANTATIONS ET AMÉNAGEMENTS PAYSAGERS AVEC ÉQUIPEMENTS MEC. / ÉLECT. À RAGRÉER, À RÉPARER LES ÉLÉMENTS ÉQUIPEMENTS ENDOMMAGÉS PENDANT LES TRAVAUX DE DÉMOLITION ET DE CONSTRUCTION, À REMETTRE LES ZONES ADJACENTES AUX TRAVAUX TELLES QUE LES CONDITIONS EXISTANTES, À FOURNIR ET À PLANTER NOUVELLES PLANTATIONS (GRAMINÉES, ARBUSTES, ARBRES) AVEC NOUVEAUX TERRASSEMENTS.

NEUF — RIVERAIN 2020 : À LA JONCTION DU NOUVEAU PARAPET ET DES MURS EXTÉRIEURS DU 2020, À FOURNIR ET À INSTALLER DES SYSTÈMES D'ÉTANCHÉISATION CONTINUS ET INTRA-MURAUX, Y INCLUANT DES NOUVEAUX COUVRE-JOINTS MURAUX (HOR. ET VERT.), AINSI QUE POUR PARAPETS DE TOIT, DES JOINTS DE DILATION ET BARRIÈRES D'ÉTANCHÉITÉ / COUPE-FEU, INTÉRIEUR ET HORIZ., DE ±100mm MINIMUM À VARIABLE, DALLE À DALLE (VOIR DÉTAILS).

NOTES SPÉCIFIQUES - CONSTRUCTION

NOTES SPÉCIFIQUES DE CONSTRUCTION QUI S'APPLIQUENT À L'ENSEMBLE DES TRAVAUX INDIQUÉS SUR LES DESSINS. SE RÉFÉRER AUX NOTES NOTES SPÉCIFIQUES DE CONSTRUCTION NS-C.1 À NS-C.8 INCLUSIVEMENT SUR LA FEUILLE 0001.

NOTES GÉNÉRALES

NOTES GÉNÉRALES QUI S'APPLIQUENT À L'ENSEMBLE DES TRAVAUX INDIQUÉS SUR LES DESSINS. SE RÉFÉRER AUX NOTES GÉNÉRALES NG.1 À NG.15 INCLUSIVEMENT SUR LA FEUILLE 0000.

NOTES SPÉCIFIQUES - TOITURE

NS-T.1 CLOISONS TEMPORAIRES:
- EXÉCUTER DES RÉPARATIONS AUX SURFACES ENDOMMAGÉES PAR L'ENLÈVEMENT DES CLOISONS TEMPORAIRES.

NS-T.2 SÉPARATION AVEC RÉSISTANCE AU FEU:
- LA TRAVERSÉE DE TOUT ÉLÉMENT AYANT UN DEGRÉ DE RÉSISTANCE AU FEU DOIT ÊTRE SCELLÉE SUR SON PÉRIMÈTRE (CONDUIT, TUYAU, ETC.) À L'AIDE D'ENSEMBLE COUPE-FEU/PARE FUMÉE HOMOLOGUÉ ET PROPRE À L'USAGE (VOIR DEVIS - SECTION 078402 - PROTECTION COUPE-FEU ET PARE-FUMÉE AINSI QUE LES SPÉCIFICATIONS POUR LES BARRIÈRES COUPE-FEU) À LA SECTION 078013 - COUVRE-JOINTS POUR JOINTS DE DILATATION.
- LES OUVERTURES À OBTURER, À CONDAMNER DANS LA DALLE EN BÉTON (EXISTANTE OU NOUVELLE), MURS (EXISTANTS OU NOUVEAUX) OU ASSEMBLAGE DE BÉTON/PONTAGE MÉTALLIQUE DOIVENT ÊTRE BOUCHÉES À L'AIDE D'ENSEMBLE COUPE-FEU/PARE FUMÉE HOMOLOGUÉ ET PROPRE À L'USAGE.
- INTÉGRITÉ AU FEU DE LA STRUCTURE EXISTANTE DOIT ÊTRE MAINTENUE. LORS DES TRAVAUX DE DÉMOLITION OU DE CONSTRUCTION, SI LA PROTECTION AU FEU DE LA STRUCTURE (POUTRE, COLONNE ET DALLE) EST ENDOMMAGÉE, ELLE DOIT ÊTRE RÉPARÉE.

NS-T.3 LES PLANS ET DÉTAILS DE TOITURE DOIVENT ÊTRE CONSULTÉS EN COMPLÉMENTARITÉ AVEC LES COUPES GÉNÉRALES, LES PLANS DE FINIS ET LES ÉLÉVATIONS AINSI QUE TOUT AUTRE PLAN. L'ABSENCE D'INDICATIONS SUR UNE FEUILLE NE SIGNIFIE DONC PAS L'ABSENCE D'UN ÉLÉMENT DE FINITION, D'UN MATÉRIAU OU D'UN SYSTÈME.

NS-T.4 L'ADJUDICATAIRE DEVRA PRENDRE TOUTES LES MESURES AU CHANTIER AVANT DE PROCÉDER AUX TRAVAUX DE TOITURE.

NS-T.5 BASSINS DE TOITURE (EXISTANTS MODIFIÉS OU NOUVEAUX):
- SAUF INDICATION CONTRAIRE, TOUS LES BASSINS DEVRONT AVOIR UNE PENTE MINIMUM DE 2% À LA SURFACE DE LA MEMBRANE, PRÉVOIR L'ISOLANT POUR UNE PENTE MINIMUM DE 2% EN FONCTION DES ENDROITS LES PLUS RESTREINTS.
- FOURNIR ET INSTALLER L'ISOLANT POUR LES CONTRE-PENTES AINSI QUE L'ISOLANT DE PENTE NÉCESSAIRE POUR RE-DIRIGER L'EAU VERS LES DRAINS, FOURNIR DES DESSINS D'ATELIER DÉTAILLÉS DES BASSINS.

NS-T.6 ÉTANCHÉISATION ET IMPERMÉABILISATION:
- L'ADJUDICATAIRE EST RESPONSABLE D'ASSURER EN TOUT TEMPS L'ÉTANCHÉITÉ DU BÂTIMENT (NOUVEAU ET EXISTANT) POUR TOUTE LA DURÉE DES TRAVAUX. TOUS DOMMAGES OCCASIONNÉS PAR DES INFILTRATIONS D'EAU SERONT RÉPARÉS AUX FRAIS DE L'ADJUDICATAIRE.

NS-T.7 ENTREPOSAGE:
- POUR L'ENTREPOSAGE DE MATÉRIAUX ET POUR L'ENSEMBLE DE SES TRAVAUX, L'ADJUDICATAIRE EST RESPONSABLE DE PROTÉGER ADÉQUATEMENT AVEC DES CONTREPLAQUÉS (TRAITÉS SOUS PRESSION ET IGNIFUGÉS) LES TOITURES QUI AURONT DÉJÀ ÉTÉ RÉALISÉES. TOUS LES DOMMAGES RELIÉS À CELLES-CI DEVRONT ÊTRE RÉPARÉS AUX FRAIS DE L'ADJUDICATAIRE.

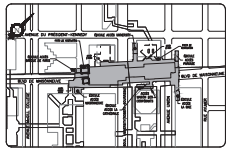
NS-T.8 UNE MEMBRANE SACRIFICE DOIT ÊTRE SOUDÉE SOUS CHAQUE TAPIS DE CAOUTCHOUC OU BANDE D'ISOLANT RIGIDE POUR ASSISES DES ÉQUIPEMENTS.

LÉGENDE - TOITURE

- NOM DE BASSIN DE TOITURE
- SOLINAGES MÉTALLIQUES (VOIR ÉLÉVATIONS ET DÉTAILS POUR TYPES)
- PA: PARAPET DE TOITURE X: SPÉCIFICATIONS (VOIR BORDEREAU D'ENVELOPPE ET DÉTAILS)
- TOITURES À MEMBRANE ÉLASTOMERE (MEMBRANE DE TYPE : VOIR BORDEREAU D'ENVELOPPE ET DÉTAILS)
- ZONES (NON EXHAUSTIVES) DE TOITURES OÙ DES CONTREPENTES DOIVENT ÊTRE CRÉÉES À L'AIDE D'ISOLANT DE PENTE POUR ASSURER LE PARFAIT ÉCOULEMENT DE L'EAU VERS LES DRAINS DE TOIT
- D.T. DRAIN DE TOITURE
- É.V.T. ÉVENT DE TOITURE PRÉFABRIQUÉ (SOLIÉ)
- TA: TRAPPE D'ACCÈS (PORTE): DE TOITURE X: SPÉCIFICATIONS (VOIR SECTION DEVIS - 08 90 00)
- SENS DE LA PENTE TOITURE
- CABANON D'ALUMINIUM (VOIR DOCUMENTS MÉCANIQUE) SUR BÂTI ÉTANCHE (VOIR DÉTAIL)

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
08 JAN. 2019
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET SERVICES AUX ENTREPRISES

Plan clé:



Notes:

L'Adjudicataire doit vérifier toutes les dimensions sur place et est tenu d'aviser le Représentant désigné de toute omission.

CE DOCUMENT NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉ À DES FINS DE CONSTRUCTION

no / rév.	description

plans en référence

no:	date:	description:	Vérifié:	Approuvé:
DC	2018-12-12	Émis pour demande de permis, 29 21 01 C07		
DB	2018-08-21	Émis pour PCMCS, 29 21 01 C07		
DA	2018-05-02	Émis pour RC4, 29 21 01 C07		

révisions

Émetteur:

BUREAU DE PROJETS ÉQUIPEMENTS FIXES-MÉTRO

Sceau:

Ordre des architectes du Québec — Jean-Pierre Hamelin — Architecte — 5084

2018-12-14

Client:

stm

Localisation:

LIGNE 1
1S40 McGill

Titre du projet:

PROGRAMME ACCESSIBILITÉ

Titre du contrat:

Construction des infrastructures McGill

Titre du dessin:

Plan de construction
Niveau toiture
Construction
(Architecture)

Préparé par:	Approbation administrative:
Brigitte St-Pierre, arch.	Jimmy Rheault, ing.
Dessiné par:	Vérifié par:
René-Luc Desjardins, tech	Patrice Monfette, arch.
Date:	Échelle: / Dimension:
2018-05-02	Indiquée / mm

Numéro du plan: RS-PD-BA-AR-417-99-1S40-229533

Numéro du projet: 29 21 01 | Référence STM: STM-9999-99-99-99 | Feuille: 1114

20/28

CE DOCUMENT DEMEURE LA PROPRIÉTÉ DE LA STM ET PROTÉGÉ PAR LA LOI. IL NE PEUT ÊTRE REPRODUIT OU UTILISÉ À DES FINS AUTRES QUE CELLES POUR LESQUELLES IL A ÉTÉ PRÉPARÉ SANS L'AUTORISATION ÉCRITE DE LA STM.
REPRODUCTION OU ADAPTATION, PARTIELLE OU TOTALE, EST STRICTEMENT PROHIBÉE

FORMAT A1 L 594 x H 841

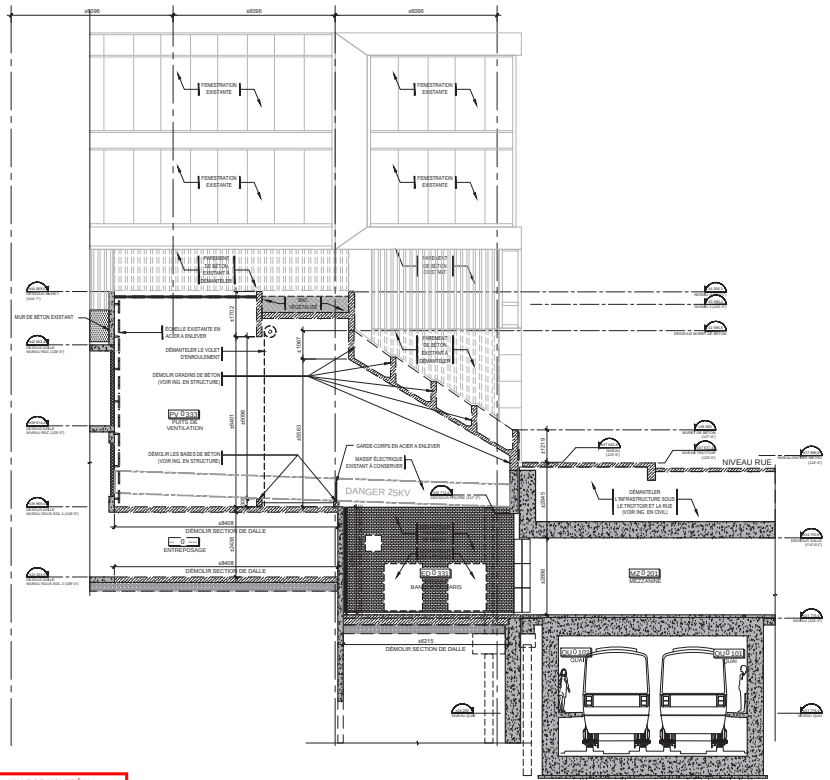
Version du plan: 08
Numéro du plan: RS-PD-BA-AR-417-99-1S40-229533

Version 09

Numéro du plan
RS-PD-BA-AR-417-99-1S40-251613

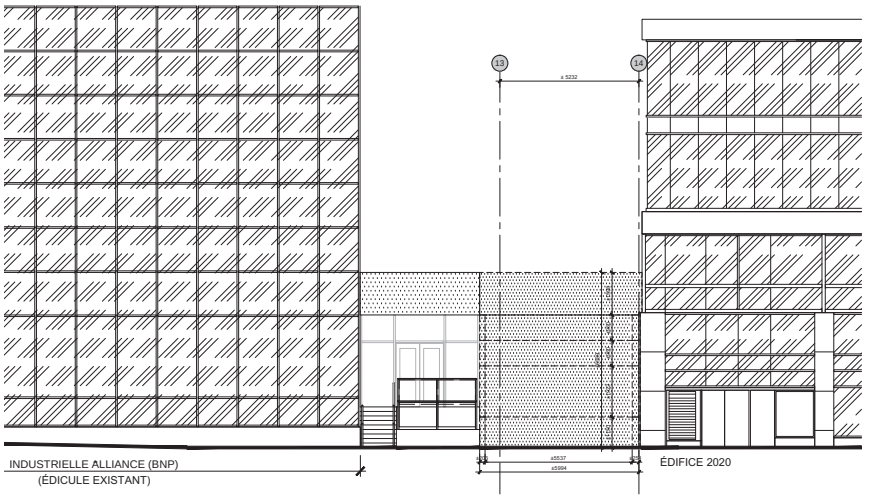
CE DOCUMENT DEMEURE EST LA PROPRIÉTÉ DE LA STM, ET PROTÉGÉ PAR LA LOI SUR LE DROIT D'AUTEUR. TOUTE REPRODUCTION, PARTIELLE OU TOTALE, EST STRICTEMENT PROHIBÉE SANS L'AVOIR PRÉALABLEMENT OBTENUE DU DROIT DE LA STM.

FORMAT A1 (L 594 mm)



Élévation - Coupe
Démolition
ÉCHELLE : 1:75

2
1300

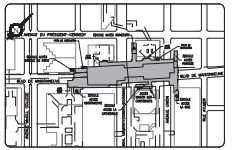


Élévation
Démolition
ÉCHELLE : 1:75

1
1300

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
08 JAN. 2019
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET SERVICES AUX ENTREPRISES

Plan clé:



Notes:

1.L'Adjudicataire doit vérifier toutes les dimensions sur place et est tenu d'aviser le Représentant désigné de toute omission.

CE DOCUMENT NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉ À DES FINS DE CONSTRUCTION

no. / rév.	description

plans en référence

no.	date:	description:	Vérifié:	Approuvé:
ISC	2018-12-12	Émis pour demande de permis, 29 21 01 C07		
DB	2018-08-21	Émis pour RFC-ES, 29 21 01 C07		
DA	2018-05-02	Émis pour RC4, 29 21 01 C07		

révisions

Émetteur:

BUREAU DE PROJETS ÉQUIPEMENTS FIXES-MÉTRO

Sceau:

Ordre des architectes du Québec
2018-12-14

Client:

stm

Localisation:

LIGNE 1
1S40 McGill

Titre du projet:

PROGRAMME ACCESSIBILITÉ

Titre du contrat:

Construction des infrastructures McGill

Titre du dessin:

Élévations et coupes
Démolition et existant
(Architecture)

Préparé par:	Approbation administrative:
Brigitte St-Pierre, arch.	Jimmy Rheault, ing.
Dessiné par:	Vérifié par:
Sammy Camacho, tech	Patrice Monfette, arch.
Date:	Échelle: / Dimension:
2018-05-02	Indiquée / mm

Numéro du plan: RS-PD-BA-AR-417-99-1S40-251613 — 21/28

Numéro du projet:	Référence STM:	Feuille:
29 21 01	STM-9999-99-99-99	1300

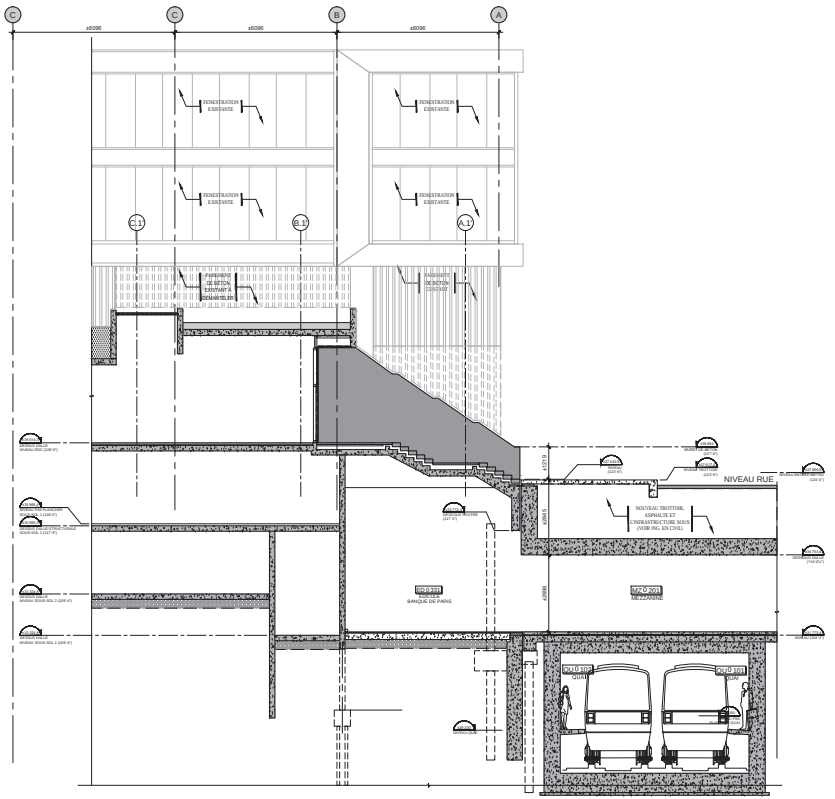
Numéro du plan
RS-PD-BA-AR-417-99-1S40-251614

Révision
09

CE DOCUMENT DEMEURE EST LA PROPRIÉTÉ DE LA STM ET PROTÉGÉ PAR LA LOI
LA REPRODUCTION OU ADAPTATION PARTIELLE OU TOTALE, EST STRICTEMENT PROHIBÉE
SANS L'AVOIR OBTENU PRÉALABLE L'AUTORISATION ÉCRITE DE LA STM

FORMAT A1 L 594 H 841

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
08 JAN. 2019
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

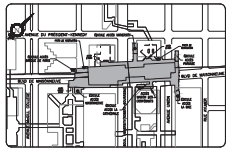


Élévation - Coupe
Démolition

ÉCHELLE : 1:75

1
1301

Plan clé:



Notes:

L'Adjudicataire doit vérifier toutes les dimensions sur place et est tenu d'aviser le Représentant désigné de toute omission.

CE DOCUMENT NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉ À DES FINS DE CONSTRUCTION

no. / rév.	description

plans en référence

no.	date:	description:	Vérifié:	Approuvé:
ISC	2018-12-12	Émis pour demande de permis, 29 21 01 C07		
DB	2018-08-01	Émis pour IFC-DCS, 29 21 01 C07		
DA	2018-05-02	Émis pour RC4, 29 21 01 C07		

révisions

Émetteur:

BUREAU DE PROJETS ÉQUIPEMENTS FIXES-MÉTRO

Sceau:

2018-12-14

Client:

Localisation:

LIGNE 1
1S40 McGill

Titre du projet:

PROGRAMME ACCESSIBILITÉ

Titre du contrat:

Construction des infrastructures McGill

Titre du dessin:

Élévations et coupes
Démolition et existant
(Architecture)

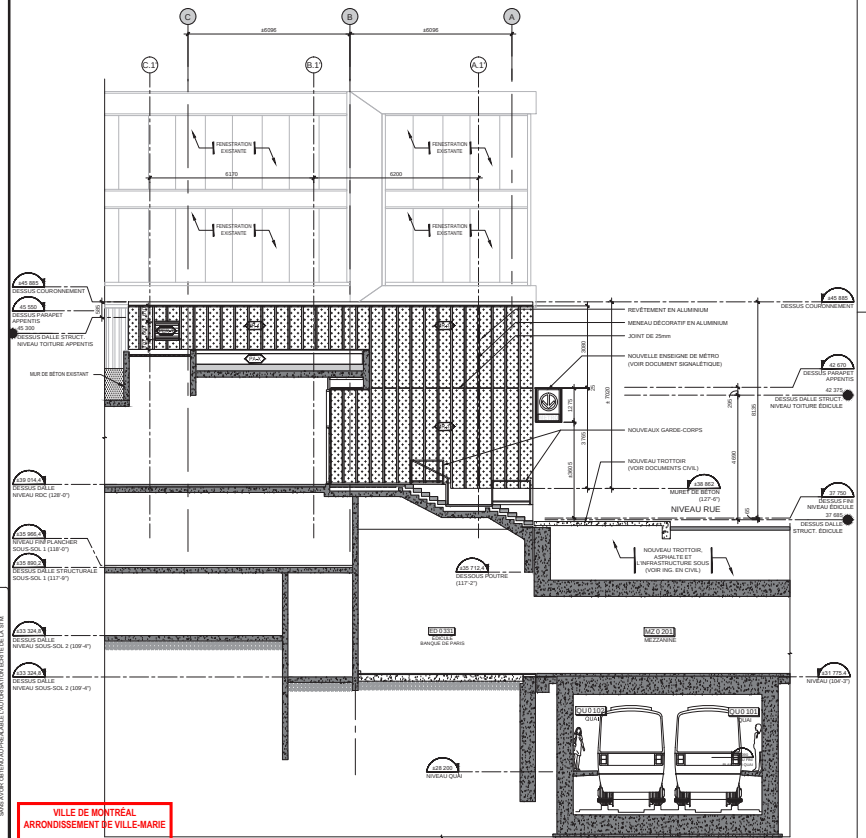
Préparé par:	Approbation administrative:
Brigitte St-Pierre, arch.	Jimmy Rheault, ing.
Dessiné par:	Vérifié par:
Sammy Camacho, tech	Patrice Monfette, arch.
Date:	Échelle: / Dimension:
2018-05-02	Indiquée / mm

Numéro du plan: 22/28
RS-PD-BA-AR-417-99-1S40-251614

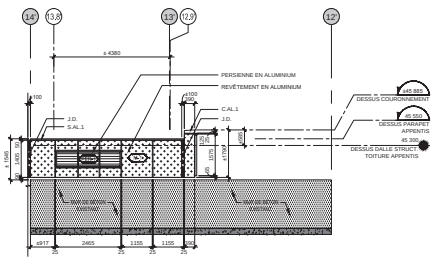
Numéro du projet:	Référence STM:	Feuille:
29 21 01	STM-9999-99-99-99	1301

Version 09

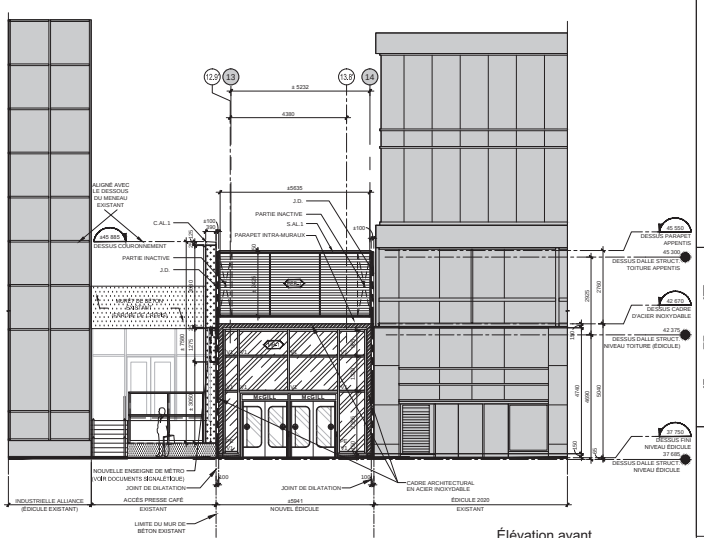
Numéro du plan
RS-PD-BA-AR-417-99-1S40-229534



Élévation - Coupe latérale Construction
ÉCHELLE : 1:75
2 / 1310



Élévation arrière Construction
ÉCHELLE : 1:75
3 / 1310



Élévation avant Construction
ÉCHELLE : 1:75
1 / 1310

LÉGENDE - ÉLÉVATION

- M.M. M: MUR D'ENVELOPPE X: SPÉCIFICATIONS (VOIR BORDEREAU D'ENVELOPPE ET DÉTAILS)
- P.E.S.X. PER: PERSIENNE X: SPÉCIFICATIONS (VOIR DEVIS)
- R.M.P. PAROI À RECOUVRIR D'UN SYSTÈME D'IMPERMÉABILISATION (VOIR DOCUMENTS STRUCTURE)
- REVÊTEMENT D'ALUMINIUM
- REVÊTEMENT D'ACIER (TRAITEMENT PASSIVATION)
- BÉTON APPARENT
- MUR DE BLOCS DE BÉTON
- SOL NON REMANIÉ (ROC)
- L.S. LINTEAU STRUCTURAL EN ACIER GALVANISÉ (VOIR DOCUMENTS STRUCTURE)
- L.L. LINTEAU LIBRE EN ACIER GALVANISÉ, À PEINDRE (FOURNI PAR STRUCTURE)
- J.D. JOINT DE DILATION

ABRÉVIATIONS DIVERSES:

C.AL.1	COURONNEMENT EN PLAQUE D'ALUMINIUM 3.2mm, ANODISÉ CLAIR
S.AL.1	SOLIN D'ALUMINIUM DE CAL. 20, PRÉPEINT DE COULEUR S'APPARENTANT AU MUR RIDEAU
S.AL.2	SOLIN D'ALUMINIUM DE CAL. 20, PRÉPEINT DE COULEUR S'APPARENTANT AUX PERSIENNES
S.AC.1	SOLIN D'ACIER GALVANISÉ ET PRÉPEINT DE CAL. 24, DE COULEUR AU CHOIX DE L'ARCHITECTE
S.AC.2	SOLIN D'ACIER GALVANISÉ ET PRÉPEINT DE CAL. 24, DE COULEUR TELLE QUE LES SOLINS EXISTANTS
AL.	PLAQUE D'ALUMINIUM ANODISÉ (VOIR DÉTAILS)
A.P.	ACIER PEINT (PORTE ET CADRE)
J.S.S.	JOINT DE SILICONE STRUCTURAL
O.B.	OUVERTURE BRUTE

NOTES D'INTERVENTIONS
CONSTRUCTION ENVELOPPE ET EXTÉRIEURE
(POUR SPÉCIFICATIONS, VOIR DEVIS)

NIVEAU RUE

- CE-01 NIVEAU TROTTOIR, ACCÈS EXTÉRIEUR : NOUVELLE CHAPE DE BÉTON, MEMBRANES D'ÉTANCHÉITÉ INSTALLÉES SUR DÉPRESSION DE LA NOUVELLE DALLE STRUCTURALE DE BÉTON (VOIR DOC. STRUCTURE).
- CE-02 NOUVEAUX COUVRE-JOINTS, JOINTS DE DILATION ET BARRIÈRES D'ÉTANCHÉITÉ / COUPE-FEU VERT, ET HORIZ. DE ±50mm, DALLE À DALLE (VOIR DOC. STRUCTURE POUR TYPE ET EMPLACEMENT, VOIR DÉTAILS ET DEVIS ARCH. POUR SPÉCIFICATIONS). EN-DESSOUS DES JOINTS DE LA NOUVELLE DALLE, NIVEAU MEZZANINE, À FOURNIR ET À INSTALLER NOUVELLE GOULOTTE EN ACIER INOX. 316L FINI #4 (VOIR DÉTAIL).
- CE-03 NIVEAU RUE, NOUVEAUX TROTTOIRS, BORDURES, CHAUSSÉES POUR LA PISTE CYCLABLE ET LA RUE (VOIR DOC. GÉNIE CIVIL ET STRUCTURE).
- CE-04 EN TRÉFONDS, NOUVEAUX SYSTÈMES D'ÉTANCHÉITÉ POUR LES DALLES STRUCTURALES DE BÉTON (NOUVELLES OU EXISTANTES), NOUVELLES STRUCTURES DE BÉTON ET INFRASTRUCTURES POUR LE NOUVEL ASCENSEUR ASS2 (VOIR DOC. GÉNIE CIVIL ET STRUCTURE)
- CE-05 RIVERAIN 1980, McGILL: NOUVEAUX GARDE-CORPS VITRÉE (2) EN "L" AVEC PLAQUES D'ANCRAGE (VOIR DÉTAILS). RAGRÉER TEL QUE L'EXISTANT LA DALLE DE BÉTON EXISTANTE.

CE-06 À CE-09 NOTES D'INTERVENTIONS NON UTILISÉES

NOTES D'INTERVENTIONS
CONSTRUCTION ENVELOPPE ET EXTÉRIEURE
(POUR SPÉCIFICATIONS, VOIR DEVIS)

NIVEAU TOIT ÉDICULE

- CE-10 À FOURNIR ET À INSTALLER NOUVELLE TRAPPE (PORTE) D'ACCÈS AU TOIT DE L'ÉDICULE AVEC BÂTI DE PARAPET, VOIR DÉTAILS.
- CE-11 À FOURNIR ET À INSTALLER NOUVEAU SYSTÈME ANTI-PIGEON SUR TOUT LE PÉRIMÈTRE DU TOIT (VOIR DÉTAILS ET DOC. ÉLECTRICITÉ).
- CE-12 PROFIL DE LA NOUVELLE ENSEIGNE LUMINEUSE "MÉTRO" (2 FACES) AVEC PLAQUE DE FIXATIONS ET ANCRAGES CHIMIQUES FIXÉS AU MUR DE BLOCS DE BÉTON ÉTANCHÉISÉ ET ISOLÉ, FINI AVEC REVÊTEMENT EN ALUMINIUM PRÉPEINT (VOIR DEVIS, DOC. ARCH. SIGNALÉTIQUE ET ÉLECTRICITÉ).
- CE-13 RIVERAIN 2020: PAREMENT EN DALLAGES DE GRANITE ET SYSTÈMES D'ATTACHES À FOURNIR ET À INSTALLER (NOUVEAUX DALLAGES ET CEUX RÉCUPÉRÉS). À RAGRÉER, À RÉPARER LES ÉLÉMENTS, ÉQUIPEMENTS ENDOMMAGÉS PENDANT LES TRAVAUX DE DÉMOLITION ET DE CONSTRUCTION (LISTE NON EXHAUSTIVE : SCELLANTS CONTINUS TEL QUE "DYMERIC" AVEC PANNEAUX DE BÉTON PRÉFABRIQUÉS, SYSTÈMES DE MUR RIDEAU AVEC UNITÉ SCELLÉE VITRÉE, ETC.). À REMETTRE LES ZONES ADJACENTES AUX TRAVAUX TELLES QUE LES CONDITIONS EXISTANTES.
- CE-14 RIVERAIN 2020 : À LA JONCTION DU NOUVEAU PARAPET ET DES MURS EXTÉRIEURS DU 2020, À FOURNIR ET À INSTALLER DES SYSTÈMES D'ÉTANCHÉISATION CONTINUS ET INTRA-MURAUX, Y INCLUANT DES NOUVEAUX MURAUX (HOR. ET VERT.) AINSI QUE POUR PARAPETS DE TOIT, DES JOINTS DE DILATION ET BARRIÈRES D'ÉTANCHÉITÉ / COUPE-FEU, (VERT. ET HORIZ.) DE ±100mm MINIMUM À VARIABLE, DALLE À DALLE (VOIR DÉTAILS).

CE-15 À CE-19 NOTES D'INTERVENTIONS NON UTILISÉES

NOTES D'INTERVENTIONS
CONSTRUCTION ENVELOPPE ET EXTÉRIEURE

NIVEAU TOIT APPENTIS

- MZ-1 À FOURNIR ET À INSTALLER NOUVELLE TRAPPE (PORTE) D'ACCÈS AU TOIT DE L'APPENTIS AVEC BÂTI DE PARAPET, VOIR DÉTAILS.
- MZ-2 NOUVEAUX CABANONS PRÉFABRIQUÉS AVEC PERSIENNES DRAINABLES ET CORPS REPEINTS SUR NOUVEAUX BÂTIS DE PARAPET, VOIR DÉTAILS (VOIR DOC. MÉCANIQUE À COORDONNER DIMENSIONS AVEC MÉC.).
- MZ-3 ÉCHELLE EN ACIER RÉCUPÉRÉE. À RÉINSTALLER AVEC NOUVEAUX SYSTÈMES D'ANCRAGES FIXÉS AU MUR EXISTANT DE BÉTON DU PUITS DE VENTILATION DU RIVERAIN 1981 McGILL COLLÉGIÉ, À REPEINDRE TOUS LES ÉLÉMENTS EXISTANTS RÉINSTALLER ET NOUVEAUX.
- MZ-4 À FOURNIR ET À INSTALLER NOUVEAU SYSTÈME ANTI-PIGEON SUR TOUT LE PÉRIMÈTRE DU TOIT (VOIR DÉTAILS ET DOC. ÉLECTRICITÉ).
- MZ-5 RIVERAIN, 1981 McGILL COLLEGE MURS DE BÉTON À RAGRÉER TOUTES LES SURFACES MURALES, À APPAREILLER TEL QUE L'EXISTANT, À REPEINDRE LES SURFACES MURALES DU PUITS DE VENTILATION ET DE L'ANCIEN PVN STM.
- MZ-6 RIVERAIN, 1981 McGILL COLLEGE TERRASSEMENT, BACS DE PLANTATIONS ET AMÉNAGEMENTS PAYSAGERS AVEC ÉQUIPEMENTS MÉC., ÉLECT. À RAGRÉER, À RÉPARER LES ÉLÉMENTS, ÉQUIPEMENTS ENDOMMAGÉS PENDANT LES TRAVAUX DE DÉMOLITION ET DE CONSTRUCTION, À REMETTRE LES ZONES ADJACENTES AUX TRAVAUX TELLES QUE LES CONDITIONS EXISTANTES. À FOURNIR ET À PLANTER NOUVELLES PLANTATIONS (GRAMINÉES, ARBUSTES, ARBRES) AVEC NOUVEAUX TERRASSEMENTS.
- MZ-7 RIVERAIN 2020 : À LA JONCTION DU NOUVEAU PARAPET ET DES MURS EXTÉRIEURS DU 2020, À FOURNIR ET À INSTALLER DES SYSTÈMES D'ÉTANCHÉISATION CONTINUS ET INTRA-MURAUX, Y INCLUANT DES NOUVEAUX COUVRE-JOINTS MURAUX (HOR. ET VERT.) AINSI QUE POUR PARAPETS DE TOIT, DES JOINTS DE DILATION ET BARRIÈRES D'ÉTANCHÉITÉ / COUPE-FEU, (VERT. ET HORIZ.) DE ±100mm MINIMUM À VARIABLE, DALLE À DALLE (VOIR DÉTAILS).

LÉGENDE - TYPE DE SYSTÈMES DE MURS RIDEAUX
(SPÉCIFICATIONS, VOIR DEVIS)

MR-1 NOUVEAUX SYSTÈMES DE MURS RIDEAUX EXTÉRIEURS
- À FOURNIR ET À INSTALLER POUR LES PAROIS VITRÉES EXTÉRIEURES;
- AVEC VITRAGE DE TYPE V1, PANNEAUX DE VERRE ISOLANT ET SCELLÉS.

MR-1a NOUVEAUX SYSTÈMES DE MURS RIDEAUX EXTÉRIEURS
- À FOURNIR ET À INSTALLER POUR L'ENVELOPPE EXTÉRIEURE;
- AVEC PANNEAUX DE TYMPANS ISOLÉS FINIS AVEC REVÊTEMENT EN PANNEAUX D'ALUMINIUM.

MR-2 NOUVEAUX SYSTÈMES DE MURS RIDEAUX INTÉRIEURS
- À FOURNIR ET À INSTALLER POUR LES PAROIS VITRÉES DES PUITS DES ASCENSEURS ASS1 ET ASS2 AVEC ATTACHES LATÉRALES POUR MENEAUX;
- AVEC VITRAGE DE TYPE V2, PANNEAUX EN VERRE LAMINÉ.

LÉGENDE - TYPES DE VERRES (SPÉCIFICATIONS, VOIR DEVIS)

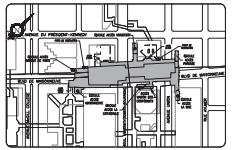
- V1 PANNEAUX EN VERRE ISOLANT ET SCELLÉS
- V2 PANNEAUX EN VERRE LAMINÉ
- V3 PANNEAUX EN VERRE LAMINÉ AVEC SABOTS
- V4 PANNEAUX EN VERRE LAMINÉ ET COLORÉ OPAQUE
- PE APPLIQUER UNE PELLICULE DE PROTECTION ANTI-GRAFFITIS À L'EXTÉRIEUR SEULEMENT
- PEI APPLIQUER UNE PELLICULE DE PROTECTION ANTI-GRAFFITIS À L'EXTÉRIEUR ET À L'INTÉRIEUR

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
08 JAN. 2019
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET SERVICES AUX ENTREPRISES

CE DOCUMENT DEMEURE EST LA PROPRIÉTÉ DE LA STM ET PROTÉGÉ PAR LA LOI SUR LE DROIT D'AUTEUR. TOUTE REPRODUCTION OU UTILISATION NON AUTORISÉE DE CE DOCUMENT EST INTERDITE SANS L'AUTORISATION ÉCRITE DE LA STM

FORMAT A1L 594 x 841

Plan clé:



Notes:

L'Adjudicataire doit vérifier toutes les dimensions sur place et est tenu d'aviser le Représentant désigné de toute omission.

CE DOCUMENT NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉ À DES FINS DE CONSTRUCTION

no / rév.	description

plans en référence

no.	date:	description:	Vérifié:	Approuvé:
0C	2018-12-12	Émis pour demande de permis, 29 21 01 C07		
0B	2018-10-01	Émis pour RC-1 RC2, 29 21 01 C03		
0A	2018-05-02	Émis pour RC4, 29 21 01 C07		

révisions

Émetteur:

BUREAU DE PROJETS ÉQUIPEMENTS FIXES-MÉTRO

Sceau:

Ordre des architectes du Québec
2018-12-14

Client:

stm

Localisation:

LIGNE 1
1S40 McGill

Titre du projet:

PROGRAMME ACCESSIBILITÉ

Titre du contrat:

Construction des infrastructures McGill

Titre du dessin:

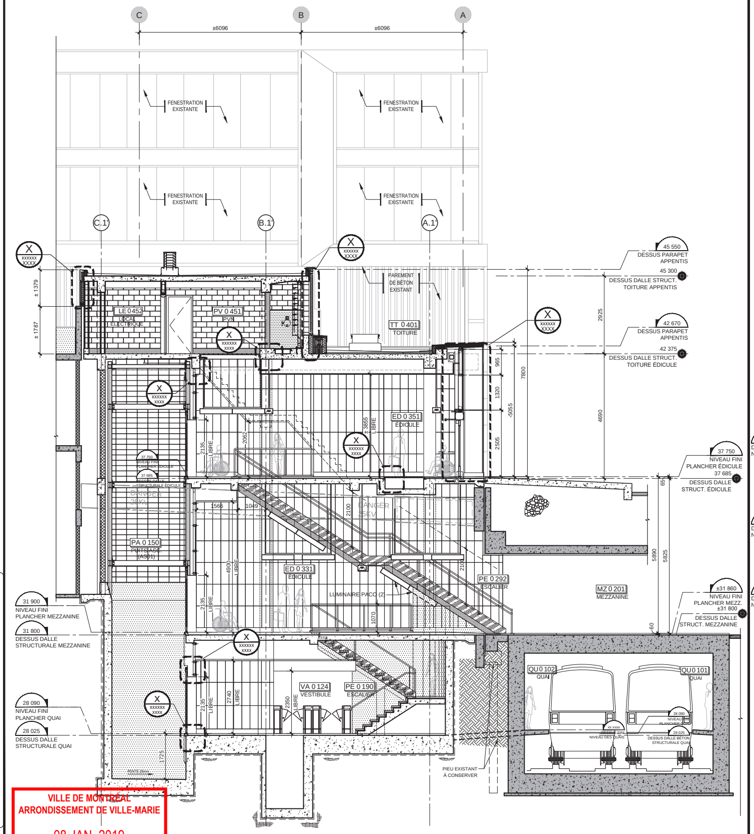
Élévations - Coupes Construction (Architecture)

Préparé par: Brigitte St-Pierre, arch.	Approbation administrative: Jimmy Rheault, ing.
Dessiné par: Sammy Camacho, tech	Vérifié par: Patrice Monfette, arch.
Date: 2018-05-02	Échelle: Indiquée
	Dimension: mm

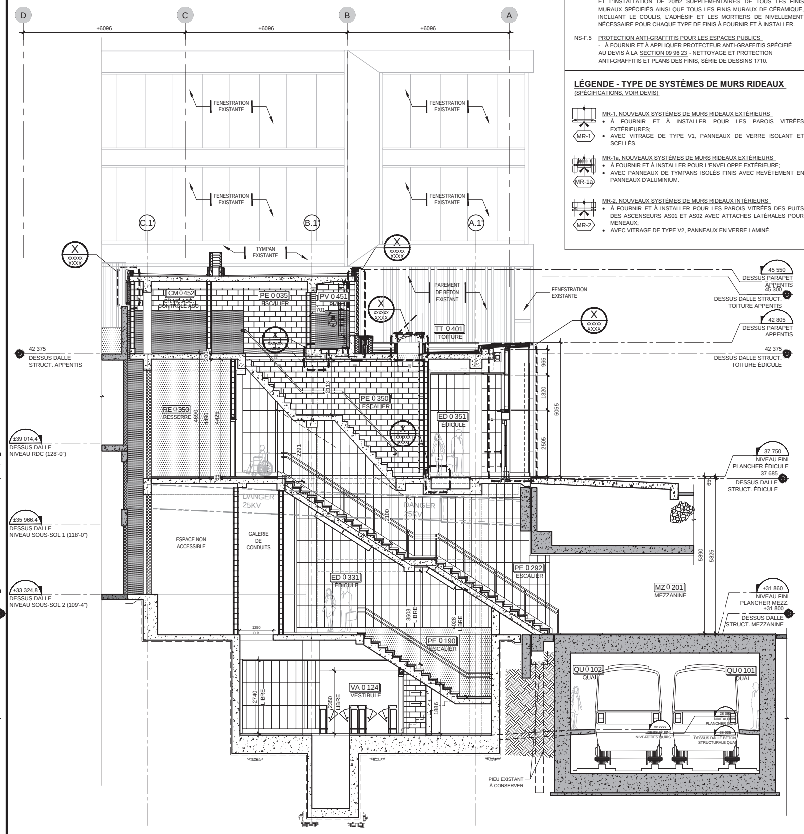
Numéro du plan: RS-PD-BA-AR-417-99-1S40-229534

Numéro du projet: 29 21 01 | Référence STM: STM-9999-99-99-99 | Feuille: 1310

Numéro du plan: RS-PD-BA-AR-417-99-1S40-229535
Révision: 0B



Coupe Construction
ÉCHELLE : 1:75
2 / 1410



Coupe Construction
ÉCHELLE : 1:75
1 / 1410

NOTES GÉNÉRALES

NOTES GÉNÉRALES QUI S'APPLIQUENT À L'ENSEMBLE DES TRAVAUX INDIQUÉS SUR LES DESSINS, SE RÉFÉRER AUX NOTES GÉNÉRALES NG.1 À NG.15 INCLUSIVEMENT SUR LA FEUILLE 0000.

NOTES SPÉCIFIQUES - FINIS - REVÊTEMENTS

NS-F.1 ÉTENDUE DES TRAVAUX - FINIS
- CERTAINS FINIS À INSTALLER PEUVENT ÊTRE INDIQUÉS SUR D'AUTRES PLANS. LES PLANS DE FINIS DOIVENT ÊTRE CONSULTÉES EN COMPLÉMENTARITÉ AVEC LES PLANS, LES COUPES GÉNÉRALES, LES ÉLÉVATIONS ET LES DÉTAILS D'ESCALIER AINSI QUE TOUT AUTRE PLAN AFIN DE BIEN COMPRENDRE, DE PLANIFIER, DE COORDONNER L'ÉTENDUE, LA NATURE ET LES CONDITIONS DES TRAVAUX À EXÉCUTER. L'ABSENCE D'INDICATIONS SUR UNE FEUILLE NE SIGNIFIE PAS L'ABSENCE D'UN ÉLÉMENT DE FINITION, D'UN MATÉRIAU OU D'UN SYSTÈME.

NS-F.2 MOTIF - APPAREILLAGE - ORIENTATION DES TEXTURES
- TOUTE PRÉCISION CONCERNANT LES MOTIFS EXACTS POUR LES REVÊTEMENTS MURAUX, LES REVÊTEMENTS DE PLANCHER ET LES MAÇONNERIES DE BRIQUES (RÉCUPÉRÉES À LA MEZZANINE) SERA FOURNIE, À LA DEMANDE DE L'ADJUDICATAIRE, TRENTE (30) JOURS AVANT LA COMMANDE DES MATÉRIAUX.

NS-F.3 CHOIX DE PEINTURE ET EMPLACEMENT
- TOUTE PRÉCISION CONCERNANT LES COULEURS DE PEINTURE À UTILISER POUR PEINDRE LES SURFACES EXISTANTES RAGRÉES ET/OU NOUVELLES SERA FOURNIE, À LA DEMANDE DE L'ADJUDICATAIRE, TRENTE (30) JOURS AVANT LA COMMANDE DES MATÉRIAUX.

NS-F.4 QUANTITÉ SUPPLÉMENTAIRE
- PRÉVOIR EN PLUS DE CE QUI EST INDIQUÉ AUX PLANS, LA FOURNITURE ET L'INSTALLATION DE 20m2 SUPPLÉMENTAIRES DE TOUS LES FINIS MURAUX SPÉCIFIÉS AINSI QUE TOUS LES FINIS MURAUX DE CÉRAMIQUE, INCLUANT LE COULIS, L'ADHÉSIF ET LES MORTIERS DE NIVELLEMENT NÉCESSAIRE POUR CHAQUE TYPE DE FINIS À FOURNIR ET À INSTALLER.

NS-F.5 PROTECTION ANTI-GRAFFITIS POUR LES ESPACES PUBLICS
- À FOURNIR ET À APPLIQUER PROTECTEUR ANTI-GRAFFITIS SPÉCIFIÉ AU DEVIS À LA SECTION 09 96 23 - NETTOYAGE ET PROTECTION ANTI-GRAFFITIS ET PLANS DES FINIS, SÉRIE DE DESSINS 1710.

LÉGENDE - TYPE DE SYSTÈMES DE MURS RIDEAUX

(SPÉCIFICATIONS, VOIR DEVIS)

MR-1, NOUVEAUX SYSTÈMES DE MURS RIDEAUX EXTÉRIEURS
- À FOURNIR ET À INSTALLER POUR LES PAROIS VITRÉES EXTÉRIEURES;
- AVEC VITRAGE DE TYPE V1, PANNEAUX DE VERRE ISOLANT ET SCELLÉS.

MR-1a, NOUVEAUX SYSTÈMES DE MURS RIDEAUX EXTÉRIEURS
- À FOURNIR ET À INSTALLER POUR L'ENVELOPPE EXTÉRIEURE;
- AVEC PANNEAUX DE TYMPANS ISOLÉS FINIS AVEC REVÊTEMENT EN PANNEAUX D'ALUMINIUM.

MR-2, NOUVEAUX SYSTÈMES DE MURS RIDEAUX INTÉRIEURS
- À FOURNIR ET À INSTALLER POUR LES PAROIS VITRÉES DES PUITS DES ASCENSEURS AS01 ET AS02 AVEC ATTACHES LATÉRALES POUR MENEAUX;
- AVEC VITRAGE DE TYPE V2, PANNEAUX EN VERRE LAMINÉ.

LÉGENDE DES FINIS DE PLANCHER

(SPÉCIFICATIONS, VOIR DEVIS)

BP — LOCAUX TECHNIQUES - BÉTON AU PLANCHER PEINT (NOUVEAU OU EXISTANT À RAGRÉER), MARGELLE DE BÉTON (ASSISE DE MURS DE BLOCS DE BÉTON), BASE DES MURS SUR 200mm DE HAUT ET BASE DE PROPRETÉ À PEINDRE(VOIR DÉTAILS)
- SICO SÉRIE 6000, 6208-42 CENDRES VOLCANIQUES, VOIR DEVIS

TC1 — TUILES DE PORCELAINE (MOTIFS FAITS À PARTIR DE 5 COULEURS DE TUILES)
FORMAT: DIMENSIONS SELON LES FORMATS DES MOTIFS x ±10.5mm ép.
COULEUR: TEL QUE L'EXISTANT, VOIR DEVIS
LOCALISATION: PLANCHER, AU NIVEAU DES QUAIS
APPAREILLAGE: TEL QUE L'EXISTANT ADJACENT, VOIR DESSINS

TC2 — TUILES DE PORCELAINE (BANDE DE DÉMARCATION - PERCEPTION)
FORMAT: 100mm x 100mm x 12mm ép. (nominal), FINI SEMI-POLI 600
COULEUR: ROUGE TEL QUE L'EXISTANT, VOIR DEVIS
LOCALISATION: ZONE DE PERCEPTION, QUAIS ET MEZZANINE
APPAREILLAGE: TEL QUE L'EXISTANT ADJACENT

TC3 — TUILES DE PORCELAINE
FORMAT: 100mm x 600mm x 10mm ép. (nominal)
COULEUR: NOIR GRAPHITE TEL QUE L'EXISTANT, VOIR DEVIS
LOCALISATION: ZONE DE PERCEPTION, QUAIS ET MEZZANINE
APPAREILLAGE: TEL QUE L'EXISTANT ADJACENT

TC4 — TUILES DE PORCELAINE (BANDE DE DÉMARCATION - ASCENSEUR)
FORMAT: 100mm x 200mm x 8mm ép. (nominal)
COULEUR: JAUNE SÉCURITÉ, VOIR DEVIS
LOCALISATION: ACCÈS SEUIL DES PORTES PALIÈRES D'ASCENSEUR, ÉDICULE, MEZZANINE ET QUAIS
APPAREILLAGE: VOIR DESSINS

GR1 — DALLES DE GRANITE - PLANCHER ET INSERTION AU PLANCHER
FORMAT: 300 x 600 x 30mm ép., SAUF IND. CONT., VOIR DESSINS
COULEUR: "TADOUSSAC" ROSE TACHETÉ GRIS, FINI JET DE SABLE
LOCALISATION: MEZZANINE ET ÉDICULE
APPAREILLAGE: HERRINGBONE, VOIR DESSINS

GR2 — DALLES DE GRANITE - MARCHES
FORMAT: PROF. MARCHE X LARGEUR DE L'ESCALIER X 50mm ép.
COULEUR: "TADOUSSAC" ROSE GRIS, FINI JET DE SABLE, VOIR DEVIS
LOCALISATION: ESCALIER ENTRE NIVEAU MEZZANINE ET ÉDICULE ET ENTRE MEZZANINE ET QUAI QU0102

GR3 — DALLES DE GRANITE - CONTREMARCHES
FORMAT: HAUTEUR CONTREMARCHE X LARGEUR DE L'ESCALIER X 50mm ép.
COULEUR: "TADOUSSAC" ROSE TACHETÉ GRIS, FINI POLI MAT, VOIR DEVIS
LOCALISATION: ESCALIER ENTRE NIVEAU MEZZANINE ET ÉDICULE ET ENTRE MEZZANINE ET QUAI QU0102

LIN — REVÊTEMENTS DE SOL SOUPLES EN FEUILLES AVEC PLINTHES REMONTÉES
FORMAT: 2000mm x 33 mètres x 2.5mm ép.
COULEUR: 3702, LIQUID CLAY, FINI R9, VOIR DEVIS
LOCALISATION: QUAI QU0101 (BUREAUX DES GÉRANTS)
APPAREILLAGE: SOUDÉ, PLINTHE À GORGE INTÉGRÉE, REMONTÉE

SI1 — DALLES DE PIERRE
FORMAT: 300x600x25mm ép., VOIR DESSINS
COULEUR: PIERRE DE SILICE "ARC-EN-CIEL", FINI NATUREL AVEC VEINAGE APPARENT
LOCALISATION: MEZZANINE
APPAREILLAGE: HERRINGBONE, VOIR DESSINS

LÉGENDE DES TYPES DE PLINTHES (SPÉCIFICATIONS, VOIR DEVIS)

PG1 — PLINTHES DE GRANITE
FORMAT: LONGUEUR VARIABLE EN FONCTION DES DALLES DE PLANCHER ADJACENTES x HAUTEUR VARIABLE AYANT UN NIVEAU SUPÉRIEUR CONSTANT ET UN NIVEAU INFÉRIEUR VARIABLE. ÉPOUSANT LES DALLES DE PLANCHER x 19mm ép.
COULEUR: "TADOUSSAC" ROSE TACHETÉ GRIS, FINI POLI MAT, VOIR DEVIS
APPAREILLAGE: ALIGNEMENT DES JOINTS VERTICAUX AVEC CEUX DES DALLES DE PLANCHER ADJACENTES (À LA JONCTION DU MUR ET DU PLANCHER)

PG2 — ALLÈGE, MARGELLE DE GRANITE
FORMAT: LONGUEUR VARIABLE x 19mm ép. , SE RÉFÉRER AUX DESSINS
COULEUR: "TADOUSSAC" ROSE TACHETÉ GRIS, FINI POLI MAT, VOIR DEVIS
APPAREILLAGE: ALIGNEMENT DES JOINTS VERTICAUX AVEC CEUX DES DALLES DE PLANCHER ADJACENTES (À LA JONCTION DU MUR ET DU PLANCHER), SAUF INDICATION CONTRAIRE

LÉGENDE DES FINIS MURAUX (SPÉCIFICATIONS, VOIR DEVIS)

AL1 — ALUMINIUM ANODISÉ NATUREL (VOIR NOTE NS-F.5, ANTI-GRAFFITIS)
FORMAT: DIMENSIONS x ÉPAISSEUR, SE RÉFÉRER AUX DESSINS ET DÉTAILS
FINI: TEL QUE CELUI DU NOUVEAU SYSTÈME DE MUR RIDEAU

AX1 — ACIER INOXYDABLE (TRAITEMENT PASSIVATION, VOIR DEVIS)
FORMAT: DIMENSIONS x ÉPAISSEUR, SE RÉFÉRER AUX DESSINS ET DÉTAILS
FINI: CATÉGORIE 316, FINI #4

BA1 — BÉTON APPARENT FINI POLI AVEC PROTECTION ANTI-GRAFFITIS SUR TOUTES LES SURFACES APPARENTES (COLONNES, POUTRES, MURETS, DALLES, ETC.) (VOIR NOTE NS-F.5, ANTI-GRAFFITIS)

BR — REVÊTEMENT EXISTANT DE MAÇONNERIE DE BRIQUES (VOIR NOTE NS-F.5, ANTI-GRAFFITIS)

BR1 — BRIQUE RÉCUPÉRÉE, NETTOYÉE (MORTIER ENLEVÉ), ENTREPOSÉE ET RÉINSTALLÉE (VOIR NOTE NS-F.5, ANTI-GRAFFITIS)
FORMAT: ±92mm x ±57mm x ±194mm (p x h x l)
COULEUR: BRUNE, VOIR DEVIS
APPAREILLAGE: PANNERESSE AVEC JOINT À BAGUETTE TEL QUE L'EXISTANT ADJACENT

CE1 — CARREAUX DE CÉRAMIQUE (MOTIFS FAITS À PARTIR DE 2 COULEURS DE CARREAUX) (VOIR NOTE NS-F.5, ANTI-GRAFFITIS)
FORMAT: 45mm x 145mm x 7mm ép,
COULEUR 1A: ROUGE, MONTÉ SUR FILET, VOIR DEVIS
COULEUR 1B: BRUN, SANS FILET, VOIR DEVIS
LOCALISATION: QUAIS ET EMBRASURES DES OUVERTURES DES ESCALIERS MENANT DE LA MEZZANINE AUX QUAIS
APPAREILLAGE: EN PANNERESSE INSTALLÉE VERTICALEMENT

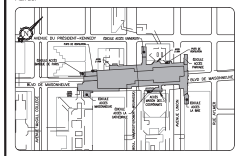
EA1 — ENDUIT ACRYLIQUE (DE CRÉPI) SUR PANNEAU BÉTON LÉGER, COULEUR TELLE QUE PEINTURE PX (VOIR NOTE NS-F.5, ANTI-GRAFFITIS).

OE — OEUVRE D'ART (PAR STM)

TR1 — DALLES DE TRAVERTIN RÉCUPÉRÉE, NETTOYÉE (MORTIER, COLLE ENLEVÉS), ENTREPOSÉE ET RÉINSTALLÉE (VOIR NOTE NS-F.5, ANTI-GRAFFITIS)
FORMAT: EXISTANT RÉCUPÉRÉ ±305mm x ±610mm x 22mm ép. OU 30mm ép. (nominal), ÉPAISSEUR SELON LES SYSTÈMES D'ANCRAGE
COULEUR: EXISTANT RÉCUPÉRÉ, "TRAVERTINO CLASSICO NATURAL UNFILLED"
LOCALISATION: QUAIS
APPAREILLAGE: TEL QUE L'EXISTANT ADJACENT

TR2 — DALLES DE TRAVERTIN (VOIR NOTE NS-F.5, ANTI-GRAFFITIS)
FORMAT: DIMENSIONS x 19mm ép. OU 30mm ép., VOIR DESSINS ET DÉTAILS, ÉPAISSEUR SELON LES SYSTÈMES D'ANCRAGE
COULEUR: TEL QUE L'EXISTANT ADJACENT, "TRAVERTINO CLASSICO NATURAL UNFILLED"
LOCALISATION: QUAIS, MEZZANINE ET ÉDICULE
APPAREILLAGE: TEL QUE L'EXISTANT ADJACENT, VOIR DESSINS ET DÉTAILS

Plan clé:



Notes:

L'Adjudicataire doit vérifier toutes les dimensions sur place et est tenu d'aviser le Représentant désigné de toute omission.

CE DOCUMENT NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉ À DES FINS DE CONSTRUCTION

no / rév.	description

plans en référence

no:	date:	description:	Vérifié:	Approuvé:
0C	2018-12-12	Émis pour demande de permis, 29 21 01 C07		
0B	2018-08-01	Émis pour IPCI-RC5, 29 21 01 C07		
0A	2018-05-02	Émis pour RC4, 29 21 01 C07		

révisions

Émetteur:
BUREAU DE PROJETS ÉQUIPEMENTS FIXES•MÉTRO

Sceau:
2018-12-14

Client: stm

Localisation:
LIGNE 1
1S40 McGill

Titre du projet:
PROGRAMME ACCESSIBILITÉ

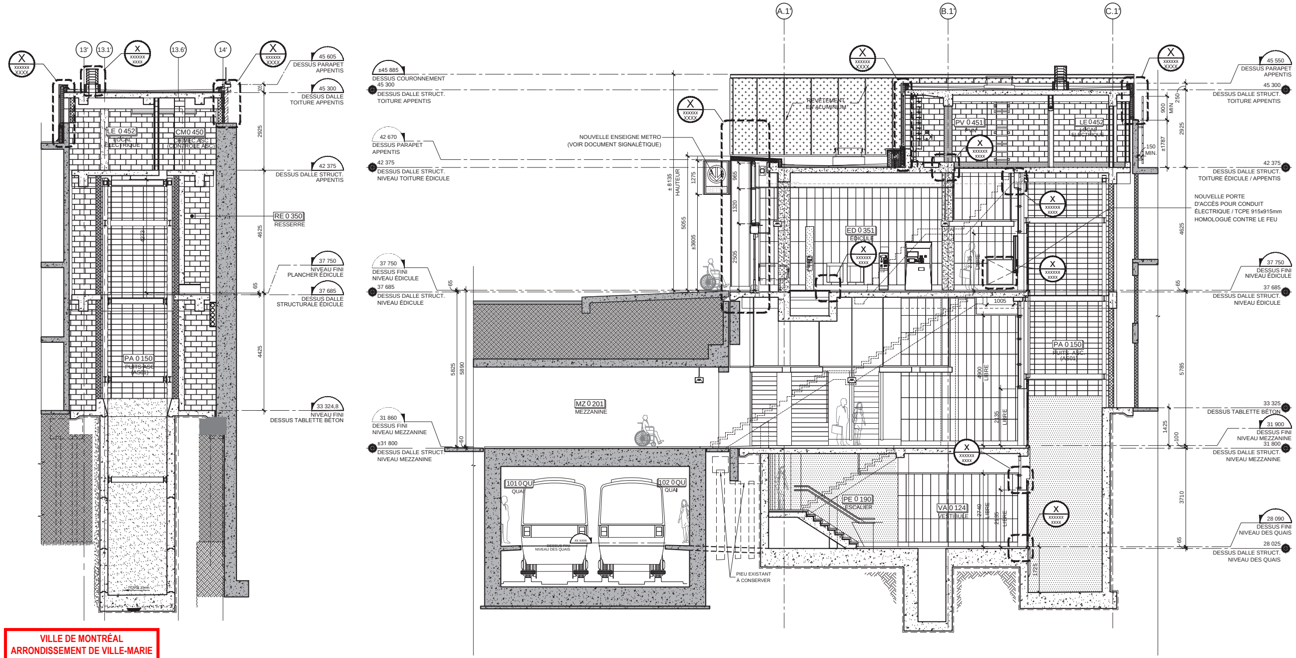
Titre du contrat:
Construction des infrastructures McGill

Titre du dessin:
Coupes générales - AS01 Construction (Architecture)

Préparé par: Brigitte St-Pierre, arch.
Approbation administrative: Jimmy Rheault, ing.
Dessiné par: René-Luc Desjardins, tech
Vérifié par: Patrice Monfette, arch.
Date: 2018-05-02
Échelle: Indiquée
Dimension: mm
Numéro du plan: RS-PD-BA-AR-417-99-1S40-229535
Révision: 0B
Numéro du projet: 29 21 01
Référence STM: STM-9999-99-99-99
Feuille: 1410

CE DOCUMENT D'INGÉNIERIE EST LA PROPRIÉTÉ DE LA STM ET PROTÉGÉ PAR LA LOI. IL EST DESTINÉ EXCLUSIVEMENT AUX FINS QUI Y SONT MENTIONNÉES. TOUTE REPRODUCTION OU ADAPTATION, PARTIELLE OU TOTALE, EST STRICTEMENT PROHIBÉE SANS AVOIR OBTENU AU PRÉALABLE L'AUTORISATION ÉCRITE DE LA STM.
FORMAT A3/A, 2016-09

Numéro du plan: RS-PD-BA-AR-417-99-1S40-229536
Révision: 0B



Coupe - Asc 1
Construction
ÉCHELLE : 1:75

LÉGENDE DES FINIS DE PLANCHER
(SPÉCIFICATIONS, VOIR DEVIS)

BP LOCAUX TECHNIQUES - BÉTON AU PLANCHER PEINT (NOUVEAU OU EXISTANT À RAGRÉER), MARGELLE DE BÉTON (ASSISE DE MURS DE BLOCS DE BÉTON), BASE DES MURS SUR 200mm DE HAUT ET BASE DE PROPRETÉ À PEINDRE(VOIR DÉTAILS)
- SICO SÉRIE 6000, 6208-42 CENDRES VOLCANIQUES, VOIR DEVIS

TC1 TUILES DE PORCELAINE (MOTIFS FAITS À PARTIR DE 5 COULEURS DE TUILES)

FORMAT: DIMENSIONS SELON LES FORMATS DES MOTIFS x ±10.5mm ép.
COULEUR: TEL QUE L'EXISTANT, VOIR DEVIS
LOCALISATION: PLANCHER, AU NIVEAU DES QUAIS
APPAREILLAGE: TEL QUE L'EXISTANT ADJACENT, VOIR DESSINS

TC2 TUILES DE PORCELAINE (BANDE DE DÉMARCATION - PERCEPTION)

FORMAT: 100mm x 100mm x 12mm ép. (nominal), FINI SEMI-POLI 600
COULEUR: ROUGE TEL QUE L'EXISTANT, VOIR DEVIS
LOCALISATION: ZONE DE PERCEPTION, QUAIS ET MEZZANINE
APPAREILLAGE: TEL QUE L'EXISTANT ADJACENT

TC3 TUILES DE PORCELAINE

FORMAT: 100mm x 600mm x 10mm ép. (nominal)
COULEUR: NOIR GRAPHITE TEL QUE L'EXISTANT, VOIR DEVIS
LOCALISATION: ZONE DE PERCEPTION, QUAIS ET MEZZANINE
APPAREILLAGE: TEL QUE L'EXISTANT ADJACENT

TC4 TUILES DE PORCELAINE (BANDE DE DÉMARCATION - ASCENSEUR)

FORMAT: 100mm x 200mm x 8mm ép. (nominal)
COULEUR: JAUNE SÉCURITÉ, VOIR DEVIS
LOCALISATION: ACCÈS SEUIL DES PORTES PALIÈRES D'ASCENSEUR, ÉDICULE, MEZZANINE ET QUAIS
APPAREILLAGE: VOIR DESSINS

GR1 DALLES DE GRANITE - PLANCHER ET INSERTION AU PLANCHER

FORMAT: 300 x 600 x 30mm ép., SAUF IND. CONT., VOIR DESSINS
COULEUR: "TADOUSSAC" ROSE TACHETÉ GRIS, FINI JET DE SABLE
LOCALISATION: MEZZANINE ET ÉDICULE
APPAREILLAGE: HERRINGBONE, VOIR DESSINS

GR2 DALLES DE GRANITE - MARCHES

FORMAT: PROF. MARCHE X LARGEUR DE L'ESCALIER X 50mm ép.
COULEUR: "TADOUSSAC" ROSE GRIS, FINI JET DE SABLE, VOIR DEVIS
LOCALISATION: ESCALIER ENTRE NIVEAU MEZZANINE ET ÉDICULE ET ENTRE MEZZANINE ET QUAI QU0102

GR3 DALLES DE GRANITE - CONTREMARCHES

FORMAT: HAUTEUR CONTREMARCHE X LARGEUR DE L'ESCALIER X 50mm ép.
COULEUR: "TADOUSSAC" ROSE TACHETÉ GRIS, FINI POLI MAT, VOIR DEVIS
LOCALISATION: ESCALIER ENTRE NIVEAU MEZZANINE ET ÉDICULE ET ENTRE MEZZANINE ET QUAI QU0102

LIN REVÊTEMENTS DE SOL SOUPLES EN FEUILLES AVEC PLINTHES REMONTÉES

FORMAT: 2000mm x 33 mètres x 2.5mm ép.
COULEUR: 3702, LIQUID CLAY, FINI R9, VOIR DEVIS
LOCALISATION: QUAI QU0101 (BUREAUX DES GÉRANTS)
APPAREILLAGE: SOUDÉ, PLINTHE À GORGE INTÉGRÉE, REMONTÉE

SI1 DALLES DE PIERRE

FORMAT: 300x600x25mm ép., VOIR DESSINS
COULEUR: PIERRE DE SILICE "ARC-EN-CIEL", FINI NATUREL AVEC VEINAGE APPARENT
LOCALISATION: MEZZANINE
APPAREILLAGE: HERRINGBONE, VOIR DESSINS

LÉGENDE DES TYPES DE PLINTHES (SPÉCIFICATIONS, VOIR DEVIS)

PG1 PLINTHES DE GRANITE

FORMAT: LONGUEUR VARIABLE EN FONCTION DES DALLES DE PLANCHER ADJACENTES x HAUTEUR VARIABLE AYANT UN NIVEAU SUPÉRIEUR CONSTANT ET UN NIVEAU INFÉRIEUR VARIABLE. ÉPOUSANT LES DALLES DE PLANCHER x 19mm ép.
COULEUR: "TADOUSSAC" ROSE TACHETÉ GRIS, FINI POLI MAT, VOIR DEVIS
APPAREILLAGE: ALIGNEMENT DES JOINTS VERTICAUX AVEC CEUX DES DALLES DE PLANCHER ADJACENTES (À LA JONCTION DU MUR ET DU PLANCHER)

PG2 ALLÈGE, MARGELLE DE GRANITE

FORMAT: LONGUEUR VARIABLE x 19mm ép., SE RÉFÉRER AUX DESSINS
COULEUR: "TADOUSSAC" ROSE TACHETÉ GRIS, FINI POLI MAT, VOIR DEVIS
APPAREILLAGE: ALIGNEMENT DES JOINTS VERTICAUX AVEC CEUX DES DALLES DE PLANCHER ADJACENTES (À LA JONCTION DU MUR ET DU PLANCHER), SAUF INDICATION CONTRAIRE

LÉGENDE DES FINIS MURAUX (SPÉCIFICATIONS, VOIR DEVIS)

AL1 ALUMINIUM ANODISÉ NATUREL (VOIR NOTE NS-F.5, ANTI-GRAFFITIS)

FORMAT: DIMENSIONS x ÉPAISSEUR, SE RÉFÉRER AUX DESSINS ET DÉTAILS
FINI: TEL QUE CELUI DU NOUVEAU SYSTÈME DE MUR RIDEAU

AX1 ACIER INOXYDABLE (TRAITEMENT PASSIVATION, VOIR DEVIS)

FORMAT: DIMENSIONS x ÉPAISSEUR, SE RÉFÉRER AUX DESSINS ET DÉTAILS
FINI: CATÉGORIE 316, FINI #4

BA1 BÉTON APPARENT FINI POLI AVEC PROTECTION ANTI-GRAFFITIS SUR TOUTES LES SURFACES APPARENTES (COLONNES, POUTRES, MURETS, DALLES, ETC.) (VOIR NOTE NS-F.5, ANTI-GRAFFITIS)

BR REVÊTEMENT EXISTANT DE MAÇONNERIE DE BRIQUES (VOIR NOTE NS-F.5, ANTI-GRAFFITIS)

BR1 BRIQUE RÉCUPÉRÉE, NETTOYÉE (MORTIER ENLEVÉ), ENTREPOSÉE ET RÉINSTALLÉE (VOIR NOTE NS-F.5, ANTI-GRAFFITIS)

FORMAT: ±92mm x ±57mm x ±194mm (p x h x l)
COULEUR: BRUNE, VOIR DEVIS
APPAREILLAGE: PANNERESSE AVEC JOINT À BAGUETTE TEL QUE L'EXISTANT ADJACENT

CE1 CARREAUX DE CÉRAMIQUE (MOTIFS FAITS À PARTIR DE 2 COULEURS DE CARREAUX) (VOIR NOTE NS-F.5, ANTI-GRAFFITIS)

FORMAT: 45mm x 145mm x 7mm ép,
COULEUR 1A: ROUGE, MONTÉ SUR FILET, VOIR DEVIS
COULEUR 1B: BRUN, SANS FILET, VOIR DEVIS
LOCALISATION: QUAIS ET EMBRASURES DES OUVERTURES DES ESCALIERS MENANT DE LA MEZZANINE AUX QUAIS
APPAREILLAGE: EN PANNERESSE INSTALLÉE VERTICALEMENT

EA1 ENDUIT ACRYLIQUE (DE CRÉPI) SUR PANNEAU BÉTON LÉGER, COULEUR TELLE QUE PEINTURE PX (VOIR NOTE NS-F.5, ANTI-GRAFFITIS).

OE OEUVRE D'ART (PAR STM)

TR1 DALLES DE TRAVERTIN RÉCUPÉRÉE, NETTOYÉE (MORTIER, COLLE ENLEVÉS), ENTREPOSÉE ET RÉINSTALLÉE (VOIR NOTE NS-F.5, ANTI-GRAFFITIS)

FORMAT: EXISTANT RÉCUPÉRÉ ±305mm x ±610mm x 22mm ép. OU 30mm ép. (nominal), ÉPAISSEUR SELON LES SYSTÈMES D'ANCRAGE
COULEUR: EXISTANT RÉCUPÉRÉ, "TRAVERTINO CLASSICO NATURAL UNFILLED"
LOCALISATION: QUAIS
APPAREILLAGE: TEL QUE L'EXISTANT ADJACENT

TR2 DALLES DE TRAVERTIN (VOIR NOTE NS-F.5, ANTI-GRAFFITIS)

FORMAT: DIMENSIONS x 19mm ép. OU 30mm ép., VOIR DESSINS ET DÉTAILS, ÉPAISSEUR SELON LES SYSTÈMES D'ANCRAGE
COULEUR: TEL QUE L'EXISTANT ADJACENT, "TRAVERTINO CLASSICO NATURAL UNFILLED"
LOCALISATION: QUAIS, MEZZANINE ET ÉDICULE
APPAREILLAGE: TEL QUE L'EXISTANT ADJACENT, VOIR DESSINS ET DÉTAILS

NOTES GÉNÉRALES

NOTES GÉNÉRALES QUI S'APPLIQUENT À L'ENSEMBLE DES TRAVAUX INDIQUÉS SUR LES DESSINS, SE RÉFÉRER AUX NOTES GÉNÉRALES NG.1 À NG.15 INCLUSIVEMENT SUR LA FEUILLE 0000.

NOTES SPÉCIFIQUES - FINIS - REVÊTEMENTS

NS-F.1 ÉTENDUE DES TRAVAUX - FINIS
- CERTAINS FINIS À INSTALLER PEUVENT ÊTRE INDIQUÉS SUR D'AUTRES PLANS. LES PLANS DE FINIS DOIVENT ÊTRE CONSULTÉES EN COMPLÉMENTARITÉ AVEC LES PLANS, LES COUPES GÉNÉRALES, LES ÉLÉVATIONS ET LES DÉTAILS D'ESCALIER AINSI QUE TOUT AUTRE PLAN AFIN DE BIEN COMPRENDRE, DE PLANIFIER, DE COORDONNER L'ÉTENDUE, LA NATURE ET LES CONDITIONS DES TRAVAUX À EXÉCUTER. L'ABSENCE D'INDICATIONS SUR UNE FEUILLE NE SIGNIFIE PAS L'ABSENCE D'UN ÉLÉMENT DE FINITION, D'UN MATÉRIAU OU D'UN SYSTÈME.

NS-F.2 MOTIF - APPAREILLAGE - ORIENTATION DES TEXTURES
- TOUTE PRÉCISION CONCERNANT LES MOTIFS EXACTS POUR LES REVÊTEMENTS MURAUX, LES REVÊTEMENTS DE PLANCHER ET LES MAÇONNERIES DE BRIQUES (RÉCUPÉRÉES À LA MEZZANINE) SERA FOURNIE, À LA DEMANDE DE L'ADJUDICATAIRE, TRENTE (30) JOURS AVANT LA COMMANDE DES MATÉRIAUX.

NS-F.3 CHOIX DE PEINTURE ET EMPLACEMENT
- TOUTE PRÉCISION CONCERNANT LES COULEURS DE PEINTURE À UTILISER POUR PEINDRE LES SURFACES EXISTANTES RAGRÉES ET/OU NOUVELLES SERA FOURNIE, À LA DEMANDE DE L'ADJUDICATAIRE, TRENTE (30) JOURS AVANT LA COMMANDE DES MATÉRIAUX.

NS-F.4 QUANTITÉ SUPPLÉMENTAIRE
- PRÉVOIR EN PLUS DE CE QUI EST INDIQUÉ AUX PLANS, LA FOURNITURE ET L'INSTALLATION DE 20m2 SUPPLÉMENTAIRES DE TOUS LES FINIS MURAUX SPÉCIFIÉS AINSI QUE TOUS LES FINIS MURAUX DE CÉRAMIQUE, INCLUANT LE COULIS, L'ADHÉSIF ET LES MORTIERS DE NIVELLEMENT NÉCESSAIRE POUR CHAQUE TYPE DE FINIS À FOURNIR ET À INSTALLER.

NS-F.5 PROTECTION ANTI-GRAFFITIS POUR LES ESPACES PUBLICS
- À FOURNIR ET À APPLIQUER PROTECTEUR ANTI-GRAFFITIS SPÉCIFIÉ AU DEVIS À LA SECTION 09 96 23 - NETTOYAGE ET PROTECTION ANTI-GRAFFITIS ET PLANS DES FINIS, SÉRIE DE DESSINS 1710.

LÉGENDE - ÉLÉVATION

M-X — M: MUR D'ENVELOPPE; X: SPÉCIFICATIONS (VOIR BORDEREAU D'ENVELOPPE ET DÉTAILS)
PER-X — PER: PERSIENNE; X: SPÉCIFICATIONS (VOIR DEVIS)
IMP — PAROI À RECOUVRIR D'UN SYSTÈME D'IMPERMÉABILISATION (VOIR DOCUMENTS STRUCTURE)
REVÊTEMENT D'ALUMINIUM
REVÊTEMENT D'ACIER (TRAITEMENT PASSIVATION)
BÉTON APPARENT
MUR DE BLOCS DE BÉTON
SOL NON RAMANIÉ (ROC)
L.S. — LINTEAU STRUCTURAL EN ACIER GALVANISÉ (VOIR DOCUMENTS STRUCTURE)
L.L. — LINTEAU LIBRE EN ACIER GALVANISÉ, À PEINDRE (FOURNI PAR STRUCTURE)
J.D. — JOINT DE DILATION

ABRÉVIATIONS DIVERSES:

C.AL.1	COURONNEMENT EN PLAQUE D'ALUMINIUM 3.2mm, ANODISÉ CLAIR
S.AL.1	SOLIN D'ALUMINIUM DE CAL. 20, PRÉPEINT DE COULEUR S'APPARENTANT AU MUR RIDEAU
S.AL.2	SOLIN D'ALUMINIUM DE CAL. 20, PRÉPEINT DE COULEUR S'APPARENTANT AUX PERSIENNES
S.AC.1	SOLIN D'ACIER GALVANISÉ ET PRÉPEINT DE CAL. 24, DE COULEUR AU CHOIX DE L'ARCHITECTE
S.AC.2	SOLIN D'ACIER GALVANISÉ ET PRÉPEINT DE CAL. 24, DE COULEUR TELLE QUE LES SOLINS EXISTANTS
AL.	PLAQUE D'ALUMINIUM ANODISÉ (VOIR DÉTAILS)
A.P.	ACIER PEINT (PORTE ET CADRE)
J.S.S.	JOINT DE SILICONE STRUCTURAL
O.B.	OUVERTURE BRUTE

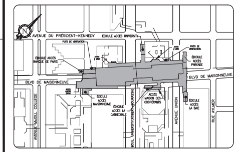
LÉGENDE - TYPE DE SYSTÈMES DE MURS RIDEAUX
(SPÉCIFICATIONS, VOIR DEVIS)

MR-1, NOUVEAUX SYSTÈMES DE MURS RIDEAUX EXTÉRIEURS
- À FOURNIR ET À INSTALLER POUR LES PAROIS VITRÉES EXTÉRIEURES;
- AVEC VITRAGE DE TYPE V1, PANNEAUX DE VERRE ISOLANT ET SCELLÉS.

MR-1a, NOUVEAUX SYSTÈMES DE MURS RIDEAUX EXTÉRIEURS
- À FOURNIR ET À INSTALLER POUR L'ENVELOPPE EXTÉRIEURE;
- AVEC PANNEAUX DE TYMPANS ISOLÉS FINIS AVEC REVÊTEMENT EN PANNEAUX D'ALUMINIUM.

MR-2, NOUVEAUX SYSTÈMES DE MURS RIDEAUX INTÉRIEURS
- À FOURNIR ET À INSTALLER POUR LES PAROIS VITRÉES DES PUITS DES ASCENSEURS AS01 ET AS02 AVEC ATTACHES LATÉRALES POUR MENEAUX;
- AVEC VITRAGE DE TYPE V2, PANNEAUX EN VERRE LAMINÉ.

Plan clé:



Notes:

L'Adjudicataire doit vérifier toutes les dimensions sur place et est tenu d'aviser le Représentant désigné de toute omission.

CE DOCUMENT NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉ À DES FINS DE CONSTRUCTION

no / rév.	description

plans en référence

no:	date:	description:	Vérifié:	Approuvé:
0C	2018-12-12	Émis pour demande de permis, 29 21 01 C07		
0B	2018-08-01	Émis pour IPCI-RC5, 29 21 01 C07		
0A	2018-05-02	Émis pour RC4, 29 21 01 C07		

révisions

Émetteur:
BUREAU DE PROJETS ÉQUIPEMENTS FIXES-MÉTRO

Sceau:
2018-12-14

Client:
stm

Localisation:
LIGNE 1
1S40 McGill

Titre du projet:
PROGRAMME ACCESSIBILITÉ

Titre du contrat:
Construction des infrastructures McGill

Titre du dessin:
Coupes générales - AS01
Construction
(Architecture)

Préparé par: Brigitte St-Pierre, arch.
Approbation administrative: Jimmy Rheault, ing.
Dessiné par: René-Luc Desjardins, tech
Vérifié par: Patrice Monfette, arch.
Date: 2018-05-02
Échelle: Indiquée
Dimension: mm
Numéro du plan: RS-PD-BA-AR-417-99-1S40-229536
Révision: 0B
Numéro du projet: 29 21 01
Référence STM: STM-9999-99-99-99
Feuille: 1411

25/28

CE DOCUMENT D'INGÉNIERIE EST LA PROPRIÉTÉ DE LA STM ET PROTÉGÉ PAR LA LOI. IL EST DESTINÉ EXCLUSIVEMENT AUX FINS QUI Y SONT MENTIONNÉES. TOUTE REPRODUCTION OU ADAPTATION, PARTIELLE OU TOTALE, EST STRICTEMENT PROHIBÉE SANS AVOIR OBTENU AU PRÉALABLE L'AUTORISATION ÉCRITE DE LA STM.
FORMAT A1A, 2016-09

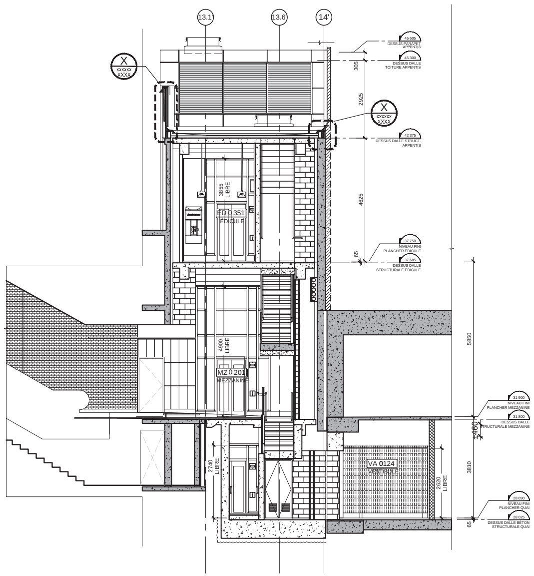
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
08 JAN. 2019
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET SERVICES AUX ENTREPRISES

CE DOCUMENT D'INGÉNIERIE EST LA PROPRIÉTÉ DE LA STM ET PROTÉGÉ PAR LA LOI. IL EST DESTINÉ EXCLUSIVEMENT AUX FINS QUI Y SONT MENTIONNÉES. TOUTE REPRODUCTION OU ADAPTATION, PARTIELLE OU TOTALE, EST STRICTEMENT PROHIBÉE SANS AVOIR OBTENU AU PRÉALABLE L'AUTORISATION ÉCRITE DE LA STM.

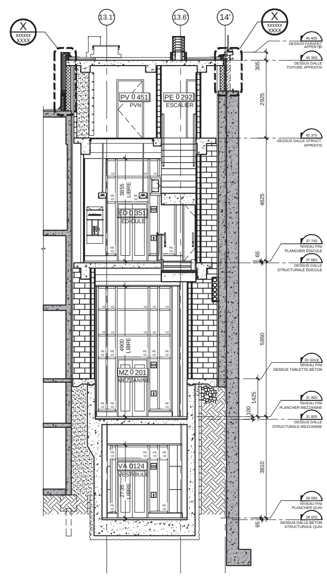
Numéro du plan: RS-PD-BA-AR-417-99-1S40-251615
Révision: 0B

FORMAT:A1A, 2016-09

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
08 JAN. 2019
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET SERVICES AUX ENTREPRISES



Coupe - Asc 1
Construction
ÉCHELLE : 1:75
2
251615
1412



Coupe - Asc 1
Construction
ÉCHELLE : 1:75
1
251615
1412

NOTES GÉNÉRALES

NOTES GÉNÉRALES QUI S'APPLIQUENT À L'ENSEMBLE DES TRAVAUX INDIQUÉS SUR LES DESSINS, SE RÉFÉRER AUX NOTES GÉNÉRALES NG.1 À NG.15 INCLUSIVEMENT SUR LA FEUILLE 0000.

NOTES SPÉCIFIQUES - FINIS - REVÊTEMENTS

NS-F.1 ÉTENDUE DES TRAVAUX - FINIS
- CERTAINS FINIS À INSTALLER PEUVENT ÊTRE INDIQUÉS SUR D'AUTRES PLANS. LES PLANS DE FINIS DOIVENT ÊTRE CONSULTÉES EN COMPLÉMENTARITÉ AVEC LES PLANS, LES COUPES GÉNÉRALES, LES ÉLÉVATIONS ET LES DÉTAILS D'ESCALIER AINSI QUE TOUT AUTRE PLAN AFIN DE BIEN COMPRENDRE, DE PLANIFIER, DE COORDONNER L'ÉTENDUE, LA NATURE ET LES CONDITIONS DES TRAVAUX À EXÉCUTER. L'ABSENCE D'INDICATIONS SUR UNE FEUILLE NE SIGNIFIE PAS L'ABSENCE D'UN ÉLÉMENT DE FINITION, D'UN MATÉRIAU OU D'UN SYSTÈME.

NS-F.2 MOTIF - APPAREILLAGE - ORIENTATION DES TEXTURES
- TOUTE PRÉCISION CONCERNANT LES MOTIFS EXACTS POUR LES REVÊTEMENTS MURAUX, LES REVÊTEMENTS DE PLANCHER ET LES MAÇONNERIES DE BRIQUES (RÉCUPÉRÉES À LA MEZZANINE) SERA FOURNIE, À LA DEMANDE DE L'ADJUDICATAIRE, TRENTE (30) JOURS AVANT LA COMMANDE DES MATÉRIAUX.

NS-F.3 CHOIX DE PEINTURE ET EMPLACEMENT
- TOUTE PRÉCISION CONCERNANT LES COULEURS DE PEINTURE À UTILISER POUR PEINDRE LES SURFACES EXISTANTES RAGRÉES ET/OU NOUVELLES SERA FOURNIE, À LA DEMANDE DE L'ADJUDICATAIRE, TRENTE (30) JOURS AVANT LA COMMANDE DES MATÉRIAUX.

NS-F.4 QUANTITÉ SUPPLÉMENTAIRE
- PRÉVOIR EN PLUS DE CE QUI EST INDIQUÉ AUX PLANS, LA FOURNITURE ET L'INSTALLATION DE 20m2 SUPPLÉMENTAIRES DE TOUS LES FINIS MURAUX SPÉCIFIÉS AINSI QUE TOUS LES FINIS MURAUX DE CÉRAMIQUE, INCLUANT LE COULIS, L'ADHÉSIF ET LES MORTIERS DE NIVELLEMENT NÉCESSAIRE POUR CHAQUE TYPE DE FINIS À FOURNIR ET À INSTALLER.

NS-F.5 PROTECTION ANTI-GRAFFITIS POUR LES ESPACES PUBLICS
- À FOURNIR ET À APPLIQUER PROTECTEUR ANTI-GRAFFITIS SPÉCIFIÉ AU DEVIS À LA SECTION 09 96 23 - NETTOYAGE ET PROTECTION ANTI-GRAFFITIS ET PLANS DES FINIS, SÉRIE DE DESSINS 1710.

LÉGENDE - TYPE DE SYSTÈMES DE MURS RIDEAUX
(SPÉCIFICATIONS, VOIR DEVIS)

MR-1 — MR-1, NOUVEAUX SYSTÈMES DE MURS RIDEAUX EXTÉRIEURS
- À FOURNIR ET À INSTALLER POUR LES PAROIS VITRÉES EXTÉRIEURES;
- AVEC VITRAGE DE TYPE V1, PANNEAUX DE VERRE ISOLANT ET SCELLÉS.

MR-1a — MR-1a, NOUVEAUX SYSTÈMES DE MURS RIDEAUX EXTÉRIEURS
- À FOURNIR ET À INSTALLER POUR L'ENVELOPPE EXTÉRIEURE;
- AVEC PANNEAUX DE TYMPANS ISOLÉS FINIS AVEC REVÊTEMENT EN PANNEAUX D'ALUMINIUM.

MR-2 — MR-2, NOUVEAUX SYSTÈMES DE MURS RIDEAUX INTÉRIEURS
- À FOURNIR ET À INSTALLER POUR LES PAROIS VITRÉES DES PUITS DES ASCENSEURS AS01 ET AS02 AVEC ATTACHES LATÉRALES POUR MENEAUX;
- AVEC VITRAGE DE TYPE V2, PANNEAUX EN VERRE LAMINÉ.

LÉGENDE - TYPES DE VERRES (SPÉCIFICATIONS, VOIR DEVIS)

V1	PANNEAUX EN VERRE ISOLANT ET SCELLÉS
V2	PANNEAUX EN VERRE LAMINÉ
V3	PANNEAUX EN VERRE LAMINÉ AVEC SABOTS
V4	PANNEAUX EN VERRE LAMINÉ ET COLORÉ OPAQUE
PE	APPLIQUER UNE PELLICULE DE PROTECTION ANTI-GRAFFITIS À L'EXTÉRIEUR SEULEMENT
PEI	APPLIQUER UNE PELLICULE DE PROTECTION ANTI-GRAFFITIS À L'EXTÉRIEUR ET À L'INTÉRIEUR

LÉGENDE DES FINIS DE PLANCHER
(SPÉCIFICATIONS, VOIR DEVIS)

BP — LOCAUX TECHNIQUES - BÉTON AU PLANCHER PEINT (NOUVEAU OU EXISTANT À RAGRÉER), MARGELLE DE BÉTON (ASSISE DE MURS DE BLOCS DE BÉTON), BASE DES MURS SUR 200mm DE HAUT ET BASE DE PROPRETÉ À PEINDRE(VOIR DÉTAILS)
- SICO SÉRIE 6000, 6208-42 CENDRES VOLCANIQUES, VOIR DEVIS

TC1 — TUILES DE PORCELAINE (MOTIFS FAITS À PARTIR DE 5 COULEURS DE TUILES)
FORMAT: DIMENSIONS SELON LES FORMATS DES MOTIFS x ±10.5mm ép.
COULEUR: TEL QUE L'EXISTANT, VOIR DEVIS
LOCALISATION: PLANCHER, AU NIVEAU DES QUAIS
APPAREILLAGE: TEL QUE L'EXISTANT ADJACENT, VOIR DESSINS

TC2 — TUILES DE PORCELAINE (BANDE DE DÉMARCATION - PERCEPTION)
FORMAT: 100mm x 100mm x 12mm ép. (nominal), FINI SEMI-POLI 600
COULEUR: ROUGE TEL QUE L'EXISTANT, VOIR DEVIS
LOCALISATION: ZONE DE PERCEPTION, QUAIS ET MEZZANINE
APPAREILLAGE: TEL QUE L'EXISTANT ADJACENT

TC3 — TUILES DE PORCELAINE
FORMAT: 100mm x 600mm x 10mm ép. (nominal)
COULEUR: NOIR GRAPHITE TEL QUE L'EXISTANT, VOIR DEVIS
LOCALISATION: ZONE DE PERCEPTION, QUAIS ET MEZZANINE
APPAREILLAGE: TEL QUE L'EXISTANT ADJACENT

TC4 — TUILES DE PORCELAINE (BANDE DE DÉMARCATION - ASCENSEUR)
FORMAT: 100mm x 200mm x 8mm ép. (nominal)
COULEUR: JAUNE SÉCURITÉ, VOIR DEVIS
LOCALISATION: ACCÈS SEUIL DES PORTES PALIÈRES D'ASCENSEUR, ÉDICULE, MEZZANINE ET QUAIS
APPAREILLAGE: VOIR DESSINS

GR1 — DALLES DE GRANITE - PLANCHER ET INSERTION AU PLANCHER
FORMAT: 300 x 600 x 30mm ép., SAUF IND. CONT., VOIR DESSINS
COULEUR: "TADOUSSAC" ROSE TACHETÉ GRIS, FINI JET DE SABLE
LOCALISATION: MEZZANINE ET ÉDICULE
APPAREILLAGE: HERRINGBONE, VOIR DESSINS

GR2 — DALLES DE GRANITE - MARCHES
FORMAT: PROF. MARCHE X LARGEUR DE L'ESCALIER X 50mm ép.
COULEUR: "TADOUSSAC" ROSE GRIS, FINI JET DE SABLE, VOIR DEVIS
LOCALISATION: ESCALIER ENTRE NIVEAU MEZZANINE ET ÉDICULE ET ENTRE MEZZANINE ET QUAI QU0102

GR3 — DALLES DE GRANITE - CONTREMARCHES
FORMAT: HAUTEUR CONTREMARCHE X LARGEUR DE L'ESCALIER X 50mm ép.
COULEUR: "TADOUSSAC" ROSE TACHETÉ GRIS, FINI POLI MAT, VOIR DEVIS
LOCALISATION: ESCALIER ENTRE NIVEAU MEZZANINE ET ÉDICULE ET ENTRE MEZZANINE ET QUAI QU0102

LIN — REVÊTEMENTS DE SOL SOUPLES EN FEUILLES AVEC PLINTHES REMONTÉES
FORMAT: 2000mm x 33 mètres x 2.5mm ép.
COULEUR: 3702, LIQUID CLAY, FINI R9, VOIR DEVIS
LOCALISATION: QUAI QU0101 (BUREAUX DES GÉRANTS)
APPAREILLAGE: SOUDÉ, PLINTHE À GORGE INTÉGRÉE, REMONTÉE

SI1 — DALLES DE PIERRE
FORMAT: 300x600x25mm ép., VOIR DESSINS
COULEUR: PIERRE DE SILICE "ARC-EN-CIEL", FINI NATUREL AVEC VEINAGE APPARENT
LOCALISATION: MEZZANINE
APPAREILLAGE: HERRINGBONE, VOIR DESSINS

LÉGENDE DES TYPES DE PLINTHES (SPÉCIFICATIONS, VOIR DEVIS)

PG1 — PLINTHES DE GRANITE
FORMAT: LONGUEUR VARIABLE EN FONCTION DES DALLES DE PLANCHER ADJACENTES x HAUTEUR VARIABLE AYANT UN NIVEAU SUPÉRIEUR CONSTANT ET UN NIVEAU INFÉRIEUR VARIABLE. ÉPOUSANT LES DALLES DE PLANCHER x 19mm ép.
COULEUR: "TADOUSSAC" ROSE TACHETÉ GRIS, FINI POLI MAT, VOIR DEVIS
APPAREILLAGE: ALIGNEMENT DES JOINTS VERTICAUX AVEC CEUX DES DALLES DE PLANCHER ADJACENTES (À LA JONCTION DU MUR ET DU PLANCHER)

PG2 — ALLÈGE, MARGELLE DE GRANITE
FORMAT: LONGUEUR VARIABLE x 19mm ép. , SE RÉFÉRER AUX DESSINS
COULEUR: "TADOUSSAC" ROSE TACHETÉ GRIS, FINI POLI MAT, VOIR DEVIS
APPAREILLAGE: ALIGNEMENT DES JOINTS VERTICAUX AVEC CEUX DES DALLES DE PLANCHER ADJACENTES (À LA JONCTION DU MUR ET DU PLANCHER), SAUF INDICATION CONTRAIRE

LÉGENDE DES FINIS MURAUX (SPÉCIFICATIONS, VOIR DEVIS)

AL1 — ALUMINIUM ANODISÉ NATUREL (VOIR NOTE NS-F.5, ANTI-GRAFFITIS)
FORMAT: DIMENSIONS x ÉPAISSEUR, SE RÉFÉRER AUX DESSINS ET DÉTAILS
FINI: TEL QUE CELUI DU NOUVEAU SYSTÈME DE MUR RIDEAU

AX1 — ACIER INOXYDABLE (TRAITEMENT PASSIVATION, VOIR DEVIS)
FORMAT: DIMENSIONS x ÉPAISSEUR, SE RÉFÉRER AUX DESSINS ET DÉTAILS
FINI: CATÉGORIE 316, FINI #4

BA1 — BÉTON APPARENT FINI POLI AVEC PROTECTION ANTI-GRAFFITIS SUR TOUTES LES SURFACES APPARENTES (COLONNES, POUTRES, MURETS, DALLES, ETC.) (VOIR NOTE NS-F.5, ANTI-GRAFFITIS)

BR — REVÊTEMENT EXISTANT DE MAÇONNERIE DE BRIQUES (VOIR NOTE NS-F.5, ANTI-GRAFFITIS)

BR1 — BRIQUE RÉCUPÉRÉE, NETTOYÉE (MORTIER ENLEVÉ), ENTREPOSÉE ET RÉINSTALLÉE (VOIR NOTE NS-F.5, ANTI-GRAFFITIS)
FORMAT: ±92mm x ±57mm x ±194mm (p x h x l)
COULEUR: BRUNE, VOIR DEVIS
APPAREILLAGE: PANNERESSE AVEC JOINT À BAGUETTE TEL QUE L'EXISTANT ADJACENT

CE1 — CARREAUX DE CÉRAMIQUE (MOTIFS FAITS À PARTIR DE 2 COULEURS DE CARREAUX) (VOIR NOTE NS-F.5, ANTI-GRAFFITIS)
FORMAT: 45mm x 145mm x 7mm ép,
COULEUR 1A: ROUGE, MONTÉ SUR FILET, VOIR DEVIS
COULEUR 1B: BRUN, SANS FILET, VOIR DEVIS
LOCALISATION: QUAIS ET EMBRASURES DES OUVERTURES DES ESCALIERS MENANT DE LA MEZZANINE AUX QUAIS
APPAREILLAGE: EN PANNERESSE INSTALLÉE VERTICALEMENT

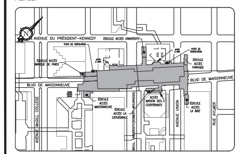
EA1 — ENDUIT ACRYLIQUE (DE CRÉPI) SUR PANNEAU BÉTON LÉGER, COULEUR TELLE QUE PEINTURE PX (VOIR NOTE NS-F.5, ANTI-GRAFFITIS).

OE — OEUVRE D'ART (PAR STM)

TR1 — DALLES DE TRAVERTIN RÉCUPÉRÉE, NETTOYÉE (MORTIER, COLLE ENLEVÉS), ENTREPOSÉE ET RÉINSTALLÉE (VOIR NOTE NS-F.5, ANTI-GRAFFITIS)
FORMAT: EXISTANT RÉCUPÉRÉ ±305mm x ±610mm x 22mm ép. OU 30mm ép. (nominal), ÉPAISSEUR SELON LES SYSTÈMES D'ANCRAGE
COULEUR: EXISTANT RÉCUPÉRÉ, "TRAVERTINO CLASSICO NATURAL UNFILLED"
LOCALISATION: QUAIS
APPAREILLAGE: TEL QUE L'EXISTANT ADJACENT

TR2 — DALLES DE TRAVERTIN (VOIR NOTE NS-F.5, ANTI-GRAFFITIS)
FORMAT: DIMENSIONS x 19mm ép. OU 30mm ép., VOIR DESSINS ET DÉTAILS, ÉPAISSEUR SELON LES SYSTÈMES D'ANCRAGE
COULEUR: TEL QUE L'EXISTANT ADJACENT, "TRAVERTINO CLASSICO NATURAL UNFILLED"
LOCALISATION: QUAIS, MEZZANINE ET ÉDICULE
APPAREILLAGE: TEL QUE L'EXISTANT ADJACENT, VOIR DESSINS ET DÉTAILS

Plan clé:



Notes:

L'Adjudicataire doit vérifier toutes les dimensions sur place et est tenu d'aviser le Représentant désigné de toute omission.

CE DOCUMENT NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉ À DES FINS DE CONSTRUCTION

no / rév.	description

plans en référence

no:	date:	description:	Vérifié:	Approuvé:
0C	2018-12-12	Émis pour demande de permis, 29 21 01 C07		
0B	2018-08-01	Émis pour IPCI-RC5, 29 21 01 C07		
0A	2018-05-02	Émis pour RC4, 29 21 01 C07		

révisions

Émetteur:

BUREAU DE PROJETS ÉQUIPEMENTS FIXES-MÉTRO

Sceau:

2018-12-14

Client: stm

Localisation:
LIGNE 1
1S40 McGill

Titre du projet:
PROGRAMME ACCESSIBILITÉ

Titre du contrat:
Construction des infrastructures McGill

Titre du dessin:
Coupes générales - AS01
Construction | (Architecture)

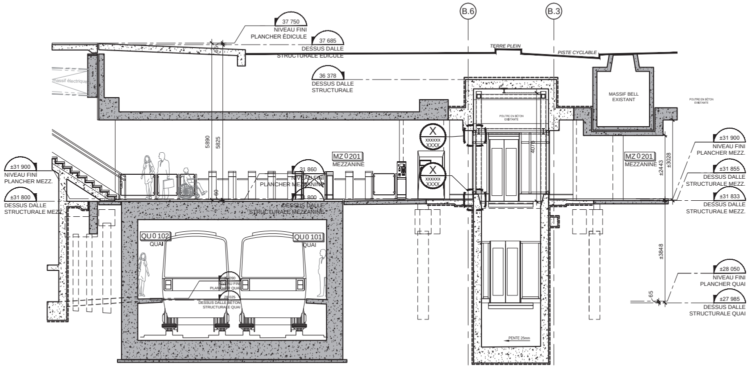
Préparé par:	Approbation administrative:
Brigitte St-Pierre, arch.	Jimmy Rheault, ing.
Dessiné par: René-Luc Desjardins, tech	Vérifié par: Patrice Monfette, arch.
Date: 2018-05-02	Échelle: Indiquée — Dimension: mm

Numéro du plan: RS-PD-BA-AR-417-99-1S40-251615 — Révision: 0B

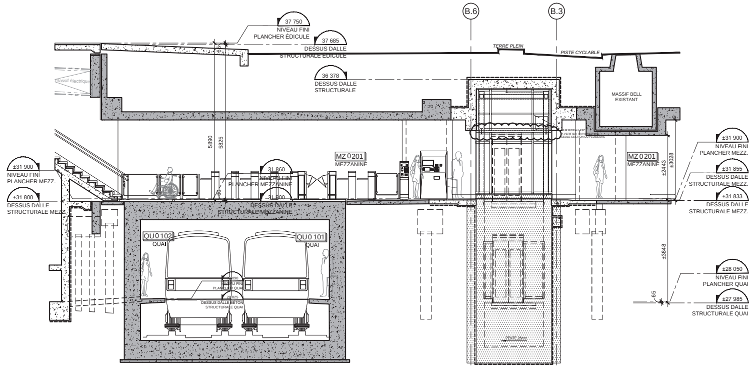
26/28

Numéro du projet: 29 21 01 — Référence STM: STM-9999-99-99-99 — Feuille: 1412

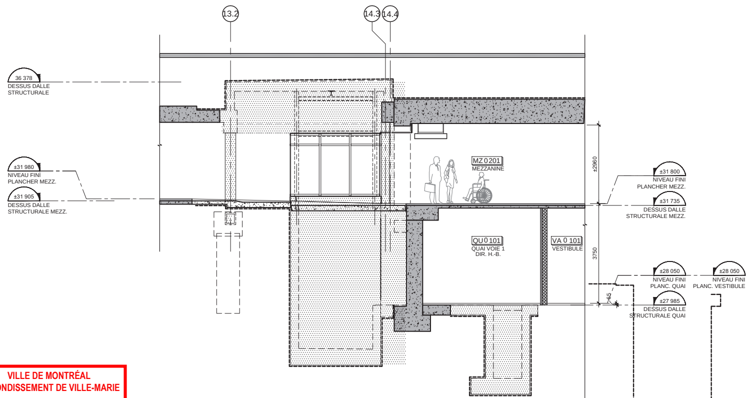
Numéro du plan: RS-PD-BA-AR-417-99-1S40-229519
Révision: 0B



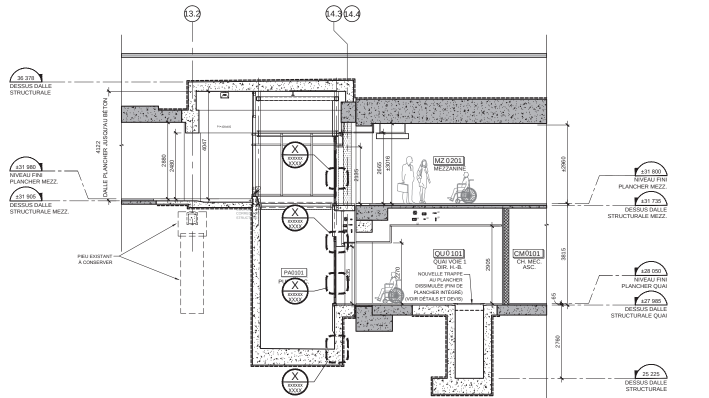
Coupe - Asc 2
Construction
ÉCHELLE : 1:75
4 - 1413



Coupe - Asc 2
Construction
ÉCHELLE : 1:75
3 - 1413



Coupe - Asc 2
Construction
ÉCHELLE : 1:75
2 - 1413



Coupe - Asc 2
Construction
ÉCHELLE : 1:75
1 - 1413

LÉGENDE - TYPES DE VERRES (SPÉCIFICATIONS, VOIR DEVIS)

V1	PANNEAUX EN VERRE ISOLANT ET SCELLÉS
V2	PANNEAUX EN VERRE LAMINÉ
V3	PANNEAUX EN VERRE LAMINÉ AVEC SABOTS
V4	PANNEAUX EN VERRE LAMINÉ ET COLORÉ OPAQUE
PE	APPLIQUER UNE PELLICULE DE PROTECTION ANTI-GRAFFITIS À L'EXTÉRIEUR SEULEMENT
PEI	APPLIQUER UNE PELLICULE DE PROTECTION ANTI-GRAFFITIS À L'EXTÉRIEUR ET À L'INTÉRIEUR

LÉGENDE - TYPE DE SYSTÈMES DE MURS RIDEAUX
(SPÉCIFICATIONS, VOIR DEVIS)

MR-1 — MR-1, NOUVEAUX SYSTÈMES DE MURS RIDEAUX EXTÉRIEURS
- À FOURNIR ET À INSTALLER POUR LES PAROIS VITRÉES EXTÉRIEURES;
- AVEC VITRAGE DE TYPE V1, PANNEAUX DE VERRE ISOLANT ET SCELLÉS.

MR-1a — MR-1a, NOUVEAUX SYSTÈMES DE MURS RIDEAUX EXTÉRIEURS
- À FOURNIR ET À INSTALLER POUR L'ENVELOPPE EXTÉRIEURE;
- AVEC PANNEAUX DE TYMPANS ISOLÉS FINIS AVEC REVÊTEMENT EN PANNEAUX D'ALUMINIUM.

MR-2 — MR-2, NOUVEAUX SYSTÈMES DE MURS RIDEAUX INTÉRIEURS
- À FOURNIR ET À INSTALLER POUR LES PAROIS VITRÉES DES PUITS DES ASCENSEURS AS01 ET AS02 AVEC ATTACHES LATÉRALES POUR MENEAUX;
- AVEC VITRAGE DE TYPE V2, PANNEAUX EN VERRE LAMINÉ.

LÉGENDE DES FINIS DE PLANCHER
(SPÉCIFICATIONS, VOIR DEVIS)

BP — LOCAUX TECHNIQUES - BÉTON AU PLANCHER PEINT (NOUVEAU OU EXISTANT À RAGRÉER), MARGELLE DE BÉTON (ASSISE DE MURS DE BLOCS DE BÉTON), BASE DES MURS SUR 200mm DE HAUT ET BASE DE PROPRETÉ À PEINDRE(VOIR DÉTAILS)
- SICO SÉRIE 6000, 6208-42 CENDRES VOLCANIQUES, VOIR DEVIS

TC1 — TUILES DE PORCELAINE (MOTIFS FAITS À PARTIR DE 5 COULEURS DE TUILES)
FORMAT: DIMENSIONS SELON LES FORMATS DES MOTIFS x ±10.5mm ép.
COULEUR: TEL QUE L'EXISTANT, VOIR DEVIS
LOCALISATION: PLANCHER, AU NIVEAU DES QUAIS
APPAREILLAGE: TEL QUE L'EXISTANT ADJACENT, VOIR DESSINS

TC2 — TUILES DE PORCELAINE (BANDE DE DÉMARCATION - PERCEPTION)
FORMAT: 100mm x 100mm x 12mm ép. (nominal), FINI SEMI-POLI 600
COULEUR: ROUGE TEL QUE L'EXISTANT, VOIR DEVIS
LOCALISATION: ZONE DE PERCEPTION, QUAIS ET MEZZANINE
APPAREILLAGE: TEL QUE L'EXISTANT ADJACENT

TC3 — TUILES DE PORCELAINE
FORMAT: 100mm x 600mm x 10mm ép. (nominal)
COULEUR: NOIR GRAPHITE TEL QUE L'EXISTANT, VOIR DEVIS
LOCALISATION: ZONE DE PERCEPTION, QUAIS ET MEZZANINE
APPAREILLAGE: TEL QUE L'EXISTANT ADJACENT

TC4 — TUILES DE PORCELAINE (BANDE DE DÉMARCATION - ASCENSEUR)
FORMAT: 100mm x 200mm x 8mm ép. (nominal)
COULEUR: JAUNE SÉCURITÉ, VOIR DEVIS
LOCALISATION: ACCÈS SEUIL DES PORTES PALIÈRES D'ASCENSEUR, ÉDICULE, MEZZANINE ET QUAIS
APPAREILLAGE: VOIR DESSINS

GR1 — DALLES DE GRANITE - PLANCHER ET INSERTION AU PLANCHER
FORMAT: 300 x 600 x 30mm ép., SAUF IND. CONT., VOIR DESSINS
COULEUR: "TADOUSSAC" ROSE TACHETÉ GRIS, FINI JET DE SABLE
LOCALISATION: MEZZANINE ET ÉDICULE
APPAREILLAGE: HERRINGBONE, VOIR DESSINS

GR2 — DALLES DE GRANITE - MARCHES
FORMAT: PROF. MARCHE X LARGEUR DE L'ESCALIER X 50mm ép.
COULEUR: "TADOUSSAC" ROSE GRIS, FINI JET DE SABLE, VOIR DEVIS
LOCALISATION: ESCALIER ENTRE NIVEAU MEZZANINE ET ÉDICULE ET ENTRE MEZZANINE ET QUAI QU0102

GR3 — DALLES DE GRANITE - CONTREMARCHES
FORMAT: HAUTEUR CONTREMARCHE X LARGEUR DE L'ESCALIER X 50mm ép.
COULEUR: "TADOUSSAC" ROSE TACHETÉ GRIS, FINI POLI MAT, VOIR DEVIS
LOCALISATION: ESCALIER ENTRE NIVEAU MEZZANINE ET ÉDICULE ET ENTRE MEZZANINE ET QUAI QU0102

LIN — REVÊTEMENTS DE SOL SOUPLES EN FEUILLES AVEC PLINTHES REMONTÉES
FORMAT: 2000mm x 33 mètres x 2.5mm ép.
COULEUR: 3702, LIQUID CLAY, FINI R9, VOIR DEVIS
LOCALISATION: QUAI QU0101 (BUREAUX DES GÉRANTS)
APPAREILLAGE: SOUDÉ, PLINTHE À GORGE INTÉGRÉE, REMONTÉE

SI1 — DALLES DE PIERRE
FORMAT: 300x600x25mm ép., VOIR DESSINS
COULEUR: PIERRE DE SILICE "ARC-EN-CIEL", FINI NATUREL AVEC VEINAGE APPARENT
LOCALISATION: MEZZANINE
APPAREILLAGE: HERRINGBONE, VOIR DESSINS

LÉGENDE DES TYPES DE PLINTHES (SPÉCIFICATIONS, VOIR DEVIS)

PG1 — PLINTHES DE GRANITE
FORMAT: LONGUEUR VARIABLE EN FONCTION DES DALLES DE PLANCHER ADJACENTES x HAUTEUR VARIABLE AYANT UN NIVEAU SUPÉRIEUR CONSTANT ET UN NIVEAU INFÉRIEUR VARIABLE. ÉPOUSANT LES DALLES DE PLANCHER x 19mm ép.
COULEUR: "TADOUSSAC" ROSE TACHETÉ GRIS, FINI POLI MAT, VOIR DEVIS
APPAREILLAGE: ALIGNEMENT DES JOINTS VERTICAUX AVEC CEUX DES DALLES DE PLANCHER ADJACENTES (À LA JONCTION DU MUR ET DU PLANCHER)

PG2 — ALLÈGE, MARGELLE DE GRANITE
FORMAT: LONGUEUR VARIABLE x 19mm ép. , SE RÉFÉRER AUX DESSINS
COULEUR: "TADOUSSAC" ROSE TACHETÉ GRIS, FINI POLI MAT, VOIR DEVIS
APPAREILLAGE: ALIGNEMENT DES JOINTS VERTICAUX AVEC CEUX DES DALLES DE PLANCHER ADJACENTES (À LA JONCTION DU MUR ET DU PLANCHER), SAUF INDICATION CONTRAIRE

LÉGENDE DES FINIS MURAUX (SPÉCIFICATIONS, VOIR DEVIS)

AL1 — ALUMINIUM ANODISÉ NATUREL (VOIR NOTE NS-F.5, ANTI-GRAFFITIS)
FORMAT: DIMENSIONS x ÉPAISSEUR, SE RÉFÉRER AUX DESSINS ET DÉTAILS
FINI: TEL QUE CELUI DU NOUVEAU SYSTÈME DE MUR RIDEAU

AX1 — ACIER INOXYDABLE (TRAITEMENT PASSIVATION, VOIR DEVIS)
FORMAT: DIMENSIONS x ÉPAISSEUR, SE RÉFÉRER AUX DESSINS ET DÉTAILS
FINI: CATÉGORIE 316, FINI #4

BA1 — BÉTON APPARENT FINI POLI AVEC PROTECTION ANTI-GRAFFITIS SUR TOUTES LES SURFACES APPARENTES (COLONNES, POUTRES, MURETS, DALLES, ETC.) (VOIR NOTE NS-F.5, ANTI-GRAFFITIS)

BR — REVÊTEMENT EXISTANT DE MAÇONNERIE DE BRIQUES (VOIR NOTE NS-F.5, ANTI-GRAFFITIS)

BR1 — BRIQUE RÉCUPÉRÉE, NETTOYÉE (MORTIER ENLEVÉ), ENTREPOSÉE ET RÉINSTALLÉE (VOIR NOTE NS-F.5, ANTI-GRAFFITIS)
FORMAT: ±92mm x ±57mm x ±194mm (p x h x l)
COULEUR: BRUNE, VOIR DEVIS
APPAREILLAGE: PANNERESSE AVEC JOINT À BAGUETTE TEL QUE L'EXISTANT ADJACENT

CE1 — CARREAUX DE CÉRAMIQUE (MOTIFS FAITS À PARTIR DE 2 COULEURS DE CARREAUX) (VOIR NOTE NS-F.5, ANTI-GRAFFITIS)
FORMAT: 45mm x 145mm x 7mm ép,
COULEUR 1A: ROUGE, MONTÉ SUR FILET, VOIR DEVIS
COULEUR 1B: BRUN, SANS FILET, VOIR DEVIS
LOCALISATION: QUAIS ET EMBRASURES DES OUVERTURES DES ESCALIERS MENANT DE LA MEZZANINE AUX QUAIS
APPAREILLAGE: EN PANNERESSE INSTALLÉE VERTICALEMENT

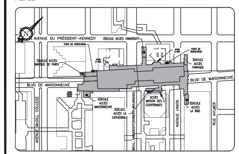
EA1 — ENDUIT ACRYLIQUE (DE CRÉPI) SUR PANNEAU BÉTON LÉGER, COULEUR TELLE QUE PEINTURE PX (VOIR NOTE NS-F.5, ANTI-GRAFFITIS).

OE — OEUVRE D'ART (PAR STM)

TR1 — DALLES DE TRAVERTIN RÉCUPÉRÉE, NETTOYÉE (MORTIER, COLLE ENLEVÉS), ENTREPOSÉE ET RÉINSTALLÉE (VOIR NOTE NS-F.5, ANTI-GRAFFITIS)
FORMAT: EXISTANT RÉCUPÉRÉ ±305mm x ±610mm x 22mm ép. OU 30mm ép. (nominal), ÉPAISSEUR SELON LES SYSTÈMES D'ANCRAGE
COULEUR: EXISTANT RÉCUPÉRÉ, "TRAVERTINO CLASSICO NATURAL UNFILLED"
LOCALISATION: QUAIS
APPAREILLAGE: TEL QUE L'EXISTANT ADJACENT

TR2 — DALLES DE TRAVERTIN (VOIR NOTE NS-F.5, ANTI-GRAFFITIS)
FORMAT: DIMENSIONS x 19mm ép. OU 30mm ép., VOIR DESSINS ET DÉTAILS, ÉPAISSEUR SELON LES SYSTÈMES D'ANCRAGE
COULEUR: TEL QUE L'EXISTANT ADJACENT, "TRAVERTINO CLASSICO NATURAL UNFILLED"
LOCALISATION: QUAIS, MEZZANINE ET ÉDICULE
APPAREILLAGE: TEL QUE L'EXISTANT ADJACENT, VOIR DESSINS ET DÉTAILS

Plan clé:



Notes:

L'Adjudicataire doit vérifier toutes les dimensions sur place et est tenu d'aviser le Représentant désigné de toute omission.

CE DOCUMENT NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉ À DES FINS DE CONSTRUCTION

no / rév.	description

plans en référence

no:	date:	description:	Vérifié:	Approuvé:
0C	2018-12-12	Émis pour demande de permis, 29 21 01 C07		
0B	2018-08-01	Émis pour IPCI-RC5, 29 21 01 C07		
0A	2018-05-02	Émis pour RC4, 29 21 01 C07		

révisions

Émetteur:

BUREAU DE PROJETS ÉQUIPEMENTS FIXES•MÉTRO

Sceau:

Ordre des architectes du Québec — A 3684 — BRIGITTE ST-PIERRE — ARCHITECTE
2018-12-14

Client: stm

Localisation:
LIGNE 1
1S40 McGill

Titre du projet:
PROGRAMME ACCESSIBILITÉ

Titre du contrat:
Construction des infrastructures McGill

Titre du dessin:
Coupes générales - AS02
Construction
(Architecture)

Préparé par:	Approbation administrative:
Brigitte St-Pierre, arch.	Jimmy Rheault, ing.
Dessiné par: Sammy Camacho, tech	Vérifié par: Patrice Monfette, arch.
Date: 2018-05-02	Échelle: Indiquée — Dimension: mm
Numéro du plan: RS-PD-BA-AR-417-99-1S40-229519	Révision: 0B
Numéro du projet: 29 21 01 — Référence STM: STM-9999-99-99-99	Feuille: 1413

27/28

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
08 JAN. 2019
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET SERVICES AUX ENTREPRISES

CE DOCUMENT D'INGÉNIERIE EST LA PROPRIÉTÉ DE LA STM ET PROTÉGÉ PAR LA LOI. IL EST DESTINÉ EXCLUSIVEMENT AUX FINS QUI Y SONT MENTIONNÉES. TOUTE REPRODUCTION OU ADAPTATION, PARTIELLE OU TOTALE, EST STRICTEMENT PROHIBÉE SANS AVOIR OBTENU AU PRÉALABLE L'AUTORISATION ÉCRITE DE LA STM.

FORMAT:A1A, 2016-09

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
08 JAN. 2019
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET SERVICES AUX ENTREPRISES

Numéro du plan: RS-PD-BA-AR-417-99-1S40-257680
Révision: 0A

BORDEREAU DES PORTES ET CADRES

PORTES

LIGNE NUMÉRO	NUMÉRO DE PORTE	DE:	À:	SENS	DIMENSIONS LARGEUR (mm)	DIMENSIONS HAUTEUR (mm)	DIMENSIONS ÉPAISSEUR (mm)	ÉLÉVATION	CALIBRE	MATÉRIAU	FINI	VERRE	GRILLES (VOIR REMARQUES)	IMPOSTE PERSIENNE TYPE PERS-X	IMPOSTE VERRE	IMPOSTE HAUTEUR (mm)	IMPOSTE MATÉRIAU	IMPOSTE FINI	LATÉRAL VERRE OU PERSIENNE	LATÉRAL MATÉRIAU	LATÉRAL FINI	ÂMES ÂME ALVÉOLÉE, DRF	ÂMES ÂME POLYSTYRÈNE, DRF	ÂMES ÂME ISOLÉE, DRF	RÉSISTANCE AU FEU (HRES)
1	NIVEAU QUAIS																								
2	CF0118	CF0118	RE0118	MG-MD	915+305	2150	45	C	16	AC.	P1													●	1,5
3	VA0124	VA0124	PP0126	MGR-MDR	460+460	2160	45	G	16	AC.	P1													●	1,5
4	LT0122	QU0102	LT0122	MGR-MDR	EX.	EX.	EX.	A	EX.	EX.	P1			●		EX.	EX.	EX.							1,5
5	LT0120	QU0102	LT0120	MGR-MDR	905+315	2160	45	C	16	AC.	P1													●	1,5
6	RS00910	QU0101	EATON	MG-MD	2x900	2215	45	H	16	AX1.	#4												●		2
7	RS00911	QU0101	EATON	MG-MD	2x900	2215	45	H	16	AX1.	#4												●		2
8	VA0101	QU0101	VA0101	MGR-MDR	915+381	2160	45	A	16	AC.	P1			AL2		695	AL.	#4						●	1,5
9	PP0101	VA0101	PP0101	MGR-MDR	460+460	2300	45	G	16	AC.	P1													●	1,5
10	LE0101	VA0101	LE0101	MGR-MDR	915+381	2150	45	C	16	AC.	P1													●	1,5
11	CM0101	VA0101	CM0101	MDR	915	2150	45	D	16	AC.	P1													●	1,5
12	CR0103	QU0101	CR0103	MDR	EX.	EX.	EX.	D	EX.	EX.	P1			●		EX.	EX.	EX.							1,5
13	BU0107	CR0103	BU0107	MG	815	2135	45	F	16	AC.	P11								●	VT.					
14	BU0109	CR0103	BU0109	MD	EX.	EX.	EX.	F	EX.	EX.	P11								EX.	EX.					
15																									
16	NIVEAU MEZZANINE																								
17	PE0230	MZ-201	PE0230	MDR	±915	±2160	45	E	16	AX1.	#4												●		1,5
18																									
19																									
20	NIVEAU ÉDICULE																								
21	RE0350	ED0351	RE0350	MDR	915	2160	45	D	16	AX1.	#4												●		1,5
22	PE0350	ED0351	PE0350	MDR	915	2160	45	D	16	AX1.	#4												●		1,5
23	RS00907	EXTÉRIEUR	ED0351							AX1.	#4														
24	RS00908	EXTÉRIEUR	ED0351							AX1.	#4														
25	APPENTIS																								
26	LE0452	PV0451	LE0452	MGR	915	2150	45	D	16	AC.	P1													●	1,5
27	PV0451	PV0451	PE0350	MG	915	2150	45	D	16	AC.	P1													●	1,5
28	CM0450	PE0350	CM0450	MDR	915	2150	45	D	16	AC.	P1													●	1,5
29																									
30																									

SEUIL / CADRES / QUIN. / REMARQUES

LIGNE NUMÉRO	SEUIL MATÉRIAU	SEUIL LARGEUR	CADRES ÉLÉVATION	CADRES LARGEUR (mm)	CADRES CALIBRE	CADRES MATÉRIAU	CADRES FINI	CADRES TYPE DE MUR	CADRES ÉPAISSEUR DU MUR (mm)	CADRES RÉSISTANCE AU FEU (HRES)	QUIN. GROUPE	DÉTAILS	REMARQUES	LIGNE NUMÉRO
1														1
2			C	50	14	AC	P1	BLOC	190	1,5	X	5/1900		2
3			G	40	14	AX1.	#4	BLOC+TR2	190	1,5	X	4/1900		3
4			A	EX.	EX.	EX.	EX.	EX.	EX.	1,5	EX.	EX.	SEUIL DE GRANITE EXISTANT À NETTOYER. REPEINDRE LA PORTE TELS QUE COULEUR ET FINI EXISTANTS, VOIR NOTE ÉLÉV. PERSIENNE EX..	4
5			C	40	14	AX1.	#4	BLOC+CE1	250	1,5	X	4/1900		5
6			H		14	AX1.	#4	DÉTAILS		2	X		POUR PLANS, ÉLÉVATIONS E T DÉTAILS VOIR FEUILLE 1901	6
7			H		14	AX1.	#4	DÉTAILS		2	X		POUR PLANS, ÉLÉVATIONS E T DÉTAILS VOIR FEUILLE 1901	7
8			A	40	14	AX1.	#4	BLOC+CE1	255	1,5	X	4/1900	OEIL MAGIQUE (DRF) INTÉGRÉ ET AJUSTABLE SELON L'ÉP. DE LA PORTE + PERS. EN IMPOSTE À OBTURER AUTOUR DU CONDUIT (V. NOTE 1)	8
9			G	50	14	AC	P1	BLOC	190	1,5	X	5/1900		9
10			C	50	14	AC	P1	BLOC	190	1,5	X	5/1900		10
11			D	50	14	AC	P1	BLOC	190	1,5	X	5/1900		11
12			D	EX.	EX.	EX.	EX.	EX.	EX.	EX.	X		SEUIL DE GRANITE EXISTANT À NETTOYER. REPEINDRE LA PORTE TELS QUE COULEUR ET FINI EXISTANT, VOIR NOTE ÉLÉV. PERSIENNE EX..	12
13			F	50	14	AC	P11	GYPSE	124		X	8/1900		13
14			F	EX.	EX.	EX.	EX.	EX.	EX.	EX.	EX.	EX.	REPEINDRE LA PORTE, LE CADRE ET LE CADRE LATÉRAL TELS QUE COULEUR ET FINI EXISTANTS. CADRE À MODIFIER (VOIR PLANS ET DEVIS)	14
15														15
16														16
17			E	40	14	AX1.	#4	BLOC+TR2	±340	1,5	X	11/1900	PORTE, CADRE À REMPLACER, DIMENSIONS À CONFIRMER AU CHANTIER. NOUVEAU OEIL MAGIQUE + CADRE MOULURE EN AX1	17
18														18
19														19
20														20
21			D	40	14	AX1.	#4	BLOC+TR2	±220	1,5	X	4/1900	OEIL MAGIQUE (DRF) INTÉGRÉ ET AJUSTABLE SELON L'ÉPAISSEUR DE LA PORTE	21
22			D	40	14	AX1.	#4	BLOC+TR2	±220	1,5	X	4/1900		22
23						AX1.	#4						PORTES PAPILLONS ÉLARGIES MOTORISÉES AVEC CADRES, VOIR NOTES INTERVENTIONS SUR FEUILLES SÉRIE 1100, PLANS CONSTRUCTION	23
24						AX1.	#4						PORTES PAPILLONS ÉLARGIES MOTORISÉES AVEC CADRES, VOIR NOTES INTERVENTIONS SUR FEUILLES SÉRIE 1100, PLANS CONSTRUCTION	24
25														25
26			D	50	14	AC	P1	BLOC	190	1,5	X	5/1900		26
27			D	50	14	AC	P1	BLOC	190	1,5	X	5/1900		27
28			D	50	14	AC	P1	BLOC	190	1,5	X	5/1900		28
29														29
30														30

Bordereau des portes et cadres 2 (257680 / 1900)
ÉCHELLE : N/A

NOTES GÉNÉRALES

NOTES GÉNÉRALES QUI S'APPLIQUENT À L'ENSEMBLE DES TRAVAUX INDIQUÉS SUR LES DESSINS, SE RÉFÉRER AUX NOTES GÉNÉRALES NG.1 À NG.15 INCLUSIVEMENT SUR LA FEUILLE 0000

NOTES SPÉCIFIQUES - PORTES-CADRES-QUINCAILLERIE

NS-PCQ.1 COORDINATION INSTALLATION :
- COORDONNER L'INSTALLATION DES CADRES ET PORTES AINSI QUE LA POSE DES FINIS DE PLANCHER, LA CONSTRUCTION DES MURS ET LA POSE DES FINIS MURAUX.
- AUCUN ANCRAGE AU SOL APPARENT NE SERA TOLÉRÉ.

NS-PCQ.2 COORDINATION AVEC LES DOCUMENTS DES DISCIPLINES :
ASSURER L'INTÉGRATION ET L'INSTALLATION DES PERSIENNES EN IMPOSTES ET GRILLES DE PORTES SELON LES PLANS ET DEVIS D'ARCHITECTURE ET DE MÉCANIQUE.

NS-PCQ.3 PORTES ET BÂTIS (CADRES) AVEC INDICATIONS, DEGRÉ DE RÉSISTANCE AU FEU (HEURES) :
- APPOSER LES ÉTIQUETTES « ULC » SUR LES PORTES ET LES CADRES QUI DOIVENT AVOIR UN DEGRÉ DE RÉSISTANCE AU FEU.
- TOUTE L'INFORMATION SUR LES ÉTIQUETTES CERTIFIANT LA CLASSIFICATION « ULC » DES PORTES ET DES CADRES DOIT ÊTRE IMPRIMÉE SUR UN SUPPORT MÉTALLIQUE. L'UTILISATION D'ÉTIQUETTE EN PLASTIQUE OU D'UN DE SES DÉRIVÉS EST STRICTEMENT INTERDITE;
- FIXER LES ÉTIQUETTES AU CHAMP DE LA PORTE ET DU CADRE À L'AIDE DE DEUX (2) RIVETS MÉTALLIQUES.
- AUCUNE ÉTIQUETTE NE DOIT ÊTRE PEINTE, À PROTÉGER LORS DES TRAVAUX DE PEINTURE ET D'AUTRES TRAVAUX POUVANT ENDOMMAGÉS OU TACHÉS LES ÉTIQUETTES.

LÉGENDES DU BORDEREAU

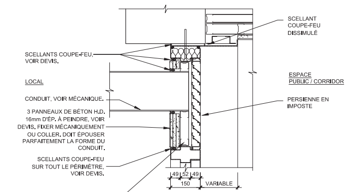
LÉGENDE DES MATÉRIAUX
AL. ALUMINIUM
AL1. ALUMINIUM ANODISÉ NATUREL — AL2. ALUMINIUM PRÉPEINT
AX1. ACIER INOXYDABLE (316L)
AC. ACIER — EX. EXISTANT
BR. / BR1. BRIQUE — M.R. MUR RIDEAU
CE1. CÉRAMIQUE — TR1. / TR2. TRAVERTIN

LÉGENDE DES VERRES
VST. VERRE SCELLÉ, (2) 6mm TREMPÉ
VL.ST VERRE LAMINÉ, (2) 4mm SEMI-TREMPÉ
VT. VERRE TREMPÉ

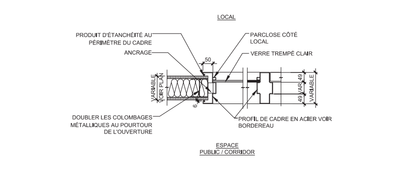
LÉGENDE DES FINIS
PX P = PEINTURE, X= VOIR LÉGENDE DES FINIS, SÉRIE DESSINS 1710
#4 ACIER INOXYDABLE, FINI No. 4 (VOIR DEVIS)
EX. EXISTANT

NOTES

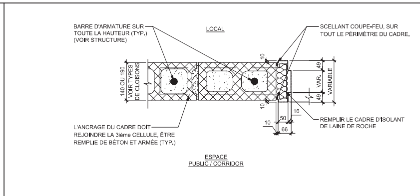
1. GRILLE DE TRANSFERT AVEC VOLET COUPE-FEU, À INTÉGRER À LA PORTE, VOIR MÉCANIQUE POUR SPÉCIFICATIONS + PERS. (PERSIENNE) EN IMPOSTE À OBTURER AUTOUR DU CONDUIT. RESPECTER UN DEGRÉ DE RÉSISTANCE AU FEU DE 2 HRES VOIR AUSSI DÉTAIL 12/1900.
2. CODE DE COULEUR DE PEINTURE DES PORTES ET CADRES: AU CHOIX DE L'ARCHITECTE.



Détail d'obturation partielle de persienne en imposte 12 (257680 / 1900)
ÉCHELLE : 1:10

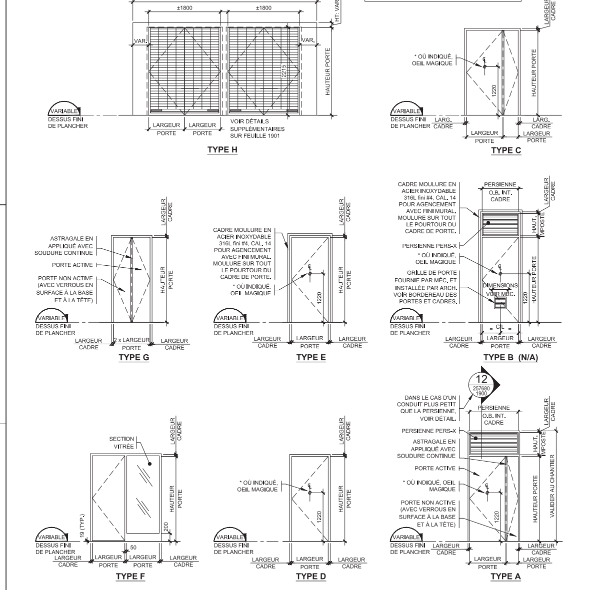


Détail type de cadre (50mm) Cloison sèche et vitrage 8 (257680 / 1900)
ÉCHELLE : 1:10

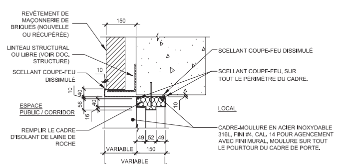


Détail type de cadre (50mm) Mur de blocs de béton 5 (257680 / 1900)
ÉCHELLE : 1:10

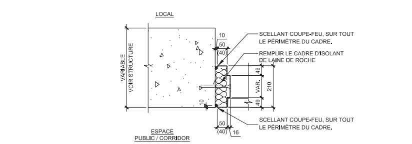
NOTE TYPIQUE:
PERSIENNE EXISTANTE EN IMPOSTE OU GRILLE DE PORTE EXISTANTE, À RAGRÉER, À NETTOYER TOUTES LES AILETTES, À REPEINDRE TEL QUE L'EXISTANT, SAUF INDICATION CONTRAIRE.



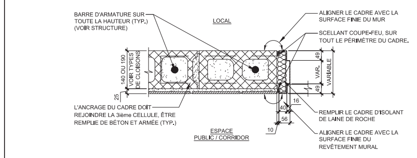
Élévation des portes et cadres 1 (257680 / 1900)
ÉCHELLE : 1:50



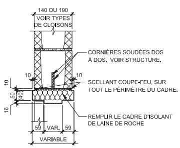
Détail type de cadre Tête de porte 11 (257680 / 1900)
ÉCHELLE : 1:10



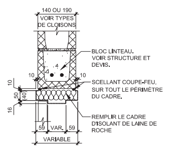
Détail type de cadre Mur de béton 7 (257680 / 1900)
ÉCHELLE : 1:10



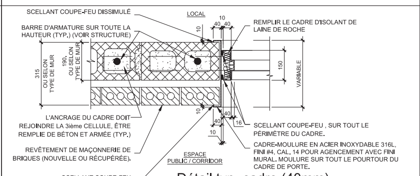
Détail type de cadre (40mm) Mur de blocs et finis 4 (257680 / 1900)
ÉCHELLE : 1:10



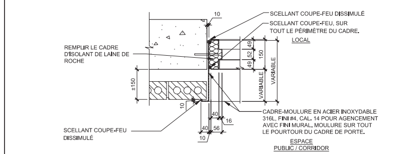
Détail type de cadre Tête de porte 10 (257680 / 1900)
ÉCHELLE : 1:10



Détail type de cadre Tête de porte 9 (257680 / 1900)
ÉCHELLE : 1:10

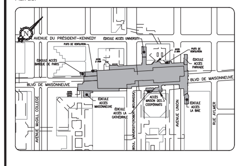


Détail typ. cadre (40mm) Mur de blocs de béton et briques 6 (257680 / 1900)
ÉCHELLE : 1:10



Détail type de cadre (40mm) Mur de béton et briques 3 (257680 / 1900)
ÉCHELLE : 1:10

Plan clé:



Notes:
L'Adjudicataire doit vérifier toutes les dimensions sur place et est tenu d'aviser le Représentant désigné de toute omission.

CE DOCUMENT NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉ À DES FINS DE CONSTRUCTION

no / rév.	description

plans en référence

no:	date:	description:	Vérifié:	Approuvé:
0C	2018-12-12	Émis pour demande de permis, 29 21 01 C07		
0B	2018-08-01	Émis pour IPCI-RC5, 29 21 01 C07		
0A	2018-08-01	Émis pour IPCI-RC5, 29 21 01 C07		

révisions

Émetteur:
BUREAU DE PROJETS ÉQUIPEMENTS FIXES-MÉTRO

Sceau:



2018-12-14

Client:

Localisation:
LIGNE 1
1S40 McGill

Titre du projet:
PROGRAMME ACCESSIBILITÉ

Titre du contrat:
Construction des infrastructures McGill

Titre du dessin:
Bordereau des portes cadres et détails Construction (Architecture)

Préparé par: Patrice Monfette, arch.
Approbation administrative: Jimmy Rheault, ing.
Dessiné par: René-Luc Desjardins, tech
Vérifié par: Patrice Monfette, arch.
Date: 2017-02-03
Échelle: Indiquée
Dimension: mm
Numéro du plan: RS-PD-BA-AR-417-99-1S40-257680
Révision: 0A
Numéro du projet: 29 21 01
Référence STM: STM-9999-99-99-99
Feuille: 1900

CE DOCUMENT D'INGÉNIERIE EST LA PROPRIÉTÉ DE LA STM ET PROTÉGÉ PAR LA LOI. IL EST DESTINÉ EXCLUSIVEMENT AUX FINS QUI Y SONT MENTIONNÉES. TOUTE REPRODUCTION OU ADAPTATION, PARTIELLE OU TOTALE, EST STRICTEMENT PROHIBÉE SANS AVOIR OBTENU AU PRÉALABLE L'AUTORISATION ÉCRITE DE LA STM.
FORMAT:A1A, 2016-09

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.07

2019/03/12
18:30

(1)

Dossier # : 1197303001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution modifiant la résolution CA13 240403 concernant la construction d'un site au sud de la rue Sainte-Catherine, entre les rues De Bleury et Jeanne-Mance, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - Projet Maestria

1) De modifier, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), la résolution CA13 240403 par le remplacement du troisième paragraphe du premier alinéa par le suivant :

- d'ériger un complexe immobilier conformément aux plans numérotés 43 à 46, 53 à 56, 61, 63 à 65 et 67 à 69, réalisés par Lemay architectes et estampillés par l'Arrondissement de Ville-Marie le 1er février 2019;

2) De modifier le deuxième alinéa de la résolution CA13 240403 par l'insertion, après le deuxième paragraphe, du paragraphe suivant :

- la placette projetée en bordure de la rue Sainte-Catherine, doit être ouverte et accessible au public durant les heures d'ouverture des commerces;

3) De modifier le deuxième alinéa de la résolution CA13 240403 par l'ajout, au quatrième paragraphe, des sous-paragraphes suivants :

- les soffites des loggias devraient être recouverts d'un parement architectural de grande qualité afin de participer à l'animation des façades des tours;

- le traitement des balcons en loggia, incluant les garde-corps, devraient être intégrés à la trame du mur-rideau;
- la passerelle devrait permettre d'agrémenter la façade tout en respectant une certaine unité d'ensemble et pour se faire, une attention particulière doit être accordée au traitement visible depuis la rue, notamment en regard des soffites;

- la structure prévue pour marquer l’interface entre la rue Sainte-Catherine et la placette, de même que le soffite en surplomb devraient être réalisés avec des matériaux de qualité et des détails assurant leur pérennité.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-02-04 09:59

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1197303001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution modifiant la résolution CA13 240403 concernant la construction d'un site au sud de la rue Sainte-Catherine, entre les rues De Bleury et Jeanne-Mance, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - Projet Maestria

CONTENU

CONTEXTE

Une demande a été déposée afin de construire un bâtiment sur un site compris entre les rues De Bleury, Sainte-Catherine et Jeanne-Mance qui fait l'objet d'une résolution en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011). Il est proposé de modifier cette résolution afin de remplacer les plans annexés. Cette modification peut être autorisée en vertu de ce même règlement, moyennant le respect des orientations générales qui y sont prévues.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA08 240256 – 1er avril 2008 – Résolution autorisant la démolition de 6 bâtiments, dont l'ancien Spectrum, à l'intersection des rues Sainte-Catherine et De Bleury.
CA13 240403 – 10 juillet 2013 – Résolution de projet particulier autorisant la construction d'un complexe à bureaux et la démolition des bâtiments portant les numéros 1190, 1238 et 1250, rue Jeanne-Mance en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble.

CA17 24 0698 – 12 décembre 2017 – Résolution afin de modifier le délai de la garantie bancaire jusqu'à la réalisation de la structure du premier étage de la première phase.

DESCRIPTION

Le site
Le site du projet est partiellement vacant depuis plusieurs décennies. Six bâtiments, dont l'ancien Spectrum, ont été démolis à la suite de deux autorisations accordées en 2008 et en 2013. Ainsi, au total, le terrain, dont la topographie est marquée d'un dénivelé de 6 m entre les rues De Bleury et Jeanne-Mance, présente une superficie de 8 656 m² partiellement occupée par des stationnements en droits acquis et par une ancienne ruelle qui fait l'objet d'une promesse d'acquisition.

La plus récente autorisation associée à ce site était rattachée à une résolution de projet particulier qui permettait la démolition d'un bâtiment ayant front sur la rue Jeanne-Mance et

la construction d'un complexe immobilier comprenant deux tours de 65 m et 145 m pour un coefficient d'occupation du sol de 11,4. Cette autorisation était conforme aux paramètres de hauteur et de densité en vigueur depuis 1992, mais comprenait des dérogations à l'alignement, à la hauteur minimale (de la cour intérieure), à la localisation de locaux commerciaux au niveau de la cour intérieure (qui est située au troisième étage calculé à partir du rez-de-chaussée de la rue Jeanne-Mance), au mode d'implantation et à la marge latérale. Dans l'ensemble, ces dérogations étaient liées à la topographie du site.

Le projet
La présente proposition vise à construire un complexe résidentiel composé de deux tours ayant des hauteurs respectives de 198 et 185 m ainsi que deux volumes à l'échelle de la rue Sainte-Catherine. Plus précisément, la programmation est la suivante :

· 1636 logements, dont 700 locatifs;
· 2 700 m² de commerce;

· 677 places de stationnement souterrain ou moins puisque une partie de cet espace pourrait être aménagé en espace d'entreposage pour le Partenariat du Quartier des spectacles.

Sur la rue Sainte-Catherine, le rez-de-chaussée proposé sera occupé par des usages commerciaux répartis autour d'une placette accessible aux heures d'ouvertures des commerces, mais fermée par un claustra en acier tubulaire peint. Les étages supérieurs du plus petit volume seront commerciaux et ceux du volume de six étages seront résidentiels.

Sur la rue De Bleury, le niveau du rez-de-chaussée occupé par des espaces commerciaux et deux lobbys résidentiels sera composé d'un mur rideau entrecoupé d'insertions de granite, de trois entrées piétonnes et d'un accès véhiculaire surmonté d'un toit-terrasse. Tous les niveaux supérieurs au rez-de-chaussée donnant sur la rue De Bleury comporteront des usages résidentiels. Sur le volume de six étages, les balcons de la façade De Bleury seront intégrés en loggia et concentrés dans la partie sud.

Puisque le site est marqué par un fort dénivelé, le rez-de-chaussée des rues De Bleury et Sainte-Catherine constituent le second niveau de la rue Jeanne-Mance. Ainsi, la rue Jeanne-Mance, en plus d'être occupée par des commerces et les lobbys résidentiels de la seconde tour, comprendra un second niveau commercial et des gradins accessibles aux résidents du bâtiment.

Pour le reste du basilaire, le niveau immédiatement supérieur sera occupé par des bureaux alors que les deux tours reliées par une passerelle seront entièrement résidentielles. La tour sud, la plus élevée, présente une forme élancée alors que la tour nord présente un linéaire de façade moins important, une profondeur plus grande et un décroché du côté de la rue De Bleury qui peut rappeler la forme d'un « L » lorsque vu en plan. Les matériaux privilégiés pour les tours sont le verre gris clair alors que le basilaire a une teinte plus foncée avec une présence importante de granite noir fini au jet de sable ou poli.

Le cadre réglementaire
Par rapport à la résolution de projet particulier en vigueur, le projet ne comporte aucune dérogation supplémentaire. Par contre, les plans proposés étant différents des plans en annexe, il est nécessaire d'obtenir une autorisation conformément au règlement sur les projets particuliers afin de modifier les plans annexés à la résolution en vigueur.

JUSTIFICATION

Cette proposition de développement présente plusieurs avantages par rapport à la version actuellement autorisée. Les volumes ayant front sur la rue Sainte-Catherine offrent une occasion idéale de retisser la trame urbaine en marquant le rythme du parcellaire traditionnel, ainsi que la topographie naturelle du site. Les nouveaux volumes bâtis sur rue permettent de conserver la présence de la Place Ville-Marie dans le panorama et assurent une meilleure transition entre les anciennes maisons existantes à l'est et l'édifice Belgo à l'ouest.
Le volume bâti situé à l'intersection des rues Sainte-Catherine et De Bleury présente un revêtement de granite noir ayant deux textures différentes (poli et dépoli), ainsi qu'une absence de balcon afin de mieux se marier au caractère commercial de la rue. Dans le contexte de la rue Sainte-Catherine dominée par la pierre grise, il est intéressant que le granite noir fini au jet de sable ait une présence prédominante par rapport au fini poli.

La placette semi-publique qui sera animée par des commerces est susceptible d'enrichir la trame commerciale du secteur. Elle permet également de faire un pendant à celle de la Maison du développement durable, située plus à l'est sur la même rue et s'inscrit en continuité avec le réseau d'espace public et semi-public du quartier des spectacles. La possibilité de fermer cette placette en dehors des heures d'ouverture permet également d'assurer une continuité de l'encadrement spatial de la rue et offre une démarcation très nette entre le domaine public et le domaine privé.

En ce qui concerne les tours, celles-ci offrent un pendant plus léger à la matérialité plus foncée qui se trouve au niveau de la rue et leur impact sur les vues protégées du mont Royal est faible. Qui plus est, malgré l'importance des volumes en surhauteur, les critères généraux d'ensoleillement sont respectés et l'impact sur la place des Festivals est concentré le matin. Somme toute, le projet possède des éléments distinctifs permettant d'intégrer le projet dans le contexte du quartier des spectacles :

· la passerelle, notamment par le traitement de son soffite réfléchissant et sa volumétrie, agit comme un élément signal du projet : une attention particulière aux perspectives à partir du niveau de la rue sera d'ailleurs portée au cours de la révision de projet;
· un étage de transition généré par la passerelle anime les façades et vient briser la masse des deux tours;
· les loggias sont disposées dans une trame rappelant celle d'un tissage comportant un maillage très fin au bas de la tour qui s'agrandit progressivement vers le haut;
· les soffites des loggias présentent un matériau blanc réfléchissant, constitué d'un panneau métallique réfléchissant, qui amène une texture à l'ensemble de la façade et qui permet de mettre en valeur le tissage proposé;
· les détails d'enveloppe proposés pour la réalisation des loggias dissimulent l'ensemble de la dalle de chacun des balcons en l'intégrant dans la trame du mur-rideau;
· sur la rue Sainte-Catherine, un préau donnant accès à une cour est créé par la construction d'un claustra métallique contemporain évoquant une grille ornementale traditionnelle : ce claustra est également recouvert d'un soffite réfléchissant.

Enfin, notons qu'en raison du caractère résidentiel de l'édifice et de son emplacement, au pied de la place des Festivals, l'enveloppe fera l'objet d'une insonorisation importante, notamment avec l'emploi de verre à triple épaisseurs. À cet effet, une étude des impacts sonores devra accompagner la demande de permis de construction.

Considérations

· la proposition constitue une version améliorée du projet actuellement autorisé et ne présente aucune dérogation supplémentaire;

· la proposition respecte également les paramètres de hauteur et de densité du règlement d'urbanisme;
· le projet a été présenté à deux reprises au comité consultatif d'urbanisme et a reçu des avis favorables avec conditions;
· l'unité de paysage de la Sainte-Catherine – Centre (SCC) requiert normalement des matériaux de revêtement en pierre naturelle grise ou en brique d'argile, mais le contexte immédiat de l'édifice Blumenthal avec son grès blanc et du Complexe Desjardins avec sa brique de béton brune permet d'envisager d'autres types de maçonnerie;
· l'affichage proposé est discret et s'insère bien autant dans le contexte de la rue Sainte-Catherine que dans les rues Jeanne-Mance et De Bleury;
· le traitement des soffites des loggias et de la passerelle permettra d'assurer de réduire l'aspect rectiligne du projet tout en conservant une certaine sobriété et une unité d'ensemble;
· une étude éolienne démontrant le faible impact du projet doit être déposée dans le cadre de la demande de permis de construction.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de la demande de modification de projet particulier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s.o.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s.o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s.o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement - 1ère lecture du projet de résolution
Assemblée publique de consultation
Conseil d'arrondissement - Adoption de la résolution

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Comité consultatif d'urbanisme / Avis favorable avec conditions

---

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Olivier LÉGARÉ
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-8524
Télécop. : 514 123-4567

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-29

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. : 514 123-4567

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 12 février 2019	Résolution: CA19 240065

Adopter une résolution modifiant la résolution CA13 240403 concernant la construction d'un site au sud de la rue Sainte-Catherine, entre les rues De Bleury et Jeanne-Mance, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - Projet Maestria - 1er projet de résolution

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

1) De modifier, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), la résolution CA13 240403 par le remplacement du troisième paragraphe du premier alinéa par le suivant :
   - d'ériger un complexe immobilier conformément aux plans numérotés 43 à 46, 53 à 56, 61, 63 à 65 et 67 à 69, réalisés par Lemay architectes et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 1er février 2019;

2) De modifier le deuxième alinéa de la résolution CA13 240403 par l'insertion, après le deuxième paragraphe, du paragraphe suivant :
   - la placette projetée en bordure de la rue Sainte-Catherine, doit être ouverte et accessible au public durant les heures d'ouverture des commerces;

3) De modifier le deuxième alinéa de la résolution CA13 240403 par l'ajout, au quatrième paragraphe, des sous-paragraphes suivants :
   - les soffites des loggias devraient être recouverts d'un parement architectural de grande qualité afin de participer à l'animation des façades des tours;
   - le traitement des balcons en loggia, incluant les garde-corps, devraient être intégrés à la trame du mur-rideau;
   - la passerelle devrait permettre d'agrémenter la façade tout en respectant une certaine unité d'ensemble et pour se faire, une attention particulière doit être accordée au traitement visible depuis la rue, notamment en regard des soffites;
   - la structure prévue pour marquer l'interface entre la rue Sainte-Catherine et la placette, de même que le soffite en surplomb devraient être réalisés avec des matériaux de qualité et des détails assurant leur pérennité.

Adoptée à l'unanimité.

40.24
pp 397
1197303001

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 14 février 2019

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
13 décembre 2018
3001476003
4.2.4

Objet : **PROJET PARTICULIER**

Endroit : 99999, rue Sainte-Catherine Ouest

Responsables : Olivier Légaré, Bruno Collin et Louis Routhier

Description : La demande vise à modifier une résolution de projet particulier qui permettait la construction d'un complexe immobilier comprenant deux tours de 65 et 145 m pour un coefficient d'occupation du sol de 11,4. Cette autorisation était conforme aux paramètres de hauteur et de densité toujours en vigueur depuis 1992, mais comprenait des dérogations principalement liées à la topographie du site.

La présente proposition vise à construire un complexe résidentiel composé de deux tours ayant des hauteurs respectives de 173 et 194 m ainsi que deux volumes à l'échelle de la rue Sainte-Catherine. Au total le projet comprendra 1432 logements, dont 620 locatifs, 6 000 m² de commerce et 677 places de stationnement souterrain répartis sur trois niveaux. Le site du projet est partiellement vacant depuis plusieurs décennies. Six bâtiments, dont l'ancien Spectrum, ont été démolis à la suite de deux autorisations accordées en 2008 et en 2013. Ainsi, au total, le terrain, dont la topographie est marquée d'un dénivelé de 6 m entre les rues De Bleury et Jeanne-Mance, présente une superficie de 8 656 m² partiellement occupée par des stationnements en droits acquis et par une ancienne ruelle qui fait l'objet d'une promesse d'acquisition.

Sur la rue Sainte-Catherine, le rez-de-chaussée proposé sera occupé par des usages commerciaux répartis autour d'une placette accessible aux heures d'ouvertures des commerces, mais fermée par un claustra en acier tubulaire peint. Les étages supérieurs du plus petit volume seront commerciaux et ceux du volume de sept étages seront résidentiels.

Sur la rue De Bleury, le niveau du rez-de-chaussée occupé par des espaces commerciaux et deux lobbys résidentiels sera composé d'un mur rideau entrecoupé d'insertions de granite, de trois entrées piétonnes et d'un accès véhiculaire surmonté d'un toit-terrasse. Tous les niveaux supérieurs au rez-de-chaussée donnant sur la rue De Bleury comporteront des usages résidentiels. Sur le volume de sept étages, les balcons de la façade De Bleury seront intégrés en loggia et concentrés dans la partie sud.

Puisque le site est marqué par un fort dénivelé, le rez-de-chaussée des rues De Bleury et Sainte-Catherine constituent le second niveau de la rue Jeanne-Mance. Ainsi, la rue Jeanne-Mance, en plus d'être occupée par des commerces et les lobbys résidentiels de la seconde tour, comprendra

un second niveau commercial et des gradins accessibles aux résidents du bâtiment.

Pour le reste du basilaire, le niveau immédiatement supérieur sera occupé par des bureaux et les deux tours reliées par une passerelle seront entièrement résidentielles. Sans être identiques, ces deux tours présentent des formes élancées similaires.

Les matériaux privilégiés pour les tours sont le verre gris clair alors que le basilaire a une teinte plus foncée avec une présence importante de granite noir fini au jet de sable ou poli.

Par rapport à la résolution de projet particulier en vigueur, le projet ne comporte aucune dérogation supplémentaire. Par contre, les plans proposés n'étant pas conformes aux plans en annexe, il est nécessaire d'obtenir une autorisation conformément au règlement sur les projets particuliers afin de modifier les plans annexés à la résolution en vigueur.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : CA08 240256 – 1er avril 2008 – Résolution autorisant la démolition de 6 bâtiments, dont l'ancien Spectrum, à l'intersection des rues Sainte-Catherine et De Bleury.

CA13 240403 – 10 juillet 2013 – Résolution de projet particulier autorisant la construction d'un complexe à bureaux et la démolition des bâtiments portant les numéros 1190, 1238 et 1250, rue Jeanne-Mance en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble.

CA17 24 0698 – 12 décembre 2017 – Résolution afin de modifier le délai de la garantie bancaire jusqu'à la réalisation de la structure du premier étage de la première phase.

Considérant que : La proposition constitue présente des améliorations par rapport au projet actuellement autorisé et ne présente aucune dérogation supplémentaire.

Considérant que : La proposition respecte également les paramètres de hauteur et de densité du *Règlement d'urbanisme 01-282.*

Considérant que : L'unité de paysage de la Sainte-Catherine – Centre (SCC) requiert normalement des matériaux de revêtement en pierre naturelle grise ou en brique d'argile, mais le contexte immédiat de l'édifice Blumenthal avec son grès blanc et du Complexe Desjardins avec sa brique de béton brune permet d'envisager d'autres types de maçonnerie.

Considérant que : L'affichage proposé est discret et s'insère bien autant dans le contexte de la rue Sainte-Catherine que dans les rues Jeanne-Mance et De Bleury.

Considérant qu' : Une étude d'impacts éoliens devra être déposée dans le cadre de la demande de permis de construction.

Considérant que : Le projet est situé sur la rue Sainte-Catherine dans le Quartier des spectacles et qu'il doit par conséquent présenter une valeur à la hauteur du milieu dans lequel il s'insère.

Considérant que : La proposition présente des tours d'une volumétrie imposante et massive et qu'une option plus découpée et raffinée, surtout de la tour Ste-Catherine / De Bleury, permettrait une meilleure intégration du projet dans son ensemble.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Le volume de deux étages sur la rue Sainte-Catherine devra comprendre une proportion notable de maçonnerie.**
- **Le volume de six étages à l'angle des rues Sainte-Catherine et De Bleury devra comprendre un pourcentage plus important de granite fini au jet de sable ou de tout autre matériau plus près de la pierre naturelle.**
- **Une étude d'impacts démontrant que le projet engendre des impacts éoliens négligeables devra être fournie avec la demande de permis de construction.**
- **L'étude sur l'ensoleillement devra être mise à jour afin de mieux démontrer les impacts sur la Place des festivals et le contexte plus large du Quartier des spectacles.**
- **La volumétrie de la tour Nord devrait être revue afin de réduire le linéaire de façade sur la rue Sainte-Catherine et être située plus en retrait de la rue De Bleury. Elle pourrait notamment avoir un plus grand linéaire de façade sur la rue De Bleury, tel qu'une implantation en L, sans aucun changement avec la proposition actuelle du côté de la rue Jeanne-Mance, notamment pour le pont reliant les deux tours.**
- **La proposition devrait se démarquer de par sa créativité et sa volumétrie moins rectiligne afin de dégager une signature qui s'inscrit davantage dans le contexte dynamique du Quartier des spectacles.**
- **Le projet révisé devra être présenté à une séance subséquente du comité.**

Par ailleurs, les membres du comité souhaitent qu'une réflexion soit envisagée sur l'intégration de logement social dans le projet. De plus, les membres suggèrent au demandeur d'évaluer la possibilité avec le partenariat du Quartier des spectacles de prévoir des espaces pour l'entreposage de l'équipement pour les événements.

Les membres désirent soulever une préoccupation face à l'accès de la placette qui selon eux devrait plutôt être un espace public complémentaire à l'offre du Quartier des spectacles.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
17 janvier 2019
3001476003
4.2.4

Objet : **PROJET PARTICULIER**

Endroit : 99999, rue Sainte-Catherine Ouest

Responsables : Olivier Légaré, Bruno Collin et Louis Routhier

Description : La demande vise à modifier une résolution de projet particulier qui permettait la construction d'un complexe immobilier comprenant deux tours de 65 et 145 m pour un coefficient d'occupation du sol de 11,4. Cette autorisation qui était conforme aux paramètres de hauteur et de densité en vigueur depuis 1992, comprenait des dérogations principalement liées à la topographie du site.

La présente proposition vise à construire un complexe résidentiel composé de deux tours ayant des hauteurs respectives de 198 et 185 m ainsi que deux volumes à l'échelle de la rue Sainte-Catherine. Au total le projet comprendra 1636 logements, dont 700 locatifs, 2 700 m² de commerces et bureaux ainsi que 677 places de stationnement souterrain réparties sur trois niveaux.

À la séance du mois de décembre 2018, le Comité a émis plusieurs conditions au projet, lesquelles ont été prises en compte dans sa présente proposition.

En premier lieu, le projet présente désormais un linéaire de façade de 48 m sur la rue Sainte-Catherine, soit une réduction de 6,5 m par rapport à la première proposition. Ainsi, pour permettre de réduire l'impact de la tour sur la rue Sainte-Catherine sans affecter la densité du projet, la largeur de la tour a été augmentée, la forme de son implantation a été modifiée pour prendre celle d'un « L » et la tour sud a été épaissie de 0,5 m.

Également, le projet présente plusieurs éléments distinctifs permettant son intégration dans le contexte du Quartier des spectacles :

- la passerelle, notamment par le traitement de son soffite réfléchissant et de sa volumétrie, agit comme un élément signal du projet : une attention particulière aux perspectives à partir du niveau de la rue est d'ailleurs portée.
- un étage de transition généré par la passerelle anime les façades et vient briser la masse des deux tours.
- les loggias sont disposées dans une trame rappelant celle d'un tissage comportant un maillage très fin au bas de la tour qui s'agrandit progressivement vers le haut.
- les soffites des loggias présentent un matériau blanc réfléchissant, constitué d'un panneau métallique réfléchissant, qui amène une

texture à l'ensemble de la façade et qui permet de mettre en valeur le tissage proposé.
- les détails d'enveloppe proposés pour la réalisation des loggias dissimulent l'ensemble de la dalle de chacun des balcons en l'intégrant dans la trame du mur-rideau.
- sur la rue Sainte-Catherine, un préau donnant accès à une cour est créé par la construction d'un claustra métallique contemporain évoquant une grille ornementale traditionnelle : ce claustra est également recouvert d'une marquise dotée d'un soffite réfléchissant.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : À la séance du 13 décembre 2018, le comité a émis un avis favorable avec conditions.

Considérant que : La proposition constitue une version améliorée du projet actuellement autorisé et ne présente aucune dérogation supplémentaire.

Considérant que : Le traitement des soffites des loggias et de la passerelle permettra d'assurer de réduire l'aspect rectiligne du projet tout en conservant une certaine sobriété et une unité d'ensemble.

Considérant que : Le projet est situé sur la rue Sainte-Catherine dans le Quartier des spectacles, l'accès de la placette devrait plutôt être un espace public complémentaire à l'offre du secteur.

Considérant que : La proposition respecte également les paramètres de hauteur et de densité du règlement d'urbanisme.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de la demande aux conditions suivantes :

- **Opter pour un claustra amovible sans compromettre la qualité architecturale proposée, afin de favoriser un meilleur accès à la placette, lors des heures d'ouverture.**
- **Accompagner la résolution de projet particulier des critères supplémentaires suivants :**
  - **Les soffites des loggias devront être recouverts d'un parement architectural de grande quaiité afin de participer à l'animation des façades des tours.**
  - **Les dalles des balcons des loggias ainsi que les garde-corps devront être intégrés à la trame du mur-rideau.**
  - **La passerelle devra permettre d'agrémenter la façade tout en respectant une certaine unité d'ensemble. Une attention particulière aux perspectives à partir du niveau de la rue devra être portée notamment par le choix des matériaux du soffite.**

Par ailleurs, les membres du comité réitèrent leur commentaire de la dernière présentation du projet, à l'effet qu'une réflexion sur l'intégration de logement social devrait être envisagée.

De plus, les membres suggèrent à nouveau au demandeur d'évaluer la possibilité avec le partenariat du Quartier des spectacles de prévoir des espaces pour l'entreposage de l'équipement pour les événements.

Il est à noter que M. Antonin Labossière tient à exprimer sa dissidence quant au concept de claustra donnant sur la rue Sainte-Catherine.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.08

2019/03/12
18:30

(1)

Dossier # : 1196255002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution modifiant la résolution CA09 240398 afin de mettre à jour les plans annexés et de prolonger le délai de réalisation pour le projet sis au 1900-1950, rue Sherbrooke Ouest, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA -24-011)

1) De modifier, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), le premier paragraphe de la résolution CA09 240398 par le remplacement des mots « plans numérotés 1 à 22, préparés par Michelange Panzini architectes, estampillés par l'arrondissement le 8 janvier 2009 » par les mots suivants « plans numérotés 8, 9, 11, 13 à 15, 21 à 23 préparés par Béïque, Legault, Thuot architectes, datés de février 2019, et estampillés par l'arrondissement le 6 février 2019 »;
2) D'assortir cette autorisation des conditions additionnelles suivantes :

a) intégrer des logements ayant des accès privatifs dans le volume donnant sur la rue Lincoln;
b) fournir les plans d'aménagement paysager lors de la révision en Titre VIII.
c) soumettre le projet à une révision de projet prévu au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), en ajoutant les critères suivants :

i) la façade et l'accès aux espaces extérieurs sur Saint-Marc devraient favoriser une relation dynamique avec les rues;
ii) la composition des façades devrait favoriser une expression verticale et une palette réduite de matériaux de grande qualité devrait être favorisée.

3) De fixer un délai de 36 mois, suivant l'entrée en vigueur de la présente autorisation, pour débuter la réalisation des travaux visés par la résolution CA09 240398, à défaut de quoi elle sera nulle et sans effet.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-02-06 16:26

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1196255002**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution modifiant la résolution CA09 240398 afin de mettre à jour les plans annexés et de prolonger le délai de réalisation pour le projet sis au 1900-1950, rue Sherbrooke Ouest, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011)

CONTENU

CONTEXTE

Un projet particulier avait été adopté en 2009 afin de permettre la transformation des bâtiments situés aux 1900 et 1950, rue Sherbrooke Ouest et de permettre la construction d'un troisième volume à l'intersection des rues Saint-Marc et Lincoln. Le projet accordait des dérogations entre autres à la densité et à la hauteur maximale permise. Les nouveaux propriétaires souhaitent modifier le projet afin qu'il corresponde mieux à la programmation souhaitée. Une demande de modification des annexes du projet particulier initial a été déposée afin d'améliorer les interventions sur les bâtiments existants et d'agrandir vers la rue Lincoln le 1900, rue Sherbrooke. Une extension du délai de réalisation est aussi demandée.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA09 240398 - 2 juin 2009 - Adopter en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), une résolution autorisant l'agrandissement à des fins résidentielles des bâtiments existants sis au 1900 et au 1950, rue Sherbrooke Ouest (lots 1 067 421 et 1 064 978);
CA14 240435 - 8 juillet 2014 - Adopter une résolution modifiant le délai de réalisation, pour les autorisations accordées par la résolution CA09 240398, pour les 1900 à 1950, rue Sherbrooke Ouest, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (Projet le Gramercy).

DESCRIPTION

Le site
Le site se situe à l'extrémité est de l'îlot formé des rues Sherbrooke, Saint-Marc et Lincoln, face au Collège de Montréal et à l'intérieur de l'aire de protection des tours du Fort-des-Messieurs-de-Saint-Sulpice. Actuellement il se trouve deux bâtiments vacants de 5 et 10 étages ayant front sur Sherbrooke. La partie sud des lots correspond à d'anciens terrains de stationnement qui sont encadrés de murets de béton pouvant atteindre une hauteur d'environ 3 mètres. Le site présente également un dénivelé important entre Sherbrooke et Lincoln. Il se caractérise enfin par la présence de conciergeries et de tours d'habitation

d’une dizaine d’étages.

Le projet
Le requérant propose de simplifier les transformations sur les bâtiments existants. Ainsi, les nombreux balcons prévus dans la première version sur la façade latérale est du 1950, rue Sherbrooke Ouest sont abandonnés. Afin d’améliorer l’apport de lumière naturelle aux logements, une série de fenêtres dans les mêmes proportions que celles existantes sera ajoutée à la façade arrière de l’immeuble. Quelques persiennes remplaceront des ouvertures, notamment celles au niveau du saut-de-loup de la façade est. Enfin, la passerelle entre les deux bâtiments sera démantelée.

L’agrandissement qui consiste en un troisième volume à l’intersection des rues Saint-Marc et Lincoln diffère de quelque peu de la proposition initiale. Sommairement, les éléments qui y sont modifiés sont le déplacement de l’un des accès au stationnement sur la rue Saint-Marc, l’ajout d’ouvertures au rez-de-chaussée et l’abandon des balcons. Les espaces extérieurs communs sont également conservés.

Le projet prévoit au total 273 logements (148 studios, 121 1CC et 4 2CC), des bureaux et des espaces commerciaux aux immeubles existant.

L’autorisation demandée
La présente requête consiste à maintenir l’ensemble des autorisations, conditions et obligations prévues dans la résolution CA09 240398, de remplacer les plans annexés et de permettre une prolongation du délai de pour débuter la réalisation dans les 36 mois suivant l’entrée en vigueur de la présente résolution. En cas de non-respect de ce délai, l’autorisation prévue en 2009 devient nulle et sans effet.

JUSTIFICATION

La nouvelle proposition pour la rénovation des bâtiments existants est simplifiée, mettant ainsi davantage en valeur leurs caractéristiques architecturales. L’ajout d’une série de fenêtres à chaque étage du 1950, Sherbrooke Ouest s’intègre de façon harmonieuse à la dimension et à la répartition des ouvertures existantes. L’abandon des balcons et des structures d’entrée entre les deux bâtiments permet une meilleure lecture de leur volume et de leur mode d’implantation isolé. L’aménagement de la terrasse au 10e étage favorise des interventions simplifiées de façons à dégager les appentis mécaniques d’origine.
La bonification du projet est toutefois moins notable pour la proposition du nouveau volume au coin des rues Saint-Marc et Lincoln. L’ajout d’ouvertures au niveau du rez-de-chaussée est insuffisant en termes d’animation des rues puisque les usages qui se trouvent à ce niveau sont du stationnement et des salles mécaniques, et les fenêtres sont en verre dépoli. En ce sens, des logements sont exigés sur la rue Lincoln. Sur la rue Saint-Marc, l’espace entre ce nouveau volume et celui au nord, qui mène aux espaces extérieurs communs pourrait également être amélioré afin de bonifier l’environnement bâti de la rue.
Finalement, la composition des façades en quatre registres donne une expression trop horizontale à la construction. Les façades pourraient arborer une composition tripartite tel que les deux autres bâtiments déjà présents sur le site et la proposition architecturale pourrait se distinguer de la première version. L’impact du nouveau bâtiment sur l’ensoleillement est minime.

Par conséquent, la Direction de l’aménagement urbain et des services aux entreprises est d’avis que l’on devrait donner une suite favorable à l’égard de cette demande aux conditions suivantes :

- Intégrer des logements ayant des accès privatifs dans le volume donnant sur la rue Lincoln;

- La façade et l’accès aux espaces extérieurs sur Saint-Marc devraient favoriser une relation dynamique avec les rues;
- La composition des façades devrait favoriser une expression verticale et une palette réduite de matériaux de qualité devrait être favorisée;
- Fournir les plans d’aménagement paysager lors de la révision en Titre VIII.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S.O.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement - Adoption du 1er projet de résolution;
Affichage sur l'emplacement;
Avis public annonçant la tenue de l'assemblée publique de consultation;
Assemblée publique de consultation;
Conseil d'arrondissement - Adoption de la résolution.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Gabrielle LECLERC-ANDRÉ
Conseillère en aménagement

Tél : 514 868-5827
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-30

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 12 février 2019	Résolution: CA19 240054

Adopter une résolution modifiant la résolution CA09 240398 afin de mettre à jour les plans annexés et de prolonger le délai de réalisation pour le projet sis au 1900-1950, rue Sherbrooke Ouest, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - 1er projet de résolution

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

1) De modifier, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), le premier paragraphe de la résolution CA09 240398 par le remplacement des mots « plans numérotés 1 à 22, préparés par Michelange Panzini architectes, estampillés par l'arrondissement le 8 janvier 2009 » par les mots suivants « plans numérotés 8, 9, 11, 13 à 15, 21 à 23 préparés par Béïque, Legault, Thuot architectes, datés de février 2019, et estampillés par l'arrondissement le 6 février 2019 »;

2) D'assortir cette autorisation des conditions additionnelles suivantes :
   a) intégrer des logements ayant des accès privatifs dans le volume donnant sur la rue Lincoln;
   b) fournir les plans d'aménagement paysager lors de la révision en Titre VIII;
   c) soumettre le projet à une révision de projet prévu au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), en ajoutant les critères suivants :
      i) la façade et l'accès aux espaces extérieurs sur Saint-Marc devraient favoriser une relation dynamique avec les rues;
      ii) la composition des façades devrait favoriser une expression verticale et une palette réduite de matériaux de grande qualité devrait être favorisée.

3) De fixer un délai de 36 mois, suivant l'entrée en vigueur de la présente autorisation, pour débuter la réalisation des travaux visés par la résolution CA09 240398, à défaut de quoi elle sera nulle et sans effet.

Adoptée à l'unanimité.

40.15
pp 398
1196255002

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 14 février 2019

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
17 janvier 2019
3001481476
4.2.2

Objet :	**PROJET PARTICULIER**
Endroit :	1900-1950, rue Sherbrooke Ouest
Responsables :	Gabrielle Leclerc-André et Louis Routhier
Description :	La demande vise à autoriser une demande de modification des annexes du projet particulier initial ayant pour objectifs d'améliorer les interventions sur les bâtiments existants et d'agrandir vers la rue Lincoln le 1900, rue Sherbrooke. Une extension du délai de réalisation est aussi demandée. Les demandeurs proposent de simplifier les transformations sur les bâtiments existants. Ainsi, les nombreux balcons sur la façade latérale est du 1950, rue Sherbrooke sont abandonnés. Afin d'améliorer l'apport de lumière naturelle aux logements, une série de fenêtres dans les mêmes proportions que celles existantes sera ajoutée à la façade arrière de l'immeuble. Quelques persiennes remplaceront des ouvertures, notamment celles au niveau du saut-de-loup de la façade est. Enfin, la passerelle entre les deux bâtiments sera démantelée. L'agrandissement qui consiste en un troisième volume à l'intersection des rues St-Marc et Lincoln diffère de quelque peu de la proposition initiale. Les éléments qui y sont modifiés sont le retrait d'un étage pour atteindre 8 étages (30,8 m), l'agrandissement de l'aire de plancher ayant pour effet d'étirer le volume vers le nord le long de St-Marc, le déplacement de l'un des accès au stationnement sur cette rue, l'ajout d'ouvertures au rez-de-chaussée et l'abandon des balcons. Les espaces extérieurs communs sont également conservés. Le projet prévoit au total 273 logements locatifs, des bureaux et des espaces commerciaux aux immeubles existants.
Élément particulier :	Ces travaux doivent être autorisés conformément à la Loi sur le patrimoine culturel, car l'immeuble est situé dans l'aire de protection des tours du Fort-des-Messieurs-de-Saint-Sulpice.
Remarque importante :	CA09 240398 - 2 juin 2009 - Adopter une résolution autorisant l'agrandissement à des fins résidentielles des bâtiments existants sis au 1900 et au 1950, rue Sherbrooke Ouest (lots 1 067 421 et 1 064 978). CA14 240435 - 8 juillet 2014 - Adopter une résolution modifiant le délai de réalisation, pour les autorisations accordées par la résolution CA09 240398, pour les 1900 à 1950, rue Sherbrooke Ouest (Projet le Gramercy).

Considérant que : La nouvelle proposition pour la rénovation des bâtiments existants est simplifiée, mettant ainsi davantage en valeur leurs caractéristiques architecturales.

Considérant que : L'ajout d'une série de fenêtres à chaque étage du 1950, Sherbrooke s'intègre de façon harmonieuse à la dimension et la répartition des ouvertures existantes.

Considérant que : L'abandon des balcons et des structures d'entrée entre les deux bâtiments permet une meilleure lecture de leur volume et de leur mode d'implantation isolé.

Considérant que : L'aménagement de la terrasse au 10e étage favorise des interventions simplifiées de façon à dégager les appentis mécaniques d'origine.

Considérant qu' : La bonification du projet est toutefois moins notable pour la proposition du nouveau volume au coin des rues Saint-Marc et Lincoln.

Considérant que : Le retrait d'un niveau est appréciable, puisqu'il s'intègre davantage à la hauteur du bâtiment au nord et à celui à l'est de Saint-Marc, et ce, sans avoir pour effet d'écraser le volume.

Considérant que : L'ajout d'ouvertures au niveau du rez-de-chaussée n'a cependant pas l'effet escompté en termes d'animation des rues puisque les usages qui se trouvent à ce niveau sont du stationnement et des salles mécaniques, et les fenêtres sont en verre dépoli.

Considérant que : Sur la rue Saint-Marc, l'espace entre ce nouveau volume et celui au nord, qui mène aux espaces extérieurs communs pourrait également être amélioré afin de bonifier l'environnement bâti de la rue.

Considérant que : La composition des façades en quatre strates donne un effet trop horizontal à la construction. Les façades pourraient arborer une composition tripartite telle que les 2 autres bâtiments déjà présents sur le site et la proposition architecturale pourrait se distinguer de la première version.

Considérant que : L'impact du nouveau bâtiment sur l'ensoleillement est minime.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un avis favorable à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Intégrer des logements ayant des accès privatifs dans le volume donnant sur la rue Lincoln.**
- **La façade et l'accès aux espaces extérieurs sur St-Marc devraient favoriser une relation dynamique avec les rues.**
- **La composition des façades devrait favoriser une expression verticale et une palette réduite de matériaux de qualité devrait être favorisée.**
- **Fournir les plans d'aménagement paysager lors de la révision en Titre VIII.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire



1900-1950, SHERBROOKE O.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

6 FÉV 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

1950, SHERBROOKE O.
(BÂTIMENT A)

1900, SHERBROOKE O.
(BÂTIMENT B)

NOUVEAU BÂTIMENT PROPOSÉ
(BÂTIMENT C)

avenue Lincoln

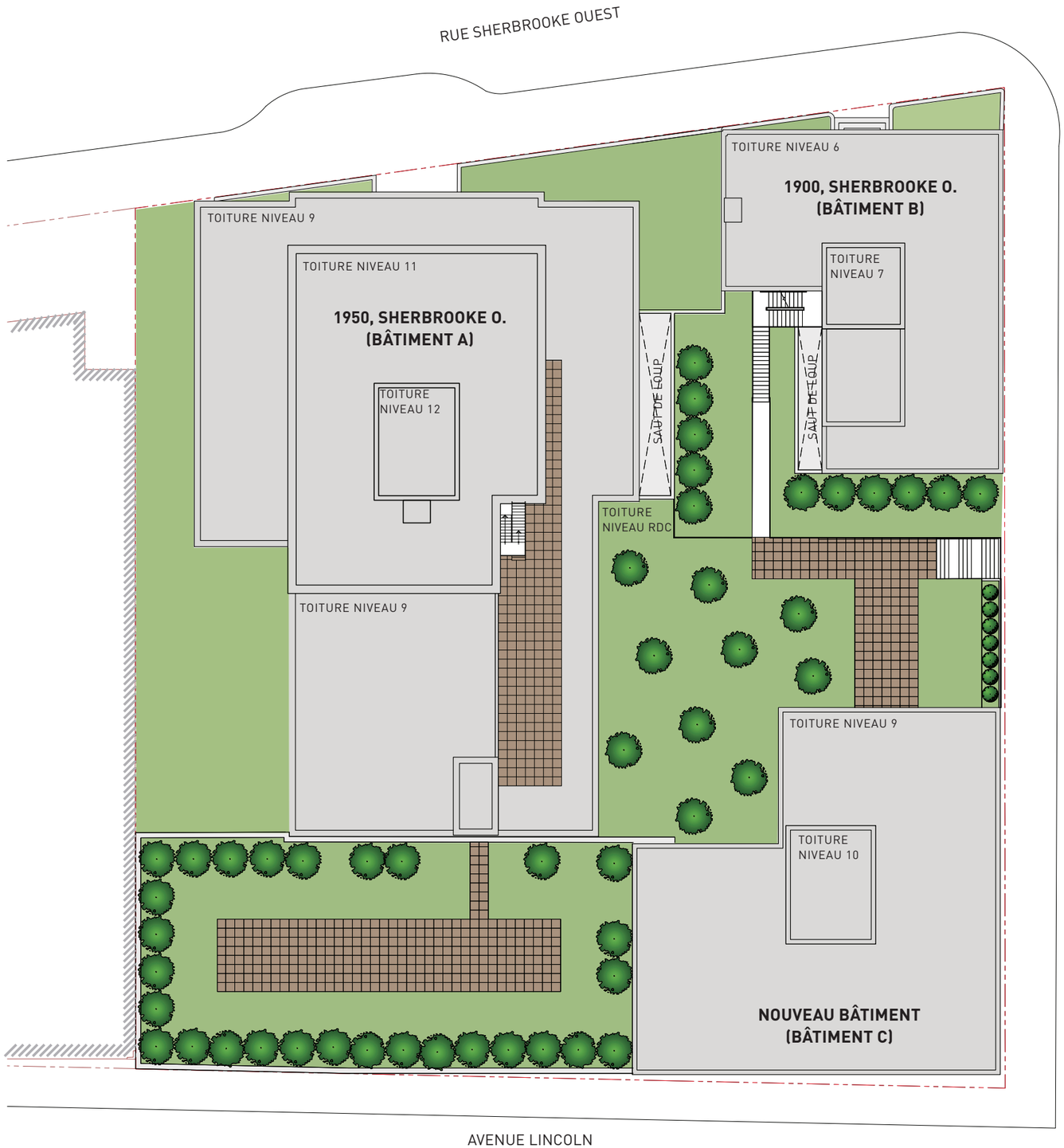
rue Saint-Marc

N

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

6 FÉV 2019

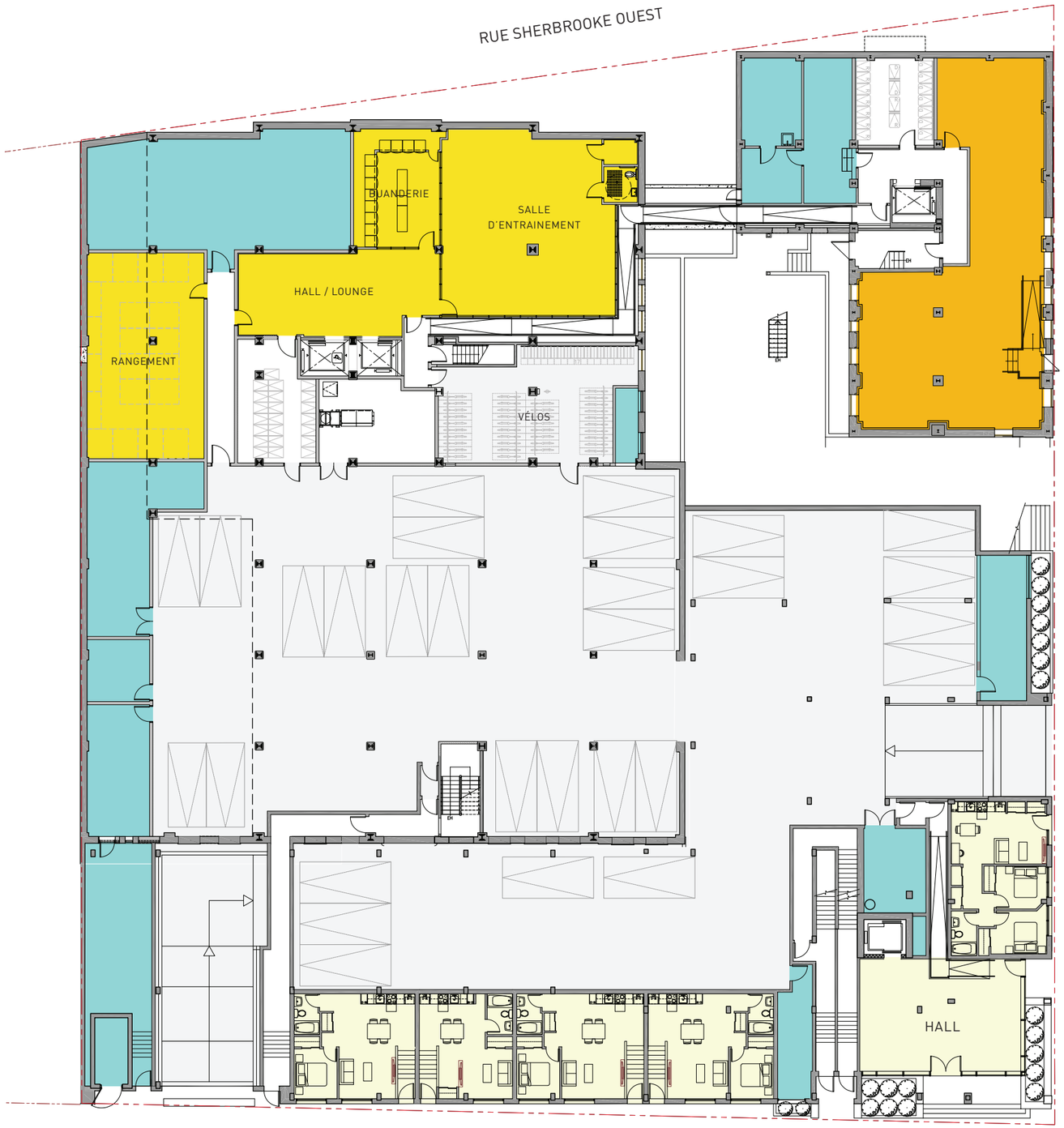
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

6 FÉV 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES



- Stationnement
- Résidentiel
- Services communs
- Commerce
- Espace mécanique

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

6 FÉV 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

REZ-DE-CHAUSSÉE



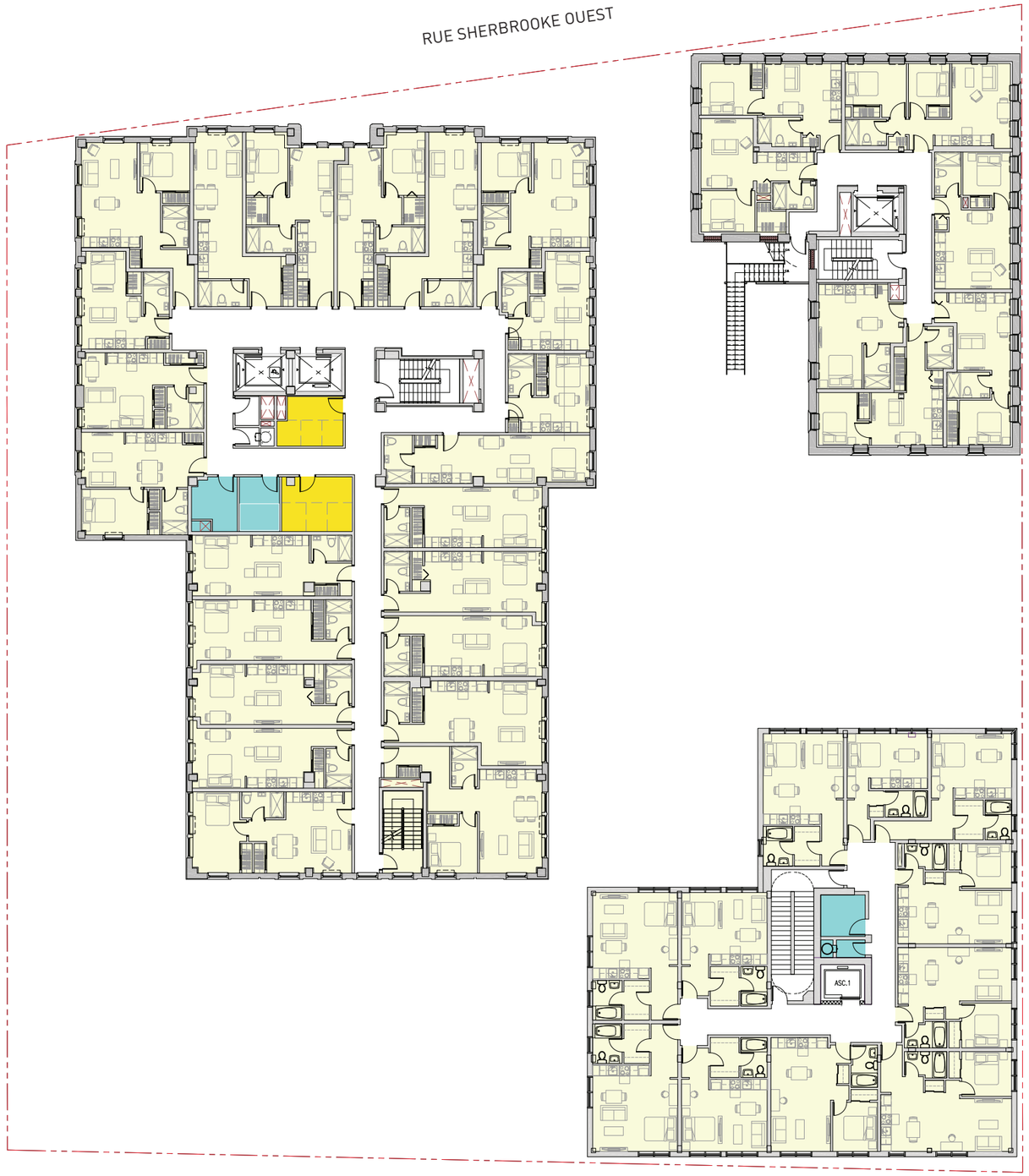
- Résidentiel
- Commerce
- Bureau
- Espace mécanique

1900-1950, SHERBROOKE O.
14

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

6 FÉV 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES



Résidentiel

Services communs

Espace mécanique

ÉLÉVATIONS | RUE SHERBROOKE

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

6 FÉV 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

LÉGENDE

MATÉRIAUX (BÂTIMENTS EXISTANTS)

- E1 BRIQUE ROUGE
- E2 PIERRE GRIS PÂLE
- E3 PIERRE NOIRE

MATÉRIAUX (NOUVEAU BÂTIMENT)

- N1 BRIQUE ROUGE
- N2 BRIQUE NOIRE
- N3 PIERRE DE BÉTON GRIS PÂLE
- F1 FENÊTRE VERRE CLAIR



1900-1950, SHERBROOKE O.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

6 FÉV 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

LÉGENDE

MATÉRIAUX (BÂTIMENTS EXISTANTS)

- E1 BRIQUE ROUGE
- E2 PIERRE GRIS PÂLE
- E3 PIERRE NOIRE

MATÉRIAUX (NOUVEAU BÂTIMENT)

- N1 BRIQUE ROUGE
- N2 BRIQUE NOIRE
- N3 PIERRE DE BÉTON GRIS PÂLE
- F1 FENÊTRE VERRE CLAIR



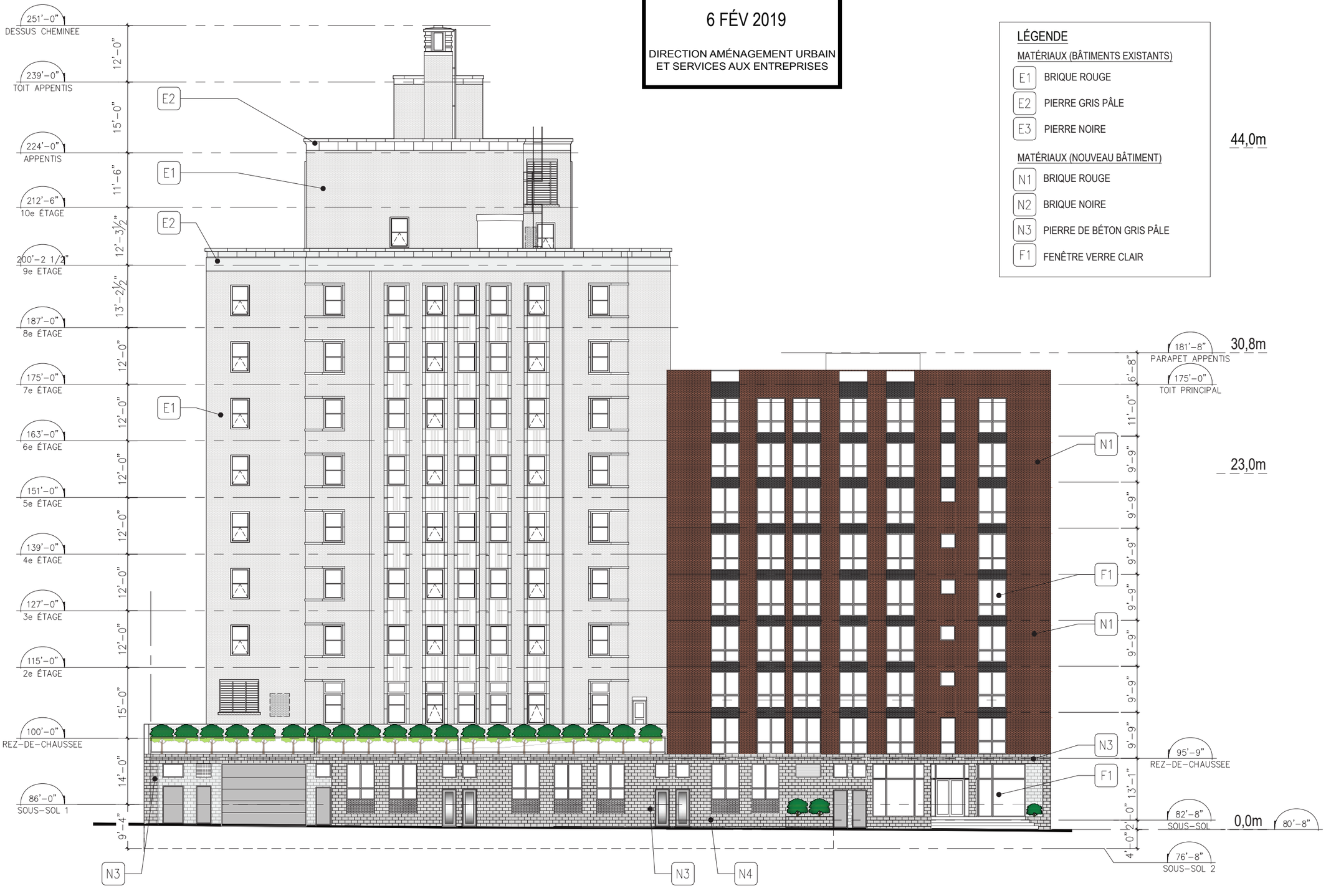
1900-1950, SHERBROOKE O.
22

ÉLÉVATIONS | RUE LINCOLN

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

6 FÉV 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES



LÉGENDE

MATÉRIAUX (BÂTIMENTS EXISTANTS)

- E1 BRIQUE ROUGE
- E2 PIERRE GRIS PÂLE
- E3 PIERRE NOIRE

MATÉRIAUX (NOUVEAU BÂTIMENT)

- N1 BRIQUE ROUGE
- N2 BRIQUE NOIRE
- N3 PIERRE DE BÉTON GRIS PÂLE
- F1 FENÊTRE VERRE CLAIR

1900-1950, SHERBROOKE O.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.09

2019/03/12
18:30

(1)

Dossier # : 1187400014

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant l'implantation d'un usage résidentiel adjacent à un studio de production pour l'immeuble situé au 2051-2071, rue Sainte-Catherine Ouest, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011)

1) D'accorder, pour l'immeuble situé au 2051-2071, rue Sainte-Catherine Ouest, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation d'implanter un usage résidentiel dans les locaux du 2e et 3e étages du bâtiment, adjacents au mur mitoyen avec le 2077-2087, rue Sainte-Catherine Ouest, et donc adjacents à un studio de production, et ce, en dérogation à l'article 307.8 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).
2) D'assortir cette autorisation de la condition suivante :

- Soumettre, lors de la demande de permis, des mesures de mitigation visant l'insonorisation du mur mitoyen entre les quatre logements visés et le 2077, rue Sainte-Catherine Ouest, en fonction d'une émission de bruit d'un niveau maximum de 70 dBA.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-01-31 15:14

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1187400014**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant l'implantation d'un usage résidentiel adjacent à un studio de production pour l'immeuble situé au 2051-2071, rue Sainte-Catherine Ouest, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011)

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de projet particulier a été déposée en vue d'autoriser l'aménagement de quatre logements dans l'immeuble situé au 2051-2071, rue Sainte-Catherine Ouest, adjacents à un immeuble abritant l'usage «studio de production», soit le 2077-2087, rue Sainte-Catherine Ouest.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA10 240388 – 12 juillet 2010 : résolution autorisant l'agrandissement de l'immeuble commercial pour un usage « débit de boisson alcoolique ».

DESCRIPTION

Le site
L'immeuble visé est construit en 1935, selon les plans de l'architecte montréalais Maxwell M. Kalman (1905-2009). La facture architecturale du bâtiment est typique de l'architecture des années 1930 et est inspirée du style Art déco. Le rez-de-chaussée est occupé par un bar-restaurant (la Station des sports). Jusqu'en 2017, les étages étaient occupés par des locaux commerciaux.

Le projet
En 2017, un permis a été demandé en vue de transformer les espaces commerciaux du 2^{e} et 3^{e} étages en 25 logements. Toutefois, comme l'immeuble voisin, le 2077-2101, rue Sainte-Catherine Ouest, abrite des bureaux et studios de production de films (firme Technicolor), les quatre logements situés le long du mur mitoyen ont été ciblés comme non conformes à la réglementation (contiguïté entre un usage sensible et une source de bruit) et furent remplacés dans les plans par des espaces de rangements, formant une zone tampon.

Le propriétaire ayant contesté en cour cette interprétation puisque des logements étaient présents dans cet édifice au moment où l'usage « studio de production » a été autorisé par règlement en 1993, il a été convenu qu'une dérogation à la réglementation devait être examinée.

La présente demande vise donc l'aménagement de quatre logements soit deux au 2e étage et deux au 3e dans les locaux situés le long du mur mitoyen avec le 2077, Sainte-Catherine. Ces logements sont des studios ou une chambre à coucher d'une superficie allant de 23 à 29 m².

Le cadre réglementaire
· Selon l'article 307.8, un local occupé à des fins résidentielles ne doit pas être adjacent à un local occupé par un studio de production.

JUSTIFICATION

La demande vise la création de quatre logements supplémentaires dans l'immeuble, en remplacement d'espaces de rangement exigés comme zone tampon. L'usage résidentiel est autorisé de plein droit dans ce secteur et l'immeuble était occupé par des logements lors de l'autorisation, en 1993, d'implanter un studio de production dans l'immeuble adjacent.

- Une évaluation de l'insonorisation actuelle a été réalisée par l'inspecteur en contrôle du bruit de l'arrondissement de Ville-Marie le 25 septembre 2018 au 3e étage de l'édifice. Pour les besoins de l'inspection, il avait été demandé que le son soit monté au maximum dans le studio de production. L'analyse des résultats a permis de constater qu'il n'y a aucune variation du niveau sonore et que le son est inaudible.
- Actuellement, le local adjacent accueille une salle d'enregistrement de doublure de film, donc les seuls sons sont des voix humaines. Toutefois, le règlement en vigueur autorise d'autres activités, comprises dans un « studio de production », qui pourraient engendrer des nuisances sonores, tel qu'un studio de mixage par exemple.
- L'ordonnance sur le bruit n°4996 fixe à 70 décibels (70dBA) le niveau de bruit maximum toléré pour un local commercial sonorisé, tel qu'un studio de production.
- De manière préventive et pour assurer la pérennité des deux usages, l'insonorisation du mur mitoyen devrait donc être réalisée en fonction du niveau maximum de bruit autorisé pour l'usage studio de production.

A l'issue de la séance du 13 décembre 2018, le Comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable avec la condition de soumettre, lors de la demande de permis, des mesures de mitigation visant l'insonorisation du mur mitoyen entre les quatre logements visés et le 2077, rue Sainte-Catherine Ouest, en fonction d'une émission de bruit d'un niveau maximum de 70 dBA.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

n/a

DÉVELOPPEMENT DURABLE

n/a

IMPACT(S) MAJEUR(S)

n/a

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

n/a

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

· Conseil d'arrondissement - Adoption d'un premier projet de résolution :12 février 2019;
· Affichage sur l'emplacement et publication d'un avis annonçant une assemblée publique portant sur le projet;
· Assemblée publique de consultation : 27 février 2019;
· Conseil d'arrondissement - Adoption du 2e projet de résolution : 12 mars 2019
· Avis public sur la possibilité de déposer une demande participation à un référendum
· Conseil d'arrondissement - Adoption de la résolution :9 avril 2019.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

A la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Comité Consultatif d'urbanisme / Avis favorable avec conditions

---

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Charlotte HORNY
conseillère en aménagement

Tél : 514 872-3844
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-30

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 12 février 2019	Résolution: CA19 240055

Adopter une résolution autorisant l'implantation d'un usage résidentiel adjacent à un studio de production pour l'immeuble situé au 2051-2071, rue Sainte-Catherine Ouest, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - 1er projet de résolution

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour l'immeuble situé au 2051-2071, rue Sainte-Catherine Ouest, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation d'implanter un usage résidentiel dans les locaux du 2e et 3e étages du bâtiment, adjacents au mur mitoyen avec le 2077-2087, rue Sainte-Catherine Ouest, et donc adjacents à un studio de production, et ce, en dérogation à l'article 307.8 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);

2) D'assortir cette autorisation de la condition suivante :
   a) Soumettre, lors de la demande de permis, des mesures de mitigation visant l'insonorisation du mur mitoyen entre les quatre logements visés et le 2077, rue Sainte-Catherine Ouest, en fonction d'une émission de bruit d'un niveau maximum de 70 dBA.

Adoptée à l'unanimité.

40.16
pp 399
1187400014

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 14 février 2019

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
13 décembre 2018
3001472644
4.2.3

Objet : **PROJET PARTICULIER**

Endroit : 2051, rue Sainte-Catherine Ouest

Responsable : Charlotte Horny

Description : La demande vise l'aménagement de 4 logements, soit deux au 2e étage et deux au 3e dans les locaux situés le long du mur mitoyen avec le 2077, Ste-Catherine qui abrite l'usage «studio de production». Ces logements sont des studios ou une chambre à coucher d'une superficie allant de 23 à 29 m². Le rez-de-chaussée est occupé par un bar-restaurant (la Station des sports). Jusqu'à la fin des années 1990, ces étages étaient occupés par des logements puis par des locaux commerciaux, et ce jusqu'en 2017.

En 2017, un permis a été demandé en vue de transformer les espaces commerciaux du 2e et 3e étages en 25 logements. Toutefois, comme l'immeuble voisin, le 2077-2101, rue Ste-Catherine Ouest, abrite des bureaux et studios de production de films (firme Technicolor), les 4 logements situés le long du mur mitoyen ont été ciblés comme non conformes à la règlementation (contigüité entre un usage sensible et une source de bruit) et furent remplacés dans les plans par des espaces de rangement, formant une zone tampon.

Le propriétaire ayant contesté en cour cette interprétation puisque des logements étaient présents dans cet édifice au moment où l'usage « studio de production » a été autorisé par règlement en 1993, il a été convenu qu'une dérogation à la règlementation devait être examinée.

Selon l'article 307.8, un local occupé à des fins résidentielles ne doit pas être adjacent à un local occupé par un studio de production.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Aucune

Considérant que : L'analyse réalisée par l'arrondissement de Ville-Marie en septembre 2018, au 3e étage de l'édifice, a permis de constater qu'il n'y a aucune variation du niveau sonore et que le son du studio de production est inaudible.

Considérant que : Le local adjacent accueille actuellement une salle d'enregistrement de doublure de film, donc les seuls sons sont des voix humaines, mais que le règlement en vigueur autorise d'autres activités, comprises dans un « studio de production », qui pourraient engendrer des nuisances sonores, tel qu'un studio de mixage par exemple.

Considérant que : L'ordonnance sur le bruit n°4996 fixe à 70 décibels (70dBA) le niveau de bruit maximum toléré pour un local commercial sonorisé, tel qu'un studio de production.

Considérant que : De manière préventive et pour assurer la pérennité des deux usages, l'insonorisation du mur mitoyen devrait donc être réalisée en fonction du niveau maximum de bruit autorisé pour l'usage studio de production.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :

- **Soumettre des mesures de mitigation visant l'insonorisation du mur mitoyen entre les quatre logements visés et le 2077, rue Sainte-Catherine Ouest, en fonction d'une émission de bruit d'un niveau maximum de 70 dBA.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.10

2019/03/12
18:30

(1)

Dossier # : 1187400011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant l'usage « restaurant » à tous les étages, l'aménagement d'une terrasse sur le toit et un empiètement de porte sur le domaine public à l'arrière du bâtiment pour l'édifice situé au 1181, rue de la Montagne, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011)

1) D'accorder, pour l'immeuble sis au 1181, rue de la Montagne, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :

a) de déroger aux articles 229 (usage «restaurant» au 3ème étage), 377.1 (empiètement sur le domaine public d'un battant de porte) et 392 (terrasse de restaurant sur un toit) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);

b) de réaliser les transformations et de procéder à l'occupation de l'immeuble conformément aux plans numérotés A102 à A105 et A107 à A109, réalisés par Atelier-S et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 29 janvier 2019;

2) D'assortir cette autorisation de la condition suivante :

a) Les plans d'aménagement de la terrasse au niveau du sol en cour avant ainsi que la proposition de remise à l'état d'origine de la fenêtre en façade avant doivent être soumis à la procédure du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);

3) De fixer un délai de 12 mois pour effectuer les travaux de transformation prévus dans les plans estampillés par l'arrondissement le 29 janvier 2019, à défaut de quoi, la présente autorisation sera nulle et sans effet.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-01-31 15:12

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1187400011**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant l'usage « restaurant » à tous les étages, l'aménagement d'une terrasse sur le toit et un empiètement de porte sur le domaine public à l'arrière du bâtiment pour l'édifice situé au 1181, rue de la Montagne, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011)

CONTENU

CONTEXTE

La demande vise à régulariser des aménagements effectués sans permis ainsi que l'occupation du 3ème étage par l'usage restaurant, incluant la terrasse, pour l'immeuble du 1181, de la Montagne. Cette demande est faite via la procédure des projets particuliers (CA -24-011).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

D2126090044 – 6 août 2013 – Approbation, conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), aux fins de la délivrance du permis, les plans préparés par Brian Burrows architecte et déposés le 17 mai 2013 à l'arrondissement, concernant le bâtiment situé au 1181, rue de la Montagne, suite à la demande de permis de transformation #3000674104. (permis n°3000333285).

DESCRIPTION

Le site
Bâtiment de la fin du 19ème siècle, l'édifice est une ancienne résidence victorienne. Dans les années 2000, elle abritait des bureaux, dont ceux d'Héritage Montréal. Les éléments d'intérêt sont la marquise triangulaire couvrant l'entrée, les portes de bois sculptées d'origine, le revêtement de pierre grise, la toiture mansardée et ses lucarnes, la corniche moulurée en bois.

En 2013, l'édifice fait l'objet de transformations pour l'installation du restaurant la Queue de cheval. Le CCU, lors de la révision du permis de transformation le 11 avril 2013, avait émis un avis favorable avec les conditions suivantes: aménager la terrasse au niveau du sol pour préserver la caractéristique d'origine et la lisibilité de l'implantation en recul du bâtiment, renoncer à la transformation de la fenêtre en porte, et prévoir une issue de secours en cour avant qui soit discrète et minimale dans ses dimensions.

Les plans pour permis avaient donc été modifiés pour satisfaire aux conditions du CCU. Toutefois, lors des travaux, plusieurs modifications qui n'avaient pas été autorisées par le permis ont été réalisés. À l'avant, la cour végétalisée (comprenant un arbre) a disparu pour faire place à un volume surélevé de 0,62 m sur lequel est aménagée une terrasse, ceinturée d'une grille en fer forgé. L'une des deux fenêtres du rez-de-chaussée a été transformée en porte pour donner un accès direct à la terrasse et des marquises ont été installées sur les escaliers menant à la porte d'entrée et à la porte d'issue de secours. Une porte d'issue de secours a été percée entre la terrasse et la porte d'entrée.

Le projet de transformation de 2013 autorisait un agrandissement à l'arrière du bâtiment, jusqu'à la ligne de lot, ce qui a été réalisé. La façade arrière comprend des fenêtres à l'étage et au rez-de-chaussée. Ces dernières servent actuellement de comptoir de vente pour de la nourriture à emporter, ce qui est interdit à l'extérieur.

Par ailleurs, le 3^{e} étage accueille une salle de toilettes et des espaces de bureau pour le restaurant, et une terrasse destinée à la clientèle est aménagée sur le toit.

Le projet
Des travaux de transformation sont proposés en vue de corriger plusieurs non conformités. D'autres dérogations constatées depuis 2013 font l'objet de la présente demande d'autorisation de projet particulier en vue d'un maintien des aménagements existants.

Les transformations proposées comprennent :

- la démolition du podium qui accueillait la terrasse avant et l'aménagement d'une terrasse au niveau du sol;

- l'installation d'une nouvelle fenêtre, identique à celle d'origine, au premier étage, en remplacement de la porte percée en 2013;

- le remplacement des deux marquises par des marquises en toile de forme arrondie;

- la relocalisation du comptoir de vente à l'intérieur du bâtiment : une ouverture sera percée dans le mur latéral de l'alcôve de la porte arrière. Cette ouverture servira de comptoir de vente en remplacement du comptoir ouvrant directement sur la ruelle. L'alcôve sera fermée par une porte vitrée, dont le battant empiètera sur le domaine public;

- la conversion du local utilisé comme chambre froide en salle à déchet.

Le projet vise également à rendre conforme l'occupation du 3ème étage par l'usage restaurant (bureau pour l'administration du restaurant ou espace de consommation, toilettes destinées aux clients du restaurant), ainsi que l'aménagement de la terrasse sur le toit, toujours au 3^{e} étage. La capacité d'accueil de la terrasse est de 30 à 100 personnes, selon l'aménagement.

Le cadre réglementaire
Le projet visé comprend des dérogations au Règlement d'urbanisme de Ville-Marie (02-282) concernant les aspects suivants :

· *Terrasse du restaurant sur le toit* : selon l'article 392, dans le secteur visé, une terrasse ne peut être aménagée sur le toit d'un bâtiment, donc la terrasse sur le toit au 3ème étage n'est pas autorisée.

· *Usage « restaurant » au 3 ème étage* : selon l'article 229, l'usage du rez-de-chaussée peut uniquement être prolongé au niveau immédiatement supérieur, donc l'occupation du 3ème étage par le restaurant n'est pas autorisée.

· *Empiètement sur le domaine public d'un battant de porte* : selon l'article 377.1, aucun vantail de porte, dans son débattement, ne peut empiéter sur le domaine public. Or la nouvelle porte arrière fermant l'alcôve pour le comptoir de vente étant sur la ligne de lot, elle ouvrira sur le domaine public.

JUSTIFICATION

Le projet prévoit plusieurs transformations en vue de respecter le permis de transformation (n°3000333285) délivré en 2013, et de corriger certaines dérogations, existantes depuis 2013.

- À cet égard, la démolition du podium qui accueille la terrasse avant construit sans permis est bien accueillie et l'aménagement au sol proposé respecte le permis en vigueur et donc, les conditions du CCU de 2013.
- La remise en l'état d'origine de la fenêtre qui avait été transformée en porte sans permis est également bien accueillie.
- De même, la relocalisation du comptoir de vente dans l'alcôve abritant la porte arrière est une avenue qui répond à la mise aux normes attendue. La fermeture de l'alcôve par une porte de verre permet de considérer que la vente a lieu à l'intérieur du bâtiment. L'empiètement du battant de la porte sur le domaine public est acceptable dans la mesure où il s'agit d'une ruelle et que la circulation des piétons ou des autos n'en sera pas affectée.
- La demande visant à régulariser l'occupation du 3ème étage par le restaurant apparaît acceptable dans la mesure où la majeure partie de l'étage est destiné à la salle de toilettes et que l'aire de consommation qui pourrait être ajoutée (actuellement occupée par l'administration du restaurant) est de petites dimensions (20 m² ou 214 pi²);
- Une terrasse sur le toit est envisageable à cet emplacement car les bâtiments adjacents ne comprennent pas de logements : sur la rue de la Montagne, on retrouve le Collège O'Sullivan au nord et un restaurant au sud; sur la rue Drummond, de l'autre côté de la ruelle, un projet d'hôtel a été autorisé en 2018 sur le terrain actuellement utilisé comme stationnement. Le bruit généré par la terrasse ne risque donc pas d'indisposer le voisinnage.
- La marquise proposée pour l'entrée principale a toujours pour effet de masquer le fronton de la porte d'entrée, néanmoins la forme s'intègre davantage à l'ensemble. Dans un souci de lisibilité de la façade, la marquise abritant l'entrée vers le sous-sol devra être supprimée.
- À l'issue de la séance du 17 janvier 2019, le Comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable à la condition suivante : supprimer la marquise de l'entrée du sous-sol. le projet a ensuite été corrigé en conséquence.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

n/a

DÉVELOPPEMENT DURABLE

n/a

IMPACT(S) MAJEUR(S)

n/a

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

n/a

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

12 février 2019 : conseil d'arrondissement - 1ère lecture

- *Affichage sur l'emplacement et publication d'un avis annonçant une assemblée publique portant sur le projet*
- 27 février 2019 : assemblée publique de consultation
- 12 mars 2019 : conseil d'arrondissement - 2ème lecture
- *Avis public sur la possibilité de déposer une demande participation à un référendum*
- 9 avril 2019 : conseil d'arrondissement - Adoption

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Comité consultatif d'urbanisme (CCU) / Avis favorable avec conditions

---

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Charlotte HORNY
conseillère en aménagement

Tél : 514 872-3844
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-30

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 12 février 2019	Résolution: CA19 240056

Adopter une résolution autorisant l'usage « restaurant » à tous les étages, l'aménagement d'une terrasse sur le toit et un empiètement de porte sur le domaine public à l'arrière du bâtiment pour l'édifice situé au 1181, rue de la Montagne, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - 1er projet de résolution

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour l'immeuble sis au 1181, rue de la Montagne, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :
   a) de déroger aux articles 229 (usage « restaurant » au 3e étage), 377.1 (empiètement sur le domaine public d'un battant de porte) et 392 (terrasse de restaurant sur un toit) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
   b) de réaliser les transformations et de procéder à l'occupation de l'immeuble conformément aux plans numérotés A102 à A105 et A107 à A109, réalisés par Atelier-S et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 29 janvier 2019;

2) D'assortir cette autorisation de la condition suivante :
   a) Les plans d'aménagement de la terrasse au niveau du sol en cour avant ainsi que la proposition de remise à l'état d'origine de la fenêtre en façade avant doivent être soumis à la procédure du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);

3) De fixer un délai de 12 mois pour effectuer les travaux de transformation prévus dans les plans estampillés par l'arrondissement le 29 janvier 2019, à défaut de quoi, la présente autorisation sera nulle et sans effet.

Adoptée à l'unanimité.

40.17
pp 400
1187400011

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 14 février 2019

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
17 janvier 2019
3001428915
4.2.3

Objet : **PROJET PARTICULIER**

Endroit : 1181, rue de la Montagne

Responsable : Charlotte Horny

Description : La demande vise à régulariser des aménagements effectués sans permis depuis 2013, pour le restaurant la Queue de cheval. Le projet de réaménagement diffère de celui présenté en août 2018. Une visite de l'immeuble en septembre 2018 a notamment permis d'établir des constats qui ont modifié la nature des dérogations.

Les transformations proposées comprennent tout d'abord la démolition du podium qui accueillait la terrasse avant et l'aménagement d'une terrasse au niveau du sol. Aussi, il est prévu d'installer une nouvelle fenêtre, identique à celle d'origine, au premier étage, en remplacement de la porte percée en 2013, de remplacer les deux marquises par des marquises en toile de forme arrondie, de relocaliser le comptoir de vente à l'intérieur du bâtiment. Une ouverture sera percée dans le mur latéral de l'alcôve de la porte arrière. Cette ouverture servira de comptoir de vente en remplacement du comptoir ouvrant directement sur la ruelle. L'alcôve sera fermée par une porte vitrée, dont le battant empiètera sur le domaine public.

Le projet inclut par ailleurs la conversion du local utilisé comme chambre froide en salle à déchet. Il vise également à rendre conforme l'occupation du 3^{e} étage par l'usage restaurant (bureau pour l'administration du restaurant ou espace de consommation, toilettes destinées aux clients du restaurant), ainsi que l'aménagement de la terrasse sur le toit, toujours au 3^{e} étage. La capacité d'accueil de la terrasse est de 30 à 100 personnes, selon l'aménagement.

Les dérogations au *Règlement d'urbanisme 01-282* concernent la terrasse du restaurant qui dans le secteur visé, ne peut être aménagée sur le toit d'un bâtiment, ainsi que l'usage du rez-de-chaussée qui peut uniquement être prolongé au niveau immédiatement supérieur, donc l'occupation du 3^{e} étage par le restaurant n'est pas autorisée.

Une autre dérogation concerne l'empiètement sur le domaine public d'un battant de porte qui ne peut empiéter sur le domaine public. Or la nouvelle porte arrière fermant l'alcôve pour le comptoir de vente étant sur la ligne de lot, elle ouvrira sur le domaine public.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Aucune

Considérant que : Le projet prévoit plusieurs transformations en vue de respecter le permis de transformation délivré en 2013, et de corriger certaines dérogations, existantes depuis 2013.

Considérant que : La démolition du podium qui accueille la terrasse avant, construit sans permis, est bien accueillie et l'aménagement au sol proposé respecte le permis en vigueur et donc, les conditions du CCU de 2013.

Considérant que : La remise en l'état d'origine de la fenêtre qui avait été transformée en porte sans permis est également bien accueillie.

Considérant que : La relocalisation du comptoir de vente dans l'alcôve abritant la porte arrière est une avenue qui répond à la mise aux normes attendue et que la fermeture de l'alcôve par une porte de verre permet de considérer que la vente a lieu à l'intérieur du bâtiment.

Considérant que : L'empiètement du battant de la porte sur le domaine public est acceptable dans la mesure où il s'agit d'une ruelle et que la circulation des piétons ou des autos n'en sera pas affectée.

Considérant que : La demande visant à régulariser l'occupation du 3^{e} étage par le restaurant apparaît acceptable dans la mesure où la majeure partie de l'étage est destiné à la salle de toilettes et que l'aire de consommation qui pourrait être ajoutée (actuellement occupée par l'administration du restaurant) est de petites dimensions (20 m² ou 214 pi²).

Considérant que : Une terrasse sur le toit est envisageable à cet emplacement, car les bâtiments adjacents ne comprennent pas de logements et que le bruit généré par la terrasse ne risque donc pas d'indisposer le voisinage.

Considérant que : La marquise proposée pour l'entrée principale a toujours pour effet de masquer le fronton de la porte d'entrée, néanmoins la forme s'intègre davantage à l'ensemble.

Considérant que : Dans un souci de lisibilité de la façade, la marquise abritant l'entrée vers le sous-sol devra être supprimée.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :

- **Supprimer la marquise de l'entrée du sous-sol.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

A-S

ARCHITECTURE +
DESIGN +
MAQUETTE

PROJET

RESTAURANT QUEUE DE CHEVAL
1181 RUE DE LA MONTAGNE, MONTRÉAL
ÉMIS POUR MISE AUX NORMES

CLIENT

QUEUE DE CHEVAL

T. +1 438 383 9800
E. INFO@ATELIER-S.CA

400 AVENUE ATLANTIC - SUITE 703
MONTRÉAL, QUÉBEC
CANADA H2V 1A5

2019.01.30

WWW.ATELIER-S.CA



VUE EN ÉLÉVATION DE LA FAÇADE AVANT

VUE EN ÉLÉVATION DE LA FAÇADE VOISINE

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

29 janvier 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

N-C #1-N-C #2
CONDITIONS EXISTANTES ET RECOMMENDATIONS

A102

PAS POUR CONSTRUCTION. DESSINS PUBLIÉS POUR PRÉSENTATION

A-S

ARCHITECTURE +
DESIGN +
MAQUETTE

PROJET

RESTAURANT QUEUE DE CHEVAL
1181 RUE DE LA MONTAGNE, MONTRÉAL
ÉMIS POUR MISE AUX NORMES

CLIENT

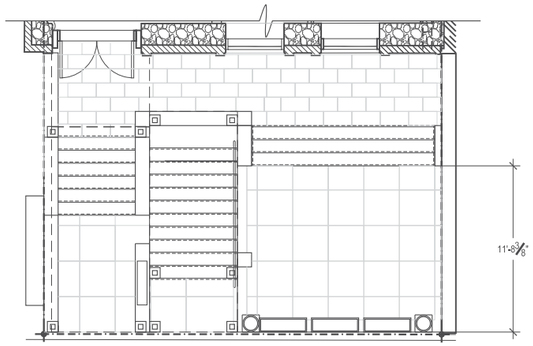
QUEUE DE CHEVAL

T. +1 438 383 9800
E. INFO@ATELIER-S.CA

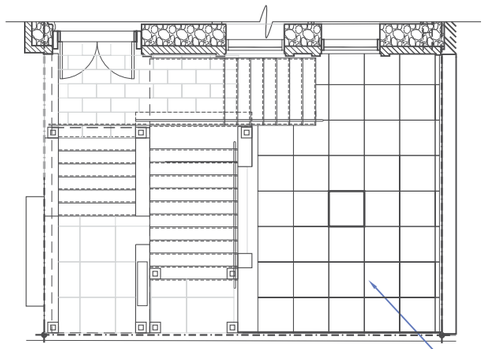
400 AVENUE ATLANTIC - SUITE 703
MONTRÉAL, QUÉBEC
CANADA H2V 1A5

2019.01.30

WWW.ATELIER-S.CA

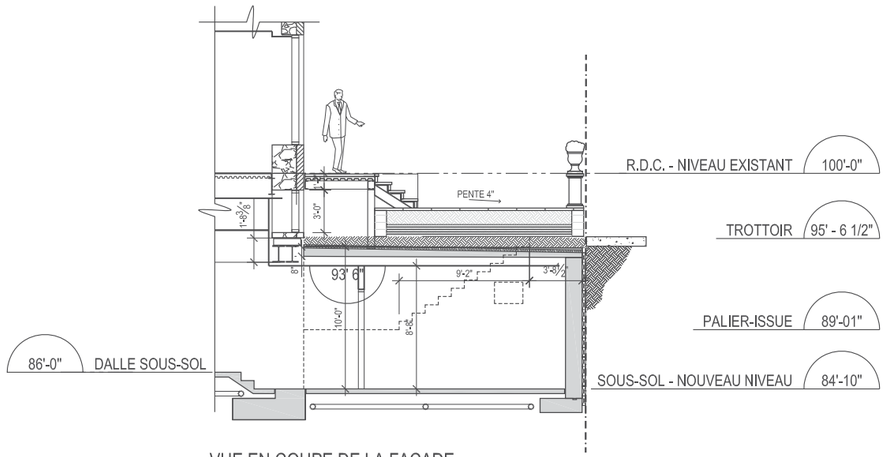


VUE EN PLAN DE LA FAÇADE
AVANT EXISTANTE

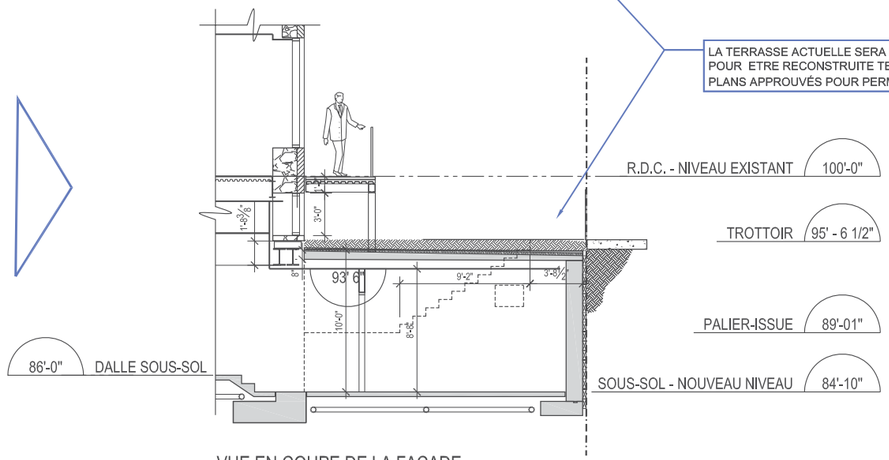


VUE EN PLAN DE LA FAÇADE
AVANT PROPOSÉE

LA TERRASSE ACTUELLE SERA DÉMOLIE POUR ETRE RECONSTRUITE TEL QUE LES PLANS APPROUVÉS POUR PERMIS EN 2013



VUE EN COUPE DE LA FAÇADE
AVANT EXISTANTE



VUE EN COUPE DE LA FAÇADE
AVANT PROPOSÉE

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

29 janvier 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

N-C #1-N-C #2
CONDITIONS EXISTANTES ET RECOMMENDATIONS

A103

PAS POUR CONSTRUCTION, DESSINS PUBLIÉS POUR PRÉSENTATION

A-S

ARCHITECTURE +
DESIGN +
MAQUETTE

PROJET

RESTAURANT QUEUE DE CHEVAL
1181 RUE DE LA MONTAGNE, MONTRÉAL
ÉMIS POUR MISE AUX NORMES

CLIENT

QUEUE DE CHEVAL

T. +1 438 383 9800
E. INFO@ATELIER-S.CA

400 AVENUE ATLANTIC - SUITE 703
MONTRÉAL, QUÉBEC
CANADA H2V 1A5

2019.01.30

WWW.ATELIER-S.CA



VUE EN ÉLÉVATION DE LA CONDITION ACTUELLE



VUE EN ÉLÉVATION DE LA PROPOSITION POUR CORRIGER LA NON-CONFORMITÉ

NON-CONFORMITÉ N-C #3
FENÊTRE D'ORIGINE REMPLACÉE PAR UNE PORTE

RECOMMENDATIONS DE L'ARCHITECTE

Malgré le fait que la porte qui concerne cette non conformité ait été installée dans le plus grand respect du style, des formes et des couleurs du bâtiment existant, nous recommandons, afin de retrouver l'aspect original de la façade, de remplacer la porte par une nouvelle fenêtre identique à celle d'origine.
La section du parement coupée sera reproduite afin de s'agencer au parement original adjacent. Toute pièce de quincaillerie architecturale associée à cette nouvelle fenêtre devra être reproduite selon l'aspect d'origine et la valeur patrimonial de l'immeuble.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

29 janvier 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

N-C #3
CONDITIONS EXISTANTES ET RECOMMENDATIONS

A104

PAS POUR CONSTRUCTION, DESSINS PUBLIÉS POUR PRÉSENTATION

T. +1 438 383 9800
E. INFO@ATELIER-S.CA

400 AVENUE ATLANTIC - SUITE 703
MONTRÉAL, QUÉBEC
CANADA H2V 1A5



VUE PHOTOGRAPHIQUE DE L'AUVENT EXISTANT



VUE PHOTOGRAPHIQUE DE L'AUVENT PROPOSÉ

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

29 janvier 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

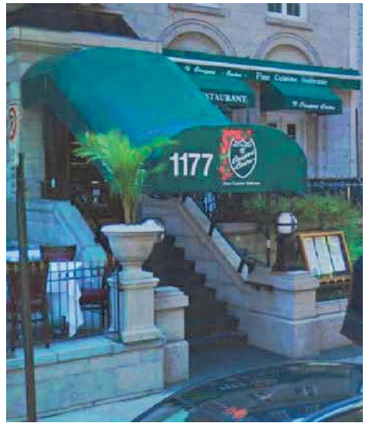
NON-CONFORMITÉ N-C #4
AUVENTS NON APPROUVÉES

RECOMMENDATIONS DE L'ARCHITECTE

Dans le soucis de s'harmoniser d'avantage avec le voisinage, nous proposons de revoir les qualités esthétiques de l'auvent protégeant l'escalier en avant. Pour se faire, nous proposons l'installation d'un auvent en toile, similaire à celui de l'immeuble voisin, sur une structure en acier, le tout suivant un concept simple et élégant qui ne sera pas en conflit avec l'architecture Victorienne de l'édifice.

Les photos 1. et 2. montrent l'auvent de l'immeuble voisin.

1.



2.



N-C #4
CONDITIONS EXISTANTES ET RECOMMENDATIONS

A105

PAS POUR CONSTRUCTION, DESSINS PUBLIÉS POUR PRÉSENTATION

A-S

ARCHITECTURE +
DESIGN +
MAQUETTE

PROJET

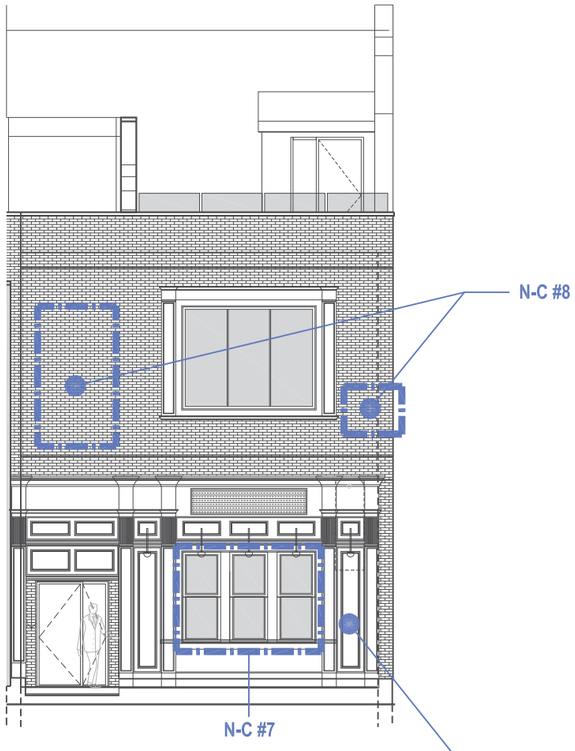
RESTAURANT QUEUE DE CHEVAL
1181 RUE DE LA MONTAGNE, MONTRÉAL
ÉMIS POUR MISE AUX NORMES

CLIENT

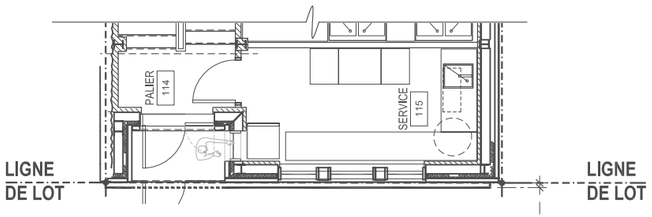
QUEUE DE CHEVAL

T. +1 438 383 9800
E. INFO@ATELIER-S.CA

400 AVENUE ATLANTIC - SUITE 703
MONTRÉAL, QUÉBEC
CANADA H2V 1A5



VUE EN ÉLÉVATION DE LA FAÇADE ARRIÈRE



VUE EN PLAN DE LA FAÇADE ARRIÈRE
N-C #6 dépassement du parement
décoratif par rapport à la ligne de lot

NON-CONFORMITÉ N-C #6, N-C #7 ET N-C #8

- **EMPIÈTEMENT MINEUR DES MOULURATIONS EN APPLIQUE DE LA FAÇADE EXTÉRIEURE ARRIÈRE SUR LE DOMAINE PUBLIC.**
- **DIMENSION DES FENETRES DIFÉRENTES DE CELLES AUTORISÉES AU PERMIS.**
- **ENSEIGNES NON AUHORISÉES**

RECOMMENDATIONS DE L'ARCHITECTE

N-C #6: Nous croyons que l'ajout des moulures en applique s'inscrit dans le style patrimonial appuyant l'héritage du bâtiment et en le poursuivant jusque sur la façade arrière du bâtiment. De plus, une valeur esthétique et attrayante embellit l'impact visuelle de la ruelle.

Le client est ouvert à travailler conjointement avec la ville afin de trouver une solution qui satisfera les deux parties impliqués.

N-C #7: Même si l'ouverture dans le mur est unique malgré la proposition de 3 fenêtres distinctes lors de la demande de permis, la fenêtre qui a été installée respecte le concept tripartite initiale de par ces divisions verticales.

N-C #8: Les enseignes installées sans demande de permis seront retirées de la façade.
Si le règlement d'urbanisme en vigueur permet l'installation de telles enseigne sur la façade arrière, une demande de permis respectant les caractéristiques des enseignes pour le secteur M7 sera déposée afin d'installer à nouveau les dites enseignes.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

29 janvier 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES



VUE PHOTOGRAPHIQUEDU PAREMENT DÉCORATIF SUR LA FAÇADE ARRIÈRE

N-C #6 / N-C #7 / N-C #8
CONDITIONS EXISTANTES ET RECOMMENDATIONS

A107

PAS POUR CONSTRUCTION. DESSINS PUBLIÉS POUR PRÉSENTATION

A-S

ARCHITECTURE +
DESIGN +
MAQUETTE

PROJET

RESTAURANT QUEUE DE CHEVAL
1181 RUE DE LA MONTAGNE, MONTRÉAL
ÉMIS POUR MISE AUX NORMES

CLIENT

QUEUE DE CHEVAL

T. +1 438 383 9800
E. INFO@ATELIER-S.CA

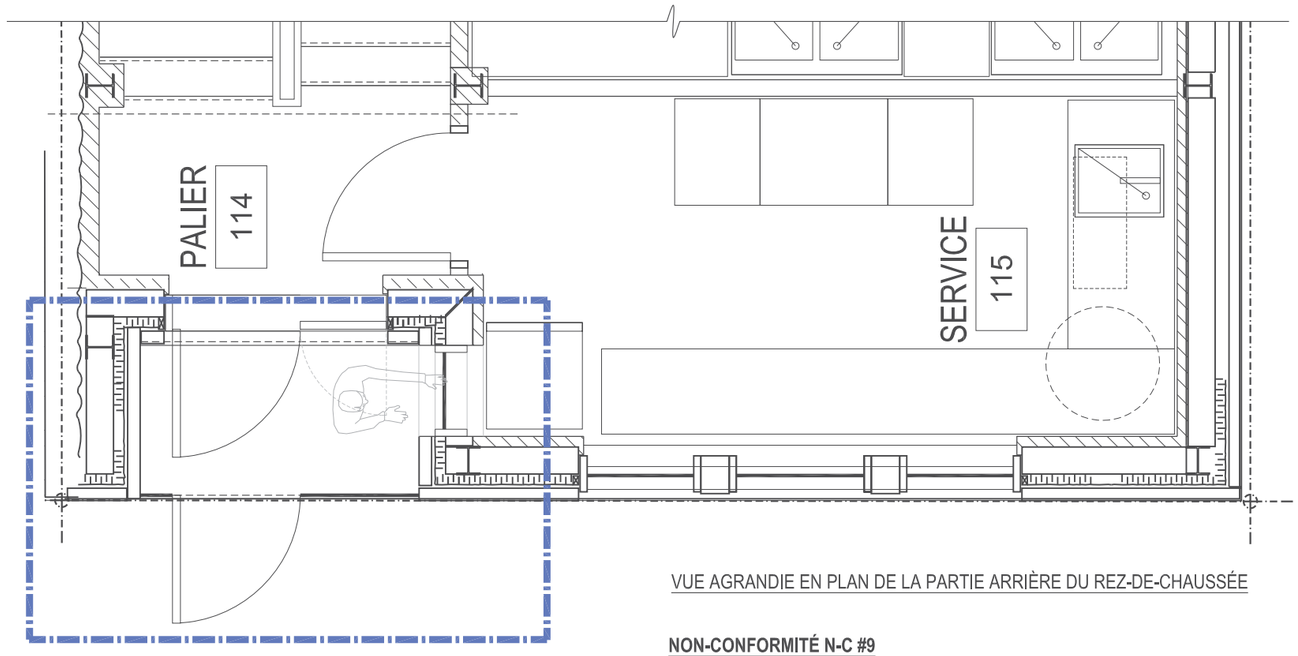
400 AVENUE ATLANTIC - SUITE 703
MONTRÉAL, QUÉBEC
CANADA H2V 1A5

2019.01.30

WWW.ATELIER-S.CA



VUE PHOTOGRAPHIQUE LOCALISANT LE FUTURE COMPTOIR



VUE AGRANDIE EN PLAN DE LA PARTIE ARRIÈRE DU REZ-DE-CHAUSSÉE

NON-CONFORMITÉ N-C #9
COMPTOIR DE VENTE DE NOURRITURE NON AUTORISÉ

RECOMMENDATIONS DE L'ARCHITECTE

Suite à la non-conformité liée à l'article 170. "À moins d'indication contraire, toutes les opérations reliées à l'exploitation d'un usage commercial ou industriel doivent se faire à l'intérieur d'un bâtiment. ", les tablettes rétractables actuelles seront retirées et les fenêtres à guillotines seront utilisées à des fins de ventilation seulement.
Le comptoir de service sera déplacé à l'intérieur des limites du lot occupé par le restaurant, dans une partie abritée qui sera fermée par une paroi vitrée et une porte, vitrée elle aussi et ouvrant vers l'extérieur pour être conforme avec l'issue.
Une partie du mur latéral devra être démolie afin d'y installer un comptoir de vente fermé par une vitre (de type comptoir de commande à l'auto).

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

29 janvier 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

N-C #9
CONDITIONS EXISTANTES ET RECOMMENDATIONS

A108
PAS POUR CONSTRUCTION, DESSINS PUBLIÉS POUR PRÉSENTATION

A-S

ARCHITECTURE +
DESIGN +
MAQUETTE

PROJET

RESTAURANT QUEUE DE CHEVAL
1181 RUE DE LA MONTAGNE, MONTRÉAL
ÉMIS POUR MISE AUX NORMES

CLIENT

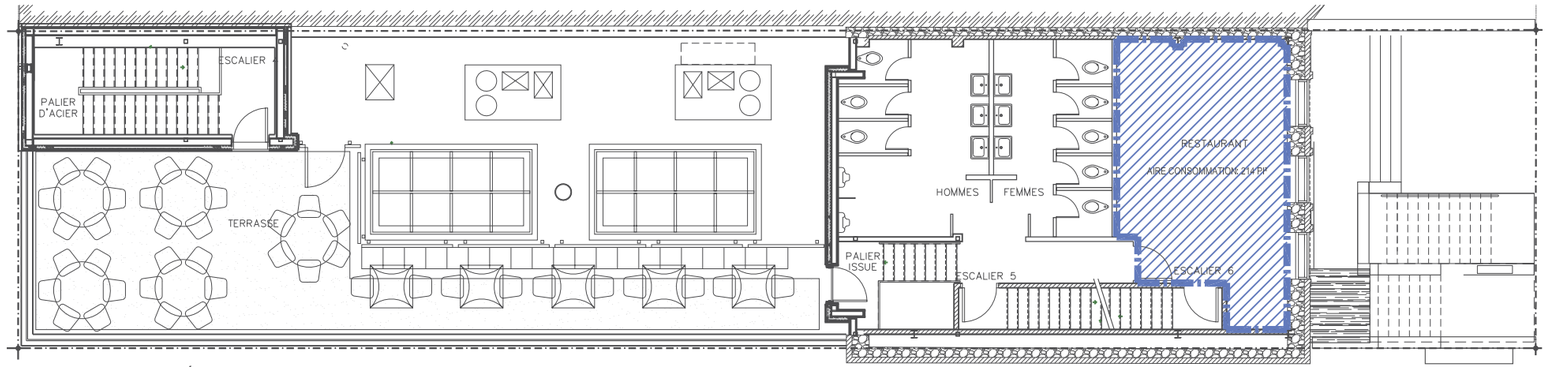
QUEUE DE CHEVAL

T. +1 438 383 9800
E. INFO@ATELIER-S.CA

400 AVENUE ATLANTIC - SUITE 703
MONTRÉAL, QUÉBEC
CANADA H2V 1A5

2019.01.30

WWW.ATELIER-S.CA



VUE EN PLAN DU 3E ÉTAGE-MEZZANINE ET DE LA TERRASSE
(Le plan de la terrasse représente un exemple possible d'aménagement)

NON-CONFORMITÉ N-C #10
NIVEAU 3 - USAGE RESTAURANT: DEMANDE DE DÉROGATION
USAGE TERRASSE: DEMANDE DE DÉROGATION

RECOMMENDATIONS DE L'ARCHITECTE

Le 3e étage, qui représente une superficie bien inférieure aux autres étages, permet l'installation de la quasi-totalité des besoins en toilettes pour le restaurant et l'aménagement d'un espace pouvant servir d'espace de consommation plus intime ou d'espace destiné à l'administration. C'est pourquoi nous recommandons qu'un usage restaurant soit accordé pour cet étage.

La terrasse située à ce même niveau sert d'accès à l'issue qui se trouve à l'arrière du bâtiment. Afin de profiter de cet espace et d'accommoder la clientèle de l'établissement, nous recommandons qu'un aménagement destiné au public soit possible en terrasse. La capacité d'accueil peut varier entre 30 et 100 personnes selon la confirguration (Canapés Cocktails ou Salle à Diner)

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

29 janvier 2019

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

N-C #10
CONDITIONS EXISTANTES ET RECOMMENDATIONS

A109

PAS POUR CONSTRUCTION. DESSINS PUBLIÉS POUR PRÉSENTATION

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.11

2019/03/12
18:30

(1)

Dossier # : 1197303002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur la démolition d'immeuble (CA-24-215) afin de permettre la conservation de bâtiments patrimoniaux dérogatoires et de soumettre les bâtiments résidentiels vacants au Comité d'étude des demandes de démolition

D'adopter le Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215) afin de permettre la conservation de bâtiments patrimoniaux dérogatoires et de soumettre les bâtiments résidentiels vacants au Comité d'étude des demandes de démolition.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-01-31 15:10

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1197303002**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur la démolition d'immeuble (CA-24-215) afin de permettre la conservation de bâtiments patrimoniaux dérogatoires et de soumettre les bâtiments résidentiels vacants au Comité d'étude des demandes de démolition

CONTENU

CONTEXTE

Il est proposé de modifier le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin d'ajouter un article permettant de conserver ou de reconstruire les volumes d'origine dans le cadre d'une démolition d'immeuble et de modifier le Règlement sur la démolition d'immeuble (CA-24-215) afin de soumettre les bâtiments résidentiels dérogatoires et tous les bâtiments vacants depuis trois ans au comité d'étude des demandes de démolition.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Situation actuelle
Le règlement d'urbanisme prévoit des dispositions normatives, telles que les hauteurs minimales en mètres et en étages, qui s'appliquent à tous les projets de constructions incluant les projets intégrant des éléments patrimoniaux.

Par ailleurs, le règlement de démolition d'immeuble prévoit que certains bâtiments sont exemptés des décisions du comité d'étude des demandes de démolition, notamment les suivants :

· les bâtiments dérogatoires commerciaux, industriels ou résidentiels situé en fond de lot;
· les bâtiments vacants depuis plus de 3 ans situés dans les unités de paysage AC, BSL, C, CH, FO, FR, FS, GPI, MR, RS, SCC, SDPC, SJSP ou VM.

Proposition
Il est proposé d'ajouter un article permettant de conserver ou reconstruire les bâtiments ou parties de bâtiment dérogeant aux paramètres de hauteur minimale exigés, dont la conservation est requise par le comité de démolition ou par le conseil d'arrondissement. De

plus, il est proposé de supprimer les exemptions relatives aux bâtiments dérogatoires résidentiels et aux bâtiments vacants depuis 3 ans.

JUSTIFICATION

Règlement d'urbanisme
Les dispositions de hauteurs minimales du règlement visent à assurer un encadrement bâti harmonieux de l'espace public et à mettre en valeur des caractéristiques du bâti patrimonial. Par ailleurs, lorsqu'une démolition est autorisée, il est très fréquent que la conservation d'un volume appréciable du bâtiment à démolir soit exigée pour des questions de protection du bâti de valeur, mais également afin d'enrichir l'encadrement de la rue.

Or, il peut arriver que l'exigence de conservation de ce bâtiment soit dérogatoire à la hauteur minimale et qu'une dérogation mineure doive être accordée afin d'autoriser ce qui, à l'origine, est une condition d'autorisation de la démolition. Ainsi, la modification proposée permettrait de corriger cette contradiction et faciliterait les efforts déployés en vue d'intégrer des éléments architecturaux d'intérêt qui ont souvent une valeur historique à même les projets immobiliers.

Règlement sur la démolition d'immeubles
D'autre part, le règlement sur la démolition d'immeubles a pour objectif, en plus de protéger les bâtiments de valeur architecturale ou patrimoniale, de préserver le parc de logement existant. Dans cette perspective, il est pertinent de soumettre les bâtiments dérogatoires résidentiels au comité de démolition, notamment les bâtiments ne respectant pas la hauteur minimale en étages.

En ce qui concerne, les unités de paysages où les bâtiments vacants depuis trois ans étaient exemptés d'une décision du comité, cette modification constitue une mise à jour en regard des modifications apportées à la réglementation en 2013. En effet, auparavant, le règlement d'urbanisme prévoyait deux types de secteurs significatifs : les secteurs soumis à des normes, qui correspondent aux unités de paysages exemptées, et les secteurs soumis à des critères. Toutefois, puisque l'ensemble de l'arrondissement est désormais soumis à des critères, cette mesure d'exception n'a plus lieu d'être.

En conséquence, la Direction de l'aménagement et des services aux entreprises est d'avis que cette modification réglementaire devrait recevoir une suite favorable.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s.o.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s.o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s.o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement - 1e lecture du projet de règlement

- Assemblée publique de consultation
- Conseil d'arrondissement - 2e lecture du projet de règlement
- Conseil d'arrondissement - Adoption du règlement

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Comité consultatif d'urbanisme / Avis favorable

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Olivier LÉGARÉ
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-8524
Télécop. : 514 123-4567

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-24

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. : 514 123-4567

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 12 février 2019	Avis de motion: CA19 240058

Adopter un Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur la démolition d'immeuble (CA-24-215) afin de permettre la conservation de bâtiments patrimoniaux dérogatoires et de soumettre les bâtiments résidentiels vacants au Comité d'étude des demandes de démolition - Avis de motion et dépôt

Une copie du projet de règlement ayant été remise aux membres du conseil, la mairesse Valérie Plante donne avis de motion de l'adoption du Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215) afin de permettre la conservation de bâtiments patrimoniaux dérogatoires et de soumettre les bâtiments résidentiels vacants au Comité d'étude des demandes de démolition, et lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

40.19
CA-24-282.117
1197303002

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 14 février 2019

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 12 février 2019	Résolution: CA19 240060

Adopter un Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur la démolition d'immeuble (CA-24-215) afin de permettre la conservation de bâtiments patrimoniaux dérogatoires et de soumettre les bâtiments résidentiels vacants au Comité d'étude des demandes de démolition - 1er projet de règlement

Attendu que, à cette même séance, un avis de motion de l'adoption du règlement ci-dessous a été donné et qu'une copie à été déposée;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel :

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Robert Beaudry

D'adopter un premier projet de Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215) afin de permettre la conservation de bâtiments patrimoniaux dérogatoires et de soumettre les bâtiments résidentiels vacants au Comité d'étude des demandes de démolition.

Adoptée à l'unanimité.

40.19.1
CA-24-282.117
1197303002

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 14 février 2019

Ville-Marie
Montréal

CA-24-282.XXX	**Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215) afin de permettre la conservation de bâtiments patrimoniaux dérogatoires et de soumettre les bâtiments résidentiels vacants au Comité d'étude des demandes de démolition**

Vu les articles 113, 148.0.2 et 148.0.4 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

Vu l'article 131 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4) et les articles 155 et 169 de l'annexe C de cette Charte.

À sa séance du XX XXXX 2019, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) est modifié par l'insertion, après l'article 15, de l'article suivant :

« **15.1.** Malgré les articles 9, 10, 11 et 24 à 28, lorsque le conseil d'arrondissement ou le comité visé par le Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215) requiert la conservation d'une façade ou d'une partie de façade d'intérêt architectural ou patrimonial comme condition à la démolition d'un bâtiment, la hauteur minimale en mètres et en étages et les règles d'insertion de hauteur ne s'appliquent pas au volume associé à la reconstruction ou au maintien du volume bâti d'origine de cette façade ou partie de façade.

La présente disposition ne s'applique pas à la hauteur minimale en étages d'un secteur situé à l'est de la rue Amherst. ».

2. L'article 7 du Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215) est modifié par :

1° le remplacement, au paragraphe 1°, des mots « , industriel ou résidentiel, » par les mots « ou industriel »;

2° la suppression du paragraphe 5°.

3. L'article 26 de ce règlement est modifié par la suppression de « 5, ».

Un avis relatif à ce règlement (dossier 1197303002*) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir le _____ 2019, date d'entrée en vigueur des articles 2 et 3; L'article 1 de ce règlement est entré en vigueur le _____ 2018, date de la délivrance d'un certificat de conformité et un avis a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir le _____ 2019.*

GDD : 1197303002

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
17 janvier 2019
s.o.
4.3.2

Objet :	**MODIFICATION RÉGLEMENTAIRE**
Endroit :	Arrondissement de Ville-Marie
Responsable :	Olivier Légaré, Bruno Collin et Louis Routhier
Description :	Il est proposé de modifier le *Règlement d'urbanisme 01-282* afin d'ajouter un article permettant de déroger aux dispositions de hauteurs pour les portions de bâtiments à conserver dans le cadre d'une démolition d'immeuble. Le *Règlement d'urbanisme 01-282* prévoit des hauteurs minimales et maximales en mètres et en étages qui s'appliquent à tous les projets de constructions incluant les projets intégrant des éléments patrimoniaux. À titre d'exemple, le projet situé au 2025, rue Peel autorisé par le comité de démolition comprenait une façade à conserver dérogeant à la hauteur minimale. Il est proposé d'ajouter un article permettant une exception relative aux paramètres de hauteurs et aux règles d'insertion pour un volume en façade dont la conservation est requise par le comité de démolition ou par le conseil d'arrondissement. Lorsqu'une démolition est autorisée, il est très fréquent que la conservation ou la reproduction d'un volume significatif du bâtiment à démolir soit exigée pour des questions de valeur patrimoniale, mais également afin d'enrichir l'encadrement de la rue. Il peut arriver que l'exigence de conservation de ce bâtiment soit dérogatoire à la hauteur et qu'une dérogation mineure soit requise afin d'autoriser ce qui, à l'origine, est une condition à l'autorisation de la démolition.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les hauteurs minimales visent à assurer un encadrement bâti continu et harmonieux de l'espace public, notamment pour le confort des piétons ou afin d'assurer une harmonisation avec le tissu urbain existant.
Considérant que :	Les hauteurs en étages jouent un rôle déterminant dans le maintien et la mise en valeur des caractéristiques du bâti patrimonial d'échelle modeste, soit les bâtiments de 3 étages ou moins. L'idée maîtresse consiste à s'assurer d'une continuité de la hauteur des étages dans les ensembles bâtis homogènes.

Considérant que : La modification proposée permettrait de corriger une contradiction et faciliterait les efforts déployés en vue d'intégrer des éléments architecturaux d'intérêt, qui ont souvent une valeur historique, à même les projets immobiliers.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.12

2019/03/12
18:30

(1)

Dossier # : 1197195005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter les ordonnances nécessaires à la tenue d'événements sur le domaine public (Saison 2019, 2e partie, B)

Il est recommandé:
d'édicter les ordonnances nécessaires à la tenue d'événements sur le domaine public (Saison 2019, 2e partie, B), soit:

- D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance jointe à la présente permettant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

- D'édicter, en vertu du Règlement d'urbanisme (R.R.V.M., 01-282, article 560) l'ordonnance jointe à la présente permettant d'installer et de maintenir des bannières promotionnelles, des structures scéniques, des colonnes d'affichage et des panneaux de stationnement identifiées à l'événement, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

- D'édicter, en vertu du Règlement sur la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., c. P-1, articles 3 et 8), l'ordonnance jointe à la présente permettant la vente d'objets promotionnels, d'aliments, de boissons alcooliques et non alcooliques ainsi que la consommation de boissons alcooliques, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

- D'édicter, en vertu du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (R.R.V.M., c. CA-24-085, article 29), l'ordonnance jointe à la présente permettant de coller, clouer ou brocher quoi que ce soit sur le mobilier urbain selon les sites, dates et horaires des événements identifiés.
- D'édicter, en vertu du Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M., c. P-12-2, article 7), l'ordonnance jointe à la présente permettant de dessiner des graffitis, dessins, peintures et gravures sur les arbres, ou les murs, clôtures, poteaux, trottoirs, chaussées ou autres constructions semblables selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-02-27 14:44

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1197195005**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter les ordonnances nécessaires à la tenue d'événements sur le domaine public (Saison 2019, 2e partie, B)

CONTENU

CONTEXTE

Dans le but de permettre certaines activités dans le cadre de la réalisation d'événements, nous présentons un 2e dossier de demandes de dérogation comportant des événements ayant lieu sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie pour l'année 2019.
Pour les dérogations, voici les règlements concernés :

- Règlement sur le bruit, R.R.V.M., chapitre B-3, article 20;
- Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public, R.R.V.M., chapitre P-1, articles 3 et 8;
- Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085);
- Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), article 560.
- Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public (R.R.V.M., P-12.2, article 7), l'ordonnance P-12.2, o. 90 permettant la peinture sur la chaussé.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA19 240051- 12 février 2019 pour les mêmes demandes
CA18 240622 - du 21 novembre 2018 pour les mêmes demandes
CA18 240496 - du 11 septembre 2018 pour les mêmes demandes
CA18 240420 - du 04 juillet 2018 pour les mêmes demandes
CA18 240356 - du 12 juin 2018 pour les mêmes demandes
CA18 240204 - du 10 avril 2018 pour les mêmes demandes
CA17 240690 - du 12 décembre 2017 pour les mêmes demandes
CA17 240607 - du 22 novembre 2017 pour les mêmes demandes
CA17 240506 - du 12 septembre 2017 pour les mêmes demandes
CA17 240353 - du 14 juin 2017 pour les mêmes demandes
CA17 240273 - du 9 mai 2017 pour les mêmes demandes
CA17 240182 - du 11 avril 2017 pour les mêmes demandes

DESCRIPTION

Les événements réalisés sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie sont de différentes catégories, ils peuvent être, entre autres, de nature socioculturelle, sportive, historique ou de développement social.

Événements	Organismes	Dates	Lieux
21 Balançoires et ADN	Partenariat du Quartier des Spectacles	1er avril au 31 mai 2019	Promenade des artistes
Synergie	Partenariat du Quartier des Spectacles	1er avril au 3 juin 2019	Façade du Métro Saint-Laurent
Projection pour le 50ème anniversaire de l'UQAM	Partenariat du Quartier des Spectacles	9 avril au 19 mai et 29 août au 13 octobre 2019	Façade du Pavillon Président-Kennedy
Journée Mondiale de la Jeunesse	Service Mission Jeunesse	13 avril 2019	Parcours #1: Départ sur Rachel entre Clark et St-Urbain sur rue, Saint-Urbain vers le sud jusqu'à de Maisonneuve (une voie et trottoir côté ouest), de Maisonneuve vers l'ouest trottoir côté sud, Union vers le sud jusqu'à René-Lévesque, René-Lévesque vers l'est (trottoir sud) jusqu'à l'entrée du stationnement de la Basilique St-Patrick au 454 rue René-Levesque; (De 15h à 16h) Halte prière à la Basilique St-Patrick; (de 16h à 16h20) Parcours #2 : À partir de la sortie du stationnement de la Basilique St-Patrick sur Côte du Beaver Hall jusqu'à René-Lévesque (trottoir), René-Lévesque, de St-Alexandre à Mansfield (trottoir nord), puis vers le parvis de la Cathédrale Marie-Reine-du-Monde. (De 16h20 à 16h50)
Marche du pardon Nord-Sud	Souffle et vie sans frontière	19 avril 2019	Parcours - plusieurs arrondissements : Départ Gouin et Henri-Bourassa Prendront St-Charles, Fleury, de la Roche, Sauriol, St-Hubert, Louvain, Berri, Henri-Julien, Villeray, Marquette, Bélanger, Henri-

			Julien, Marmier, St-Denis, du Carmel, Drolet, Laurier, Berri, Rachel et Esplanade. Fin au Parc Jeanne-Mance
Marche du pardon des Portugais	Communauté des catholiques Portugais	19 avril 2019	Parcours - plusieurs arrondissements : Départ St-Dominique, St-Joseph, Henri-Julien, Laos, St-Denis, Des Carrières, Drolet, De Castelneau, De Gaspé, Jarry, Beauharnois, Sauvé, Acadie, Salaberry, Labelle
Marche pour l'autisme	Autisme Montréal	27 avril 2019	Place du Canada ; De La Gauchetière, Mansfield, René-Lévesque et Peel
Animation de la rue Sainte-Catherine	Partenariat du Quartier des Spectacles	29 avril au 2 juin et 2 août au 18 septembre 2019	Sainte-Catherine entre de Bleury et Saint-Laurent
Jardins Gamelin	Partenariat du Quartier des Spectacles	10 mai au 25 septembre 2019	Place Émilie-Gamelin

Les événements sont d'envergure métropolitaine, nationale et internationale ou se réalisent sur le mont Royal.

Les projets d'événements ont été soumis ou seront soumis pour avis aux différents services, directions et intervenants pour approbation des mesures de sécurité et des plans d'installations. Ils seront balisés en conformité avec la réglementation municipale et les encadrements administratifs d'usage. De plus, une « Autorisation de présentation d'un événement sur le domaine public » sera remise à chacun des promoteurs lorsque l'avenant d'assurance responsabilité civile est remis à la Ville.

JUSTIFICATION

Les événements contribuent à l'épanouissement de la population en permettant aux citoyens de se rencontrer et d'établir des contacts humains dans un cadre convivial. Ils permettent aux touristes de découvrir une ville dynamique et chaleureuse par l'accueil de ses citoyens; dans d'autres cas, ils permettent une visibilité nationale et internationale de la Ville. Afin de les réaliser, plusieurs autorisations sont nécessaires, par exemple : le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur permettra la présentation de divers spectacles et ainsi permettra aux citoyens de se familiariser avec les autres cultures ; la vente d'aliments et de marchandises, permet aux organismes d'autofinancer les événements.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts reliés aux services requis par la Ville pour le soutien à la réalisation d'événements sont assumés à même les budgets de fonctionnement des services et directions concernés.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La présentation d'événements sur le domaine public s'inscrit dans une perspective d'amélioration de la qualité de vie des citoyens montréalais.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Chacun des événements faisant l'objet de la présente programmation relève d'un-e agent-e de projets qui consulte et coordonne l'événement auprès des divers services municipaux impliqués (ex. : Services d'urgences, Direction des travaux publics, etc.) afin d'en minimiser les impacts auprès de la population.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La résolution et les ordonnances seront publiées dans les journaux et seront transmises au Service de police de la Ville de Montréal par la Direction des services administratifs et du greffe.
Selon le cas, les promoteurs annonceront leur événement dans les quotidiens, journaux de quartier ou autres. De plus, lors de fermeture de rues, les promoteurs installeront, 10 jours avant la réalisation de l'événement, des affiches indiquant les heures de fermeture de la rue et informeront les citoyens des rues concernées.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Réalisation des événements

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Les organismes doivent se conformer aux lois, aux règlements, aux permis et aux exigences administratives en vigueur.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Stéphanie TURCOTTE, Ville-Marie
Maryse BOUCHARD, Ville-Marie
Alain DUFRESNE, Ville-Marie
Josée POIRIER, Ville-Marie

Lecture :

Stéphanie TURCOTTE, 26 février 2019
Josée POIRIER, 26 février 2019

Alain DUFRESNE, 26 février 2019
Maryse BOUCHARD, 25 février 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

David LACOSTE
agent(e) de développement culturel

Tél : 514 872-4058
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-25

Kevin DONNELLY
Chef de division

Tél : 514-872-5189
Télécop. : 514 872-1153

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Thomas RAMOISY
Directeur Cinéma - Festivals - Événements
Tél : 514-872-2884
Approuvé le : 2019-02-26

Vu l'article 560 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Ville-Marie (01-282);
À sa séance du 12 mars, le conseil d'arrondissement décrète :

1. À l'occasion des événements, il est permis d'installer et de maintenir des bannières promotionnelles sur des structures d'échafaudage, colonnes Morris, monolithes et tentes, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés à l'annexe 1 (Voir en pièce jointe). Ces bannières doivent être fixées solidement dans des ancrages prévus à cette fin. Elles doivent être faites d'un matériaux résistant au feu ou ignifugé.

2. Ces bannières peuvent être installées sur les sites et selon les horaires des événements identifiés à l'annexe 1 (Voir en pièce jointe).

3. Les organisateurs de cet événement sont responsables des dommages ou réclamations pouvant résulter de l'installation, du maintien et de l'enlèvement de ces bannières.

Vu l’article 20 du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., chapitre B-3);
À sa séance du 12 mars 2019, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur est exceptionnellement permis sur les sites, dates et horaires des événements identifiés à l'annexe 1 (voir en pièce jointe).
3. L'utilisation des mégaphones est cependant prohibée, sauf à des fins de sécurité.
5. Le niveau de pression acoustique maximal autorisé est un Leq 1 minute de 80 dBA et 100dBC mesuré à 35 m des appareils sonores installés sur ce site.

Vu l'article 29 du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085);
À sa séance du 12 mars 2019, le conseil d'arrondissement décrète :

1. L'installation de fanions est exceptionnellement permise sur les lampadaires aux sites, dates et horaires des événements identifiés à l'annexe 1 (Voir en pièce jointe);

2. Ces fanions doivent être fixées solidement et doivent être faits d'un matériau résistant au feu ou ignifugé;

3. À l'expiration de la période visée à l'article 1, les fanions doivent être enlevés;

4. Les organisateurs de cet événement sont responsables des dommages ou réclamations pouvant résulter du maintien et de l'enlèvement de ces fanions.

Vu l'article 7 du Règlement concernant la propreté et la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M. c. P-12.2);
À sa séance du 12 mars 2019, le conseil d'arrondissement décrète :

1. De la peinture sur chaussée est exceptionnellement permise sur les sites, dates et horaires des événements identifiés à l'annexe 1 (Voir en pièce jointe).

2. Durant l'exécution des travaux de peinture **:**

1° une allée de circulation d'au moins 60 cm sur le trottoir doit être maintenue à la disposition des piétons;

2° la peinture ne doit pas empiéter sur un signal de circulation comme une ligne, une marque ou un signe au sol.

3. Cette autorisation est valable selon les dates mentionnées à l'annexe 1 (Voir en pièce jointe).

4. À l'expiration de la période visée à l'article 3, la peinture doit être enlevée.

5. Les organisateurs de cet événement sont responsables de l'application de la présente ordonnance

Vu les articles 3 et 8 du Règlement concernant la paix et l’ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1).
À sa séance du 12 mars 2019, le conseil d'arrondissement décrète que :

1. Il est permis de vendre des objets promotionnels, des aliments, des boissons alcoolisées et non alcoolisées ainsi que la consommation de boissons alcoolisées selon les sites, dates et horaires des événements identifiés à l'annexe 1 (Voir en pièce jointe).

2. L'article 1 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec la Loi sur les produits alimentaires (L.R.Q., c. P-29) ou tout règlement adopté en vertu de celle-ci.

3. La nourriture, les boissons non alcoolisées doivent être servies et consommées dans des contenants en plastique, seulement sur les sites auxquels réfère l'annexe 1 (Voir en pièce jointe).

SERVICE DE LA CULTURE
Bureau des festivals et des événements culturels

Programmation des événements publics, 2e partie, B
Sommaire 1197195005 pour le conseil d'arrondissement de Ville-Marie du 12 mars 2019

Ordonnances														
Événements	Organismes	Dates	Lieux	P-1 art. 8 (vente)			P-1 art. 3	B-3 art. 20	01-282 art. 560	CA-24-175	CA-24-085 art. 45	P12.2 art. 7	P-12-2, art. 21
				Marchandises	Aliments et boissons non alcooliques	Boissons alcooliques	Consommation d'alcool	Bruit	Affichage domaine privé	Affichage domaine public	Échantillons	Peinture sur chaussée	Affichage sur lampadaire
21 Balançoires et ADN	Partenariat du Quartier des Spectacles	1er avril au 31 mai	Promenade des artistes					1er avril au 31 mai 2019: dimanche au mercredi de 10h à 23h et du jeudi au samedi de 10h à minuit		1er avril au 31 mai 2019			
Synergie	Partenariat du Quartier des Spectacles	1er avril au 3 juin	Façade du Métro Saint-Laurent							1er avril au 3 juin			
Projection pour le 50ème anniversaire de l'UQAM	Partenariat du Quartier des Spectacles	9 avril au 19 mai et 29 août au 13 octobre 2019	Façade du Pavillon Président-Kennedy							9 avril au 19 mai et 29 août au 13 octobre 2019			
Journée Mondiale de la Jeunesse	Service Mission Jeunesse	13-Apr-19	Parcours #1: Départ sur Rachel entre Clark et St-Urbain sur rue, Saint-Urbain vers le sud jusqu'à de Maisonneuve (une voie et trottoir côté ouest), de Maisonneuve vers l'ouest trottoir côté sud, Union vers le sud jusqu'à René-Lévesque, René-Lévesque vers l'est (trottoir sud) jusqu'à l'entrée du stationnement de la Basilique St-Patrick au 454 rue René-Levesque; (De 15h à 16h) Halte prière à la Basilique St-Patrick; (de 16h à 16h20) Parcours #2 : À partir de la sortie du stationnement de la Basilique St-Patrick sur Côte du Beaver Hall jusqu'à René-Lévesque (trottoir), René-Lévesque, de St-Alexandre à Mansfield (trottoir nord), puis vers le parvis de la Cathédrale Marie-Reine-du-Monde. (De 16h20 à 16h50)					15h à 17h					

Programmation des événements publics, 2e partie, B
Sommaire 1197195005 pour le conseil d'arrondissement de Ville-Marie du 12 mars 2019

Ordonnances													
Événements	Organismes	Dates	Lieux	P-1 art. 8 (vente)			P-1 art. 3	B-3 art. 20	01-282 art. 560	CA-24-175	CA-24-085 art. 45	P12.2 art. 7	P-12-2, art. 21
				Marchandises	Aliments et boissons non alcooliques	Boissons alcooliques	Consommation d'alcool	Bruit	Affichage domaine privé	Affichage domaine public	Échantillons	Peinture sur chaussée	Affichage sur lampadaire
Marche du pardon Nord-Sud	Souffle et vie sans frontière	19-Apr	Parcours - plusieurs arrondissements : Départ Gouin et Henri-Bourassa Prendront St-Charles, Fleury, de la Roche, Sauriol, St-Hubert, Louvain, Berri, Henri-Julien, Villeray, Marquette, Bélanger, Henri-Julien, Marmier, St-Denis, du Carmel, Drolet, Laurier, Berri, Rachel et Esplanade. Fin au Parc Jeanne-Mance					7 h et 15 h					
Marche du pardon des Portugais	Communauté des catholiques Portugais	19-Apr	Parcours - plusieurs arrondissements : Départ St-Dominique, St-Joseph, Henri-Julien, Laos, St-Denis, Des Carrières, Drolet, De Castelneau, De Gaspé, Jarry, Beauharnois, Sauvé, Acadie, Salaberry, Labelle					7 h à 13 h					
Marche pour l'autisme	Autisme Montréal	27-Apr	Place du Canada ; De La Gauchetière, Mansfield, René-Lévesque et Peel					12 h à 14 h 30					

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.13

2019/03/12
18:30

(1)

Dossier # : 1195914004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division circulation et occupation du domaine public
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Ajouter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), 46 espaces de stationnement tarifés dans le secteur Peter-McGill.

D'ajouter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), 46 espaces de stationnement tarifés dans le secteur Peter-McGill.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-02-27 14:47

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1195914004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division circulation et occupation du domaine public
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Ajouter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), 46 espaces de stationnement tarifés dans le secteur Peter-McGill.

CONTENU

CONTEXTE

Nous proposons d'implanter 46 espaces de stationnement tarifés sur diverses rues du secteur Peter-McGill.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

· Ajout de 14 espaces de stationnement tarifés sur la rue Torrance côté sud, entre la rue Lucien L'Allier et la rue de la Montagne;

· Ajout de 19 espaces de stationnement tarifés sur la rue Lucien L'Allier côté est, entre la rue Saint-Antoine et la rue St-jacques;
· Ajout de 14 espaces de stationnement tarifés sur la rue Saint-Mathieu côté est, entre la rue Sainte-Catherine et le boulevard René-Lévesque;
· Ajout de 9 espaces de stationnement tarifés sur la rue Lambert-Closse côté ouest, entre la rue Sherbrooke et la rue Lincoln.

JUSTIFICATION

Le taux d'occupation approchant les 100 % des espaces gratuits présentement disponibles démontrent qu'ils sont principalement utilisés par des travailleurs, des étudiants et des usagers du transport en commun, et ce durant plusieurs heures consécutives.
Ces ajouts sont situés à proximité de générateurs d'affluence comme la rue Sainte-Catherine et divers commerces en périphérie Cette mesure vise donc à augmenter l'offre de stationnement de courte durée et tarifée du secteur et, par le fait même, de créer une meilleure rotation des véhicules stationnés sur rue.

De plus, certains de ces emplacements sont à proximité du Centre Bell qui est un des plus gros générateurs d'affluence de Montréal. Il est très surprenant d'avoir des espaces gratuits et en temps illimité sur rue à proximité de celui-ci.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ajout de revenus reliés à la mise en place de 46 espaces de stationnement tarifés. L'installation et l'entretien de la signalisation sont des activités centralisées dont les coûts sont entièrement assumés par l'arrondissement. L'arrondissement dispose d'un budget spécifique versé annuellement à la Division de l'entretien de l'éclairage, de la signalisation et du marquage sur la chaussée située dans l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Améliorer l'offre de stationnement tarifé et de courte durée à proximité des commerces.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme à notre règlement sur la circulation et le stationnement R.R.V.M. c. C-4.1.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Luc GAGNON, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Samer EL-AHMADIE, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

Luc GAGNON, 25 février 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dino SACCO
Agent technique en circulation et stationnement

Tél : 514-872-3415

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-22

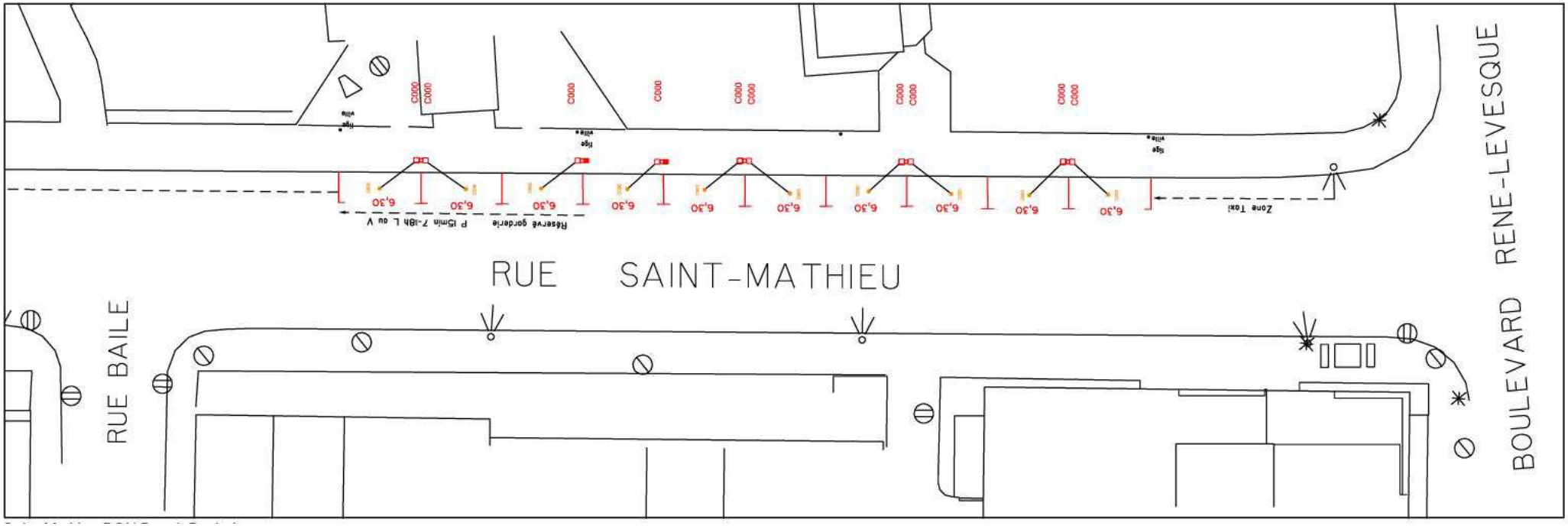
Driss EZZAHER
Chef de division

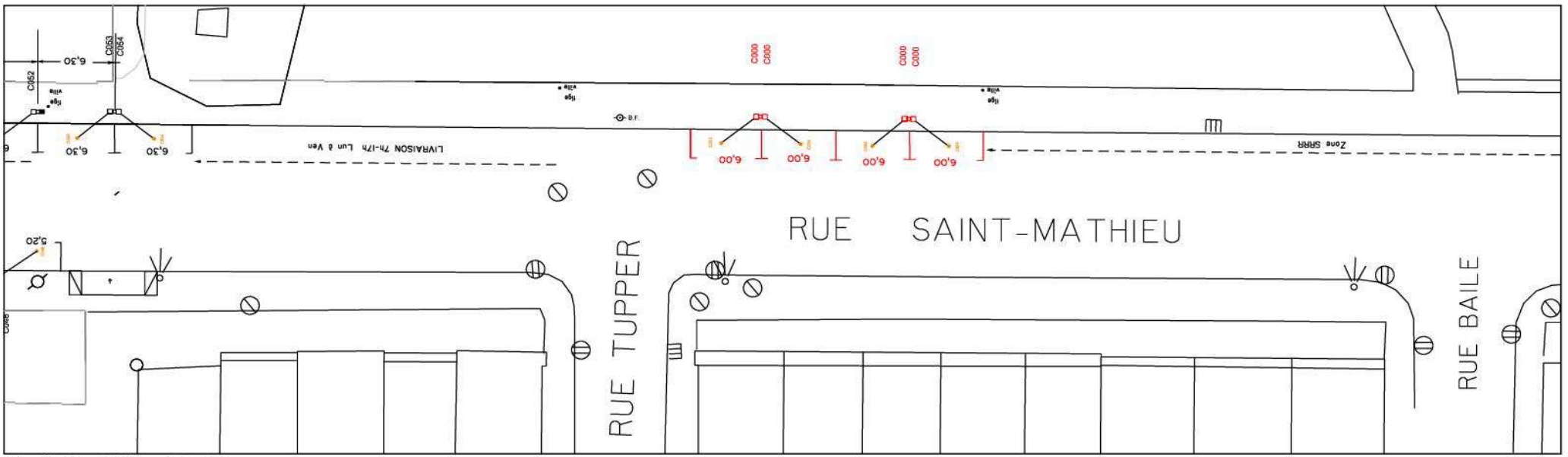
Tél : 514 868-4529

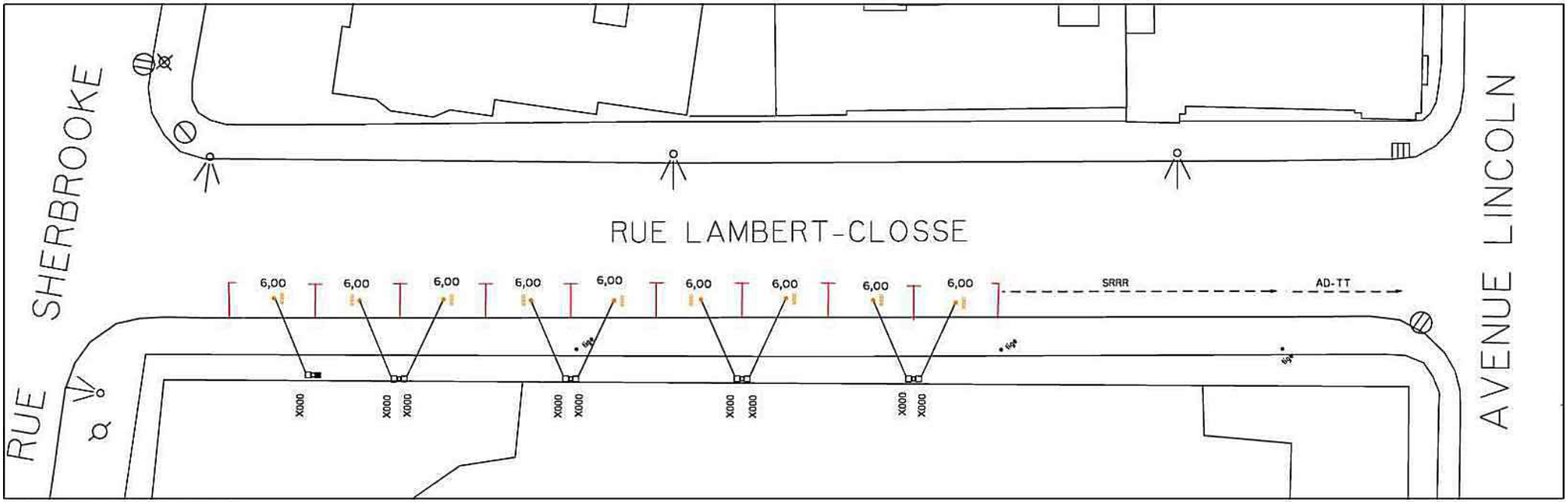
Télécop. : 514-872-2802 **Télécop. :** 514 872-2802

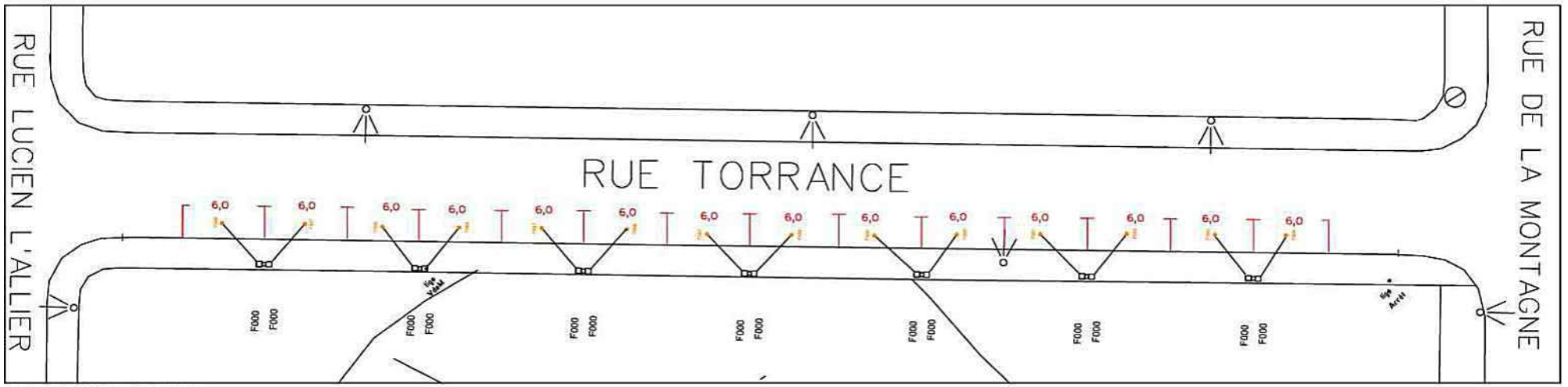
APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

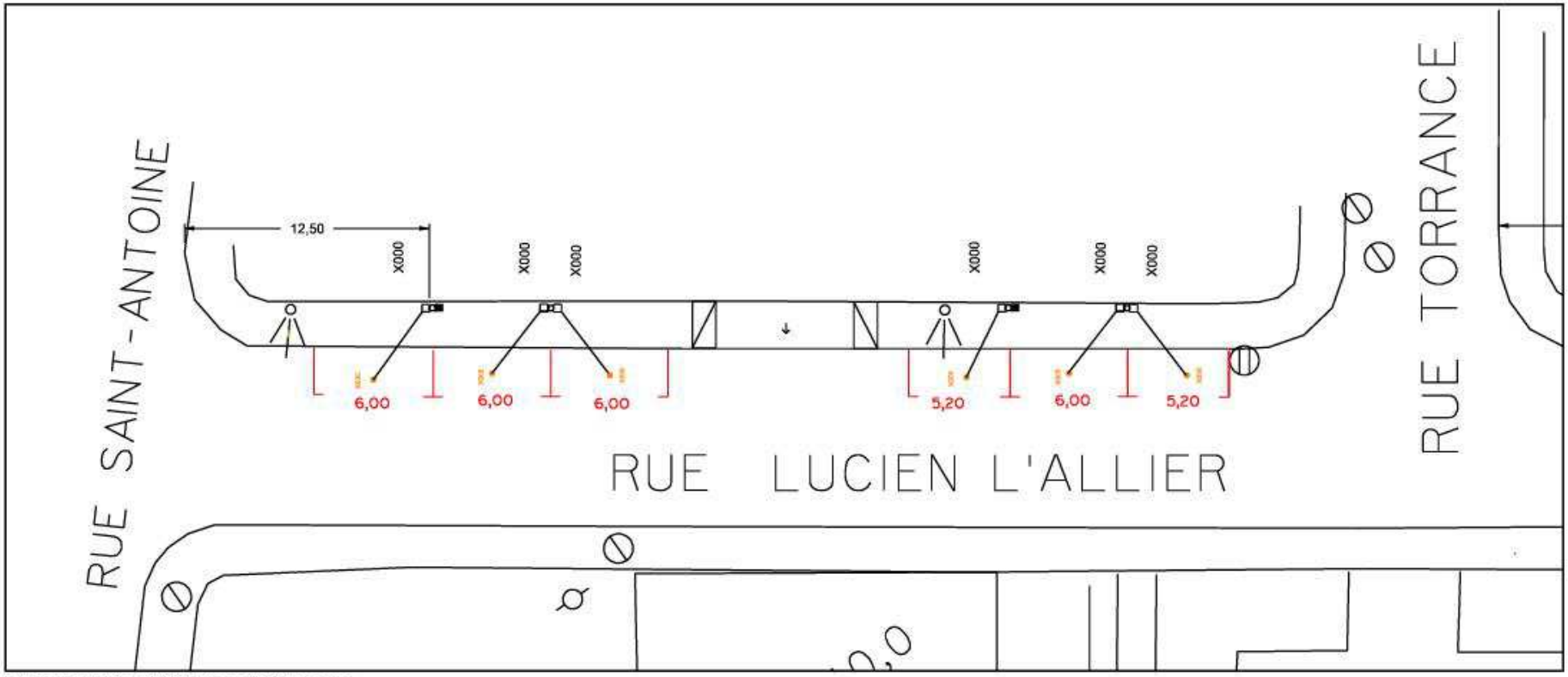
Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2019-02-25

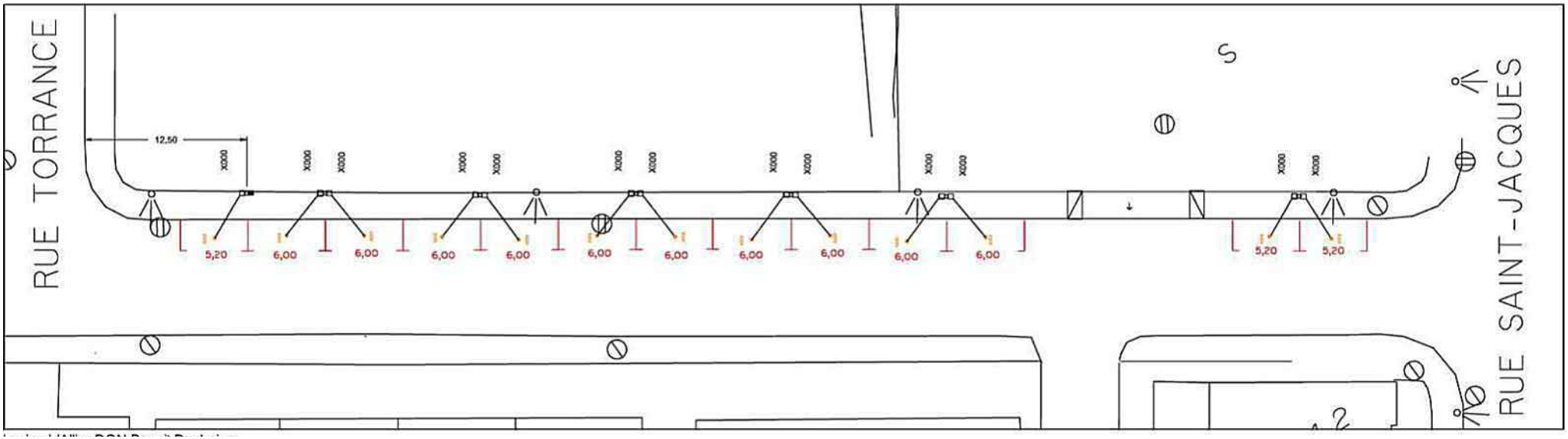

RUE SAINT-MATHIEU
RUE BAILE
BOULEVARD RENE-LEVESQUE
6,30
Zone Taxi


RUE SAINT-MATHIEU
RUE TUPPER
RUE BAILE
6,30
6,30
6,30
6,00
6,00
6,00
6,00
5,20
B.F.
LIVRAISON 7h-17h Lun à Ven
Zone SRRR


RUE SHERBROOKE
RUE LAMBERT-CLOSSE
AVENUE LINCOLN
6,00
SRRR
AD-TT


RUE DE LA MONTAGNE
RUE TORRANCE
RUE LUCIEN L'ALLIER
6,0
F000


RUE SAINT-ANTOINE
RUE TORRANCE
RUE LUCIEN L'ALLIER
12,50
X000
6,00
6,00
6,00
5,20
6,00
5,20


RUE TORRANCE
RUE SAINT-JACQUES
12,50
X000
5,20
6,00
5,20

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.14

2019/03/12
18:30

(1)

Dossier # : 1187400015

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, pour l'immeuble situé au 1800, avenue Papineau (école Garneau), des dérogations relatives à l'abattage d'arbres, à l'implantation de dépendances et d'un conteneur à déchet en cour avant, à l'implantation de clôture dans une aire de stationnement et à la présence d'équipements mécaniques en façade, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008).

D'accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), des dérogations permettant l'abattage de huit arbres, l'implantation de deux dépendances et d'un conteneur à déchet en cour avant, l'absence de clôture à l'intérieur de l'aire de stationnement et la présence de deux tuyaux de refoulement en façade sur la rue La Fontaine, pour l'école Garneau, située au 1800, avenue Papineau

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-02-27 14:45

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1187400015**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, pour l'immeuble situé au 1800, avenue Papineau (école Garneau), des dérogations relatives à l'abattage d'arbres, à l'implantation de dépendances et d'un conteneur à déchet en cour avant, à l'implantation de clôture dans une aire de stationnement et à la présence d'équipements mécaniques en façade, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008).

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de dérogation mineure a été déposée dans le cadre de la seconde phase du projet de réfection des espaces extérieurs de l'école Garneau. Elle vise à autoriser l'abattage d'arbres, l'implantation de dépendances et de bac à déchets en cour avant, l'absence de clôture autour de l'aire de stationnement et la présence d'équipements mécaniques en façade.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DB2187176042 – 26 mai 2018: permis pour le réaménagement de la cour d'école (façade Papineau)
CA08 240346 – 6 mai 2008 : Résolution autorisant une dérogation mineure pour l'installation dans les cours arrière et latérale de clôtures d'une hauteur de 4,27 m au lieu du maximum de 2 m prescrit, à la condition que les matériaux utilisés soient faciles à entretenir.

DESCRIPTION

Le site
L'école Garneau est située en tête d'îlot et ainsi, bordée par trois rues : l'avenue Papineau, la rue Lafontaine et la rue de Champlain. L'école, située dans le bâtiment principal construit en 1916, a son adresse sur l'avenue Papineau. Trois annexes sont construites au cours des années 1950 dont l'une le long de la rue La Fontaine et les deux autres à l'arrière et sur le côté nord du bâtiment principal. L'une de ces annexes accueille un CPE, avec l'entrée sur la rue de Champlain.

Le site comprend trois espaces extérieurs : la cour de l'école, côté Papineau; la cour du CPE, côté de Champlain; et le stationnement des professeurs, avec une entrée par la rue de Champlain près de la rue La Fontaine. Enfin, une bordure végétale encadrée par une clôture s'étend sur une partie de la façade sur la rue La Fontaine.

Le projet

La CSDM projette de réaménager les espaces extérieurs de l'école Garneau. Une première phase concernant la cour d'école (façade Papineau) a été autorisée en mai 2018. Elle comprenait la décontamination du sol, l'aménagement de terrains de sport en surface synthétique et des aménagements paysagers avec conservation des arbres matures.

La seconde phase vise l'aire de stationnement ainsi que la cour du CPE et l'interface avec la rue La Fontaine. Les travaux prévus sont la décontamination des sols, la mise aux normes du stationnement, le réaménagement de la cour du CPE, la reconstruction des escaliers délabrés et la réfection du système de drainage.

Le nombre de cases de stationnement passe ainsi de 17 à 12, et les cases seront aménagées seulement d'un côté de la cour. Cinq arbres matures seront conservés. Huit arbres seront abattus - trois au fond de la cour du CPE et cinq dans le stationnement – pour effectuer la décontamination du sol. Dix arbres et arbrisseaux (érables, féviers d'Amérique et amélanchiers) seront plantés. Enfin deux tuyaux de refoulement en fonte sont prévus sur la façade des bâtiments rue La Fontaine.

Les deux phases seront réalisées en 2019.

Le cadre réglementaire
La seconde phase du projet de réaménagement des espaces extérieurs comporte des dérogations aux éléments suivants :

· Selon l'article 420, la décontamination des sols n'est pas mentionnée comme situation pouvant justifier l'abattage d'un arbre.
· Selon les articles 381.2 et 381.4, une dépendance ou un bac à déchet ne peuvent être situés dans une cour avant, or le projet prévoit deux cabanons dans la cour du CPE et un bac à déchet dans le stationnement.
· Selon l'article 634, une aire de stationnement doit être séparée d'un dégagement par une clôture ornementale, or le dégagement entre les cases et le bâtiment au sud ne comprend pas de clôture.
· Selon l'article 369.1, les équipements mécaniques ne peuvent pas être situés sur une façade principale, or deux tuyaux de refoulement d'une longueur de 3 mètres sont prévus sur les façades de la rue La Fontaine.

JUSTIFICATION

· La décontamination étant une obligation lors de la réfection des espaces extérieurs de l'école, et étant donnés les efforts de conservation et de plantation (les arbres matures seront conservés et dix arbres seront plantés), l'abattage de huit arbres de moindre importance apparaît raisonnable.

· La localisation du terrain de l'école en tête d'îlot et l'implantation des corps de bâtiment font que l'école dispose de trois cours avant au sens du règlement d'urbanisme et aucune cour arrière.

· L'un des deux cabanons se situe en fond de cour tandis que celui situé plus près de la voie publique sera derrière un arbre mature et des arbustes ainsi qu'une clôture ornementale en acier haute de 1,60m. Le bac à déchet sera situé à l'arrière du second cabanon, du côté de l'aire de stationnement, et sera également dissimulé derrière les végétaux et la clôture.

· Les cases de stationnement sont situées dans une cour séparée des autres activités extérieures. Le dégagement situé au sud des cases, le long du bâtiment, sert d'allée piétonne pour les automobilistes et ne devrait donc pas être séparée par une clôture.

· Les tuyaux de refoulement sont une exigence de la Ville (règlement 11-010). Or la localisation des pompes en sous-sol implique la présence de ces tuyaux sur la façade rue La Fontaine.

· L'interface du bâtiment principal et de l'annexe sur la rue Lafontaine sera améliorée par la suppression des bacs de rangement accotés au bâtiment et de la clôture entre la cour et le trottoir.

· Les aménagements destinés aux enfants doivent demeurer en surfaces synthétiques ou imperméables pour qu'ils puissent être utilisés au maximum, mais la surface du stationnement pourrait être plus écologique.

Le comité consultatif d'urbanisme, lors de sa séance du 13 décembre 2019, a donné un avis favorable à la demande, avec deux conditions : soumettre la proposition de clôture ornementale à la révision, et revoir l'aménagement du stationnement pour y insérer des matériaux perméables.

La proposition finale inclut une clôture entre la rue et la cour du CPE en acier galvanisé et un revêtement de pavés de béton beige et gris pour la surface des cases de stationnement. Un revêtement poreux (pavé alvéolé ou autre) a été écarté en raison des difficultés d'entretien. Un revêtement avec un indice de réflectance plus élevé que l'asphalte a plutôt été choisi en vue de réduire l'effet d'îlot de chaleur de l'aire de stationnement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

n/a

DÉVELOPPEMENT DURABLE

n/a

IMPACT(S) MAJEUR(S)

n/a

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

n/a

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement - Adoption: 12 mars 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

A la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Comité consultatif d'urbanisme / Avis favorable, avec conditions

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Charlotte HORNY
conseillère en aménagement

Tél : 514 872-3844
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-25

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
13 décembre 2018
3001476813 et 3001469869
4.4.1 et 4.6.31

Objet : **DÉROGATION MINEURE ET RÉVISION DE PROJET**

Endroit : 1800, avenue Papineau

Responsable : Charlotte Horny

Description : La demande vise l'autorisation d'une dérogation mineure pour l'abattage d'arbres, l'implantation de dépendances et de bac à déchets en cour avant, l'absence de clôture autour de l'aire de stationnement et la présence d'équipements mécaniques en façade pour l'école Garneau.

L'école, située dans le bâtiment principal construit en 1916, a son adresse sur l'avenue Papineau. Trois annexes sont construites au cours des années 1950, dont l'une, le long de la rue La Fontaine et les deux autres à l'arrière et sur le côté nord du bâtiment principal. L'une de ces annexes accueille un CPE, avec l'entrée sur la rue de Champlain. Le site comprend trois espaces extérieurs : la cour de l'école, côté Papineau; la cour du CPE, côté de Champlain; et le stationnement des professeurs, avec une entrée par la rue de Champlain près de la rue La Fontaine. Enfin, une bordure végétale encadrée par une clôture s'étend sur une partie de la façade sur la rue La Fontaine.

La CSDM projette de réaménager les espaces extérieurs de l'école Garneau. Une première phase concernant la cour d'école (façade Papineau) a été autorisée en mai 2018. Elle comprenait la décontamination du sol, l'aménagement de terrains de sport en surface synthétique et des aménagements paysagers avec conservation des arbres matures.

La seconde phase vise l'aire de stationnement ainsi que la cour du CPE et l'interface avec la rue La Fontaine. Les travaux prévus sont la décontamination des sols, la mise aux normes du stationnement, le réaménagement de la cour du CPE, la reconstruction des escaliers délabrés et la réfection du système de drainage.

Le nombre de cases de stationnement passera ainsi de 17 à 12, et les cases seront aménagées seulement d'un côté de la cour. Cinq arbres matures seront conservés. Huit arbres seront abattus - trois au fond de la cour du CPE et cinq dans le stationnement – pour effectuer la décontamination du sol. Dix arbres et arbrisseaux (érables, féviers d'Amérique et amélanchiers) seront plantés. Deux tuyaux de refoulement liés au système de drainage sont prévus sur les façades de la rue La Fontaine.

Les deux phases seront réalisées en 2019.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Aucune

Considérant que : La décontamination étant une obligation lors de la réfection des espaces extérieurs de l'école, et étant donnés les efforts de conservation et de plantation (les arbres matures seront conservés et dix arbres seront plantés), l'abattage de huit arbres de moindres importances apparaît raisonnable.

Considérant que : La localisation du terrain de l'école en tête d'îlot et l'implantation des corps de bâtiment font que l'école dispose de trois cours avant au sens du *Règlement d'urbanisme 01-282* et aucune cour arrière.

Considérant que : L'un des deux cabanons se situe en fond de cour tandis que celui situé plus près de la voie publique sera derrière un arbre mature et des arbustes ainsi qu'une clôture ornementale en acier haute de 1,60m. Le bac à déchet sera situé à l'arrière du second cabanon, du côté de l'aire de stationnement, et sera également dissimulé derrière les végétaux et la clôture.

Considérant que : Les cases de stationnement sont situées dans une cour séparée des autres activités extérieures. Le dégagement situé au sud des cases, le long du bâtiment, sert d'allée piétonne pour les automobilistes et ne devrait donc pas être séparé par une clôture.

Considérant que : Les tuyaux de refoulement sont une exigence de la Ville (Règlement 11-010). Or la localisation des pompes en sous-sol implique la présence de ces tuyaux sur la façade rue La Fontaine.

Considérant que : L'interface du bâtiment principal et de l'annexe sur la rue La Fontaine sera améliorée par la suppression des bacs de rangement accotés au bâtiment et de la clôture entre la cour et le trottoir.

Considérant que : Les aménagements destinés aux enfants doivent demeurer en surfaces synthétiques ou imperméables pour qu'ils puissent être utilisés au maximum, mais la surface du stationnement pourrait être plus écologique.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Soumettre la proposition de clôture ornementale à la révision.**
- **Revoir l'aménagement du stationnement pour y insérer des matériaux perméables.**

Il est à noter que M. Christian Ducharme, ayant déclaré un intérêt personnel, ne s'est pas prononcé pendant les délibérations et le vote.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.15

2019/03/12
18:30

(1)

Dossier # : 1196255003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels, l'usage « épicerie » au rez-de-chaussée du 2100, boulevard De Maisonneuve Ouest

D'autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), l'usage « épicerie (dépanneur) » au rez-de-chaussée du 2100, boulevard De Maisonneuve Ouest.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-02-27 14:35

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1196255003**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels, l'usage « épicerie » au rez-de-chaussée du 2100, boulevard De Maisonneuve Ouest

CONTENU

CONTEXTE

La présente demande vise l'occupation de l'usage « épicerie » pour le rez-de-chaussée du bâtiment situé au 2100, boulevard De Maisonneuve Ouest. Cet usage est autorisé selon la procédure des usages conditionnels tel que prévu à l'article 153 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

s.o.

DESCRIPTION

Le site
Le bâtiment de 23 étages se situe dans le village Shaughnessy, sur le boulevard De Maisonneuve Ouest, entre les rues du Fort et Chomedey. Sur cette portion de l'artère majoritairement résidentielle, quelques commerces sont présents. Au rez-de-chaussée de l'immeuble visé se trouvent deux locaux commerciaux : le local à l'ouest est utilisé par les bureaux administratifs de l'immeuble et celui à l'est est vacant. Ces locaux ont accueillis auparavant des restaurants et des débits de boisson alcoolique. Aucun logement ne se trouve à ce niveau.

Les rez-de-chaussée des bâtiments adjacents sont à occupés à l'est par un restaurant et un dépanneur, et à l'ouest par des logements. La piste cyclable cyclable Claire-Morissette longe le boulevard De Maisonneuve.

Le projet
Le demandeur souhaite exploiter dans le local vacant de 74 mètres carrés un comptoir de plats à emporter, correspondant à l'usage épicerie. Il n'y aurait sur place aucune cuisson d'aliments, les plats étant préparés dans un autre local de production du locataire. L'établissement n'offrirait que quelques tables à l'intérieur et sur la terrasse existante en façade, mais aucun service n'y serait fait. Enfin, des travaux sont prévus à l'intérieur afin d'adapter le local, mais aucun travaux extérieurs ne sont prévus.

Le cadre réglementaire
- Le local se trouve dans un secteur zoné résidentiel R.3 au Règlement d'urbanisme de

l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
- L'usage « épicerie (dépanneur) » est autorisé dans un secteur R.3 selon la procédure des usages conditionnels en vertu du paragraphe 1° de l'article 153 Règlement d'urbanisme.

JUSTIFICATION

L'usage « épicerie » au rez-de-chaussée est compatible et complémentaire à l'environnement du boulevard De Maisonneuve Ouest puisque des commerces caractérisent déjà le paysage de cette artère. De plus, le rez-de-chaussée de l'immeuble accueille déjà des bureaux administratifs. La localisation du commerce au sein de l'immeuble ainsi que son entrée distincte sur rue font en sorte que la clientèle de l'épicerie ne partagera pas les mêmes espaces que les résidents de l'immeuble. La superficie qu'occupera le commerce et l'achalandage qu'il générera est compatible avec le milieu résidentiel de forte densité du secteur. Il n'y a aucune modification à l'apparence extérieure du bâtiment.
La demande a reçu un avis favorable auprès du Comité consultatif d'urbanisme. Celui-ci souhaite qu'une attention particulière soit portée à l'aménagement de l'espace en cour avant afin de favoriser l'animation.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s.o.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s.o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s.o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Affichage sur le site 15 jours avant la date de la séance du conseil d'arrondissement;
Avis public publié 15 jours avant la date de la séance du conseil d'arrondissement;
Conseil d'arrondissement et adoption de la résolution.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Gabrielle LECLERC-ANDRÉ
Conseillère en aménagement

Tél : 514 868-5827
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-26

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
14 février 2019
n° à venir
4.5.3

Objet :	**USAGE CONDITIONNEL**
Endroit :	2100, boul. De Maisonneuve Ouest
Responsable :	Gabrielle Leclerc-André
Description :	La demande vise à autoriser l'usage « épicerie » pour le rez-de-chaussée du bâtiment. Le bâtiment de 23 étages se situe dans le village Shaughnessy, sur le boulevard De Maisonneuve Ouest, entre les rues du Fort et Chomedey. Sur cette portion de l'artère majoritairement résidentielle, quelques commerces sont présents. Au rez-de-chaussée de l'immeuble visé se trouvent deux locaux commerciaux : le local à l'ouest est utilisé par les bureaux administratifs de l'immeuble et celui à l'est est vacant. Ces locaux ont accueilli auparavant des restaurants et des débits de boisson alcoolique. Aucun logement ne se trouve à ce niveau. Les rez-de-chaussée des bâtiments adjacents sont occupés à l'est par un restaurant et un dépanneur, et à l'ouest par des logements. Le demandeur souhaite exploiter dans le local vacant de 74 mètres carrés un comptoir de plats à emporter, correspondant à l'usage épicerie. Il n'y aurait sur place aucune cuisson d'aliments, les plats étant préparés dans un autre local de production du locataire. L'établissement n'offrirait que quelques tables à l'intérieur et sur la terrasse existante en façade, mais aucun service n'y serait fait. Enfin, des travaux sont prévus à l'intérieur afin d'adapter le local, mais aucun travaux extérieurs ne sont prévus.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	L'usage « épicerie » au rez-de-chaussée est compatible et complémentaire à l'environnement du boulevard de Maisonneuve Ouest puisque des commerces caractérisent déjà le paysage de cette artère.
Considérant que :	Le rez-de-chaussée de l'immeuble accueille déjà des bureaux administratifs.
Considérant que :	La localisation du commerce au sein de l'immeuble ainsi que son entrée distincte sur rue font en sorte que la clientèle de l'épicerie ne partagera pas les mêmes espaces que les résidents de l'immeuble.

Considérant que : La superficie qu'occupera le commerce et l'achalandage qu'il générera est compatible avec le milieu résidentiel de forte densité du secteur.

Considérant que : Il n'y a aucune modification à l'apparence extérieure du bâtiment.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Par ailleurs, les membres du comité souhaitent qu'une attention particulière soit portée au niveau de l'aménagement de l'espace en contrebas situé en cour avant afin de favoriser l'animation.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.16

2019/03/12
18:30

(1)

Dossier # : 1190858003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1) à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie afin d'introduire le pouvoir d'identifier, par ordonnance, une rue partagée

D'adopter un règlement modifiant le Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1) à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie afin d'introduire le pouvoir d'identifier, par ordonnance, une rue partagée..

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-02-27 14:01

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1190858003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1) à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie afin d'introduire le pouvoir d'identifier, par ordonnance, une rue partagée

CONTENU

CONTEXTE

Le Ministère des Transports a procédé en décembre 2018 à certaines mises à jour du Code de la sécurité routière (RLRQ, chapitre C-24.2) ainsi qu'aux normes du Tome V signalisation routière de la collection Normes - Ouvrages routier. Cette mise en jour concerne, entre autres, les rues partagées et les vélorues.
Une rue partagée est une rue sur laquelle les règles de circulation diffèrent des autres rues et où les aménagements permettent aux usagers, particulièrement les piétons, de circuler de façon sécuritaire et assure la convivialité de l'espace public

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Une modification sera apportée à l'article 4 du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1) à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie afin d'ajouter une disposition qui permettra au conseil d'arrondissement d'identifier, par ordonnance, une rue partagée ou une vélorue sur tout ou partie d'un chemin public, délimiter cet espace partagé et, le cas échéant, prévoir des règles additionnelles applicables.

JUSTIFICATION

En vertu de l'article 496.1 du Code de la sécurité routière (RLRQ, chapitre C-24.2), une municipalité qui désire identifier une rue partagée sur un chemin public sous sa responsabilité, doit adopter un règlement
De plus, le 19° paragraphe du premier alinéa de l'article 626 du Code de la sécurité routière (RLRQ, chapitre C-24.2) permet à un arrondissement d'identifier, par ordonnance, une rue partagée et de délimiter cet espace partagé et, le cas échéant, prévoir des règles additionnelles applicables.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion : 12 mars 2019
Adoption : 9 avril 2019
Entré en vigueur : 13 avril 2019
Adoption des ordonnances : à partir du 7 mai 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Driss EZZAHER, Ville-Marie

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-3125
Télécop. : 514 872-5607

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-19

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-3125
Télécop. : 514 872-5607

Ville-Marie
Montréal

CA-24-298	**Règlement modifiant le Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1) à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie**

Vu les articles 496.1 et le 19° paragraphe du premier alinea de l'article 626 du Code de la sécurité routière (RLRQ, chapitre C-24.2);

Vu l'article 142 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4) ainsi que l'article 47 de l'annexe C de cette Charte;

Vu l'article 2 du Règlement du conseil de la ville sur la délégation de certains pouvoirs relatifs au réseau de voirie artérielle aux conseils d'arrondissement (08-055);

À sa séance du _____ 2019, le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie décrète :

1. L'article 4 du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1) à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie est modifié par l'insertion, à la suite du paragraphe 11°, du paragraphe suivant :

> « 12° identifier une rue partagée ou une vélorue sur tout ou partie d'un chemin public, délimiter cet espace partagé et, le cas échéant, prévoir des règles additionnelles applicables. »

_____

Un avis relatif à ce règlement (dossier 1190858003*) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir le _____ 2019, date de son entrée en vigueur.*

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.17

2019/03/12
18:30

(1)

Dossier # : 1197199002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement abrogeant le Règlement sur l'agrandissement et l'occupation du bâtiment situé au 2850, rue Sherbrooke Est, et l'occupation du bâtiment situé au 2600, rue Wurtele, par le Collège Ville-Marie (97-135)

D'adopter le Règlement abrogeant le Règlement sur l'agrandissement et l'occupation du bâtiment situé au 2850, rue Sherbrooke Est, et l'occupation du bâtiment situé au 2600, rue Wurtele, par le Collège Ville-Marie (97-135) (CA-24-XXX).

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-02-27 14:41

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1197199002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement abrogeant le Règlement sur l'agrandissement et l'occupation du bâtiment situé au 2850, rue Sherbrooke Est, et l'occupation du bâtiment situé au 2600, rue Wurtele, par le Collège Ville-Marie (97-135)

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de permis de transformation (3001489155) a été déposée afin d'autoriser l'agrandissement du Collège Ville-Marie (hall de l'entrée des élèves et ajout de salles de classe), nécessitant au préalable l'abrogation d'un programme de développement, le Règlement sur l'agrandissement et l'occupation du bâtiment situé au 2850, rue Sherbrooke Est, et l'occupation du bâtiment situé au 2600, rue Wurtele, par le Collège Ville-Marie (97-135), en vue d'autoriser celui-ci par une révision de projet (dossier décisionnel 2197179010).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CO97-01661 - 3 septembre 1997 - Adopter le Règlement sur l'agrandissement et l'occupation du bâtiment situé au 2850, rue Sherbrooke Est, et l'occupation du bâtiment situé au 2600, rue Wurtele, par le Collège Ville-Marie (97-135) (97-0048702).

DESCRIPTION

Le site
Les 2 immeubles visés par le Règlement 97-135 sont constitués respectivement des lots 3 361 301 et 3 362 019 du cadastre du Québec. Le premier immeuble (2600, rue Wurtele), occupant le premier lot, est occupé par un bâtiment des années 1960 occupé depuis 1994 par le pavillon Aurèle-Daoust du Collège Ville-Marie, une école secondaire privée fondée en 1962. Le second immeuble (2850, rue Sherbrooke Est), occupant le second lot ainsi que le lot 5 191 021 du cadastre du Québec depuis 2013, est occupé par le pavillon principal du Collège Ville-Marie depuis son déménagement sur le site en 1971. Bâtiment institutionnel de 5 étages, construit en 1961 pour l'Institut Alie, celui-ci a été agrandi d'abord en 1974, puis en 1997-1998 (bibliothèque et gymnase sur Wurtele), à la faveur du Règlement 97-135, puis agrandi de nouveau et rénové en 2011-2012 (entrée sur Sherbrooke et revêtement extérieur sur Wurtele).

Les emplacements sont compris dans l'unité de paysage « Frontenac » au Règlement d'urbanisme.

Le projet

La demande vise principalement l'agrandissement du hall jouxtant l'entrée des élèves, donnant sur la rue Wurtele, au-devant du plan de façade actuellement situé en retrait de l'alignement de construction dans cette portion du pavillon principal. Le volume ajouté s'élève jusqu'au 3e étage existant, lequel est prolongé au-dessus du gymnase, au sud, pour ajouter 5 salles de classe, le tout aux fins de l'usage « école secondaire » préexistant.

Le cadre réglementaire
La proposition serait conforme aux dispositions du Règlement d'urbanisme en vigueur, toutefois, celles-ci sont rendues inapplicables par les dispositions du Règlement 97-135 visant déjà cet emplacement et limitant tout agrandissement à celui montré aux plans annexés à ce règlement.

L'occupation inchangée du pavillon Aurèle-Daoust, actuellement autorisée « à des fins éducatives » par le Règlement 97-135, serait également conforme au Règlement d'urbanisme qui y autoriserait l'usage « école secondaire ».

JUSTIFICATION

Dans son ensemble, le programme de développement en vigueur n'apporte plus aucune plus-value particulière à l'encadrement réglementaire du Collège Ville-Marie comparativement au Règlement d'urbanisme en vigueur.
En effet, afin de simplifier l'application réglementaire pour ce site, il serait préférable de procéder à l'abrogation du Règlement 97-135, restituant l'applicabilité des paramètres réglementaires autrement prévus pour ce secteur et reconnaissant déjà la possibilité d'implanter une école secondaire.

Finalement, le 14 février 2019, le comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable avec conditions à l'égard de la révision de projet afférente à l'agrandissement projeté.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est d'avis qu'une suite favorable devrait être donnée à cette demande.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S. O.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S. O.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S. O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S. O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

· Conseil d'arrondissement - Avis de motion et adoption d'un projet de règlement;

· Conseil d'arrondissement - Adoption du règlement;
· Avis public annonçant l'entrée en vigueur du règlement.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Comité consultatif d'urbanisme - Avis favorable avec conditions pour la révision de projet

---

Parties prenantes

Domenico ZAMBITO, Ville-Marie

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Étienne LONGTIN
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-0958
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-26

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

Ville-Marie
Montréal

CA-24-XXX	**Règlement abrogeant le Règlement sur l'agrandissement et l'occupation du bâtiment situé au 2850, rue Sherbrooke Est, et l'occupation du bâtiment situé au 2600, rue Wurtele, par le Collège Ville-Marie (97-135)**

Vu l'article 113 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

Vu les articles 130 et 131 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

À sa séance du _____ 2019, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Le *Règlement sur l'agrandissement et l'occupation du bâtiment situé au 2850, rue Sherbrooke Est, et l'occupation du bâtiment situé au 2600, rue Wurtele, par le Collège Ville-Marie* (97-135) est abrogé.

_____

Un avis relatif à ce règlement (dossier 1197199002*) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir le _____ 2019, date de son entrée en vigueur.*

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
14 février 2019
3001489155
4.6.31

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS D'AGRANDISSEMENT**
Endroit :	2850, rue Sherbrooke Est
Responsables :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise l'agrandissement du Collège Ville-Marie, qui occupe les bâtiments construits en 1961 pour l'institut Alie, dédié à l'origine aux études pour adultes de soir et par correspondance, et devenu depuis le collège d'enseignement secondaire Mont-Royal. L'édifice a donc gardé sa vocation et fait l'objet de plusieurs agrandissements, entre autres en 1974, 1997 et 2010, ce dernier visant l'aménagement d'une entrée officielle sur la rue Sherbrooke. Les demandeurs envisagent un agrandissement vers le domaine public au niveau de l'entrée des élèves actuelle, qui est légèrement en retrait, et le rehaussement sur un étage à cet endroit et au-dessus du gymnase adjacent. Les rehaussements seraient vitrés et légèrement en retrait du volume dudit gymnase, une partie de la façade de ce dernier en crépi acrylique serait reprise en bloc meulé, comme le reste du volume, et on insérerait du bloc meulé à la base de la nouvelle entrée, dans le but d'uniformiser les revêtements.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Le bâtiment à l'étude a fait l'objet d'un programme de développement en 1997 (97-135. Pour faciliter les interventions sur l'immeuble, le règlement sera abrogé et la proposition actuelle sera de plein droit.
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 76, 105 et 127.8 du *Règlement d'urbanisme 01-282.*
Considérant que :	Les deux entrées seraient traitées de deux façons différentes.
Considérant que :	La façade du gymnase, qui était morcelée pour atténuer son impact, deviendrait un monolithe.
Considérant que :	La façade sud du bâtiment existant de 4 étages en brique peinte aurait avantage à être refaite pour l'harmonie des lieux.
Considérant que :	Les dessins déposés ne sont pas suffisamment précis pour juger de l'impact de la proposition sur la rue.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de la demande aux conditions suivantes :

- **Revoir l'aménagement de l'entrée pour qu'elle s'harmonise davantage à l'entrée du personnel ;**
- **Renoncer au bloc meulé comme nouvelle maçonnerie en remplacement du crépi acrylique et envisager plutôt une brique d'argile plus adaptée au langage de la rue ;**
- **Fournir les dessins nécessaires pour juger de l'impact sur la rue Wurtele ;**
- **Remplacer la brique de revêtement sur la façade sud du volume de 4 étages, sur ses parties visibles ;**
- **Présenter la version révisée du projet à une séance subséquente du comité consultatif d'urbanisme.**

Par ailleurs, les membres du comité soulignent leur appréciation quant au traitement vitré des étages supérieurs de l'agrandissement. Toutefois, ils sont avis que les dimensions de l'enseigne sont à revoir afin qu'elle soit traitée avec plus de sobriété et qu'elle s'intègre davantage au contexte de la rue Wurtele.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.18

2019/03/12
18:30

(1)

Dossier # : 1190858002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M., c. 0-0.1) et le Règlement sur les tarifs – exercice financier 2019 (CA-24-290) afin d'obliger le titulaire d'un permis d'occupation du domaine à maintenir un corridor piéton

Adopter un règlement modifiant le Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M., c. 0-0.1) et le Règlement sur les tarifs – exercice financier 2019 (CA-24-290) afin d'obliger le titulaire d'un permis d'occupation du domaine à maintenir un corridor piéton

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-03-01 09:00

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1190858002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M., c. 0-0.1) et le Règlement sur les tarifs – exercice financier 2019 (CA-24-290) afin d'obliger le titulaire d'un permis d'occupation du domaine à maintenir un corridor piéton

CONTENU

CONTEXTE

Afin d'assurer la sécurité et de mobilité des piétons sur le domaine public lors de certains travaux, il y a lieu de modifier le Règlement sur l'occupation du domaine public afin d'obliger le titulaire d'un permis à maintenir une corridor piéton

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

La modification apportée au Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M., c. 0-0.1) vise à obliger le titulaire d'un permis d'occupation du domaine public à maintenir une corridor piéton.
La modification au Règlement sur les tarifs – exercice financier 2019 (CA-24-290) vise à soustraire le corridor piétons du coût d'occupation du domaine public.

JUSTIFICATION

L'obligation d'un corridor piéton vise à assurer la sécurité et la mobilité des piétons aux abords de chantiers de construction qui requiert l'occupation du trottoir .
De plus, afin de ne pas pénaliser les titulaires de permis d'occupation du domaine public, le corridor piéton de 1,5 m ne lui sera pas facturé.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

avis de motion
adoption
entré en vigueur

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-3125
Télécop. : 514 872-5607

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-19

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-3125
Télécop. : 514 872-5607

Ville-Marie
Montréal

CA-24-299 **Règlement modifiant le Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M., c. 0-0.1) et le Règlement sur les tarifs – exercice financier 2019 (CA-24-290)**

Vu l'article 145 de *la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4)* ainsi que les articles 67 et 67.1 de l'annexe C de cette Charte

À sa séance du _____ 2019, le conseil d'arrondissement de Ville-Marie décrète :

1. Le *Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M., c. 0-0.1)* est modifié par l'ajout, à la suite de l'article 35.2, de l'article suivant :

« *35.3 Lorsque l'occupation est autorisée sur ou en bordure du trottoir, le titulaire d'un permis d'occupation temporaire doit, à moins d'indication contraire, maintenir, en tout temps, un corridor piéton dégagé, linéaire et continu minimal de 1,5 m* »

2. L'article 5 du *Règlement sur les tarifs – exercice financier 2019 (CA-24-290)* est abrogé.

3. L'article 8 du *Règlement sur les tarifs – exercice financier 2019 (CA-24-290)* est modifié comme suit :

1° par la suppression, au premier alinéa, du paragraphe 8°;

2° par la suppression du troisième alinéa.

4. L'article 35 du *Règlement sur les tarifs – exercice financier 2019 (CA-24-290)* est modifié par l'ajout de l'alinéa suivant :

« *Malgré le premier alinéa, les tarifs prévus aux paragraphes 1º et 2º ne s'appliquent pas au corridor piéton prévu à l'article 35.3 du Règlement modifiant le Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M., c. 0-0.1).* »

_____

Un avis relatif à ce règlement (dossier 1190858002*) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir le _____ 2019, date de son entrée en vigueur.*

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.19

2019/03/12
18:30

(1)

Dossier # : 1195275001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division circulation et occupation du domaine public
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), une ordonnance établissant la création d'un sens unique en direction Nord sur la rue Sainte-Hélène entre les rues Notre-Dame et Le Moyne.

D'édicter une ordonnance, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), établissant la création d'un sens unique sur la rue Sainte-Hélène entre les rues Notre-Dame et Le Moyne.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-03-01 09:01

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1195275001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division circulation et occupation du domaine public
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), une ordonnance établissant la création d'un sens unique en direction Nord sur la rue Sainte-Hélène entre les rues Notre-Dame et Le Moyne.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du comité de circulation, en collaboration avec les SPVM, une requête a été transmise à l'arrondissement concernant une problématique de sécurité sur la rue Sainte-Hélène. Après analyse, l'implantation d'un sens unique direction Nord sur la rue Sainte-Hélène entre les rues Notre-Dame et Le Moyne est recommandé par la Division de la circulation et inspection du domaine public en raison de sa largeur de rue qui ne permet pas un double sens et suite à des plaintes du Service de Police de la Ville de Montréal. Historiquement, la rue Sainte-Hélène entre les rues Notre-Dame et Le Moyne était une rue à double sens avec du stationnement des deux côtés. Il a été analysé la possibilité d'enlever le stationnement d'un côté de la rue pour pouvoir préserver le double sens, mais étant donné la présence de SRRR qui sont nécessaires aux résidents du secteur, il a plutôt été décidé d'opter pour le sens unique direction Nord. La direction Nord a pour sa part été décidée en analysant les trames de rues au pourtour et de manière à pénaliser le moins possible les commerces et résidents du secteur.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

N/A

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à identifier les tronçons où le changement de sens de circulation aura lieu, soit la rue Sainte-Hélène entre les rues Notre-Dame et Le Moyne. La circulation sur ces tronçons se fait actuellement à double sens et sera changée pour un sens unique direction Nord.

JUSTIFICATION

En vertu de l'article 3, paragraphe 3 du règlement C-4.1, il est possible de déterminer la direction des voies de circulation dans l'arrondissement.
« Le conseil d'arrondissement peut, par ordonnance:
...
3 déterminer les directions des voies et les manoeuvres obligatoires ou interdites;
... »

ASPECT(S) FINANCIER(S)

-

DÉVELOPPEMENT DURABLE

-

IMPACT(S) MAJEUR(S)

-

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

À coordonner avec les élus municipaux et les communications de l'arrondissement Ville-Marie

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adoption de l'ordonnance
Opération de communication
Conception et transmission des ordres de travail
Installation de la signalisation

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme à la réglementation sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., c.C-4.1).

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Isabelle BORDELEAU
ingenieur(e)

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-28

Driss EZZAHER
chef de division

Tél :	514-872-5257	**Tél :**	514 868-4529
Télécop. :	514-872-2802	**Télécop. :**	514-872-2802

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2019-02-28

Ville-Marie
Montréal

C-4.1, o. XX	**Ordonnance modifiant le sens de circulation sur la rue Sainte-Hélène entre les rues Notre-Dame et Le Moyne**

Vu le paragraphe 3 de l'article 3 du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1);

À sa séance du XXXXXX, le conseil d'arrondissement décrète :

Le changement de direction, établissant la création d'un sens unique en direction Nord sur la rue Sainte-Hélène entre les rues Notre-Dame et Le Moyne

---

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1195275001) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir *le _____, date de son entrée en vigueur.*

Publication 90 jours après l'adoption par le conseil d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.20

2019/03/12
18:30

(1)

Dossier # : 1194869002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels, l'usage « bâtiment abritant un nombre illimité de logements » pour le bâtiment situé au 1891-1897, boulevard René-Lévesque Est / 1158-1168, rue Dorion (lots 1 423 229 à 1 423 242)

Autoriser, dans le bâtiment implanté au 1891-1897 boulevard René-Lévesque Est / 1158-1168, rue Dorion, l'usage « bâtiment abritant un nombre illimité de logements » pour l'ensemble du bâtiment, et ce, conformément à la procédure des usages conditionnels, au paragraphe 2° de l'article 136 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) à la condition suivante:

- Autoriser un maximum de 12 logements pour l'ensemble du bâtiment situé au 1891-1897, boulevard René-Lévesque Est / 1158-1168, rue Dorion.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-02-28 09:15

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1194869002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels, l'usage « bâtiment abritant un nombre illimité de logements » pour le bâtiment situé au 1891-1897, boulevard René-Lévesque Est / 1158-1168, rue Dorion (lots 1 423 229 à 1 423 242)

CONTENU

CONTEXTE

Une demande d'usage conditionnel a été déposée afin d'autoriser l'usage « bâtiment abritant un nombre illimité de logements » pour le bâtiment implanté sur les lots 1 423 229 à 1 423 242, situé à l'intersection du boulevard René-Lévesque et la rue Dorion.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S.O.

DESCRIPTION

Le site
Le site fait partie d'une copropriété horizontale et est actuellement formé d'un seul bâtiment qui comprend 9 logements.

Le bâtiment est situé dans un secteur résidentiel R.2 (1-8 logements).

Le projet
La demande vise à autoriser l'usage « bâtiment abritant un nombre illimité de logements » afin d'autoriser l'aménagement de 3 nouveaux logements dans l'agrandissement prévus sur le terrain vacant pour un total de 12 logements dans l'ensemble du bâtiment.

Une demande de permis de transformation devra être déposée et présentée dans une séance ultérieure du comité consultatif d'urbanisme pour l'agrandissement du bâtiment prévu sur le terrain vacant.

Le cadre réglementaire

· Selon le paragraphe 2° de l'article 136 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), un nombre de logements supérieur au nombre maximal prescrit peut être autorisé, en respectant la procédure des usages conditionnels selon les critères prévus à l'article 325.

JUSTIFICATION

Considérant que :
· L'usage « bâtiment abritant un nombre illimité de logements » est compatible et complémentaire avec les usages déjà présents dans le bâtiment ainsi que le secteur;
· La superficie du bâtiment visé qui est le résultat de la copropriété horizontale est propice à excéder le nombre de logements autorisé;
· L'usage demandé vient régulariser la dérogation au nombre de logements qui est présente actuellement considérant que le bâtiment existant compte 9 logements alors que le zonage en vigueur en autorise 8 maximum par bâtiment;
· La densification dans le secteur et la volonté d'attirer les familles au centre-ville étant une priorité, l'ajout de logements comptant 3 chambres à coucher répond à cette volonté;
· L'ajout du nombre de logements est nécessaire pour autoriser l'agrandissement du bâtiment existant et ainsi éliminer le terrain vacant qui sert de stationnement de surface;
· Le projet prévoit le réaménagement des logements existants en plus de créer des logements d'une superficie intéressante pour le secteur;
· La construction du nouveau volume permet la réduction des îlots de chaleur ainsi que la continuité du front bâti en bordure du boulevard René-Lévesque;
· Le site étant situé à proximité de la station de métro Papineau, le projet n'est pas susceptible d'avoir des impacts négatifs sur le plan de la circulation et du stationnement.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande à la condition suivante :

· **Autoriser un maximum de 12 logements pour l'ensemble du bâtiment situé au 1891-1897, boulevard René-Lévesque Est / 1158-1168, rue Dorion.**

Lors de la séance qui s'est tenue le 14 février 2019, les membres du comité consultatif d'urbanisme ont émis un avis favorable.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S.O.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Avis public et affichage 15 jours avant le conseil d'arrondissement

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Affichage 15 jours avant le conseil d'arrondissement

- Conseil d'arrondissement - Adoption de la résolution
- Émission du certificat d'occupation

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine BEAULIEU
Conseillère en aménagement

Tél : 514 868-4987
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-28

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
14 février 2019
3001482321
4.5.1

Objet :	**USAGE CONDITIONNEL**
Endroit :	1891-97, boulevard René-Lévesque Est / 1158-68, rue Dorion
Responsable :	Catherine Beaulieu
Description :	La demande vise à autoriser l'usage « bâtiment abritant un nombre illimité de logements » afin d'autoriser l'aménagement de 3 nouveaux logements dans l'agrandissement prévu sur le terrain vacant pour un total de 12 logements dans l'ensemble du bâtiment. Une demande de permis de transformation devra être déposée et présentée dans une séance ultérieure du comité consultatif d'urbanisme pour l'agrandissement du bâtiment prévu sur le terrain vacant.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	L'usage « bâtiment abritant un nombre illimité de logements » est compatible et complémentaire avec les usages déjà présents dans le bâtiment ainsi que le secteur.
Considérant que :	La superficie du bâtiment visé qui est le résultat de la copropriété horizontale est propice à excéder le nombre de logements autorisé.
Considérant que :	L'usage demandé vient régulariser la dérogation au nombre de logements qui est présente actuellement considérant que le bâtiment existant compte 9 logements alors que le zonage en vigueur en autorise 8 maximum par bâtiment.
Considérant que :	La densification dans le secteur et la volonté d'attirer les familles au centre-ville étant une priorité, l'ajout de logements comptant 3 chambres à coucher répond à cette volonté.
Considérant que :	L'ajout du nombre de logements est nécessaire pour autoriser l'agrandissement du bâtiment existant et ainsi éliminer le terrain vacant qui sert de stationnement de surface.
Considérant que :	Le projet prévoit le réaménagement des logements existants en plus de créer des logements d'une superficie intéressante pour le secteur.

Considérant que : La construction du nouveau volume permet la réduction des îlots de chaleur ainsi que la continuité du front bâti en bordure du boulevard René-Lévesque.

Considérant que : Le site étant situé à proximité de la station de métro Papineau, le projet n'est pas susceptible d'avoir des impacts négatifs sur le plan de la circulation et du stationnement.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :

- **Autoriser un maximum de 12 logements pour l'ensemble du bâtiment situé au 1891-1897, boulevard René-Lévesque Est / 1158-1168, rue Dorion.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.21

2019/03/12
18:30

(1)

Dossier # : 1194869001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels, l'usage « bâtiment abritant un nombre illimité de logements » pour une partie du rez-de-chaussée du bâtiment projeté sur le terrain vacant au 2199, rue Sainte-Catherine Est / 1410, rue Parthenais

Autoriser, dans le bâtiment projeté au 2199, rue Sainte-Catherine Est / 1410, rue Parthenais, l'usage « bâtiment abritant un nombre illimité de logements » pour une partie du rez-de-chaussée, et ce, conformément à la procédure des usages conditionnels, au paragraphe 8^{o} de l'article 136 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) à la condition suivante:

- L'usage « bâtiment abritant un nombre illimité de logements » est autorisé uniquement dans l'unité d'une superficie maximale de 70 m^2 au rez-de-chaussée, en bordure de la rue Parthenais.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-02-28 09:16

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1194869001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels, l'usage « bâtiment abritant un nombre illimité de logements » pour une partie du rez-de-chaussée du bâtiment projeté sur le terrain vacant au 2199, rue Sainte-Catherine Est / 1410, rue Parthenais

CONTENU

CONTEXTE

Une demande d'usage conditionnel a été déposée afin d'autoriser l'usage « bâtiment abritant un nombre illimité de logements » pour une partie du rez-de-chaussée du bâtiment projeté sur le terrain vacant à l'intersection nord/ouest des rues Sainte-Catherine et Parthenais.
Une demande de permis de construction (3001431484) pour un bâtiment mixte de 7 étages comprenant un commerce ainsi que 38 logements fera l'objet d'une approbation conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme (01-282) lors d'une séance ultérieure du comité consultatif d'urbanisme.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S.O.

DESCRIPTION

Le site
Situé sur deux lots vacants, le bâtiment projeté de 7 étages et 11 unités de stationnement en souterrain prévoit l'aménagement d'une unité commerciale ayant pignon sur les rues Sainte-Catherine et Parthenais, d'une superficie de 165 m^2 ainsi que 38 unités résidentielles.

Le bâtiment sera situé dans un secteur mixte M.7C (commerces et services de moyenne intensité). Selon le Règlement d'urbanisme, il y a une obligation commerciale au rez-de-chaussée. De plus, le PPU quartier Sainte-Marie vise la densification du secteur par l'insertion de nouvelles constructions sur les terrains vacants.

Le projet
Le requérant souhaite déroger partiellement à l'obligation commerciale au rez-de-chaussée et ainsi obtenir l'usage « bâtiment abritant un nombre illimité de logements » pour permettre l'aménagement d'un logement d'une superficie maximale de 70 m^2 faisant face à la rue Parthenais.

Le cadre réglementaire

· Selon l'article 228, dans un secteur M.7, un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage commercial ou par un usage équipement collectif et institutionnel alors que le projet propose l'aménagement d'un logement;
· Selon le paragraphe 8 de l'article 136, un usage résidentiel situé au rez-de-chaussée dans un secteur de la catégorie M.5 à M.8, à l'exclusion de certaines rues d'ambiance, peut être autorisé en respectant la procédure des usages conditionnels selon les critères prévus à l'article 320.

JUSTIFICATION

· L'aménagement d'un logement en bordure de la rue Parthenais est compatible avec le milieu environnant compte tenu de la forte concentration d'unités résidentielles en bordure de cette artère;
· La continuité commerciale exigée en bordure de la rue Sainte-Catherine est respectée puisqu'un local d'une superficie de 165 m^2 avec une entrée sur le coin du bâtiment est prévu et est exclu de la présente demande;
· Un commerce accessible uniquement par la rue Parthenais aurait une très faible visibilité et un achalandage piéton beaucoup moindre qu'en bordure de la rue Sainte-Catherine;
· Lors de la séance du 13 mai 2016, les membres du CCU ont émis un avis défavorable à la demande d'avis préliminaire pour autoriser l'usage résidentiel dans 4 locaux commerciaux du rez-de-chaussée pour le bâtiment voisin situé au 2221-2237, rue Sainte-Catherine Est. Dans le cas à l'étude, l'aménagement proposé pour le logement au rez-de-chaussée, ne vient pas altérer la continuité commerciale de la rue Sainte-Catherine puisqu'il serait situé en bordure de la rue Parthenais.
· Actuellement, puisque dans le secteur environnant, l'offre d'unité commercial est grande comparativement à la demande, il n'est pas souhaitable d'aménager un nouveau commerce qui serait peu visible et moins accessible que d'autres déjà aménagés ayant pignon sur la rue Sainte-Catherine;
· Le projet n'est pas susceptible d'avoir des impacts négatifs sonores ou d'achalandage sur le secteur.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande à la condition suivante :

· **L'usage « bâtiment abritant un nombre illimité de logements » est autorisé uniquement dans l'unité d'une superficie maximale de 70 m^2 au rez-de-chaussée, en bordure de la rue Parthenais.**

Lors de la séance qui s'est tenue le 14 février 2019, les membres du comité consultation d'urbanisme ont émis un avis favorable.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S.O.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Avis public et affichage 15 jours avant le conseil d'arrondissement

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Affichage 15 jours avant le conseil d'arrondissement

- Conseil d'arrondissement - Adoption de la résolution
- Émission du certificat d'occupation

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine BEAULIEU
Conseillère en aménagement

Tél : 514 868-4987
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-28

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
14 février 2019
3001431486
4.5.2

Objet :	**USAGE CONDITIONNEL**
Endroit :	2199, rue Sainte-Catherine Est / 1410, rue Parthenais
Responsable :	Catherine Beaulieu
Description :	La demande vise à autoriser l'usage « bâtiment abritant un nombre illimité de logements » pour permettre l'aménagement d'un logement d'une superficie maximale de 70 m^2, pour une partie du rez-de-chaussée faisant face à la rue Parthenais. Situé sur deux lots vacants, le bâtiment projeté de 7 étages et 11 unités de stationnement en souterrain prévoit l'aménagement d'une unité commerciale ayant pignon sur les rues Sainte-Catherine et Parthenais, d'une superficie de 165 m^2 ainsi que 38 unités résidentielles. Une demande de permis de construction (3001431484) pour un bâtiment mixte de 7 étages comprenant un commerce ainsi que 38 logements fera l'objet d'une approbation conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme (01-282) lors d'une séance ultérieure du comité consultatif d'urbanisme.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	L'aménagement d'un logement en bordure de la rue Parthenais est compatible avec le milieu environnant compte tenu de la forte concentration d'unités résidentielles en bordure de cette artère.
Considérant que :	La continuité commerciale exigée en bordure de la rue Sainte-Catherine est respectée puisqu'un local d'une superficie de 165 m^2 avec une entrée sur le coin du bâtiment est prévu et est exclu de la présente demande.
Considérant qu' :	Un commerce accessible uniquement par la rue Parthenais aurait une très faible visibilité et un achalandage piéton beaucoup moindre qu'en bordure de la rue Sainte-Catherine.
Considérant que :	L'aménagement proposé pour le logement au rez-de-chaussée, ne vient pas altérer la continuité commerciale de la rue Sainte-Catherine puisqu'il serait situé en bordure de la rue Parthenais.

Considérant qu' : Actuellement, puisque dans le secteur environnant, l'offre d'unité commerciale est grande comparativement à la demande, il n'est pas souhaitable d'aménager un nouveau commerce qui serait peu visible et moins accessible que d'autres déjà aménagés ayant pignon sur la rue Sainte-Catherine.

Considérant que : Le projet n'est pas susceptible d'avoir des impacts négatifs sonores ou d'achalandage sur le secteur.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :

- **L'usage « bâtiment abritant un nombre illimité de logements » est autorisé uniquement dans l'unité d'une superficie maximale de 70 m^2 en bordure de la rue Parthenais.**

Par ailleurs, les membres du comité souhaitent se prononcer sur le traitement architectural du projet en proposant les éléments suivants :

- **Enrichir la matérialité ;**
- **Tenir compte du contexte d'intégration en favorisant un meilleur dialogue avec les bâtiments avoisinants.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.22

2019/03/12 18:30

(1)

Dossier # : 1192624001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser la tenue d'événements sur le domaine public (saison 2019, 2e partie, A) et édicter les ordonnances

D'autoriser l'occupation du domaine public pour la tenue des événements identifiés dans le document intitulé « Programmation d'événements sur le domaine public (saison 2019, 2e partie, A) », et ce, sur les sites qui y sont décrits et selon les horaires spécifiés;
D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-3, permettant à certaines conditions le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur.

D'édicter, en vertu du Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1), article 8 permettant de vendre des articles promotionnels, de la nourriture et des boissons, pour chaque événement identifié au dossier;

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-03-01 13:28

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1192624001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser la tenue d'événements sur le domaine public (saison 2019, 2e partie, A) et édicter les ordonnances

CONTENU

CONTEXTE

Les conseils d'arrondissement peuvent autoriser la tenue d'événements ayant lieu sur le domaine public de leur territoire respectif et, à cette fin, déroger à la réglementation municipale (Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M. c. O-0.1)). À cet effet, nous présentons le deuxième dossier comportant des événements locaux ayant lieu sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, pour l'année 2019 et nous demandons l'aval du conseil d'arrondissement pour autoriser l'occupation du domaine public selon les dates et les heures indiquées pour les événements identifiés en annexe et de déroger aux règlements suivants :

- Règlement sur le bruit (R.R.V.M. c. B-3, article 20);
- Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1), article 8;

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1192624002 / CA19 240052 adopté le 2 février 2019 - Autoriser la tenue d'événements sur le domaine public (saison 2019, 1er partie, A) et édicter les ordonnances
1182624006 / CA18 240678 adopté le 5 décembre 2018 - Autoriser la tenue d'événements sur le domaine public (saison 2018, 10e partie, A) et édicter les ordonnances

DESCRIPTION

De nombreux événements se réalisent dans l'arrondissement de Ville-Marie. Les événements sont de différentes catégories, ils peuvent être de nature communautaire, sociale, sportive, éducative, multiculturelle, de levée de fonds, civique, commémorative ou festive. L'occupation du domaine public peut se réaliser de différentes façons : occupation en tout ou en partie d'un square, d'une place, d'un parc; la fermeture d'une ou plusieurs rues, d'un circuit; ou bien d'une combinaison, telle l'occupation simultanée d'un parc et d'une rue. Les événements concernés sont d'envergure locale.
Les événements en annexe ont été ou seront soumis pour avis aux différents services, directions et intervenants pour approbation des mesures de sécurité et des plans d'installations. Ils seront balisés en conformité avec la réglementation municipale et les encadrements administratifs d'usage. De plus, une « Autorisation de présentation d'un

événement sur le domaine public » sera remise à chacun des promoteurs lorsque l'avenant d'assurance responsabilité civile sera remis.

JUSTIFICATION

Ils contribuent à l'épanouissement de la population en permettant aux citoyens de se rencontrer et d'établir des contacts humains dans un cadre convivial. Les événements sur le domaine public sont gratuits et accessibles à tous. Afin de les réaliser, plusieurs autorisations sont nécessaires, par exemple : le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur permettra la présentation de divers spectacles et ainsi permet aux citoyens de se familiariser avec les autres cultures; la vente d'aliments et d'articles promotionnels permet aux organismes d'autofinancer les événements.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts reliés aux services requis par la Ville pour le soutien à la réalisation d'événements sont assumés à même les budgets de fonctionnement des services et des directions concernés.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La présentation d'événements sur le domaine public s'inscrit dans une perspective d'amélioration de la qualité de vie des citoyens montréalais.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Chacun des événements faisant l'objet de la présente programmation relève de l'agente de projet qui consulte et coordonne l'événement auprès des divers services municipaux impliqués (ex. Services d'urgences, Direction des travaux publics, etc.) afin d'en minimiser les impacts auprès de la population.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les ordonnances seront publiées dans les journaux.
Selon le cas, les promoteurs annonceront leur événement dans les quotidiens, le journal de quartier, ou autres. De plus, lors de fermeture de rues, les promoteurs installeront, 10 jours avant l'événement, des affiches indiquant les heures de fermeture de la rue et informeront les citoyens des rues concernées.

Transmission de la résolution et des ordonnances au SPVM et au SSIM par la Direction des services administratifs et du greffe.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Réalisation des événements

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève LEDOUX
Agente de projets, promotions et événements spéciaux

Tél : 514 872-8862
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-27

Maryse BOUCHARD
Directrice par intérim

Tél : 514 872-7667
Télécop. : 514 868-3292

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Maryse BOUCHARD
Directrice par intérim
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2019-03-01

ANNEXE 1
PROGRAMMATION D'ÉVÉNEMENTS SUR LE DOMAINE PUBLIC (SAISON 2019, 2e PARTIE A)

Événements à autoriser				Conseil d'arrondissement											
				Dérogations											
						P-1 art. 8 (vente) Paix et ordre sur le domaine public									
Événements	**Organismes**	**Dates jj/mm**	**Lieu (x)**	**O-0.1 Occ. dom. public**	**C-4.1 Circ & Stat**	**Marchandise**	**Aliment et boisson non-alcooliques**	**Boissons alcooliques**	**P-1 art. 3 Consom. d'alcool**	**B-3 art. 20 Bruit**	**01-282 art. 560 Urbanisme** (enseignes, enseignes publicitaires, marque de commerce, projection artistique, bannières)	**CA-24-085 art. 29 Civisme, respect, proprété** (Coller, clouer, brocher, attacher sur le mobilier urbain)	**CA-24-085 art. 45 Civisme, respect, proprété** (Échantillons)	**17-079 art.55 Circulation de véhiclules hippomobiles**
Cabane à sucre	DSLDS	06-Apr	**Parc Julia-Drummond**	11h à 14h			11h à 14h			11h à 14h				
Cabane à sucre	DSLDS	13-Apr-19	**Square-Cabot**	11h à 14h			11h à 14h			11h à 14h				
Cabane à sucre	DSLDS	27-Apr-19	**parc Médéric-Martin sud**	12h à 15h			12h à 15h			12h à 15h				

Légende

R : Récurrent

N : Nouvel événement

A : Amplification

AF : Amplification faible

PA :Petite affluence (moins de 100 personnes)

MA : Moyenne affluence (entre 100 et 500 personnes

GA : Grande affluence (plus de 500)

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1192624002 a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans _____ le _____, date de son entrée en vigueur.

P-12.2 art.7 Propréte et protection du domaine public (Peinture sur chaussée)	Autres informations
	RAMA
	RAMA
	RAMA

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
P-1

ORDONNANCE RELATIVE À LA PROGRAMMATION D'ÉVÉNEMENTS SUR LE DOMAINE PUBLIC (SAISON 2019, 2E PARTIE, A)

Vu l'article 8 du *Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public* (R.R.V.M., chapitre P-1);

À sa séance du 12 mars 2019, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Il est permis de vendre de la nourriture et des boissons non alcoolisées, ainsi que de consommer ces boissons, sur les sites et selon les horaires des événements identifiés à l'annexe 1.

2. L'article 1 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec la Loi sur les produits alimentaires (L.R.Q., c. P-29) ou tout règlement adopté en vertu de celle-ci.

3. La nourriture et les boissons doivent être servies et consommées dans des contenants en plastique, seulement sur les sites auxquels réfère l'annexe 1.

Les matières résiduelles recyclables doivent être récupérées.

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1192624001) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans _____ le _____, date de son entrée en vigueur.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
B-3

ORDONNANCE RELATIVE À LA PROGRAMMATION D'ÉVÉNEMENTS SUR LE DOMAINE PUBLIC (SAISON 2019, 2E PARTIE, A)

Vu l'article 20 du *Règlement sur le bruit* (R.R.V.M., chapitre B-3);

À sa séance du 12 mars 2019, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur est exceptionnellement permis sur les sites et selon les horaires des événements identifiés à l'annexe 1.

L'utilisation des mégaphones est cependant prohibée, sauf à des fins de sécurité.

2. Le niveau de pression acoustique maximal autorisé est de 75 dBA et 90 dBC, LAeq 1 minutes, mesuré à 5 mètres des appareils sonores installés sur les sites identifiés en annexe.

_ _

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1192624001) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans _____ le _____, date de son entrée en vigueur.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.23

2019/03/12 18:30

(1)

Dossier # : 1190318003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance permettant à la Société de développement commercial Destination Centre-ville de mettre en place un service de voiturier sur le domaine public en marge du Projet Sainte-Catherine Ouest.

D'édicter, en vertu du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085, article 45, 2e alinéa), l'ordonnance CA-24-085, o. xx permettant à la Société de développement commercial Destination Centre-ville d'offrir un service de voiturier sur le domaine public dans l'environnement du chantier Sainte-Catherine Ouest.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-03-01 13:26

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1190318003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance permettant à la Société de développement commercial Destination Centre-ville de mettre en place un service de voiturier sur le domaine public en marge du Projet Sainte-Catherine Ouest.

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal a récemment débuté d'importants travaux de réhabilitation et de réaménagement de la rue Sainte-Catherine à l'ouest de la rue De Bleury. Afin de minimiser les impacts de ces travaux sur les commerçants, la Société de développement commerciale Destination Centre-ville veut mettre en place un service de voiturier sur le domaine public. Ce service de voiturier est une mesure temporaire qui vise à répondre à la perte d'espaces de stationnement et à la difficulté de circuler dans le secteur dû au chantier sur la rue Sainte-Catherine Ouest et dans ses abords. La SDC souhaite ainsi retenir les clientèles des commerces de l'artère durant les travaux.
La SDC Destination Centre-ville s'engage à faire les demandes des permis pour l'occupation du domaine public et à s'assurer que le service est opéré en respect des règlements de l'arrondissement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

La SDC Destination Centre-ville sera promoteur du service de voiturier sur le domaine public et le sous -traitera à une entreprise privée. Le service de voiturier nécessite l'installation de deux conteneurs de petite taille qui seront utilisés comme débarcadères. Il est prévu que ces débarcadères soient localisés sur la rue Sainte-Catherine, à proximité de la rue Mansfield ainsi que sur le boulevard de Maisonneuve, à l'intersection de la rue De Bleury. Ces emplacements tiennent compte de l'achalandage, de la proximité aux commerçants affectés par le chantier et de la proximité aux espaces stationnement négociés par le fournisseur du service.

JUSTIFICATION

L'accessibilité aux commerces et la circulation dans le secteur sont des enjeux majeurs et l'implantation d'un service d'un voiturier sur le domaine public est une stratégie susceptible de répondre à ces enjeux, comme ça a été le cas pour un service similaire offert par la SDC du Vieux-Montréal en 2016. L'article 45 du Règlement Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085) prescrit ce qui suit : À moins qu'un règlement ne l'autorise, il est

interdit de se tenir sur le domaine public ou sur la partie extérieure d'une propriété privée située à moins de 6 m du domaine public pour offrir, moyennant contrepartie, ses services ou ceux d'autrui à une personne, l'inviter à entrer ou se rendre à un lieu d'affaires, la photographier sans son consentement ou lui offrir de la photographier, lui remettre un article publicitaire, un coupon ou un certificat permettant d'obtenir un article, une marchandise ou autre service avec ou sans contrepartie, ou obtenir une clientèle pour soi-même ou pour autrui.
Le conseil d'arrondissement peut, par ordonnance, permettre pour une durée déterminée et dans le cadre d'un événement particulier, de déroger au premier alinéa. Il y a donc lieu d'édicter une ordonnance, en vertu du deuxième alinéa de l'article 45 du règlement CA-24-085, permettant à la Société de développement commerciale Destination Centre-ville de mettre en place un service de voiturier sur le domaine public dans l'environnement du chantier de la rue sainte-Catherine Ouest.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s/o

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s/o

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s/o

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'ensemble des communications est pris en charge par l'équipe du Chantier Sainte-Catherine Ouest, conjointement avec la société de développement commercial Destination Centre-Ville

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

s/o

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Denis COLLERETTE
Commissaire - développement économique

Tél : 514-872-5603
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-03-01

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

Ville-Marie
Montréal

CA-24-085, o. xx	Ordonnance relative au service de voiturier en marge du chantier Sainte-Catherine ouest

Vu le 2e alinéa de l'article 45 du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085);

À sa séance du 12 mars 2019, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Durant les travaux reliés au chantier de la rue Sainte-Catherine Ouest, il est permis à la Société de développement commercial Destination Centre-ville de mettre en place un service de voiturier sur le domaine public occupant au plus 2 emplacements de stationnement sur rue, tel que décrit à l'annexe A de la présente ordonnance.

2. L'autorisation visée à l'article 1 est valable du 15 mars au 31 décembre 2019.

3. Le directeur général adjoint de Ville-Marie peut retirer en tout temps cette autorisation.

ANNEXE A
SERVICE DE VOITURIER

Un avis relatif à cette ordonnance (1190318003) *a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans* Le Devoir *le xx mars 2019, date de son entrée en vigueur.*

ANNEXE A
SERVICE DE VOITURIER

Le débarcadère comptera deux espaces de stationnement sur le côté sud de la rue Notre-Dame, à l’ouest de la rue Saint-Claude.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.24

2019/03/12
18:30

(1)

Dossier # : 1195125005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance relative aux emplacements et à l'exercice des activités de musiciens, d'amuseurs publics et de sculpteurs de ballons sur la place d'Armes et la place Jacques-Cartier, en vertu du Règlement sur les musiciens et amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine public (CA-24-006) durant la saison 2019.

Édicter une ordonnance relative aux emplacements et à l'exercice des activités de musiciens, d'amuseurs publics et de sculpteurs de ballons sur la place d'Armes et la place Jacques-Cartier, en vertu du Règlement sur les musiciens et amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine public (CA-24-006) durant la saison 2019.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-03-01 13:27

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1195125005**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance relative aux emplacements et à l'exercice des activités de musiciens, d'amuseurs publics et de sculpteurs de ballons sur la place d'Armes et la place Jacques-Cartier, en vertu du Règlement sur les musiciens et amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine public (CA-24-006) durant la saison 2019.

CONTENU

CONTEXTE

L'article 28.1 du *Règlement sur les musiciens et amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine public* implique l'édiction de diverses ordonnances eu égard à la gestion du domaine public.
La présente ordonnance porte sur les conditions d'exercice des activités de musiciens, d'amuseurs publics et de sculpteurs de ballons pour la saison 2019 sur la place d'Armes et la place Jacques-Cartier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1186673008 / CA18 240212 - Édicter une ordonnance relative aux emplacements et à l'exercice des activités de musiciens, d'amuseurs publics et de sculpteurs de ballons sur la place d'Armes, sur la place Jacques-Cartier et ses environs, en vertu du *Règlement sur les musiciens et amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine public* (CA-24-006).

DESCRIPTION

Conditions d'exercice des activités de musiciens, d'amuseurs publics et de sculpteurs de ballons du 10 mai au 31 décembre 2019 dans le Vieux-Montréal :
En vertu de l'ordonnance sur l'exercice des activités des musiciens et des amuseurs publics sur le domaine public (CA-24-006, o.55), les musiciens, les amuseurs publics et les sculpteurs de ballons sont interdits dans le quadrilatère délimité par les rues Saint-Antoine, Berri, de la Commune et Saint-François-Xavier, sauf aux emplacements et heures spécifiquement désignés à cette fin par ordonnance.

La présente ordonnance détermine les emplacements et les heures désignés pour la saison 2019:

De 11 h à 23 h - Sur la place Jacques-Cartier:

- Le site Nelson, réservé aux musiciens;

- Le site Le Royer, réservé aux musiciens et aux amuseurs publics;
- Quatre emplacements réservés aux sculpteurs de ballons;

De 11 h à 23 h - Sur la place d'Armes

- Un emplacement réservé aux musiciens et aux amuseurs publics.

Pour se prévaloir du droit d'exercice, les musiciens, amuseurs publics et sculpteurs de ballons doivent obligatoirement s'inscrire sur le système de réservation en ligne de l'arrondissement de Ville-Marie soit mapvillemarie.com.

De plus, sur la place Jacques-Cartier, aux emplacements Nelson et Le Royer, le musicien ou l'amuseur public devra obligatoirement utiliser le système de sonorisation installé par l'arrondissement.

En raison des travaux prévus sur la rue Saint-Paul au cours de l'été 2019, les deux emplacements qui étaient réservés aux mimes, aux statues et aux musiciens sans amplification ne seront pas disponibles.

JUSTIFICATION

Le Vieux-Montréal et la place Jacques-Cartier font l'objet d'intenses activités : événements spéciaux, augmentation des activités d'animation, développement résidentiel et commercial, affluence touristique.
L'ajout d'un emplacement pour les musiciens de toute catégorie sur la place Jacques-Cartier (Le Royer) permet d'augmenter la possibilité de performer sur le domaine public. Antérieurement, cet espace n'était réservé qu'aux amuseurs publics.

Afin d'éliminer les nuisances concernant le bruit ou le niveau sonore trop élevé produits par certains détenteurs de permis, l'arrondissement installera des amplificateurs ajustés à un niveau acoustique maximal ne pouvant être entendu à une distance supérieure à 25 mètres, tel que stipulé par le règlement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts sont assumés à même les budgets de l'arrondissement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Aucun impact majeur, si ce n'est que la diminution des plaintes liées aux nuisances sonores dans le secteur.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Durant toute la période, la Division de la culture et des bibliothèques sera en contact avec les représentants des musiciens et amuseurs publics via un comité paritaire.

- La division rencontrera tous les détenteurs de permis intéressés à se produire sur la place lors d'une réunion qui se tiendra en mai 2019.
- Le système de réservation en ligne mapvillemarie.com attribuera l'horaire des prestations.
- Un dépliant d'information indiquant les conditions d'obtention d'un permis et de son usage est remis à tous les demandeurs.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

La saison est du 10 mai au 31 décembre 2019.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Soraya MIRANDA
Agente de développement culturel

Tél : 514 868-4925
Télécop. : 514 868-3292

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-25

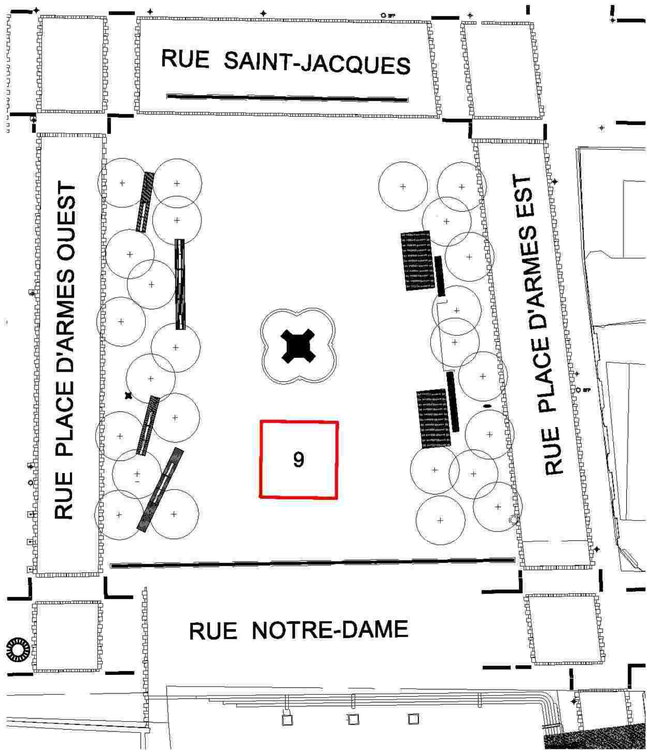
Maryse BOUCHARD
Directrice par intérim

Tél : 514 872-7667
Télécop. : 514 868-3292

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Maryse BOUCHARD
Directrice par intérim
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2019-03-01

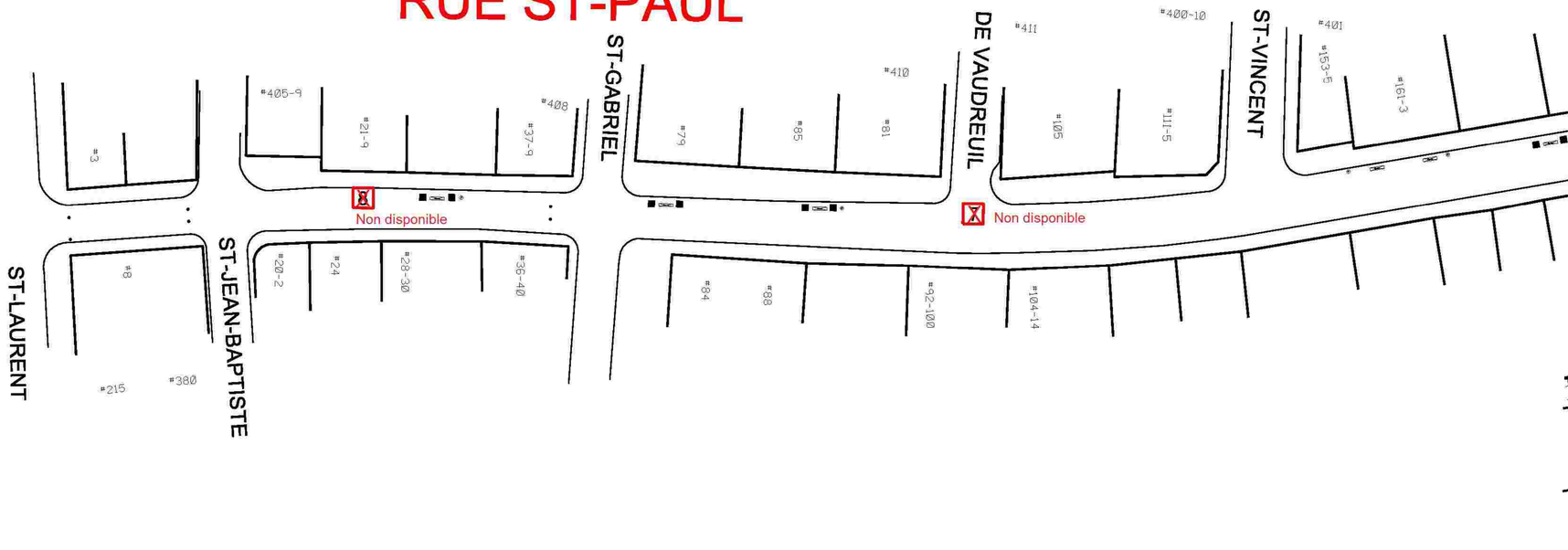
PLACE D'ARMES



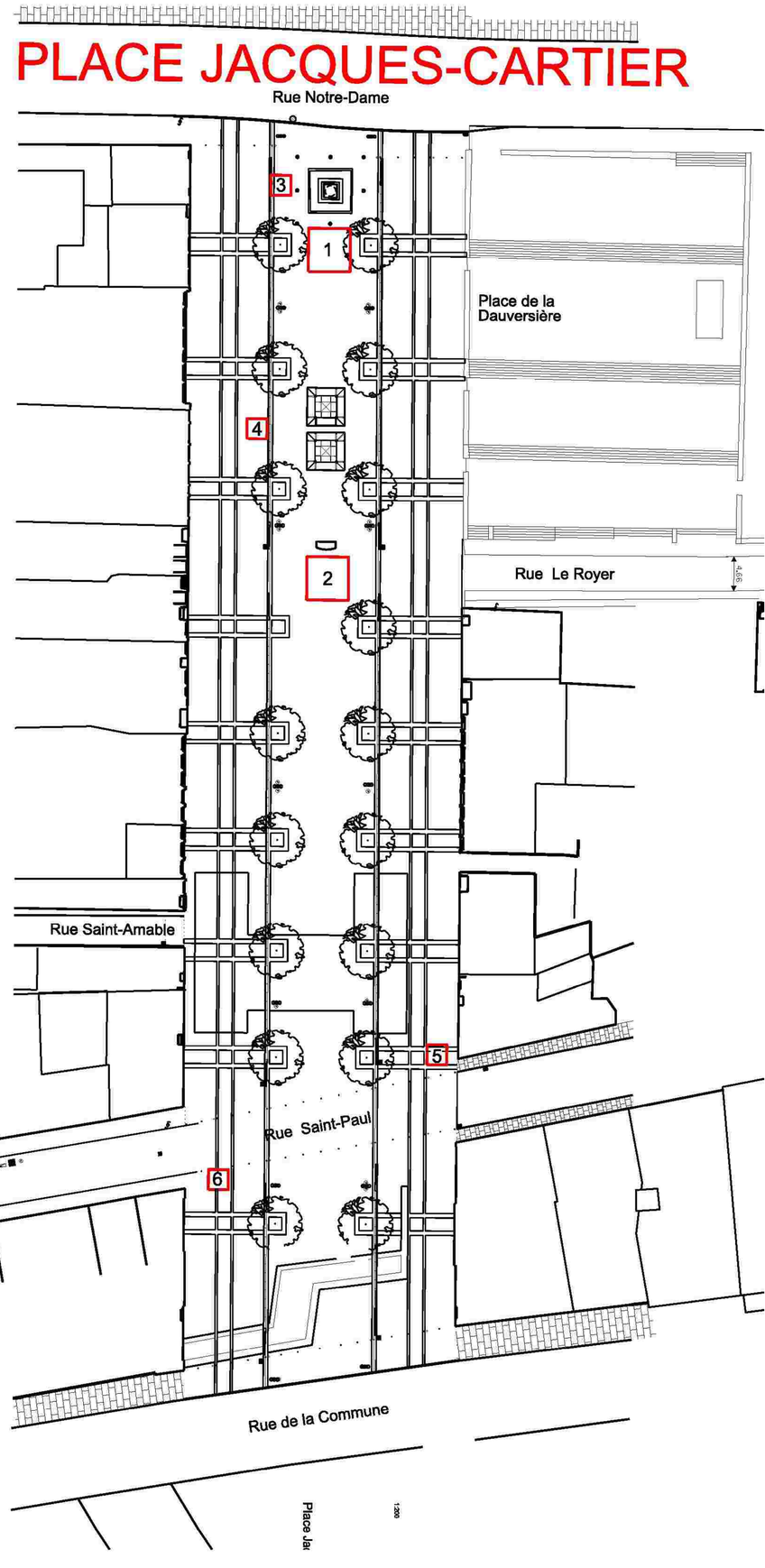
SAISON 2019

# SITE	EMPLACEMENT	TYPE DE PERMIS
1	Nelson	Musiciens
2	Le Royer	Musiciens et Amuseurs Publics
3	PJC Ouest Notre-Dame	Sculpteurs de ballons
4	PJC Ouest Marché Public	Sculpteurs de ballons
5	PJC Est St-Paul Nord	Sculpteurs de ballons
6	PJC Ouest St-Paul Sud	Sculpteurs de ballons
7	St-Paul Nord coin Vaudreuil	Musiciens et Amuseurs Publics
8	St-Paul Nord entre St-Jean-Baptiste et St-Gabriel	Musiciens et Amuseurs Publics
9	Place d'Armes	Musiciens et Amuseurs Publics

RUE ST-PAUL



PLACE JACQUES-CARTIER



Ville-Marie
Montréal

CA-24-006, o.	**Ordonnance relative aux emplacements désignés et à l'exercice des activités de musiciens, d'amuseurs publics et sculpteurs de ballons sur la place d'Armes et sur la place Jacques-Cartier**

Vu l'article 28.1 du *Règlement sur les musiciens et aux amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine public* (CA-24-206).

À sa séance du 12 mars 2019, le conseil d'arrondissement décrète :

1. La présente ordonnance est en vigueur du 10 mai au 31 décembre 2019.

2. L'animation des emplacements sur les places d'Armes et Jacques-Cartier est autorisée de 11 h à 23 h lorsqu'il n'y a pas d'autres activités programmées, et ce, conformément à la présente ordonnance.

3. Les conditions suivantes s'appliquent à l'exercice des activités de musiciens, d'amuseurs publics et de sculpteurs de ballons sur la place d'Armes et la place Jacques-Cartier :

3.1. Pour jouer sur les emplacements désignés au plan joint identifiant la place d'Armes et la place Jacques-Cartier, les musiciens, amuseurs publics et sculpteurs de ballons, détenteurs de permis en règle, doivent obligatoirement s'inscrire sur le système de réservation en ligne de l'arrondissement à l'adresse mapvillemarie.com.

3.2. L'emplacement Nelson de la place Jacques-Cartier est strictement réservé aux musiciens.

3.3. L'emplacement Le Royer de la place Jacques-Cartier est réservé aux musiciens et aux amuseurs publics.

3.4. Sur l'emplacement Le Royer, les amuseurs publics et les musiciens peuvent utiliser le feu dans le cadre de sa prestation en se conformant aux conditions suivantes :

1° être détenteur d'une approbation du Service de sécurité incendie de Montréal;

2° respecter le périmètre de sécurité déterminé par le Service de sécurité incendie de Montréal;

3° avoir à portée de main tout équipement exigé par le Service de sécurité incendie de Montréal;

4° ne déverser aucun liquide inflammable ou combustible sur le sol;

5e respecter l'ensemble des exigences du Service de sécurité incendie de Montréal relatives à l'usage du feu ou de combustible.

3.5. Le nombre de sculpteurs de ballons pouvant se produire sur la place Jacques-Cartier est d'au maximum quatre sur les emplacements désignés à cette fin uniquement.

3.6. Pour les prestations se déroulant du lundi au jeudi, le musicien, l'amuseur public ou le sculpteur de ballon doit inscrire ses disponibilités et le choix de ses emplacements sur le système de réservation en ligne de l'arrondissement avant le samedi midi (12 h). Le samedi à midi (12 h), une loterie, générée par le système de réservation, déterminera au hasard les horaires des prestations. Le musicien, l'amuseur public ou le sculpteur de ballon recevra par courriel son horaire officiel pour la période du lundi au jeudi suivant.

3.7. Pour les prestations se déroulant du vendredi au dimanche, le musicien, l'amuseur public ou le sculpteur de ballon doit inscrire ses disponibilités et le choix de ses emplacements sur le système de réservation en ligne de l'arrondissement avant le mercredi midi (12 h). Le mercredi à midi (12 h), une loterie, générée par le système de réservation, déterminera au hasard les horaires des prestations. Le musicien, l'amuseur public ou le sculpteur de ballon recevra par courriel son horaire officiel pour la période du vendredi au dimanche suivant.

3.8. Les musiciens, amuseurs publics et sculpteurs de ballons doivent fournir les prestations aux dates, heures et emplacements déterminés suite au résultat de la loterie du système de réservation en ligne de l'arrondissement.

3.9. Le musicien, l'amuseur public ou le sculpteur de ballon doit impérativement annuler sa réservation sur le système de réservation en ligne de l'arrondissement avant 10 h le jour de la prestation si celui-ci ne peut l'honorer, afin de permettre qu'une nouvelle loterie soit générée pour le ou les plages horaires concernées.

3.10. Le musicien, l'amuseur public ou le sculpteur de ballon doit se présenter à l'heure et au lieu de sa prestation muni de la confirmation/horaire qui lui a été attribué par le système de réservation en ligne et ne pas interférer avec les autres prestations en cours.

3.11. Les musiciens, amuseurs publics ou sculpteurs de ballons ne peuvent pas changer d'horaire ou d'emplacement, et ce, même s'ils détiennent l'accord d'un autre détenteur de permis.

3.12. À la place d'Armes et à la place Jacques-Cartier, le niveau sonore d'une prestation ne peut être entendu à plus de 25 mètres du site.

3.13. Sur la place Jacques-Cartier, aux emplacements Nelson et Le Royer, le musicien ou l'amuseur public doit obligatoirement utiliser le système de sonorisation mis à sa disposition par l'arrondissement. Aucun système d'amplification personnel n'est autorisé.

4. Le détenteur de permis qui contrevient à l'une des conditions d'exercice prévues à l'article 3 de la présente ordonnance est passible, en plus des dispositions pénales prévues aux articles 30 et 31 du règlement :

1° pour une première infraction, d'être suspendu de la réservation pour la durée d'inscription à une loterie (3 ou 4 jours);

2° pour une première récidive à l'intérieur d'une période d'un mois, d'être suspendu pour la durée de deux périodes d'inscription à la loterie;

3° pour toute récidive additionnelle, d'être suspendu pour le reste de la saison.

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1195125005) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir *le* _____ *date de son entrée en vigueur.*

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.25

2019/03/12
18:30

(1)

Dossier # : 1192624003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter, en vertu du Règlement sur les musiciens et amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine public (CA-24-006), une ordonnance permettant de fixer les conditions d'exercice des activités des demandeurs pour l'année 2019

D'édicter en vertu du Règlement sur les musiciens et amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine public (CA-24-006), une ordonnance permettant de fixer les conditions d'exercice des activités des demandeurs pour l'année 2019.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-03-04 08:53

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1192624003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter, en vertu du Règlement sur les musiciens et amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine public (CA-24-006), une ordonnance permettant de fixer les conditions d'exercice des activités des demandeurs pour l'année 2019

CONTENU

CONTEXTE

Les articles 28 et 28.1 du *Règlement sur les musiciens et amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine public* (CA-04-006) impliquent l'édiction de diverses ordonnances pour la gestion des activités des amuseurs publics sur le domaine public.
L'ordonnance incluse au présent sommaire décisionnel vise les diverses modalités concernant l'obtention d'un permis de musicien, d'amuseur public ou de sculpteur de ballons ainsi que les conditions d'exercice de l'activité.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1186673011 / CA 18 240202 Édicter en vertu du Règlement sur les musiciens et amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine public (CA-24-006), une ordonnance permettant de fixer les conditions d'exercices et les diverses dates concernant les activités des demandeurs pour l'année 2018.

DESCRIPTION

Édicter l'ordonnance concernant les modalités d'obtention d'un permis ainsi que les conditions d'exercice de l'activité des musiciens, amuseurs publics et sculpteurs de ballons.
Les permis de musiciens, d'amuseurs publics et de sculpteurs de ballons ne sont pas contingentés, mais ils sont assujettis à plusieurs conditions :

- Exercer les activités de musiciens, d'amuseurs publics et sculpteurs de ballons sur tout le territoire de l'arrondissement, à l'exclusion du quadrilatère délimité par les rues Saint-Antoine, Berri, de la Commune et Saint-François-Xavier inclusivement, ainsi qu'aux endroits où il n'y a pas d'autres activités programmées;
- Utiliser un équipement d'amplification de son ou une bande sonore d'accompagnement qui ne peut être entendu à plus de 25 mètres;

- Se déplacer à plus de 60 mètres de l'emplacement initial après une représentation d'au plus 60 minutes;
- Respecter une distance d'au moins 2 mètres d'un emplacement réservé à un artisan, artiste exposant ou artiste portraitiste caricaturiste;

JUSTIFICATION

Démarche annuelle nécessaire pour l'application du règlement CA-24-006 et pour la gestion des activités d'animation sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Aucun

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'ordonnance assure une saine gestion des activités d'animation sur le territoire de l'arrondissement.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un dépliant d'information est préparé par la Division des communications afin d'indiquer les procédures d'obtention d'un permis, son usage, et de la réglementation qui s'applique.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Rencontre prévue en mai 2019 avec tous les détenteurs de permis.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Soraya MIRANDA
Agente de développement culturel

Tél : 514-868-4923
Télécop. : 514-868-3292

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-25

Maryse BOUCHARD
Directrice par intérim

Tél : 514 872-7667
Télécop. : 514 868-3292

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Maryse BOUCHARD
Directrice par intérim
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2019-02-27

Ville-Marie
Montréal

CA-24-006, o. 55 Ordonnance sur l'exercice des activités des musiciens et des amuseurs publics sur le domaine public

Vu les articles 28 et 28.1 du *Règlement sur les musiciens et amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine public* (CA-24-006);

À sa séance du 12 mars 2019, le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie décrète :

1. Pour la saison 2019, les demandes de permis de musiciens, d'amuseurs publics et de sculpteurs de ballons doivent être faites en complétant le formulaire et en se présentant en personne, du lundi au vendredi entre 8 h 30 et 16 h 30, au bureau Accès Montréal-Ville-Marie, situé au 17e étage du 800, boulevard De Maisonneuve Est.

2. L'âge minimum pour l'obtention d'un permis est fixé à 16 ans au moment du dépôt de la requête.

3. Lorsqu'il n'y a pas d'autres activités d'animation ou programmation d'activités autorisées par l'arrondissement, les activités de musiciens, d'amuseurs publics et sculpteurs de ballons, peuvent être exercées sur tout le territoire de l'arrondissement de 9 h à 23 h, à l'exclusion du quadrilatère délimité par les rues Saint-Antoine, Berri, de la Commune et Saint-François-Xavier inclusivement.

4. Malgré l'article 3, lorsqu'il n'y a pas d'autres activités d'animation ou programmation d'activités autorisées par l'arrondissement, les activités de musiciens, d'amuseurs publics et sculpteurs de ballons, peuvent être exercées dans le quadrilatère mentionné à l'article 3 aux emplacements et heures spécifiquement désignés à cette fin par ordonnance.

5. Une prestation d'un musicien ou d'un amuseur public ne peut dépasser une heure sur un même emplacement. Après cette heure, le titulaire de permis doit se déplacer sur un autre emplacement situé à au moins 60 mètres et ne peut revenir sur l'emplacement initial avant au moins une heure.

6. Un seul titulaire de permis de musicien ou d'amuseur public ou une seule formation titulaire d'un permis de musiciens ou d'amuseurs publics à la fois est autorisé à offrir une prestation au même endroit.

7. Sous réserve de l'article 9, l'utilisation d'un équipement d'amplification du son ou une bande sonore d'accompagnement ne peut être entendue à plus de 25 mètres.

8. Pour attirer la foule en vue d'une prestation, un musicien, un amuseur public ou un sculpteur de ballons ne peut utiliser un klaxon, un sifflet ou tout autre instrument ou source de bruit ou de musique pouvant être entendu d'un emplacement voisin où a lieu la prestation d'un autre musicien ou amuseur public.

9. Le son émis par un instrument du groupe des cuivres ou un instrument de percussion ne peut être amplifié.

10. L'utilisation du feu est interdite sur tout le territoire à l'exception des endroits spécifiquement désignés à cette fin par ordonnance.

11. Un musicien ou un amuseur public ne peut requérir une somme d'argent à l'occasion d'un spectacle ou d'une prestation autrement qu'en suggérant une contribution volontaire et peut, à cette fin, avoir à ses pieds un récipient quelconque servant à récolter de l'argent ou passer un tel récipient pendant ou à la fin de son spectacle ou de sa prestation. Personne ne peut, au nom d'un musicien ou un amuseur public, récolter de l'argent ou passer un tel récipient au début, pendant ou à la fin d'une prestation.

12. Un sculpteur de ballons peut offrir son produit en affichant clairement le prix demandé sans aucune autre forme de sollicitation.

13. La sollicitation des enfants d'une façon ou d'une autre est prohibée.

14. Un musicien ou amuseur public peut offrir en vente uniquement des services ou des biens, tels que des disques, vidéos ou cartes postales, qui découlent directement de sa prestation. Il est autorisé à les offrir en vente sur l'emplacement où il présente une prestation et à l'occasion de cette dernière. Il ne peut pas vendre des produits d'un autre artiste ou groupe auquel il appartient.

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1192624003 a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir *le* _____*, date de son entrée en vigueur*

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.26

2019/03/12 18:30

(1)

Dossier # : 1196890001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Désigner, comme étant une place publique, la portion de la rue Sainte-Catherine Est, entre la rue Saint Hubert et l'avenue Papineau, du vendredi 26 avril 2019 au vendredi 26 septembre 2019, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation de cafés-terrasses et d'équipements d'embellissement sur la rue Amherst et édicter les ordonnances

De désigner en vertu du Règlement municipal (R.R.V.M., chapitre P-1) comme étant une place publique la portion de la rue Sainte-Catherine Est, entre la rue Saint-Hubert et l'avenue Papineau, du vendredi 26 avril 8 h au vendredi 26 septembre 2019 à 7 h, dans le cadre du projet de piétonnisation de la rue Sainte-Catherine Est et y autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances;

D'édicter, en vertu du Règlement concernant la paix et l'ordre public (R.R.V.M., chapitre P-1, articles 1, 3, 8 et 11.1) l'ordonnance P-1, o. XXX permettant de vendre de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non, ainsi que la consommation de ces boissons, sur les cafés-terrasses installés le long de ce tronçon, du jeudi 2 mai au mardi 15 octobre, entre 8 h et 23 h du dimanche au mercredi, et de 8h00 à 03h00 les jeudis, vendredis et samedis ainsi que les dimanches 19 mai, 23 juin, 30 juin, 11 août, 18 août, 1 septembre et les mercredis de Feux d'artifices (10 et 17 juillet / 31 juillet et 7 août 2019); et l'application des interdictions et contraventions concernant les bicyclettes, les planches à roulettes et les patins à roues alignées;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., c. C-4.1, article 3, paragraphe 8), l'ordonnance C-4.1, 0. XXX permettant la fermeture de rue;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085) l'ordonnance CA-24-085, XXX permettant la distribution d'articles promotionnels lors de l'événement de la piétonisation de la rue Sainte-Catherine Est;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine et du mobilier urbain (R.R.V.M.c. P-12.2, article 7) l'ordonnance P-12, o. 32, permettant le marquage sur la chaussée et d'autoriser de peindre au pochoir, avec de la peinture soluble

à l'eau, des fresques sur la surface de la chaussée de la rue Sainte-Catherine, entre les rues St-Hubert et Papineau.

D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-3, o. xx permettant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur selon les sites et les horaires des événements identifiés à l'annexe;

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-03-07 15:10

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1196890001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Désigner, comme étant une place publique, la portion de la rue Sainte-Catherine Est, entre la rue Saint Hubert et l'avenue Papineau, du vendredi 26 avril 2019 au vendredi 26 septembre 2019, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation de cafés-terrasses et d'équipements d'embellissement sur la rue Amherst et édicter les ordonnances

CONTENU

CONTEXTE

Pour une treizième années consécutive, l'arrondissement de Ville-Marie, les résidants, les commerçants et la Société de développement Commerciale du Village (SDC) s'entendent pour que la rue Sainte-Catherine Est soit encore une fois piétonnière, vendredi 26 avril 2019 au vendredi 26 septembre 2019, entre la rue Saint-Hubert et l'avenue Papineau. La SDC joue un rôle important dans le développement commercial et économique de son secteur en s'impliquant de façon importante dans la communauté et dans la commercialisation pour ses membres. Ce projet de piétonnisation s'inscrit dans une démarche de développement qui vise à favoriser l'augmentation de l'achalandage dans les commerces de la rue Sainte-Catherine Est.

La piétonnisation de la rue Sainte-Catherine Est se tiendra entre la rue Saint-Hubert et l'avenue Papineau, et ce, du vendredi 26 avril 2019 au vendredi 26 septembre 2019, 7 h.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1186890001- CA18 240 208 du 10 avril 2018 - Désigner, comme étant une place publique, la portion de la rue Sainte-Catherine Est, entre la rue Saint-Hubert et l'avenue Papineau, du vendredi 27 avril 2018 au vendredi 28 septembre 2018, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation de cafés-terrasses et d'équipements d'embellissement sur la rue Amherst et édicter les ordonnances

DESCRIPTION

En collaboration avec la Société de développement Commerciale du Village du Village, l'Association des résidants des Faubourgs et l'arrondissement de Ville-Marie, la rue Sainte-Catherine sera de nouveau piétonnisée entre la rue Saint-Hubert et l'avenue Papineau, et ce, vendredi 26 avril 2019 au vendredi 26 septembre 2019, **.**

De désigner en vertu du Règlement municipal (R.R.V.M., chapitre P-1) comme étant une place publique la portion de la rue Sainte-Catherine Est, entre la rue Saint-Hubert et l'avenue Papineau, du vendredi 26 avril 8 h au vendredi 26 septembre 2019 à 7 h, dans le cadre du projet de piétonnisation de la rue Sainte-Catherine Est et y autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances;

D'édicter, en vertu du Règlement concernant la paix et l'ordre public (R.R.V.M., chapitre P-1, articles 1,3, 8 et 11,1 l'ordonnance permettant de vendre de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non, ainsi que la consommation de ces boissons, sur les cafés terrasses installées le long de ce tronçon, du jeudi 2 mai au mardi 26 septembre et l'application des interdictions et contraventions concernant les bicyclettes, les planches à roulettes et les patins à roues alignées;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085) l'ordonnance permettant la distribution d'articles promotionnels lors de l'événement de la piétonnisation de la rue Sainte-Catherine Est;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-3, o. xx permettant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur selon les sites et les horaires des événements identifiés à l'annexe;

Du 26 avril à 8 h au 26 septembre à 7 h , la rue sera piétonnière et l'installation de cafés terrasses et d'éléments décoratifs seront autorisés. Pour ce faire, l'arrondissement de Ville-Marie désignera comme étant une place publique, ce tronçon de la rue Sainte-Catherine Est aux dates indiquées et y permettant l'occupation du domaine public à des fins de cafés terrasses et pour l'installation d'éléments décoratifs sur les rues Sainte-Catherine. Les cafés terrasses pourront être aménagés sur la totalité de la largeur du trottoir.

Les cafés terrasses pourront être ouverts de 8 h à 23 h du dimanche au mercredi inclusivement, et de 8 h à 3 h du jeudi au samedi inclusivement.
Les dimanches suivants les cafés terrasses seront exceptionnellement ouverts de 8 h à 3 h : les dimanches des congés fériés de la Journée National des Patriotes , de la St-Jean-Baptiste, de la Fête du Canada et de la Fête du Travail, Action de Grâce , ainsi que lors d'événements soit les dimanches 20 mai, 24 juin, 1 juillet et 2 septembre 2018; Les heures d’opération des cafés terrasses pendant lesquelles il sera permis d’y servir de la nourriture, des boissons alcoolisées ou non sont les suivantes :

De 8h00 à 3h00 : les jeudis, vendredis et samedis ainsi que: les dimanches 19 mai, 23 juin, 30 juin , 11 août , 18 août , 1 septembre ET les mercredis de Feux d’artifices (10 et 17 juillet / 31 juillet et 7 août)

De 8h00 à 23h00 : les dimanches, lundis, mardis et mercredis SAUF : les dimanches 19 mai, 23 juin, 30 juin , 11 août , 18 août , 1 septembre ET les mercredis de Feux d’artifices (10 et 17 juillet / 31 juillet et 7 août)

La vente de nourriture et de boissons alcooliques ou non y sera autorisée, conformément aux jours et aux heures d'ouverture des cafés terrasses cités précédemment. La Société de développement Commerciale du Village installera des rampes d'accès au trottoir à partir de la rue piétonne.

Plusieurs mesures de mitigation seront mises en place, notamment concernant l'accessibilité universelle ainsi que différentes actions faisant en sorte que les services municipaux puissent faire les interventions nécessaires à la bonne marche de ce projet. Un couloir libre de six mètres sera maintenu en tout temps pour assurer le passage des véhicules d'urgence et la circulation des piétons. Les ouvertures de la rue seront fermées par des pots de fleurs et bollards permettant le passage de véhicules d'urgence. Un plan de déviation de la

circulation sera mis en place en périphérie de la zone piétonne et à d'autres endroits stratégiques de façon à mieux répartir les véhicules. La rue Saint-Christophe, entre la rue Saint-Hubert et le boulevard René-Lévesque, sera réservée à la circulation locale puisque l'accès à la rue Sainte-Catherine ne sera pas possible.

JUSTIFICATION

La Société de développement Commerciale du Village consent beaucoup d'efforts pour valoriser son territoire. L'installation du décor des boules de 18 teintes différentes cette année sur la rue Sainte-Catherine Est entre la rue Saint-Hubert et la rue Cartier. Ces éléments décoratifs amène une autre dimension à la piétonnisation. Ce concept original a connu un succès dépassant nos frontières et s'est fait valoir à l'international.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Cette piétonnisation s'appuie sur le succès remporté au courant des dernières années. Elle contribuera certainement à mettre ce quartier en valeur, à favoriser sa vitalité commerciale, à répondre aux besoins de la population environnante et aux visiteurs qui pourront y découvrir un lieu festif et agréable.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La Division des communications de l'arrondissement de Ville-Marie et la Société de développement Commerciale du Village seront chargés de distribuer aux commerçants de la rue Sainte-Catherine Est, entre la rue Saint-Hubert et l'avenue Papineau, de l'information expliquant les différentes mesures qu'ils devront respecter pendant la fermeture de la rue et de l'information sur les dispositions à venir pour les prochaines années relatives à l'aménagement des cafés terrasses. Un avis sera aussi transmis aux résidants dans la périphérie de la piétonnisation.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adopter les dérogations nécessaires pour la tenue de certains événements pendant la saison estivale.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2019-02-26
Marc FLEURY contremaitre d'arrondissement - voirie et parcs	Driss EZZAHER chef de division	
Tél : 514 714-1531 **Télécop. :**	**Tél :** 514 868-4529 **Télécop. :**	

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2019-02-28

Ville-Marie
Montréal

P-12.2, o. XX	**Ordonnance relative à l'application de peinture au pochoir sur la chaussée de la rue Sainte-Catherine Est – Entre St-Hubert et Papineau**

Vu l'article 7 du Règlement concernant la propreté et la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M. c. P-12.2);

À sa séance du _____, le conseil d'arrondissement décrète :

1. À l'occasion de la piétonnisation de la rue Sainte-Catherine Est, il est permis de peindre au pochoir sur la rue Sainte-Catherine Est, entre la rue Saint-Hubert et Papineau avec de la peinture soluble à l'eau, sur la chaussée, à partir du vendredi 26 avril jusqu'au vendredi 18 octobre 2019.

2. Durant l'exécution des travaux de peinture **:**

1° une allée de circulation d'au moins 60 cm sur le trottoir doit être maintenue à la disposition des piétons;

2° la peinture ne doit pas empiéter sur un signal de circulation comme une ligne, une marque ou un signe au sol.

3. Cette autorisation est valable à partir du vendredi 26 avril au vendredi 18 octobre 2019.

4. À l'expiration de la période visée à l'article 3, la peinture doit être enlevée.

5. Les organisateurs de cet événement sont responsables de l'application de la présente ordonnance.

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1196890001) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans ,date de son entrée en vigueur.

Ville-Marie
Montréal

B-3, o. xxx	Ordonnance relative à la tenue d'événements sur le domaine public (saison 2019, 1re partie, A)

Vu l'article 20 du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., chapitre B-3);

À sa séance du 13 février 2018, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur est exceptionnellement permis sur les sites et selon les horaires des événements identifiés à l'annexe 1.

L'utilisation des mégaphones est cependant prohibée, sauf à des fins de sécurité.

2. Le niveau de pression acoustique maximal autorisé est de 75 dBA et 90 dBC, LAeq 1 minutes, mesuré à 5 mètres appareils sonores installés sur ce site.

– –

ANNEXE 1
PROGRAMMATION DES ÉVÉNEMENTS SUR LE DOMAINE PUBLIC
(SAISON 2019, 1re PARTIE, A)

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1186673001) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir *le 17 février 2018, date de son entrée en vigueur.*

ANNEXE 1

PROGRAMMATION DES FESTIVALS ET DES ÉVÉNEMENTS CULTURELS SUR LE DOMAINE PUBLIC
(SAISON 2018, 1re PARTIE, A)

Événements	Organismes	Dates j/mm	Lieu (x)	O-0.1 Occ. dom. public	C-4.1 Circ & Stat	P-1 art. 8 (vente)			P-1 art. 3 Consom. d'alcool	B-3 art. 29 Bruit	O-0.1 art. 2.1 Occ. Affichage	01-202 art. 560 Aff. dom. privé	CA-24-085 art. 45 Échantillons	V-1 art. 22 Véhicule hippomobile	P-12.2 art.7 Peinture sur chaussée	Autres informations
						Marchandise	Aliment et boisson non-alcoolique	Boisson alcoolique								
Fête du Nouvel An chinois - Danse du lion	L'Association chinoise de Montréal	18-févr	**Place Sun Yat Sen et trottoirs du Quartier chinois** Danse du lion selon le trajet suivant : Point de départ : Place Sun Yat Sen, Clark vers le nord (virage en U) et retour sur De la Gauchetière; De la Gauchetière vers l'ouest; Côté vers le sud (virage en U), trottoir est et retour sur de la Gauchetière; De la Gauchetière vers l'est, Clark vers le sud jusqu'à Viger; Viger, trottoir nord en direction est jusqu'à St-Laurent; Trottoir ouest de St-Laurent vers le nord; Trottoir sud de René-Lévesque vers l'ouest; Clark vers le sud et	11 h 30 à 15 h 15	-	-	-	-	-	11 h 30 à 15 h 15	-	-	-	-	-	R-A-MA
The coldest night of the year	Centre St-James	24-févr	**Marche sur les trottoirs (Aucune fermeture de rue - Les marcheurs respecteront la signalization en place)** **PARCOURS 10 KM :** Départ devant le 10, rue Church Hill (Westmount) pour arriver à l'angle de Sherbrooke et Atwater, Sherbrooke vers l'est jusqu'à St-Urbain, St-Urbain vers le sud jusqu'à St-Jacques; St-Jacques vers l'ouest jusqu'à Mansfield, Mansfield vers le nord jusqu'à St-Antoine, St-Antoine vers l'ouest jusqu'à Lucien -L'Allier, Lucien-L'Allier vers le nord jusqu'à René-Lévesque, René-Lévesque vers l'est jusqu'à De la Montagne; De la Montagne vers le nord jusqu'à Sherbrooke; Sherbrooke vers l'ouest jusqu'à Atwater (la marche se poursuit sur le territoire de Westmount). **PARCOURS 5 KM :** Départ devant le 10, rue Church Hill (Westmount) pour arriver à l'angle de Sherbrooke et Atwater, Sherbrooke vers l'est jusqu'à Bishop, Bishop vers le sud jusqu'à Sainte-Catherine, Ste-Catherine vers l'est jusqu'à Atwater (la marche se poursuit sur le territoire de Westmount).	17 h à 20 h	-	-	-	-	-	17 h à 20 h	-	-	-	-	-	R-AF-PA
(Nuit Blanche) *** Conditionnel à l'approbation des différentes instances municipales (Travaux publics, Division circulation et inspection, SPVM, SIM et toute autre instance concernée).**	Quartier éphémère (Fonderie Darling)	3 au 4 mars	Rue Ottawa entre Queen / Prince	9 h à 2 h	9 h à 2 h	-	-	-	-	9 h à 2 h	-	-	-	-	-	R-A-MA
Nuit sur flambeaux (Nuit blanche)	Voies culturelles des Faubourgs	3 au 4 mars	Parcours sur les trottoirs à déterminer. Aucune fermeture de rue. Les marcheurs respecteront la signalisation en place.	19 h à 3 h	-	-	-	-	-	21 h à 23 h	-	-	-	-	-	R-AF-MA

Ville-Marie
Montréal

C-4.1, o. XXX **Ordonnance relative à la fermeture de la rue Sainte–Catherine Est, la rue Saint-Hubert et l'avenue Papineau**

Vu le paragraphe 8 de l'article 3 du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1);

À sa séance du _____, le conseil d'arrondissement décrète :

1. La circulation de tout véhicule routier dans la rue Sainte-Catherine Est, entre la rue Saint-Hubert et l'avenue Papineau, est interdite du vendredi 26 avril 2018 à 7h au vendredi 18 octobre 2019 à 7 h

2. Malgré ce qui précède, la circulation des véhicules de livraison est autorisée, entre 07 h 00 et 10 h 00, du lundi au vendredi inclusivement.

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1196890001) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans , date de son entrée en vigueur.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
CA-24-085, xxxxx

ORDONNANCE RELATIVE À LA DISTRIBUTION D'ARTICLES PROMOTIONNELS LORS D'ÉVÉNEMENTS OU FOIRES COMMERCIALES

VU le 2e alinéa de l'article 45 du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085);

À sa séance du _____, le conseil d'arrondissement décrète :

Lors d'événements ou foires commerciales, les commanditaires de la Société de développement commercial du Village (SDC) peuvent remettre des articles publicitaires sur la rue Sainte-Catherine Est.

Le directeur général adjoint de Ville-Marie peut retirer en tout temps cette autorisation.

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1196890001) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans , date de son entrée en vigueur.

Ville-Marie
Montréal

P-1, XXX **Ordonnance relative à la fermeture de la rue Sainte-Catherine Est, entre la rue Saint-Hubert et l'avenue Papineau»**

VU les articles 1, 1.3, 3, 8 et 11.1 du Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1);

À sa séance du _____, le conseil d'arrondissement décrète :

1. À l'occasion de l'événement « Piétonnisation de la rue Sainte-Catherine Est », entre la rue Saint-Hubert et l'avenue Papineau, est désignée comme étant une place publique du vendredi 26 avril à 7 h au vendredi 18 octobre à 7 h, et à cette fin, les interdictions visées à l'article 1.3 du Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1) s'appliquent.

Malgré le premier alinéa, les agents de la paix et les cadets policiers du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) sont autorisés à circuler à bicyclette dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions relatives à l'événement « Piétonisation de la rue Sainte-Catherine Est ».

2. À l'occasion de cet événement, il est permis de vendre de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non, ainsi que la consommation de ces boissons, sur les cafés-terrasses situées sur la rue Sainte-Catherine Est, entre la rue Saint-Hubert et l'avenue Papineau.

Les boissons alcoolisées doivent être servies et consommées sur les cafés-terrasses seulement.

Les autorisations visées à l'article 2 sont valables du jeudi 2 mai au mardi 15 octobre 2019 :

1° de 8 à 23 h du dimanche au mercredi;
2° de 8 h à 3 h du jeudi au samedi;
3° de 8h00 à 3h00 : les jeudis, vendredis et samedis ainsi que: les dimanches 20 mai, 24 juin, 1 juillet , 12 août , 19 août , 2 septembre ET les mercredis de Feux d'artifices (11 et 18 juillet / 1 et 8 août.

Les matières résiduelles recyclables doivent être récupérées.

4. L'article 2 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec la Loi sur les produits alimentaires (L.R.Q., c. P-29) ou tout règlement adopté en vertu de celle-ci.

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1196890001) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans , date de son entrée en vigueur.

Piétonisation 2019 – SDC du Village

1) Dates et secteur ciblé

Piétonisation de la rue Sainte-Catherine du **26 avril au 18 octobre 2019**, entre les rues Saint-Hubert et Papineau.

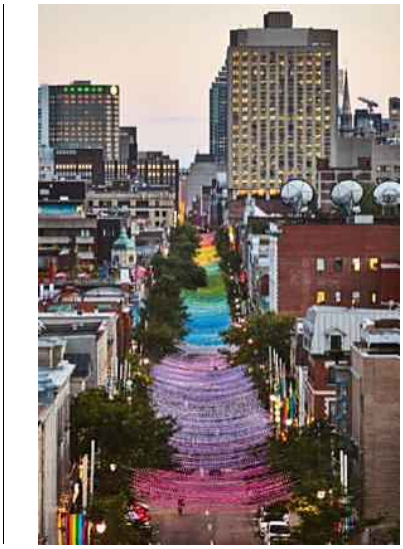




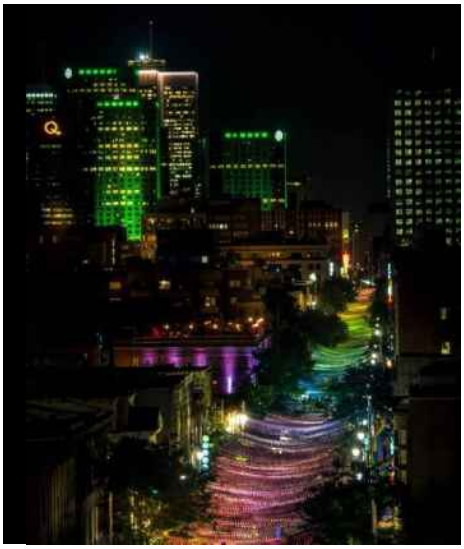
Détails :

- Montage des Boules, des bacs à fleurs et autres décors : **dès le vendredi 26 avril**
- Montage des terrasses : **jeudi le 2 mai**
- Démontage des terrasses : **mardi le 15 octobre**
- Démontage des décors : **15 au 18 octobre**
- Réouverture de la rue Sainte-Catherine à la circulation automobile : **vendredi le 18 octobre**

3) Canopée des Boules aux 18 teintes







Les « Boules LGBT » de Claude Cormier, nommées «18 nuances de Gai» (18 Shades of Gay), seront installées pour une dernière fois en 2019. Un concours est actuellement en cours, en collaboration avec l'Arrondissement de Ville-Marie, afin de trouver un nouveau concept pour 2020, qui remplacera l'actuel concept commandé à Claude Cormier par la SDC du Village en 2011.

4) Passerelle «FunambOule»

La passerelle surplombant la canopée des Boules LGBT, commandée par la SDC du Village à la firme d'architectes Architecturama en 2017, reviendra en 2019. Cette passerelle, installée depuis 2 étés à l'intersection de la rue *Champlain*, a été conçue pour pouvoir être installée à divers emplacements le long de la section piétonne de la rue Sainte-Catherine. À moins de changement, elle sera de nouveau installée au coin de la rue *Champlain*. Une belle façon de pouvoir admirer pour la dernière fois les « Boules aux 18 teintes de Gai » grâce à cette perspective unique.

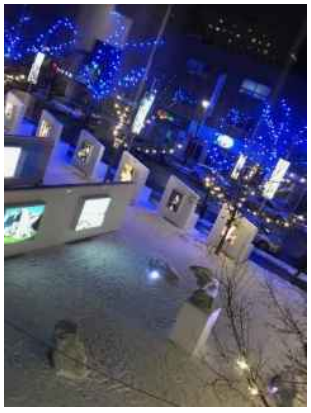




5) Galerie blanc

La Galerie blanc (galerieblanc.com) renouvellera, pour sa 3e année d'opération, son attrait artistique et culturel par une nouvelle sélection d'œuvres d'artistes qui n'avaient jamais été exposés dans le Village depuis les débuts d'AIRES LIBRES en 2008. La Galerie blanc est située sur un terrain appartenant à la Ville de Montréal, sur la rue Sainte-Catherine entre les rues Amherst et Wolfe.







6) Modules rétroéclairés

Les dix modules rétroéclairés, permettant de présenter une quarantaine d'œuvres de divers artistes, seront de nouveaux disposés à divers endroits sur la section piétonne de la rue Sainte-Catherine.







7) Foires commerciales

Les trois traditionnelles semaines de foires commerciales seront toujours d'actualité en 2019. Les dates suivantes seront proposées auprès de l'Arrondissement de Ville-Marie :

- 27 mai au 2 juin
- 8 au 14 juillet
- 26 août au 1er septembre





Une tournée aura lieu auprès des commerçants, avant le début de la piétonisation, afin de dynamiser cette formule et d'ainsi susciter une participation optimale.

8) Bacs à fleurs

Les 50 bacs à fleurs seront installés à nouveau sur la rue Sainte-Catherine, aux intersections des rues transversales entre les rues St-Hubert et Papineau, afin de verdir et d'égayer l'expérience de la piétonisation ainsi que pour aider à combattre les îlots de chaleur.





(aménagement floral Été 2018)

9) Festivals et activités sur la zone piétonne du Village

- Kiosque d'information *Santé et Tourisme* (par REZO)
- Amuseurs publics
- Festival Montréal en Arts (26 au 30 juin)
- Cirque Hors Piste (13 juillet)
- Prestation du Chœur Gai de Montréal (juillet)
- Fierté Montréal (8 au 18 août)
- Journée Communautaire (17 août)
- Montréal Fétish Week-end (29 août au 3 septembre)
- Marathon International de Montréal *Oasis* (21-22 septembre)
- Carnaval des couleurs (11 au 14 octobre)















10) Concours de terrasses

Pour la 4e édition consécutive, le jury du concours décernera un prix (plaques commémoratives et affiches-coroplast) pour les plus belles terrasses selon les catégories suivantes:

- Restaurants
- Bars
- Cafés et Autres
- Mention spéciale *distinction et effort*
- Vitrines (commerces de détails)



Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.27

2019/03/12
18:30

(1)

Dossier # : 1196890002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Désigner, comme étant une place publique, la rue Sainte-Catherine Ouest, entre la rue De Bleury et le boulevard Saint-Laurent dans le secteur Place des Arts, du lundi 29 avril au jeudi 25 septembre 2019, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation de cafés-terrasses et édicter les ordonnances

De désigner la rue Sainte-Catherine Ouest, entre la rue De Bleury et le boulevard Saint-Laurent et sur une portion entre le boulevard Saint-Laurent et la rue Saint-Dominique, comme étant une place publique, du 29 avril à 8 h au 25 septembre 2019 à 7 h, et autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation de cafés-terrasses;
D'édicter, en vertu du Règlement concernant la paix et l'ordre public (R.R.V.M., chapitre P-1, articles 1, 3, 8 et 11.1), l'ordonnance P-1, o. XXX permettant de vendre de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non, ainsi que la consommation de ces boissons, sur les cafés-terrasses installés le long de ce tronçon, du jeudi 3 mai au dimanche 9 septembre 2018, entre 8 h et 3 h. L'application des interdictions et contraventions concernant les bicyclettes, les planches à roulettes et les patins à roues alignées sera en vigueur pendant cette période;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M,, c. C-4.1, article 3, paragraphe 8), l'ordonnance C-4.1 o. XXX permettant la fermeture de rue;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085) l'ordonnance CA-24-085, XXX permettant la distribution d'articles promotionnels lors de l'événement de la piétonnisation de la rue Sainte-Catherine Ouest;

D'édicter, en vertu du Règlement concernant la propreté et la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M. c. P-12.2), permettant l'installation d'éléments décoratifs;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-3, o. xx permettant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur selon les sites et les horaires des événements identifiés à l'annexe;

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-03-07 15:10

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1196890002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Désigner, comme étant une place publique, la rue Sainte-Catherine Ouest, entre la rue De Bleury et le boulevard Saint-Laurent dans le secteur Place des Arts, du lundi 29 avril au jeudi 25 septembre 2019, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation de cafés-terrasses et édicter les ordonnances

CONTENU

CONTEXTE

Le Partenariat du Quartier des spectacles a déposé une demande à l'arrondissement de Ville-Marie en tant que promoteur de la piétonnisation pour la saison estivale 2019 du secteur de la Place des Arts comprenant la rue Sainte-Catherine Ouest, entre la rue De Bleury et le boulevard Saint-Laurent. La section, de la rue Jeanne-Mance, entre la rue Sainte-Catherine Ouest et le boulevard De Maisonneuve, la rue Balmoral, entre la rue Sainte-Catherine Ouest et le boulevard De Maisonneuve et la rue Mayor, entre les rues De Bleury et Balmoral, seront autorisées à la circulation locale seulement. Cette piétonnisation s'inscrit dans le cadre des autres piétonnisations dans l'arrondissement de Ville-Marie.

En collaboration avec le Partenariat du Quartier des spectacles, l'arrondissement de Ville-Marie vise le développement du Quartier des spectacles comme milieu urbain de qualité. La mise en valeur de ce secteur passe, entre autres, par une programmation d'activités principalement culturelles, ludiques et gratuites, réalisées à l'extérieur dans les lieux publics municipaux.

En étroite collaboration avec le Bureau des festivals, l'arrondissement de Ville-Marie appuie l'émergence de nouveaux événements et le développement d'une programmation d'activités culturelles extérieures favorisant :

- Une offre riche et variée en complément du calendrier des festivals et de celle offerte par les diffuseurs locaux;
- Une utilisation optimale des lieux publics extérieurs sur l'ensemble du territoire du Quartier des spectacles;
- La poursuite de la démocratisation des arts et de la culture en s'inspirant notamment du succès des autres piétonnisations sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1186890003 - CA18 240193 du 10 avril 2018 - Désigner, comme étant une place publique, la rue Sainte-Catherine Ouest, entre la rue De Bleury et le boulevard Saint-Laurent dans le secteur Place des Arts, du lundi 30 avril au jeudi 13 septembre 2018, autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation de cafés-terrasses et édicter les ordonnances

DESCRIPTION

En collaboration avec le Partenariat du Quartier des spectacles et l'arrondissement de Ville-Marie, la rue Sainte-Catherine Ouest, entre la rue De Bleury et le boulevard Saint-Laurent sera piétonne. L'arrondissement de Ville-Marie désignera ce secteur comme étant une place publique aux dates indiquées et y permettra l'occupation du domaine public à des fins de cafés-terrasses et d'installation d'éléments décoratifs et d'embellissement.

De désigner la rue Sainte-Catherine Ouest, entre la rue De Bleury et le boulevard Saint-Laurent , comme étant une place publique, du 29 avril à 8 h au 25 septembre 2019 à 7 h, et autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation de cafés-terrasses;

D'édicter, en vertu du Règlement concernant la paix et l'ordre public (R.R.V.M., chapitre P-1, articles 1, 3, 8 et 11.1), l'ordonnance P-1, o. XXX permettant de vendre de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non, ainsi que la consommation de ces boissons, sur les cafés -terrasses installés le long de ce tronçon, du jeudi 2 mai au dimanche 23 septembre 2019, entre 8 h et 3 h. L’application des interdictions et contraventions concernant les bicyclettes, les planches à roulettes et les patins à roues alignées sera en vigueur pendant cette période;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M,, c. C-4.1, article 3, paragraphe 8), l'ordonnance C-4.1 o. XXX permettant la fermeture de rue;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085) l'ordonnance CA-24-085, XXX permettant la distribution d'articles promotionnels lors de l'événement de la piétonnisation de la rue Sainte-Catherine Ouest;

D'édicter, en vertu du Règlement concernant la propreté et la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M. c. P-12.2), permettant l'installation d'éléments décoratifs;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-3, o. xx permettant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur selon les sites et les horaires des événements identifiés à l'annexe;

Plusieurs mesures de mitigation seront mises en place, notamment concernant l'accessibilité universelle ainsi que différentes actions faisant en sorte que les services municipaux puissent faire les interventions nécessaires à la bonne marche de ce projet. Un couloir libre de six mètres sera maintenu en tout temps pour assurer le passage des véhicules d'urgence et la circulation des piétons. Les ouvertures de la rue seront fermées par des barrières sécuritaires permettant le passage de véhicules d'urgence. Un plan de déviation de la circulation sera mis en place en périphérie de la zone piétonne et à d'autres endroits stratégiques de façon à mieux répartir les véhicules.

JUSTIFICATION

Cette piétonnisation permet de promouvoir le secteur du Quartier des spectacles à titre de

destination culturelle de calibre internationale et d'offrir aux visiteurs un lieu de qualité festif et sécuritaire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La piétonnisation de la rue Sainte-Catherine Ouest, dans le secteur Place des Arts, s'appuie sur le succès remporté au courant des dernières années par les rues piétonnisées dans l'arrondissement de Ville-Marie. Elle contribuera certainement à mettre ce secteur en valeur, à favoriser sa vitalité commerciale et à stimuler l'attrait touristique de Montréal.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La piétonnisation de la rue Sainte-Catherine Ouest, dans le secteur Place des Arts, s'appuie sur le succès remporté au courant des dernières années par les rues piétonnisées dans l'arrondissement de Ville-Marie. Elle contribuera certainement à mettre ce secteur en valeur, à favoriser sa vitalité commerciale et à stimuler l'attrait touristique de Montréal.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adopter les dérogations nécessaires pour la tenue de ce projet.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marc FLEURY
contremaitre d'arrondissement - voirie et parcs

Tél : 514 714-1531
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-26

Driss EZZAHER
chef de division

Tél : 514 868-4529
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2019-03-05

Ville-Marie
Montréal

P-12.2, o. XX	**Ordonnance relative à l'application de peinture au pochoir sur la chaussée de la rue Sainte-Catherine Ouest – Entre De Bleury et boulevard Saint-Laurent**

Vu l'article 7 du Règlement concernant la propreté et la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M. c. P-12.2);

À sa séance du _____, le conseil d'arrondissement décrète :

1. À l'occasion de la piétonisation de la rue Sainte-Catherine Est, il est permis de peindre au pochoir sur la rue Sainte-Catherine Ouest, entre De Bleury et boulevard Saint-Laurent avec de la peinture soluble à l'eau, sur la chaussée, à partir du 29 avril au 26 septembre 2019.

2. Durant l'exécution des travaux de peinture **:**

1° une allée de circulation d'au moins 60 cm sur le trottoir doit être maintenue à la disposition des piétons;

2° la peinture ne doit pas empiéter sur un signal de circulation comme une ligne, une marque ou un signe au sol.

3. Cette autorisation est valable à partir du 29 avril au 26 septembre 2019.

4. À l'expiration de la période visée à l'article 3, la peinture doit être enlevée.

5. Les organisateurs de cet événement sont responsables de l'application de la présente ordonnance.

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (1196890002) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans ,date de son entrée en vigueur.

VILLE DE MONTREAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
C-4.1, XXX

ORDONNANCE RELATIVE À LA FERMETURE DE LA RUE SAINTE-CATHERINE, ENTRE LA RUE DE BLEURY ET LE BOULEVARD SAINT-LAURENT

Vu le paragraphe 8 de l'article 3 du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1);

À sa séance du _____, le conseil d'arrondissement décrète :

1. La fermeture de la rue Sainte-Catherine Ouest entre la rue De Bleury et le boulevard Saint-Laurent dans le secteur Place des Arts, du 29 AVRIL 2019 à 8 h au 26 septembre 2019 7 h.

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1196890002) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans , date de son entrée en vigueur.

Ville-Marie
Montréal

P-1, XXX	**Ordonnance relative à la piétonisation de la rue Sainte-Catherine Ouest, entre la rue De Bleury et le boulevard Saint-Laurent**

VU les articles 1, 1.3, 3, 8 et 11.1 du Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1);

À sa séance du _____, le conseil d'arrondissement décrète :

1. À l'occasion de l'événement « Piétonnisation de la rue Sainte-Catherine Ouest », la rue Sainte-Catherine Ouest, entre la rue De Bleury et le boulevard Saint-Laurent est désignée comme étant une place publique, du 29 avril 2019 à 8 h au 26 septembre 2019 à 7 h, et à cette fin, les interdictions visées à l'article 1.3 du Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1) s'appliquent.

2. À l'occasion de cet événement, il est permis de vendre de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non, ainsi que la consommation de ces boissons, sur les cafés-terrasses situés sur la rue Sainte-Catherine Ouest, entre la rue De Bleury et le boulevard Saint-Laurent.

Les boissons alcoolisées doivent être servies et consommées sur les cafés-terrasses seulement.

3. Les autorisations visées à l'article 2 sont valables du 2 mai au 23 septembre 2019, de 8 h à 3 h.

Les matières résiduelles recyclables doivent être récupérées.

4. L'article 2 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec la Loi sur les produits alimentaires (L.R.Q., c. P-29) ou tout règlement adopté en vertu de celle-ci.

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1196890002) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans , date de son entrée en vigueur.

Ville-Marie
Montréal

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
CA-24-085, xxxxx

ORDONNANCE RELATIVE À LA DISTRIBUTION D'ARTICLES PROMOTIONNELS LORS D'ÉVÉNEMENTS OU FOIRES COMMERCIALES

VU le 2e alinéa de l'article 45 du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085);

À sa séance du _____, le conseil d'arrondissement décrète :

Lors d'événements ou foires commerciales, les commanditaires de la Société de développement commercial Quartier des spectacles (SDC) peuvent remettre des articles publicitaires sur la rue Sainte-Catherine Ouest.

Le directeur général adjoint de Ville-Marie peut retirer en tout temps cette autorisation.

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1196890002) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans , date de son entrée en vigueur.

Ville-Marie
Montréal

B-3, o. xxx	Ordonnance relative à la tenue d'événements sur le domaine public (saison 2019, 1re partie, A)

Vu l'article 20 du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., chapitre B-3);

À sa séance du 13 février 2018, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur est exceptionnellement permis sur les sites et selon les horaires des événements identifiés à l'annexe 1.

L'utilisation des mégaphones est cependant prohibée, sauf à des fins de sécurité.

2. Le niveau de pression acoustique maximal autorisé est de 75 dBA et 90 dBC, LAeq 1 minutes, mesuré à 5 mètres appareils sonores installés sur ce site.

– –

ANNEXE 1
PROGRAMMATION DES ÉVÉNEMENTS SUR LE DOMAINE PUBLIC
(SAISON 2019, 1re PARTIE, A)

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1186673001) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir *le 17 février 2018, date de son entrée en vigueur.*

ANNEXE 1

PROGRAMMATION DES FESTIVALS ET DES ÉVÉNEMENTS CULTURELS SUR LE DOMAINE PUBLIC
(SAISON 2018, 1re PARTIE, A)

Événements	Organismes	Dates j/mm	Lieu (s)	O-0.1 Occ. dom. public	C-4.1 Circ & Stat	P-1 art. 8 (vente)			P-1 art. 3 Consom. d'alcool	B-3 art. 29 Bruit	O-0.1 art. 2.1 Occ. Affichage	01-202 art. 560 Aff. dom. privé	CA-24-085 art. 45 Échantillons	V-1 art. 22 Véhicule hippomobile	P-12.2 art.7 Peinture sur chaussée	Autres informations
						Marchandise	Aliment et boisson non-alcoolique	Boisson alcoolique								
Fête du Nouvel An chinois - Danse du lion	L'Association chinoise de Montréal	18-févr	**Place Sun Yat Sen et trottoirs du Quartier chinois** Danse du lion selon le trajet suivant : Point de départ : Place Sun Yat Sen, Clark vers le nord (virage en U) et retour sur De la Gauchetière; De la Gauchetière vers l'ouest; Côté vers le sud (virage en U), trottoir est et retour sur de la Gauchetière; De la Gauchetière vers l'est, Clark vers le sud jusqu'à Viger; Viger, trottoir nord en direction est jusqu'à St-Laurent; Trottoir ouest de St-Laurent vers le nord; Trottoir sud de René-Lévesque vers l'ouest; Clark vers le sud et	11 h 30 à 16 h 15	-	-	-	-	-	11 h 30 à 16 h 15	-	-	-	-	-	R-A-MA
The coldest night of the year	Centre St-James	24-févr	**Marche sur les trottoirs (Aucune fermeture de rue - Les marcheurs respecteront la signalization en place)** **PARCOURS 10 KM :** Départ devant le 10, rue Church Hill (Westmount) pour arriver à l'angle de Sherbrooke et Atwater, Sherbrooke vers l'est jusqu'à St-Urbain, St-Urbain vers le sud jusqu'à St-Jacques; St-Jacques vers l'ouest jusqu'à Mansfield, Mansfield vers le nord jusqu'à St-Antoine, St-Antoine vers l'ouest jusqu'à Lucien -L'Allier, Lucien-L'Allier vers le nord jusqu'à René-Lévesque, René-Lévesque vers l'est jusqu'à De la Montagne; De la Montagne vers le nord jusqu'à Sherbrooke; Sherbrooke vers l'ouest jusqu'à Atwater (la marche se poursuit sur le territoire de Westmount). **PARCOURS 5 KM :** Départ devant le 10, rue Church Hill (Westmount) pour arriver à l'angle de Sherbrooke et Atwater, Sherbrooke vers l'est jusqu'à Bishop, Bishop vers le sud jusqu'à Sainte-Catherine, Ste-Catherine vers l'est jusqu'à Atwater (la marche se poursuit sur le territoire de Westmount).	17 h à 20 h	-	-	-	-	-	17 h à 20 h	-	-	-	-	-	R-AF-PA
(Nuit Blanche) *** Conditionnel à l'approbation des différentes instances municipales (Travaux publics, Division circulation et inspection, SPVM, SIM et toute autre instance concernée).**	Quartier éphémère (Fonderie Darling)	3 au 4 mars	Rue Ottawa entre Queen / Prince	9 h à 2 h	9 h à 2 h	-	-	-	-	9 h à 2 h	-	-	-	-	-	R-A-MA
Nuit sur flambeaux (Nuit blanche)	Voies culturelles des Faubourgs	3 au 4 mars	Parcours sur les trottoirs à déterminer. Aucune fermeture de rue. Les marcheurs respecteront la signalisation en place.	19 h à 3 h	-	-	-	-	-	21 h à 23 h	-	-	-	-	-	R-AF-MA

CAHIER DES CHARGES

Animation de la rue Sainte-Catherine

Rue Sainte-Catherine entre les rues De Bleury et Saint-Laurent et sur la Place des festivals

2 mai au 31 mai et 2 août au 18 septembre 2018

1. **Structure organisationnelle – rôle et mandat**

   a. **Producteur de l'événement**

   Partenariat du Quartier des Spectacles

   Chargée de production : Laurence Montmarquette: 514-879-0009 #236

   laurence.montmarquette@quartierdesspectacles.com

   Partenariat du Quartier des Spectacles

   Coordonnateur logistique : Julien Lavoie: 514-879-0009 #256

   thomas.peltier@quartierdesspectacles.com

2. **Description de l'événement**

   a. **Nom**

   Animation de la rue Sainte-Catherine

   b. **Date, incluant montage et démontage**

   « Dans ma cour » : 2 mai au 31 mai et 15 août au 15 septembre: Installation sur la rue Sainte-Catherine et sur la Place des festivals

   Montage : 29 avril au 2 mai

   Démontage : 1-2 juin

   Jeux d'échecs : 2 mai au 31 mai et 2 août au 18 septembre

   Montage : 29 avril au 2 mai

   Démontage : Semaine du 15 septembre

   c. **Localisation** (voir annexe 1)

   Rue Sainte-Catherine Ouest entre les rues de Bleury et St-Laurent.

   d. **Description**

   Dans le cadre de sa mission, le Partenariat du Quartier des spectacles voit à l'animation du Quartier des spectacles par la programmation d'activités culturelles. Pendant la période estivale, la rue Sainte-Catherine, entre les rues Bleury et Saint-Laurent, devient une place publique propice à la tenue d'activités et d'installations artistique.
   L'animation de la piétonisation de la rue Sainte-Catherine propose un aménagement de

mobilier urbain pour permettre aux résidents, touristes, travailleurs et passants de profiter pleinement des lieux.

« DANS MA COUR » : 2 au 31 mai 2019 et 15 août au 15 septembre

Faites comme chez vous, installez-vous, détendez-vous. Le Quartier des spectacles dévoile ses cours arrière.

10 ilots en gazon synthétique seront installés entre les rues Balmoral et Saint-Urbain avec mobilier et scénographie ludique. (Voir plan et image en annexe)

Nous installerons également 30 tables de pique-nique sur la Place des festivals pour la durée du mois de mai et du mois d'août.

Jeux d'échecs : 2 mai au 31 mai et 2 août au 18 septembre 2019

Forts du succès des dernières années, les jeux d'échecs géants seront de retour cette année sur la rue Sainte-Catherine. Les jeux seront installés entre Jeanne-Mance et Saint-Urbain. Chaque jeu sera accompagné de table à pique-nique avec des parasols du Quartier des spectacles et des agents de jeux assureront la médiation et l'encadrement des joueurs. – Voir image en annexe

Les jeux d'échecs seront ouverts au public tous les jours de 10h à 20h.

e. Affichage

Quelques affiches informatives seront installées sur les ponts disposés le long de la rue Ste-Catherine Ouest. De l'information concernant l'installation du projet « Dans ma cours » sera intégrée directement à l'œuvre.

3. Logistique et opération

a. Besoin en équipement de la ville

Un nettoyage de la rue suivant le démontage de l'installation « Dans ma cours » est à prévoir.

Livraison de 30 tables de pique-nique le 29 avril au Nord de la Place des festivals.

Livraison : 29 avril

Reprise des tables : 3 juin 9h00

b. Sécurité

Les agents logistiques assureront un suivi et un service à la clientèle sur le terrain lors de la période de piétonisation.

Des tournées d'entretien journalières sont prévues afin d'assurer la propreté et l'intégrité de l'installation.

c. Demande de permis

Installation « Dans ma cour » – tous les jours en continu du 2 au 31 mai et 15 août au 15 septembre.

Jeux d'échecs - tous les jours de 10h à 20h du 2 mai au 31 mai et 2 août au 18septembre;

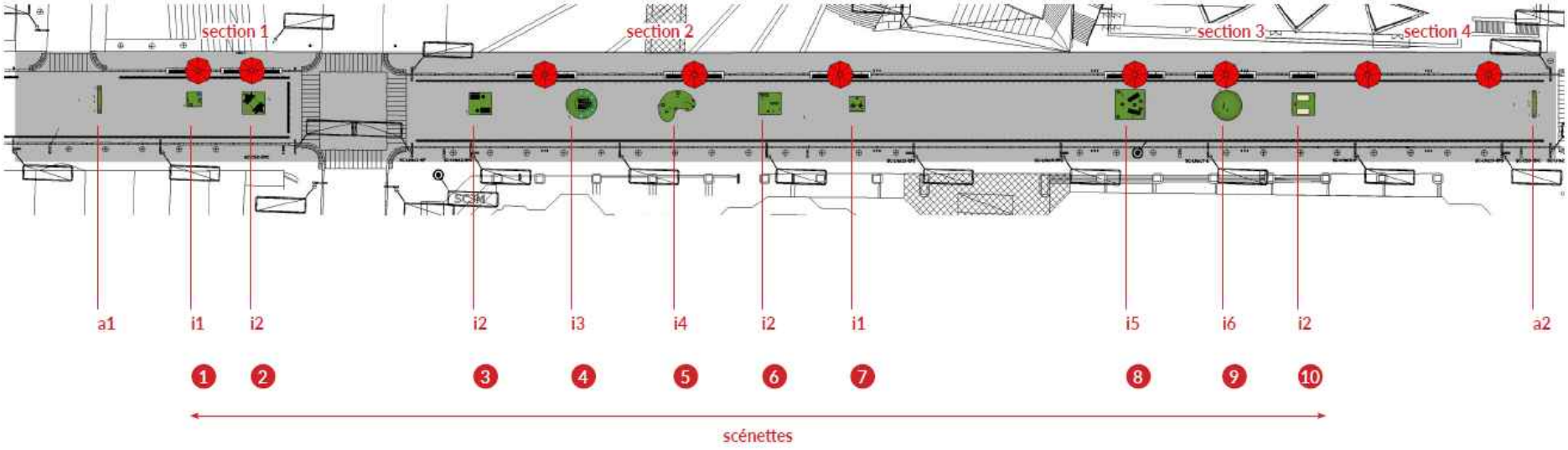
Affichage;

Annexe 1 : plan de l'installation de 2018 – Plan final pour 2019 en travail

Plan de l'aménagement sur Sainte-Catherine

Les scénettes dessinent un parcours invitant à la flânerie et à la détente.
Plusieurs types d'îlots offrent un paysage varié.

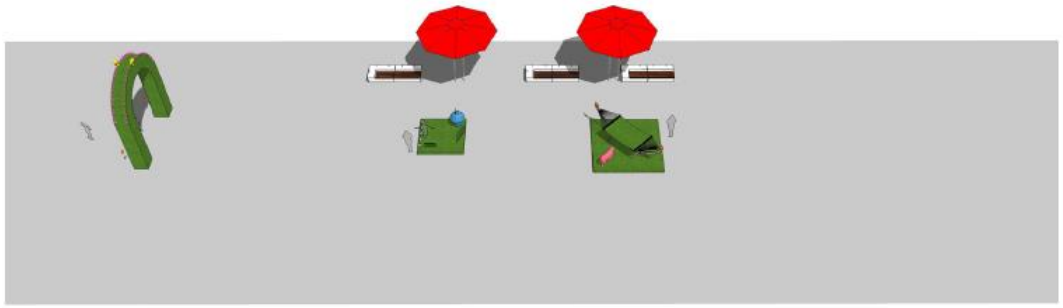
Les bancs du QDS gravitent autour des îlots mais ne sont pas encore disposés de manière finale- même cas pour les parasols.



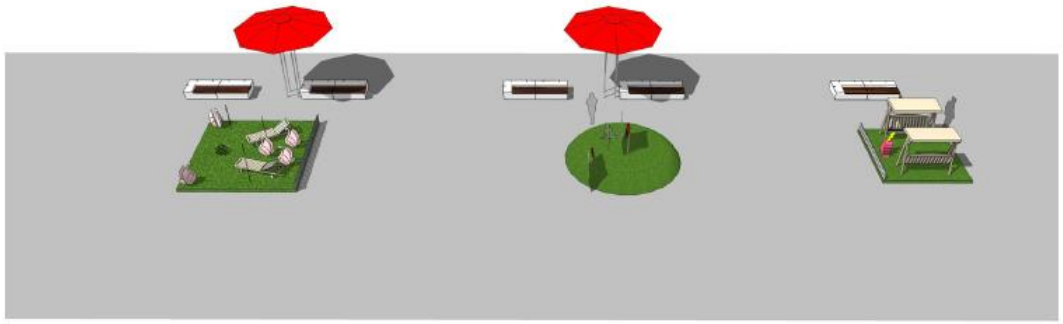
a arches
i îlots type
1 scénario

Vues de l'aménagement sur Sainte-Catherine

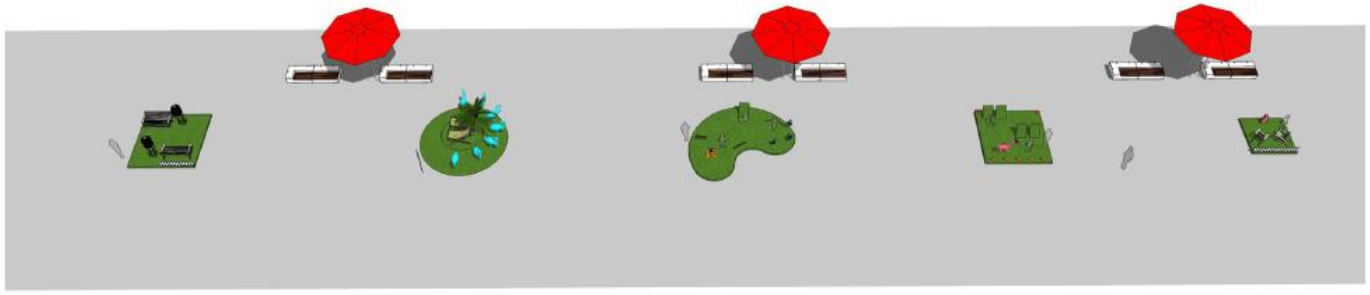
section 1



section 2



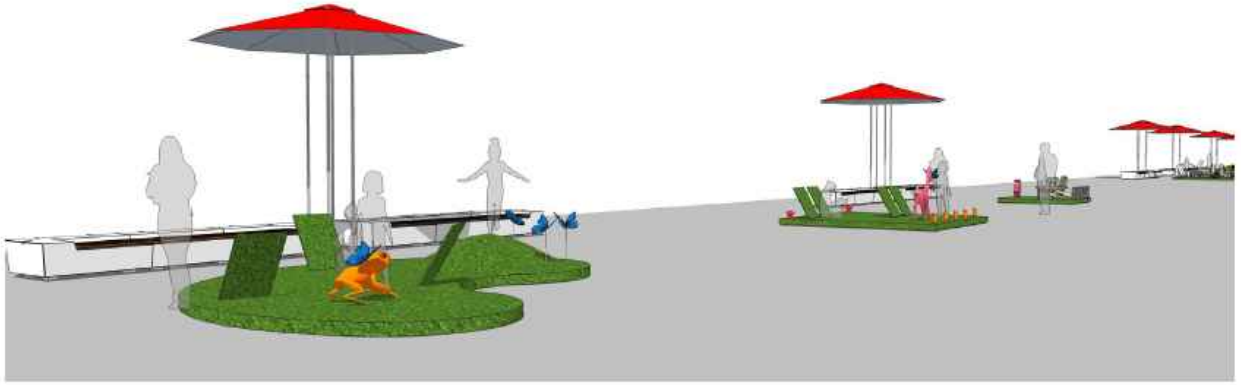
section 3



Vues de l'aménagement sur Sainte-Catherine (non mises à jour)

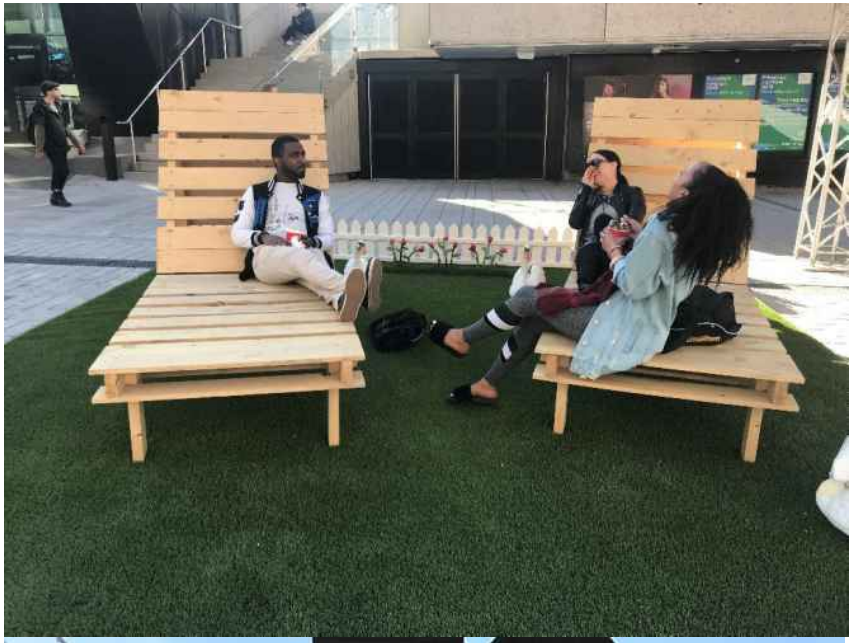








Exemple de scénette







Annexe 2 – Jeux d'échecs



Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.28

2019/03/12
18:30

(1)

Dossier # : 1190318002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement sur les promotions commerciales (R.R.V.M., c. P-11) à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie

D'adopter un règlement modifiant Règlement sur les promotions commerciales (R.R.V.M., c. P-11) à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-03-04 08:51

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1190318002**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement sur les promotions commerciales (R.R.V.M., c. P-11) à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie

CONTENU

CONTEXTE

En vertu des compétences déléguées par le règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002) l'arrondissement souhaite adapter les règles applicables aux promotions commerciales et aux événements organisés par les sociétés de développement commercial et les associations de commerçants à la dynamique de Ville-Marie.
Actuellement soumises au Règlement sur les promotions commerciales de la Ville de Montréal (P-11), ces associations commerçantes peuvent tenir trois promotions commerciales annuellement. Afin de mieux répondre aux besoins de leurs clientèles et se démarquer des autres secteurs commerciaux, les SDC et les associations des rues Crescent et Peel ont développé des activités de promotion qui intègrent de nombreux éléments de nature événementielle, culturelle et festive À cet effet, le règlement proposé pour encadrer les événements promotionnels des rues commerciales n'impose plus de limites au nombre d'événements promotionnels produits par les SDC et les associations commerçantes, introduit la notion d'événement dans les activités autorisées sur les rues commerciale, définit plus clairement les obligations des associations organisant ces promotions ainsi que le type d'occupation autorisé du domaine public.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

s/o

DESCRIPTION

Dans le cadre de ce projet de règlement, la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises propose :

· de ne fixer aucun maximum de promotions ou d'événements promotionnels à se tenir sur un même district commercial annuellement ;
· de maintenir à 7 journées consécutives la durée maximale d'une promotion commerciale ou d'un événement promotionnel ;
· de reconnaître l'organisation de spectacles, de marchés, de foires et autres activités visant à faire connaître la rue à des clientèles diversifiées en tant qu'événements à caractère promotionnel ;
· d'augmenter la couverture en assurance responsabilité à 3 M$;

· d'augmenter le dépôt requis pour réparation et nettoyage du domaine public à 3 000 $;
· de préciser les obligations des organisateurs de ces promotions en amont de leur tenue ;
· de préciser les obligations des organisateurs de ces promotions en matière de sécurisation des lieux occupés ;
· d'introduire l'obligation de mettre des bacs de recyclage à la disposition de la clientèle durant ces promotions.

JUSTIFICATION

Comme l'ont aussi fait les arrondissements Le Plateau Mont-Royal et Rosemont-Petite-Patrie, l'adoption d'un règlement local sur les promotions commerciales permet à la fois de préciser les responsabilités des parties dans la tenue de promotions, d'actualiser la notion de promotion commerciale en fonction des pratiques et de donner un avantage concurrentiel aux associations commerçantes. Le nouveau règlement mise davantage sur le partenariat pour assurer le développement de Ville-Marie.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s/o

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le nouveau règlement permet une valorisation accrue de l'environnement en incitant davantage les promotions commerciales à faciliter le recyclage et le compostage.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adoption de ce règlement permettra d'appliquer les nouvelles règles dès son adoption et facilitera la gestion des demandes de tenue d'activités de promotion pour 2019.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les sociétés de développement commercial (SDC) et les associations de commerçants reconnus par l'arrondissement seront avisés de cette modification réglementaire par la DAUSE. L'information sera aussi mise en ligne sur le site de l'arrondissement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le responsable du dossier, l'endosseur ainsi que le signataire de la recommandation attestent de la conformité de ce dossier aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Denis COLLERETTE
Commissaire - développement économique

Tél : 514-872-5603
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-03-01

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

Ville-Marie
Montréal

CA-24-301	**Règlement modifiant Règlement sur les promotions commerciales (R.R.V.M., c. P-11) à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie**

Vu le sous-paragraphe g) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 1 du *Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement* (02-002);

À sa séance du _____ 2019, le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie décrète :

1. Le *Règlement modifiant Règlement sur les promotions commerciales (R.R.V.M., c. P-11) à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie* est modifié par le remplacement de l'article 1 par le suivant :

« *1. Dans le présent règlement, les mots suivants signifient :*

« association » : une association composée d'au moins 25 membres faisant affaire sur le territoire de la promotion ou une société de développement commercial visée aux articles 458.1 à 458.44 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19) et aux articles 79.1 à 79.8 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

« directeur » : le directeur de la Direction de l'aménagement urbain et du service aux entreprises

« district commercial » : zone ou partie d'une zone où l'activité commerciale est prépondérante;

« promotion » une promotion commerciale ou un événement promotionnel constituant un ensemble d'activités exercées à l'extérieur des établissements afin de promouvoir le district commercial ainsi que les produits et les services offerts par les membres de l'association. »

2. L'article 4 de ce règlement est modifié comme suit :

1° par le remplacement, entre les mots « *tels* » et « *de* », des mots « *l'accomplissement* » par les mots « *la tenue* »;

2° par l'insertion entre les mots « *événement* » et « *sportifs* », du mot « *civique,* »;

3. Le deuxième alinéa de l'article 5 de ce règlement est remplacé par l'alinéa suivant :

« *Le directeur peut limiter le nombre de promotions à se tenir dans un même district commercial sur une année donnée.* ».

4. L'article 6 de ce règlement est modifié comme suit :

1° par le remplacement, au premier alinéa, du nombre « *1 000* » par le nombre « *3 000* »;

2° par le remplacement, entre les mots « *prévue* » et « *entre* », du mot « *est* » par les mots « *se situe* »;

3° par l'insertion, au deuxième alinéa, à la suite du mot « *mars* », des mots « *de la même année* »;

5. L'article 6.1 de ce règlement est remplacé par l'article suivant :

« *6.1 La date ainsi que les modalités applicables au déroulement d'une promotion commerciale ne peuvent être modifiées après que le permis prévu à l'article 3 ait été délivré aux fins de cette promotion.* »

6. L'article 7 de ce règlement est remplacé par l'article suivant :

« *7. Toute demande de promotion doit indiquer les jours, les heures, la durée prévue de la promotion, le type d'occupation du domaine public souhaité, la programmation des activités d'animation et indiquer toute dérogation à la réglementation requise.*

Le directeur peut, avec l'approbation préalable des services concernés, autoriser la tenue de la promotion, les activités prévues et l'occupation sans frais du domaine public.

Au plus tard 30 jours avant la tenue de la promotion autorisée, l'association ayant obtenu le permis doit déposer un cahier de charge complet, croquis à l'appui, faisant état de l'occupation du domaine public, faisant mention du calendrier quotidien de la promotion, de la programmation complète et détaillée, des mesures de sécurisation du site, de jour et de nuit, des besoins en logistique, des besoins en branchement et en déplacement de mobilier du domaine public, des dérogations réglementaires demandées, du nom des fournisseurs de services exigibles. »

7. L'article 8 de ce règlement est modifié par le remplacement, au premier alinéa, du nombre « *2 000* » par le nombre « *3 000* »;

8. Le premier alinéa de l'article 9 de ce règlement est modifié par ajout, à la suite du paragraphe 2°, du paragraphe 3° :

« *3° des personnes non autorisées participent à la promotion*. ».

9. L'article 12 de ce règlement est remplacé par l'article suivant :

« *12. Sous réserve des autres exigences du présent règlement, l'occupation prévue à l'article 11 se fait comme suit :*

1º l'exposition et la vente de biens ;

2º l'exposition de l'expertise et la vente de services ;

3º l'installation de matériel publicitaire ou d'information ;

4º la préparation et le service d'aliments par les restaurateurs, à condition de se conformer à tout autre règlement applicable et à condition que ces aliments soient servis dans des contenants souples, jetables, récupérables ou compostables sauf si des comptoirs, des tables, des tabourets et des chaises sont installés spécifiquement à cette fin devant l'établissement les offrant;

5º aux mêmes conditions applicables aux restaurateurs, le service de boissons alcooliques est autorisé par les propriétaires d'établissements détenant les permis requis par la loi, dans la mesure où la consommation se fait sur place, dans un espace comprenant des comptoirs, des tables, des tabourets ou des chaises. »

10. L'article 13 de ce règlement est remplacé par l'article suivant :

« *13. Lorsque la circulation des véhicules n'est pas interrompue sur une rue ou une partie de rue sur laquelle la promotion se tient, seul l'espace privé et le trottoir situé immédiatement devant l'établissement peut être occupé. Un espace suffisant doit être laissé pour permettre la libre circulation et la sécurité des piétons.* »

11. L'article 14.1 de ce règlement est remplacé par l'article suivant :

« *14.1. Lorsque la fermeture de la rue est autorisée aux fins d'une promotion, l'association doit installer, au moins 7 jours précédant le début de la promotion, une signalisation indiquant :*

1º le nom de la rue fermée ;

2º les dates du début et de la fin de la promotion commerciale ;

3º les limites du territoire de la promotion ;

4º les heures où le stationnement sera prohibé.

Cette signalisation doit être installée à chacune des extrémités de la rue concernée, répétée à toutes les deux intersections et faite de panneaux d'au plus 1 m de largeur et 1,5 m de hauteur. ».

12. Ce règlement est modifié par l'insertion à la suite de l'article 14.1 de l'article suivant :

« *14.2 Lors de la tenue de tels événements, l'association doit s'assurer que les participants de tous âges et de tout groupe aient accès à des toilettes et en nombre suffisant pour la foule présente.* ».

13. L'article 15 de ce règlement est remplacé par l'article suivant :

« *15. L'association organisant une promotion commerciale doit assurer un service de sécurité correspondant à la nature de l'activité et à la foule attendue. Elle doit en autres prendre les mesures nécessaires pour limiter les incivilités et interdire la libre circulation de boissons alcooliques dans un contenant ouvert.* ».

14. L'article 16 de ce règlement est remplacé par l'article suivant :

« *16. Chaque établissement participant doit installer visiblement des contenants appropriés et distincts, pour la disposition des rebuts, des matières recyclables et, si possible, des matières compostables.* ».

15. L'article 17 de ce règlement est remplacé par l'article suivant :

« *17. À la fin de la promotion, l'association doit nettoyer adéquatement l'espace public cédé pour la promotion. Le nettoyage comprend l'enlèvement complet de tout dessin ou peinture installés su la chaussée.* »

Un avis relatif à ce règlement (dossier 1190318002*) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir le _____ 2019, date de son entrée en vigueur.*

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 50.01

2019/03/12
18:30

(1)

Dossier # : 1193536003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la nomination de madame Maryse Bouchard au poste de Directrice de la culture, sports, loisirs et développement social de l'arrondissement de Ville-Marie à compter du 13 mars 2019

Il est recommandé :
d'approuver la nomination de madame Maryse Bouchard au poste de Directrice de la culture, sports, loisirs et développement social (14603) de l'arrondissement de Ville-Marie à compter du 13 mars 2019.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-03-07 15:10

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1193536003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la nomination de madame Maryse Bouchard au poste de Directrice de la culture, sports, loisirs et développement social de l'arrondissement de Ville-Marie à compter du 13 mars 2019

CONTENU

CONTEXTE

Compte tenu du départ à la retraite du titulaire, le poste de Directeur(trice) de la culture, sports, loisirs et développement social (14603) de l'arrondissement de Ville-Marie est devenu vacant. La nomination intérimaire d'un(e) directeur(trice) a été autorisée en attendant la tenue du processus de comblement avec affichage.
Un processus formel de dotation avec appel de candidatures a été lancé et administré par le Service des ressources humaines. L'affichage de poste a été publié du 7 au 21 janvier 2019 et le processus d'évaluation s'est terminé le 5 mars 2019.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1183536004 | Approuver la nomination intérimaire de madame Josée Poirier (118472999) au poste de Directrice de la culture, sports, loisirs et développement social de l'arrondissement de Ville-Marie pour la période du 10 octobre au 10 décembre 2018 et approuver la nomination intérimaire de madame Maryse Bouchard (283542999) au poste de Directrice de la culture, sports, loisirs et développement social de l'arrondissement de Ville-Marie pour la période du 11 décembre 2018 au 12 février 2019.

DESCRIPTION

Il est recommandé d'approuver la nomination de madame Maryse Bouchard (matricule 283542999) au poste de Directrice de la culture, sports, loisirs et développement social (14603) de l'arrondissement de Ville-Marie à compter du 13 mars 2019.

JUSTIFICATION

Au terme du processus d'évaluation, le comité d'évaluation recommande la nomination de madame Maryse Bouchard.
Madame Bouchard possède plusieurs années d'expérience de gestion. En effet, elle a notamment occupé le poste de Chef de division - Relations avec les citoyens et communications à l'arrondissement de Verdun de 2003 à 2008, le poste de Chef de division - Culture, bibliothèque et développement social à l'arrondissement d'Outremont de 2008 à 2013 et le poste de Chef de division - Culture et bibliothèques à l'arrondissement de Ville-Marie de 2013 à 2018. Elle a ensuite été nommée par interim au poste de Directrice -

Culture, sports, loisirs et développement social à l'arrondissement de Ville-Marie depuis le 11 décembre 2018.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le poste Directeur(trice) de la culture, sports, loisirs et développement social (14603) détient la classe salariale FM10 (115 428$ - 144 290$ - 173 152$). Compte tenu de l'article 9.3.2 b) du document des Conditions de travail des cadres de la Ville de Montréal, madame Bouchard bénéficiera d'une augmentation équivalant à neuf pour cent (9 %) de son salaire, sans excéder le maximum mérite prévu à la nouvelle échelle salariale.
De plus, à titre de cadre de direction à la Ville de Montréal, madame Bouchard bénéficiera d'une allocation pour l'utilisation de son automobile dans le cadre de ses fonctions et d'un budget pour ses dépenses de fonction.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Kemly DESTIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Hélène DAOUST, Service des ressources humaines

Lecture :

Hélène DAOUST, 7 mars 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-03-06

Marie-Pier GENEST
Conseillère en ressources humaines

Tél : 514 868-5168
Télécop. : 514 868-3548

Marie-Pier GENEST
Conseillère en ressources humaines

Tél : 514 868-5168
Télécop. : 514 868-3548

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1193536003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Objet :	Approuver la nomination de madame Maryse Bouchard au poste de Directrice de la culture, sports, loisirs et développement social de l'arrondissement de Ville-Marie à compter du 13 mars 2019

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière _ GDD no 1193536003.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Kemly DESTIN
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-03-07

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-3125
Division : Du greffe

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1193536003

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation:

" Approuver la nomination de madame Maryse Bouchard au poste de Directrice de la culture, sports, loisirs et développement social (14603) de l'arrondissement de Ville-Marie à compter du 13 mars 2019."

- Pour 2019, la rémunération annuelle moyenne du poste à combler est estimée à **178 967 $** (incluant les charges sociales).

- Le comblement de ce poste n'engendre aucun coût suplémentaire pour la "*Direction de la culture, sports, loisirs et développement social*", car le poste # **14603**, celui de *"Directeur(trice) de la culture, sports, loisirs et développement social"* est devenu vacant suite au départ à la retraite du titulaire précédent.

- De plus, pour l'année 2019, l'arrondissement de Ville-Marie dispose d'un budget de **194 300 $** (incluant les charges sociales) sur ce poste (# **14603**), ainsi les montants non requis, au présent dossier, retourneront à la réserve pour postes vacants de l'arrondissement de Ville-Marie.

Données financières:

◆ **IMPUTATION :**

Référence budgétaire: **097225**

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur	**2019**
Salaire	2438	0010000	306121	07001	51100	050030	9950	000000	000000	00000	00000	144 290 $
Maladie	2438	0010000	306121	07001	51240	050030	9950	000000	000000	00000	00000	2 384 $
Cotisation Employeur	2438	0010000	306121	07001	52100	050030	9950	000000	000000	00000	00000	32 294 $
											Total	**178 967 $**

Responsable de l'intervention:

Kemly Destin

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2019-03-07**